
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google[™] books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





XII 1745

JOURNAL
DU
DROIT CRIMINEL.



IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET C^o,
RUE DE SEINE, N^o 14.

9192

JOURNAL
DU
DROIT CRIMINEL,
OU
JURISPRUDENCE CRIMINELLE
DU ROYAUME.

RECUEIL CRITIQUE

Des décisions judiciaires et administratives sur les matières criminelles,
correctionnelles et de simple police ;

REDIGÉ PAR

ACHILLE MORIN,

Docteur en droit,
Avocat aux conseils du Roi et à la Cour de Cassation ;

ET PAR MM.

CHAUVEAU ADOLPHE,

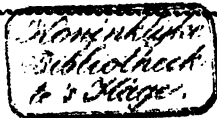
Professeur de droit, avocat à Toulouse, membre de la Légion-d'Honneur,

ET **FAUSTIN HÉLIE,**

Chef du bureau des affaires criminelles au ministère de la Justice,
Membre de la Légion-d'Honneur,

AUTEURS DE LA THÉORIE DU CODE PÉNAL

ONZIÈME ANNÉE.



PARIS,

AU BUREAU DU JOURNAL DU DROIT CRIMINEL,
RUE SAINTE-ANNE, N° 29.

On dépose les exemplaires exigés par la loi pour la conservation du droit de propriété.

JOURNAL

DU

DROIT CRIMINEL.

ART. 2307.

REVUE ANNUELLE.

Parmi les nombreux arrêts qui sont intervenus dans le cours de l'année 1838, sur les matières criminelles, il en est peu sur lesquels les méditations des juriconsultes doivent longtemps s'arrêter. La plupart n'ont fait que continuer une jurisprudence déjà tracée et dont les principes se trouvent soit développés, soit combattus dans les premiers volumes de ce recueil. Si, sur quelques points fort rares, quelques décisions ont dévié de cette voie commune et interrompu l'unité de la jurisprudence, ces déviations ont été signalées avec soin par le consciencieux rédacteur de ce journal, et il semble superflu d'y revenir. Je veux donc m'attacher uniquement, dans cet article, à quelques arrêts qui m'ont paru mériter l'attention, moins par leurs décisions que par les questions neuves qu'ils ont soulevées (1)

(1) Il est pourtant plusieurs solutions importantes que nous devons rappeler ici : les unes, parce qu'elles décident expressément des questions neuves, qui peuvent se reproduire; d'autres, parce qu'elles consolident ou modifient des points de jurisprudence qui sont d'un certain intérêt pratique; la plupart enfin parce qu'elles fournissent encore matière à controverse.

Pour la première fois, la cour de cassation a eu à décider si la Charte de 1830 avait abrogé la loi de 1814 sur l'observation des fêtes et dimanches; et elle s'est prononcée pour la négative. (V. notre art. 2156.) La doctrine de l'abrogation implicite avait été soutenue par M. l'avocat-général Hello, dans un brillant réquisitoire que nous avons recueilli avec l'arrêt :

L'une de ces questions, qui doit être la première dans l'ordre de notre examen, puisqu'elle se présente au début de la procédure, est relative au droit et aux effets de l'extradition. Dans

nous savons qu'elle a encore ses partisans, mais elle nous paraît périlleuse, et nous l'avons combattue. — Une question qui intéresse également la religion de la majorité, à savoir si ses ministres peuvent être poursuivis sans autorisation préalable du conseil-d'état par un particulier prétendant qu'il a été diffamé en chaire, s'est présentée pour la deuxième fois devant la Cour de cassation; et elle a encore été résolue négativement, après un rapport très remarquable de M. le conseiller Rocher, que nous avons textuellement recueilli, et contrairement aux conclusions de M. l'avocat-général Hello. (V. notre art. 2170.) La cour est de nouveau saisie de la question d'autorisation préalable, mais avec des différences qui peuvent amener une autre solution sans antinomie. — Deux questions se sont produites sous un point de vue nouveau, qui l'une et l'autre importent aux différents cultes : la première touchant le droit de réunion pour l'exercice public d'un culte ailleurs que dans les édifices consacrés, question née de la loi de 1834 sur les associations, combinée avec l'art. 5 de la Charte et les art. 291 et 294 C. pén.; elle a été résolue, sur les conclusions à peu près conformes de M. le procureur-général Dupin, avec certaines distinctions qui prouvent combien elle est délicate (V. notre art. 2116); la deuxième, à savoir si l'inhumation dans une propriété privée ne peut avoir lieu sans permission de l'autorité municipale; la négative a été décidée conformément au réquisitoire de M. le procureur-général. (V. notre art. 2117.)

Une question d'un autre ordre s'est aussi présentée pour la première fois devant la Cour de cassation : un meurtre peut-il être justifié soit par le consentement de la victime, soit par l'intention d'un double suicide? La cour n'a pas hésité à repousser une pareille justification, et nous avons approuvé son arrêt. (V. notre art. 2168.) Cette décision sera-t-elle critiquée et par quelles raisons de droit? Ou le saura bientôt.

Par suite de l'arrêt solennel qui a décidé que l'art. 345 C. pén. ne peut s'appliquer à la suppression d'un enfant mort, la chambre criminelle a été appelée à décider s'il s'applique du moins à la suppression du cadavre d'un enfant né viable, et elle a adopté l'affirmative. (V. notre art. 2242.)

Deux questions ont surgi du Code pénal revisé : 1° le vol avec violence est-il encore passible des travaux forcés à temps, aux termes de l'art. 385, quoique le même fait, accompagné de deux autres circonstances aggravantes, ne soit puni que de la même peine, par suite de la révision de l'art. 382? La Cour de cassation a jugé l'affirmative, tout en reconnaissant le défaut de gradation (V. notre art. 2271); 2° le recéleur d'objets soustraits par une femme au préjudice de son mari doit-il être puni comme l'aurait été cette femme à raison des circonstances aggravantes de son fait, sans le privilège

l'espion de l'arrêt, un étranger, prévenu du crime d'empoisonnement commis en France, et réfugié en Belgique, avait été livré au gouvernement français, en vertu de la convention

résultant pour elle de l'art. 380, ou seulement comme coupable du fait à lui personnel, en considération de ce que le législateur de 1832 n'a pas entièrement assimilé le receleur au complice ? La cour s'est prononcée pour la peine la plus forte. (V. notre art. 2243.) Une révision sur ces deux points n'est-elle pas à désirer ?

Un arrêt solennel est venu fixer la jurisprudence sur une question jusque là controversée, en décidant, conformément aux conclusions de M. le procureur-général, que les commissaires de police sont magistrats de l'ordre administratif et judiciaire, et comme tels protégés par l'art. 222 C. pén. sur l'outrage envers un magistrat dans l'exercice de ses fonctions. (V. notre art. 2106.) — Il a été également décidé, contrairement aux conclusions de M. le procureur-général, que les arbitres forcés, alors même qu'ils sont amiables compositeurs, ont un caractère public, et qu'ainsi la diffamation commise envers eux est justiciable de la cour d'assises, où peut être faite la preuve des faits diffamatoires. (V. notre art. 2137.)

La chambre criminelle de la cour a persisté dans sa jurisprudence d'après laquelle le mari, sur la plainte de qui la femme a été poursuivie pour délit d'adultère, peut, par son appel et sur les simples réquisitions du ministère public qui n'a pas approuvé, faire condamner la femme aux peines portées par la loi pénale ; d'où il suivrait que le délit d'adultère serait en quelque sorte un délit privé. (V. notre art. 2104.) — Deux questions soulevées sur l'adultère se sont présentées et n'ont pas été résolues *in terminis*. (V. notre art. 2133.) La loi en cette matière est bien incomplète ; il y a une lacune à combler.

Les chambres réunies ont modifié la jurisprudence constante de la chambre criminelle sur l'art. 334 C. pén., en décidant, conformément à l'opinion que nous avions émise (art. 2103) et que nous avons développée à l'audience, que le délit d'excitation habituelle à la débauche n'existe pas s'il n'y a pluralité de victimes. (V. notre art. 2169.)

La chambre criminelle a persisté dans sa jurisprudence sur les deux questions suivantes : 1° l'offense faite par lettre missive à un magistrat constitue-t-elle le délit d'outrage par paroles puni par l'art. 222 C. pén. ? Solution affirmative. (V. notre art. 2202.) 2° En matière de délit d'habitude d'usure, les tribunaux correctionnels sont-ils compétents pour accorder des réparations civiles aux usurés ? Solution négative. (V. notre art. 2115.) Ces décisions, que nous avons combattues, n'ont pas été adoptées par les cours de renvoi, et les deux questions sont actuellement soumises aux chambres réunies *.

* Notre opinion sur la première question vient d'être consacrée par un arrêt solennel, *infra*, p. 31.

du 19 décembre 1834, qui ne permet l'extradition des malfaiteurs entre les deux pays que pour des faits de nature à motiver une peine afflictive et infamante. La chambre d'accusation

La nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation sur la grave question du duel a éprouvé une vive résistance de la part des cours royales, et vient néanmoins d'être sanctionnée par un 2^e arrêt des chambres réunies (*infra* p. 30). Il en est de même de la jurisprudence sur l'application de la surveillance à tous les condamnés pour vagabondage ou mendicité. (V. nos art. 2185 et 2305.) Mais la cour, par deux arrêts solennels (*ibid.*), a reconnu du moins que la peine de la surveillance pouvait être supprimée lorsqu'il y avait des circonstances atténuantes.

De nombreux arrêts ont été rendus relativement à des prohibitions contenues dans des arrêtés municipaux. Le principe qui ressort de tous ces arrêts, c'est que l'autorité judiciaire a le droit et le devoir d'examiner si ces prohibitions se renferment dans les limites du pouvoir municipal, et ne portent point atteinte à des droits privés. (V. notre table, aux mots *Arrêté et Règlement municipal.*)

La procédure criminelle, malgré la multitude des vices de forme qui ont été présentés comme moyens de cassation, n'a pas fourni autant de questions graves, à beaucoup près, que le droit pénal. La plupart des irrégularités relevées ont porté : sur la formation du jury, sans qu'aucune question intéressante en ait jailli, sur l'expression de la majorité dans la déclaration du jury, et principalement sur les questions ou réponses complexes, la loi et la jurisprudence exigeant impérativement que le fait principal et les circonstances aggravantes, ainsi que les questions d'excuse, soient bien distingués. (V. notre table aux mots : *Jurés, Jury et Questions.*) — Une cause de nullité des débats, la communication des jurés au-dehors, qui avait souvent été présentée sans succès, a motivé une cassation. (V. notre art. 2105.) La gravité du fait et de la preuve commandait cette décision, qui est si puissamment justifiée par le rapport de M. le conseiller Rocher, que nous avons textuellement recueilli. Ce moyen, reproduit plusieurs fois, mais sans la même gravité, a été constamment repoussé. (V. nos art. 2166 et 2186.) — En matière correctionnelle, la question la plus importante qui se soit présentée dans ces derniers temps, est celle de savoir si la mise en liberté provisoire sous caution est facultative pour les tribunaux, ou obligatoire dans les cas non exceptés par la loi. Malgré la résistance de quelques cours royales à la jurisprudence de la Cour de cassation, nous avons soutenu la thèse la plus favorable aux prévenus. (V. nos art. 2003, 2118 et 2203.) Il serait à désirer qu'un arrêt solennel vint fixer la jurisprudence sur une question d'un si grand intérêt pratique.

Telles sont les principales difficultés qu'il nous a paru utile de signaler ici.

A. M.

ayant renvoyé cet accusé devant la Cour d'assises, non-seulement à raison du crime d'empoisonnement, mais encore à raison d'un vol simple connexe à ce crime, un pourvoi, fondé sur la violation du traité, a été formé : cette exception devait-elle être accueillie ? Un accusé peut-il fonder un moyen de défense sur la violation des règles prescrites par une convention diplomatique pour son extradition ? La Cour de cassation n'a point abordé cette question ; elle s'est bornée à déclarer : « que l'exception que le demandeur prétendait déduire de cette convention ne pouvait être proposée que devant la Cour d'assises. » (Voy. 1838, p. 163). La question est donc restée entière.

L'extradition des malfaiteurs a été pratiquée dans tous les temps : on en trouve de nombreux exemples chez les peuples anciens (1). Les asiles étaient ouverts aux malheureux et non point aux coupables ; cette distinction est établie par Cicéron : « *Eorum miseret oportere qui propter fortunam, non propter malitiam, in miseriis sint* » (2) ; et Tacite blâme le refuge que des coupables y trouvaient quelquefois : « *Eodem subsidio obæcati adversum creditores, suspectique capitalium criminum, receptabantur* » (3). Cette distinction s'est perpétuée jusqu'à nos jours : le droit d'asile existe encore pour les crimes politiques ; l'extradition ne s'applique qu'aux crimes communs (4). Mais, à toutes les époques, cette mesure n'a pas reçu les mêmes développements. Pendant les siècles barbares, les nations, séparées les unes des autres par des barrières infranchissables, se considéraient comme ennemies ; le droit d'asile était un privilège du territoire ; le crime ne passait pas les frontières ; il s'effaçait lorsque le coupable était parvenu à franchir les limites du pays où il l'avait commis ; le droit des gens n'était point encore fondé, et l'extradition répugnait à des peuples qui ne comprenaient pas bien la solidarité qui unit les nations. La civilisation a peu à peu abaissé ces barrières ; le droit des gens est né et s'est développé ; les gouvernements ont reconnu qu'ils étaient liés par des intérêts communs, et que, suivant l'expression de Beccaria, « la persuasion de ne trouver aucun lieu sur la terre où le crime puisse demeurer impuni serait un moyen bien efficace de le prévenir » (5). Ainsi la mesure de l'extradition s'est étendue avec les lumières et les rapports des peuples entre

(1) Grotius, *de Jure belli et pacis*, lib. 2, cap. 21, § 4.

(2) *De Invent.*, lib. 2, cap. 36. Ces paroles sont empruntées à Démocrète, in *Aphob. orat.* 2.

(3) *Annal.*, lib. 3, cap. 60, num. 2, 3.

(4) *De Deditione profugorum*, prævò kluit, p. 79.

(5) Chap. 21, *Asili* (édition italienne).

eux ; elle tend de plus en plus à devenir, non plus une mesure extraordinaire réservée aux grands forfaits, suivant les termes restrictifs de Vattel, mais un moyen de répression ordinaire et commun, une mesure favorable de l'instruction.

Toutefois cette mesure a été jusqu'à présent circonscrite : Vattel en avait limité l'usage aux crimes *qui attaquent toutes les nations en foulant aux pieds les fondements de leur sûreté commune* (1) ; Grotius ne voulait également l'employer qu'à l'égard des crimes *qui sont d'une énormité extrême* (2). Les gouvernements sont restés fidèles à ce principe, et soit dans les traités que la France a consentis avec quelques nations voisines (3), soit dans les cas d'extradition qui sont journellement accordés même sans convention préalable, l'emploi de cette mesure est limité aux crimes qui sont passibles de peines afflictives et infamantes d'après notre Code pénal. Merlin a donné les motifs de cette restriction : « Quand un homme a commis dans sa patrie un de ces crimes qui n'ébranlent point les fondements de la société, un usage universel des nations policées le reçoit à vivre tranquillement et sans être recherché dans une région nouvelle. On regarde la privation de ses amis et de ses proches, le renversement de sa fortune, la perte de son état, un perpétuel exil hors de sa patrie, comme des expiations assez fortes (4). »

De là deux corollaires importants qui sont : 1° que toute demande d'extradition doit être soumise à un examen attentif par le gouvernement auquel elle est adressée ; car il doit nécessairement vérifier si le fait signalé rentre dans les cas ordinaires d'extradition, et n'autoriser cette mesure qu'après cette vérification faite sur les pièces à l'appui ; 2° que l'extradition n'est accordée que pour le fait déterminé par l'acte qui l'autorise ; car cette désignation a pour objet de reconnaître à ce fait le caractère grave qui motive cette mesure, et il est nécessaire que cette appréciation soit faite pour chacun des faits qui peuvent y donner lieu.

Cela posé, nous arrivons à notre question. Il est évident, en premier lieu, et cela résulte des règles qui viennent d'être rappelées, que le prévenu extradé ne doit pas être mis en jugement pour un fait autre que celui qui fait l'objet de l'extradition. M. Legraverend cite une décision qui a fait application

(1) *De Jure belli et pacis*, lib. 2, cap. 21, § 5, num. 4.

(2) Liv. 1^{er}, chap. 19.

(3) Traité avec l'Espagne, du 29 sept. 1765 ; avec la Suisse, du 31 décembre 1828 ; avec la Belgique, du 19 déc. 1834 ; avec la Sardaigne, du 23 mai 1838, (*Moniteur* du 26 décembre).

(4) *Questions de droit*. V. ÉTRANGER, § 2, num. 3.

de ce principe, en déclarant qu'un accusé, livré par un gouvernement étranger, et acquitté de l'accusation qui avait motivé l'extradition, n'avait pu être mis en jugement à raison d'une autre accusation qui avait donné lieu à un arrêt de contumace, mais qui n'avait pas été rappelée dans la demande de l'extradition (1). La convention par laquelle l'extradition a été consentie fait, en effet, la loi du pays qui l'exécute; il doit se renfermer dans les termes de cette convention; il ne peut en outrepasser les limites. Toutefois cette convention ne doit point être trop étroitement interprétée. Ainsi, je ne pense pas qu'il fût interdit de mettre en jugement, à raison d'un simple délit, l'individu dont l'extradition a été accordée à raison d'un fait qualifié crime, lorsque les deux faits sont connexes, qu'ils sont le résultat d'une même action, et qu'ils ne pourraient être séparés sans scinder une procédure indivisible. Il n'y aurait point non plus lieu de faire cesser les effets du jugement si l'accusé, livré à raison d'un fait qualifié crime, n'a cependant encouru qu'une peine correctionnelle, par suite de l'admission en sa faveur des circonstances atténuantes; car la déclaration de ces circonstances, en faisant descendre la peine, ne change pas la nature du fait; et d'ailleurs, c'est à raison de ce fait, quelle que soit la qualification qu'il reçoive du jugement, que l'extradition a été accordée. Ce dernier motif s'applique encore au cas où, par suite d'une déclaration négative sur les circonstances aggravantes, le fait sort du débat avec un caractère purement correctionnel; la convention d'extradition ne serait point enfreinte par l'exécution du jugement, car le fait qui en est la base est toujours le fait qu'elle avait prévu, et si elle a limité la mise en jugement à ce seul fait, la même restriction n'existe point pour la qualification qui est nécessairement abandonnée à l'appréciation du juge.

Ainsi, dans l'espèce, il fallait distinguer, avant tout, si le délit de vol qui faisait l'objet des réclamations de l'accusé était ou non connexe au crime d'empoisonnement qui avait motivé l'extradition : dans le premier cas, nous n'eussions pas vu d'obstacle au jugement sur les deux faits; car, au cas où le vol, par exemple, aurait été le but de l'empoisonnement, ils se confondaient dans une même action, et il devenait impossible de les scinder. Dans le cas contraire, et si les deux actes n'étaient unis par aucun lien, s'ils étaient étrangers l'un à l'autre, le prévenu n'aurait dû être mis en jugement qu'à raison du crime d'empoisonnement : il n'avait été livré que pour purger l'accusation portée contre lui à raison de ce crime.

Mais, et c'est ici que naît la difficulté, par quelle voie l'ac-

(1) *Législ. crim.* t. 1^{er}, p. 113.

cusé devait-il réclamer ? devant quelle autorité fallait-il porter cette réclamation ? enfin, quels étaient dans cette circonstance les pouvoirs des tribunaux criminels ?

L'extradition constitue à la fois une convention entre deux nations, soumise aux règles du droit des gens, et un acte de haute administration de la part de chacun des deux gouvernements qui l'ont consentie. Sous ces deux rapports il ne peut être permis aux juges d'en apprécier les termes et de les interpréter (1). Comme convention, c'est aux deux gouvernements

(1) Il existe à cet égard une décision remarquable du conseil d'état. L'extradition d'un sieur Casado, Espagnol, réfugié à Bayonne, avait été prononcée par ordonnance royale en 1836, conformément au traité du 29 septembre 1765. M. Boidron, négociant, créancier de Casado, ayant obtenu contre lui un jugement qui prononçait la contrainte par corps, voulut le faire écrouer avant que l'extradition fût consommée. Mais Casado était déjà à la disposition du consul d'Espagne, qui le faisait conduire vers la frontière par des gendarmes français. L'huissier de M. Boidron, ne pouvant obtenir la remise de la personne du débiteur, exigea qu'il en fût référé à l'autorité administrative. Provisoirement Casado fut déposé dans la maison d'arrêt d'Orthez, et sur le registre de transfert on énonça que l'ordre du dépôt émanait du consul d'Espagne. L'huissier alors recommanda Casado, en vertu du jugement de contrainte par corps et de l'art. 793 C. proc.; puis un référé fut introduit, et renvoyé à l'audience, sur la validité de la recommandation. Le préfet déclina la compétence du tribunal, en soutenant que Casado, dès qu'il était à la disposition du consul, se trouvait fictivement sur le territoire espagnol; qu'aucun acte ne pouvait paralyser l'extradition ainsi opérée; que l'autorité judiciaire ne pouvait apprécier les effets possibles de la recommandation sur l'extradition, sans méconnaître la prohibition faite aux tribunaux par la loi du 24 août 1790 de troubler aucunement les opérations des corps administratifs. Néanmoins, le tribunal d'Orthez se déclara compétent. Conflit fut élevé. Appelé à le combattre, nous avons demandé d'abord si le traité de 1765 avait jamais été publié en France; et la publication n'étant pas prouvée, nous avons soutenu qu'il n'était pas obligatoire pour les tribunaux; voy. Constitution de l'an VIII, art. 50, sénatus-consultes des 16 thermidor an X, art. 58, et 28 floréal an XII, art. 41, et l'arrêt de rejet du 28 novembre 1834 (*Journ. du Dr. cr.* art. 1474) qui a jugé que le traité de la *quadruple alliance*, n'ayant pas alors été promulgué en France, ne pouvait devenir la base d'une poursuite judiciaire. Nous avons d'ailleurs essayé d'établir que les traités publiés pouvaient être appréciés par l'autorité judiciaire dans leurs rapports avec les dispositions de loi invoquées en justice comme constitutives d'un droit (Voy. les art. 11, 726, 912, 2125, 2128, C. c.), et nous avons invoqué plusieurs précédents judiciaires, ainsi que trois arrêts de la Cour de cassation, de 1825, l'un du

signataires qu'il appartient de l'expliquer ; comme acte administratif, c'est au pouvoir exécutif dont il émane, dans chacun des deux pays, qu'il appartient d'en fixer le sens et les limites. Comment les juges pourraient-ils s'immiscer dans cette appréciation ? Les traités et les conventions diplomatiques seraient-ils donc soumis à leur sanction ? Pourraient-ils, sans excès de pouvoir, déclarer que tel a été le sens de telle convention, que telle doit être sa limite ? Ils pourraient donc aussi déclarer une clause, une extradition illégale et l'annuler. Et puis, quels

9 juin, relatif au traité de paix de Francfort ; le second du 22 novembre, relatif au traité fait le 20 novembre 1765 entre la France et le duché de Bade ; le troisième du 28 décembre, relatif au pacte de famille, du 15 août 1761. Enfin nous avons combattu la fiction diplomatique d'après laquelle Casado, mis à la disposition du consul espagnol, aurait été réputé sorti de France, et nous invoquons par analogie un arrêt de la Cour de cassation, du 26 octobre 1809, ayant décidé qu'un Anglais, prisonnier de guerre en France, qui était du nombre des prisonniers échangés par un traité, pouvait néanmoins être arrêté en vertu d'un jugement de contrainte par corps tant qu'il n'avait pas quitté de fait le territoire français.

ORDONNANCE DU CONSEIL-D'ÉTAT.

« Vu les ordonnances réglementaires des 1^{er} juin et 12 mars 1831 ; — vu les lois des 24 août 1790 et 21 fructidor an III ; — vu les art. 1^{er} et 13 de la Charte constitutionnelle de 1830 ; — considérant que, par notre ordonnance du 28 janvier 1836, nous avons ordonné que le sieur Pierre Casado serait recherché, arrêté et mis à la disposition du gouvernement espagnol, comme prévenu de crime commis en Espagne ; — que l'arrestation de cet étranger a été effectuée en vertu de notre ordonnance, et son extradition commencée ; — que le sieur Boidron, se disant créancier du sieur Casado en vertu d'un jugement du tribunal de commerce de Bayonne, du 2 mars 1836, a prétendu, à ce titre, s'opposer à l'extradition, a fait recommander le sieur Casado dans la maison d'arrêt d'Orthez et a formé, devant le tribunal de la même ville, une demande tendant à ce qu'il y fût gardé nonobstant tout ordre d'extradition ; — que cette demande avait pour objet de soumettre à l'autorité judiciaire l'appréciation d'un acte de haute administration fait en vertu d'un traité diplomatique, et qu'une question de cette nature ne pouvait, dès lors, être soumise à l'autorité judiciaire ; — Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit, ci-dessus-visé, du 8 avril 1836, est approuvé. — Art. 2. Les assignations données au nom du sieur Boidron les 12 et 18 mars 1836, et le jugement du 31 du même mois, rendu par le tribunal d'Orthez, seront considérés comme non avenus.

Du 2 juillet 1836. — M. Macarel, cons. d'état, rapp. — M. Boulay, maître des requêtes, f. f. du min. pub. — M^e Morin, av. A. M.

seraient les résultats de leurs décisions? Feraient-ils reconduire à la frontière le Français irrégulièrement livré à la France? Mais en vertu de quelle disposition de loi? où puiseraient-ils leur pouvoir?

Ce n'est donc qu'avec quelques restrictions qu'il faut entendre l'arrêt du 18 mai 1838, qui renvoie à la Cour d'assises l'appréciation de l'exception prétendue par l'accusé. Cet arrêt pourrait laisser supposer la compétence de cette cour pour statuer sur cette exception; il est évident que cette interprétation serait erronée. Toutes les exceptions qui se rattachent à la défense doivent être portées devant la Cour d'assises; et la Cour de cassation s'est bornée à rappeler ce principe, sans prétendre préjuger la nature de la fin de non recevoir et la compétence de cette juridiction pour en connaître. Ainsi, et cela n'était pas douteux, la fin de non recevoir tirée du vice ou de l'illégalité de l'extradition, peut être portée devant la Cour d'assises; mais que doit faire cette cour? Evidemment elle doit statuer comme elle le ferait à l'égard d'une question préjudicielle dont le jugement appartiendrait à une autre juridiction.

Ainsi, la cour doit examiner si l'exception est de nature à suspendre le jugement; si l'accusé est admissible à la faire valoir en sa faveur; si elle est proposée dans l'intérêt légitime de la défense, ou si le prévenu ne la propose que pour entraver la marche de la justice. Si l'allégation paraît fondée, et si le fait qui en fait la base a le caractère d'une fin de non recevoir contre la mise en jugement, il nous semble que la Cour d'assises peut surseoir aux débats jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'autorité compétente. Or cette autorité compétente, quelle est-elle? Je l'ai déjà dit : ce ne peut être que celle qui a consenti la convention qu'il s'agit de restreindre ou d'étendre, ce ne peut être que la puissance investie du droit de faire les traités avec les nations étrangères; car cette puissance seule peut, soit connaître la pensée qui a dicté la convention, soit provoquer les explications que la question incidentelle peut rendre nécessaires; car le gouvernement n'est assujéti à aucuns principes, à aucunes règles fixes en matière d'extradition; il peut, dans chaque cas de cette nature, adopter des règles nouvelles, et même s'écarter, avec le consentement de la puissance contractante, des termes des traités qui le lient avec cette puissance; d'où il suit que la Cour d'assises n'aurait aucune base d'interprétation, aucune règle pour asseoir son jugement; et qu'ainsi, déjà incompétente en droit, elle le serait encore par le fait, puisqu'elle n'aurait aucuns moyens de juger.

En résumé : l'extradition n'est qu'une voie d'exécution des arrêts ou mandats de justice; cette voie d'exécution s'exerce

par la puissance souveraine elle-même, et les tribunaux ne peuvent en apprécier la régularité, soit parce que leur compétence est essentiellement territoriale, et que cette exécution a lieu en dehors du territoire, soit parce que l'extradition est un acte administratif dans lequel ils ne peuvent s'immiscer, soit enfin, parce que la convention qui précède cette mesure n'étant soumise à aucunes règles certaines, ils n'ont aucuns moyens d'en saisir la pensée et d'en interpréter les termes, qu'ils n'ont même pas sous les yeux. La fin de non recevoir que l'accusé peut invoquer, en la déduisant soit des termes d'un traité, soit de la teneur de cette convention, ne peut donc être appréciée que par le gouvernement lui-même; et si cette exception est portée devant la Cour d'assises, cette cour, dans le cas où elle ne croit pas devoir passer outre, ne peut que surseoir jusqu'à ce que la question soit résolue par le gouvernement. J'ajouterais que, dans l'appréciation de ces sortes d'exceptions, il ne serait pas exact de considérer l'extradition comme une mesure exceptionnelle qu'il faille restreindre dans ses termes les plus stricts : à mesure que les nations se rapprochent et que leurs rapports, de plus en plus fréquents, tendent à les confondre, l'extradition tend à devenir un mode commun d'arrestation; et la multiplicité de ces relations de peuple à peuple la rendra chaque jour plus indispensable, puisque, sans son secours, la rapidité des moyens de transport et la facilité des communications déroberaient à la justice la plupart des coupables, et frappraient toute répression d'impuissance.

Une question, également neuve et pleine d'intérêt, a surgi pendant l'année 1838; il s'agit de savoir si un condamné à une peine simplement correctionnelle peut invoquer le bénéfice de la réhabilitation, lorsqu'une incapacité perpétuelle est attachée à la condamnation qui l'a frappé. La Cour royale de Paris, dans un avis émis le 11 mai 1838, en vertu de l'art. 626 du C. d'inst. crim., a déclaré que l'art. 619 de ce code n'est point limitatif, qu'il est dans l'esprit de la loi d'appliquer la réhabilitation à toutes les incapacités et qu'il serait injuste de dénier au condamné correctionnel une faveur accordée au condamné criminel. Cet acte judiciaire, délégué à la Cour de cassation, a dû être annulé (1), parce qu'il étendait évidemment les dispositions essentiellement limitatives de la loi, et que tous les textes prouvent que l'intention du législateur n'a jamais été d'admettre à la réhabilitation les condamnés correctionnels, soit parce que, à l'époque de la rédaction du code, il n'existait que peu d'incapacités perpétuelles attachées à des peines correctionnelles, soit parce que ces incapacités ne fu-

(1) Voy. *infra*, p. 24.

rent pas alors jugées assez graves pour justifier l'application de cette mesure.

Mais si cette décision est évidemment conforme aux textes et à l'esprit du code, elle révèle cependant une grave lacune dans ses dispositions. A l'époque de sa promulgation, les articles 171 et 175 du C. pén. étaient les seules dispositions qui déclaraient perpétuelle une déchéance prononcée accessoirement à une peine correctionnelle; mais l'art. 53 de la loi du 28 avril 1816, l'art. 13 de la loi du 22 mars 1831, l'art. 2 de celle du 21 mars 1832, enfin, l'art. 5 de la loi du 28 juin 1833, ont attaché les incapacités de se présenter à la Bourse et de faire partie de la garde nationale, de servir dans l'armée et de tenir école, au seul fait d'une condamnation correctionnelle encourue pour certains faits.

De là cette anomalie étrange d'une incapacité nécessairement perpétuelle, attachée à une peine temporaire. De là cette autre conséquence que la condition du condamné à une peine correctionnelle est moins favorable que celle du condamné à une peine afflictive et infamante. Or, ces deux corollaires de la législation actuelle n'accusent-ils pas l'imprévoyance et l'oubli du législateur? En principe général, toute incapacité perpétuelle doit supposer un moyen légal d'y mettre un terme: c'est ce principe qui a fait établir la réhabilitation en matière criminelle; car l'incapacité perpétuelle se fonde sur l'indignité présumée du condamné, et cette présomption peut céder à des épreuves auxquelles il doit être soumis. Or, si, en matière criminelle même, l'incapacité trouve un terme dans la bonne conduite du condamné, si cette faculté est un attribut essentiel de cette incapacité, comment pèserait-elle à perpétuité sur le condamné correctionnel? Comment la peine correctionnelle qui renvoie prochainement le condamné dans la société, lui laisserait-elle au front cette déchéance qui continuerait de le flétrir après l'expiation de son délit et l'empêcherait d'y reprendre une place honorable?

En général, la loi a circonscrit dans de trop étroites limites les abords de la réhabilitation, de même qu'elle l'a entourée de trop de formes et de formes trop acerbes; c'était anéantir en partie le bienfait qu'elle voulait dispenser: le code renferme le germe d'une institution plutôt qu'une institution même; il reste à le développer. Ses bienfaits pourraient être immenses: elle moralise les condamnés en offrant le prix d'une conduite pure; elle leur fait un avenir en effaçant leur passé; elle rattache à la société ses ennemis; elle transforme en citoyens utiles des hommes qui menaçaient son repos et son existence. Plus encore que les condamnés, la société est donc intéressée à donner à la réhabilitation une vie qu'elle n'a pas. Les condamnés doivent désirer sans doute se dégager du poids

des déchéances qui les suivent dans la vie civile ; mais la société a un intérêt bien plus élevé à les faire rentrer dans ses rangs, à effacer jusqu'aux vestiges d'une faute expiée ; plus elle les élève, moins il est à craindre qu'ils ne retombent ; en se confiant en eux, elle leur donne de la confiance en eux-mêmes. Il est à espérer, au moment où le législateur va s'occuper de la question des prisons, que la réhabilitation, qui est la sanction et l'auxiliaire de la réforme, se modifiera dans ses conditions d'aptitude et dans son mode d'admission ; et l'une de ces modifications aura sans doute pour effet d'étendre son bienfait aux condamnés correctionnels, à cette classe de condamnés qui, plus près de la société et moins frappés de sa réprobation, ont besoin plus encore que les autres d'effacer jusqu'aux dernières traces de la peine.

Une dernière question terminera cet article. La Cour de cassation a continué de persister, pendant l'année 1838, dans sa jurisprudence qui maintient la peine de la surveillance comme accessoire nécessaire de toute peine pour fait de mendicité. Cette jurisprudence a déjà donné lieu à de longues discussions et je ne veux point reprendre ici les querelles de textes où la controverse a dû s'enfermer. Je laisse les dispositions incertaines de la loi et je prends la question au point de vue théorique. Les prévenus de mendicité simple et sans circonstances aggravantes, doivent-ils être passibles de la peine de la surveillance ? La réponse est facile. La surveillance a pour objet de contenir les agens dangereux en les poursuivant sans relâche de sa vigilance, de suivre leurs pas pour épier leurs actions, de pénétrer leurs projets criminels pour les prévenir. Or, comment cette peine serait-elle appliquée au mendiant qui n'est coupable que de son oisiveté ou de sa misère, qu'aucun délit moral ne place en état de suspicion aux yeux de la société, qui ne l'a point inquiétée par des actes de violence ou de fraude ? Le rapport intrinsèque qui lie le délit et la peine cesse d'exister ici, et la justice morale est violée. Et quels seraient, d'ailleurs, les effets de cette surveillance que l'on prétend être dans l'esprit de la loi ? Ces individus, condamnés à raison, soit de leur position sociale, soit d'un vice et non d'un délit, flétris par une peine qui les suivrait dans la société et qu'ils ne parviendraient pas à voiler, seraient pris, comme tous les libérés en surveillance, du désir invincible de changer de résidence. La justice les prend mendiants, la peine les jette en état de vagabondage sur les grandes routes. Tel est le principal effet de la surveillance actuelle : les condamnés libérés profitent de la liberté que la loi leur a faite pour aller de ville en ville sans but sérieux, sans motifs plausibles. Libres du frein de l'autorité locale, n'écoutant que leur caprice, ils parcourent les routes, ils commencent une vie errante qui

fait naître ou réveille de funestes habitudes, des vices jusqu'alors inconnus; ils brisent bientôt les faibles liens dont la loi les enlace encore, et assurés qu'ils sont d'être punis pour une infraction de ban, ils deviennent coupables d'un véritable délit. Si ces résultats de la surveillance, constatés par la statistique, sont vrais en ce qui concerne les condamnés libérés en général, ils doivent l'être surtout pour cette classe de petits condamnés, sur lesquels cette mesure pèse d'autant plus qu'ils sont moins coupables. Le vice de notre code a été, non seulement d'organiser une peine aussi funeste au condamné qu'inutile à la société, mais encore d'étendre cette peine à des individus que leur criminalité ne désignait point à la loi comme dangereux. Tels seraient les prévenus de faits simples de mendicité. Nous n'hésitons point à penser qu'en soumettant cette classe de délinquants à la surveillance, on place des pièges sous leurs pas, on crée une cause active et incessante de délit, on les précipite dans une voie où ils ne seraient pas entrés. La jurisprudence de la Cour de cassation, soit qu'elle soit ou non conforme aux textes du code, appelle donc, à notre avis, une urgente modification soit par la jurisprudence elle-même soit par la loi. Si, comme nous l'avons pensé, elle ajoute à la sévérité de la loi pénale, il importe de rentrer dans les termes de cette loi; si elle n'en est que la pure expression, c'est à l'imprévoyance de la loi elle-même qu'il nous semble nécessaire de porter remède, afin de refréner dans son principe une source trop féconde de criminalité.

FAUSTIN HÉLIE.

ART. 2308.

IMPRIMERIE. — EXPLOITATION, CÉDER. — CLANDESTINITÉ.

Au cas de cession, par un imprimeur breveté, de l'exploitation de son établissement, tant que l'imprimerie fonctionne à l'abri du brevet et que le titulaire couvre de sa responsabilité toutes des publications, le cessionnaire, quoique non pourvu du brevet, ne peut être poursuivi comme détenteur de presses clandestines.
(L. 2 oct. 1814, art. 13) (1).

Le *Libéral du Nord*, craignant sans doute de manquer d'imprimeur, avait acheté l'imprimerie du sieur Jacquart. Il fut stipulé, pour le brevet, que Jacquart s'obligeait à donner sa démission en faveur du sieur Delbecque, gérant dudit journal,

(1) Voy. nos art 986 et 197.

ou de tout autre que les cessionnaires présenteraient ; que si les cessionnaires ne pouvaient obtenir du gouvernement la transmission du brevet au nom de Delbecque ou de tout autre, Jacquart prêterait son nom pour l'exploitation de l'imprimerie ; que pendant sa gestion nominale les cessionnaires s'obligeaient à le garantir de toutes poursuites, peines, amendes et frais. — Par suite de ce traité, le gouvernement ayant refusé de transmettre le brevet à Delbecque, un local d'imprimerie fut loué par le gérant du journal sous le nom de Jacquart, qui demeura étranger de fait à l'exploitation, se bornant à signer les livrets des ouvriers et les actes de déclaration ou bulletins de dépôt. L'imprimerie ayant été revendue à un sieur Dubois, et celui-ci n'ayant pu davantage obtenir le brevet, les choses se passèrent de même entre Dubois et Jacquart. — En 1838, le ministère public a cru devoir poursuivre correctionnellement les sieurs Delbecque et Dubois comme détenteurs d'une imprimerie clandestine, et le sieur Jacquart comme complice. — Par jugement du 4 août 1838, le tribunal correctionnel de Douai, considérant en fait que Jacquart était resté entièrement étranger à l'exploitation, en droit, que nulle imprimerie ne peut être exploitée que par un imprimeur breveté et assermenté, a relaxé Jacquart, mais condamné Delbecque et Dubois à six mois de prison, 10,000 fr. d'amende avec destruction de l'imprimerie.

Appel par Delbecque et Dubois.

ARRÊT.

« Attendu que si, par des raisons de haute police, le brevet d'imprimeur est personnel et incessible, l'exploitation de ce brevet n'en est pas moins une entreprise commerciale ; — qu'en effet, nulle disposition de loi n'a rétabli la défense aux imprimeurs brevetés et assermentés de prêter leur nom à qui que ce soit pour tenir imprimerie, et aux tiers d'emprunter les noms desdits imprimeurs, défense que faisait le règlement de 1723 ; — attendu que ce règlement, virtuellement abrogé par la loi du 17 mars 1791, n'a été mis en vigueur ni par le décret du 5 février 1810, ni par la loi du 21 octobre 1814, qui placent encore les imprimeurs sous un régime exceptionnel ; — que les transactions relatives à l'exploitation d'une imprimerie sont donc licites et ne peuvent être considérées que comme des conventions privées, dont la validité et les effets doivent être appréciés par les tribunaux d'après les règles du droit commun ; — qu'une loi qui, par des considérations particulières, se trouve établie contre le droit, ne doit tirer à aucune conséquence au-delà du cas qu'elle a prévu ; — qu'au surplus, pour qu'une imprimerie soit réputée clandestine et puisse comme telle être détruite, il faut qu'elle n'ait été ni déclarée ni autorisée ; — attendu qu'ayant satisfait au double vœu de la loi spéciale, Jacquart avait, d'après le droit commun, la

faculté de traiter de la démission de son brevet d'imprimeur en vendant le matériel que ce brevet lui permettait d'exploiter; — que, de leur côté, les cessionnaires, en faisant cette acquisition, avaient aussi le droit de stipuler comme ils l'ont fait, que le titulaire leur prêterait son nom pendant trois ans à partir du 1^{er} juillet 1835, jour de l'entrée en jouissance du matériel; — qu'en exécution de ce traité, Jacquart n'a pas cessé de signer les livrets des ouvriers, de faire les déclarations et actes de dépôt voulus par la loi, que, par suite aussi, tous les labeurs sortis de l'imprimerie ont constamment paru sous son nom; — qu'il en a été de même depuis l'expiration des trois années, quoique les cessionnaires eussent, dans l'intervalle, traité avec Dubois, qu'ils croyaient devoir rencontrer moins d'obstacle que Delbecque pour l'obtention du brevet; — attendu qu'il importe peu que les cessionnaires de Jacquart se soient obligés à le garantir et indemniser de toutes poursuites et condamnations, comme aussi qu'ils aient traité à leurs risques et périls avec Dubois; — qu'il n'importe pas davantage que ces derniers aient repris le bail de la maison louée sous le nom de Jacquart par la société à laquelle appartenait l'imprimerie qu'ont gérée successivement Delbecque dans l'intérêt des cessionnaires, et Dubois pour son propre compte; — que sans doute le gouvernement, en se refusant à la transmission du brevet qui lui était demandée, a usé de son droit, mais qu'il n'a pu par ce refus paralyser le brevet dans les mains de Jacquart, qui n'a encouru aucune condamnation; — que l'imprimerie fonctionnant à l'abri de ce brevet non révoqué, sous la surveillance de la police, et connue par conséquent de l'autorité locale comme de l'autorité supérieure, à qui elle a été déclarée par Jacquart, et par qui elle a été autorisée, ne peut, pour une exploitation dont le titulaire n'a pas cessé d'assumer sur lui la responsabilité, être réputée clandestine dans le sens de la loi; — qu'en effet, toute garantie existe pour la société, et l'autorité est toujours à portée de réprimer les délits et de remonter à leurs auteurs, s'il sortait des presses de ladite imprimerie des publications coupables; — qu'en cet état de choses, les premiers juges ont justement renvoyé Jacquart des poursuites, mais ont mal à propos déclaré Delbecque et Dubois en contravention à l'article 13, titre II, de la loi du 21 octobre 1814: — par ces motifs, la cour met le jugement dont est appel au néant; renvoie les prévenus des poursuites. »

Du 30 août 1838. — Cour de Douai. Ch. corr. — M. Preux, av. gén. — M^r Odilon Barrot, av.

Pourvoi.

ARRÊT (après partage).

« LA COUR : — attendu que de la combinaison des art. 11 et 13 de la loi du 21 octobre 1814, il résulte qu'il n'y a pas clandestinité en matière d'imprimerie, lorsqu'il y a un imprimeur breveté et assermenté, et une impri-

merie déclarée et pour laquelle il a été obtenu une permission ; — attendu, en fait, que les cessionnaires de l'imprimerie et du brevet de Jacquart n'ayant pu obtenir du gouvernement le nouveau brevet dont ils avaient besoin, Jacquart est toujours demeuré imprimeur en titre et responsable ; qu'il a en conséquence, pendant toute la durée de la gestion de Delbecque et de Dubois, signé les brevets des ouvriers et les déclarations et actes de dépôt exigés par l'art. 14 de la même loi ; qu'ainsi, il s'agissait au procès d'une imprimerie déclarée et autorisée, qui n'était point exploitée secrètement, et dont tous les labeurs continuaient d'être déclarés conformément à la loi ; qu'une telle imprimerie ne pouvait être déclarée clandestine ; qu'en le décidant ainsi, et en renvoyant par suite Delbecque et Dubois de l'action du ministère public, la cour royale de Douai n'a point violé l'article 13 de la loi du 21 octobre 1814 sur lequel était fondée la prévention ; — rejette. »

Du 20 déc. 1838. — Cour de cass. M. Portalis, p. prés. — M. Vincent Saint-Laurent, rapp. — M. Dupin, proc. gén. Concl. conf. — M^e Nicod, av.

ART. 2309.

RÉHABILITATION. — CONDAMNATIONS CORRECTIONNELLES.

La réhabilitation d'une condamnation correctionnelle est-elle autorisée par la loi ? (C. instr. cr. art. 619 et suiv.)

Cette question est entièrement neuve. Aucun auteur, que nous sachions, ne l'a encore traitée (1) ; et c'est pour la première fois qu'elle se présente à l'autorité judiciaire. Appelée à se prononcer sur la réhabilitation demandée par un sieur L.... qui venait d'être élu sous-lieutenant dans la garde nationale, la cour royale de Paris a donné un avis favorable en ces termes :

« Considérant que l'art. 619, C. inst. cr., portant que tout condamné à une peine afflictive et infamante pourra être réhabilité, n'est point limitatif ; qu'au contraire il peut être étendu au condamné à une peine correctionnelle, qui se trouve dans un cas beaucoup plus favorable ; — que si cet article ne parle que des condamnés à des peines afflictives ou infamantes, c'est que les incapacités qui résultaient de ces condamnations étaient les plus graves et souvent perpétuelles ; mais que depuis est intervenue la loi du 22 mars 1831, qui, par son art. 13, exclut de la garde nationale le condamné correction-

(1) M. Carnot, dans ses observations préliminaires sur l'art. 619, suppose à tort que la réhabilitation en matière correctionnelle eût été *sans objet*. Il y avait déjà des incapacités perpétuelles ; V. C. pén. 171 et 175.

nellement pour certains délits, et établit une incapacité grave et perpétuelle que le demandeur a intérêt à faire cesser par le moyen légal de la réhabilitation ; — qu'il serait injuste de lui refuser une faveur accordée au condamné à une peine afflictive ou infamante ; — considérant enfin que des attestations favorables produites par L..., il résulte que, depuis sa libération, il a constamment, dans l'arrondissement communal de Paris, où il n'a cessé de demeurer, mené une conduite régulière et exempte de reproches ; — est d'avis qu'il y a lieu d'admettre la demande en réhabilitation formée par L...

Du 11 mai 1838. — Cour roy. de Paris, ch. d'acc. — M. Sylvestre, prés. — M. Tardif, subst.

M. le garde des sceaux, soit qu'il fût d'une opinion contraire sur la question en principe, soit qu'il hésitât à la résoudre lui-même, a déferé cet avis à la cour de cassation.

Une première difficulté a dû se présenter : l'acte de la cour de Paris n'étant qu'un simple *avis*, quel pouvait être l'objet d'un pourvoi ? Ne suffisait-il pas que le gouvernement n'en tint aucun compte s'il ne croyait pas devoir l'adopter ? Est-il bien d'élever au rang de décision un avis non obligatoire, pour lui faire encourir les rigueurs d'une cassation ? Ces réflexions auront été faites sans doute, mais elles n'ont pas dû prévaloir. En effet, l'art. 441 C. inst. cr. autorise le ministre de la justice à dénoncer à la cour de cassation, non seulement les jugements et arrêts, mais encore les *actes judiciaires*, contraires à la loi. Et cette expression, dans l'intérêt de la justice et de l'ordre, doit être entendue *lato sensu* ; tellement qu'un arrêt du 27 juin 1822 a qualifié ainsi pour la casser et annuler la déclaration d'un magistrat de la cour de Colmar, portant que, dans l'affaire du complot de Belfort, il avait opiné pour la mise en liberté, quoique cette déclaration eût été faite par acte distinct de l'arrêt de mise en accusation. Or, l'avis d'une cour royale sur une demande en réhabilitation a tous les caractères d'un acte judiciaire, car c'est un acte de *juridiction*. Si sous l'empire de l'ordonnance de 1670, les lettres de réhabilitation étaient réputées *lettres de grâce*, tandis que l'expression *lettres de justice* était réservée aux lettres de remise et de pardon, (Jousse, *Justice crim.*, t. 2, p. 375 et suiv.), aujourd'hui, à la différence de la grâce, qui dérive de la clémence du roi, la réhabilitation dérive de sa justice, suivant les expressions d'un avis du conseil d'état du 22 décembre 1822, approuvé le 8 janvier 1823. L'instruction d'une demande en réhabilitation est donc une procédure judiciaire et non pas administrative. Bien plus, si l'avis de la cour royale est négatif, la demande se trouvant par là rejetée (628), il constitue une véritable décision, susceptible de cen-

sure si le refus repose sur une erreur de droit. Que si l'avis est favorable, il oblige le roi à prononcer souverainement; et lorsqu'il a été basé sur une loi faussement appliquée, ce qui constitue un excès de pouvoirs puisque l'attribution de juridiction est limitative, la cour régulatrice peut seule en prononcer l'annulation qui dispensera le roi de statuer au fond. Est-il vrai d'ailleurs que cet avis favorable, quand il se justifie en fait et en droit, ne soit nullement obligatoire? On pourrait induire cette opinion des art. 630 et 631. Cependant le doute est permis si l'on considère que la réhabilitation, par son but, ses formes et les dispositions législatives qui l'assurent et la réglementent, est un acte, non de bon plaisir, mais de haute juridiction, qui doit avoir ses règles de décision. Quoi qu'il en soit, l'avis de la cour royale étant un acte judiciaire, le pourvoi était recevable et il a été accueilli par un arrêt adoptant les motifs du réquisitoire suivant :

L'art. 619, C. instr. cr., dispose que : « tout condamné à une peine afflictive ou infamante qui aura subi sa peine ou obtenu, soit des lettres de commutation, soit des lettres de grâce, pourra être réhabilité. » Le 2^e § de cet article est encore plus explicite en ce qu'il désigne les différentes peines afflictives ou infamantes qu'il faut avoir subies pour être admis au bénéfice de la réhabilitation. Ces dispositions sont évidemment limitatives : en désignant plusieurs classes de condamnés, elles excluent nécessairement les classes dont elles ne font pas mention; ce n'est donc qu'à des condamnés à des peines afflictives ou infamantes que la loi accorde la faculté d'obtenir leur réhabilitation, et il résulte de la combinaison de l'art. 619 avec les art. 621 et suivants que ce n'est qu'à l'égard de ces condamnés que les cours royales sont appelées à donner leur avis. A la vérité, plusieurs lois récentes, celles des 22 mars 1831, 21 mars 1832 et 28 juin 1833, ont attaché des incapacités perpétuelles, celles de faire partie de la garde nationale, de servir dans l'armée et de tenir école, à certaines condamnations purement correctionnelles, et le besoin de lever ces incapacités au moyen de la réhabilitation s'est déjà fait sentir; mais en admettant que l'existence de ces incapacités perpétuelles, sans que la réhabilitation puisse y mettre un terme, soit une anomalie dans la législation, cette anomalie ne pourrait que provoquer l'intervention du législateur, mais elle ne saurait autoriser le juge à étendre la loi au-delà de ses termes. Au surplus, avant la promulgation des lois que je viens de citer, le législateur avait déjà attaché des incapacités perpétuelles à de simples condamnations correctionnelles, notamment dans les cas prévus par les art. 171, 175, C. pén. et par plusieurs articles de la loi du 21 brum. an V; et les dispositions restrictives de l'art. 619 C. instr. cr. s'opposaient alors comme aujourd'hui à ce que ces incapacités fussent levées par voie de réhabilitation. D'un autre côté, le même article 619 a été modifié et

étendu en 1832. D'après son ancienne rédaction, il ne s'appliquait qu'aux condamnés qui avaient subi leurs peines, ce qui excluait les condamnés graciés, et par conséquent ceux qui avaient encouru des peines perpétuelles. Maintenant tous les condamnés à des peines afflictives ou infamantes, soit qu'ils aient subi intégralement leur peine, soit qu'ils aient obtenu des lettres de grâce ou de commutation, peuvent demander la réhabilitation. Or, si le législateur avait voulu étendre ce bénéfice aux condamnés correctionnels, que par des dispositions récentes il avait frappés d'incapacités perpétuelles, il aurait saisi cette occasion. Son silence prouve suffisamment que telle n'a point été son intention. La cour royale de Paris, en émettant l'avis qu'il y aurait lieu de réhabiliter un condamné correctionnel, a donc tout à la fois méconnu le texte et l'esprit de l'art. 619 C. inst. cr., excédé l'attribution que lui confère l'art. 626 du même code, et agi contrairement à la loi.

ARRÊT.

Vu la lettre de M. le garde-des-sceaux, du 30 juillet 1838; vu le réquisitoire fait en exécution de ladite lettre, les art. 441, 619 et 626 C. inst. cr. et les pièces du procès; — la cour, adoptant les motifs exprimés dans ledit réquisitoire, casse et annule l'avis émis le....

Du 31 janvier 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Dehaussy de Robécourt, rapp. — M. Dupin, proc-gén.

ART. 2310.

ÉCOLE PRIMAIRE.—ÉTABLISSEMENT COMPLEXE.—INSTITUTEUR SPÉCIAL.—CONDITIONS ET FORMALITÉS.

Le chef d'un établissement complexe, qui y ajoute une école primaire à la tête de laquelle il place un instituteur spécial, n'est pas tenu de satisfaire personnellement aux prescriptions de la loi du 28 juin 1833. Et ce maître spécial, si toutes les conditions n'ont pas été remplies, peut seul être poursuivi pour la contravention prévue par les art. 4 et 6 de la loi.

Un établissement de bienfaisance, l'institution Saint-Nicolas, a été fondé à Paris, en 1827, dans le but de recueillir et élever les enfants pauvres auxquels des personnes charitables voudraient faire apprendre les premiers préceptes de la religion et un métier pour vivre honnêtement. Jusqu'en 1833, l'établissement s'est renfermé dans ces deux spécialités : enseignement religieux, enseignement de professions industrielles. Depuis la loi sur l'instruction primaire, M. l'abbé de Bervanger, fondateur avec M. de Noailles, et resté directeur

de l'établissement, y a ajouté une école primaire, qu'il a confiée à un maître spécial, pourvu d'un brevet de capacité et d'un certificat de moralité, lequel a fait la déclaration voulue par l'art. 4 de loi. A la suite d'un rapport dressé par le comité central d'instruction primaire, M. de Bervanger a été poursuivi correctionnellement comme exerçant la profession d'instituteur et dirigeant une école primaire en contravention aux art. 4 et 6. Il a opposé que l'école dépendant de son établissement était tenue par un instituteur spécial. Le ministère public a soutenu que les prescriptions légales, observées ou non par l'instituteur en sous-ordre, devaient l'être par le *directeur* de l'établissement; que d'ailleurs l'instituteur lui-même n'avait pas rempli toutes les conditions voulues, ce qui rendait l'école illicite. Jugement qui relaxe, puis arrêt confirmatif, de la Cour de Paris, à la date du 9 novembre 1838.

« Considérant que le vœu des art. 4 et 6 de la loi du 28 juin 1833 est d'assurer à l'autorité universitaire le droit d'exercer sa surveillance sur tout établissement d'instruction primaire, mais que dans un établissement complexe du genre de l'établissement de Saint-Nicolas, dans lequel se trouvent réunis à l'enseignement religieux celui de professions industrielles et l'éducation primaire, le vœu de la loi est suffisamment rempli lorsque l'enseignement primaire y est donné par un instituteur pourvu des autorisations exigées par la loi, soumis à la discipline universitaire, et dont la présence implique nécessairement la surveillance et l'inspection des autorités préposées à l'instruction primaire; que si cet instituteur se trouve manquer des conditions prescrites, ou s'il se rend coupable d'abus pouvant entraîner sa révocation, il peut, sur la plainte du comité central, être poursuivi devant les tribunaux, et les peines de la loi être prononcées contre lui; — considérant, en fait, qu'en ajoutant à son établissement fondé depuis onze ans dans l'intérêt de la classe pauvre, et dont le but principal était déjà et est encore l'enseignement des arts industriels et mécaniques, une école primaire qui dans l'origine ne s'y trouvait point réunie, l'abbé de Bervanger a mis à la tête de cette école un instituteur pourvu des brevets de capacité nécessaires, et quant à la régularité desquels aucune contestation n'a été légalement élevée; qu'ainsi il est impossible de considérer l'abbé de Bervanger comme exerçant personnellement la profession d'instituteur primaire en contravention aux art. 4 et 6 de la loi du 28 juin 1833. »

Pourvoi de M. le procureur-général, fondé sur les motifs dont voici l'exacte analyse :

Les art. 4 et 6 de la loi sont remarquables par leur généralité: « 4. Tout individu pourra exercer la profession d'instituteur primaire, et *diriger tout établissement quelconque d'instruction primaire*, sans autres conditions que... 6. *Quiconque aura ouvert une école primaire...* sans avoir satisfait aux con-

ditions prescrites par l'art. 4 sera poursuivi... l'école sera fermée. » On a embrassé dans ces termes *tous* les genres d'institution primaire. M. de Bervanger exerce la profession d'instituteur, puisqu'il donne par lui-même l'enseignement religieux qui est un des éléments *essentiels* de l'instruction primaire; il dirige l'ensemble de l'établissement dont dépend l'école qu'il y a ajoutée; donc il était soumis aux prescriptions de la loi de 1833. Qu'il ait confié l'école à un instituteur breveté, peu importe, cela ne satisfait pas le vœu de la loi, surtout si l'on considère que le maître spécial et ceux qui le secondent sont sous la dépendance incessante du directeur de l'établissement. Cet instituteur en sous-ordre n'a pas même rempli toutes les conditions voulues, ainsi que l'a déclaré le premier juge; et l'arrêt se borne à objecter que la régularité de ses pouvoirs n'a pas été légalement contestée, ce qui veut dire qu'il fallait le poursuivre personnellement. Mais comment agir contre lui, puisqu'il n'est qu'un sous-maître? s'il commettait une des fautes pour lesquelles tout instituteur peut être révoqué, que signifierait ici une révocation? Dans les deux cas, comment le jugement qui aurait prononcé contre lui la fermeture de l'école pourrait-il être exécuté contre le chef de l'établissement? Celui-ci pourrait s'y opposer ou éluder la condamnation en plaçant aussitôt un autre instituteur, qu'il faudrait encore poursuivre s'il n'était pas en règle. Le législateur n'a entendu permettre à qui que ce soit d'ouvrir une école et de rejeter sur autrui l'accomplissement des conditions voulues. Avec le système de l'arrêt attaqué, l'institution de Saint-Nicolas, par sa nature mixte, échapperait facilement aux prescriptions de la loi. Ces prescriptions sont sages, faciles à observer; il faut y tenir la main.

Appelé à combattre le pourvoi, nous avons opposé les arguments suivants, entr'autres :

Pour bien saisir le sens des expressions invoquées de la loi de 1833, il faut se placer au point de vue du législateur. La Charte de 1830 avait promis la liberté de l'enseignement. L'instruction primaire appelait en premier lieu la sollicitude du gouvernement et des chambres législatives. Une loi spéciale est venue réglementer la liberté promise, en la soumettant non à des restrictions gênantes, mais à certaines conditions propres à prévenir l'abus. C'est une loi d'émancipation, qui doit conséquemment, s'il y a quelque doute, être interprétée largement plutôt qu'avec des idées étroites. Si l'article 4, relatif aux écoles privées, est conçu dans les termes les plus généraux, c'est que là se trouve la consécration du principe de liberté qui assure à toute personne, excepté seulement les condamnés et interdits déclarés incapables par l'art. 5, le droit précieux de propager les lumières de l'intelligence. Il n'est que l'expression fidèle de cette autre promesse donnée par le ministre de l'instruction publique, M. Guizot, en présentant le projet de loi à la chambre des députés : « Nous n'aurons jamais assez de coopérateurs dans la noble et pénible entreprise de l'amélioration de l'instruction popu-

laire. Tout ce qui servira cette belle cause est sûr de trouver en nous une protection reconnaissante. » C'est pourquoi, aux termes de cet article, toute école privée est licite dès qu'il y a un instituteur dont la capacité et la moralité sont justifiées. Là se trouvent toutes les garanties que pouvait exiger une loi d'émancipation. Or, l'instituteur placé à la tête de l'école ouverte dans l'établissement Saint-Nicolas, était pourvu, avant la poursuite, d'un brevet de capacité obtenu après examen et d'un certificat de moralité à lui délivré par le maire de l'arrondissement. On a objecté qu'il y manquait l'attestation de trois conseillers municipaux exigée par l'art. 4 de la loi. Mais on oubliait qu'aux termes d'une ordonnance, spéciale pour Paris, du 8 novembre 1833, l'attestation de trois notables supplée celle des conseillers municipaux. Que si, au reste, l'instituteur n'est pas en règle ou ne l'était pas dès le principe, ce serait lui qu'il faudrait poursuivre puisque c'est par lui qu'a été faite la déclaration de l'intention d'ouvrir l'école qui est tenue par lui personnellement, déclaration qui unit l'école à l'instituteur, et soumet celui-ci à toute inspection comme à toute poursuite, s'il y a lieu. On trouve donc à la charge de M. de Bervanger la contravention prévue par l'art. 6 de la loi? — M. de Bervanger, dit-on, est instituteur *pari in quâ*, puisqu'il donne lui-même l'enseignement religieux. Mais c'est dans une chapelle publique, accessible à tous, qu'il enseigne les préceptes de la religion, comme but de la fondation et comme un devoir de son ministère saint, et non dans les classes comme leçons d'école en exécution de la loi sur l'enseignement primaire. Il dirige, objecte-t-on encore, l'ensemble de l'établissement, et conséquemment l'école elle-même; donc il est soumis aux prescriptions de l'art. 4. Quoi? Veut-on prétendre qu'une école est illicite, bien que tenue par un instituteur ayant satisfait à toutes les conditions voulues, si cet instituteur n'est pas maître absolu de l'établissement, s'il est sous la dépendance de quelqu'un non breveté? Ce serait vouloir l'émiettement d'une foule d'établissements essentiellement utiles qui se sont formés sous la foi des promesses de la Charte. Il faudrait donc fermer toutes ces écoles gratuites qui, à Paris et dans les provinces, sont sous la direction, protection de personnes notables dont le zèle charitable, si grand qu'il soit, ne peut aller jusqu'à se constituer personnellement maîtres d'école d'une multitude d'enfants. Contre un pareil système, il existe plusieurs décisions du conseil royal de l'instruction publique qui doivent avoir ici une autorité de raison tout au moins. Suivant un avis approuvé le 6 septembre 1833 (*Code de l'instruction primaire*, p. 31), une association peut fonder une école privée, choisir l'instituteur et laisser à celui-ci le soin de remplir les conditions et formalités voulues par la loi. Suivant deux autres avis, approuvés les 10 janvier et 28 février 1834 (*Code universitaire* par M. Rendu, 1835, p. 842), le chef d'un établissement d'instruction secondaire qui veut y ajouter une école primaire n'est tenu de remplir personnellement les conditions qu'autant qu'il n'a pas de maître spécial. Donc M. de Bervanger, soit

comme fondateur, soit comme chef ou directeur de l'institution Saint-Nicolas, en plaçant un instituteur spécial à la tête de l'école ajoutée à son établissement, a pu se dispenser de remplir personnellement les formalités voulues. Les autres objections ne sont pas sérieuses. Si l'instituteur Schneider encourt une révocation, M. de Bervanger devra le remplacer immédiatement à peine de voir prononcer la fermeture de l'école. Mais tant qu'il y aura un instituteur responsable, le vœu de la loi sera satisfait par l'accomplissement des conditions prescrites.

ARRÊT (minist. publ. C. de Bervanger).

Sur le moyen de cassation tiré par le procureur-général de ce que la déclaration faite à la mairie du 10^e arrondissement de Paris par le sieur Schneider, de l'existence de son brevet et d'un certificat de moralité était postérieure aux faits objet de la prévention, et de ce que le sieur abbé de Bervanger, en qualité de directeur de l'établissement Saint-Nicolas devait, comme Schneider lui-même, avoir satisfait aux prescriptions de l'art. 4 de la loi du 28 juin 1833; — attendu qu'il a été reconnu par l'arrêt attaqué, que l'établissement dit de Saint-Nicolas, dont le sieur de Bervanger est le directeur, était dans le principe non une école d'instruction primaire, mais une école industrielle; qu'en cet état, ledit Bervanger était soumis aux lois générales relatives aux établissements d'instruction publique, mais que la promulgation de la loi de 1833 précitée n'a pas eu pour effet nécessaire de soumettre cet établissement aux conditions spécifiées par l'art. 4 de cette loi aux écoles d'instruction primaire; — attendu qu'il est également reconnu en fait par l'arrêt attaqué que lorsque l'instruction primaire a été introduite dans l'établissement sous l'empire de la loi de 1833, l'abbé de Bervanger a mis à la tête de cette instruction le sieur Schneider, — que dans ce nouvel état de choses, c'était Schneider qui seul était tenu de l'accomplissement des conditions fixées par ledit art. 4, et qui devait présenter au maire de l'arrondissement le brevet de capacité et le certificat de moralité dont parle cet article: — Que si Schneider n'était pas en règle à l'époque où il a commencé à donner l'enseignement primaire dans l'établissement, ou s'il ne dirigeait pas par lui même l'école primaire à la tête de laquelle il avait été placé, ce que la cour royale n'a pas eu à juger puisqu'il n'était pas en cause, il n'en pouvait rien résulter à la charge du sieur Bervanger, qui était seulement exposé à voir prononcer, s'il y avait lieu, la fermeture de l'école primaire dépendant de son établissement, jusqu'à ce qu'un instituteur réunissant les conditions exigées par la loi eût été mis à la tête de cette partie de l'enseignement; — la Cour rejette.

Du 8 février 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Isambert, rapp.; — M. Hello, av.-gén., concl. contr. — M^e Morin, av.

Les blessures faites dans un duel peuvent-elles être incriminées en vertu des dispositions du Code pénal?

Les témoins du duel doivent-ils être poursuivis comme complices (1)?

La cour royale de Paris, chambre des mises en accusation, saisie par l'arrêt de cassation du 6 juillet, a repoussé la jurisprudence de la cour suprême, par arrêt du 10 août, dont nous devons recueillir les principaux motifs.

« En cet état, il s'agit pour la cour d'examiner si l'effet du duel rentre dans les dispositions du Code pénal relatives aux crimes et délits commis sur les personnes ; — déjà un grand nombre d'arrêts, émanés de diverses juridictions, et les actes de deux des pouvoirs législatifs, ont démontré, depuis plus de vingtans, combien une semblable question présente de difficultés et d'incertitude ; cette question, qui intéresse la moralité et la religion, l'ordre public et la tranquillité des familles, ne peut être résolue par le magistrat, qu'en interrogeant le texte de la loi ; — l'autorité de la jurisprudence ne peut être invoquée là où la jurisprudence ne présente rien de fixe ni de certain, et où les décisions les plus graves sont combattues par d'autres décisions revêtues du même caractère. La division de la jurisprudence atteste un fait de la plus haute évidence, c'est à savoir : l'impossibilité de concilier ou même de rapprocher deux opinions, dont l'une considère le duel comme frappé, en 1810, de la peine capitale, sans aucunes circonstances atténuantes, puisqu'il n'en existait pas alors, et dont l'autre considère le duel comme n'ayant pas été prévu et puni par la loi pénale. Il appartient

(1) La gravité de cette double question, et la résistance de la plupart des cours royales à la jurisprudence nouvelle de la Cour de cassation, nous font un devoir de recueillir les principales décisions et de noter toutes les autres, jusqu'à ce qu'enfin la controverse ait cessé. Aux arrêts recueillis dans nos art. 1980, 2071, 2136 et 2196, *addo* :

1838: 13 avril, arrêt de non lieu, de la cour d'Orléans ; 6 juillet, cassation de cet arrêt ; 10 août, arrêt de non lieu, de la cour de Paris ; 24 août, cassation de l'arrêt de Colmar, par nous recueilli art. 2196 ; 22 septembre, arrêt de non lieu, de la cour de Rennes ; 20 octobre, cassation de cet arrêt ; 16 novembre, arrêt de non lieu, de la cour d'Orléans ; 10 novemb., arrêt de la Cour de Rouen, chambres des appels correctionnels et des mises en accusation, renvoyant MM. Lorois et de Sivry devant la première Chambre.

au pouvoir législatif seul de faire cesser ce conflit, de corriger ce que les lois ont de trop sévère, ou de remédier aux maux qui naissent de leur oubli ou de leur silence ; — Si donc on examine l'état de la législation, on voit qu'avant 1789, le duel et toutes les circonstances les plus éloignées qui pouvaient s'y rattacher, étaient punis de peines très sévères, et qu'il existait, sur cette nature de faits, une législation toute spéciale ; le Code de 1791 ne s'occupe plus des faits de duel punis jusque-là d'une manière si distincte, et il abroge, par une disposition générale, toute la législation pénale qu'il ne reproduit pas ; — le décret du 17 septembre 1792 abolit tous les procès et les jugements contre des citoyens mis en jugement depuis le 14 juillet 1789, sous prétexte de provocation en duel ; il amnistie le passé et ne s'occupe pas de l'avenir. Le 29 messidor an 11, la Convention nationale décide qu'il n'y a lieu de délibérer sur une question de provocation en duel qui lui est soumise, et renvoie à la commission de la rédaction des lois, pour examiner et proposer les moyens d'empêcher les duels et la peine à infliger à ceux qui s'en rendraient coupables ; ainsi dès l'an 11, une commission législative était chargée de combler le vide que le Code pénal de 1791 avait laissé, en abolissant indistinctement toute législation sur le duel. Depuis, le législateur a gardé le silence, et le duel n'est qualifié crime, et puni comme tel, par aucune loi pénale ; — si le moraliste le plus sévère peut assimiler complètement le duel à l'assassinat, et confondre ces deux actes dans une même dénomination, on peut douter que le législateur ait eu une pareille pensée, et ce doute seul suffit pour écarter toute application de peine : car les règles du droit criminel ne permettent pas de reconnaître l'existence d'une peine et principalement de la peine capitale, virtuellement et par voie d'induction ; — le législateur n'a puni aucun crime par le dédain de son silence ; il établit au contraire en principe que tout fait non prévu par la loi pénale demeure impuni. »

« La Cour, considérant que, des principes de droit ci-dessus exposés, il résulte que le duel n'est qualifié crime par aucune disposition des lois pénales actuellement en vigueur, dit qu'il n'y a lieu à suivre contre lesdits Gilbert, Deroy et Robin. »

Pourvoi. — Renvoi aux chambres réunies. Pour la première fois, la discussion a été contradictoire, un avocat ayant été chargé de combattre le pourvoi.

ARRÊT (*ap. délib. en ch. du conseil.*)

« LA COUR ; — Vu les art. 2, 295, 296, 297, 302, 309, 310 et 328 du Code pénal ; — attendu que les codes des délits et des peines de 1791, de l'an 11 et de 1810, en punissant les meurtres, les blessures et coups volontaires, n'ont point fait d'exception pour le cas où ces meurtres auraient été commis, ces blessures faites et ces coups portés par suite de duels ; — attendu que l'abolition qui avait antérieurement été faite de la législation spéciale sur les duels, a, par

cela même, replacé sous l'empire du droit commun tous les actes répréhensibles auxquels les duels peuvent donner lieu ; — attendu que l'homicide, les blessures et les coups, lorsqu'ils sont occasionnés par ce genre de combat, ne peuvent être considérés comme commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui, aux termes des art. 327, 328 et 329 du Code pénal, puisque, dans ce cas, le danger n'a existé que par la volonté des parties ; — attendu d'ailleurs que les circonstances qui accompagnent le duel ne peuvent rendre le meurtre, les blessures et les coups excusables ; que la convention par suite de laquelle le duel a lieu étant contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public, est nulle de plein droit, et que dès lors aucun fait d'excuse ne peut en résulter ; — attendu, dans tous les cas, et en supposant l'admissibilité de tels faits d'excuse, que ces faits ne pourraient être légalement appréciés que par la cour d'assises et par le jury, et qu'il n'appartient pas aux chambres du conseil et d'accusation de les prendre en considération ; que ces chambres ne pourraient pas mieux s'arrêter à des circonstances atténuantes, puisque c'est encore le jury qui a seul le droit de les apprécier ; — attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le 20 mars 1838, dans un combat singulier qui a eu lieu volontairement et avec préméditation, une tentative d'homicide a été commise par Laurent Gilbert fils sur la personne de Silvain Champeau, en lui tirant un coup de pistolet dont la balle lui a fait une blessure grave à la tête, laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur ; que dudit arrêt il résulte encore que Deroy et Robin ont assisté avec connaissance ledit Gilbert dans les faits qui ont préparé et consommé l'action, et que néanmoins l'arrêt attaqué a déclaré que ces faits, ayant eu lieu dans un duel, ne constituaient ni crime, ni délit, ni contravention prévus par la loi, et ne pouvaient donner lieu à suivre contre les prévenus ; qu'en jugeant ainsi la cour royale de Paris a expressément violé les articles du Code pénal ci-dessus cités ; — Casse. »

Du 2 février 1839. — Cour de cass. ch. réunies. — M. Portalis, pr. prés. — M. Béranger, rapp. — M. Dupin, proc. gén., concl. conf. — M^e Mirabel Chambeau, av.

ART. 2312.

OUTRAGE ENVERS UN MAGISTRAT. — LETTRE MISSIVE.

L'offense envers un magistrat par lettre missive ne constitue pas le délit d'outrage spécifié dans l'art. 222 C. pén.

Nous avons combattu, dans notre art. 2202, la jurisprudence qui assimilait à l'outrage par paroles l'offense faite, par lettre missive, à un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions. Les chambres réunies de la cour de cassation viennent de consacrer notre opinion par l'arrêt suivant :

ARRÊT (Minist. publ. C. Castillon de Saint-Victor.)

Attendu que l'art. 222 C. pén., qui punit les outrages par paroles faits à un fonctionnaire public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ne comprend pas les outrages ou injures contenus dans une lettre adressée à ce fonctionnaire et dont il a eu seul connaissance; — Qu'en effet, le mot *paroles* de l'art. 222 doit être pris dans son sens propre et dans son acception vulgaire, et qu'il ne doit dès lors être appliqué qu'aux mots articulés ou prononcés de vive voix; — attendu que les tribunaux ne peuvent étendre les dispositions pénales des lois des cas qu'elles expriment à d'autres cas qu'elles n'expriment pas, et qu'il n'appartient qu'au législateur d'ajouter à ces dispositions ou d'en combler les lacunes; — attendu d'ailleurs que l'art. 222 reproduit, quant aux outrages par paroles aux fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, les mêmes dispositions que l'art. 19 du titre II de la loi du 19-22 juillet 1791, sous l'empire de laquelle il a été constamment reconnu et admis que les outrages ou injures par écrit adressés à un fonctionnaire public ne constituaient pas le délit prévu par cet article; — attendu que l'arrêt attaqué a reconnu en fait que l'outrage dont le préfet des Deux-Sèvres a demandé la répression n'était pas verbal, mais contenu dans une lettre qui n'avait reçu aucune publicité avant l'action dirigée contre le défendeur; — Qu'en jugeant, dans ces circonstances, que l'art. 222 C. pén. n'était pas applicable, et en renvoyant Castillon de Saint-Victor de l'action correctionnelle dirigée contre lui, la Cour royale d'Angers n'a violé ni l'art. 222 précité, ni aucune autre loi pénale; — Rejette.

Du 11 février 1839. — Cour de cass. Ch. réun. — M. Portalis 1^{er} prés. — M. Thil, rapp. — M. Dupin, proc.-gén. — M. Dupont White, av.

ART. 2313.

RECRUTEMENT. — INSOUMIS. — PRISE EN SERVICE. —
CULPABILITÉ. — PREUVE.

L'art. 40 de la loi du 21 mars 1832, dans la disposition qui punit quiconque sera reconnu coupable d'avoir pris à son service un insoumis, ne met pas à la charge du ministère public l'obligation de prouver l'intention coupable de l'auteur du fait, mais réserve seulement à celui-ci la faculté de prouver qu'il était de bonne foi.

Nous avons recueilli, art. 2234, les jugements et arrêts rendus en sens divers sur cette question, dans la même affaire. Par suite d'un nouveau pourvoi, les chambres réunies de la cour de cassation ont été appelées à fixer la jurisprudence.

ARRÊT (Minist. publ. C. Thibault.)

« La Cour ; — vu l'art. 40 de la loi du 21 mars 1832 ; — attendu que cet article punit non-seulement celui qui a recélé un insoumis, c'est-à-dire qui l'a soustrait aux recherches de l'autorité, mais aussi celui qui est reconnu coupable d'avoir pris un insoumis à son service ; — attendu qu'en ne prononçant une peine que contre celui dont la culpabilité est reconnue, la loi a voulu autoriser le prévenu à administrer la preuve de sa bonne foi et empêcher que la seule constatation du fait matériel entraînant nécessairement une application de la peine alors même qu'il serait établi que le fait a eu lieu sans intention ou sans coupable négligence de l'individu auquel il est imputé ; — attendu que l'arrêt attaqué, en jugeant que c'était au ministère public à administrer la preuve que Thibault, lorsqu'il a pris Garrand à son service, savait que celui-ci était insoumis, et en déclarant le non culpabilité de Thibault, sans que celui-ci eût produit aucune preuve pour établir sa bonne foi, a expressément violé l'article précité ; — casse. »

Du 2 février 1839. — Cour de cass. Ch. réunies. — M. Portalis, p. p. — M. Renouard, rapp. — M. Dupin, pr.-gén.

ART. 2314.

JUSTICE CRIMINELLE. — CONDAMNÉ. — POURVOI. — DÉMENCE. —
SURSIS.

La démence d'un condamné qui s'est pourvu en cassation nécessite un sursis.

Chargé d'office de soutenir le pourvoi d'un condamné à mort, Gilbert, et ayant appris qu'il était atteint d'aliénation mentale, nous avons recherché et produit les documents propres à prouver la démence, puis soutenu en principe que la cour devait nécessairement surseoir. Voici quelques-unes des raisons que nous avons présentées pour justifier cette thèse, entièrement neuve.

En droit comme en psychologie, la *démence*, c'est-à-dire la perte totale des facultés intellectuelles sans lesquelles l'homme n'a plus qu'une volonté quasi animale, est bien distincte des maladies ordinaires et même des passions excessives, qui n'excluent pas toute intelligence du mal et tout discernement pour se défendre en justice. (Voy. sur ce point de médecine-légale, le *Traité de droit pénal* de M. Rossi, t. II, chap. XVII, et la *Théorie du Code pénal*, t. II, chap. XIII, ainsi que les autorités qui y sont citées.) Le législateur lui-même, quant à la démence existant au temps de l'action, a de tout temps proclamé qu'elle était exclusive de toute criminalité, ce qu'exprime clairement le Code pénal actuel, art. 64. Si la loi écrite n'a pas prévu le cas

où l'aliénation mentale surviendrait depuis le fait poursuivi, la justice criminelle ne doit-elle pas néanmoins s'arrêter dès qu'apparaît la démence? Peut-elle procéder contre un homme qui n'a plus ni la conscience de son crime, ni l'intelligence nécessaire pour exercer son droit de défense? Les principes fondamentaux du droit criminel s'y opposent. Telle était la doctrine des jurisconsultes en droit romain : *furiosus furore ipso punitur*. Telle était celle des anciens criminalistes quoique la jurisprudence alors fût autrement sévère que de nos jours. (V. Julius Clarus, quæst. 60; Farinacius, quæst., 94; Muyart de Vouglans, p. 28; Rousseau de la Combe, *Traité des matières criminelles*, p. 39; Jousse, *Justice criminelle*, t. II, p. 621). Telle est aussi la doctrine des criminalistes modernes. (V. Merlin, rép. V^o démence, § 2, n^o 4; Legraverenl, t. I^{er}, chap. VIII, p. 437 et suiv.; Carnot, Code pénal, sur l'art. 64; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. II, p. 249; Rauter, *Droit pénal*, t. II, p. 377; Mangin, *traité de l'Action publique*, t. II, p. 175). Ce principe, d'éternelle justice, doit s'appliquer à toute période de la poursuite et à toute juridiction soit d'instruction, soit de jugement, soit de recours, le motif étant le même. Ainsi, la démence survient-elle pendant que la chambre d'instruction est saisie, il faut surseoir même à la mise en prévention, par respect pour le tribunal sacré de la défense; et c'est ce qu'a reconnu un jugement récent du tribunal de Lille. Même nécessité pour la chambre des mises en accusation, par cela que l'inculpé, quoiqu'il n'ait pas à comparaître, a le droit de produire ses moyens de justification (C. inst. cr., art. 217, § 2). La démence survient-elle pendant les débats devant la Cour d'assises, ou toute autre juridiction de jugement, personne assurément ne doutera de la nécessité du sursis. Et pourquoi? parce que le droit de défense est paralysé dans son exercice. Alors même que les débats seraient déjà clos, il faudrait encore surseoir au jugement, par ce autre motif que le but de la justice pénale, quel qu'il soit, serait manqué si l'on prononçait ou faisait exécuter une condamnation contre un homme *qui omni intellectu caret*. Aussi tenait-on pour constant, sous l'ancienne jurisprudence, que la démence survenue depuis l'établissement des preuves, *post completum processum*, quoiqu'il pût y avoir certitude acquise de la culpabilité, s'opposait à toute condamnation, sauf pour les crimes qualifiés atroces qui auraient nécessité le procès au cadavre;... distinction frappante qui caractérise énergiquement l'état de l'homme tombé en démence. Que si l'aliénation mentale n'est devenue complète et certaine que depuis la condamnation, ne fait-elle pas également obstacle à l'instruction et au jugement du pourvoi? On objecte que la Cour n'est appelée qu'à vérifier si la procédure est régulière et si la peine a été légalement appliquée. En conclura-t-on que le droit de défense n'a pas à s'exercer ici, ou qu'il est suffisamment exercé par l'avocat, le ministère public et la Cour elle-même qui casserait d'office s'il y avait lieu? ce serait une erreur. La défense, au criminel, est toute *personnelle*, non-seu-

ARRÊT (Minist. publ. C. Thibault.)

« La Cour; — vu l'art. 40 de la loi du 21 mars 1832; — attendu que cet article punit non-seulement celui qui a recélé un insoumis, c'est-à-dire qui l'a soustrait aux recherches de l'autorité, mais aussi celui qui est reconnu coupable d'avoir pris un insoumis à son service; — attendu qu'en ne prononçant une peine que contre celui dont la culpabilité est reconnue, la loi a voulu autoriser le prévenu à administrer la preuve de sa bonne foi et empêcher que la seule constatation du fait matériel entraînant nécessairement une application de la peine alors même qu'il serait établi que le fait a eu lieu sans intention ou sans coupable négligence de l'individu auquel il est imputé; — attendu que l'arrêt attaqué, en jugeant que c'était au ministère public à administrer la preuve que Thibault, lorsqu'il a pris Garrand à son service, savait que celui-ci était insoumis, et en déclarant la non culpabilité de Thibault, sans que celui-ci eût produit aucune preuve pour établir sa bonne foi, a expressément violé l'article précité; — casse. »

Du 2 février 1839. — Cour de cass. Ch. réunies. — M. Portalis, p. p. — M. Renouard, rapp. — M. Dupin, pr.-gén.

ART. 2314.

JUSTICE CRIMINELLE. — CONDAMNÉ. — POURVOI. — DÉMENGE. —
Sursis.

La démenge d'un condamné qui s'est pourvu en cassation nécessite un sursis.

Chargé d'office desoutenir le pourvoi d'un condamné à mort, Gilbert, et ayant appris qu'il était atteint d'aliénation mentale, nous avons recherché et produit les documents propres à prouver la démenge, puis soutenu en principe que la cour devait nécessairement surseoir. Voici quelques-unes des raisons que nous avons présentées pour justifier cette thèse, entièrement neuve.

En droit comme en psychologie, la *démence*, c'est-à-dire la perte totale des facultés intellectuelles sans lesquelles l'homme n'a plus qu'une volonté quasi animale, est bien distincte des maladies ordinaires et même des passions excessives, qui n'excluent pas toute intelligence du mal et tout discernement pour se défendre en justice. (Voy. sur ce point de médecine légale, le *Traité de droit pénal* de M. Rossi, t. II, chap. XVII, et la *Théorie du Code pénal*, t. II, chap. XIII, ainsi que les autorités qui y sont citées.) Le législateur lui-même, quant à la démenge existant au temps de l'action, a de tout temps proclamé qu'elle était exclusive de toute criminalité, ce qu'exprime clairement le Code pénal actuel, art. 64. Si la loi écrite n'a pas prévu le cas

où l'aliénation mentale surviendrait depuis le fait poursuivi, la justice criminelle ne doit-elle pas néanmoins s'arrêter dès qu'apparaît la démence? Peut-elle procéder contre un homme qui n'a plus ni la conscience de son crime, ni l'intelligence nécessaire pour exercer son droit de défense? Les principes fondamentaux du droit criminel s'y opposent. Telle était la doctrine des jurisconsultes en droit romain : *furiosus furore ipso punitur*. Telle était celle des anciens criminalistes quoique la jurisprudence alors fût autrement sévère que de nos jours. (V. Julius Clarus, quæst. 60; Farinacius, quæst., 94; Muyart de Vouglans, p. 28; Rousseau de la Combe, *Traité des matières criminelles*, p. 39; Jousse, *Justice criminelle*, t. II, p. 621). Telle est aussi la doctrine des criminalistes modernes. (V. Merlin, rép. V^o démence, § 2, n^o 4; Legraveren l, t. 1^{er}, chap. VIII, p. 437 et suiv.; Carnot, Code pénal, sur l'art. 64; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. II, p. 249; Rauter, *Droit pénal*, t. II, p. 377; Mangin, *traité de l'Action publique*, t. II, p. 175). Ce principe, d'éternelle justice, doit s'appliquer à toute période de la poursuite et à toute juridiction soit d'instruction, soit de jugement, soit de recours, le motif étant le même. Ainsi, la démence survient-elle pendant que la chambre d'instruction est saisie, il faut surseoir même à la mise en prévention, par respect pour le droit sacré de la défense; et c'est ce qu'a reconnu un jugement récent du tribunal de Lille. Même nécessité pour la chambre des mises en accusation, par cela que l'innulpé, quoiqu'il n'ait pas à comparaître, a le droit de produire ses moyens de justification (C. inst. cr., art. 217, § 2). La démence survient-elle pendant les débats devant la Cour d'assises, ou toute autre juridiction de jugement, personne assurément ne doutera de la nécessité du sursis. Et pourquoi? parce que le droit de défense est paralysé dans son exercice. Alors même que les débats seraient déjà clos, il faudrait encore surseoir au jugement, par cet autre motif que le but de la justice pénale, quel qu'il soit, serait manqué si l'on prononçait ou faisait exécuter une condamnation contre un homme *qui omni intellectu caret*. Aussi tenait-on pour constant, sous l'ancienne jurisprudence, que la démence survenue depuis l'établissement des preuves, *post completum processum*, quoiqu'il pût y avoir certitude acquise de la culpabilité, s'opposait à toute condamnation, sauf pour les crimes qualifiés atroces qui auraient nécessité le procès au cadavre;... distinction frappante qui caractérise énergiquement l'état de l'homme tombé en démence. Que si l'aliénation mentale n'est devenue complète et certaine que depuis la condamnation, ne fait-elle pas également obstacle à l'instruction et au jugement du pourvoi? On objecte que la Cour n'est appelée qu'à vérifier si la procédure est régulière et si la peine a été légalement appliquée. En conclura-t-on que le droit de défense n'a pas à s'exercer ici, ou qu'il est suffisamment exercé par l'avocat, le ministère-public et la Cour elle-même qui casserait d'office s'il y avait lieu? ce serait une erreur. La défense, au criminel, est toute *personnelle*, non-seu-

lement devant les juridictions d'instruction et de jugement, mais encore, quoique la comparution de la personne ne soit pas nécessaire et n'ait presque jamais lieu, devant la cour de cassation elle-même, qui n'est et ne peut rester saisie que par la volonté actuelle et constante du condamné. Ainsi : le pourvoi doit être déclaré par le condamné personnellement; pendant dix jours le dossier doit rester au greffe de la Cour d'assises, non pas pour son défenseur, qui pourrait l'examiner au greffe de la Cour de cassation, mais pour qu'il puisse l'examiner lui-même s'il veut on peut utilement user de ce droit; la requête contenant les moyens de cassation peut émaner de lui et c'est à lui-même que le greffier doit en donner reconnaissance. (C. inst. cr., 422 et 423.) Jusqu'au dernier moment, il peut adresser sa requête ou une requête supplémentaire au greffe de la Cour de cassation; il n'a pas besoin d'avocat, à la différence de la partie civile (424), et il peut demander à présenter lui-même le développement oral de ses moyens de cassation. C'est donc avec lui qu'est contradictoire l'instruction de son pourvoi. — Son droit de défense, d'ailleurs, ne serait pas exercé dans toute sa plénitude, s'il n'avait plus l'intelligence de ce droit. Le procès-verbal des débats peut être inexact; pour établir un vice de formes substantielles, il peut y avoir lieu, soit à inscription de faux, soit à la dénonciation incidente prévue par les art. 493 et suiv., C. inst. cr. Mais une déclaration du condamné lui-même est indispensable aux termes de l'ordonnance de 1737 et du règlement de 1738; comment l'obtenir s'il est en démence? Bien plus il peut y avoir des violations de loi résultant d'une qualité personnelle au condamné, que lui seul connaîtrait et pourrait signaler. Comment indiquera-t-il à l'avocat le fait d'où dépend le moyen de cassation, s'il a perdu toute sa raison? Enfin le condamné, si le *maximum* des peines ne lui a pas été appliqué, peut avoir intérêt à se désister de son pourvoi, et lui seul pourra manifester la volonté de le faire, et le désistement ne pourra être donné que par lui. S'il est en démence, il n'y a plus de volonté qui donne le droit de juger son pourvoi. Il faut donc de toute nécessité que la justice criminelle s'arrête : ainsi le veulent les principes. Le sursis d'ailleurs ne présente aucun danger pour la société puisque le condamné, même dans un hospice, sera sous la surveillance de l'autorité administrative, à qui il doit être confié. Et quelle urgence y a-t-il, puisque la démence forme un obstacle légal, moral tout au moins, à l'exécution?.....

Ces raisons de décider, fortifiées par de puissantes considérations dans le rapport de M. le conseiller Rocher, développées par nous à l'audience, enfin appuyées par M. l'avocat-général Pascalis, ont déterminé l'arrêt suivant :

ARRÊT (Gilbert.)

Vu les art. 422, 493 et suiv., C. inst. cr., et l'ordonnance de juillet 1737;

— attendu qu'il résulte d'un rapport dressé par deux hommes de l'art. en vertu d'une commission du procureur-général près la Cour royale de Paris, et conforme au vœu de l'art. 8, § 2, de la loi du 30 juin 1838, que le demandeur est actuellement en état de démence; que tant que cet état subsiste, il y a pour lui impossibilité de produire sa défense devant la Cour avec toute la latitude que la loi lui accorde, notamment dans les art. 422, 493 et suiv. du C. d'inst. cr., et d'exercer la faculté, soit de s'inscrire en faux contre les actes authentiques de la procédure, soit de se désister de son pourvoi; — attendu que dans le silence de la loi sur les effets du recours en cassation formé par un aliéné dans un intervalle lucide, ou par un individu atteint, postérieurement à ce recours, d'aliénation mentale, il appartient à la Cour de prendre les mesures nécessaires à la conservation des droits de la défense et à l'intérêt général de la justice; — par ces motifs : — La Cour surseoit à statuer sur le pourvoi jusqu'à ce qu'à la diligence du procureur-général, il soit fait apport à son greffe de nouveaux documents conformes aux dispositions de la loi précitée du 30 juin 1838, et de nature à constater les changements qui pourront survenir dans l'état mental du demandeur.

Du 25 janvier 1839. — Cour de cass. M. de Bastard, prés. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén. — M^e Morin, av.

OBSERVATIONS. La sagesse et l'importance de cette décision sont manifestes. Le principe qui a été appliqué dans toute sa plénitude n'était pas douteux pour les criminalistes; mais il n'était exprimé par aucune disposition de notre législation criminelle, et son étendue d'ailleurs avait besoin d'être fixée, car les auteurs n'avaient pas prévu la question telle qu'elle vient de se présenter pour la première fois. La lacune est comblée avec autant de précision que cela était possible en l'état. D'autres questions, maintenant, vont surgir : Le dément, dont le pourvoi dure avec ses effets suspensifs, est-il en état de condamnation ou seulement d'accusation? Doit-on ou peut-on l'interdire? Un tuteur ou curateur doit-il lui être donné? Quelle disposition lui appliquer de la loi récente sur les aliénés? La prescription réglée par l'art. 635 C. inst. cr. ne court-elle pas comme courrait, suivant plusieurs criminalistes (1), celle de l'art. 637 s'il y avait eu sursis à l'instruction ou au jugement? Nous devons pour le moment nous abstenir de discuter ces questions, qui seront ultérieurement examinées.

(1) Merlin, *Rép.*, Vo Prescription, sect. 3, § 7, art. 1^{er} et 4; Legraverend, *Législation criminelle*, chap. XIII, § 2; Mangin, *de l'Action publique*, t. 2, p. 175; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 2, p. 254 et suiv.

lement devant les juridictions d'instruction et de jugement, mais encore, quoique la comparution de la personne ne soit pas nécessaire et n'ait presque jamais lieu, devant la cour de cassation elle-même, qui n'est et ne peut rester saisie que par la volonté actuelle et constante du condamné. Ainsi : le pourvoi doit être déclaré par le condamné personnellement; pendant dix jours le dossier doit rester au greffe de la Cour d'assises, non pas pour son défenseur, qui pourrait l'examiner au greffe de la Cour de cassation, mais pour qu'il puisse l'examiner lui-même s'il veut on peut utilement user de ce droit; la requête contenant les moyens de cassation peut émaner de lui et c'est à lui-même que le greffier doit en donner reconnaissance. (C. inst. cr., 422 et 423.) Jusqu'au dernier moment, il peut adresser sa requête ou une requête supplémentaire au greffe de la Cour de cassation; il n'a pas besoin d'avocat, à la différence de la partie civile (424), et il peut demander à présenter lui-même le développement oral de ses moyens de cassation. C'est donc avec lui qu'est contradictoire l'instruction de son pourvoi. — Son droit de défense, d'ailleurs, ne serait pas exercé dans toute sa plénitude, s'il n'avait plus l'intelligence de ce droit. Le procès-verbal des débats peut être inexact; pour établir un vice de formes substantielles, il peut y avoir lieu, soit à inscription de faux, soit à la dénonciation incidente prévue par les art. 493 et suiv., C. inst. cr. Mais une déclaration du condamné lui-même est indispensable aux termes de l'ordonnance de 1737 et du règlement de 1738; comment l'obtenir s'il est en démence? Bien plus il peut y avoir des violations de loi résultant d'une qualité personnelle au condamné, que lui seul connaîtrait et pourrait signaler. Comment indiquera-t-il à l'avocat le fait d'où dépend le moyen de cassation, s'il a perdu toute sa raison? Enfin le condamné, si le *maximum* des peines ne lui a pas été appliqué, peut avoir intérêt à se désister de son pourvoi, et lui seul pourra manifester la volonté de le faire, et le désistement ne pourra être donné que par lui. S'il est en démence, il n'y a plus de volonté qui donne le droit de juger son pourvoi. Il faut donc de toute nécessité que la justice criminelle s'arrête : ainsi le veulent les principes. Le sursis d'ailleurs ne présente aucun danger pour la société puisque le condamné, même dans un hospice, sera sous la surveillance de l'autorité administrative à qui il doit être confié. Et quelle urgence y a-t-il, puisque la démence forme un obstacle légal, moral tout au moins, à l'exécution?.....

Ces raisons de décider, fortifiées par de puissantes considérations dans le rapport de M. le conseiller Rocher, développées par nous à l'audience, enfin appuyées par M. l'avocat-général Pascalis, ont déterminé l'arrêt suivant :

ARRÊT (Gilbert.)

Vu les art. 422, 493 et suiv., C. inst. cr., et l'ordonnance de juillet 1737;

— attendu qu'il résulte d'un rapport dressé par deux hommes de l'art. en vertu d'une commission du procureur-général près la Cour royale de Paris, et conforme au vœu de l'art. 8, § 2, de la loi du 30 juin 1838, que le demandeur est actuellement en état de démence; que tant que cet état subsiste, il y a pour lui impossibilité de produire sa défense devant la Cour avec toute la latitude que la loi lui accorde, notamment dans les art. 422, 493 et suiv. du C. d'inst. cr., et d'exercer la faculté, soit de s'inscrire en faux contre les actes authentiques de la procédure, soit de se désister de son pourvoi; — attendu que dans le silence de la loi sur les effets du recours en cassation formé par un aliéné dans un intervalle lucide, ou par un individu atteint, postérieurement à ce recours, d'aliénation mentale, il appartient à la Cour de prendre les mesures nécessaires à la conservation des droits de la défense et à l'intérêt général de la justice; — par ces motifs: — La Cour surseoit à statuer sur le pourvoi jusqu'à ce qu'à la diligence du procureur-général, il soit fait apport à son greffe de nouveaux documents conformes aux dispositions de la loi précitée du 30 juin 1838, et de nature à constater les changements qui pourront survenir dans l'état mental du demandeur.

Du 25 janvier 1839. — Cour de cass. M. de Bastard, prés. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén. — M^e Morin, av.

OBSERVATIONS. La sagesse et l'importance de cette décision sont manifestes. Le principe qui a été appliqué dans toute sa plénitude n'était pas douteux pour les criminalistes; mais il n'était exprimé par aucune disposition de notre législation criminelle, et son étendue d'ailleurs avait besoin d'être fixée, car les auteurs n'avaient pas prévu la question telle qu'elle vient de se présenter pour la première fois. La lacune est comblée avec autant de précision que cela était possible en l'état. D'autres questions, maintenant, vont surgir: Le dément, dont le pourvoi dure avec ses effets suspensifs, est-il en état de condamnation ou seulement d'accusation? Doit-on ou peut-on l'interdire? Un tuteur ou curateur doit-il lui être donné? Quelle disposition lui appliquer de la loi récente sur les aliénés? La prescription réglée par l'art. 635 C. inst. cr. ne courrait-elle pas comme courrait, suivant plusieurs criminalistes (1), celle de l'art. 637 s'il y avait eu sursis à l'instruction ou au jugement? Nous devons pour le moment nous abstenir de discuter ces questions, qui seront ultérieurement examinées.

(1) Merlin, *Rép.*, Vo Prescription, sect. 3, § 7, art. 1^{er} et 4; Legraverend, *Législation criminelle*, chap. xiii, § 2; Mangin, *de l'Action publique*, t. 2, p. 175; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 2, p. 254 et suiv.

ART. 2315.

DÉCORATION ÉTRANGÈRE. — PORT ILLÉGAL.

L'art. 259 C. pén., qui punit de la prison « toute personne qui aura publiquement porté une décoration qui ne lui appartient pas », s'applique aux ordres étrangers comme aux ordres français (1).

Il y a port illégal d'une décoration étrangère de la part du Français qui ne justifie pas avoir obtenu, de son souverain, l'autorisation de l'accepter et de la porter, conformément au décret du 26 août 1811 et aux ordonnances des 26 mars 1816 et 16 avril 1824 (2).

Prévenu du délit de port illégal, en France, des décorations de l'ordre espagnol de Saint-Ferdinand et d'Isabelle-la-Catholique, le sieur Belin a été relaxé par arrêt de la cour royale de Toulouse, fondé principalement sur ce qu'il était vraisemblable que les titres du sieur Belin avaient été perdus au milieu des événements politiques, et que c'était au ministère public à prouver l'illégalité et non pas seulement le fait matériel du port de la décoration. Devant la Cour de cassation, la question a été portée sur son véritable terrain, ainsi que l'expriment les motifs de l'arrêt suivant :

ARRÊT (minist. publ. C. Belin).

LA COUR. — Vu l'art. 259, C. pén. — Vu aussi les art. 23 du décret du 26 août 1811, 69 de l'ordonnance du 26 mars 1816, 2 et 3 de celle du 16 avril 1824 ; — attendu que les dispositions précitées du dit décret et des dites ordonnances exigent l'autorisation du roi non pas seulement pour qu'un Français puisse porter en France une décoration étrangère, mais pour qu'il puisse la recevoir et l'accepter ; — qu'elles ont pour but de s'assurer que les services qui ont valu à un Français cette marque de faveur d'un gouvernement étranger n'ont rien de contraire aux intérêts de la France, et sont une conséquence de cette autre disposition du décret du 26 août 1811 qui défend à tout Français d'entrer au service d'une puissance étrangère sans l'autorisation du roi ; — que dès lors la décoration qui a pu être

(1) La jurisprudence n'avait pas encore eu à s'expliquer à cet égard. La décision que nous recueillons est conforme à la doctrine qu'avaient émise les auteurs de la *Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 505.

(2) Cette solution repose sur la combinaison rationnelle de l'art. 259, C. pén., avec plusieurs dispositions du décret et des ordonnances de 1811, 1816 et 1824, dont le texte est formel et l'esprit manifeste.

accordée à un Français en pays étranger ne peut légalement être considérée en France comme lui appartenant que quand il a obtenu du roi l'autorisation de l'accepter; et qu'en la portant publiquement sans avoir cette autorisation il contrevient aux dispositions de l'art. 259, C. pén., qui ne fait aucune distinction entre les ordres français et les ordres étrangers; — attendu que, sur la poursuite du ministère public, les tribunaux n'ont nullement à rechercher si le prévenu a effectivement reçu, comme il le soutient, d'un souverain étranger, la décoration qu'il a portée, question qui sortirait souvent de leurs attributions, et dont la solution serait dans tous les cas sans influence sur le jugement de la prévention; qu'ils doivent se renfermer dans l'examen de ces deux faits: le port public de la décoration en France et le défaut d'autorisation du roi; — attendu en fait que la cour royale de Toulouse, après avoir reconnu ces deux faits constants à la charge de Belin, l'a renvoyé de l'action dirigée contre lui par le motif que les circonstances de la cause établissaient en faveur du prévenu la présomption que la décoration dont il s'agit lui appartenait, et que cette présomption n'était pas détruite par le ministère public auquel incombe la preuve de tout délit; qu'en décidant ainsi et en refusant de prononcer contre Belin les peines fixées par l'art. 259, C. pén., elle a formellement violé tant les art. 23 du décret du 26 août 1811, 2 et 3 de l'ordonnance du 16 avril 1824 que ledit art. 259, C. pén.; — casse.

Du 19 janvier 1839. — Cour de cass. — M. Chopin d'Arnouville f. f. de prés. — M. Vincens-Saint-Laurent, rapp. — Concl. conf. M. Hello, av. gén.

ART. 2316.

mineur de seize ans. — DÉTENTION. — DURÉE.

La durée de la détention à laquelle peut être soumis le mineur de seize ans, acquitté comme ayant agi sans discernement, ne peut-elle pas excéder celle de l'emprisonnement qu'il eût dû subir s'il eût eu seize ans ? (C. pén. 66 et 69.)

ARRÊT (Braud).

Attendu que Braud a été acquitté par les premiers juges parce qu'à leurs yeux il avait agi sans discernement; que toutefois Braud, âgé seulement de quatorze ans, a été condamné à rester jusqu'à dix-huit ans dans une maison de correction, et cela en vertu de l'art. 66, C. pén.; que si Braud avait été déclaré coupable il n'aurait pu être condamné qu'à la moitié de la peine qui aurait pu l'atteindre s'il avait eu seize ans, c'est-à-dire à 30 mois de prison; qu'il ne serait pas juste, acquitté qu'il est, de le soumettre à une détention

beaucoup plus longue ; qu'il convient par conséquent d'abréger la durée de la correction.

Du 16 mars 1838. — Cour de Bordeaux, appels corr. — M. Dégranges, prés. — M. Bonhore, rapp. — M. Dégranges-Touzin, av.-gén. — M^e de Chancel, av.

OBSERVATION. Cet arrêt n'a-t-il pas faussement appliqué l'art. 69 C. pén., qui porte : « Dans tous les cas où le mineur de seize ans n'aura commis qu'un simple délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu seize ans. » Malgré la généralité des expressions premières de cet article, il n'a en vue, ce nous semble, que les cas de *condamnation, pour délit commis avec discernement*, nécessitant une peine correctionnelle. Or, au cas de *non discernement*, prévu et réglé par l'art. 66, il y a *acquiescement* et non condamnation : La détention à laquelle le mineur de seize ans, acquitté, peut néanmoins être soumis, n'est point une peine, encore moins un emprisonnement correctionnel comme l'exprimaient à tort les arrêts qui ont fondé le principe qu'en pareil cas le mineur doit être condamné aux frais ; c'est simplement une *mesure*, autorisée dans des vues paternelles, ainsi que l'a reconnu l'arrêt de cassation recueilli *supra*, art. 2274. Donc l'art. 69 est inapplicable. Il résulte d'ailleurs des termes mêmes de l'art. 66, conformes à son esprit, que le juge a un pouvoir discrétionnaire en quelque sorte pour la fixation de cette détention particulière, sous la seule condition de ne pas dépasser l'époque où l'individu aura accompli sa vingtième année ; car, comme le font remarquer les auteurs de la *Théorie du Code pénal*, t. 2, p. 186, les juges, qui remplacent dans cette circonstance le père de famille, doivent être investis du pouvoir de mesurer la durée de la détention d'après la perversité présumée du mineur. C'est ainsi que la Cour de cassation paraît avoir entendu la disposition de l'art. 66, lorsqu'elle a décidé, en 1833 (*Journ. du droit cr.*, art. 1097), que cette disposition n'ayant établi qu'un *maximum*, ne s'opposait pas à ce que la détention fût fixée à moins d'une année, malgré l'expression « pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera. » Au surplus la cour de Bordeaux paraît elle-même avoir rétracté ou modifié son opinion première, en maintenant une détention ordonnée jusqu'à l'âge de vingt ans, par un arrêt du 10 mai 1838, dans lequel on lit : « Attendu, quant à la durée de la détention, que les premiers juges n'ont pas dépassé les limites de la justice.

ART. 2317.

ADULTÈRE. — FIN DE NON RECEVOIR. — MAISON CONJUGALE.

Le fait, de la part du mari, après séparation de corps, d'entretenir une concubine dans sa maison, ne peut être opposé comme fin de non recevoir par la femme poursuivie pour adultère, attendu qu'il n'y a plus de domicile conjugal, dans le sens de l'art. 339 C. pén., dès que, par suite du jugement de séparation de corps, il n'y a plus habitation commune.

ARRÊT (Marmin).

Du 18 nov. 1838. — Cour de Grenoble. — M. Nicolas, prés. — M. Blanchet, av.-gén. — MM^e Gueymard et de Ventavon, av. (1).

ART. 2318.

ADULTÈRE. — RÉCONCILIATION: — COMPLICE.

La réconciliation des époux, en matière d'adultère, profite-t-elle au complice de la femme, appelant du jugement qui les a condamnés tous deux, encore bien que celle-ci y ait acquiescé (2)?

Sur la plainte du sieur S.... sa femme et un sieur L.... avaient été condamnés à l'emprisonnement, pour adultère, par jugement du tribunal de Montauban. Appel par le complice seul. Une réconciliation s'était opérée entre les époux ; l'appelant s'en fait une exception, qui est accueillie par la cour de Toulouse dans les termes suivants :

(1) Cet arrêt adopte l'opinion que nous avons émise en recueillant l'arrêt contraire de la Cour de Lyon (1838, p. 33), et qui a été sanctionné par l'arrêt de cassation (*ibid.*, p. 128) auquel se conforme celui-ci.

(2) La négative avait été adoptée par arrêt de rejet du 17 janvier 1829 (*Journ. du droit cr.*, art. 93), dans une espèce où il y avait eu condamnation par défaut contre la femme et le complice, signification du jugement à l'un et à l'autre, appel par le complice seul, puis désistement par le mari. Aujourd'hui la Cour de cassation décide autrement, quoique l'espèce comportât à *fortiori* la même solution si l'on fût parti du même principe. Ici, en effet, la condamnation était contradictoire et avait acquis autorité de chose jugée vis-à-vis de la femme. En second lieu, il n'y avait pas désistement formel du mari ; le complice se prévalait seulement de ce que les époux, avant la plainte, s'étaient réunis dans la même couche, circonstance dont on

« Attendu qu'il est hors de doute que l'adultère, infraction outrageante au plus solennel des contrats, est un délit que le législateur ne peut voir avec indifférence, puisqu'en portant une grave atteinte aux lois de la morale, il porte le désordre et la perturbation dans la famille; il n'en est pas moins certain que la difficulté des preuves, le scandale qui uait presque toujours des faits que révèle la poursuite, l'atteinte dont elle frappe le repos et la sécurité des tiers, ont dû exercer une grande influence sur la détermination du caractère légal du délit; — attendu, en effet, que si l'art. 336 place parmi les délits cette grave infraction aux lois de la morale, le législateur le met aussitôt dans une catégorie entièrement exceptionnelle en proclamant, 1° que quelque étendu et quelque général que soit le pouvoir dont les art. 1 et 2 du Code d'instruction criminelle investissent le ministère public, la dénonciation du mari, et du mari seul, en doit toujours précéder la poursuite; 2° que ce pouvoir conservateur des droits généraux de la société est impuissant pour lui garantir l'accomplissement de la satisfaction pénale que les magistrats lui avaient accordée, puisque le mari demeure toujours le maître d'arrêter l'effet de la condamnation (art. 337 du même code); 3° que ce délit, dont on ne peut concevoir l'existence que par le concours simultané de deux individus de sexe différent, n'a cependant aux yeux du législateur (art. 336, 337, 338) qu'un seul auteur, la femme; 4° que l'homme, sans la perpétration duquel le délit ne peut exister, n'en est cependant que le complice, et que ce complice ne peut être poursuivi qu'autant que l'auteur du délit, la femme, est elle-même frappée par l'action du ministère public; et que si, par rapport à elle, le délit a perdu son existence légale, s'il est effacé, s'il est éteint, toute poursuite doit aussi s'arrêter à l'égard de son complice; — attendu qu'il est également constant par

induisait une réconciliation. Or, si l'on admet que l'exception de réconciliation, comme le désistement, éteint l'action d'adultère, c'est parce que du pardon accordé par le mari il résulte la présomption que l'adultère n'a point été commis (arrêts des 7 août 1823, 17 août 1827, 8 décembre 1832, *Journ. du dr. cr.*, art. 1039); mais lorsque le jugement de condamnation a acquis autorité de chose jugée vis-à-vis de la femme, n'y a-t-il pas là une présomption légale, plus forte que celle qu'on voudrait faire résulter d'une réconciliation antérieure? L'arrêt argumente de l'art. 272, C. c., aux termes duquel la réconciliation des époux éteint l'action en séparation de corps; or cette disposition n'a en vue que les époux et nullement le complice, au cas d'adultère. Nous comprenons, du reste, les considérations qui peuvent faire épargner le complice, non encore condamné définitivement, lorsqu'il y a preuve acquise d'une réconciliation que la justice pénale ne doit pas troubler. Mais il faut prendre garde d'exagérer la doctrine, qui prévaut aujourd'hui, d'après laquelle l'adultère serait un délit tout à fait exceptionnel et en dehors du droit commun. (*Voy.* à cet égard notre art. 2104.)

l'assentiment unanime des auteurs et des monuments judiciaires, sur ce point, que la réconciliation des époux (et il ne peut y en avoir de plus explicite que leur réunion dans la même couche) opère cette extinction de la manière la plus formelle et la plus énergique. Ces diverses circonstances existant dans la cause, le prévenu était donc bien fondé dans son exception contre le ministère public; la décision des premiers juges qui l'a puni comme complice d'un délit qui à leurs yeux ne pouvait avoir d'existence légale, doit donc être réformée. »

Pourvoi par le ministère public.

ARRÊT.

« La Cour; — attendu qu'en matière d'adultère, l'exception de réconciliation appartient également à la femme et au complice, puisqu'elle forme une fin de non recevoir péremptoire contre la plainte du mari, sans laquelle l'action publique n'est jamais admissible; — que, dès lors, chacun d'eux peut s'en prévaloir dans l'intérêt de sa défense; — que le silence de la femme ou son adhésion au jugement de première instance qui l'a condamnée ne peuvent priver de ce droit le prévenu de complicité, et que la Cour royale ayant reconnu en fait, sur l'appel du prévenu, qu'il y avait eu avant la plainte réconciliation entre les époux, a fait une légale application des art. 336, 337 du Code pénal, et de l'art. 272 du Code civil; — rejette. »

Du 9 février 1859. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Voysin de Gartempe, rapp. — Concl. contr. M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2319.

GARDES FORESTIERS. — QUALITÉ. — POURSUITE. — AUTORISATION.

Les gardes forestiers, étant en même temps officiers de police judiciaire et préposés de l'administration, ne peuvent être poursuivis pour crime ou délit commis dans leurs fonctions qu'après autorisation du chef de l'administration. (Constit. de l'an VIII, art. 75, décret du 28 pluv. an XI et ord. 1^{er} août 1827.)

Le ministère public, devant la chambre des mises en accusation, puis dans sa requête en pourvoi, soutenait que les prévenus, ayant agi comme officiers de police judiciaire, ne pouvaient être placés sous aucune autre garantie que celle des art. 479, 483 et 484 C. inst. cr.

ARRÊT (Minist. publ. C. Vignes, etc.).

« Attendu que les gardes forestiers chargés de veiller à la conservation

des forêts et de dresser des procès-verbaux contre les délinquants, sont en même temps officiers de police judiciaire et préposés de l'administration forestière, aux ordres de laquelle ils demeurent soumis ; — que, si, pour les délits qu'ils commettent en cette double qualité dans l'exercice de leurs fonctions, ils ont, comme officiers de police judiciaire, droit à la garantie qui résulte des art. 479, 483 et 484, C. inst. cr., relativement à la forme des poursuites et de l'instruction, ils ne sont pas pour cela privés de la garantie de l'autorisation préalable que l'art. 75 de la loi du 22 frim. an VIII et le décret du 28 pluv. an XI ont établie pour les agents du gouvernement ; — que cette garantie existe moins dans l'intérêt de ces agents eux-mêmes que dans celui de la subordination nécessaire à l'exercice de l'autorité et pour le maintien de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire ; — attendu que les crimes ou délits de concussion et de corruption imputés aux gardes Vignes et Dufflard-Laroche auraient été commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, non-seulement d'officiers de police judiciaire, mais aussi de préposés de l'administration forestière ; — que, dès lors, avant de les mettre en jugement, l'autorisation devait être donnée par le chef de cette administration, conformément à l'art. 39 de l'ordonnance du roi du 1^{er} août 1827 ; — qu'en le jugeant ainsi, et en déclarant qu'en l'état il n'y avait lieu de statuer sur les réquisitions du procureur-général, la chambre d'accusation de la Cour royale d'Agen n'a violé aucune loi, et s'est conformée aux dispositions ci-dessus rappelées ; — rejette. »

Du 8 février 1838. — Cour de cass. — M. Choppin, f. f. de prés. — M. Voisin de Gartempe fils, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2320.

COUR D'ASSISES. — PRÉSIDENT, — JURY. — TIRAGE.

Lorsque aucun débat ne s'élève sur l'observation d'un juré qu'il a été cité à comparaître comme témoin dans l'affaire en vue de laquelle il est procédé à la composition du tableau du jury de jugement, le président ne commet aucun excès de pouvoir en décidant seul que, par suite de cet empêchement péremptoire, le nom de ce juré sera retiré de l'urne.

ARRÊT (Fay, etc.).

Du 19 janvier 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rocher, rapp. — M. Hébert, av.-gén. — M^e Carrette, avocat.

ART. 2321.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — CONTRAVENTION. — PREUVE. —
PROCÈS-VERBAL. — CERTIFICAT SUPPLÉMENTAIRE.

Les contraventions aux lois sur les contributions indirectes peuvent être prouvées, soit par procès-verbaux réguliers et complets, soit par tous autres moyens de droit. Spécialement, la régie qui prétend que le transport de boissons n'a pas été opéré dans le délai fixé par le congé, peut, en cas d'insuffisance du procès-verbal de saisie, s'appuyer d'un certificat délivré par un préposé au bureau d'octroi, établissant que le visa du passe-debout a été donné une heure après l'expiration du délai fixé. (Déc. 1^{er} germ. an XIII, art. 34, et l. 28 av. 1816, art. 13 et 19.)

ARRÊT (Régie C. Ronjat).

Du 13 juillet 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Voysin de Gartempe, rapp. — M. Hello, av.-gén. — M^{es} Latruffe-Montmeylian et Chamborant, av. (1).

ART. 2322.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — BOISSONS. — TRANSPORT.

Les boissons transportées en fraude pour le compte d'un marchand en gros, quoique introduites déjà dans ses magasins sans qu'il y ait eu déclaration de saisie pendant le transport, sont encore saisissables, sans que ce marchand puisse prétendre que l'obligation de justifier de l'acquit des droits de circulation cesse quand le transport est consommé, cette exception n'étant applicable qu'au cas de l'art. 17 de la loi du 28 avril 1816.

ARRÊT (Letellier C. Régie).

« Attendu que, d'après l'art. 100 de la loi du 28 avril 1816, les marchands en gros sont tenus, sous peine de saisie, de représenter les congés, acquits-à-caution ou passavants, et les décharges d'après les quittances du droit de circulation; — que l'art. 6 de la même loi défend, sous la peine portée en l'art. 19, de faire aucun enlèvement ni transport de boissons

(1) Notre notice reproduit exactement les motifs de cet arrêt de cassation.

sans déclaration préalable de l'expéditeur ou de l'acheteur, et sans que le conducteur soit muni d'un congé, d'un acquit-à-caution ou d'un passavant pris au bureau de la régie ; — attendu qu'aucune disposition de la loi ne soustrait les marchands en gros à l'obligation de représenter ces expéditions, soit pendant le transport des liquides, soit à domicile, à l'égard des liquides en magasin ; — que ces dispositions sont indépendantes et distinctes de celles de l'art. 17 de la même loi, qui enjoint aux voituriers, bateliers et tous autres agents du transport des boissons, d'exhiber, à toute réquisition des employés des contributions indirectes, les expéditions dont ils doivent être porteurs, et qui autorise, sur leur refus, ou en cas de fraude ou de contravention, la saisie du chargement et des instruments de transport, puisque la contravention prévue par cet article est encourue quand bien même il serait ultérieurement justifié de l'acquit des droits ; — qu'ainsi le moyen de cassation pris, dans l'espèce, de ce que la saisie des boissons transportées nuitamment dans les magasins de Letellier n'a pas été effectuée pendant le transport, n'a aucune application à la cause ; — qu'il n'est pas exact de prétendre, comme le soutient le demandeur, que l'obligation pour les marchands en gros de justifier de l'acquit des droits, ce qui ne peut avoir lieu que par les quittances rapprochées des expéditions, cesse de droit lorsque le transport est consommé ; que cette exception n'est applicable qu'au cas de l'art. 17 et à l'égard des voituriers qui peuvent faire la fraude pour leur propre compte, si d'ailleurs ces employés ont cessé de suivre la marchandise ; — attendu qu'à l'égard des marchands eux-mêmes pour le compte de qui se font les transports, la saisie du chargement et des voitures ou instruments de transport est facultative, et que le défaut de saisie pendant le transport n'éteint pas l'action de la régie ; — attendu d'ailleurs que, dans l'espèce, il a existé un obstacle légal à la saisie instantanée des liquides transportés en fraude ; qu'en effet, au moment où cette fraude a été consommée, la marchandise a été entreposée dans un domicile qui n'était ouvert à l'action des employés qu'en temps de jour ; que le deuxième alinéa de l'art. 237 de la loi du 28 avril 1816 ne contient pas d'exception à l'art. 76 de l'acte du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799) ; — attendu enfin que, par leur procès-verbal, les employés ont constaté le transport frauduleux de dix-neuf barils dans la maison de gros de Letellier ; que, ne pouvant s'y introduire, attendu l'heure de nuit, ils ont veillé jusqu'au jour à ce qu'aucun enlèvement ne fût effectué ; — qu'alors ils ont vérifié, dans la maison même de ce marchand, l'identité des barils et l'absence d'expéditions régulières ; que l'inscription de faux contre les énonciations de ce procès-verbal a été jugée non pertinente et inadmissible ; que l'arrêt attaqué, en prononçant contre Letellier, pour sa contravention à l'art. 6 de la loi, les peines de l'art. 19, a fait une saine application de ces articles, et n'a point violé les dispositions de l'art. 17 ni de l'art. 237 de la loi du 28 avril ; — la Cour rejette. »

Du 4 août 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés.

— M. Isambert, rapp. — M. Pascalis, av.-gén. — MM^{es} Marmier et Latruffe-Montmeylian, av.

ART. 2323.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — BOISSONS. — REFUS D'EXERCICE.

Tout obstacle à l'exercice des employés de la régie, provenant de ce que le débitant se serait absenté sans confier les clefs de ses caves, etc., à une personne qui pût leur en ouvrir les portes, équivaut à un refus d'exercice.

ARRÊT (Régie C. Laine).

« La Cour, sur l'unique moyen de cassation invoqué et tiré de la violation tant de l'art. 201 de la loi du 28 avril 1816 que de celle de la loi du 23 avril 1836; — attendu qu'aux termes dudit art. 101, les employés des contributions indirectes sont autorisés à faire chez les marchands de boissons en gros, tous les jours et pendant tout le temps que la loi ne les a pas interdites, c'est-à-dire depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, toutes les visites et vérifications nécessaires pour reconnaître si les boissons reçues ou expédiées ont été soumises aux droits dont elles pouvaient être passibles; — attendu qu'aux termes formels et impératifs de la loi du 23 avril 1836, qui ne contient ni exception, ni délai, ni réserve, non-seulement les débitants doivent ouvrir aux employés de la régie leurs caves, celliers et magasins, mais ils sont encore tenus de les ouvrir au moment même où ces employés se présentent pour faire leurs visites; — qu'ils doivent donc, à cet effet, se munir des clefs nécessaires ou les confier, soit à leurs femmes, soit à toutes autres personnes qu'il leur aura plu de choisir pour les représenter, de manière que les visites et exercices des employés, en leur absence comme eux présents, ne soient dans le cas d'éprouver ni obstacle ni retard; — attendu qu'il suit de là que tout obstacle, tout retard provenant du fait d'un débitant à l'exécution immédiate des obligations que lui imposent les dispositions législatives ci-dessus citées, équivaut de sa part à un refus de visite ou d'exercice formellement déclaré, et le constitue en contravention aux lois de la matière; — attendu en fait, qu'il est constaté par un procès-verbal du 20 juillet 1837, régulier en la forme, dûment affirmé et non argué de faux, que ledit jour, sur les trois heures du matin, trois employés des contributions indirectes se seraient présentés chez le sieur Philippe Laine, marchand de boissons en gros à Ferney, pour procéder au recensement de son magasin; qu'ils ne l'y auraient pas trouvé, et qu'ils auraient sommé sa domestique de les y accompagner; que, sur la réponse de celle-ci qu'elle n'avait pas la clef et que le sieur Laine venait de sortir pour s'y rendre, ils s'y seraient transportés; mais qu'ayant trouvé les portes du magasin fer-

mées, ils seraient retournés chez le sieur Laine, où ils auraient renouvelé les mêmes sommations à la même servante qu'ils y auraient encore rencontrée, et que, sur son refus de les accompagner au magasin, ils lui auraient déclaré procès-verbal de refus d'exercice, et l'auraient sommée de se rendre à leur bureau pour assister à la rédaction de leur procès-verbal, ce qu'elle aurait refusé de faire; — attendu que ces faits, ainsi constatés, constituaient, de la part du sieur Laine fils, une contravention formelle aux dispositions tant de l'art. 101 de la loi du 28 avril 1816 que de la loi du 23 avril 1836; — qu'en vain, pour la faire disparaître, le tribunal correctionnel de Bourg aurait dit dans ses considérants : « Que, du procès-verbal du 20 juillet 1837, ainsi que des débats, il résultait que, lorsque les employés se seraient présentés au domicile de Laine, la servante de ce dernier s'y trouvait seule et n'avait pas la clef du magasin, et qu'elle s'était occupée de chercher son maître qui venait seulement de sortir; que le sieur Laine est arrivé au moment où les employés rédigeaient leur procès-verbal, et leur avait offert de leur ouvrir son magasin, etc. ; » — attendu que les explications qui auraient été données par le prévenu à l'audience n'ont pu détruire ni affaiblir les énonciations du procès-verbal; — que la contravention était en effet consommée par l'empêchement et le retard qu'avaient éprouvés les employés, lorsqu'ils s'étaient présentés, de vérifier le magasin du sieur Laine; — que sa survenance, lorsque les employés étaient occupés à rédiger leur procès-verbal, et son offre tardive de leur ouvrir les portes de son magasin, à supposer même ces faits constatés, ne pouvaient faire disparaître la contravention; — qu'ainsi, en refusant de la reconnaître et de la punir, le tribunal correctionnel de Bourg a violé tant les dispositions de l'art. 101 de la loi du 28 avril 1816 que celles de la loi du 23 avril 1836; — casse. »

Du 14 sept. 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Meyronnet de Saint-Marc, rapp. — M. Hébert, av.-gen.

ART. 2324.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — BOISSONS. — DOMICILE. — RECEL.

L'existence, dans une ferme dont un débitant est propriétaire, de boissons non déclarées ni accompagnées d'expéditions, alors qu'il n'est pas justifié par bail authentique que la ferme soit occupée par un autre que le débitant, constitue, à la charge de celui-ci, un recel frauduleux qui ne peut être excusé sous le prétexte que les boissons saisies étaient exclusivement destinées au service de la ferme (1).

(1) Voy. notre art. 2248.

ARRÊT (Régie C. Beillard).

« La Cour; — vu les art. 50, 53, 61 et 96 de la loi du 28 avril 1816; — attendu qu'aux termes de ces articles, les vendants en détail sont tenus, avant de commencer leur débit, de désigner les espèces et quantités de boissons qu'ils ont en leur possession, dans les caves ou celliers de leur demeure ou ailleurs; — que les boissons ainsi déclarées doivent être comptées et prises en charge; — qu'il en est de même de toutes celles qui arrivent chez eux pendant le cours du débit, lesquelles ne peuvent être introduites dans leur domicile, leurs caves ou celliers, qu'en vertu d'expéditions; — qu'en même temps, il leur est défendu de receler des boissons dans leurs maisons ou ailleurs, et qu'il est interdit à tous propriétaires ou principaux locataires de laisser entrer chez eux des boissons appartenant aux débiteurs, sans qu'il y ait bail par acte authentique pour les caves, celliers, magasins et autres lieux où ces boissons seront placées; — qu'il résulte évidemment de ces dispositions que toutes les boissons qui appartiennent aux débiteurs sont de droit présumées devoir servir à l'alimentation de leur débit, et deviennent passibles du droit de détail; — qu'elles doivent être prises en charge, et que la loi punit comme un recel toute tentative qui aurait pour objet de les soustraire à la surveillance de la régie; — et attendu que, par un procès-verbal en bonne forme de deux employés de l'administration des contributions indirectes, à la résidence de Grenade, portant la date du 30 octobre 1837, il est constaté qu'après avoir terminé leurs exercices au domicile de Jean Beillard, cabaretier à Saint-Cézert, ils l'ont sommé de les accompagner dans une autre maison de ce village, signalée comme étant aussi en la possession de ce débiteur; — que, celui-ci ayant déferé à leur invitation, ils ont trouvé, dans cette maison, trois futailles contenant 6 hect. 90 litres de vin rouge, et deux hect. de demi-vin; — qu'interpellé par les employés de représenter les expéditions dont ces boissons avaient dû être accompagnées, Jean Beillard a répondu n'en pas avoir, que ce vin était destiné à l'usage de sa métairie; qu'il en acquitterait les droits, et qu'il priait les employés de ne point verbaliser; — attendu que, par cette réponse, dont le procès-verbal faisait foi, Jean Beillard se reconnaissait propriétaire des boissons saisies; — qu'il n'aurait pu les introduire dans son domicile qu'en vertu de congés ou passavants; — qu'un bail authentique eût été nécessaire pour les faire entrer dans les caves ou celliers d'une maison étrangère; — que, si la possession avait précédé le débit, les boissons auraient dû être déclarées; — que, si elle était postérieure, le défaut de bail et d'expédition accusait un dépôt clandestin et un recel flagrant; — qu'il y avait ainsi contravention, soit à l'art. 50, soit à l'art. 61 de la loi du 28 avril 1816; — que cependant l'arrêt attaqué, en confirmant la décision du tribunal de première instance de Toulouse, a refusé d'appliquer à ces contraventions les peines prononcées par la loi, et a renvoyé Jean Beillard de l'action de la régie, par le motif que

les boissons saisies n'étaient pas destinées à son débit, mais au service de la métairie où elles ont été trouvées ; en quoi ledit arrêt a formellement violé les articles précités de la loi du 28 avril 1816 ; — casse. »

Du 14 sept. 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Bresson, rapp. — M. Hébert, av.-gén.

ART. 2325.

DOUANES. — PROCÈS-VERBAL. — NULLITÉ. — PREUVES.

L'introduction de marchandises prohibées, à défaut de procès-verbal régulier de saisie, peut être constatée et prouvée par tous moyens de droit commun (1).

ARRÊT (Douanes C. Cuenot).

« La Cour ; — vu l'art. 1^{er} du décret du 8 mars 1811, les art. 38, 41, 42 et 43, loi du 28 avril 1816 ; 154, 161, 189 et 413, C. instr. crim. ; —

(1) La loi du 22 août 1791 disposait, art. 23 du tit. x : « Les formalités prescrites seront observées à peine de nullité des procès-verbaux et des saisies. Dans le cas, néanmoins, où les marchandises seraient de la classe de celles prohibées à l'entrée, la confiscation en sera poursuivie à la requête du commissaire du roi, mais sans qu'il puisse être prononcé d'amende. » Est venue la loi du 9 floréal an vii, qui, par son art. 18, tit. iv, a déclaré abroger le titre x de la loi de 91. Alors s'est présentée la question de savoir si l'art. 23 de ce titre était compris dans l'abrogation, comme le pensait l'administration des douanes elle-même. Un arrêt de la Cour de cassation, du 15 prairial an viii, a décidé que cet article subsistait, non quant à ce qui avait trait à la forme, mais quant à la confiscation de la marchandise prohibée. C'est ainsi que s'est fixée la jurisprudence avant comme depuis le décret du 8 mai 1811 et la loi du 28 avril 1816. (Voy. Journ. du dr. crim., art. 104 et 896.) Aujourd'hui la Cour de cassation décide que l'abrogation de l'art. 23 résulte, non de la loi de l'an vii (ce qui impliquerait abrogation aussi de la disposition qui permettait néanmoins la confiscation en cas de saisie nulle), mais du décret de 1811, non abrogé, d'après lequel la confiscation, d'une part, à défaut ou en cas de nullité du procès-verbal, aura lieu néanmoins, et l'amende, d'autre part, sera prononcée, de quelque manière qu'il ait été constatée l'introduction de la marchandise prohibée. Il en résulte que la preuve pourra être faite par tous moyens de droit commun ; et cette jurisprudence nouvelle s'accorde avec celle qui a prévalu aussi pour les contraventions en matière de contributions indirectes. (Suprà, art. 2321.)

attendu que si, aux termes de l'art. 23, tit. x, de la loi du 22 août 1791, l'inobservation des formalités prescrites pour les procès-verbaux des préposés des douanes devait entraîner la nullité tant des procès-verbaux que des saisies, et si, dans ce cas, il y avait lieu d'ordonner la confiscation des marchandises prohibées sans qu'il pût être prononcé d'amende, il a été dérogé à ces dispositions par l'art. 1^{er} du décret du 8 mars 1811; — que cet article porte, en effet, que toute introduction de marchandises prohibées, de quelque manière qu'elle soit constatée, et même à défaut ou en cas de nullité du procès-verbal, sera, indépendamment de la confiscation, punie des peines déterminées par les lois et règlements; — qu'ainsi, d'après ce texte, la preuve des faits qu'il signale et le maintien de la saisie ne doivent pas dépendre uniquement de la régularité des procès-verbaux des préposés; que cette preuve peut être établie par toutes les voies que le droit commun autorise; que la répression n'est pas non plus bornée à la confiscation des marchandises saisies; mais qu'elle comporte l'application des autres peines, soit d'emprisonnement, soit d'amende; — attendu que le décret du 8 mars 1811, en harmonie avec le nouveau Code d'instr. crim. sur la nature des preuves, n'a été abrogé ni expressément ni tacitement; — que, loin de là, il a reçu une sanction nouvelle des dispositions contenues dans le titre v de la loi du 28 avril 1816, et dans le titre vi de celle du 21 avril 1818, qui déferent aux tribunaux correctionnels toute importation par terre d'objets prohibés, toute introduction frauduleuse d'objets tarifés à 20 fr. par quintal métrique et au-dessus, tout versement opéré sur les côtes maritimes, enfin tous les délits de contrebande dont la connaissance avait été attribuée aux cours prévôtales, et qui chargent expressément les procureurs du roi, comme substitués aux prévôts, d'exercer d'office les poursuites nécessaires pour découvrir les entrepreneurs de fraude, les assureurs et leurs complices; — que, de l'ensemble de ces dispositions, il résulte que les principales attributions des juges de paix dans les affaires de douanes ont été transportées aux tribunaux correctionnels; que ceux-ci remplacent les cours prévôtales instituées par la loi du 20 décembre 1815; qu'en cette matière, le ministère public a qualité pour procéder par voie d'action, et qu'à ces règles de compétence se rattachent nécessairement celles qui concernent la preuve des contraventions et des délits; — attendu, dans l'espèce, que le jugement de première instance constate, et qu'il n'a point été méconnu par l'arrêt attaqué, qu'il y a eu saisie dans le rayon frontière de 19 kilogr. de sel de saline, lequel est prohibé à l'entrée, et que Marie-Constance Cuenot, prévenue, a explicitement avoué devant le juge d'instruction et devant le tribunal le fait de contrebande qui lui était imputé; que néanmoins, et par le motif que le procès-verbal de saisie était nul, la Cour royale de Besançon a refusé de prononcer les peines d'emprisonnement et d'amende établies par les lois; — en quoi ladite cour a fausement appliqué l'art. 23, tit. x, de la loi du 22 août 1791, et violé formellement l'art. 1^{er} du décret du 8 mars 1811,

les art. 38, 41, 42, 43, de la loi du 28 avril 1816, 154, 161 et 189, C. instr. crim.; — casse. »

Du 22 novembre 1838. — Cour de cass. — M. Chopin f. f. de prés. — M. Bresson, rapp. — M. Pascalis, av.-gén. — M^e Godard de Saponay, av.

ART. 236.

VOL. — FAUSSES CLEFS. — HABITATION. — GRENIER.

Lorsque, sur une accusation de vol commis la nuit, avec fausses clefs, dans un grenier dépendant d'une habitation, le jury a écarté entièrement cette dernière circonstance, ce qui laisse douteux si le vol a eu lieu dans un édifice, il n'y a pas lieu d'appliquer les peines portées par l'art 384 C. pén.

ARRÊT (Chabrier).

« La Cour; — vu les art. 384 et 381 C. pén.; — attendu que, de la combinaison de ces articles, il résulte que le vol commis avec fausses clefs n'est puni des peines portées en l'art. 384 que lorsque le vol a eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos servant ou non à l'habitation; — et attendu que le jury, en déclarant le demandeur coupable de vol commis la nuit et avec fausses clefs, a écarté la circonstance que ce vol ait été commis dans un grenier dépendant d'une maison d'habitation; — que, par la manière dont cette question a été posée et résolue, l'accusation ne porte pas seulement sur le fait que le grenier dépendait d'une habitation, mais sur le fait même que le vol ait eu lieu dans un grenier; — qu'il n'y avait donc pas lieu d'appliquer au fait déclaré constant les dispositions pénales de l'art. 384, et que la Cour d'assises a fait une fautive application de cet article en condamnant le demandeur aux travaux forcés à temps; — casse. »

Du 12 juillet 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Voysin de Gartempe, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 237.

COMPÉTENCE CRIMINELLE. — CITATION NULLE. — CONFISCATION. — DÉLIT DE CHASSE.

Lorsque le tribunal correctionnel a annulé la citation directe donnée au prévenu, il se trouve dessaisi et ne peut dès lors, sur le réquisitoire présenté à l'audience par le ministère public, prononcer la confiscation de l'instrument du délit. (Art. 182 C. inst. cr.)

La confiscation de l'instrument du délit, n'étant que l'accessoire de la peine principale, ne peut être légalement prononcée lorsque le prévenu de ce délit est resté inconnu. (Art. 3 du décr. 4 mai 1812.)

ARRÊT (Min. pub.).

« La Cour—vu les art. 182, C. instr. cr., et 3^{déc.} 4 mai 1812;—sur le moyen résultant de la violation du premier de ces articles, en ce que le jugement dénoncé a créé un mode de saisir les tribunaux correctionnels, qui n'est pas autorisé par cet article;—attendu qu'aux termes dudit art. 182 la juridiction correctionnelle ne peut valablement statuer sur les délits qui sont de sa compétence qu'autant qu'elle s'en trouve saisie, soit par le renvoi qui lui en a été fait d'après les art. 130 et 160 du même code, soit par la citation donnée directement au prévenu;—d'où il suit qu'en décidant, dans l'espèce, que les premiers juges, bien qu'ils eussent d'abord annulé la citation, avaient pu néanmoins, ensuite, faisant droit au réquisitoire présenté à l'audience par le ministère public, prononcer la confiscation du fusil abandonné par l'inconnu, le jugement dénoncé a expressément violé cette disposition;—sur le moyen résultant de la violation de l'art. 3 du décret précité, en ce que la confiscation de ce fusil a été ordonnée, quoique l'existence du délit de chasse et la culpabilité de l'individu qui l'aurait commis n'eussent point été préalablement et régulièrement déclarées;—attendu, en droit, que la confiscation de l'instrument du délit n'est que l'accessoire de la peine dont la loi punit ceux qui s'en sont servis pour le commettre; qu'elle ne peut donc pas être légalement prononcée, lorsque le prévenu de ce délit est resté inconnu;—d'où il suit qu'en l'ordonnant, dans l'espèce, le jugement en question a expressément violé tant ledit art. 3 que les règles de la procédure criminelle;—casse. »

Du 21 juillet 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2328.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — PROCÈS-VERBAL. — COMPÉTENCE, — MAIRES ET ADJOINTS.

Les maires et adjoints, dans les villes où il y a des commissaires de police, ont comme ceux-ci qualité pour constater les contraventions et dresser des procès-verbaux (1).

(1) On eût pu en douter en s'attachant à la lettre de l'art. 11, C. instr. cr., qui semble ne reconnaître ce droit aux maires et adjoints que dans les

ARRÊT (Minist. publ. C. Moulin et Pestel).

«La Cour;—Vu l'art. 10 L. 18 juillet 1837;—attendu que les commissaires de police ne sont dans chaque commune, en ce qui concerne la police municipale, que les délégués du pouvoir municipal;—que l'obligation qui leur est spécialement imposée par le Code d'instr. crim., de rechercher et de constater les contraventions commises aux règlements en vigueur, ne modifie point à cet égard le droit qui appartient personnellement aux maires et aux adjoints des maires; — qu'en effet, l'art. 10 de la loi précitée, lequel n'a fait en cela que maintenir ces derniers dans l'attribution qu'ils tenaient des lois des 14 décembre 1789 (art. 50), 16-24 août 1790 (art. 1^{er} du tit. II), et 17 février 1800, 28 pluviôse an VIII (art. 13), les investit sans réserve de la police municipale; — qu'il les rend donc, même dans les lieux où il y a des commissaires de police, compétents pour procéder de leur chef à la constatation des infractions auxdits règlements; — qu'on ne saurait, en l'absence d'une disposition formelle sur ce point, conclure du pouvoir conféré à ces commissaires, qu'il soit exclusif, et que les maires, ainsi que les adjoints des maires n'aient point caractère pour remplir directement ce soin, dans tous les cas, mais surtout quand leurs auxiliaires ne sont pas, comme eux, présents à la perpétration de ces infractions, puisqu'il importe à l'ordre public qu'elles soient constatées aussitôt qu'elles ont lieu, et par celui-là même des dépositaires de l'autorité qui peut en mieux recueillir toutes les circonstances; — qu'il suit de là, dans l'espèce, que l'adjoint au maire de Honfleur a légalement constaté le fait reproché au prévenu; — que, dès lors, en déclarant son procès-verbal nul, comme incompétemment rédigé, par le motif qu'il existe dans cette ville un commissaire de police, le jugement dénoncé a faussement interprété les art. 11 et 50 du code sus-mentionné, créé une nullité qui n'est point prononcée par la loi, et violé expressément l'article ci-dessus visé; — casse. »

Du 6 sept. 1838. — M. de Bastard, prés. — M. Rives, rapp. — M. Hébert, av.-gén.

ART. 2329.

EXCITATION A LA DÉBAUCHE. — HABITUDE. —
SURVEILLANT LÉGAL.

Les actes réitérés de corruption personnelle envers une mineure

communes où il n'y a point de commissaire de police. Mais le doute est levé par l'art. 50 du même code, et surabondamment par les lois intervenues de 1789 à 1837 sur le pouvoir municipal.

constituent-ils le délit prévu par l'art. 334 du Code pénal ? (1)

Le maître d'une apprentie est-il son surveillant légal dans le sens du deuxième § de cet article, quoique celle-ci retourne chaque jour prendre ses repas et coucher chez ses père et mère ?

JUGEMENT (Minist. publ. C. Dubois).

« Considérant qu'il résulte de l'instruction et des débats que la fille P..., déjà légalement apte au mariage, puisqu'elle a plus de seize ans, se rendait chez Dubois seulement pour y apprendre le tissage; qu'elle vivait et couchait chez ses père et mère, proches voisins du prévenu; — qu'évidemment ils conservaient l'exercice immédiat de leur autorité et de leur surveillance sur leur fille; — que celle-ci, de son côté, dans l'âge de discernement et avec l'intelligence dont elle paraît jouir, devait et pouvait facilement dévoiler à ses père et mère, ou à tout autre, les attentats auxquels elle prétend avoir longtemps résisté; — considérant que dans ces circonstances la conduite du prévenu, toute immorale et honteuse qu'elle est, ne constitue pas suffisamment le délit prévu par l'art. 334; — le tribunal renvoie le prévenu de l'action. »

Du 27 juillet 1838. — Tribunal de Laon.

Appel.

ARRÊT.

« Attendu que la conduite de D... à l'égard de la fille P..., toute blâmable et honteuse qu'elle est, ne constitue pourtant pas le délit prévu par l'art. 334 C. pén.; — la Cour confirme. »

Du 12 sept. 1838. — Cour d'Amiens.

Pourvoi.

ARRÊT.

« La Cour; — attendu en droit : 1° que l'art. 1384 du Code civil, qui reconnaît et consacre l'autorité dont les maîtres sont légalement investis sur

(1) La négative a été nettement décidée, après la plus sérieuse controverse (voy. nos art. 2019 et 2103), par l'arrêt des chambres réunies de la Cour de cassation, rendu sur notre plaidoirie le 26 juin 1838 (art. 2169), aux termes duquel le délit n'existe qu'autant qu'il y a 1° *habitude* ou *répétition des actes*, 2° *pluralité de personnes corrompues*, sauf l'exception contenue dans le 2° § de la disposition pénale. Cette décision solennelle, qu'ont dû approuver les Cours royales qui avaient antérieurement repoussé la jurisprudence contraire de la chambre criminelle de la Cour de cassation, éprouve quelque résistance de la part de la Cour de Douai, qui, après avoir évité de s'en expliquer dans son arrêt du 26 octobre (voy. notre art. 2302), émet surabondamment une doctrine contraire dans le dernier considérant

la personne de leurs apprentis, les rend civilement responsables du dommage que ces derniers peuvent causer pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance, et ne distingue point entre le cas où ils sont entièrement à demeure chez eux et celui où ils ne font qu'y passer une partie de la journée; — attendu : 2° que les maîtres sont donc nécessairement punissables de la peine prononcée par le deuxième paragraphe de l'art. 334 du Code pénal toutes les fois qu'ils oublient leurs devoirs et leurs obligations au point de favoriser ou faciliter la prostitution de leurs apprentis ou de les exciter à la débauche, soit pour assouvir leurs honteuses passions ou celles d'autrui, soit pour tout autre motif quelconque; — casse. »

Du 17 oct. 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Bresson, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ARRÊT de la Cour de renvoi.

« Attendu en fait que Dubois a reçu chez lui en apprentissage, au mois de mai 1837, et moyennant un prix convenu, la jeune P..., alors âgée d'environ seize ans; qu'il a profité du séjour qu'elle faisait chez lui pour se rendre coupable d'attentat aux mœurs en excitant la corruption de cette jeune fille, alors qu'il était chargé de sa surveillance en vertu de l'art. 1382 du Code civil; que la circonstance que cette apprentie mangeait et couchait chez ses parents, dont elle aurait pu avoir les conseils, n'atténue en aucune manière la faute de Dubois, puisque cette jeune fille n'en était pas moins à sa disposition lorsqu'elle se rendait chez lui; — attendu que ces faits constituent le délit prévu par l'art. 334, § 2, du Code pénal; — attendu que les actes réitérés dont le prévenu s'est rendu coupable envers Antoinette P... établissent l'habitude que l'art. 334 a voulu punir; — que l'expression *corruption de la jeunesse* s'applique à la corruption d'un individu comme à celle de plusieurs, puisque la loi avait pour but de protéger tous ceux que leur âge exposait aux dangers de la séduction; — la Cour... condamne Dubois en deux ans de prison, 300 fr. d'amende, et à l'interdiction des droits de famille. »

Du 29 déc. 1838. — Cour de Douai. — M. Farez, prés. — M. Delepouve, rapp. — M. Lagarde, subst.

de l'arrêt que nous recueillons. Nous ne pensons pas que cette doctrine puisse désormais prévaloir, quelque graves que puissent être les considérations opposées aux raisons de décider, non moins puissantes assurément, qui ont déterminé l'arrêt solennel de 1838. — Relativement aux pères mères, tuteurs et autres surveillants légaux, les termes du 2° § de l'art. 334 permettent de ne pas juger nécessaire la double condition exigée par le 1^{er} §, et c'est ce qu'a reconnu l'arrêt précité des chambres réunies. La cour de Paris vient d'appliquer ainsi ce 2° § au mari de la mère naturelle d'une mineure qui demeurait avec eux. Arrêt du 7 mars 1839; M. Dupuy, prés.

ART. 2330.

AVORTEMENT. — SAGE-FEMME. — QUESTION COMPLEXE.

Les sages-femmes sont comprises dans la généralité des termes du § 3 de l'art. 317 C. pén., qui punit des travaux forcés les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ayant procuré l'avortement d'une femme enceinte.

Cette qualité, étant aggravante, doit faire l'objet d'une question distincte (1).

ARRÊT (Mauge, femme Verdun).

« La Cour; — attendu que le 3^e § de l'art. 317, C. pén., comprend dans la généralité de sa disposition même les sages-femmes, bien qu'elles n'y soient pas nominativement désignées, puisqu'elles n'obtiennent leur diplôme, selon l'art. 32 de la loi du 10 mars 1803, qu'après « avoir été « examinées par les jurys sur la théorie et la pratique des accouchements, « sur les accidents qui peuvent les précéder, les accompagner et les suivre, « et sur les moyens d'y remédier; » qu'elles se rendent en effet aussi coupables que les médecins, les chirurgiens, les officiers de santé et les pharmaciens, lorsque, comme eux, elles font usage, pour détruire, d'un art qu'elles ne doivent employer qu'à conserver; qu'elles encourent donc dans le même cas la même peine; — rejette ce moyen.

« Mais, vu les art. 341 et 345, C. instr. cr., 1, 2 et 3 de la loi du 13 mai 1836, et 317 C. pén.; attendu que ce dernier article, après avoir puni de la réclusion ceux qui ont procuré l'avortement d'une femme enceinte, prononce la peine des travaux forcés à temps quand ce crime a été opéré par l'effet des moyens que des gens de l'art ont indiqués ou administrés; que la qualité de *médecin, chirurgien, officier de santé, pharmacien ou sage-femme*, est donc essentiellement aggravante de l'avortement; que dès lors, conformément aux dispositions précitées du C. d'instr. cr. et de la loi du 13 mai 1836, elle doit être l'objet d'une question séparée et distincte

(1) La nécessité de distinguer dans les questions au jury, et par suite dans ses réponses, les circonstances aggravantes du fait principal, est aujourd'hui incontestable; l'intérêt de la justice exigerait que les cours d'assises ne méconnaissent pas aussi fréquemment cette règle, dont l'inobservation entraîne de nombreuses cassations. Aux arrêts recueillis ou notés *suprà*, art. 2017, 2102, 2132 et 2219, *junge*: 5 juillet 1838 (Decou), circonstances aggravantes de maison habitée et d'effraction, et 4 janvier 1839 (Barrault), circonstance aggravante de préméditation quant à l'accusé de complicité de meurtre.

de celle concernant le fait principal, puisque le jury est tenu de voter par scrutins successifs sur ce fait d'abord et ensuite sur la circonstance qui en aggrave le châtement; — d'où il suit, dans l'espèce, que la Cour d'assises du Rhône a commis une violation expresse desdites dispositions en interrogeant le jury collectivement, tant sur le fait de l'avortement dont il s'agit, que sur celui de savoir si la demanderesse est *accoucheuse jurée*, et que cette nullité est substantielle, parce que la déclaration du jury n'a résolu cette question complexe que par une seule affirmation; — casse. »

Du 26 janvier 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén. — M^e Letendre de Tourville, av.

ART. 2331.

ORDONNANCE ROYALE. — CONSTITUTIONNALITÉ. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — DROIT SUR LE SUCRE INDIGÈNE. — CONTRAVENTION. — PÉNALITÉ.

L'ordonnance royale du 4 juillet 1838, relative à la perception du droit sur le sucre indigène, ne change point le mode de perception établi par la loi du 18 juillet 1837; — elle est constitutionnelle et doit être exécutée.

Le sieur Florent Degravier, fabricant de sucre à Steene, se refusa à l'exercice établi par l'ordonnance royale du 4 juillet 1838, et notamment aux prescriptions de son article 10, parce que, selon lui, cette ordonnance tendait à changer la base de l'impôt; il prétendait qu'au lieu d'établir le droit d'après le § 2 de l'art. 1^{er} de la loi du 18 juillet 1837 sur le sucre fabriqué, elle établissait la perception sur le jus avant la défécation; que la densité du jus n'était point un signe certain de la quantité du sucre à obtenir; que, par suite, l'ordonnance contenait une violation des art. 13, 14 et 15 de la Charte.

L'administration des contributions indirectes et le ministère public ont soutenu, de leur côté, que l'ordonnance était constitutionnelle; que la disposition de son art. 12 avait eu pour but d'atteindre le sucre brut; que si cet article établissait une moyenne de rendement sur le jus, ce n'était là qu'une évaluation qui, d'après l'art. 13, pouvait toujours être rectifiée sur des faits matériels, s'il y avait eu exagération au détriment du fabricant, et qui n'empêchait pas la perception sur la totalité des sucres bruts fabriqués si l'évaluation était inférieure à la réalité des produits.

Le jugement du tribunal de Dunkerque, dont était appel, avait statué dans ce sens et prononcé une amende de 100 fr.

ARRÊT (Régie C. Degravier).

« Attendu qu'en prescrivant l'épatement des chaudières à déféquer afin de régler la perception du droit établi sur les sucres indigènes par la loi du 18 juillet 1837, l'ordonnance du 4 juillet 1838 n'a nullement déplacé l'impôt; — qu'en effet, elle n'en frappe pas les matières premières, mais seulement le sucre brut évalué d'après le volume de jus raréfié par une certaine température; — que ce mode d'exécution, qui ne sort point des bornes du pouvoir réglementaire, ne peut être entravé par le fabricant sans donner lieu contre lui à l'amende prononcée par le § 3 de l'article 3 de la susdite loi de juillet 1837. — La Cour confirme. »

Du 28 déc. 1838. — Cour royale de Douai. — Ch. correct. — M. Farez, prés. — M. Vanvincq, rapp. — M. Lagarde, subst. — M^{re} Dumon et Roty, avocats.

ART. 2332.**RÈGLEMENT MUNICIPAL. — PARCOURS. — CONTRAVENTION.**

Est légal et obligatoire le règlement municipal portant que les habitants de la commune seront seuls admis au parcours sur les landes communales, et que les propriétaires de métairies situées dans la commune, qui n'y demeurent pas, ne pourront envoyer au parcours que les troupeaux affectés en permanence à ces métairies. Le tribunal de police ne peut refuser de réprimer les contraventions à un pareil règlement, sous prétexte d'une réciprocité entre communes.

ARRÊT (Minist. publ. C. de Gardera).

« La Cour, vu l'article 13, section 4, titre 1, du Code rural du 6 octobre 1791, duquel il résulte qu'à défaut de règlement et usages sur l'exercice du droit de parcours et de vaine pâture, il doit y être pourvu par le conseil général de la commune; — vu l'article 15 de la loi du 28 pluviôse an VIII, portant que le conseil municipal règlera le partage des affouages, récoltes et fruits des biens communaux; — vu la délibération prise le 3 mai 1821 par le conseil municipal de la commune de Peyrehorade, portant que les habitants (colons ou propriétaires) sont les seuls qui aient droit au parcours sur les landes communales; qu'en conséquence, les propriétaires de métairies situées dans cette commune, mais non habitant dans son sein, n'ont aucun droit personnel et que le parcours ne pourra être exercé que pour les troupeaux affectés en permanence auxdites métairies et faisant partie de leur exploitation; — vu enfin l'article 471, n° 14, du Code pénal; — attendu que le règlement précité, approuvé par le préfet des Landes, a été rendu dans le cercle des attributions du pouvoir municipal, et qu'il

doit conserver toute sa force tant que l'administration supérieure n'y apporte aucune modification ; — attendu que cette délibération a eu pour objet de régler, non un droit de vaine pâture sur des propriétés ouvertes et privées, mais seulement un droit de parcours sur les landes appartenant à la commune de Peyrehorade ; qu'il y est établi que la réciprocité de parcours entre cette commune et les communes voisines, notamment celle de Belus, a cessé par le fait de celle-ci, qui ont aliéné à titre onéreux leurs biens communaux ; que cette circonstance, en ce qui concerne la commune de Belus, est formellement attestée par son maire ; — attendu que, pour refuser force et exécution au règlement municipal précité, et pour admettre un prétendu droit des propriétaires non habitants à introduire des troupeaux étrangers sur la lande de Peyrehorade, le jugement attaqué s'est fondé vainement, d'une part, sur l'article 15, section 4, titre 1, de la loi du 6 octobre 1791, lequel ne s'applique qu'au parcours dans les propriétés privées et ouvertes formant le territoire d'une commune ; de l'autre, sur une réciprocité entre communes qu'il n'appartenait pas au tribunal de police de reconnaître et de déclarer, alors qu'elle était niée par les autorités municipales compétentes et intéressées ; — attendu, en fait, qu'un procès-verbal régulier, dressé par les gardes champêtres de Peyrehorade, et les explications des parties constatent que le 11 mars dernier un troupeau de trente-cinq bêtes à laine a été trouvé pacageant sur les landes de Peyrehorade ; que ce troupeau était attaché à l'exploitation du domaine de Moncoucut, situé commune de Belus, domaine dont le nommé Lombard est colon et qui appartient à la demoiselle de Gardera, laquelle a son domicile dans cette dernière commune de Belus ; — que ce fait constituait une contravention au règlement municipal de 1821, et devait être réprimé, aux termes de l'article 471, n° 15, du Code pénal ; — qu'en jugeant le contraire, sous le prétexte que la demoiselle de Gardera possède des propriétés dans la commune de Peyrehorade, où elle réside quelquefois, et en annulant la citation, le tribunal de simple police s'est écarté des règles de sa compétence, a fait une fausse application de l'article 15, section 4, titre 1^{er}, du Code rural du 6 octobre 1791, et violé les dispositions ci-dessus visées ; — attendu que le nouveau motif adopté par le jugement attaqué et fondé sur l'application de l'article 360 du Code d'instruction criminelle, loin de fortifier la décision du tribunal de police, renferme en doctrine l'application la plus fautive de cet article et de la maxime *non bis in idem*, en plaçant sous leur sauvegarde un fait de même nature, il est vrai, que les faits sur lesquels il avait été statué par le premier jugement du 4 mai 1831, mais constituant une seconde contravention distincte et séparée de la première par un intervalle de près de sept années ; — casse. »

Du 11 février 1839. — Cour de cass. — Ch. réunies. — M. Portalis, p. prés. — M. Faure, rapp. — M. Dupin, pr.-gén.

ART. 2333.

SUPPRESSION D'ENFANT. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS.

Le crime de suppression d'enfant, prévu par l'art. 345 C. p., n'existe pas s'il n'est pas prouvé que l'enfant dont le cadavre a été supprimé était né vivant et viable (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Madeleine L...).

Attendu que la chambre du conseil du tribunal, statuant sur l'inculpation d'infanticide, originairement dirigée contre Madeleine L., a vu en définitive dans le fait imputé à cette fille le crime de suppression d'enfant prévu par l'art. 345 C. pén., et l'a renvoyée sous cette prévention devant la chambre des mises en accusation; — Attendu (l'arrêt établit ici, en fait, que le cadavre n'ayant pu être découvert, il n'a pas été possible de s'assurer que l'enfant avait eu vie). — Attendu néanmoins que cet état de vie extra-utérine, ou cette aptitude à la vie sont une condition indispensable à l'existence possible d'un homicide volontaire ou involontaire; car on ne peut donner la mort à qui n'a pas eu la vie; — Qu'il en est de même relativement au crime de suppression d'enfant, prévu par l'art. 345 du Code pénal; — Qu'en effet, si l'on se reporte au titre sous lequel cet article est placé : *Crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant*; si l'on consulte les opinions émises lors de la discussion du projet de Code pénal, on demeure convaincu que le législateur, dans l'art. 345, n'a considéré le fait de la suppression que sous le rapport des intérêts civils de l'enfant; qu'il a eu uniquement en vue de protéger sa personne morale, et d'assurer l'état et les droits que la naissance lui confère; — Que le mot enfant, dont s'est servi le législateur, ne peut évidemment s'entendre que d'un être organisé et vivant, car l'enfant né mort ou non viable ne peut avoir d'état, acquérir aucun droit, ni par conséquent en transmettre à personne; — Qu'il n'est donc pas possible d'appliquer la disposition rigoureuse de l'art. 345 du Code pénal au recel de la naissance d'un fœtus ou à l'inhumation clandestine d'un enfant mort-né, puisque nul n'a souffert de ce fait quelque répréhensible qu'il puisse être; — Qu'à la vérité il importe à la société que la naissance même d'un enfant mort-né soit connue, vérifiée et constatée, afin de prévenir les tentatives coupables que pourrait faciliter le défaut de constatation. — Qu'il est à regretter sans doute que les sages dispositions des art. 55 et 56 C. c. ne trouvent pas dans l'art. 346 une sanction suffisante pour tous les cas; mais que s'il appartient aux magistrats de signaler cette lacune de la loi, il ne leur est pas permis d'étendre une disposition pénale à des cas pour lesquels elle n'a pas été créée; — Que si l'on veut se pénétrer mieux encore de l'intention du législateur, il

(1) Voyez notre art. 2242 et les arrêts auxquels il renvoie.

suffit de rapprocher les diverses dispositions classées dans les sections du chapitre 1^{er}, au titre II du C. p., et d'en faire ressortir les dispositions;—Qu'en effet, suivant les art. 319 et 349 de ce Code, l'homicide par imprudence ou le délaissement volontaire d'un enfant nouveau né n'entraînerait contre la mère qu'un emprisonnement de deux ans au plus, tandis que le recel ou l'inhumation secrète d'un cadavre l'exposerait à une condamnation infamante et à la privation de sa liberté pendant cinq ans au moins; — Qu'il y aurait la même disproportion et la même injustice entre cette peine et celle prononcée par l'art. 359 contre celui qui a recélé le cadavre d'une personne même homicidée, quoique cette circonstance offre pourtant encore plus de gravité que d'avoir fait disparaître le cadavre d'un enfant né mort ou non viable.»

Du 2 nov. 1838. — Cour d'Orléans. — M. Vilneau, prés.

ART. 2334.

MAISON DE JEU. — JOUEUR. — BANQUIER.

La dénomination de banquier conférée à l'un des joueurs, d'après les conditions d'un certain jeu de hasard, sans qu'il soit réellement banquier de la maison, ne le rend pas passible des peines portées par l'art. 410 C. pén. contre les banquiers des maisons de jeu. A son égard, il n'y a lieu qu'à la confiscation de sa mise.

ARRÊT (Min. publ. C. Balan).

« Attendu que l'arrêt attaqué a reconnu, en fait, que le nommé Balan, poursuivi comme banquier de la maison de jeu de hasard tenue par l'aubergiste Dubos, n'était ni agent, ni associé, ni intéressé dans une part quelconque avec celui-ci, qui tenait la maison de jeu, ou avec qui que ce soit; que, si le titre de banquier lui a été donné, c'est qu'au jeu de hasard dont il s'agit, celui du baccara, les joueurs sont alternativement appelés à diriger et tenir le jeu, selon que le hasard de la fortune les a plus ou moins favorisés en pontant; qu'ainsi, Balan n'était pas banquier d'une maison de jeu dans le sens de l'art. 410 C. pén., mais simplement joueur; — attendu qu'à l'égard des joueurs, la loi se borne à prononcer la confiscation de leurs mises, et que cette disposition ne peut pas être étendue; — attendu, dès lors, que l'arrêt attaqué, loin de violer l'art. 410 C. pén., n'en a fait, dans l'état des faits, qu'une juste application; — la Cour rejette. »

Du 2 juin 1838. — M. de Bastard, prés. — M. Isambert, rapp. — M. Hébert, av.-gén. — M^e Lanvin, av.

ART 2335.

AGENTS DE POLICE. — CARACTÈRE. — PROCÈS-VERBAL.

Les agents de la police administrative, s'ils ont un caractère public comme agents de surveillance et d'exécution, de telle sorte

que la résistance à leur action constitue le délit de rébellion, ne sont pas officiers de police judiciaire, et leurs procès-verbaux ne peuvent servir de base à une condamnation, lorsqu'ils n'ont pas été cités pour déposer sous la foi du serment (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Châpoton).

« La Cour; — sur le moyen qui consiste à prétendre que les agents de la police administrative ont un caractère public, que foi est due à leur attestation consignée dans ledit procès-verbal, et que, dans l'espèce, leur témoignage n'a pas été détruit par les témoins produits par l'inculpée; — attendu qu'en effet, les agents de la police administrative ont un caractère public comme agents de surveillance et d'exécution, puisque, en cas de résistance à leur action, il y a rébellion, l'art. 209 du Code pénal devient applicable; mais qu'ils ne sont pas officiers de la police judiciaire, et qu'une loi seule pourrait donner à leurs rapports le caractère de procès-verbaux ayant foi en justice; que leur témoignage ne peut donc être invoqué que quand il est produit devant les tribunaux sous la foi du serment; — attendu qu'en le jugeant ainsi, le tribunal de police de Béziers, loin de violer l'art. 154 du C. d'inst. cr., en a fait une saine application; — attendu d'ailleurs que le jugement attaqué est régulier dans sa forme; — rejette. »

Du 14 juillet 1838. — C. de cass. — M. Bastard, prés.
M Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2336.

PRESCRIPTION. — ACTION PUBLIQUE. — APPEL. — POURVOI. — VOIRIE. — AUTORISATION. — PREUVE LITTÉRALE.

Toute action, en matière de police, qui n'a pas été suivie dans l'année de l'appel ou du pourvoi est éteinte par la prescription; en conséquence, est non recevable le pourvoi du ministère public qui n'a été notifié à la partie que plus d'un an après la déclaration faite au greffe (2).

L'autorisation d'élever des constructions sur ou joignant la voie publique, ne peut être établie que par écrit, ayant date certaine avant la construction (3).

(1) Voy. la dissertation *suprà*, art. 1575, et l'arrêt recueilli art. 2205. — Le 30 juin 1836, la Cour a rendu deux arrêts qui déclarent également non probants un procès-verbal dressé par des agents de police, et même un procès-verbal dressé, sur le rapport d'un de ces agents, par un commissaire de police, qui n'avait pas lui-même vérifié les faits.

(2) Voy. l'arrêt du 16 juin 1836 et les observations qui l'accompagnent *suprà*, art. 1870.

(3) Deux arrêts de cassation, des 26 juin et 20 octobre 1835 (*Journ. du*

ARRÊT (Minist. publ. C. Poulenc).

« La Cour; — Vu les art. 640 et 418 C. inst. cr.; — attendu que le pourvoi du ministère public a été formé le 2 mai 1836 contre le jugement du 29 avril précédent, qui relaxait de toutes poursuites les sieurs Jean Poulenc et Pierre Belières; — attendu que ce pourvoi n'a été notifié aux deux défendeurs, en vertu de l'art. 418, que le 1^{er} mai 1838, c'est-à-dire lorsqu'il s'était écoulé deux ans depuis la déclaration de pourvoi faite au greffe; — attendu que cette période de temps, accomplie sans aucune poursuite nouvelle de la part du ministère public, a frappé l'action publique de prescription, aux termes de l'art. 640 précité; — attendu qu'il y a parité complète entre l'interruption de toutes poursuites après un jugement de première instance frappé d'appel et l'interruption de toutes poursuites après un jugement rendu en dernier ressort et qui est frappé d'un pourvoi en cassation; d'où il suit que l'effet de cette interruption pendant plus d'un an, soit après le pourvoi, soit après l'appel, doit être le même, c'est-à-dire que l'action qui n'a pas été exercée dans cet intervalle, soit devant le juge d'appel, soit devant la Cour de cassation, est éteinte par la prescription; — attendu que, d'après l'article 429 C. inst. cr., il n'y a lieu à aucun renvoi par la Cour de cassation lorsque le fait ne constitue pas un délit, ou, ce qui revient au même, quand la poursuite est rendue légalement impossible par la prescription; — rejette le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police d'Espalion.

« En ce qui touche les réquisitions prises à l'audience de la Cour par l'avocat-général, dans l'intérêt de la loi; vu l'édit de 1607; — attendu que le jugement attaqué a relaxé les prévenus par le motif unique que l'autorisation du maire pour les constructions dont s'agit avait été prouvée par témoins; — attendu que l'existence de ces autorisations, quand elles sont requises par les règlements, ne peut être établie que par écrits ayant date certaine avant la construction; et qu'en admettant, à cet égard, la preuve testimoniale, le tribunal de simple police d'Espalion a commis un excès de pouvoir et violé les règles de sa compétence; — casse. »

Du 19 juillet 1838. — C. de Cass. — M. Chopin, f. f. de prés. — M. Mérilhou, rapp. — M. Hello, av.-gén.

dr. cr., art. 1754) ont jugé insuffisante une autorisation *verbale*. A la nécessité d'une autorisation *écrite*, l'arrêt que nous recueillons ajoute la condition que l'écrit aura *date certaine*, pour que la répression de la contravention ne puisse être éludée par aucun acte de complaisance. Cependant un arrêt de cassation, du 21 du même mois, au rapport de M. Rives, quoique rendu dans une espèce semblable, ne reproduit pas cette condition.

ART. 2337.

COUR D'ASSISES. — CONCLUSIO NS. — INCIDENT, — ARRÊT. —
MINISTÈRE PUBLIC.

Les conclusions prises par le défenseur d'un accusé, spécialement pour demander que la question subsidiaire d'homicide par imprudence soit posée au jury, constituent un incident contentieux sur lequel la Cour doit statuer par arrêt. (C. inst. cr. 408).

Et le ministère public doit être entendu, à peine de nullité.

ARRÊT (Guth).

Du 19 juillet 1838. — Cour de Cass. — M. Choppin, f. f. de prés. — M. Gilbert des Voisins, rapp. — M. Hello, av.-g.

ARRÊT (après délib. en ch. du Conseil).

• La Cour; — vu les art. 1^{er}, 273, 276, 277, 335 et 408 C. d'inst. cr.; — attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison de ces articles, qu'en matière criminelle, le ministère public intervient aux débats comme partie principale; que, dès lors, il doit être entendu sur tout incident auquel donnent lieu des conclusions tendantes à une décision motivée de la Cour d'assises; — que la demande d'un accusé, ayant pour objet la position d'une question subsidiaire, constitue un contentieux qui ne peut être terminé que par un arrêt; qu'il importe à l'intérêt de la défense, et qu'il est d'ailleurs d'ordre public, qu'une telle demande, qui, si elle est fondée, peut trouver un appui dans l'impartialité éclairée du ministère public, soit contradictoirement débattue; — et attendu, en fait, qu'il résulte du procès-verbal d'audience que le défenseur de l'accusé, dans l'espèce, ayant demandé que la question subsidiaire d'homicide par imprudence fût posée au jury, la Cour d'assises a immédiatement délibéré et statué par voie de rejet, sans que le ministère public ait été entendu; en quoi ont été violés les articles précités du Code d'instruction criminelle, et les principes de la matière; — casse.

Du 9 août 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2338.

COUR D'ASSISES. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — PEINE RÉDUITE.

La déclaration de circonstances atténuantes par le jury n'a d'autre effet que d'adoucir la peine, sans enlever au fait reconnu constant son caractère criminel.

En conséquence une cour d'assises appelée, par suite d'une déclaration de cette nature, à appliquer à un fait de faux en écriture privée une peine correctionnelle, ne peut, se considérant dès lors comme juridiction correctionnelle, déclarer encore des circonstances atténuantes, et réduire la peine de l'emprisonnement à moins d'une année.

ARRÊT (Minist. publ. C. Vernadet).

Du 20 juillet 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés.—M. Rocher, rapp.—M. Hello, av.-gén. (1).

ART. 2339.

FAUX — ÉCRITURE DE COMMERCE. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS.

Il n'y a pas faux en écriture de commerce par cela qu'un billet à ordre, reconnu faux, renfermerait l'énonciation : valeur en marchandise, ou serait à l'ordre d'un négociant, ou aurait été négocié à un banquier, alors surtout que le jury n'a pas déclaré que l'endosseur était réellement négociant (2).

ARRÊT (Sudric).

- La Cour; — vu les art. 147 et 148 C. pén.; attendu que l'arrêt attaqué s'est fondé, pour appliquer aux faits reconnus constants, la peine du faux en écriture de commerce, sur ces trois circonstances : — 1° Que les billets déclarés faux avaient été négociés à un banquier; — 2° qu'ils renfermaient l'énonciation : *valeur en marchandises*; — 3° que Sudric, à l'ordre duquel ils ont été passés, et qui les a endossés, serait négociant; — attendu, en premier lieu, que la qualité de celui auquel un billet est négocié n'implique en aucune sorte le caractère commercial de cet effet; qu'un billet à ordre privé peut être, entre le porteur et le banquier avec qui il contracte, l'objet d'une négociation civile; qu'au surplus, le fait même d'une négociation commerciale ne change point le caractère primitif d'un engagement; — attendu, en second lieu, que l'énonciation : *valeur en marchandises* ne constate légalement la commercialité d'un billet à ordre qu'autant qu'il est déclaré, en fait, que les marchandises ont été livrées

(1) Notre notice reproduit exactement les motifs de cet arrêt de cassation.

(2) Voy. arrêts des 23 mars et 4 septembre 1827, 24 janvier, 19 septembre, 4 novembre et 4 décembre 1828, 18 juin 1831, 23 juin 1832, 15 et 28 janvier 1837. — Le 27 septembre 1838, la Cour de cassation a encore rendu un arrêt conforme.

pour être revendues, ou pour en louer l'usage, ou pour toute autre opération de commerce ; — attendu, en troisième lieu, qu'alors même que la qualité de marchand attribuée à Sudric, simple endosseur des billets reconnus faux, aurait les mêmes effets que s'il les eût souscrits, cette qualité n'a été ni énoncée dans les questions posées aux jurés, ni déclarée par leur réponse ; et que, dès lors, elle n'a pu servir de base à la qualification légale du fait de faux, et, par suite, à la peine qui lui a été appliquée ; qu'ainsi, en condamnant le demandeur comme coupable du crime de faux en écriture de commerce, l'arrêt attaqué a faussement appliqué l'art. 147 C. pén., et violé l'art. 150 du même code ; — casse. »

Du 2 août 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén. — M^e Verdière, av.

ART. 2340.

COUR D'ASSISES. — TÉMOIN. — SERMENT.

Il y a nullité des débats lorsque des témoins assignés à la requête de l'accusé, et dont les noms avaient été notifiés au procureur-général, ont été entendus sans prestation de serment, et en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, par le motif qu'ils n'étaient pas alors porteurs de la copie de la citation à eux donnée.

ARRÊT (Horton C. minist. pub.).

« La Cour ; — vu l'art. 317 C. instr. cr. ; — Attendu que deux témoins assignés à la requête du demandeur et dont les noms avaient été notifiés au procureur-général, Émile Sériès et David Rodier, ont été entendus sans prêter serment et en vertu du pouvoir discrétionnaire du président ; — qu'il résulte de l'interlocutoire ordonné par la cour, que ces deux témoins étaient âgés de plus de quinze ans ; qu'ainsi ils étaient tenus de prêter serment, — que, s'ils n'étaient pas porteurs, lorsqu'ils ont paru à l'audience, de la copie de la citation à eux donnée, cette circonstance, sur laquelle le président s'est fondé pour ne pas leur faire prêter serment, ne leur était pas la qualité de témoins ; que leurs dépositions devaient donc être accompagnées de toutes les formalités prescrites par la loi ; — d'où il suit qu'il y a eu violation formelle de l'art. 317, C. instr. cr. ci-dessus cité ; — Casse. »

Du 6 septembre 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Vincens St.-Laurent, rapp. — M. Hébert, av.-g.

POIDS ET MESURES. — BALANCE FAUSSÉE. — MARCHAND. —
POSSESSION. — CONTRAVENTION.

Le seul fait de la possession, par un marchand, dans sa boutique, d'un faux poids ou d'une fausse mesure, constitue la contravention prévue par l'art. 479, n° 5, C. pén. (1).

Il n'y a pas lieu de distinguer entre la balance naturellement fausse et la balance faussée accidentellement, telle que celle à l'un des chaînons de laquelle se trouve un crochet qui fait pencher l'un des plateaux.

ARRÊT (Minist. publ. C. Haener).

LA COUR;—vu l'art. 479, n° 5, C. pén.; « attendu que, par procès-verbal régulier en date du 6 août dernier, le commissaire de police, agissant sur la réquisition du vérificateur des poids et mesures, constate avoir remarqué, ce même jour, dans la boutique de François Haener, boucher, qu'à l'un des chaînons de la balance placée au-dessus de son étal se trouvait fixé un crochet du poids de cinquante grammes, qui faisait pencher d'autant le plateau servant à recevoir la viande destinée à l'acheteur; — attendu que ce fait ne pouvait constituer le délit prévu par l'art. 423 du Code pénal, puisqu'il n'était pas reproché au sieur Haener d'avoir, en employant cette balance, rendue fausse par l'adjonction d'un objet étranger, trompé un acheteur sur le poids de la chose vendue; — mais qu'il constituait la contravention prévue par l'art. 479, n° 5, qui punit d'une amende le marchand dans le magasin ou la boutique duquel ont été trouvés de faux poids ou de fausses balances, même avant qu'il en ait été fait usage, et indépendamment de leur emploi; — que la circonstance que le crochet pouvait être détaché du chaînon auquel, selon le jugement, il n'était fixé qu'accidentellement, ne détruisait pas la contravention, et qu'en renvoyant le prévenu de la poursuite, sous le prétexte que la balance ne péchait pas dans ses parties essentielles et constitutives, le jugement attaqué a commis un excès de pouvoir, en admettant des motifs d'excuse qui ne sont pas établis par la loi, et violé l'article précité en refusant de l'appliquer; — casse. »

Du 23 février 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Voysin de Gartempe, rapp. — Concl. conf. M. Hello, av.-gén.

(1) Voy. nos art. 1045, 1276 et 1952. La cour de Paris paraît avoir pour jurisprudence de conclure du fait de la possession au fait d'usage, pour appliquer la disposition, plus sévère, de l'article 423 C. pén. Cette jurisprudence, que peuvent expliquer les justes plaintes qui s'élèvent de toutes parts contre plusieurs classes de marchands, n'en est pas moins erronée en droit; et l'arrêt que nous recueillons rappelle la distinction qui existe entre les dispositions différentes des art. 423 et 479, n° 5.

HUIS-CLOS.—INCIDENT.—ARRÊT.—PUBLICITÉ.

Lorsque, dans le cours de débats ayant lieu à huis-clos, un incident s'élève qui exige un arrêt, spécialement lorsqu'il est ordonné qu'un témoin assigné ne sera pas entendu, l'arrêt doit être, à peine de nullité, prononcé publiquement (1).

ARRÊT (après partage).

LA COUR. — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, et l'art. 55 de la Charte constitutionnelle ; — « attendu que par arrêt rendu publiquement, à l'ouverture des débats, la cour d'assises de l'Hérault a ordonné que les débats de l'affaire de Jean Izarn, dit Catina, auraient lieu à huis-clos, et qu'en effet le procès-verbal constate que le public a évacué la salle d'audience et que les portes ont été fermées;—attendu que postérieurement à la clôture des portes, la même Cour a rendu un arrêt qui, sur les conclusions du défenseur et les réquisitions du ministère public, a ordonné qu'un témoin assigné ne serait pas entendu, et qu'il résulte du procès-verbal que ledit arrêt n'a pas été rendu publiquement ; — attendu que le principe de la publicité des arrêts est général et absolu, et fait partie du droit public du royaume, dont la loi du 20 avril 1810 n'a fait à cet égard que rappeler les règles fondamentales ; — attendu que si l'art. 55 de la Charte constitutionnelle permet de procéder à huis-clos aux débats qui pourraient être dangereux pour l'ordre et les mœurs, cette exception ne peut être étendue au-delà des termes rigoureux de la Charte ; — Attendu que les arrêts qui décident qu'un témoin sera ou ne sera pas entendu sont incidents aux débats, mais ne font pas partie des débats, et ne peuvent par conséquent être compris dans l'exception précitée ; — attendu que la teneur desdits arrêts ne peut en aucun cas présenter aucun danger pour l'ordre et les mœurs, et qu'ainsi aucune raison d'analogie ne saurait les faire comprendre dans les dispositions de l'art. 55 de la Charte ; — attendu que dès lors ledit arrêt de la cour d'assises de l'Hérault aurait dû être rendu publiquement, et ne l'ayant pas été se trouve frappé de nullité par l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ; d'où il suit que d'après l'art. 408, C. inst. cr., tout ce qui a eu lieu ultérieurement audit arrêt est atteint par la même nullité ; — casse. »

Du 15 février 1839. — Cour de cassation. — M. Portalis, pr. prés. — M. Mérilhou, rapp. — M. Dupin, proc.-gén.

(1) Après quelques hésitations (Voy. nos art. 1935 et 2235), et un arrêt de partage qui a amené une discussion des plus sérieuses, la Cour de cassation adopte définitivement et sans réserve le principe qu'exprime notre notice. L'arrêt que nous recueillons doit fixer désormais la jurisprudence.

ART. 2343.

DÉLIT DE PRESSE. — PRESCRIPTION. — ACQUITTEMENT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — SUPPRESSION D'ÉCRIT — COMPÉTENCE.

En matière criminelle comme en matière civile, et spécialement pour les délits de diffamation, la poursuite devant un tribunal incompétent interrompt la prescription (1).

Le prévenu de diffamation contre un fonctionnaire public, par la voie de la presse, déclaré non coupable par le jury, peut-il être condamné par la cour d'assises à des dommages-intérêts avec suppression de l'écrit? (C. inst. cr., art. 358, 359 et 366; L. 26 mai 1819, art. 20).

Nous avons recueilli, art. 2201, l'arrêt de la cour d'assises de la Seine qui a résolu affirmativement cette question, sur laquelle s'est engagée une vive controverse. Agitée de nouveau devant la Cour de cassation, la question a été nettement posée dans le rapport de M. le conseiller Rocher, que nous reproduisons aussi fidèlement que possible, parce que les deux systèmes y sont présentés dans toute leur force.

« Sur cette question, a dit M. le conseiller-rapporteur, le système du pourvoi peut se résumer en peu de mots :

» La législation qui régit la presse lui reconnaît un droit dont l'accomplissement est en même temps pour elle un devoir; celui de soumettre à un contrôle rigoureux la vie publique des fonctionnaires, qui, institués, à ce titre, dans un but d'intérêt général, sont comptables devant la société de tous les actes liés à cet intérêt.

» S'il n'est pas permis de soulever les voiles qui couvrent la vie privée, il importe que tout ce qui se rattache à l'exercice de la puissance publique soit environné de lumière; efficace et nécessaire garantie contre les abus de cette puissance; garantie qui deviendrait illusoire, si la presse, élevée ainsi par le législateur à la hauteur d'une sorte de ministère public de l'opinion,

(1) Ainsi l'avait jugé le premier des arrêts rendus par la cour d'assises de la Seine dans l'affaire Parquin et Ducros C. Salmon, Blessebois et Richomme. Sur le pourvoi de ceux-ci, l'exception de prescription a été reproduite comme fin de non recevoir contre l'action civile sur laquelle ils ont succombé, en ce sens que si l'action publique était prescrite, l'action civile ne pouvait plus être portée devant la cour d'assises. Les motifs de l'arrêt de rejet que nous recueillons, font suffisamment connaître les faits qui ont donné lieu à la question.

avait à répondre d'autre chose que de la vérité des faits qu'elle signale, et était tenue d'une autre obligation que d'en administrer la preuve!

» Ainsi, discussion libre des actes des dépositaires de l'autorité publique, tel est le droit de la presse; démonstration juridique de la réalité des imputations auxquelles ces actes donnent lieu, telle est la limite de ce droit.

» Les faits présentés comme diffamatoires ne peuvent-ils être prouvés par vous? la loi vous condamne. Avez-vous établi cette preuve? Non seulement vous êtes à l'abri de toute peine; mais encore vous avez rempli un devoir civique auquel la loi vous a convié elle-même.

» De cette théorie, Messieurs, on infère que l'acquittement d'un prévenu de diffamation envers un fonctionnaire public le tient complètement quitte de toute responsabilité, soit pénale, soit pécuniaire; que le dommage occasionné par la publication est une conséquence inévitable, et dès lors nécessairement prévue par le législateur, de l'exercice d'un droit dont l'abus seul peut donner lieu à une réparation, abus qui n'existe que dans le fait d'une culpabilité reconnue et déclarée par le juge de la prévention; que ce juge ne saurait être autre que le jury, constitué l'organe, en cette matière, de la conscience publique, par les lois de 1819, remises en vigueur en 1830; qu'il n'appartient pas à la cour d'assises de soumettre à un nouvel examen ce qui a été décidé souverainement; que son inaptitude légale à juger la criminalité de l'écrit s'étend à l'appréciation du dommage; car dire qu'il existe un tort susceptible d'être réparé, après que le jury a prononcé l'acquittement, c'est faire revivre sous une autre forme la question intentionnelle, c'est placer l'abus là où le jury a vu le droit, c'est condamner en partie ce qu'il a approuvé en entier, et élever une prévention subsidiaire de quasi-délit sur les ruines de la prévention principale; double atteinte portée à la loi, soit sous le rapport du délit qui ne comporte pas cette modification, soit sous celui de la juridiction qu'on ne peut ainsi transporter d'un juge à un autre.

» Les articles 358 et 366 du Code d'instruction criminelle, dont la disposition exceptionnelle doit être renfermée dans ses limites, supposent un dommage causé, ce qui ne peut s'entendre du cas où le dommage, s'il existe, est en quelque sorte autorisé par la loi.

» Il n'en est pas d'un délit de la presse comme de toute autre prévention. Un fait d'homicide, par exemple, se compose de deux éléments distincts, l'acte matériel, et l'intention. Écartez l'intention, il reste un acte dont l'existence n'est pas niée, et qui, s'il a été préjudiciable, appelle un dédommagement. Ce dédommagement peut être accordé par la cour d'assises sans qu'elle donne un démenti à la déclaration du jury, emportant acquittement, déclaration exclusive seulement de l'intention et non du fait. S'agit-il, au contraire, d'une prévention de diffamation envers un fonctionnaire public? l'intention et le fait se confondent, et ne peuvent être divisés. S'il y a délit, il y a dommage. Si le délit n'existe pas, l'écrit publié n'est plus qu'un fait

licite qui ne comporte aucune réparation, car il n'y a de légalement réparable que le préjudice résultant d'une faute ; et comment voir une faute dans un fait licite ?

» A l'appui de cette argumentation, on cite un passage du traité de M. Mangin, dans lequel cet auteur développe les principes d'un arrêt du 15 décembre 1817, rendu dans une espèce où des dommages-intérêts avaient été attribués par une cour d'assises à la partie civile poursuivant un accusé de coups et blessures, que le jury avait déclaré n'avoir agi que pour sa légitime défense.

» Le motif de cet arrêt est que la défense de sa propre vie est de droit naturel ; qu'elle est en outre expressément autorisée par la loi, et que là où il n'y a pas faute, il ne peut y avoir lieu à dommages-intérêts.

» N'en est-il pas de même, dit-on, de la critique démontrée vraie des actes des fonctionnaires publics ? Un des plus illustres interprètes de la pensée législative n'a-t-il pas déclaré que cette critique était de droit naturel et social ? N'est-elle pas comme une légitime défense des individus et de la société contre les abus du pouvoir ; et ce droit naturel n'est-il pas également consacré par la loi positive ?

» Dans le système du pourvoi, Messieurs, les articles précités du Code d'instruction criminelle doivent être restreints aux crimes, et ne sont pas applicables aux délits. Tant que la connaissance des faits de la presse a été exclusivement dévolue aux tribunaux de police correctionnelle, a-t-on vu une partie civile élever la prétention de faire condamner à des dommages-intérêts le prévenu renvoyé de la plainte ? On lui eût opposé cette règle de droit que les tribunaux correctionnels et de police ne peuvent accorder de réparations civiles qu'à l'occasion et par suite d'une condamnation pénale. Or le sort de ces prévenus n'a pu être aggravé par un changement de juridiction, introduit, au contraire, dans le but de donner à la presse une garantie nouvelle. Par cela qu'il a été déféré à la juridiction des cours d'assises, le délit de diffamation sera-t-il converti en crime ? crime quand il s'agira de le réprimer ; simple délit seulement, en tant qu'on lui refusera, comme l'a fait la jurisprudence, le bénéfice des circonstances atténuantes.

Étrange contradiction entre une décision du jury, exclusive de l'application à un fait de presse de l'amende la plus minime, et un arrêt de la cour d'assises accordant, pour ce même fait, des réparations d'argent dont la détermination est discrétionnaire et illimitée ; d'une part le bien, de l'autre le mal, ici l'usage, là l'abus ; et deux pouvoirs judiciaires en présence, dont le premier déclare que le prévenu n'a fait que ce qu'il a dû faire, et le second décide que ce qu'il a fait n'est rachetable qu'au prix de la ruine, et peut-être de la prison.

» L'arrêt attaqué, d'ailleurs, s'est-il borné à imposer aux prévenus acquittés des indemnités pécuniaires ? non. Il a prononcé, en outre, la suppression de l'écrit, c'est-à-dire une véritable peine, qui n'est édictée par la loi du

26 mai 1815 que pour les cas de condamnation ; d'où résulte une nouvelle et plus manifeste violation de l'article 20 de cette loi qui , lorsque les faits ont été prouvés, *affranchit de toute peine l'auteur de l'imputation.*

» Dans le système opposé au pourvoi, Messieurs, on se demande sur quel fondement on établirait en faveur de la presse un privilège qui serait une exception aux règles les plus élémentaires de notre législation criminelle.

» Quelles sont ces règles ?

» L'action publique et l'action civile destinées à réparer, l'une, l'atteinte portée par un fait criminel à l'ordre moral de la société, l'autre, le préjudice résultant de ce fait ; bien que diverses par leur nature, par leur objet, par les conditions auxquelles sont subordonnés et leur exercice et leur durée, n'en sont pas moins, dans certains cas où cette cumulation était réclamée par l'intérêt d'une bonne et prompte justice, portées simultanément devant le même tribunal. Mais une distinction est dérivée de la différence des juridictions entre le juge correctionnel, dont la compétence est limitée ; qui, ne connaissant de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique, ne peut apprécier le dommage privé qu'autant qu'il a admis la prévention principale ; appréciation qui ne lui appartient plus, en cas d'acquiescement, puis qu'alors sa juridiction est épuisée ;

» Et la cour d'assises, investie d'une compétence générale, tenant des pouvoirs plus étendus de cette organisation complexe qui, en rendant les magistrats dont elle se compose étrangers au jugement du fait, bien qu'ils aient pour mission de préparer ce jugement, leur permet de statuer sur l'intérêt civil, soit qu'il y ait acquiescement, soit qu'il y ait condamnation.

» Ainsi ce n'est pas à raison de la nature diverse des faits dévolus aux deux juridictions que le Code d'instruction criminelle attribue aux cours d'assises une faculté qu'il refuse aux tribunaux correctionnels, mais bien eu égard à la différence de leur constitution.

» Ceci posé, comprendrait-on que les cours d'assises, compétentes pour prononcer en matière de crime, même en cas d'acquiescement, des réparations civiles, ne le fussent pas également en ce qui concerne les délits dont la loi leur défère la connaissance ?

» Allons plus loin, poursuit-on dans ce système. Alors même qu'on admettrait la théorie qui n'accorde aux cours d'assises, saisies d'une prévention de délit, que les pouvoirs d'un tribunal correctionnel, la prétention d'être protégé par un acquiescement contre toute demande en dommages-intérêts n'en serait pas mieux justifiée. Le droit du plaignant en instance correctionnelle de porter plus tard contre le prévenu acquitté une demande de cette nature devant le juge civil est incontestable. Et comment concilier ce droit qui, à raison de l'assimilation établie par le système adverse entre un tribunal correctionnel et la cour d'assises, ne pourrait sans contradiction être dénié à celui qui a porté sa plainte devant cette dernière juridiction, avec cette prétention exclusive de toute condamnation civile après acquiescement ?

» Non, l'article 358 du Code d'instruction criminelle n'est pas une exception au droit commun, mais la consécration de la règle qui veut que les deux actions, pour être plus promptement et mieux appréciées, soient réunies devant le même juge, toutes les fois qu'un principe supérieur à cette règle ne s'y oppose pas. Ce principe qui interdit au juge correctionnel, dont la juridiction civile est subordonnée à l'action publique, d'étendre l'une au-delà du terme qu'il a assigné à l'autre, est inapplicable à la cour d'assises. L'article 358 ne distingue pas entre les divers faits dont cette cour peut être saisie ; la généralité de ses termes n'a pas été modifiée par la loi spéciale qui, au contraire, se réfère dans son article 31 aux dispositions du Code d'instruction criminelle auxquelles elle n'a pas expressément dérogé, et détermine par son article 29 des prescriptions différentes pour chacune des deux actions. Preuve certaine que, dans sa pensée, l'extinction de l'une n'entraînait, dans aucun cas, la déchéance de l'autre.

» Au raisonnement qui tend à établir une sorte de confusion morale de l'intention et du fait dans le délit de diffamation contre les fonctionnaires publics, on oppose, en premier lieu, que ce délit peut être jugé susceptible d'atténuation ou d'excuse sans que cette appréciation, suffisante pour justifier une déclaration négative du jury, implique la reconnaissance d'un mobile honorable comme le sentiment d'un devoir civique.

» En second lieu, que cette déclaration devant être formulée par une simple négation, on ignore si elle est fondée ou sur l'absence d'intention coupable de la part du prévenu, ou sur l'innocence de l'écrit lui-même ; car, ajoute-t-on, en quoi cette sorte de délits diffère-t-elle de tous les autres dans lesquels l'intention et le fait sont essentiellement distincts et divisibles ? Que l'écrit ne réunisse pas les caractères légaux de la diffamation ; que les imputations qu'il renferme, bien qu'erronées, aient pu paraître exactes à celui qui les a produites ; dans ces deux cas, il y a acquittement. Mais est-ce à dire que le fait matériel qui reste avec le préjudice qu'il a causé doit être considéré comme le résultat d'une inspiration généreuse ayant pour but l'utilité générale ? Si une telle conséquence est inadmissible, qui donc empêcherait que ce fait, nuisible, d'une part, dans ses effets, de l'autre, condamnable dans son principe, appelât, à ce double titre, une réparation civile ?

» La négation du jury ne peut vouloir dire uniquement une de ces deux choses : *le prévenu n'est pas l'auteur de la diffamation* ; ou bien : *les imputations prétendues diffamatoires sont fondées*. Cette négation, à proprement parler, n'a pas de sens légal, car elle dépend d'une appréciation variable, diverse, qui est le secret de chaque conscience, dont nul n'a à rendre ni à demander compte, et qui, si on lui attribuait une signification précise et déterminée, serait souvent démentie par l'évidence des faits comme dans l'es-
pèce, où on ne pourrait pas soutenir qu'aux termes de la déclaration du jury, les prévenus n'étaient pas les auteurs de l'écrit, puisqu'ils en sont con-

venus; ni que les imputations ont été prouvées, puisque cette preuve n'a pas même été tentée!

« Ainsi, cette déclaration n'a pas été plus contredite dans son esprit qu'elle n'a été méconnue dans ses conséquences.

« Qu'a décidé le jury? qu'il n'y avait pas diffamation : rien de plus, rien autre chose.

« Qu'a décidé la cour? Qu'il y avait faute et dommage.

« Si, la diffamation écartée, la faute et le dommage peuvent exister encore, l'arrêt qui affirme n'a rien de contraire à la déclaration qui nie.

« Quel a été l'effet du verdict? D'affranchir les prévenus de toute peine.

« Quel est le résultat de l'arrêt? Une condamnation qui n'a aucun caractère pénal.

« Où est la contradiction?

« Quant à la suppression de l'écrit, les textes invoqués par l'opinion contraire s'appliquent aux cas de condamnation dont ils règlent les conséquences légales, ce qui n'exclut nullement l'admission de conséquences différentes pour le cas d'acquiescement dont ils ne s'occupent pas.

« Sans doute la suppression de l'écrit est une peine, quand elle est prononcée par le juge criminel; mais au civil, elle n'est qu'une réparation privée.

« Cette réparation est constamment accordée devant cette dernière juridiction dans les cas ordinaires où une action en dommages-intérêts leur est déferée au sujet de la publication d'un écrit. Pourquoi en serait-il autrement dans l'espèce?

« Comprendrait-on, d'ailleurs, la réparation d'un tort dont on ne ferait pas disparaître la cause?

OBSERVATIONS.

« Pour décider, Messieurs, la grave question que nous venons de présenter sous son double aspect, et qui, résolue déjà en termes généraux par vos deux arrêts des 27 février 1835 et 23 février 1837, a soulevé au dehors une polémique dont la vivacité semble l'avoir recommandée de nouveau et plus fortement à votre attention, il ne suffit pas, comme en 1835 et 1837, de se demander :

« Y a-t-il pour les délits de la presse une exception résultant soit de la législation spéciale, soit de la nature même de ces délits, à la disposition de loi qui confère aux cours d'assises le droit d'accorder à la partie civile des indemnités pécuniaires contre l'accusé acquitté?

« Si la question se réduisait à ces termes, on répondrait avec votre jurisprudence :

« De dérogation expresse, il n'en existe pas. Quant à la dérogation virtuelle qu'on ferait résulter de l'incompatibilité en matière de presse entre l'acquiescement pour le délit et la réparation pour le dommage, il ne faut

pas confondre l'intention criminelle au point de vue de l'action publique , et l'intention simplement répréhensible au point de vue de l'action civile ; deux mobiles distincts et indépendants l'un de l'autre , qui n'ont entre eux de ressemblance qu'en ce qu'ils sont étrangers tous deux à l'impulsion loyale et désintéressée que la loi approuve , et qu'ils cherchent l'un comme l'autre dans l'exercice d'un droit une satisfaction privée , mais qui diffèrent de tout l'intervalle qui existe entre la méchanceté réfléchie et ce qui n'est que légèreté , faiblesse , imprudence.

» Or , le Code d'instruction criminelle ayant changé deux des dispositions du Code de brumaire an iv , dont l'une imposait au jury l'obligation de s'expliquer de manière à ne laisser aucun doute sur le point de savoir si l'accusé était acquitté ou comme non-auteur du fait matériel , ou comme auteur légitime de ce fait , ou enfin comme n'ayant pas agi avec cette volonté de nuire qui constitue le délit ; et l'autre n'accordait aux tribunaux répressifs le droit d'impartir des dommages-intérêts à la partie civile que dans les cas de condamnation ou d'absolution , il en est résulté que les cours d'assises ont pu , aux termes de l'article 358 du Code d'instruction criminelle , exercer cette faculté même en cas d'acquiescement , sans être arrêtées par une déclaration de non-culpabilité rendue par le jury d'une manière vague et indéterminée ; faculté qui s'étend à tous les cas où peut être faite la distinction des deux intentions ; de la méchanceté qui veut le mal , ou de l'irréflexion qui l'occasionne ; du délit ou de la faute.

« Mais , Messieurs , l'arrêt attaqué semble avoir été plus loin ; il ne se borne pas à déclarer , dans des termes exclusifs de toute intention criminelle , que les prévenus acquittés ont témérairement publié un écrit duquel est résulté un préjudice. Il ressort de ses motifs que cet écrit renferme *des imputations injurieuses et imméritées* , expressions qui , lorsqu'on les rapproche de la qualité de ceux contre lesquels ces imputations étaient dirigées , présentent tous les caractères du délit d'injures prévu par l'article 19 de la loi du 17 mai 1819 , c'est-à-dire d'un délit qui , comme la diffamation publique , est déferé au jury , et comme elle entraîne une double peine de prison et d'amende.

« On ne saurait nier qu'en donnant ainsi au fait qui a servi de base à l'adjudication des dommages-intérêts une qualification établie par la loi pénale , la cour d'assises de la Seine n'ait autorisé le doute sur la nature de l'appréciation à laquelle elle s'est livrée , car le mot *coupable* manque seul à cette énumération de tout ce qui constitue un fait atteint par cette loi , et un arrêt du 17 mai 1815 a décidé que lorsqu'en matière d'injures le juge a spécifié toutes les circonstances extérieures du délit , cette énonciation implique l'existence de l'intention de nuire qui le rend punissable.

« Le doute ici est fortifié par le caractère essentiellement répressif d'un tribunal qui n'est appelé qu'accidentellement à statuer au civil , et qui semble n'avoir envisagé le fait qualifié de diffamation par l'arrêt de renvoi comme

un fait d'injures, que pour ne pas se mettre en contradiction flagrante avec la déclaration d'acquiescement.

» Si tel était en effet, Messieurs, le sens de la décision attaquée, elle tomberait inévitablement sous votre censure, car elle aurait violé la loi sous un double rapport; soit parce qu'une cour de justice qui n'avait plus que des attributions civiles se serait maintenue juridiction criminelle, si non pour appliquer une peine, du moins pour infliger la flétrissure d'un délit, soit parce qu'elle n'avait pas le droit de créer une prévention nouvelle qui n'avait été spécialement l'objet ni de l'arrêt de renvoi, ni des débats, ni de la déclaration du jury, de faire résulter d'un délit prévu par d'autres dispositions de la loi un dommage qu'il ne lui appartenait d'apprécier qu'en regard du fait, tel qu'il se comportait, qui avait été dépouillé par le jury de tout caractère criminel, et de changer ainsi l'unique base sur laquelle elle pouvait asseoir ses adjudications pécuniaires.

» Toutefois, Messieurs, vous vous demanderez, avant d'adopter cette interprétation de l'arrêt, si l'excès de pouvoir de la part du juge doit se présumer; s'il n'y a pas lieu d'entendre ses décisions, non, d'après le sens apparent que présentent leurs motifs, mais en leur attribuant une signification conforme à la loi toutes les fois que le dispositif n'a rien qui lui soit contraire; s'il ne faut pas dès lors considérer ces mots *imputations injurieuses et imméritées*, comme ne renfermant point une qualification, mais exprimant la nécessité d'une réparation, au point de vue civil, puisque l'écrit ne pouvait être dommageable qu'à ces deux conditions; l'une, qu'il portait atteinte à la considération de ceux qui en étaient l'objet; l'autre, que cette atteinte n'était pas méritée.

» Quant à la honte résultant d'une déclaration de fait équivalente à la qualification d'un délit, on pourrait, dans ce dernier système, dire avec vos arrêts des 22 juillet 1828 et 23 septembre 1837 que cette déclaration étant un élément indispensable de l'appréciation des dommages-intérêts, la loi qui veut que le juge civil statue doit permettre tout ce qui est nécessaire à sa décision.

» Enfin, Messieurs, relativement à la suppression de l'écrit, nous devons rappeler à la cour qu'elle a jugé dans un cas analogue, par ses arrêts des 30 juillet 1807, 22 octobre 1812, 25 mars 1813, que l'affiche d'un jugement qui ne renfermait que des adjudications civiles devait être considérée non comme ayant un caractère pénal, mais comme le complément de la réparation ordonnée, alors qu'il y avait été (comme dans l'espèce) formellement conclu; décision d'autant plus applicable au cas de suppression, qu'on peut être suffisamment indemnisé d'un préjudice, bien que le jugement ne soit pas affiché aux frais de celui qu'il condamne, tandis qu'il est difficile de comprendre le dédommagement du tort occasionné par un écrit sans la destruction de l'instrument de dommage; qu'ici, indemniser, c'est garantir, et qu'une réparation dont l'effet ne s'étendrait pas à l'avenir comme au

passé, obligeant la partie lésée à opposer des poursuites sans fin à un préjudice toujours nouveau, accuserait d'impuissance cette justice dérisoire qui laisserait se perpétuer le mal auquel elle aurait voulu porter remède !

» Ajoutons que la loi de la matière prévoit dans son art. 23, relatif aux écrits produits devant les tribunaux, un cas où une publication qui échappe à toute peine peut être supprimée par le juge à un titre purement civil.

» Nous avons, Messieurs, remis en présence les deux systèmes sur lesquels votre décision est appelée. La cour y statuera dans sa sagesse. »

ARRÊT (Salmon, etc. C. Parquin et Ducros).

LA COUR ; — « sur le premier moyen pris de la violation prétendue des articles 1, 2, 3, 4, 637, 638 du Code d'instruction criminelle et 29 de la loi du 26 mai 1829, en ce que la cour d'assises de la Seine aurait accueilli une demande à fin civile de dommages-intérêts, liée à une action publique éteinte par la prescription ; — attendu, en droit, d'une part, que le ministère public, devant les tribunaux répressifs, agit toujours comme partie principale ; d'autre part, que la prescription de l'action publique est interrompue par les actes de poursuite ou d'instruction, même devant un juge incompetent ; — attendu, en fait, que le tribunal de la Seine n'a statué sur l'action correctionnelle de *Mes Parquin et Ducros*, engagée par voie de citation directe, qu'après avoir entendu les conclusions du procureur du roi tendantes à la condamnation ; — que le jugement par défaut rendu en conformité de ces conclusions a été signifié aux sieurs Salmon et consorts à la requête de ce magistrat ; — que le ministère public a été également entendu, aux diverses phases de la procédure qui a eu pour objet le litige soulevé par les demandeurs sur la compétence, et que soit dans le cours de cette période nécessairement suspensive de la poursuite, soit depuis l'arrêt suprême qui a déclaré les prévenus justiciables du jury, un an ne s'est pas écoulé sans qu'il intervint des décisions de justice ; — la cour rejette l'exception de prescription ;

» Sur le second moyen pris de la fausse application des articles 358, 359, 366 du Code d'instruction criminelle, de la violation de l'article 20 de la loi du 26 mai 1819, et d'un excès de pouvoir de la cour d'assises qui, en condamnant à des dommages-intérêts envers les parties civiles, des prévenus de diffamation, déclarés non coupables, aurait empiété sur les attributions du jury ; — attendu qu'il ne résulte ni d'un texte formel de la législation sur la presse, ni du caractère spécial de ces délits, aucune dérogation à la disposition générale de l'article 358 du Code d'instruction criminelle qui confère aux cours d'assises le droit de condamner l'accusé acquitté à des dommages-intérêts envers la partie civile ; — qu'en cette matière comme en toute autre, il y a lieu de distinguer entre l'intention propre à constituer le délit, au point de vue de l'action publique, et le tort susceptible de réparation, au point de vue de l'action civile ; — qu'en effet

la déclaration simplement négative du jury, et qui peut être fondée soit sur ce que le prévenu n'est pas l'auteur de l'écrit incriminé, soit sur ce que cet écrit ne présente pas les caractères du délit de diffamation, soit enfin sur l'absence de toute intention de nuire, n'exclut pas la légèreté, la faiblesse, l'imprudence, par suite desquelles un préjudice aurait été porté à autrui; — qu'il suit de là que si cette déclaration, en ce qui concerne le prévenu de diffamation envers des fonctionnaires publics, n'implique pas nécessairement la preuve des faits diffamatoires, elle n'implique pas davantage la certitude que ce prévenu ayant cédé uniquement à une impulsion approuvée par la loi, doit être affranchi de toute réparation comme de toute peine; — attendu, enfin, que l'arrêt attaqué, bien qu'il se soit servi d'expressions présentées dans le système du pourvoi comme propres à caractériser le délit d'injures publiques, n'a pu avoir en vue que le tort civil, base de l'indemnité par lui accordée; intention rendue manifeste par son dispositif;

» Sur le troisième moyen, tiré de la violation de l'article 20 et de la fausse application des articles 26 et 27 de la loi du 26 mai 1819, en ce que la cour d'assises, en ordonnant la suppression de l'écrit, aurait prononcé une peine; — attendu que la suppression de l'écrit n'a été ordonnée, conformément aux conclusions des parties lésées, que comme le complément de la réparation par elles obtenue; que cette suppression n'a pas d'une manière absolue le caractère de peine, puisque l'article 23 de la loi du 26 mai 1819 prévoit le cas où elle peut être prononcée par le juge à un titre purement civil; et qu'il appartient au tribunal appelé à indemniser la partie qui a souffert d'un préjudice, d'en faire disparaître la cause; » — rejette.

Du 5 avril 1839. — C. de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rocher, rapp. — Concl. conf. M. Pascalis, av.-gén. — Mes Gatine et Scribe, av.

ART. 2344.

APPEL. — AGGRAVATION DE PEINE. — COMPÉTENCE. —
CONTRAVENTION.

Lorsqu'un prévenu, condamné par le juge du premier degré, a seul interjeté appel, le juge supérieur ne peut aggraver sa position, soit en qualifiant autrement le fait poursuivi et en prononçant une peine plus forte, soit en déclarant l'incompétence de la juridiction saisie (1).

Cette règle s'applique particulièrement aux tribunaux correc-

(1) Voy. les arrêts auxquels renvoie l'art. 1957 de ce recueil. Un arrêt de règlement de juges, du 31 mai 1838, a jugé spécialement qu'en matière correctionnelle, le juge saisi par l'appel du prévenu ne peut se déclarer incompétent par le motif que le fait serait un crime justiciable de la cour d'assises.

tionnels, prononçant comme juges d'appel des tribunaux de police.

ARRÊT (Dineux).

La Cour; — « attendu que, conformément aux principes développés dans l'avis du conseil-d'état, du 12 novembre 1806, le sort du prévenu ne peut être aggravé sur son appel ; que le ministère public n'ayant pas appelé du jugement du tribunal de simple police qui avait condamné Paul et Dineux à des peines de simple police, en vertu de l'art. 479 n° 8, C. pén., les faits de la prévention ne pouvaient plus recevoir du tribunal d'appel une qualification plus grave ; que, s'il y avait erreur de la part du premier juge, le bénéfice de cette erreur était définitivement acquis aux prévenus ; — que cependant le tribunal correctionnel d'Avesnes a décidé que les faits constituaient le délit prévu par les art. 1, 13 et 19 de la loi du 17 mars 1819, et a prononcé contre Dineux, l'un des appelants, la peine correctionnelle de 16 fr. d'amende, en quoi il a violé l'autorité de la chose jugée ; — attendu, d'un autre côté, que les tribunaux correctionnels, lorsqu'ils prononcent comme juges d'appel des tribunaux de simple police, n'ont de pouvoir que pour réprimer les contraventions de police ; que si, par les débats, les faits leur paraissent être de la compétence de la juridiction correctionnelle, ils ne peuvent, si d'ailleurs ils y sont autorisés par un appel du ministère public, que se déclarer incompétents, ainsi que le disent les art. 160 et 176 C. inst. cr., et non prononcer des peines correctionnelles ; — que le tribunal correctionnel d'Avesnes, en prononçant, comme juge d'appel de simple police, une amende de 16 fr., peine correctionnelle, aux termes de l'art. 179, C. inst. cr., a confondu les divers ordres de juridiction et violé les règles de la compétence, et les art. 160 et 176 du même Code ; » — casse. »

Du 24 août 1838. — C. de cass. — M. Vincens-Saint-Laurent, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2345.

USURE. — ASSOCIÉS. — AMENDE DISTINCTE.

Le délit d'usure habituelle, de la part de deux associés, étant personnel à l'un et l'autre, chacun d'eux doit être condamné à une amende (1).

(1) Le principe sur lequel repose cette décision a déjà été consacré, relativement à deux époux communs en biens, par un arrêt de cassation recueilli *supra*, art. 2214. Un arrêt de rejet, du 1^{er} décembre 1838, a jugé qu'une contravention de police à laquelle avait pris part personnellement chaque associé entraînait une amende contre chacun, à la différence du cas où le fait n'aurait été commis que par un seul des associés ou un agent dont ils seraient responsables (Voy. à cet égard l'arrêt recueilli *supra*, art. 205).

ARRÊT (Massiat et Guinet).

LA COUR ; — « vu l'art. 4 de la loi du 3 septembre 1807 ; — attendu que, d'après les principes du droit criminel, toute personne qui se rend coupable d'un délit doit être punie d'une peine ; — qu'il soit de là que, si un délit est imputable à plusieurs personnes, soit comme auteurs soit comme complices, il doit être prononcé contre chacune d'elles une peine distincte et proportionnée, dans les limites du *maximum* et du *minimum* fixés par la loi, au degré de culpabilité de chacune ; — qu'il ne peut y avoir d'exception à cette règle qu'en vertu d'une disposition spéciale de la loi ; — que la loi particulière sur l'usure, loin de déroger au droit commun, le confirme expressément, puisqu'elle ordonne que tout individu convaincu de se livrer habituellement à l'usure soit condamné à l'amende ; — que la communauté d'intérêt entre ceux qui se rendent coupables de délit, comme, par exemple, s'ils sont associés pour faire le commerce, ne peut pas davantage autoriser les tribunaux à ne prononcer qu'une amende et à se dispenser d'apprécier la culpabilité personnelle à chacun des prévenus et à se borner à prononcer une seule amende solidaire contre tous ; — et attendu, en fait, que Massiat et Guinet ont été reconnus coupables, par le tribunal de Bourg, de s'être livrés habituellement à l'usure ; — que ce tribunal devait prononcer contre chacun d'eux l'amende qu'il avait encourue ; — que cependant il ne les a condamnés qu'à une seule amende collectivement ; — en quoi il a commis un excès de pouvoir et formellement violé l'art. 4 de la loi du 3 septembre 1807 ; — casse. »

Du 14 décembre 1838. — C. de cass. — M. Vincens-Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART 2346

AFFICHE. — PÉNALITÉ. — ABROGATION.

Les tribunaux de police, même lorsqu'ils prononcent la peine d'emprisonnement, pour cause de récidive, ne peuvent ordonner l'affiche du jugement de condamnation (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Rouvairol).

LA COUR ; — « attendu, en droit, que les pénalités portées par la loi

(1) Arrêts conf., 17 fructidor an ix, 1^{er} thermidor et 18 prairial an xii et 30 juillet 1807. Mais l'affiche peut être ordonnée comme réparation civile, quand elle est demandée par la partie lésée ; cass., 30 juillet 1807, 22 oct. 1812 et 25 mars 1813.

des 19-22 juillet 1791, en matière de simple police, furent d'abord modifiées par le code du 3 brum. an iv, et qu'elles ont ensuite été définitivement abrogées par le Code pénal de 1810; — que l'art. 474 de ce dernier code n'autorise les tribunaux à infliger aux contrevenants en état de récidive, que la peine d'emprisonnement, et s'oppose conséquemment à ce qu'ils y ajoutent l'affiche de la condamnation prononcée contre eux; — rejette. »

Du 12 juillet 1838. — C. de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2347.

GENDARMES. — PROCÈS-VERBAL. — PREUVE. — ÉCHENILLAGE.

Les procès-verbaux des simples gendarmes, constatant les contraventions de police, font foi jusqu'à preuve contraire. (Ordon. 29 oct. 1820, art. 179; C. inst. cr., art. 154) (1).

L'art 16 C. inst. cr., qui défend aux gardes champêtres de s'introduire dans les enclos, etc., ne s'applique pas aux gendarmes chargés de verbaliser contre ceux qui auraient négligé ou refusé d'écheniller dans le temps prescrit; et leur procès-verbal, surtout s'il n'y a pas eu opposition à leur introduction, ne peut être annulé pour cette cause (2).

ARRÊT (Grosjean et autres).

LA COUR; — « attendu que les jugements attaqués n'ont relaxé les prévenus des poursuites contre eux intentées, que par le motif unique que les gendarmes qui ont rédigé les procès-verbaux constatant le corps du délit,

(1) Cette solution, qui nous paraît aussi légale que rationnelle, avait été préjugée par divers arrêts rendus en 1825, 1827, 1828, 1829 et 1833. (*Jour. du dr. cr.*, art. 177 et 1163.)

(2) Si l'art. 16 n'est pas textuellement applicable, le principe qu'il rappelle devrait, à notre avis, être respecté par les gendarmes comme par les gardes champêtres, sauf les exceptions que des textes spéciaux auraient apportées pour certaines contraventions, en raison de leurs circonstances particulières. — Il n'y a point, du reste, violation de domicile, lorsque l'introduction dans le domicile d'un citoyen n'a pas eu lieu *contre le gré de celui-ci* (C. pén. 184); et dès lors point de nullité du procès-verbal (arrêts de 1829, *Journ. du dr. cr.*, art. 56 et 156); d'autant plus que la répression des contraventions, prouvées d'ailleurs par témoins ou aveu, est indépendante de la régularité des procès-verbaux ou rapports destinés à les dénoncer. Voy. C. inst. cr. 154, et *Journ. du dr. cr.*, art. 2025.

se seraient introduits dans les jardins clos des prévenus, sans être accompagnés d'un commissaire de police ou autre fonctionnaire désigné par la loi ; — attendu que l'art. 179 de l'ordonnance royale du 27 oct. 1820, portant règlement pour le service de la gendarmerie, met dans la mission des simples gendarmes, l'obligation de dénoncer à l'autorité locale ceux qui, dans les temps prescrits, auraient négligé d'écheniller ; — attendu que, d'après l'art. 154, Cod. inst. cr., les rapports des simples gendarmes, n'ayant pas le droit d'en être crus jusqu'à inscription de faux, peuvent être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales ; et que, dans l'espèce, les rapports des gendarmes non seulement n'ont pas été combattus à l'audience par les prévenus, mais ont été confirmés par leurs aveux, et que le fait de la contravention, qui n'est pas soumis par la loi à la nécessité d'un genre spécial de preuves, ayant été déclaré constant par les jugements attaqués, l'annulation du rapport des gendarmes était une disposition frustratoire, puisque cette nullité ne devait pas entraîner la relaxance des prévenus ; — attendu que l'art. 16, C. inst. cr., ne s'applique pas aux gendarmes dressant des rapports en matière d'échenillage en conformité de l'ordonnance précitée, et que, d'ailleurs, dans l'espèce, ni les rapports des gendarmes, ni les jugements attaqués, n'établissent qu'il y ait eu ni opposition ni objection de la part des prévenus à l'accomplissement de la mission des gendarmes relative à l'échenillage ; — attendu que, dès lors, les jugements attaqués, en déclarant nuls les rapports des gendarmes, ont prononcé une nullité qu'aucune loi n'établit, et faussement appliqué l'art. 16, Cod. inst. cr., et qu'en refusant d'appliquer l'art. 471, § 8, C. pén., à un fait qu'ils reconnaissaient constant, les jugements attaqués ont violé ledit article et l'art. 16, C. inst. cr. ; — casse. »

Du 19 juillet 1838. — C. de cass. — M. Mérilhou, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ARRÊT (Min. publ. C. Chareyre).

LA COUR ; — « vu l'art. 1^{er} de la loi du 17 avril 1798 (28 germinal an vii), et l'art. 154, C. inst. cr. ; — attendu, en droit, que la gendarmerie royale est instituée, aux termes du premier de ces articles, pour assurer dans toute l'étendue du royaume le maintien de l'ordre et l'exécution des lois ; — que les gendarmes sont, dès lors, nécessairement compris dans la classe des agents et préposés dont les rapports font foi, jusqu'à la preuve contraire, des contraventions par eux signalées dans l'exercice de leurs fonctions habituelles et légales en vertu de l'art. 154, C. inst. cr. ; — qu'ils ont donc qualité pour rendre compte de toutes les infractions qu'ils découvrent aux règlements de simple police, dans la circonscription de leur brigade, puisque ces règlements ont pour objet de maintenir le bon ordre en chaque lieu, et que leurs rapports à cet égard doivent avoir en justice autant de force que ceux des officiers locaux de police judiciaire ; — d'où il suit qu'en décidant

le contraire, dans l'espèce, le jugement dénoncé a fausement appliqué les art. 129 de la loi précitée, 182, 184 et 185 de l'ordonnance royale du 29 octobre 1820, et commis une violation expresse des deux dispositions ci-dessus visées; — casse. »

Du 8 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2348.

FORÊTS. — ARBRES RÉSERVÉS. — COUPE. — PÉNALITÉ.

Lorsqu'il résulte d'un procès-verbal que des arbres réservés ont été enlevés par un adjudicataire, dans l'étendue de sa coupe, et qu'il y a impossibilité de constater la grosseur des arbres parce qu'ils ont été coupés au-dessous du marteau royal, la pénalité applicable est, non celle de l'art. 193, mais celle de l'art. 34 C. forest. (1).

ARRÊT (Forêts C. Cabrol).

Du 3 août 1838. — Cour de cass. — M. Fréteau de Pény, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

L'amende prononcée par le § 2 de l'art. 34 est applicable en raison de chacun des arbres enlevés.

ARRÊT (Forêts C. Bernard et autres).

« LA COUR; — attendu que le principe général d'après lequel le législateur a fixé les amendes encourues par suite des délits forestiers, a été de proportionner le montant de ces amendes à la gravité des délits et à l'importance du préjudice qui en résultait; — que ce principe ressort particulièrement des dispositions de l'art. 192 Cod. for.; — que l'art. 34, qui n'est que l'application plus rigoureuse de ces dispositions de l'art. 192, faite à une classe particulière de coupables, doit donc être entendu dans le même esprit que l'art. 192 lui-même; — attendu que la rédaction du § 1^{er} de l'art. 34 ne laisse aucun doute sur l'intention du législateur à cet égard; — qu'il est impossible d'admettre, par voie de supposition, que le législateur ait voulu faire dans le paragraphe second une exception formelle, soit au principe général de la loi, soit au principe du paragraphe premier, dont le second n'est que la suite et le corollaire; — attendu que, si le paragraphe second devait être entendu dans le sens adopté par l'arrêt attaqué, le paragraphe troisième du même art. 34 rendrait impossible, dans un grand nombre de

(1) Arrêts conf., 23 mars et 16 juin 1837.

cas, l'application, même simple, des dispositions de l'art. 192, dispositions que le législateur a cependant voulu rendre plus rigoureuses quand les coupables ont la qualité d'adjudicataires; — qu'en effet, ce paragraphe troisième exige qu'il y ait restitution des arbres enlevés, ou du moins de leur valeur, laquelle, dit l'article, sera estimée à une somme égale à l'amende encourue, et que cette restitution deviendrait illusoire quand les arbres enlevés seraient d'une certaine grosseur, puisque le maximum de l'amende se trouvant, d'après l'esprit de l'arrêt, borné à 200 fr., quel que fût le nombre des arbres enlevés, ce maximum pourrait ne pas atteindre la valeur de deux arbres seulement, telle qu'elle est fixée par le tarif annexé à l'art. 192; — qu'il suit de là que le paragraphe dont il s'agit dans l'espèce doit être entendu en ce sens que l'amende qu'il prononce est applicable en raison de chacun des arbres enlevés; — attendu qu'en prononçant dans un sens contraire, l'arrêt attaqué a faussement interprété et par suite violé le paragraphe second de l'art. 34 Cod. for.; — casse. »

Du 4 août 1838. — C. de cass. — M. Fréteau de Peny, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2349.

GARANTIE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. — BROCANTEURS. — REGISTRE. — RÈGLEMENTS ANCIENS.

Les anciens règlements qui prescrivaient aux acheteurs d'or et d'argent, sous peine d'amende, de faire viser à certaines époques leurs registres, ont été maintenus par la loi des 19-22 juillet 1791, et non abrogés par celle du 19 brumaire an VI; ils sont encore aujourd'hui obligatoires (1).

ARRÊT (Poupardin).

« LA COUR; — vu les articles 408 et 413 C. inst. cr., en exécution desquels doivent être annulés tous arrêts et jugements en dernier ressort qui présentent la violation des règles de la compétence; — vu pareillement la sentence réglementaire du bailliage de Rouen, en date du 27 janvier 1779, qui enjoint à tous brocanteurs de faire viser leurs registres tous les mois par le commissaire de police de leur quartier, sous peine de dix livres d'amende contre les refusants ou déloyaux; — ensemble les art. 137 et 139 du Code précité; — attendu, en droit, que l'art. 29, tit. 1^{er}, de la loi des 19-22 juillet 1791, a maintenu les règlements alors existants qui établissaient des dispositions de sûreté, notamment pour l'achat des matières d'or

(1) Voy. *supra*, art. 2304.

et d'argent; — que la sentence précitée n'a donc pas cessé de conserver son autorité; — qu'elle n'a pu, en effet, perdre sa force par la promulgation de la loi du 19 brum. an vi, qui n'est spécialement relative qu'à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent; — que l'art 76 de cette loi, qui oblige les fabricants et marchands des mêmes matières à présenter leurs registres à l'autorité publique, toutes les fois qu'ils en seront requis, n'est ni expressément dérogatoire à la disposition différente de la susdite sentence, ni inconciliable avec celle-ci; — que, dès lors, le tribunal desimple police était compétent, dans l'espèce, pour prononcer sur la prévention résultant de ce que le bijoutier Poupardin n'a pas soumis son registre au visa du commissaire de police de son quartier; — d'où il suit qu'en déclarant qu'il ne pouvait en connaître, par le motif que ce fait ne serait punissable que des peines portées en la loi susdatée du 19 brum. an vi, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des règles de la compétence, ainsi que des dispositions ci-dessus visées; — casse. »

Du 24 août 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2350.

DOUANES. — OPPOSITION A FONCTIONS. — AMENDE. — RÉPARATION CIVILE. — COMPÉTENCE.

Suivant la législation spéciale en matière de douanes, l'opposition à l'exercice des employés est passible d'une amende de 500 fr. qui, étant une réparation civile, autorise l'action directe de l'administration (1).

ARRÊT (Douanes C. Manshard).

« LA COUR; — vu l'art. 14 du tit. 13 de la loi du 22 août 1791; — l'art. 2, tit. 4 de la loi du 4 germ. an 11; — attendu que l'art. 484, C. pén. veut que, dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le dit Code, et qui sont régies par des lois et règlements particuliers, les cours et tribu-

(1) Voy. notre art. 2087. — Ainsi que l'a jugé un arrêt de cassation, de la chambre civile, du 29 août 1838, l'opposition simple entraîne l'amende de 500 fr., ouvrant l'action civile, et l'opposition avec voies de fait constitue un délit passible à la fois de l'amende et de peines correctionnelles. C'est parce que l'opposition se compliquait ici de voies de fait prétendues que la juridiction correctionnelle a été saisie et autorisée à prononcer l'amende.

naux continuent de les observer ; — attendu que la matière des douanes est régie par des lois spéciales et n'a point été réglée par le Code pénal ; que l'abrogation de ces lois particulières ne peut donc s'induire de la publication de ce Code, qui en a, au contraire, maintenu et ordonné formellement la pleine exécution ; — attendu que l'opposition à l'exercice des préposés constitue une contravention que les lois ci-dessus visées punissent d'une amende de 500 fr., laquelle doit être considérée comme une réparation civile dont la poursuite appartient à l'administration des douanes ; — et attendu, dans l'espèce, que le procès-verbal, en forme de plainte, du 10 août 1838, constatait l'opposition et le trouble apportés par le prévenu à l'exercice du préposé Maire, et que les faits déclarés constants par le jugement attaqué supposaient nécessairement le même trouble et la même opposition ; — que, néanmoins, et par le motif que les lois des 22 août 1791 et 4 germ. an 11 étaient abolies, le tribunal de Strasbourg a refusé de prononcer contre le prévenu la condamnation à l'amende de 500 fr. ; en quoi ce tribunal a formellement violé les articles précités desdites lois ; — attendu qu'en ce qui touche l'action publique et l'application de la peine au délit de rébellion, le jugement, à défaut de pourvoi, soit du condamné, soit du ministère public, a acquis l'autorité de la chose jugée ; — casse. »

Du 1^{er} décembre 1838. — C. de cass. — M. Bresson, rapp.
— M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2351.

**ARRÊTÉ MUNICIPAL. — CABRIOLETS DE REMISE. — AUTORISATION.
— TARIF.**

Est légale et obligatoire l'ordonnance de police qui défend aux propriétaires de cabriolets de remise de les faire stationner, sans y être préalablement autorisés, dans les lieux ouverts et attenants à la voie publique, et qui fixe le prix des courses avec obligation d'afficher le tarif dans l'intérieur de chaque cabriolet.

ARRÊT (Minist. publ. C. Féral).

LA COUR ; — vu les art. 408 et 413 C. inst. crim., l'art. 10 de la loi du 18 juillet 1837, le n° 1^{er} de l'art. 3, tit. 11, de la loi du 16-24 août 1790, l'art. 46, tit. 1^{er}, de celle des 19-22 juillet 1791 ; l'art. 22 de l'arrêté consulaire du 1^{er} juillet 1800 (1^{er} messidor an VIII), les art. 1 et 2 de l'ordonnance de police du 28 août 1837, enfin l'art. 13, tit. 2, de la loi de 1790, la loi du 6 sept. 1795 (16 fructidor an VIII), et les art. 161 C. inst. cr. et 471, n° 15, C. pén. ; — attendu, en droit, qu'en confiant au pouvoir municipal le soin d'assurer la libre circulation sur la voie publique,

les lois susdatées de 1790 et de 1791 lui ont virtuellement donné le droit de prescrire et défendre tout ce qu'il juge nécessaire dans cet objet ; qu'il peut donc, par suite, comme l'a fait l'ordonnance de police du 28 août 1837, subordonner à son autorisation préalable le stationnement, dans les locaux particuliers *ouverts et attenants* à la voie publique, des voitures qu'on tient à la disposition des habitants pour marcher à la course ou à l'heure, puisqu'il importe essentiellement à la sûreté commune que ce stationnement ne puisse pas la menacer ou la compromettre incessamment par le mouvement continu de leur sortie et de leur rentrée ; — que cette mesure est pleinement obligatoire pour les citoyens qu'elle concerne, comme pour les tribunaux chargés de lui prêter la sanction de la loi pénale, sauf la faculté accordée par ledit article 46 de la loi de 1791 à ceux qui s'en croiraient lésés sans un motif suffisant d'utilité publique, d'en provoquer la modification auprès de l'administration supérieure ; — qu'en refusant donc d'assurer son exécution dans l'espèce, par le motif que les cabriolets du prévenu stationnent sous une remise dont il est locataire, et que dès lors ils se trouvent hors de la surveillance du préfet de police tant qu'ils ne paraissent pas sur la voie publique, le jugement attaqué a méconnu la légalité du règlement dont il s'agit, faussement appliqué l'article 159 du Code d'instruction criminelle et violé expressément les règles de la compétence ; — casse. »

Du 21 déc. 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén. — M^e Nicod, av.

ARRÊT (Minist. publ. C. Duboscq, et...).

LA COUR ; — vu l'art. 10 de la loi du 18 juillet 1837, les nos 1, 2 et 3, tit. 11, de la loi des 16-24 août 1790, l'art. 46, tit. 1^{er}, de celle des 15-22 juillet 1793, les art. 10 et 32 de l'arrêté consulaire du 1^{er} juillet 1802 (11 messidor an VIII), l'art. 31 de l'ordonnance de police du 28 août 1837, ensemble les art. 161 C. inst. cr., et 471, n° 15, C. pén. ; — attendu, en droit, que l'autorité municipale, par cela même qu'elle est chargée d'assurer la sûreté et la tranquillité de la voie publique, a le droit de prescrire tout ce qu'elle juge utile dans ce but, ainsi que pour le maintien du bon ordre ; qu'elle peut donc fixer le prix des courses dans les voitures qui sont incessamment tenues à la disposition du public, soit sur la voie publique, soit dans les locaux particuliers, *ouverts et attenants à cette voie*, pour marcher à l'heure et à la course, et exiger qu'on place dans leur intérieur une plaque portant ce tarif ; qu'en procédant de la sorte, l'autorité municipale ne fait que prévenir autant qu'il est en elle les rixes et querelles qui résulteraient de l'absence de cette mesure et empêcher que les personnes qui se servent de ces voitures ne soient à la discrétion de leurs conducteurs ; que la disposition précitée de l'ordonnance de police, du 28 août 1837, est donc légale et, dès lors, obligatoire ; — d'où il suit qu'en décidant le contraire

dans l'espèce, par le motif que les cabriolets de remise du prévenu, qui n'avaient pas été revêtus de ladite plaque, ne stationnent pas sur la voie publique, et qu'il a par conséquent le droit de fixer lui-même le prix auquel il consent à marcher, le jugement dénoncé a fausement appliqué l'art. 159 du Code d'instruction criminelle, et manifestement violé la loi; — casse. »

Du 21 déc. 1838. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén. — M^e Nicod, av.

ART. 2352.

MANDAT. — COMMISSION. — BANQUEROUTE.

Le négociant qui se charge d'acheter, pour le compte d'un autre négociant, une quantité déterminée de marchandises, pour un prix fixé, est un commissionnaire et non un mandataire spécial; d'où il suit que pour avoir appliqué à son usage les fonds destinés au paiement des marchandises, ce commissionnaire, au cas de faillite, n'est pas par cela seul coupable du crime de banqueroute frauduleuse, spécifié dans l'article 553, n° 5, C. de Com, et puni par l'art. 402 C. pén. (C. de com. 91, 92 et 593; C. pén. 402 et 408) (1).

ARRÊT (Thierry et Bougueriau).

Du 27 avril 1838. — Cour de cass. — M. Dehaussy de Robécourt, rapp. — M. Hébert, av.-gén. — M^e Moreau, av.

(1) Ainsi jugé par arrêt de règlement de juges, dont les motifs, longuement développés, ne font qu'exposer les faits d'où résulte le conflit négatif. Il suffit de savoir que, d'une part, la chambre d'accusation avait vu dans le fait ci-dessus posé, non le crime de banqueroute frauduleuse, mais le délit d'abus de confiance prévu par l'art. 408, C. pén.; et que, d'autre part, sur l'appel du jugement correctionnel qui avait déclaré coupable de ce délit les prévenus, le tribunal supérieur de Saintes s'était déclaré incompétent par le motif que le fait constituerait le crime de banqueroute frauduleuse. En repoussant cette dernière qualification, l'arrêt de règlement de juges nous paraît avoir sainement envisagé la qualité d'un négociant commissionnaire, qui est mandataire *in rem suam* (art. 91 du C. de com).

ART. 2353.

ESCROQUERIE. — CARACTÈRES. — APPRÉCIATION. — MANDAT. —
VENTE. — DOL ET FRAUDE. — TITRE DÉLIVRÉ. — DISPOSITION.
— DÉCLARATION. — LIEN DE DROIT.

Les caractères du délit d'escroquerie étant fixés et limités par la loi, l'appréciation des éléments constitutifs peut être révisée par la Cour de cassation (1).

Il n'y a pas délit d'escroquerie ou de tentative d'escroquerie dans le fait de plusieurs individus notables d'une commune, d'avoir, à la suite d'un incendie ayant détruit la plupart des habitations assurées, formé un accord dans le but d'obtenir procuration des incendiés à l'effet de réclamer, au nom de ceux-ci et moyennant une remise proportionnelle, les indemnités dues par la compagnie d'assurance; encore bien que, pour obtenir ce mandat

(1) Sur cette question de haute compétence, la jurisprudence de la cour a maintes fois varié, mais par des motifs qui peuvent expliquer, sinon justifier entièrement ses oscillations. — Les nuances qui séparent d'abord le dol criminel du dol civil, puis l'escroquerie du faux, de l'abus de confiance et du vol, sont si délicates, que la loi écrite ne pouvait les rendre sensibles pour tous. L'art. 35 de la loi du 22 juillet 1791, qualifiait escroquerie le fait d'avoir, *par dol, abusé de la crédulité de quelqu'un, sans déterminer autrement les éléments constitutifs du délit*. Le juge qui se serait borné à déclarer qu'il y avait eu de la part du prévenu, dol et abus de la crédulité de telle personne n'aurait pas *motivé* la condamnation. Alors il fut posé en principe par la Cour de cassation que le juge devait exprimer les *moyens* à l'aide desquels l'abus de la crédulité avait été commis, pour qu'elle pût vérifier si les faits déclarés constants constituaient, non pas seulement le dol civil, mais le délit d'escroquerie, et non tel autre. (Cass., 13 fructidor an xiii, 24 avril et 23 décembre 1807). Est survenu le Code pénal, qui, en exprimant autrement les caractères du délit d'escroquerie, les a bien limités, mais sans en préciser les éléments constitutifs aussi nettement qu'il serait à désirer pour éviter toute confusion; de telle sorte qu'il y a encore une certaine affinité entre ce délit et la simple fraude, l'abus de confiance, etc. Dans les premiers temps la jurisprudence antérieure s'est maintenue, en raison de ce que les délits en question, commis sous la loi de 91, n'étaient punissables qu'autant qu'ils seraient réprouvés aussi par la législation sous laquelle ils étaient poursuivis. (Cass., 2 août 1811, 4 janvier, 7 février, 28 mars, 22 mai et 27 novembre 1812.) Lorsqu'il s'est agi d'appliquer seu-

salarié et des fonds à compte, ils auraient persuadé qu'ils avaient des moyens particuliers et certains d'aplanir toutes difficultés.

ARRÊT (Berthelot et autres).

LA COUR ; — « sur le moyen tiré de la violation et de la fausse application de l'art. 405, C. pén., et de la violation des principes du Code civil sur le mandat : — attendu que les caractères légaux du délit d'escroquerie ou des tentatives de ce délit, sont fixés et limités dans l'art. 405, C. pén., et qu'on ne saurait, sans méconnaître le texte et l'esprit de la loi, les étendre à des actes qui ne présentent pas les caractères énoncés dans ledit article ; — attendu que les faits relevés dans le jugement attaqué ne rentrent pas dans ceux qui, aux termes de l'article précité, sont constitutifs du délit d'escroquerie ou de tentative d'escroquerie ; — que le fait imputé à Berthelot et à Court de s'être réunis à la maison commune de Guillestre, peu de temps après l'incendie qui a eu lieu dans cette ville, pour former un accord tendant à obtenir des diverses personnes qui avaient contracté des polices d'assurance avec diverses compagnies et dont les maisons avaient été incendiées, des procurations à l'effet de les représenter et de réclamer en

lement le Code de 1810, la jurisprudence de la Cour a été qu'il fallait, si non exprimer les faits composant le moyen employé d'escroquerie, du moins constater ce moyen et son but frauduleux, avec les autres éléments constitutifs du délit, pour qu'elle pût vérifier s'il y avait identité entre le fait commis et l'un de ceux prévus par l'art. 405 C. pén. (Cass., 1^{er} oct. 1814 et 30 janvier 1823). Mais, dans des espèces où les faits, quoique non expliqués, paraissaient évidemment constituer le délit, les jugements de condamnation ont été maintenus sans difficulté. (Arrêts de rejet des 17 août 1821, 30 janvier 1823, 4 septembre et 11 décembre 1824.) En 1826, la question de compétence s'est présentée de manière à nécessiter une décision en principe ; alors, un arrêt du 20 mai, rendu après délibéré en chambre du conseil, a posé cette règle nouvelle « que la loi, en déterminant ce qui constituait l'escroquerie, n'ayant point fixé les faits constitutifs de ces éléments, en avait par cela même abandonné l'appréciation aux juges du fait. » Et de nombreux arrêts, depuis, ont été rendus dans ce sens ; (voy. notamment ceux des 9 septembre 1826, 3 février 1827, 21 mars 1828, 9 juillet et 30 juillet 1831.) C'était ne voir que des questions de fait là où précisément il y a plus de difficultés de droit. Aussi cette nouvelle jurisprudence a-t-elle été modifiée déjà par un arrêt de cassation du 17 septembre 1836, qui a déclaré constitutif d'escroquerie un concert frauduleux où le juge du fait n'avait pas aperçu de délit. L'arrêt que nous recueillons aujourd'hui restitué à la Cour de cassation une compétence qui nous paraît aussi légale que salutaire ; et l'espèce sur laquelle il statue par voie de cassation prouve assez tout l'avantage qu'y doit trouver la justice.

leur nom le montant des indemnités auxquelles elles pouvaient avoir droit, ne constituait, par lui-même, qu'un simple mandat autorisé par l'art. 1993, C. civ.; et emportant obligation, de la part des mandataires, de rendre compte de ce qu'ils toucheraient, à quelque titre que ce fût, à l'occasion de ce mandat; — que la condition, attachée à l'exécution du mandat, d'une remise de 10 ou de 20 pour cent, sur le montant des indemnités qui seraient liquidées au profit des incendiés, pour subvenir aux frais et dépenses de ce mandat, loin de changer la nature de ce contrat, ne faisait que rendre plus étroites et plus rigoureuses les obligations des mandataires envers ceux qui leur avaient remis des procurations; — que l'art. 1999, C. civ., autorise le mandat salarié; que, si le jugement attaqué déclare que, dans cette circonstance, cette condition était en réalité une spéculation de la part des mandataires, il ne résulte pas de cette qualification que le mandat dont il s'agit ait été obtenu dans des vues frauduleuses, pour escroquer tout ou partie de la fortune des commettants; — attendu que les discours plus ou moins inconvenants attribués aux demandeurs par le jugement attaqué, en supposant qu'on pût les considérer, ainsi que l'a fait ledit jugement, comme constituant des manœuvres frauduleuses employées pour persuader l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire ou pour faire naître dans l'esprit desdits incendiés la crainte d'un événement chimérique ou l'espérance d'un succès imaginaire, ne présenteraient pas les éléments constitutifs du délit de tentative d'escroquerie, puisqu'ils n'auraient pas eu pour but d'escroquer aux incendiés tout ou partie de leur fortune, mais bien de les engager à donner leur procuration à Berthelot qui devenait ainsi à leur égard un mandataire tenu des obligations et des devoirs que cette qualité lui imposait; — attendu, que si le jugement attaqué relève, en fait, qu'il y a eu remise de valeurs ou de fonds, non seulement par les déclarations portant promesse d'une remise plus ou moins considérable, mais encore par les billets ou promesses souscrits postérieurement aux déclarations, et qu'une somme de 100 francs aurait été payée, ces faits n'ont par eux-mêmes aucun caractère frauduleux qui les rattache à un délit d'escroquerie, plutôt qu'à l'accomplissement du mandat donné à Berthelot, puisque ce dernier, en sa qualité de mandataire, demeurerait toujours comptable, en définitive, des valeurs ou des fonds qui lui auraient été remis, ainsi que de tout ce qu'il aurait reçu à l'occasion du mandat qui lui avait été confié; — attendu enfin, que les faits relevés dans le jugement attaqué, n'ayant pas les caractères constitutifs du délit d'escroquerie ou de tentative de ce délit, la participation d'Andony à ces faits ne peut être considérée comme une complicité de ce délit; d'où il suit que le jugement attaqué, en déclarant Berthelot et Court coupables du délit de tentative d'escroquerie et Andony coupable de complicité de ce délit, a fait aux susnommés une fausse application des art. 405, 59 et 60, C. pén., et a méconnu les dispositions des art. 1993 et 1999, C. civ., sur le mandat; — casse. »

Du 12 oct. 1838. — Cour de cass. — M. Dehaussy de Robécourt, rapp. — Concl. contr. M. Hello, av.-gén.

S2. *Les manœuvres frauduleuses à l'aide desquelles a été obtenue la délivrance d'un acte contenant stipulation d'un prix de vente et ne transférant pourtant qu'un droit illusoire, peuvent, en raison de leur gravité, donner lieu à une poursuite en escroquerie (1).*

ARRÊT (Blanc).

LA COUR ; — « attendu que les trois caractères constitutifs du délit d'escroquerie se rencontrent dans les faits spécifiés par l'arrêt attaqué, à savoir : le moyen à l'aide duquel ce délit a été perpétré, le but que s'est proposé

(1) Au premier aperçu, on peut penser qu'il n'y a là qu'un dol civil ouvrant seulement l'action en rescision ou en dommages-intérêts. Mais les motifs de l'arrêt que nous recueillons nous paraissent justifier l'application de la loi pénale; et il ne fait que suivre une jurisprudence antérieure. Quoique la loi de 1791 qualifiât escroquerie l'abus de crédulité par *dol*, expression qu'on ne retrouve plus dans l'art. 405, C. pén., il était cependant entendu que ce délit n'existait pas par la seule intention de tromper, qu'il fallait un concours de circonstances et d'actes antécédents excluant l'idée d'une affaire purement civile; aussi les expressions employées par le législateur de 1810, dans l'art. 405, ont-elles eu pour but, moins d'innover que de distinguer aussi clairement que possible le dol criminel de la simple fraude. (Voy. l'exposé des motifs par M. Faure.) Or, sous la loi de 91, il a été jugé qu'il pouvait y avoir escroquerie dans les manœuvres employées par le vendeur pour tromper l'acquéreur, quoique l'erreur de celui-ci ne portât que sur la *contenance* et la *valeur* de l'immeuble : rejet, 18 messidor an x (Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Escroquerie*.) Et par application de l'art. 405, C. pén., un arrêt de rejet, du 20 août 1825, a jugé de même, dans une espèce où la fraude portait sur la *substance* de la chose vendue. A plus forte raison peut-on voir le délit d'escroquerie dans les *manœuvres*, ou plus haut degré *frauduleuses*, employées pour persuader qu'on transmet un droit de propriété, qui n'est qu'imaginaire, et pour surprendre un acte contenant obligation de payer un prix qui n'a aucune cause légitime. C'est qu'en effet, lorsque d'ailleurs se rencontrent tous les caractères du délit, tels qu'ils sont spécifiés dans l'art. 405, soit qu'il s'agisse d'un contrat de vente ou de tout autre contrat civil, le dol peut constituer la fraude prévue par la loi pénale dès qu'il y a, non seulement tromperie, dont pourrait préserver la prudence habituelle, mais *manœuvres frauduleuses* présentant cette gravité que dépeint si bien la loi romaine : *Machinatio, fallacia, calliditas ad circumveniendum, fallendum, decipiendumve alterum, adhibita*.

le coupable, le résultat qu'il a obtenu ; — que le moyen consiste dans les manœuvres frauduleuses déclarées constantes ; que ces manœuvres avaient pour but d'abuser le plaignant par la fausse espérance d'un droit illusoire, et qu'elles ont eu pour résultat la délivrance d'un titre dans lequel était stipulé un prix qui devait être partagé par moitié entre les deux prévenus ; — attendu que la vente n'est pas plus exceptée qu'aucun autre fait de l'homme des dispositions générales de la loi pénale relative à l'escroquerie ; — que le dol et la fraude dont ce contrat peut être entaché donnent lieu, suivant le plus ou moins de gravité des manœuvres qui les constituent, à une action civile en rescision et en dommages-intérêts ou à une poursuite correctionnelle ; — que, dans l'espèce, les juges du fait ont pu voir dans ces manœuvres, telles qu'elles ont été par eux appréciées, soit dans leur nature, soit dans l'intention qu'elles révélaient, soit dans leurs conséquences, les éléments essentiels du délit prévu et puni par l'art. 405, C. pén. ; — attendu enfin que la délivrance d'un acte de vente renfermant une stipulation de prix rentre dans la remise des valeurs de toute nature énoncée dans ledit article ; — rejette. »

Du 23 mars 1838. — C. de cass. — M. Rocher, rapp. — M. Hébert, av.-gén.

§ 3. *L'expression DISPOSITIONS, dans l'art. 405 C. pén., embrasse-t-elle, ainsi que celles OBLIGATIONS, PROMESSES ou DÉCHARGES, tous les actes quelconques d'où peut résulter un lien de droit et pouvant compromettre la fortune d'autrui, par exemple un acte surpris par une partie litigante à sa partie adverse, contenant une DÉCLARATION qui la fera succomber dans son action (1).*

ARRÊT (Minist. publ. C. Hébert).

LA COUR ; — vu l'art. 405, C. pén. ; — attendu que le tribunal correc-

(1) S'il fallait s'en tenir à une seule de ces expressions, peut-être serait-il difficile d'en trouver une qui s'appliquât textuellement et directement à l'acte surpris dans l'espèce. Nous concevons donc que, contrairement à l'opinion des premiers juges, le tribunal d'appel ait pensé que, par l'expression *dispositions*, le législateur n'avait eu en vue qu'un acte pouvant opérer transmission d'une propriété ou d'un droit ; car tel est bien le sens limité du mot *dispositions*, dans le langage habituel du législateur et des jurisconsultes. Mais, quand on songe au but que s'est proposé l'art. 405, C. pén. comme l'art. 35 de la loi de 91. quand on considère que l'escroquerie, précisément parce qu'elle peut revêtir mille formes différentes qui la rendent presque insaisissable, était très-difficile à définir de manière à ce que tous les cas fussent prévus, on ne peut s'empêcher de reconnaître que le légis-

tionnel des Andelys a déclaré Hébert père et fils coupables d'avoir tenté d'escroquer une partie de la fortune de Parmentier et consorts, à l'aide d'une *disposition* qu'ils avaient obtenue d'eux par l'intermédiaire de Baudot qui s'était présenté à eux comme étant le clerc de leur avoué M^e Durais, et en leur annonçant que cette pièce était utile pour le gain du procès qu'ils soutenaient contre Hébert père ; — qu'en conséquence de cette déclaration, il a condamné Hébert père et fils aux peines fixées par les art. 405 et 463, C. pén.; qu'il a renvoyé Baudot de l'action du ministère public, comme ayant agi de bonne foi ; — attendu que, sur les appels respectifs, le tribunal correctionnel supérieur d'Évreux a adopté les motifs des premiers juges en ce qui concerne Baudot, et a infirmé leur jugement, relativement à Hébert père et fils, par l'unique motif que des termes de l'art. 405, combinés avec ceux de l'art. 407, il résultait que, dans le mot *disposition*, le législateur n'avait entendu comprendre que la transmission quelconque d'une propriété ou d'un droit, et non pas tout acte pouvant compromettre la fortune d'autrui ; d'où il suivait que les premiers juges avaient fait une fausse application de la loi ; — qu'en motivant ainsi sa double décision, ce tribunal a tenu pour constants les faits déclarés par les premiers juges, et n'a fondé son jugement à l'égard des demandeurs que sur une interprétation de l'article 405, qu'il appartient à la cour d'apprécier ; — attendu que les expressions *obligations*, *dispositions*, *promesses*, ou *décharges*, qu'emploie cet article, sont générales et absolues, qu'elles embrassent tous les actes dont peut résulter un lien de droit et à l'aide desquels on peut préjudicier à la fortune d'autrui ; — que la déclaration faite en justice par la partie, oblige celui de qui elle émane ; — que l'acte surpris à Parmentier et consorts et signifié à la requête d'Hébert père à leur avoué, contenait de leur part déclaration que le passage dans la propriété et la jouissance duquel ils se plaignaient par leur demande en justice d'avoir été troublés avait toujours été libre, et désaveu de tout soutien contraire ; — que cet acte était de nature à influencer d'une manière préjudiciable à leurs intérêts sur le jugement de

lateur a dû embrasser dans sa disposition générale tout acte d'où pouvait résulter un *lien de droit* et à l'aide duquel on pourrait porter préjudice à celui auquel on l'avait surpris par des manœuvres frauduleuses. Ce que devait faire le législateur, il l'a fait par l'emploi d'expressions qui s'appliquent, les unes particulièrement, toutes par la généralité de leur ensemble, à tout acte préjudiciable ; et c'est là qu'est le motif déterminant de l'arrêt de cassation. Que si, d'ailleurs, on exige pour chaque acte surpris, une expression qui s'y rapporte dans l'art. 405, l'expression *obligations*, moins restreinte que celle *dispositions*, ne s'applique-t-elle pas assez directement à une *déclaration* surprise précisément parce qu'elle doit constituer un aveu ou reconnaissance qui sera *obligatoire* pour le signataire et dont on abusera contre lui ?

la demande en dommages-intérêts, qu'ils avaient formée, et sur la décision à intervenir relativement aux dépens ; — attendu, dès lors, que le fait de se faire remettre cet acte à l'aide d'un des moyens énoncés en l'art. 405 constituait, de la part des demandeurs, le délit prévu par cet article ; que cependant le tribunal d'Évreux a refusé de leur en faire l'application ; en quoi il a méconnu, en les restreignant, les dispositions ci-dessus dudit article et les a formellement violées, — casse. »

Du 9 nov. 1856. — Cour de cass. — M. Vincent Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2354.

ÉCRITS. — APPRÉCIATION. — CARTES MANUSCRITES. — ANNONCE IMMORALE.

En ce qui concerne les délits résultant d'un écrit soit imprimé, soit manuscrit, publié et distribué, la Cour de cassation peut réviser l'appréciation de l'écrit dans ses rapports avec la loi pénale (1).

La distribution de cartes manuscrites, annonçant une maison de débauche, constitue le délit d'outrage aux bonnes mœurs. (L. 17 mai 1819, art. 8).

ARRÊT (Minist. publ. C. Tramecourt)

Du 19 juillet 1838. — Cour de cass. — M. Dehaussy de Robécourt, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2355.

ATTENTAT A LA PUDEUR. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS. — ÂGE. — QUESTIONS AU JURY.

Le crime d'attentat à la pudeur, spécifié dans l'art. 334 C.

(1) Ce point de jurisprudence, consacré par plusieurs arrêts, en matière de délits de presse, avait été abandonné par l'arrêt solennel du 4 novembre 1834 (*Journ. de droit cr.*, art. 1442.) ; mais il a prévalu de nouveau lors de l'arrêt solennel du 2 mars 1838 (art. 2119). A vrai dire, aucune règle ne peut être posée d'une manière absolue pour l'appréciation de délits intellectuels, consistant dans la publication d'un écrit qui constitue à la fois le corps du délit et l'expression de l'intention coupable. En pareille matière l'appréciation du délit par le juge du fait ne saurait toujours être souveraine.

pén., n'existant pas si la victime n'était mineure de onze ans, la circonstance de l'âge ne peut, dans les questions au jury, être détachée du fait principal comme s'il s'agissait d'une circonstance aggravante.

ARRÊT (Gilles C. Minist. publ.).

LA COUR ; — « vu les art. 341, 347 et 352, C. inst. cr., desquels il résulte que la décision du jury, tant contre l'accusé que sur les circonstances atténuantes, se forme à la majorité ; que cette majorité doit être constatée par la déclaration du jury, sans que le nombre de voix puisse y être exprimé ; qu'il y a exception à cette défense, lorsque l'accusé est déclaré coupable du fait principal à la simple majorité ; que, dans ce cas, les jurés doivent en faire mention en tête de leur déclaration ; qu'il suffit alors que la majorité des juges soit d'avis de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à la session suivante, pour que cette mesure soit ordonnée par la cour ; — vu aussi l'art. 1^{er} de la loi du 13 mai 1836, portant que le jury votera par scrutins distincts et successifs, sur le fait principal d'abord et s'il y a lieu sur chacune des circonstances aggravantes ; — vu enfin l'art. 408 dudit C. d'inst. cr. ; — attendu, en fait, que Jean Gilles était accusé d'avoir, dans les sept premiers mois de 1837, commis un attentat à la pudeur sur la personne d'Alexandrine Luquier, âgée de moins de onze ans, et dont il était l'instituteur ; — que les questions soumises au jury ont été divisées en deux parties, et ainsi posées ; la première qualifiée *question principale* : « Jean Gilles est-il coupable d'avoir, dans les sept premiers mois de 1837, commis un attentat à la pudeur sur la personne d'Alexandrine Luquier ? » Les autres avec cette indication, *circonstances* : « la fille Luquier était-elle, à cette époque, âgée de moins de onze ans ? Jean Gilles était-il, à cette époque, instituteur de la fille Luquier ? » — qu'en divisant de cette manière et sous ces différents titres les questions posées au jury, on a voulu observer l'ordre établi par l'art. 344 C. inst. cr. et par l'art. 1^{er} de la loi du 13 mai 1836, pour le vote distinct sur le fait principal et sur chacune des circonstances aggravantes ; — attendu, en droit, que dans le fait d'un attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant âgé de moins de onze ans, la circonstance de l'âge de la victime au-dessous de onze ans, est essentiellement constitutive du crime ; que l'attentat à la pudeur, dégagé de toute circonstance de violence et de publicité, s'il est commis sur la personne d'un enfant âgé de plus de onze ans, est un acte réprouvé par la morale, mais n'est puni par la loi, ni comme crime, ni comme délit ; qu'il suit de là que, dans l'espèce, la question relative au fait principal ne pouvait être complète, qu'autant qu'elle aurait compris la circonstance de l'âge d'Alexandrine Luquier ; qu'en détachant cette circonstance du fait principal, pour la ranger parmi les circonstances aggravantes, d'une part, on a dépouillé ce fait de tout caractère de criminalité, de l'autre, on

a placé le jury dans l'impossibilité de se conformer au 4^e § de l'art. 345, C. inst. cr., et peut-être la cour d'assises elle-même dans l'impossibilité d'user de la faculté que lui donne le second § de l'art. 352 ; — que si, en effet, la question relative à l'âge d'Alexandriue Luquier, dans le temps auquel l'attentat a été commis, n'a été résolue affirmativement qu'à la simple majorité, les jurés avertis par le président de la cour d'assises qu'ils ne devaient faire mention de cette majorité qu'autant qu'elle aurait pour objet une déclaration de culpabilité sur le fait principal, et trouvant les faits d'âge et de temps parmi les circonstances aggravantes, ont dû nécessairement s'abstenir de déclarer que, sur ces points, leur décision avait été formée à la simple majorité ; — que, par suite, la cour n'a pu, conformément à l'article 352, renvoyer l'affaire à une autre session ; que l'accusé a été ainsi privé de l'une des garanties qui lui étaient accordées par la loi, et qu'il y a eu violation, à son égard, des art. 341, 347 et 352, C. inst. crim. ; — casse. »

Du 28 sept. 1838. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp.
— M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2356.

COUR D'ASSISES. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — QUESTION.

La loi n'exige pas qu'il soit constaté par la déclaration du jury que la question des circonstances atténuantes a été posée par le chef du jury conformément à l'avertissement du président.
(L. 13 mai 1836, art. 1 et 3).

ARRÊT (Perrin C. Min. publ.).

LA COUR ; — « attendu que si, d'après l'art. 1^{er} de la loi du 13 mai 1836, le chef du jury est tenu de poser la question des circonstances atténuantes toutes les fois que la culpabilité de l'accusé a été reconnue, aucune disposition de cette loi n'exige qu'il soit constaté par la déclaration du jury qu'elle a été posée ; — qu'au contraire d'après l'art. 3, la déclaration du jury ne doit exprimer le résultat du scrutin sur ce point que lorsqu'il est affirmatif ; — que l'avertissement donné aux jurés par le président de la cour d'assises, dans les termes de l'art. 1^{er} de la loi du 9 septembre 1835, suffit pour établir la présomption légale que tout dans la délibération du jury s'est passé conformément à la loi ; — rejette.

Du 26 novembre 1838. — C. de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2357.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — RATURE NON APPROUVÉE. — DÉCLARATION DU JURY. — MAJORITÉ.

La règle que les ratures, renvois et interlignes, non approuvés, sont réputés non avenus, s'applique à tous les actes de la procédure criminelle; d'où il suit que l'expression de la simple majorité, dans la déclaration du jury, sur une circonstance aggravante, subsiste, malgré la rature non approuvée du mot simple (1).

ARRÊT (Nugues C. Min. publ.).

LA COUR ; — vu les art. 78 et 347, C. inst. cr. ; — attendu que les dispositions du premier de ces articles, conformes aux règles générales sur la rédaction des actes, et dont l'application s'étend à tous les actes de la procédure criminelle, réputent non avenus les interlignes, ratures et renvoi non approuvés ; — attendu qu'aux termes de l'art. 347 du même code, la déclaration du jury ne peut exprimer le nombre de voix auquel elle a été rendue ; — que, si la loi du 9 septembre 1835 porte une exception pour le cas où l'accusé n'est déclaré coupable qu'à la simple majorité, sur le fait principal, la disposition prohibitive de l'art. 347 conserve, hors ce cas spécial, toute sa force ; — et attendu, en fait, qu'en regard de la question posée au jury sur la circonstance aggravante de l'intention de donner la mort qui aurait accompagné la perpétration des coups et blessures, objet principal de l'accusation, on lit ces mots : *à la majorité simple, oui* ; — que le mot *simple* a été raturé, sans que cette rature ait été approuvée, et que, dès lors, il doit être réputé maintenu ; — d'où il suit que le jury a fait connaître le nombre de voix qui ont formé sa majorité sur une circonstance aggravante de l'accusation, et par conséquent en dehors du seul cas exceptionnel prévu par la loi ; — en quoi a été violée la disposition finale dudit art. 347, sanctionnée par la peine de nullité ; — violation que s'est rendue propre l'arrêt attaqué en prenant une déclaration ainsi formulée pour base de la condamnation par lui prononcée ; — casse. »

Du 15 décembre 1838. — C. de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

(1) Un arrêt du 15 mars 1834 a déclaré nulle la déclaration du jury où le mot *non* était raturé et remplacé par le mot *oui* écrit au-dessus ; et la même nullité a été prononcée par arrêt du 17 décembre 1835, relativement à une déclaration où le mot *oui* était surchargé de telle sorte que le mot *non* pouvait encore se lire. On comprend de reste l'importance qu'attache la Cour de cassation à l'observation d'une règle sans laquelle de graves abus pourraient se commettre.

ART. 2358.

CONNEXITÉ. — DÉLIT. — CONTRAVENTION. — COMPÉTENCE.

En cas de connexité, déclarée par ordonnance de la chambre du conseil, entre un délit d'impression d'annonces sans déclaration des nom et demeure de l'imprimeur (l. 21 oct. 1814, art. 17), et une contravention pour distribution de ces annonces dans un autre lieu (C. pén. art. 284 et 475, n° 13), le tribunal de police correctionnelle du lieu où a été commis le délit est seul compétent pour connaître du délit reproché à l'imprimeur et de la contravention reprochée aux porteurs (1).

ARRÊT (Marie)

Du 18 janvier 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2359.

CUMUL DE PEINES. — ENTRAVE A LA CIRCULATION DES GRAINS. — RÉBELLION. — PRISON. — AMENDE.

Le principe de la non-cumulation des peines est applicable encore bien que l'un des deux délits soit puni par une loi spéciale, et que la peine soit une amende. (C. inst. cr. 365.) (2).

La peine de six jours à six mois de prison, prononcée par l'art. 212 C. pén., pour délit de rébellion sans armes, doit être réputée plus forte que celle qui, d'après la loi du 21 prairial an V, pour entrave à la libre circulation des grains, est d'une amende égale à la moitié de la valeur des grains arrêtés, et, à défaut de paiement ou caution, de six mois d'emprisonnement.

ARRÊT (Minist. publ. C. Gatineau et autres).

« Attendu (la cour établit en fait que les trois prévenus se sont rendus coupables du délit d'entrave à la libre circulation des grains dans l'intérieur du royaume, et que deux ont commis le délit de rébellion sans armes envers la gendarmerie); — attendu que la peine d'emprisonnement, prononcée par l'art. 212 du Code pénal, contre ceux qui se rendent coupables de ce dernier délit, doit être considérée comme plus grave que celle de l'amende, quel que soit le taux auquel elle puisse s'élever, que prononce l'art. 2 de la loi du 21 prairial an V, puisque l'art. 9 du Code pénal, qui classe les peines correctionnelles suivant l'ordre de leur gravité, met l'emprisonnement au premier rang et l'amende seulement au troisième; — at-

(1) Ainsi jugé par arrêt de règlement de juges, motivé surtout en fait.

(2) Voy. notre art. 2284.

tendu que si la loi du 21 prairial an 7 impose au prévenu déclaré coupable l'obligation de fournir caution pour le paiement de l'amende fixée par le jugement de condamnation, faute de quoi la peine de six mois d'emprisonnement demeure prononcée contre lui, cet emprisonnement ne peut être considéré que comme peine supplétive dont la partie condamnée ne devient passible que dans le cas où elle ne paie pas l'amende, ou ne fournit pas une caution solvable, d'où il résulte qu'elle est moins grave que celle d'un emprisonnement qui doit nécessairement être subi; — attendu qu'en cas de conviction de plusieurs délits, l'art. 365 du Code d'instruction criminelle dispose que la peine la plus forte sera seule prononcée; que cette règle, confirmée par l'art. 379 du même Code, ne permet pas de condamner cumulativement Gâtineau et Bonifleau aux peines que prononce la loi contre chacun des délits dont ils sont déclarés coupables; — attendu que le Code d'instruction criminelle n'établissant aucune distinction soit entre les crimes et délits prévus et punis par le Code pénal et ceux qui sont prévus et punis par des lois spéciales, soit dans la nature des peines encourues, l'application de l'art. 365 doit avoir lieu toutes les fois que le même individu est déclaré coupable de deux crimes ou délits de même nature ou de nature différente; — attendu que la distinction qu'on chercherait à établir entre les peines pécuniaires et les peines personnelles, pour en déduire la conséquence qu'en cas de conviction de deux délits dont l'un n'emporte que la peine d'amende, cette amende peut être cumulée avec la peine d'emprisonnement encourue pour l'autre délit, est formellement repoussée par cet article 365, qui n'excepte pas les peines pécuniaires de la règle générale qu'il établit; — attendu que si quelques criminalistes, et même quelques arrêts, ont admis cette distinction, la Cour de cassation, par des arrêts plus récents, a consacré une doctrine contraire, d'abord en établissant que, lorsqu'un prévenu est déclaré coupable de deux délits dont le moins grave emporte une peine accessoire, cette peine accessoire peut seule être cumulée avec la peine principale la plus forte, et plus récemment encore en décidant (arrêt du 17 mai dernier) que la peine d'emprisonnement, prononcée contre un individu déclaré coupable du délit de rébellion, et de celui de chasse sans permis de port d'armes, ne pouvait être cumulée avec l'amende encourue pour ce dernier délit: — attendu que Gâtineau et Bonifleau, quoique déclarés coupables du délit d'atteinte à la libre circulation des grains dans l'intérieur du royaume, ne devant pas être condamnés à l'amende encourue pour ce délit, il en résulte que Gourdon ne devra payer que l'amende à laquelle il doit être personnellement condamné, sans être solidairement tenu de celles qui auraient été prononcées contre Gâtineau et Bonifleau, s'ils n'avaient pas été déclarés coupables d'un délit emportant une peine plus grave.

Du 18 mars 1859. — C. de Poitiers, appels corr. — M. Vincent Molinière, prés. — M. Merveilleux, av.-gén. — M^{re} Debray et Pillotel, av.

ART. 2360.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. — CONTRAVENTION. — COMPÉTENCE.

La juridiction correctionnelle, appelée à réprimer un fait qui n'est qu'une contravention de police, ne peut-elle pas être déclinée par le prévenu comme par le ministère public et la partie civile? (1)

ARRÊT (Minist. publ. C. Bomé et autres).

LA COUR ; — attendu que de l'art. 192 du Code d'inst. crim. sagement interprété, il résulte que le prévenu, cité devant le tribunal de police cor-

(1) Les distinctions que doit comporter cette question de compétence n'ont été jusqu'ici établies ni par la doctrine ni par la jurisprudence. Sur l'art. 192 C. inst. cr. qui autorise les tribunaux correctionnels à prononcer en premier et dernier ressort « si le fait n'est qu'une contravention de police, et si la partie publique ou la partie civile n'a pas demandé le renvoi, » les auteurs, sans rechercher le sens *relatif* de cette disposition, se sont bornés, les uns à admettre, les autres à contester le droit, pour le prévenu, de décliner aussi la compétence du juge correctionnel. M. Bourguignon, dans son *Manuel d'instruction criminelle*, a émis l'opinion, reproduite par M. Favard (*Rép. de légis. v^o Jugement*, p. 184) qu'il devait être suppléé, en faveur du prévenu, au silence de la loi, par la raison qu'on ne pouvait le priver, contre sa volonté, des deux degrés de juridiction. M. Carnot (*de l'Inst. cr.*, t. 2, p. 66), tout en avouant qu'il ne voyait pas de motif pour refuser au prévenu une faveur accordée à la partie poursuivante, a écrit que le législateur avait eu sans doute de bonnes raisons, que les juges ne pouvaient scruter sa pensée, qu'ils devaient prononcer à moins qu'il n'y eût incompétence *ratione loci*. Suivant M. Legraverend (t. 2, p. 343), le silence du législateur est une omission qui doit laisser au juge correctionnel la faculté, soit d'accueillir le déclinatoire du prévenu, soit de le repousser, sans que son jugement puisse être frappé de nullité. — La jurisprudence des arrêts n'est pas plus satisfaisante. Un premier arrêt de cassation, du 18 novembre 1824, admet, dans ses motifs, que, sur le déclinatoire du prévenu, le tribunal doit vérifier sa compétence, soit d'après la nature des faits de la citation, soit d'après l'audition des témoins et les débats. Un deuxième, du 24 avril 1829 (*Journal du dr. cr.* art 244), refuse au prévenu le droit de demander le renvoi si le fait poursuivi n'est, d'après les débats, qu'une contravention. Un arrêt de règlement de juges, du 18 janvier 1833, a attribué compétence au juge correctionnel dans une espèce où le fait, constituant un délit suivant la loi du temps de la

rectionnelle pour un fait qui, d'après l'acte de citation, ne constitue qu'une simple contravention de police, peut, avant toute instruction, demander son renvoi devant le juge de police ; — que cette demande en renvoi ne lui est interdite que lorsqu'il a laissé ouvrir les débats ; qu'il ne pourrait alors, et quand il verrait sa condamnation imminente, décliner la compétence d'un tribunal ayant la plénitude de juridiction et devant lequel il aurait consenti à procéder ; — que si l'art. 192 n'autorise formellement que la partie pu-

citation, n'était plus qu'une contravention d'après une loi nouvelle. Un arrêt de cassation du 20 juillet 1833 (*ibid.* art. 1243) juge expressément que le déclinaire du prévenu est inadmissible, quoique la citation même ne reproche qu'une contravention. Dans les motifs d'un arrêt de cassation, du 16 octobre 1835 (*ibid.* art. 1703), on lit que les termes impératifs de l'art. 192 équivalent à une prohibition contre le prévenu, quelle que soit d'ailleurs la faveur due à la défense ou l'égalité établie dans les autres cas entre la défense et la poursuite. Un dernier arrêt de cassation, du 7 octobre 1838, refuse encore indistinctement au prévenu le droit de demander le renvoi. Enfin l'arrêt de rejet que nous recueillons admet le déclinaire du prévenu, mais seulement s'il est proposé avant toute instruction et tiré de ce que, d'après la citation même, le fait ne serait qu'une contravention. D'autres distinctions nous paraissent devoir être admises pour concilier les principes et les textes.

Première hypothèse. — La citation qualifie le fait, soit en termes exprès, soit virtuellement en visant la disposition pénale applicable, de telle sorte que le fait, ainsi précisé, ne peut être, dès qu'on y réfléchit, qu'une contravention de police. Dans ce cas, l'incompétence du tribunal correctionnel ressortant des termes mêmes de la citation, le juge mal à propos saisi devrait d'office prononcer le renvoi. S'il ne le fait pas, le déclinaire peut être utilement proposé par le prévenu aussi bien que par le ministère public ou la partie civile reconnaissant leur erreur ; et cela, suivant nous, en tout état de cause, puisque, dès le principe, incontestablement, il y avait incompétence *ratione materiæ*, que n'a pu faire disparaître le silence momentané des parties. Ici doit s'appliquer, dans toute sa force, la règle de compétence distributivement établie par les art. 138 et 179, C. inst. cr., et nullement la règle exceptionnelle de l'art. 192. Concevrait-on, en effet, que le prévenu fût obligé de subir la juridiction qu'il plairait au plaignant de lui imposer, et fût dépouillé du bénéfice des deux degrés de juridiction, selon que la partie poursuivante, l'ayant à tort appelé devant un tribunal correctionnel, jugerait utile à ses intérêts de retenir ou repousser la juridiction par elle choisie. En pareil cas assurément il doit y avoir égalité entre l'attaque et la défense ; et puisqu'on ne peut contester à la partie poursuivante, ni d'après l'art. 138, ni d'après l'art. 192, le droit d'invoquer l'incompétence absolue du juge saisi, il faut bien reconnaître aussi au prévenu ce droit qu'il tient

bligue et la partie civile à demander le renvoi ; c'est que, la citation devant le juge correctionnel étant leur propre fait, on aurait pu en tirer même fin de non recevoir contre leur demande, et qu'on ne peut pas induire de son silence à l'égard du prévenu qu'il lui ait refusé ce qu'il accordait aux autres.

d'une règle fondamentale à laquelle aucune exception n'a été apportée pour ce cas.

Deuxième hypothèse. La citation ne qualifiant aucunement le fait, irrégularité que tolère une jurisprudence que nous avons combattue (voy. notre art. 2188), il y a doute et débat sur la criminalité du fait, et partant sur la compétence. Peut-on appliquer ici l'art. 192 ? Non encore, à notre avis. Cet article, en effet, n'a en vue que le cas où le fait, *modifié* par les débats, n'est plus un délit comme le supposait la poursuite, et dégénère en simple contravention de police. C'est ce qui nous paraît évidemment résulter du rapprochement de l'art. 192 avec le précédent, qui règle le cas où le fait se trouve dépouillé de toute criminalité, et avec l'art. suivant, qui règle le cas où le fait se trouve entaché d'une criminalité qui dépasse les limites de la juridiction correctionnelle; lesquels art. 191 et 193 emploient la même locution que l'art. 192 : « Si le fait n'est... si le fait est... » Quel est, dans cette deuxième hypothèse, le principe qui doit prévaloir ? La règle fondamentale, suivant nous. On ne conteste pas à la partie poursuivante le droit de demander le renvoi dès que l'incompétence se révèle, droit qui dérive bien plus du principe général sur l'ordre des juridictions que de la disposition spéciale de l'art. 192 ; pourquoi le contester au prévenu ? Si le principe pouvait fléchir, ce serait assurément contre la partie qui, ayant l'initiative de la poursuite, a trouvé avantageux pour les intérêts qu'elle représente de saisir le juge correctionnel, en donnant au fait les apparences d'un délit. Et cependant cette partie n'est pas enchaînée par son propre choix, parce que le maintien des juridictions importe par-dessus tout à l'intérêt public. Comment le prévenu serait-il empêché d'invoquer ce principe et les garanties que lui avait promises la loi organique ? Il dépendrait donc de la partie poursuivante, en employant dans la citation quelques expressions ambiguës, de distraire de son juge naturel l'individu auquel elle n'aurait à reprocher qu'une simple contravention, de lui enlever à la fois l'avantage d'une juridiction voisine et peu coûteuse, et le bénéfice du deuxième degré de juridiction, sans que le prévenu pût, même *in limine litis*, demander le renvoi, qui cependant pourrait être requis par la partie poursuivante, à son gré. Un pareil système serait contraire à la raison, et il n'est consacré par aucun texte, puisque l'art. 192 dispose pour un tout autre cas.

Troisième hypothèse. La citation reprochait un délit bien qualifié, qui, *modifié* par les débats, dégénère en simple contravention. Voilà le cas prévu par l'art. 192. Alors on conçoit que la loi, pour éviter un circuit d'actions, ait prorogé la juridiction du tribunal correctionnel, de même qu'elle l'a fait

parties; — attendu que l'arrêt attaqué déclare que le fait pour lequel citation avait été donnée devant le tribunal correctionnel, constituait une simple contravention de police et que ce caractère ressortait des termes mêmes de la citation; qu'il s'agissait en effet de la coupe d'un arbre dont la

pour les cours d'assises lorsque le fait incriminé n'est plus qu'un délit d'après les débats (365). Elle aurait même pu rationnellement interdire au plaignant comme au prévenu le droit de demander le renvoi; car ici, le juge correctionnel ayant été régulièrement saisi, et se trouvant éclairé par le débat, sa compétence primitive pouvait être utilement conservée, sans enlever à l'une des parties plus qu'à l'autre aucune des garanties que leur devait le législateur; et il y eût eu parfaite égalité entre la poursuite et la défense. Mais le code d'instruction criminelle a cru devoir accorder ce droit à la partie poursuivante nommément. Appartient-il également au prévenu? Là est la difficulté que les auteurs ont portée ailleurs. Nous n'admettons pas, avec MM. Bourguignon et Favard, qu'il puisse être suppléé au silence de la loi, ni avec M. Legraverend, qu'il y ait compétence facultative pour le juge. Nous ne pensons pas non plus que l'art. 191 n'ait parlé de la partie poursuivante que parce qu'on aurait pu sans cela exciper contre elle de son propre fait. Il y avait pour elle un motif qui n'existait pas pour le prévenu. La poursuite reprochant un délit, il avait bien fallu saisir le juge correctionnel. La dégénérescence du fait ayant lieu contre le gré de la partie poursuivante, il n'y avait pas nécessité de la retenir devant un juge qui statuerait sans appel; il a pu paraître juste d'admettre en sa faveur un déclinaire, qui serait un retour à l'ordre des juridictions. Le prévenu, au contraire, régulièrement cité, qui a reconnu bien saisie la juridiction correctionnelle, s'il avait le droit que lui refuse virtuellement la disposition spéciale pour ce cas, ne manquerait pas, dès que le délit débattu se trouverait une contravention certaine, de demander le renvoi pour échapper à une condamnation imminente. L'impunité alors serait le prix de la ruse. La législation répressive n'a pas dû autoriser un pareil stratagème, et c'est avec raison qu'elle n'a pas parlé du prévenu dans l'art. 192. — Si pourtant, dès le principe, avant tout débat, le prévenu avait soutenu que le fait n'est pas tel que le suppose la citation, qu'il a été mal présenté et qualifié, que le débat ne peut porter que sur une contravention justiciable du tribunal de police, son déclinaire nous paraîtrait encore devoir être accueilli dès que serait vérifié le fait, quoique la citation eût reproché un délit, quoique ce fût une espèce de dégénérescence, parce qu'alors l'art. 192 devrait être combiné avec les art. 138 et 179, en vertu de ce principe que le juge dont la compétence est contestée doit avant tout la vérifier. — En somme, toute anomalie disparaît si l'on admet avec nous que la disposition exceptionnelle de l'art. 192 n'a en vue qu'un seul cas, celui d'un prétendu délit dégénérant en contravention.

dimension donnée ne soumettait le prétendu contrevenant, d'après le Code forestier, qu'à une amende inférieure à cinq francs;—qu'en prononçant, en cet état et avant tout débat, le renvoi demandé, l'arrêt attaqué, loin de violer l'art. 192 précité, en a fait une juste application; — par ces motifs; — rejette.

Du 8 mars 1839. — C. de cass. — M. de Bastard, prés. — M. de Ricard, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2361.

TRIBUNAUX MARITIMES.—CONSTITUTIONNALITÉ.—MARINS DU COMMERCE.—CRIME.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux maritimes, créés par le décret du 12 nov. 1806, et reconnus par la loi du 10 avril 1825 sur la piraterie, n'ont point été supprimés par la charte de 1830 (1).

Les marins du commerce, par cela qu'ils sont classés, sont justiciables des tribunaux maritimes, pour les crimes prévus par la loi de 1825, et ne peuvent conséquemment se pourvoir en cassation (2).

Condamné à mort, par le tribunal maritime de Brest, pour assassinat commis sur le navire *l'Alexandre* à l'effet de s'en emparer, Marsaud, par l'organe de l'avocat chargé d'office

(1) Voy., relativement à cette juridiction exceptionnelle, le 1^{er} vol. de la *Théorie du Code pénal*, p. 77, et les art. 1424 et 1524 de ce recueil.

(2) En reconnaissant la légalité des tribunaux maritimes, la Cour de cassation, par son arrêt du 12 avril 1834, a déclaré inconstitutionnelle cette juridiction, en tant qu'elle serait appelée à juger des individus autres que des *marins* ou des *personnes attachées au service de la marine*; et la même règle se retrouve dans ses arrêts des 14 novembre 1834 et 23 janvier 1835.— Un arrêt de règlement de juges, du 23 juin 1838, a décidé, par application des art. 12 et 31 du décret du 12 novembre 1806 et 268 de l'ordonnance du 11 octobre 1836, que les matelots d'un vaisseau de l'état, en réarmement dans le port, sont justiciables, pour les délits qu'ils commettent dans cette situation, non du conseil de justice, mais du conseil de guerre permanent. Un autre arrêt de règlement de juges, du 19 juillet 1838, relativement à un délit commis par des marins, de complicité avec un individu qui n'était porté à aucun titre au rôle d'un équipage, a attribué juridiction aux tribunaux du droit commun pour juger cet individu et ses co-prévenus, en raison de la connexité.

de soutenir son pourvoi en cassation, a présenté les deux moyens suivans :

1° Inconstitutionnalité des tribunaux maritimes, qui, à la différence des conseils de guerre de terre, établis permanents par la loi du 13 brumaire an v, et des conseils de guerre maritimes, constitués de même par le décret du 22 juillet 1806, sont de véritables *commissions*, supprimées par l'art. 65 de la charte de 1814, et par l'art. 54 de la charte de 1850, sans qu'on puisse objecter la reconnaissance qu'en aurait faite la loi du 10 avril 1825 qui, elle-même, avant 1830, avait été attaquée comme inconstitutionnelle, à la chambre des pairs, par le comte Lanjuinais. L'avocat rappelle, à cet égard, les réquisitoires présentés dans le même sens par M. le procureur-général Dupin, dont l'opinion, du reste, n'a point prévalu;

2° Incompétence en ce que d'ailleurs Marsaud, marin du commerce, n'était pas militaire.

ARRÊT (Marsaud,)

LA COUR ; — Attendu que les tribunaux maritimes établis par un décret qui avait force de loi, et reconnus postérieurement par la loi du 10 avril 1825, sont compétents pour juger tout individu faisant partie de l'équipage d'un bâtiment de mer français, accusé d'un fait de piraterie; attendu, dès lors, que Marsaud, ex-second capitaine du navire l'*Alexandre*, a été compétemment traduit devant le tribunal maritime de Brest, à raison d'un fait prévu par les art. 4 et 8 de la loi précitée du 10 avril 1825 ; — attendu qu'aux termes de la loi du 27 ventôse an VIII, art. 77, la Cour n'a de juridiction, en ce qui concerne les tribunaux militaires de terre et de mer, que sur le pourvoi de ceux qui n'étaient pas justiciables de ces tribunaux ; — déclare Marsaud non-recevable dans son pourvoi.

Du 11 avril 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. de Ricard, rapp. — Concl. conf. M. Hello, av.-gén. — M. Petit de Gatines, av.

ART. 2362.

DIFFAMATION. — OUVRAGE. — MAGISTRAT. — ÉCRIT. — PUBLICITÉ.
— COMPÉTENCE.

Est de la compétence des tribunaux correctionnels, et non des cours d'assises, le délit résultant, soit de faits diffamatoires envers un juge de paix, contenus dans une citation en justice, et dont lecture a été faite à l'audience, soit d'expressions outrage-

geantes pour ce magistrat, contenues dans une procuration présentée à l'audience et déposée comme annexe au procès-verbal de non-conciliation. (L. 17 mai 1819, art. 1^{er}; 26 mai 1819, art. 13 et 14; 25 mars 1822, art. 6; 8 oct. 1830, art. 1 et 2) (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Faure.)

Vu l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance de Périgueux, qui, sur la plainte du sieur Souffron, juge de paix, renvoie le médecin Faure en police correctionnelle, comme prévenu du délit de diffamation prévu par l'art. 15 de la loi du 17 mai 1819, à raison de deux faits, l'un consigné dans une citation judiciaire entre deux particuliers, et l'autre dans une procuration devenue publique par son insertion dans un procès-verbal de non-conciliation; — vu le jugement sur appel, du 6 septembre dernier, par lequel le tribunal correctionnel d'Angoulême se déclare incompétent pour connaître du délit imputé à Faure, attendu que si dans le premier acte Souffron a été diffamé seulement comme homme privé, à raison de son intervention comme amiable compositeur dans un procès civil, dans le second acte les imputations ont été adressées à l'homme public, à raison de l'exercice de ses fonctions, cumulativement avec celles relatives à la personne privée, que la diffamation dont il s'agit n'était pas seulement verbale, mais par écrit et publique, et que les deux actes dont il s'agit ont le caractère de publicité voulu par l'art. 1^{er} de la loi du 17 mai 1819 — attendu que ces deux décisions ont acquis l'autorité de la chose jugée, et que le cours de la justice est interrompu; — vu les art. 525 et suivants du Code d'instruction criminelle; — En ce qui concerne la publicité des diffamations et outrages dont il s'agit; — attendu que s'il apparaît de la plainte même du juge de paix Souffron que la citation du 10 février 1838 et les faits qu'elle contient sont devenus publics par la lecture qui en a été faite à l'audience de la justice de paix du canton de Hautefort, le 11 du même mois, cette citation n'est point restée *exposée* aux regards du public, et que ce genre de publicité rentre dans les cas prévus par l'art. 1^{er} de la loi du 17 mai 1819; — attendu qu'il en est de même des expressions *outrageantes* contenues dans la procuration du 1^{er} mai 1838, qui aurait été présentée à l'audience publique de la justice de paix du même canton, et déposée comme annexe au procès-verbal de cette justice, du 7 du même mois; —

(1) Voy. d'abord sur la criminalité, puis sur la compétence: Arrêts analogues des 27 août 1818, 22 août 1828, 7 décembre 1837 et 21 novembre 1838 (*suprà*, art. 2110 et 2230); *Lois de la presse*, p. 91, 135 et 136; *Traité des délits de la presse*, etc., t. 1^{er}, p. 372, et t. 2, p. 174 et suivantes.

En ce qui concerne le caractère des imputations : — attendu qu'elles n'ont point été adressées à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, et que quelques-unes de celles renfermées dans la procuration du 1^{er} mai auraient seulement le caractère d'outrage envers le juge de paix Souffron, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ; — qu'ainsi il ne peut s'agir de l'application de l'art. 222 du Code pénal, mais de celle de l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822 ; qu'à la vérité cet article prévoit le délit d'outrage qui devient public d'une manière quelconque ; mais que cet article 6 est une disposition relative seulement à la pénalité, et non aux règles de la compétence ; — attendu que les règles de cette compétence sont exclusivement fixées par les art. 1 et 2 de la loi du 8 octobre 1830 ; que le premier de ces articles n'a attribué aux cours d'assises que la connaissance des délits énoncés en l'art. 1^{er} de la loi du 17 mai 1819 ; — attendu que les faits ci-dessus exposés, par le caractère de publicité qui leur est propre, ne rentrent pas dans les cas prévus et définis par cet art. 1^{er} ; que dès lors leur appréciation appartient, d'après l'art. 2 de la même loi et les art. 13 et 14 de la loi du 26 mai 1819, à la juridiction correctionnelle ; qu'ils doivent donc être assimilés aux injures et diffamations verbales contre toutes personnes, ce qui comprend les fonctionnaires publics comme les particuliers ; — par ces motifs, la Cour, sans s'arrêter ni avoir égard au jugement du tribunal correctionnel de Périgueux, et au jugement sur appel du tribunal d'Angoulême, du 6 septembre, qui seront considérés comme non avenus, renvoie la cause et les parties devant le tribunal correctionnel de Bordeaux pour être statué sur la prévention.

Du 22 février 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp.
— M. Hello, av.-gén.

ART. 2363.

AGENTS DU GOUVERNEMENT. — FABRICIENS. — POURSUITES.

Les membres des fabriques paroissiales ne sont pas des agents du gouvernement, et peuvent être poursuivis sans autorisation du conseil d'état (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Clémenceau.)

Attendu que l'administration des fabriques est étrangère à l'action du

(1) La loi promise par l'art. 69 de la Charte, sur la responsabilité des agents du pouvoir, étant encore attendue, l'art. 75 de la constitution de l'an VIII subsiste provisoirement. Mais quels sont les fonctionnaires qui ont droit à la garantie assurée par cet art. 75 ? Sous l'Empire, la Cour de cassation, par arrêt du 26 décembre 1807, a posé en principe qu'on ne doit

gouvernement ; que les fabriciens ne sont préposés qu'à des intérêts particuliers , ceux des fabriques dont ils sont les représentants ; qu'ils ne sont pas , en cette qualité , agents du gouvernement , et que , s'ils commettent un délit comme fabriciens , il n'est pas nécessaire qu'on obtienne l'autorisation du gouvernement pour les poursuivre.

Du 17 août 1838. — Cour de Limoges. — M. Taillandier, prés. — M. Mallevergne, av.-gén. — MM. Frichon et Thomas, av.

ART. 2364.

POURVOI. — DÉLAI. — DÉPOSITION. — LECTURE. — EXCUSE.

Lorsqu'un condamné, par lui-même ou son défenseur, a manifesté, dans le délai, au concierge ou à un de ses gens, l'intention de se pourvoir en cassation, le pourvoi est recevable, quoique dressé après le délai.

Le président des assises peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ordonner la lecture de la déposition écrite d'un parent de l'accusé, dont le témoignage oral est prohibé par l'art. 322 C. inst. cr.

Il appartient à la cour d'assises de décider qu'une question dont l'accusé demande la position ne constitue pas une excuse

considérer comme *agents du gouvernement* « que les fonctionnaires publics « qui sont tellement sous la dépendance du gouvernement, qu'ils ne peuvent « avoir dans l'exercice de leurs fonctions habituelles et journalières d'autre « opinion que la sienne, ni tenir une conduite opposée à celle qu'il leur « trace, soit par lui-même, soit par ses agents supérieurs. » Cette interprétation a été modifiée par arrêt de cassation du 23 juin 1831, qui a proclamé que « les agents du gouvernement, dont parle l'art. 75, sont ceux qui, dépositaires d'une partie de son autorité, agissent directement en son nom « et font partie de la puissance publique. » — Quant aux *fabriciens* spécialement, un arrêt du 30 décembre 1808 avait étendu jusqu'à eux la protection de l'art. 75 ; mais elle leur a été justement refusée par arrêt de cassation du 6 novembre 1832, puis par l'arrêt du 3 mai 1838 (*supra*, art. 2163), à la doctrine duquel se range celui que nous recueillons ici. Voy. dans le même sens : Merlin, rép. v^o *Garantie des fonctionnaires publics*, n^o 5 ; Lebesnier, *Législation des fabriques*, v^o *Conseil de fabrique* ; Cormenin, v^o *Fabrique d'église*.

admiss par la loi, ni qu'elle ne se rattache à aucun fait ressan-
tant des débats, (C. inst. cr., 339.)

(ARRÊT Bourdolle).

Du 29 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Mœvilhem, rapp.,
 — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2365.

AGENTS DE POLICE. — SERGENTS DE VILLE. — PROCÈS-VERBAUX.

Les procès-verbaux ou rapports des agents de la police administrative, spécialement des sergents de ville et inspecteurs chargés des rondes de nuit dans Paris, ne font pas foi par eux-mêmes des contraventions de police qu'ils tendraient à constater (1);

ARRÊT (Minist. publ. C. Rieux et autres).

LA COUR, — attendu, en droit, que l'art. 12, tit. 1^{er}, de la loi du 19-22 juillet 1791, qui accordait foi, jusqu'à preuve contraire, aux procès-verbaux des appariteurs et autres agents assermentés de police, a été virtuellement abrégé, d'abord par le Code du 3 brumaire an iv, et ensuite par le Code d'inst. cr. ; que l'art. 154 de ce dernier Code, lorsqu'il parle des agents de police en général, ne s'occupe et ne peut dès lors s'entendre que des officiers de police judiciaire déjà nommés dans les art. 9 et 11 ; — qu'en décidant donc, dans l'espèce, que les procès-verbaux ou rapports des sergents de ville et des inspecteurs chargés des rondes de nuit dans Paris ne suffisent point pour constater légalement l'existence des contraventions dont il s'agit, le jugement dénoncé, lequel est d'ailleurs régulier en la forme, n'a fait qu'une juste application de la législation en vigueur ; — rejette.

Du 30 mars 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2366.

DUEL. — INCRIMINATION.

Le duel, suivi de mort ou de blessures, est-il prévu et puni par le Code pénal? Rés. nég.

(1) Arrêts conf. : 22 février 1809, 19 octobre 1827, 7 et 29 août et 24 septembre 1830, 30 juin 1836, 12 février 1837, 30 juin et 14 juillet 1838 (suprà, art. 2335).

ARRÊT (Minist. publ. C. Lévy).

Du 27 février 1839. — Cour de Nancy, ch. corr. — M. Mourrot, prés. — M. Masson, rapp. — M. Garnier, av.-gén. (1).

ART. 2367.

RIVIÈRES. — RÉGLEMENT. — ORDONNANCE. — LÉGALITÉ. — GARDES-RIVIÈRES. — QUALITÉ. — PROCÈS-VERBAUX. — AFFIRMATION.

L'ordonnance du 31 juillet 1833, portant règlement de la rivière d'Iton, a force de loi pour les tribunaux.

Les procès-verbaux des gardes-rivières ne sont pas soumis, comme ceux des gardes champêtres et gardes forestiers, à la nécessité de l'affirmation dans les vingt-quatre heures (2).

(1) Nous avons recueilli, art. 2196, l'arrêt remarquable de la Cour de Colmar, il y a eu cassation par arrêt du 18 octobre, dont la rédaction, copie plus en fait qu'en droit, nous a déterminé à le noter simplement avec une foule d'autres, en rapportant le dernier arrêt solennel, *supra*, art. 2311. Sur le renvoi, la Cour de Nancy vient de combattre la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation par un arrêt dont les développements (il a 57 pages d'impression) ne nous permettent pas d'en donner ici le texte. Dans cet arrêt se trouve la réfutation la plus complète de tous les arguments, sans exception, du système contraire; et il est à remarquer que le savant magistrat, M. le conseiller Masson, qui l'a rédigé en qualité de rapporteur, s'est rencontré, sur tous les points importants de la question, avec les auteurs de la *Théorie du Code pénal* qui la discutent *ex-professo* dans leur 5^e vol., alors sous presse et publié quelques jours après. Voici donc un nouvel aliment à la controverse. Il faudra bien que la législature intervienne pour y mettre un terme. — Aux arrêts déjà recueillis ou notés (*supra*, art. 2311) nous ajoutons : 4 janvier 1839, cassation d'un arrêt de la Cour d'assises de la Martinique, du 16 mai 1837, qui avait aussi repoussé l'application du Code pénal; 8 février 1839, arrêt de la Cour de Paris, qui, par suite de la cassation d'un de ses arrêts (*ibid.*), a cru devoir ordonner une mise en accusation sans s'expliquer, du reste, sur la question en principe.

(2) Cependant deux arrêts, l'un de cassation, du 4 mars 1828, l'autre de rejet, du 19 juillet 1838, rendus par la chambre civile, sur la validité des procès-verbaux des gardes-rivières, ont assimilé ces agents aux gardes champêtres. Voir les lois des 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13; 20 messidor an IV, art. 4; 16 fructidor an III, et 3 brumaire an IV; l'arrêté consulaire du 17 septembre 1801, et l'art. 16 C. inst. cr.

Les gardes-rivières relèvent directement du préfet, et n'ont pas besoin d'être agréés par l'autorité municipale du lieu où ils instrumentent.

ARRÊT (Piedfert).

LA COUR ; — sur le premier moyen tiré par le demandeur de la violation de l'art. 408 C. inst. cr. , et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué n'aurait pas statué sur la validité de l'affirmation du procès-verbal de contravention et sur la légalité de l'institution de la commission syndicale des propriétaires intéressés à la conservation des eaux de l'Iton, et, dans tous les cas, n'aurait pas donné de motifs à sa décision ; — attendu que le tribunal de police, en décidant, 1° qu'il ne lui appartenait pas de juger du mérite et de la légalité de l'ordonnance royale du 31 juillet 1833 qui a institué la commission syndicale, laquelle avait force de loi pour les tribunaux, et 2° que le garde institué conformément à cette ordonnance avait un caractère légal, que son procès-verbal était régulier et que foi devait y être ajoutée, a satisfait aux prescriptions de l'art. 408 du Code précité et suffisamment motivé ses décisions à ce sujet ; — sur le deuxième moyen, tiré de la violation de la loi du 23 thermidor an iv, (10 août 1796), en ce que le procès-verbal de contravention n'a pas été affirmé dans les vingt-quatre heures de sa clôture ; — attendu que cette loi n'est point applicable aux gardes des rivières, lesquels ne peuvent être assimilés aux gardes champêtres, et encore moins aux gardes forestiers, dont les procès-verbaux sont foi jusqu'à inscription de faux, et dont l'affirmation est aujourd'hui soumise à la disposition de l'art. 165 C. for. ; — sur le troisième moyen, tiré de la violation de la loi du 20 mess. an xii (8 juillet 1795), en ce que la nomination du garde rédacteur du procès-verbal n'a pas été agréée par le conseil municipal de la commune de Cintray, sur le territoire de laquelle il a été instrumenté ; — attendu que le garde dont il s'agit n'est pas un agent de la police municipale, mais un agent de la police générale des rivières pour la conservation desquelles ces officiers sont institués ; qu'ils relèvent, dans l'exercice de leurs fonctions, de l'autorité directe des préfets et non de celle des maires des communes traversées par les cours d'eau ; — qu'ainsi, par l'art. 13 de l'ordonnance royale de 1833, leur nomination n'est déclarée valable qu'autant qu'elle a été confirmée par le préfet ; — d'où il suit que les dispositions de la loi du 20 mess. an xii, confirmées par l'arrêté consulaire du 17 septembre 1801 (25 fruct. an ix), par l'ordonnance royale du 29 novembre 1820, et par l'art. 13 de la loi du 18 juillet 1837, sur la nomination des gardes champêtres, sont inapplicables à l'espèce ; — attendu d'ailleurs que l'ordonnance royale du 31 juillet 1833, publiée par arrêté du préfet de l'Eure, du 18 novembre de la même année, a été légalement rendue dans la forme des règlements d'administration publique, sur la police des cours d'eau et rivières non navigables, en vertu des lois des 20 août

*1790, et 6 octobre 1791; 4 mai 1803 (14 floréal an ix) et 16 septembre 1807 tit. VII;... rejette.

Du 23 mars 1838. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2368.

RIVIÈRES. — BARRAGE. — CONTRAVENTION.

Les règlements administratifs qui défendent de faire sans autorisation aucun ouvrage sur les petits cours d'eau, n'ont point été abrogés par les dispositions du Code civil qui règlent les droits des riverains. En conséquence, l'établissement d'un barrage non autorisé constitue une contravention passible de la peine prononcée par l'art. 471, n° 15, C. pén.

ARRÊT (Minist. publ. C. Durand).

LA COUR;—Vu le chap. 6 de l'instruction législative des 12-20 août 1790; — l'art. 2 de la loi du 17 février 1800 (28 pluviôse an VIII); — l'art. 2 du tit. 2 du règlement fait en exécution de ces dispositions, par le préfet de Seine-et-Oise, le 15-mai 1801 (25 floréal an IX); — l'art. 161 C. inst. cr. et le n° 15 de l'art. 471 C. pén.; — attendu, en fait, qu'un procès-verbal régulièrement dressé le 20 août dernier, par le conducteur des ponts-et-chaussées résidant à Handan, constate que Pierre-Jacques Durand a construit un barrage en pierre et terre avec une planche au-dessus qui servait de hausses, dans toute la largeur de la fausse rivière des Vergres, pour arroser son pré traversé par ce cours d'eau, lequel barrage n'a pas été autorisé; — attendu, en droit, que la construction de ce barrage constitue la contravention prévue et punie par le n° 15, de l'art. 471 Code pén.; — que le droit accordé audit Durand, par l'art. 644 C. civ. n'a nullement restreint ni modifié le pouvoir dont l'administration publique se trouvait investie, lors de sa promulgation, de défendre d'entreprendre sur les cours d'eau publics aucun ouvrage qu'elle n'aurait pas préalablement autorisé, puisque l'art. 645 du même Code soumet expressément l'exercice de ce droit à l'observation des règlements particuliers et locaux qui doivent le concilier avec l'intérêt général; — d'où il suit, qu'en décidant le contraire dans l'espèce, par le motif que le règlement susdaté ne serait plus obligatoire depuis que le Code civil est en vigueur, le jugement dénoncé a fausement interprété lesdits art. 644 et 645, et commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées; — casse.

Du 15 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 236g.

PERCEPTION ILLÉGALE. — GREFFIER. — BONNE FOI.

Le fait, de la part d'un greffier de justice de paix, de percevoir un droit proportionnel à raison du nombre de rôles des dîres contenus dans un procès-verbal de non-conciliation, n'est pas punissable s'il y a bonne foi constatée. (C. proc. art. 54; tarif de 1807; L. 21 vent. an VII, art. 25; L. 21 prairial an VII, art. 4; ord. 15 juillet 1845; art. 6.)

ARRÊT (Minist. publ. C. M...).

Du 7 sept. 1838. — C. de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Hébert, av.-gén.

ART. 237d.

IMPRIMERIE. — DÉCLARATION. — PÉNALITÉ.

L'imprimeur qui ne déclare pas exactement le nombre d'exemplaires qu'il a tirés d'un ouvrage est passible des peines portées par l'art. 15 de la loi du 21 oct. 1814, comme ayant contrevenu à l'art. 2 de l'ordonnance réglementaire du 24 du même mois.

ARRÊT. (minist. publ. C. Thomassin).

Du 13 sept. 1838. — C. de Paris (appel de pol. corr.). — M. Dupuy, prés. — M. Bresson, av.-gén.

ART. 237i.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — PRÉSIDENT D'ASSISES. — TÉMOIN. — SERMENT. — HUIS-CLOS

Le président d'assises, qui se livre avant l'ouverture des débats, à une instruction supplémentaire, v. g. une vérification de téut, n'est pas tenu de faire prêter serment à un témoin, déjà entendu régulièrement, qui n'est présent à la vérification que pour donner quelques renseignements (C. inst. cr., 268, 269 et 305.)

Lorsque le ministère public requiert le huis-clos, l'accusé et son conseil étant présents, il n'est pas nécessaire que le président leur demande s'ils n'ont rien à opposer à ces réquisitions.

ARRÊT (Guérin).

Du 9 août 1838. — C. de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2372.

MÉDICAMENTS. — PRESCRIPTION. — VENTE. — MARCHÉ.

La prescription et la vente de médicaments, par un individu qui n'est ni médecin ni pharmacien, quoiqu'elles aient occasionné une maladie, ne constituent pas le délit prévu par l'art. 317, § 4, C. pén., si les substances n'ont pas été administrées avec intention de nuire (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Dehant).

Du 22 août 1838. — C. de Paris (app. corr.). — M. Dupuy, prés. — M. Gländaz, av.-gén. — M^e Portier, av.

ART. 2373.

REMÈDES. — PRÉPARATION. — VENTE. — CONFISCATION.

La vente de médicaments, quelque préparés par un pharmacien, ne peut avoir lieu par un individu non pharmacien, encore bien qu'il soit inventeur, pourvu d'un brevet (L. 23 prairial an XIII) (2).

ARRÊT (Minist. publ. C. Mothes et Lestelle).

Du 11 nov. 1838. — C. de Paris (appels corr.). — M. Dupuy, prés. — M. Gländaz, av.-gén. — M^e Berni, av.

ART. 2374.

COUR D'ASSISES. — ASSESSEURS. — JUGE SUPPLÉANT. — ACTE D'ACCUSATION. — NOTIFICATION.

Dans les départements où il n'y a pas de cour royale, un juge suppléant peut, en remplacement d'un juge titulaire, faire partie de la cour d'assises (C. inst. cr., 253; déc. 6 juillet 1810).

L'omission de notification à l'accusé de l'acte d'accusation et de l'arrêt de renvoi n'entraîne pas la nullité des débats (C. inst. cr., 242.)

(1) Cette décision, motivée simplement en fait, est conforme à celle des auteurs de la *Théorie du Code pénal* (5^e vol., p. 145), sur la disposition nouvelle de l'art. 317, C. pén., § 4.

(2) V. nos art. 2123, 2124 et 2152.

ARRÊT (Paquet).

Du 12 sept. 1838. — C. de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Hébert, av.-gén.

ART. 2375.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — EXISTENCE.

La force obligatoire des règlements de police survit aux circonstances qui les ont fait porter, par cela qu'ils continuent d'intéresser la salubrité publique.

ARRÊT (Minist. pub. C. Bastide).

LA COUR; — vu le n° 5 de l'art. 3, titre 11, de la loi des 16-24 août 1790, et l'art. 46, tit. 1^{er}, de celle des 19-22 juillet 1791; — l'art. 1^{er} de l'arrêté du 17 septembre 1832, par lequel le maire de Beaucaire a défendu de vider, avant onze heures du soir, les fosses dans lesquelles ont été macérés des cuirs non tannés; — les art. 161, C. instr. cr., — 471, n° 15, C. pén.; — attendu, en droit, que la défense sus-énoncée, quelles que fussent les circonstances particulières qui la motivèrent, et lors même que ces circonstances ont cessé d'exister, est pleinement obligatoire tant qu'elle n'aura pas été régulièrement abrogée ou modifiée, puisqu'elle intéresse toujours au plus haut degré la salubrité publique; — d'où il suit qu'en décidant le contraire, dans l'espèce, par le motif que ledit arrêté ne peut avoir conservé sa force quand les craintes du choléra qui le dictèrent ont disparu, le jugement dénoncé a fait une fausse application de l'art. 159, C. inst. cr., et commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées; — casse.

Du 15 nov. 1838. — C. de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2376.

VOITURES PUBLIQUES. — MALLES-POSTES. — RAPIDITÉ.

Les malles-postes étant en dehors des dispositions de l'ordonnance du 16 juillet 1828 relatives à la rapidité des voitures publiques, leur marche plus ou moins rapide ne saurait constituer la contravention réprimée par l'art. 475, § 4, C. pén.

ARRÊT (Lamotte).

LA COUR; — vu l'art. 37 de l'ordonnance du 16 juillet 1828 sur les voitures publiques; — l'art. 475, § 4, C. pén.; vu pareillement l'art. 429

C. inst. cr. ; — attendu que le dit art. 37 porte, en termes formels, que « ses dispositions ne sont pas applicables aux voitures malles-postes destinées à la correspondance du gouvernement et du public ; » — attendu que cette exception est générale et absolue, et que, si dans cet article, il est dit ensuite que la forme, les dimensions et le chargement des malles-postes sont déterminés par des règlements particuliers, ces désignations ne sont nullement restrictives de la portée de l'exception ci-dessus rappelée ; — attendu que, par suite, les dispositions de cette même ordonnance, relatives à la rapidité des voitures, ne sont point applicables à la marche des malles-postes ; — attendu que le tribunal de simple police de Rennes a déclaré ces dispositions applicables au sieur Lamotte, courrier de malle-poste, et a prononcé des condamnations contre lui, sur le seul motif que sa malle-poste était conduite avec trop de rapidité, en contravention à l'art. 475, § 4, du Code pén., et à l'ordonnance du 16 juillet 1828, en quoi ce jugement a fait une fausse application de l'art. 475, § 4, du C. pén., et violé les dispositions de l'ordonnance du 16 juillet 1828 ; — casse.

Du 15 nov. 1838. — C. de cass. — M. de Crouseilhès, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2377.

VOIRIE. — RUES FORMANT PROLONGEMENT DE ROUTES. — CONTRAVENTION. — COMPÉTENCE.

Est-ce aux conseillers de préfecture ou aux tribunaux de police qu'il appartient de connaître des contraventions résultant de dépôts de matériaux sur les parties de grande route traversant les villes ?

JUGEMENT (Fluquet).

Attendu qu'il est constant, en fait, que le sieur Fluquet a déposé, sans justifier d'une autorisation préalable et régulière, dans l'une des rues de Clamecy, formant le prolongement du chemin de hallage du canal du Nivernais, et de la route départementale de Clamecy à Neuvy, une pierre d'un mètre cube, et qu'en conséquence un procès-verbal de contravention a été dressé contre lui ; — que ce fait, ainsi constaté, avait tous les caractères d'une contravention de grande voirie, expressément prévue par l'art. 1^{er} de la loi du 29 floréal an x, et rentrant, aux termes de cette loi, dans la juridiction exclusive du conseil de préfecture ; — Que cependant le tribunal de police de Clamecy, saisi de la connaissance de cette contravention, s'est déclaré compétent et a appliqué la répression ; — qu'il a fondé sa compétence sur les dispositions de la loi des 16-24 août 1790, et sur celles du règlement de police de Clamecy ; — mais qu'il a méconnu la volonté du législateur qui, par les termes formels de la loi du 29 floréal an x, attribuant aux

conseils de préfecture la connaissance d'un certain ordre de contraventions qu'il spécifie, et qui peuvent être commises sur les grand'routes et chemins de hallage, sans distinction de leurs parties qui traversent les villes, a dérogé aux dispositions générales et antérieures de la loi de 1790; — que le premier juge ne pouvait non plus, pour reconnaître sa compétence, s'appuyer des termes du règlement de police qui, dans la généralité de ses dispositions a pu, sans toutefois que son silence sur ce point eût compromis la répression des abus, renouveler la prohibition de la loi de floréal an x, mais n'a point eu la puissance de modifier la compétence du tribunal de répression saisi par cette loi; — que c'est en confondant l'autorité municipale dans ses attributions avec les pouvoirs du tribunal de simple police, que le premier juge a pu croire que l'incompétence de ce tribunal, dans l'espèce, aurait pour effet de compromettre le pouvoir, du moins en ce qui touche la police urbaine sur le parcours des grand'routes et des chemins de hallage dans l'intérieur des villes, tandis que la loi de floréal an x laisse à l'autorité municipale toute l'étendue des attributions réglementaires qu'elle puise dans la loi du 24 août 1790, en même temps qu'elle lui a de nouveau attribué le pouvoir de constater, aussi bien que les simples contraventions de police, celles de grande voirie qu'elle a spécialement désignées, et qu'elle n'a eu d'autre but que de transporter la connaissance de ces contraventions spéciales des tribunaux de simple police aux conseils de préfecture sans rien ôter à la rigueur de la répression; — qu'on ne saurait admettre avec le premier juge qu'il y ait, à l'égard de ces contraventions, concurrence d'attributions entre le tribunal de simple police et le conseil de préfecture; que ce serait aller contre toutes les règles de compétence qui ont spécialement pour but de maintenir la salutaire séparation des pouvoirs et des attributions des tribunaux, surtout entre ceux qui, comme dans l'espèce, ne sont pas de même nature; — que cette opinion, qu'on retrouve dans un arrêt de la Cour suprême du 13 juin 1811, en pareille matière, porte sa condamnation en elle-même, ainsi que l'a bien senti la Cour régulatrice qui, dans un arrêt postérieur du 15 avril 1824, a reconnu la compétence exclusive du tribunal de simple police, et cela contre l'évidence des prescriptions de la loi de floréal an x; — que c'est le cas, en réformant le jugement dont est appel, de se déclarer incompétent, etc.

ARRÊT.

LA COUR;—vu la loi du 19 floréal an x, art. 1^{er}, et le décret du 16 déc. 1811, art. 114, sur la compétence en matière de grande voirie, d'une part; vu d'autre part la loi du 16-24 août 1790, titre xi, art. 3; l'art. 11 de celle du 18 juillet 1837, sur les attributions municipales; et l'art. 471, n. 4 et 15, du Code pénal, sur les peines de police en matière de voirie municipale;— attendu, en droit, que, par les lois précitées de l'an x et de 1811, l'autorité administrative n'a été investie que du pouvoir et de la compétence

nécessaires à la conservation des travaux publics, routes royales et départementales et canaux ; que dès lors cette compétence du conseil de préfecture est restreinte aux cas où il s'agit de faits expressément commandés par l'administration, ou d'amendes à prononcer pour réprimer la dégradation ou détérioration des ouvrages d'art ou travaux publics du ressort de la grande voirie ; — que cette attribution ne peut être étendue aux cas qui intéressent exclusivement la sûreté des habitants et la libre circulation dans les rues des villes, servant de traverse aux routes, ou de chemins de hallage aux canaux ou rivières navigables ou flottables ; — que toujours les attributions de la police municipale doivent être conciliées avec celles de l'autorité administrative proprement dite, et que la préférence, quant à la compétence, appartient à l'intérêt prédominant ; — que les lois de l'an x et de 1811, n'ont en aucune manière dérogé aux lois de 1790, d'ailleurs formellement rappelées à toute leur rigueur par le Code pénal, réformé en 1832, et par la loi du 18 juillet 1837 ; — et attendu que, dans l'espèce, une pierre d'un mètre carré était depuis long-temps déposée dans l'une des rues de Clamecy et nuisait à la circulation et à la sûreté des habitants ; que des sommations adressées au nom de l'autorité municipale au sieur Fluquet, entrepreneur du pont sur le canal, étaient restées sans effet ; qu'à la vérité cet entrepreneur a prétendu avoir été autorisé à faire un dépôt de matériaux pour des travaux à faire à ce pont, mais qu'il n'a pas justifié de la nécessité d'effectuer et de maintenir ce dépôt dans la partie de la voie publique où le procès-verbal l'a trouvé ; que d'ailleurs il est constaté que le pont à faire sur le canal n'était pas en construction au moment de la contravention ; — attendu que l'arrêt du maire de Clamecy, approuvé par le préfet, qui prescrit d'une manière générale de prendre l'autorisation municipale pour le dépôt des matériaux et pour la désignation du lieu de ce dépôt, pouvait se concilier avec les besoins de l'administration, laquelle n'a pas été par l'entrepreneur appelée à statuer sur le fait particulier qui a servi de base à la poursuite ; que la nécessité actuelle de ce dépôt pour les travaux projetés n'a point été établie ; que jusque-là l'arrêt municipal, pris dans les limites de sa compétence, était obligatoire pour l'entrepreneur, comme pour les autres habitants ; — attendu qu'il ne s'agissait dans l'espèce ni d'anticipation ni de dépôt, ni de dégradation imputée audit entrepreneur, au préjudice de la route ou du canal ; — d'où il suit que, dans l'espèce, le jugement attaqué a fait une fausse application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 floréal an x, et formellement violé les lois précitées de 1790 et de 1837, et les numéros 4 et 15 de l'art. 471 du Code pénal ; — casse.

Du 7 juillet 1838. C. de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

JUGEMENT du tribunal de renvoi (Nevers).

Attendu que l'art. 1^{er} de la loi du 29 floréal an x attribue d'une manière

absolue à l'autorité administrative la connaissance de divers faits, constituant, dans l'esprit qui domine cette loi, des contraventions de grande voirie, et notamment des dépôts de quelque espèce qu'ils soient, abstraction faite de toute idée de détériorations ou dégradations ; — attendu qu'elle ne fait aucune distinction entre le cas où ce dépôt existe dans l'intérieur d'une ville ou dans les limites d'une commune rurale ; — qu'ainsi il ne peut appartenir aux tribunaux de créer cette distinction alors qu'elle n'existe pas ; — d'où suit que, dans le silence de la loi, son texte, dans sa spécialité, doit être respecté ; — attendu que le fait constaté donnant lieu à l'action du commissaire de police de Clamecy, ne constitue qu'un dépôt rentrant de sa nature dans les prévisions de l'art. 1^{er} de la loi précitée de l'an x ; que dès lors l'autorité administrative est seule compétente pour l'apprécier et la réprimer s'il y a lieu ; — qu'ainsi à tort l'autorité judiciaire a été saisie de cette action, qui appartient à l'autorité préfectorale ; — le tribunal dit mal et incompétemment jugé, et renvoie devant les juges qui en doivent connaître.

ARRÊT.

LA COUR ; — vu la loi du 24 août 1790, titre 11, art. 1 et 3, et l'article 471 du Code pénal ; vu aussi la loi du 29 floréal an x relative aux contraventions en matière de grande voirie ; — attendu que de la combinaison des art. 1 et 3, titre 11, de la loi du 24 août 1790 et de l'art. 471 du Code pénal, il résulte que tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, a été confié à l'autorité des corps municipaux ; — que le maire a le droit de prendre des arrêtés et d'ordonner des mesures locales sur tous les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité ; — qu'enfin c'est aux tribunaux de police municipale qu'il appartient de faire l'application des peines prononcées par le Code pénal pour les contraventions à ces règlements ; — attendu qu'on ne saurait voir dans la loi du 29 floréal an x aucune dérogation aux lois sur la police intérieure des cités ; et que, loin que les dispositions de ces lois soient inconciliables, elles ont pour objet de faire cesser des encombrements également nuisibles au bon état des routes et à la libre circulation dans les rues ; — attendu que les dépôts faits dans une rue formant le prolongement d'une route ou longeant un canal, peuvent constituer une double contravention et donner lieu soit à une poursuite devant le tribunal de simple police, s'ils sont qualifiés de contraventions aux lois sur la police urbaine, soit à une poursuite devant le conseil de préfecture, s'ils sont qualifiés de contraventions aux lois et règlements sur la grande voirie ; — attendu, d'un autre côté, que la loi du 29 floréal an x, sur la contravention en matière de grande voirie, a eu essentiellement pour objet de transférer aux conseils de préfecture la police de conservation des routes, que l'art. 6 de la loi du 11 septembre 1790 avait attribuée aux tribunaux de districts ; que c'est dans cette vue qu'elle a rangé au nombre des contraventions aux règlements

de la grande voirie, les anticipations et les dépôts de fumiers ou autres objets, et toute espèce de détériorations commises sur les grandes routes; qu'il résulte de ces dernières expressions que les contraventions commises aux règlements de la grande voirie, sont celles qui sont de nature à opérer, soit des anticipations, soit la détérioration des routes, et que, s'il pouvait naître quelques doutes sur le véritable sens de cette loi, ils seraient levés par l'exposé des motifs développés par l'orateur du gouvernement qui a été chargé de la proposer; — attendu en fait,.... Qu'en jugeant ainsi, le tribunal correctionnel de Nevers a fausement appliqué l'art. 1^{er} de la loi du 29 floréal an x, et a formellement violé l'art. 3, titre 11, de la loi du 24 août 1790, et l'art. 471 du Code pénal; — casse.

Du 11 avril 1839. — C. de cass. ch. réunies. — M. Portalis, p. p. — M. Moreau, rapp. — Concl. conf. M. Dupin, proc. gén.

ART 2378.

FAUX TÉMOIGNAGE. — DÉPOSITION. — RÉTRACTATION. — CASSATION.

Une déposition rétractée avant la clôture des débats ne constitue pas le crime de faux témoignage (C. pén., 361) (1).

L'annulation d'un arrêt, sur la dénonciation du procureur général près la Cour de cassation, d'après l'ordre du garde-des-sceaux, doit profiter au condamné, quoiqu'il ne se soit pas pourvu lui-même (C. inst. cr., 441).

Sur cette deuxième question, d'une haute importance, M. le procureur général Dupin a soumis à la Cour les réflexions suivantes, qui présentent un système complet.

La Cour a déjà jugé plusieurs fois que l'annulation prononcée, en vertu de l'article 441, n'est pas circonscrite dans le seul intérêt de la loi : 1^o lorsqu'il s'agit d'une décision préparatoire qui entrave la marche de la justice ; 2^o lorsque l'acte émane d'une autorité absolument sans pouvoir. — Mais la Cour peut-elle annuler *utilement*, lorsqu'il s'agit d'une décision définitive, émanée d'une autorité compétente, et que d'ailleurs le *cours* de la justice *n'est pas interrompu*? — Cette question grave ne paraît pas encore avoir été tranchée explicitement par la Cour, et nous paraît digne d'être examinée avec soin devant vous. Pour la résoudre, il faut la considérer sous toutes ses faces, c'est-à-dire qu'il faut examiner 1^o si l'annulation peut profiter au condamné ; 2^o si elle peut lui préjudicier ; 3^o si elle peut préjudi-

(1) Arrêt conf. rej. 4 juillet 1833 (*Journal du droit cr.*, art. 1238).

cier à la partie civile. — Les auteurs ne sont pas d'accord sur ces divers points et nous offrent peu de lumières. M. Bourguignon pense que l'annulation, en vertu de l'article 441 n'est jamais prononcée que dans l'intérêt de la loi. M. Legeravend pense que l'annulation peut être utile aux condamnés et ne peut jamais leur être préjudiciable ; mais il ne justifie cette décision par aucune considération. M. Merlin professe en 1815 que l'annulation peut être utile, et dans sa nouvelle édition des *Questions de Droit*, qu'elle ne peut ni être utile, ni préjudicier aux condamnés. M. Mangin pense que l'annulation prononcée par la Cour, dans des cas extraordinaires, peut être utile et préjudiciable aux parties ; mais il réfute longuement les autorités qui sont contraires à son opinion, sans donner de motifs puissants pour la défendre. — Tâchons donc de déterminer, d'après son texte et les principes généraux, le véritable sens de l'article 441. — Son texte, si on le rapproche de l'art. 80 de la loi de ventôse an VIII, qui reçoit encore son exécution dans les matières civiles, on n'y retrouve plus cette disposition particulière « et sans préjudice du droit des parties intéressées ; » si on le rapproche de l'article 442, on ne retrouve pas non plus ces expressions qui terminent ce dernier article : « Sans que les parties puissent s'en prévaloir pour s'opposer à son exécution. » — Ainsi, en s'attachant au texte, il faut reconnaître que le législateur a voulu que l'annulation pût s'étendre au-delà de l'intérêt de la loi ; ou, ce qui revient au même, qu'il ne l'a pas limitée au seul intérêt de la loi. — Maintenant, pour savoir comment il a compris cette extension ou cette absence de restriction, les principes généraux vont nous guider. Les arrêts contre lesquels ni les parties ni le ministère public ne se sont pourvus dans les délais prescrits acquièrent l'autorité de la chose jugée. L'erreur consacrée par un jugement prend, pour des motifs d'intérêt public, les caractères de la vérité ; *Res judicata pro veritate habetur*. Mais cette fiction n'est pas une abstraction inutile ; elle n'a été introduite que pour consacrer des droits. En matière civile, elle consacre des droits purement privés. En matière criminelle, elle peut attribuer, selon les circonstances, des droits : 1^o à la société au nom de laquelle s'exerce l'action publique lorsque l'accusé est condamné ; 2^o à l'accusé, lorsqu'il est absous ou qu'il est condamné à une peine moindre que celle qui était requise contre lui ; — 3^o à la partie civile lorsqu'il y en avait une en cause. — Mais ce droit acquis à la société en vertu de la chose jugée, la société peut-elle y renoncer ? Oui ; car c'est un principe aussi ancien que le droit : *Cuique licet renuntiare juri in favorem suum introducto*. — Il faut sans doute pour cela des motifs puissants. On conçoit qu'en matière civile, où des intérêts privés, des intérêts pécuniaires sont seulement engagés, aucune loi n'ait donné cette faculté à l'Etat. Mais en matière criminelle, il s'agit de l'honneur, de la liberté, de la vie des citoyens ; une condamnation illégale peut être un grand scandale, un grand malheur ! Le législateur devait permettre que le principe d'intérêt public sur lequel repose l'autorité de la chose jugée, fléchit devant un principe

d'intérêt général encore plus sacré. De là, l'article 441; et cet article est plein de sagesse. La société renonce au bénéfice du droit acquis, mais par la juridiction suprême du premier corps judiciaire, qui peut maintenir ce droit, en repoussant la demande en annulation. Cette renonciation au droit acquis, et la décision qui consacre cette renonciation doivent profiter au condamné, qui ne peut en repousser le bénéfice : *Nemo auditur perire volens*. Ainsi les principes les plus élémentaires du droit veulent que l'annulation prononcée en vertu de l'article 441 profite aux condamnés. — Mais peut-elle leur préjudicier? Non, et pour plusieurs raisons. 1° La première et la principale, c'est que l'absolution ou la condamnation à une peine inférieure à celle qui pouvait être encourue, constitue des droits acquis non à la société, mais à l'accusé ou condamné. La demande en annulation, par le garde des sceaux, au nom de la société, d'une décision favorable à un accusé, ne peut donc constituer, dans ce cas, une renonciation à un droit acquis à l'Etat; la chose jugée doit donc conserver toute son autorité, et la demande en annulation ne peut plus être formée que dans l'intérêt de la loi. — 2° La seconde raison qui s'oppose à ce que l'annulation prononcée en vertu de l'article 441 puisse préjudicier à l'accusé absous ou condamné à une peine inférieure, résulte du principe de droit criminel qui veut que l'application des lois pénales soit faite toujours en faveur des accusés et non contre eux : *Odia sunt restringenda*. On retrouve ce principe dans plusieurs articles de nos codes criminels. Ainsi l'article 365 du Code d'instruction veut qu'en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte soit seule prononcée. L'article 352 du même Code, qui permet aux juges de renvoyer l'affaire à la session suivante, n'autorise cette mesure que dans le cas où l'accusé aura été convaincu; jamais lorsqu'il n'aura pas été déclaré coupable. Enfin l'article 409 du Code d'instruction criminelle veut que l'annulation de l'ordonnance d'acquiescement et de ce qui l'aura précédé ne puisse être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée. — 3° La troisième raison se puise dans cette circonstance, que, si le législateur eût entendu que l'annulation, en vertu de l'article 441, pût préjudicier à l'accusé, il eût nécessairement introduit des formes et des délais pour que l'accusé ne restât pas éternellement sous le coup d'une pareille demande et pour qu'il ne fût pas jugé par la Cour sans être entendu. — Il n'y a cependant qu'un cas (et je n'oserais affirmer qu'il ne pourrait s'en rencontrer d'autres d'une égale gravité) où l'annulation pourrait préjudicier à l'accusé, c'est celui où l'absolution serait le résultat de la corruption des juges, pratiquée par l'accusé, crime qui entraîne contre le juge qui s'est laissé corrompre la peine de la réclusion, aux termes de l'art. 181 du Code pénal, et contre celui qui a pratiqué la corruption la même peine (art. 179), avec confiscation de ce qu'il aurait donné pour corrompre (art. 180). — On dit, et avec raison, dans ce cas, que la chose jugée n'a pu s'attacher à un acte judiciaire qui est le résultat d'un

autre crime commis par la partie elle-même; et que cette partie ne peut en tirer avantage, *nemo ex suo delicto consequitur actionem*. Aussi l'article 441 réserve-t-il expressément les poursuites dans le cas que nous venons de supposer. — 3^o Reste à examiner la question en ce qui concerne la partie civile. — Il nous semble que l'annulation, en vertu de l'article 441, ne peut jamais modifier sa position, d'abord parce que le droit acquis à cette partie, au moyen de l'action civile qu'elle a exercée, est tout à fait distinct et indépendant du droit acquis à la société au moyen de l'exercice de l'action publique; en second lieu, parce que l'accusé dont la condamnation est annulée sur la demande du garde des sceaux, aura une action en dommages-intérêts contre la partie civile, si la condamnation était l'œuvre de la corruption ou de manœuvres pratiquées contre elle. — Si de cet examen de la question en principe général nous passons à l'examen de la jurisprudence de la Cour, nous voyons qu'elle s'accorde parfaitement avec cette doctrine. — Ainsi, dans l'affaire *Voreppe*, la Cour annule utilement. L'annulation profite à l'accusé. (Arrêt du 5 janvier 1838) Dans l'arrêt du 2 avril 1831, la Cour juge que l'annulation ne peut préjudicier à l'accusé. Dans d'autres affaires, la Cour casse, tantôt avec renvoi (Arrêts des 1^{er} juillet 1820, 31 août 1821, 5 juin 1823, 5 février 1824, 11 août 1827) même dans une espèce où la voie d'opposition était encore ouverte à l'accusé, (arrêt Lorrey, du 7 décembre 1837); tantôt elle casse sans renvoi (arrêt du 15 juillet 1819), en se bornant simplement à annuler ou retrancher de l'arrêt la disposition illégale, comme dans les espèces jugées par les arrêts du 21 avril 1827 et 10 juin 1830. Dans toutes ces occasions, la Cour s'est toujours vivement préoccupée de la gravité de ces sortes de questions, de la haute importance du droit extraordinaire qu'elle est appelée à exercer et de la circonspection qu'il convient d'y apporter. Dans chaque espèce, elle a pris conseil de la nature de l'affaire, de l'état de la procédure, de la situation de l'accusé, des besoins d'assurer en tout le respect dû à la loi, l'accomplissement des formes et le cours régulier des juridictions. — Dans l'espèce, et en présence des faits reconnus constants, il est si évident qu'il n'y avait pas lieu à l'application des lois sur le faux témoignage que, par les motifs développés dans notre réquisitoire écrit, et d'après l'article 429 du Code d'instruction criminelle, nous n'hésitons pas à penser qu'il y a lieu à casser sans renvoi. »

ARRÊT (après délib. en la chambre du conseil).

Vu l'article 441 du Code d'instruction criminelle; — vu aussi l'ordre formel donné par M. le garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 7 mars 1839, au procureur-général près la Cour, pour qu'il dénonce à la chambre criminelle l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour royale de Limoges, du 26 juin 1838, et l'arrêt de la Cour d'assises du département de la Haute-Vienne, du 8 août de la même année, et pour qu'il requière l'annulation de ces arrêts, comme contenant une fausse interpréta-

tion et une fausse application de l'article 361 du Code pénal ; — vu le réquisitoire du procureur-général du Roi, présenté conformément audit ordre du ministre de la justice, et tendant à la cassation desdits arrêts ; — En ce qui touche la demande en cassation de l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour royale de Limoges, du 26 juin 1838 ; — attendu, en fait, que ledit arrêt a reconnu et déclaré qu'il est établi que Louis Verdon, Auguste Bobin, François Sorin, et Alexandre Grellier, ont constamment persisté à soutenir, à l'audience du 11 mai 1838 de la Cour d'assises de la Haute-Vienne, qu'ils avaient vu l'accusé Perrochain pendant toute la journée du jeudi 18 mai 1837 dans sa demeure, à Bastion, tandis qu'il a été prouvé que, ce jour-là même, Perrochain était allé à la foire de Saint-Pierre-du-Chemin, à quatre lieues de son domicile, avait couché chez son beau-père, dont la demeure se trouve sur le trajet de Bastion à Saint-Pierre, et n'est rentré que le lendemain chez lui, après avoir commis le crime dont il a été convaincu ; qu'ils ont persisté dans ce mensonge criminel, malgré les exhortations les plus pressantes, les plus propres à leur faire reconnaître leur faute et à les porter à se rétracter ; que ce n'est qu'après que des mandats d'arrêt ont été lancés contre eux, que, sous l'impression de la crainte des châtimens qu'ils avaient encourus, et désespérant d'égarer la justice et de lui soustraire un grand coupable, ils ont déclaré le lendemain, après avoir passé la nuit en prison, que c'était le mercredi 17 mai 1837, et non le 18 mai, jeudi, qu'ils avaient vu Perrochain rester chez lui toute la journée ; qu'il ressort de toutes les circonstances qui ont environné cette rétractation qu'il n'y a eu de la part de Verdon, Bobin, Sorin et Grellier ni bonne foi ni bonne volonté à la faire ; — attendu qu'en se fondant sur les faits ci-dessus énoncés, l'arrêt attaqué a renvoyé lesdits Verdon, Bobin, Sorin et Grellier, devant la Cour d'assises du département de la Haute-Vienne comme accusés de faux témoignage en matière criminelle à l'audience du 11 mai 1838 de la Cour d'assises de la Haute-Vienne, jugeant l'affaire Perrochain, pour avoir déposé qu'ils avaient vu Perrochain, tandis qu'il a été prouvé que, ce jour-là même, Perrochain était allé à la foire de Saint-Pierre-du-Chemin, à quatre lieues de son domicile, avait couché chez son beau-père, dont la demeure se trouve sur le trajet de Bastion à Saint-Pierre, et n'était rentré que le lendemain chez lui, après avoir commis le crime dont il a été convaincu ; — attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué, ainsi que du procès-verbal des débats dressé dans l'affaire Perrochain que la rétractation des dépositions fausses faites par Verdon, Bobin, Sorin et Grellier, ont eu lieu le lendemain même du jour où ces dépositions avaient été faites, et *avant la clôture des débats* ; que néanmoins, malgré cette rétractation faite en temps utile, ledit arrêt a renvoyé les individus susnommés devant la Cour d'assises de la Haute-Vienne, comme accusés de faux témoignage en matière criminelle, crime prévu par l'art. 361 du Code pénal ; — attendu, *en droit*, qu'on ne peut considérer comme constituant le crime de faux témoignage

en matière criminelle, prévu par l'art. 361 du Code pénal, la déposition contraire à la vérité faite volontairement devant une Cour d'assises, *s'il a rétracté cette déposition avant la clôture des débats* ; qu'en effet, les différentes parties d'une déposition forment un tout indivisible qui ne peut être considéré comme complet, et recevoir la qualification légale de témoignage, qu'autant qu'il est devenu irrévocable, c'est-à-dire lorsque les débats de l'affaire, à laquelle cette déposition se rapporte, ont été *définitivement clos* ; parce qu'en rétractant une déposition mensongère avant qu'elle ait porté à la société ou à l'accusé un préjudice irréparable, le témoin par son retour à la vérité, a volontairement arrêté les conséquences funestes que sa déposition fautive aurait pu avoir ; qu'il serait aussi difficile que dangereux d'examiner si cette rétractation a été l'effet de la crainte des peines portées par la loi contre le faux témoignage, ou si elle a été le résultat d'un remords salutaire, ou de souvenirs recueillis et coordonnés avec plus de maturité ou de réflexion, et qu'il suffit que la rétractation de la fautive déclaration ait été faite en temps utile pour que le crime de faux témoignage n'existe pas ; — attendu qu'en jugeant le contraire, l'arrêt de la Cour royale de Limoges (chambre des mises en accusation), et en renvoyant les nommés Verdon, Bobin, Sorin et Grellier devant la Cour d'assises de la Haute-Vienne, comme accusés du crime de faux témoignage en matière criminelle, cet arrêt a fausement interprété l'art. 361 du Code pénal, et en a fait une fautive application ; que par conséquent, il doit être annulé ; — en ce qui touche la demande en cassation de l'arrêt de la Cour d'assises du département de la Haute-Vienne, du 8 août 1838 ; — attendu que ledit arrêt portant condamnation à trois années d'emprisonnement contre Louis Verdon, et à deux ans de la même peine contre Auguste Bobin, François Sorin et Alexandre Grellier, comme coupables de faux témoignage en matière criminelle, en faveur de l'accusé Perrochain, mais avec des circonstances atténuantes, est fondé sur les réponses affirmatives du jury aux questions qui lui avaient été posées en conformité de l'arrêt de mise en accusation pour crime de faux témoignage ; qu'il se trouve par conséquent entaché de la même erreur de droit, et du même vice d'illégalité que ledit arrêt de mise en accusation en ce qu'il a fait aux accusés une fautive application de l'art. 361 du Code pénal ; qu'il doit donc être cassé, ainsi que la position des questions, l'acte d'accusation et les réponses du jury qui ont servi de base à cet arrêt ; — en ce qui touche la question de savoir si la cassation prononcée sur un pourvoi formé en vertu de l'article 441 du Code d'instruction criminelle doit profiter aux condamnés ; — attendu que l'article 441 du Code d'instruction criminelle a eu pour objet de la part du législateur d'ouvrir au ministre de la justice une voie pour faire annuler par la Cour de cassation les actes judiciaires, arrêts ou jugements contraires à la loi, et qui ayant acquis la force de la chose jugée, ne seraient plus susceptibles d'aucun recours, soit de la part des condamnés, soit de la part du ministère public ; — attendu que cet

article a remplacé pour les matières criminelles l'art. 80 de la loi du 27 ventôse an VIII, qui n'avait autorisé le pourvoi que dans l'intérêt de la loi, qu'il n'a pas maintenu cette restriction, qu'il l'a donc exclue; que cet article, en modifiant l'art. 80 de la loi du 27 ventôse an VIII, a introduit dans le Code d'instruction criminelle une disposition d'ordre public qui doit être appliquée dans la généralité de la disposition; — attendu qu'il résulte des principes ci-dessus posés, que les cassations prononcées en vertu de l'art. 441 du Code d'instruction criminelle ne peuvent jamais préjudicier aux condamnés ni aggraver leur situation, puisqu'il n'y a dans ce cas, aucun pourvoi formé par eux ni par le procureur-général de la Cour dans le ressort de laquelle l'arrêt attaqué a été rendu, mais que néanmoins il est conforme à l'esprit qui a dicté l'article 441 précité, ainsi qu'aux principes généraux du droit criminel en vertu desquels les dispositions favorables sont susceptibles d'extension, que les cassations prononcées sur un pourvoi formé en vertu de l'article précité profitent aux condamnés, afin qu'ils ne demeurent pas sous le coup d'une condamnation qui aurait été reconnue et déclarée par la Cour de cassation n'être que le résultat d'une application fautive et erronée de la loi pénale; — attendu d'ailleurs que, dans l'espèce, les faits imputés à Verdon, Robin, Sorin et Grellier ne constituaient ni crime ni délit, ni contravention, et qu'ils ne pouvaient donner lieu à renvoi devant une juridiction quelconque; — par ces motifs; — la Cour casse et annule l'arrêt de la Cour royale de Limoges, chambre des mises en accusation, du 26 juillet 1838, qui a renvoyé Verdon, Robin, Sorin et Grellier devant la Cour d'assises de la Haute-Vienne, comme accusés du crime de faux témoignage en matière criminelle; casse et annule pareillement l'arrêt de condamnation rendu par la dite Cour d'assises, le 8 août 1838, contre lesdits accusés, ainsi que l'acte d'accusation, la position des questions et les réponses du jury qui ont servi de base audit arrêt de condamnation; déclare qu'il n'y a lieu à renvoi desdits Verdon, Robin, Sorin et Grellier, devant une juridiction quelconque; en conséquence, ordonne qu'ils seront sur-le-champ mis en liberté, s'ils ne sont retenus pour autre cause, etc. »

Du 19 avril 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. M. Dehaussy, rapp. — M. Dupin, proc. gén.

ART. 2379.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — INSCRIPTION DE FAUX. — DÉLAI.

En matière de contributions indirectes, l'inscription de faux qui n'a pu être formée à la première audience indiquée, parce que la cause, ne venant pas en ordre utile, a été renvoyée à l'audience du lendemain, peut l'être à cette autre audience, qui se trouve

ainsi la première dans le sens de la loi spéciale (L. 1^{re} germ. an XIII, art. 40) (1).

ARRÊT (Régie C. Aiglon).

LA COUR; — considérant que si l'art. 40 du décret du 1^{er} germinal an XIII prescrit d'une manière absolue et impérative au prévenu qui veut s'inscrire en faux contre le procès-verbal des employés, d'en faire la déclaration à peine de déchéance de l'inscription de faux, au plus tard à l'audience indiquée par l'assignation, c'est qu'il suppose qu'à cette audience le prévenu sera ou pourra être entendu, et qu'alors le défaut de déclaration dans le délai fixé devra lui être appliqué; mais qu'on ne saurait rendre le prévenu responsable du retard de la déclaration, si d'ailleurs il est constaté qu'il n'y a eu ni faute, ni oubli, ni négligence de sa part, et que le retard a eu lieu uniquement parce que le tribunal n'a pas pu l'entendre à l'audience indiquée; et attendu que l'arrêt attaqué déclare, en fait, qu'à l'audience du 17 novembre 1836, indiquée par l'assignation, Etienne Aiglon s'étant présenté, le tribunal n'a pas pu l'entendre dans sa déclaration d'inscription de faux avant que l'affaire vint à son tour; et qu'il n'était pas au pouvoir d'Aiglon d'interrompre la discussion des autres affaires pour demander à être entendu par une sorte de privilège; — qu'il résulte de ce fait, expressément constaté par l'arrêt attaqué, que si Etienne Aiglon n'a pas déclaré à l'audience du 17 novembre 1836 son intention de s'inscrire en faux contre le procès-verbal, ce n'a pas été par sa faute, mais uniquement parce que le tribunal n'a pas pu l'entendre; que, dans la réalité, la première audience accordée à Aiglon était celle du 18 novembre 1836; — que la Cour de Lyon, en jugeant que, d'après ces circonstances particulières, Etienne Aiglon avait pu faire valablement, à l'audience du 18 novembre 1836, sa déclaration d'inscription de faux contre le procès-verbal des employés, ne s'est décidée que par une appréciation de fait et n'a commis aucune violation des lois; — rejette.»

Du 24 avril 1839. — C. de cass. — Ch. réunies. — M. Portalis, p. prés. — M. Brière-Valigny, rapp. — M. Dupin, proc.-gén. — M^{re} Latruffe-Montmeylian et Lanvin, av.

ART. 2380.

DÉLIT FORESTIER. — USAGE. — INSTRUMENT TRANCHANT.

L'art. 146 C. forest, qui punit d'une amende quiconque est trouvé dans les bois et forêts avec un instrument tranchant, s'applique même à l'usager qui s'introduit dans une coupe affouagère, sans l'autorisation de l'entrepreneur, pour y façonner les bois à lui délivrés (2).

(1) Cette décision modifie quelque peu celle que nous avons recueillie supra, art. 2250.

(2) Voy. l'art. 109 de ce recueil.

ARRÊT (Forêts C. Gabriel).

LA COUR ; — vu les art. 81, 103 et 146, C. forest. ; attendu que les dispositions de l'art. 146 sont générales et absolues, et ne souffrent d'exceptions que celles qui résultent de la nature des choses et des nécessités de l'exploitation ; que le cessionnaire d'un usager ne peut avoir plus de droits que son cédant, et conséquemment qu'il ne peut entrer dans la coupe avec des instruments tranchants, qu'avec l'autorisation de l'entrepreneur ; — attendu qu'il résulte des faits de la cause que le prévenu s'est introduit dans la coupe à titre de cessionnaire des droits d'un usager, suivi de plusieurs ouvriers, porteurs comme lui d'instruments tranchants, et qu'il l'a fait, non seulement sans l'autorisation, mais encore contre le gré et malgré la défense expresse de l'entrepreneur ; — que par là ce prévenu s'était placé dans le cas prévu et puni par l'art. 146 du Code forest. ; — qu'ainsi c'est en violation formelle des dispositions de cet article que l'arrêt attaqué a renvoyé des fins de la plainte ce même prévenu ; — casse.

Du 21 février 1839. — Cour de cass. — M. Fréteau de Pény, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2381.

INCENDIE. — COPROPRIÉTÉ. — CRIMINALITÉ. —
QUESTIONS. — DÉCLARATION DU JURY.

L'incendie, par un des COPROPRIÉTAIRES, d'un édifice non habité, dans le but d'obtenir le capital de l'assurance, constitue-t-il l'un et l'autre des deux crimes prévus par les paragraphes 3 et 4 de l'art. 434 C. pén. ?

L'accusation, contre un individu, d'avoir mis volontairement le feu à un édifice assuré, dont il était copropriétaire, permet-elle au président de la cour d'assises de poser au jury deux questions portant l'une sur le crime d'incendie de la chose d'autrui, l'autre sur le crime d'incendie par le propriétaire, au préjudice d'une compagnie d'assurance ?

Cette double question est entièrement neuve. Tranchée plutôt que résolue par l'arrêt que nous recueillons, elle appelle, nous le croyons du moins, les méditations des criminalistes qui repoussent toute interprétation extensive des lois pénales. On en jugera par l'exposé suivant des raisons de décider que nous avons développées devant la cour en soutenant le pourvoi qui y a donné lieu.

Dans le Code de 1810, l'art. 434, généralisant trop le crime d'incendie, soulevait de sérieuses difficultés (Voy. Bourguignon sur cet art.). La plus grave, après une longue controverse, a été résolue par un arrêt de cassation,

du 19 mars 1831, qui a jugé que l'art 434 était inapplicable au cas d'incendie par le propriétaire, malgré le préjudice causé à une compagnie d'assurance (*Journ. du dr. cr.*, art. 565). — La révision du Code pénal, en 1832, a porté principalement sur le crime d'incendie, qui a fait l'objet de plusieurs propositions et d'une longue discussion, à la Chambre des pairs notamment. (V. *Code pénal progressif*, p. 322 et suiv.) — L'art 434 présente actuellement des catégories établies, pour *proportionner la peine à la perversité du crime* (expressions de M. de Bastard, rapp.), c'est-à-dire, que l'incrimination est plus ou moins grave, selon l'intention présumée de l'auteur de l'incendie. L'édifice incendié était-il un lieu d'habitation ou de réunion habituelle? Le crime prend le caractère d'un *attentat contre la vie des personnes* ; il est puni de mort (§ 1, 2 et 8). Au cas contraire, le crime n'est qu'une destruction ou dégradation de propriété ; alors la loi établit une distinction qui a pour but d'atteindre, mais dans une juste mesure, le fait innocenté par la jurisprudence de 1831. Si l'édifice *n'appartient pas* à l'auteur du crime, l'incendie est un *attentat direct contre la propriété immobilière d'autrui*, ce qui suppose une *malveillance extrême*, un sentiment excessif de *haine* ou de *vengeance* ; la peine est celle des travaux forcés à perpétuité (§ 3). Si l'édifice *lui appartient*, et s'il y a eu *volonté de causer préjudice à autrui*, il y a crime passible des travaux forcés à temps (§ 4). Quelle est, dans ce cas, l'intention incriminée? Comme exemple, on a cité, dans les discussions aux chambres, le but d'obtenir le capital d'une assurance, au préjudice, soit de la compagnie qui aurait accepté une estimation exagérée, soit des créanciers hypothécaires, qui perdraient ainsi leur droit de suite ou de préférence. Ici c'est une *escroquerie tentée par des moyens aggravants* (Voy. le réquisitoire de M. le proc. gén., lors de l'arrêt de 1831, et le rapport de M. de Bastard, *ibid.* p. 328). Mais cet exemple n'était que *démonstratif*, suivant l'observation de M. Renouard, commissaire du gouvernement. Le *préjudice*, a-t-on dit sur le § 4, *sera puni, quel que soit l'individu qui en ait souffert* (*Ibid.*, p. 335). Ainsi ce § 4 s'appliquerait nécessairement à quiconque aurait mis le feu à sa propriété, pour détruire soit des effets mobiliers y déposés, soit le gage de ses créanciers quelconques. La criminalité ici résulterait du but offensif et nuisible, ne constituant pas, du reste, un attentat direct contre la propriété immobilière d'autrui. — Maintenant quel est le crime du copropriétaire qui brûle l'édifice *commun*, non habité? L'art. 434 n'a pas prévu nommément ce cas. Qu'en conclure? De deux choses l'une ; ou il y a lacune, et par suite impunité, ce qu'on n'admettra pas sans doute ; ou bien, pour trouver une disposition applicable, il faut considérer le but que se proposait l'auteur de l'incendie, puisque dans l'art. 434 c'est l'intention surtout qui est incriminée. S'il était reconnu que le copropriétaire, mû par un sentiment de haine ou de vengeance envers ses communistes, a eu pour but de détruire leur part de propriété, même en sacrifiant la sienne, on pourrait, voyant là un attentat direct contre la pro-

priété d'autrui, admettre l'application du § 3 de l'art. 434 ; et cependant on ne se trouverait pas exactement dans les termes de ce § 3, qui dispose pour le cas seulement où les objets incendiés *n'appartiennent pas* à l'auteur du crime, puisque son droit au contraire existait *totum in toto et in qualibet parte*. Alors la difficulté porterait sur les principes de l'indivision dans leurs rapports avec la disposition pénale. Mais si l'intention incriminée est celle d'avoir tenté par l'incendie de rendre exigible, au préjudice, soit de la compagnie d'assurance, soit des créanciers, un capital qui doit être partagé avec profit par les communistes, le § 3 devient inapplicable, plus encore par son esprit que par son texte, puisqu'il n'y a là qu'une *intention cupide*, qu'une pensée de lucre, préjudiciable à d'autres qu'au propriétaire, cas prévu précisément par le § 4 ; et peu importe que le droit immobilier des autres communistes ait été matériellement atteint par l'incendie, dès que la loi considère l'intention plutôt que le résultat matériel. Si les communistes étaient tous auteurs ou complices du crime, leur appliquerait-on le § 3, ou le § 7 relatif à l'incendie communiqué, par cela que chacun d'eux n'était pas seul propriétaire !

Dans l'espèce, le fait reproché à Jourdan par l'acte d'accusation était d'avoir « mis volontairement le feu à deux bâtiments formant une usine à papier dont il était *copropriétaire* avec les époux Aragonez ; lesquels bâtiments étaient assurés. » Quel était donc le crime imputé ? En fait, comme en droit, c'était seulement celui que prévoit le § 4 de l'art. 434 ; car l'ordonnance de prise de corps, qui visait littéralement ce §, l'arrêt de mise en accusation, qui ne visait pas le § 3, enfin l'acte d'accusation, dans ses développements, faisaient résulter les charges contre Jourdan de cela, que les bâtiments avaient été assurés pour une somme supérieure à leur valeur réelle ; que Jourdan avait émis des idées singulières sur la nature aléatoire du contrat d'assurance ; qu'après le sinistre, les communistes s'étaient empressés de réclamer le capital d'assurance au détriment de leurs créanciers, etc. Pour ce seul crime deux questions ont été posées au jury : 1^{re} fait « principal : l'accusé est-il coupable d'avoir mis volontairement le feu à une usine dont il était *copropriétaire* avec ses frères et sœurs et les époux Aragonez, ses associés ? 2^e fait principal : Est-il coupable d'avoir, en mettant le feu auxdits édifices, volontairement causé un préjudice à une compagnie d'assurance ? » Lesquelles questions ayant été répondues affirmativement l'une et l'autre, la Cour d'assises a déclaré l'existence des deux crimes spécifiés dans les §§ 3 et 4 de l'art. 434, et prononcé la peine portée par le § 3, réduite au moyen des circonstances atténuantes. Il y a là, soit une violation de l'art. 364 C. inst. cr., soit une violation de l'art. 333 du même Code, soit une fausse application de l'art. 434 C. pén. — En droit, deux éléments sont essentiels à l'existence du crime prévu par le § 3 : 1^o incendie de la propriété d'autrui ; 2^o attentat intentionnel contre cette propriété par un motif, non de simple cupidité, mais de haine ou de vengeance. Cela re-

connu, les questions au jury sont-elles la simple reproduction de l'accusation? Alors, la déclaration du jury, divisée comme chacune des questions, est incomplète dans chacune de ses parties, prise isolément; l'absolution devait être prononcée aux termes de l'art. 364; il y a lieu à cassation sans renvoi. — La première question comprend-elle tous les éléments constitutifs du crime prévu par le § 3? Alors elle a ajouté à l'accusation une accusation nouvelle, un crime différent, ce qui constituait un excès de pouvoirs et une violation de l'art. 337; sans qu'on puisse objecter le pouvoir conféré au président des assises par l'art. 338, lequel n'a en vue que les circonstances qui aggravent ou modifient le fait, tout en laissant au crime son caractère propre, et ne permet nullement d'interroger le jury sur un crime distinct, fût-il moins grave, et à *fortiori* s'il entraîne une peine plus forte (Voy. Legraverend, t. 2, p. 220; Carnot sur l'art. 238; arrêts des 15 janvier 1807, 12 février 1813, 16 octobre 1817, 16 janvier et 13 août 1818, 16 septembre et 24 juin 1819, 20 août 1825, et 30 juin 1826.) Dans cette hypothèse, il y aurait lieu à cassation avec renvoi pour être procédé à de nouveaux débats. — Enfin, la double question posée par le président des assises n'est-elle que le développement du fait trop succinctement exprimé dans le résumé de l'acte d'accusation, en ce sens qu'elle considère d'abord le préjudice éprouvé par les autres communistes, puis celui éprouvé par la compagnie d'assurance? Alors il y aurait, dans l'arrêt de condamnation, fausse application de la loi pénale, puisque le crime, quoique des intérêts divers eussent pu être compromis, serait seulement celui du § 4 de l'art. 434 et non celui du § 3, à défaut de constatation de l'attentat *intentionnel* contre la propriété d'autrui.

ARRÊT (Jourdan).

LA COUR; — sur les trois moyens, pris, le premier, de la violation de l'art. 364, C. inst. cr., le deuxième de la violation de l'art 337 du même code, le troisième de la fausse application de l'art. 434 C. pén.; — attendu que les questions posées au jury l'ont été conformément au dispositif de l'arrêt de renvoi, et au résumé de l'acte d'accusation; qu'en effet, la circonstance que l'immeuble incendié était assuré, et que l'un des copropriétaires de cet immeuble avait, en y mettant le feu, porté préjudice à autrui, n'excluait pas le fait également articulé, soit par l'arrêt de renvoi, soit par l'acte d'accusation, d'une atteinte directe à la propriété des autres communistes; que ce fait résultait de l'emploi du mot *copropriétaire*, qui impliquait par lui seul la destruction partielle de la chose d'autrui, dès lors que les autres communistes n'étaient pas poursuivis comme complices du crime d'incendie; — attendu, au surplus, la régularité de la procédure et l'application légale de la peine; — rejette.

Du 20 avril 1839. — C. de cass. — M. de Bastard, prés.
— M. Rocher, rapp. — Concl. conf. M. Hello, av.-gén. —
M. Marin, av.

ART. 2382.

DOUANES. — FRAUDE. — ÉCLAIREUR. — PROCÈS-VERBAL (1).

L'énonciation contenue dans un procès-verbal des préposés de la douane, qu'un individu était éclaireur d'une réunion de fraudeurs, fait-elle foi jusqu'à inscription de faux?

Plusieurs jugements et quelques arrêts ont résolu cette question en sens divers, mais d'une manière tout implicite, sans aucunement entrer dans l'examen du point de droit qu'elle soulève, et se fondant les uns sur ce qu'il ne résultait pas suffisamment du procès-verbal que le prévenu fût éclaireur; les autres sur ce motif qu'un procès-verbal faisant foi jusqu'à inscription de faux, et non attaqué par cette voie, établissait que le prévenu était éclaireur. Nous croyons inutile de reproduire ces décisions, et nous ne les mentionnons que comme appelant sur la difficulté une recherche approfondie des principes de la matière, principes que la Cour de cassation n'a point encore eu occasion de fixer, soit que l'administration ait accepté comme inattaquables les décisions intervenues contre elle, soit plutôt qu'elle ait craint de voir consacrer par la juridiction suprême une jurisprudence défavorable à ses intérêts, et qui ne s'est établie que dans certains ressorts.

Quelques réflexions nécessaires à la saine interprétation des lois de douanes en général doivent ici trouver place.

La législation répressive des délits de contrebande réduit le juge, il faut le reconnaître, à un rôle très-secondaire; l'application de la peine dans ses différents degrés, voilà à peu près tout son domaine; la recherche de l'existence du fait lui est interdite; les devoirs de juré qu'il remplit en matière correctionnelle sont ici supprimés; telle est la règle. Les bases de la loi spéciale sont donc en ce point exceptionnelles aux principes généraux de la

(1) Dans la jurisprudence criminelle, assurément, les *matières spéciales* présentent autant et d'aussi graves difficultés que celles du droit commun. Régies par des lois particulières et la plupart exceptionnelles, soumises nécessairement à des règles plus ou moins arbitraires, assez peu cultivées parce que le besoin de les bien comprendre ne se fait sentir que là où elles sont à appliquer ou discuter, ces matières appellent l'attention des magistrats et juriconsultes qui ne veulent négliger aucune branche du droit criminel. Il appartient à notre recueil d'en propager l'étude. Nous consacrerons donc quelques articles à l'examen des principales questions qui peuvent se présenter en matière de douanes, de forêts, de contributions indirectes, etc. La dissertation que nous insérons ici est d'un magistrat, M. Decaudaveine, jugé d'instruction à Lille, qui a souvent à appliquer la législation sur les douanes.

A. M.

législation criminelle; ceci est évident, et cependant il arrive fréquemment que ce sont ces principes que l'on fait prévaloir par une tendance à rentrer dans le droit commun, qui peut bien se concevoir, mais qui n'en est pas moins en opposition avec la volonté clairement manifestée du législateur.

Pour le genre de délit dont nous nous occupons, la maxime *odia restringenda* perd selon nous la valeur de raison qu'on lui accorde dans l'interprétation du droit pénal; à notre sens, le législateur a voulu y soustraire la loi de haute police qu'il décrétait; et si cette proposition peut, au premier coup d'œil, paraître hasardée, la nature des faits qu'il s'agissait de réprimer, l'ensemble des prescriptions créées dans ce but en démontrent la justice. — En effet, la prohibition absolue ou l'établissement des droits est une nécessité peu comprise, et contre laquelle il existe une réaction violente sur toutes nos frontières; là les habitudes de fraude sont invétérées dans les mœurs des classes inférieures; la contrebande se pratique par la ruse et l'audace, la nuit plus que le jour et sous les formes les plus diverses. En présence de ces chances de succès du côté du délinquant, il fallait fournir à l'intérêt du trésor et à celui de l'industrie des armes efficaces contre un ennemi presque insaisissable, et souvent difficile à vaincre quand il est découvert. Dans ce but, des peines sévères ont été créées, et surtout le législateur a voulu restreindre les moyens de justification. De ceci nous pouvons conclure, avec raison, ce nous semble, que, sans toutefois aller au-delà de la pensée dont sont empreintes les lois de douanes, il faut les entendre dans un sens favorable à la répression de la contrebande, à peine de fausser leur esprit. C'est ainsi que, sans qu'il existe de disposition qui prévoie cette circonstance, la Cour de cassation a jugé, par arrêt du 20 février 1806, qu'un ballot soustrait à la vérification des préposés était réputé contenir de la fraude, jurisprudence qui se reproduit fréquemment et sans conteste dans les tribunaux où le cas se présente.

Qu'il y ait désharmonie entre un tel code et notre droit public, cela est possible; mais il n'appartient pas aux tribunaux de critiquer cette anomalie, si tant est qu'elle existe; vouloir la corriger, c'est tout à la fois protester contre la volonté du législateur, et nuire aux réformes qui seraient jugées praticables.

Nous nous plaçons donc, pour chercher la solution de la question ci-devant posée, au point de vue de rigueur que nous venons d'indiquer; hors de là les choses perdent leur véritable aspect, et la loi ne peut qu'être dénaturée.

Rappelons d'abord les textes sur la portée desquels le doute s'est établi.

La loi du 9 floréal an vii, après avoir, au titre 4, énuméré les formalités imposées aux rédacteurs de procès-verbaux, s'exprime ainsi, article 11 : *Les rapports ainsi rédigés et affirmés seront crus jusqu'à inscription de faux.*

Quant aux articles 43 et 44, titre 5, de la loi du 28 avril 1816, ils sont conçus en ces termes : Article 43. *Si les importations ou introductions ont été commises par moins de trois individus, etc.* — Article 44. *Dans le*

cas où elles auraient été commises par une réunion de trois individus et plus, etc.

En lisant ces dispositions, on peut s'étonner que certains tribunaux exigent la mention au procès-verbal que les fraudeurs *marchaient ensemble et ne faisaient qu'une seule bande*; car, ou ces expressions ont le même sens que le mot *réunion*, et alors celui-ci est préférable comme consacré par le législateur, ou elles présentent des conditions différentes de validité du procès-verbal, et dans cette hypothèse elles vont au-delà de celles imposées par le législateur.

Quoi qu'il en soit, les articles 43 et 44 précités ont toujours été entendus en ce sens qu'ils atteignaient tous les individus faisant partie d'une réunion effectuant une introduction frauduleuse, sans distinction entre les contrebandiers chargés et ceux qui les accompagnent. A l'égard de tous, le procès-verbal fait foi jusqu'à inscription de faux (1), et, en effet, les hommes de l'escorte sont des agents trop directs de succès pour que leur sort ne soit pas le même que celui des porteurs.

Cependant, la faveur qu'on n'a pas admise pour ceux-là on veut la créer au profit de l'éclaireur à l'égard de qui il existerait pour les tribunaux un droit d'appréciation des circonstances; les préposés, dit-on, pour justifier cette thèse, ont pu se tromper, et leur pouvoir serait exorbitant s'il allait au-delà de la constatation des faits matériels.

Mais d'abord que fait-on lors qu'on accepte comme irréfragablement établie par le procès-verbal la preuve du concours à la fraude de la part de ceux qui font partie du groupe principal? N'est-il pas possible que leur présence n'ait rien de prémédité? qu'une rencontre inopinée y ait donné lieu? que le fraudeur, espérant imposer aux préposés, ait retenu auprès de lui, sous un prétexte quelconque, des individus qui ignorent sa position de délinquant? et pourtant tous se trouvent par la force du procès-verbal érigés en cofraudeurs et placés dans une position identique.

(1) Nous considérons ce point comme hors de doute, car la fraude en bande n'est, ainsi que la fraude à cheval ou avec chiens, qu'une modalité de la contrebande, et il faut dès lors voir dans la réunion un élément du délit à un certain degré; mais ne trouvât-on dans la réunion qu'une circonstance aggravante du fait, elle y serait liée si intimement que l'on ne saurait soumettre sa constatation à des conditions différentes sans faire une chose illogique et contraire au sens naturel et obligé des lois de floréal an vii et de 1816 combinées. Le tribunal de Lille, appelé très-fréquemment à prononcer sur des procès-verbaux contenant l'indication dont il s'agit, n'a jamais admis les prévenus à la contester autrement que par l'inscription de faux; enfin, la question portée une fois devant la Cour de cassation a été formellement résolue dans le sens que nous indiquons, par un arrêt du 16 juin 1817, dont l'autorité paraît avoir prévenu le retour de toute incertitude à cet égard.

Pourquoi cela ? évidemment parce que le législateur, placé entre le danger d'une impunité fréquente et les inconvénients d'une erreur possible et en grande partie réparable par l'administration, a préféré le deuxième parti au premier, qui eût été destructif du système de prohibition.

Or, la mission de l'éclaireur, sa participation au fait de fraude sont-elles en réalité différentes de celles de l'escorte ? non sans doute ; comme eux et plus qu'eux, il est une condition de réussite de l'entreprise ; le plus souvent l'objet de fraude est sa propriété, et c'est à lui que le délit doit surtout profiter ; les prévisions du législateur ont donc dû aller jusqu'à lui, et cela est d'autant moins contestable que l'usage des guides n'était pas nouveau quand la loi a été portée.

Mais, objectera-t-on, « l'éclaireur ne fait point partie de la réunion, et ceux qui la composent sont les seuls à l'égard de qui la loi autorise la constatation jusqu'à inscription de faux. » Toutefois c'est d'une réunion de fraudeurs qu'il s'agit dans la loi, et vous avez bien reconnu les employés aptes à apprécier si les acolytes *non porteurs* étaient participants au fait de fraude ; vous les avez laissés juges de l'influence des diverses circonstances qui pouvaient les présenter comme tels, et établir qu'il y avait réunion ; pourquoi leur déniez-vous la faculté de reconnaître le lien qui existe entre l'éclaireur et la bande ? Dans un cas comme dans l'autre, leur intelligence est appelée à saisir des relations presque identiques.

Le système du droit restreint à la constatation des faits matériels, est donc impossible dans l'esprit de la loi de douanes, comme il l'est presque partout, car il n'arrivera guère que la constatation de faits quelconques n'entraîne l'intervention d'une opération de l'esprit, opération qui, selon les espèces, sera plus ou moins compliquée, mais qui presque jamais ne pourra être purement matérielle. Ce qu'il faut dire sur le principe de la constatation jusqu'à inscription de faux, c'est que ce droit doit avoir pour limite le sens strict de la loi, mais sans qu'elle puisse être posée là où les faits cessent d'être purement matériels.

Des exemples vont justifier cette thèse, qui peut contrarier quelques idées reçues, mais qui se trouve, en définitive, pleinement consacrée par la Cour de cassation elle-même, quoique quelques-uns de ses arrêts semblent la repousser.

Si la rébellion ne peut être constatée jusqu'à inscription de faux par les préposés des douanes, on reconnaît sans contester que l'opposition, le trouble à l'exercice est un délit pour lequel foi entière est due à leurs procès-verbaux ; or, ces actes ne sont pas, de toute nécessité, purement matériels ; ils peuvent consister en démonstrations dont l'appréciation ne saurait avoir lieu sans attribuer à leur matérialité une certaine signification qui est essentiellement variable et du domaine de l'interprétation ; et cependant cette appréciation est entièrement laissée à l'arbitrage des préposés, tellement que si leur procès-verbal disait que l'opposition est résultée d'un

geste menaçant, les tribunaux devraient croire, avec le rédacteur, que le geste avait effectivement ce caractère : ici nous nous abstenons de citer les autorités, ce point de jurisprudence étant dès longtemps fixé.

Passons aux décisions de la cour suprême qui appliquent notre principe : Celles que nous allons faire connaître sont intervenues en matières forestières ; mais il est à remarquer qu'elles n'en sont que plus décisives en faveur de l'opinion que nous avons ci-devant développée ; car la loi forestière, art. 176, n'admet jusqu'à inscription de faux la preuve résultant du procès-verbal que par rapport aux *faits matériels*, expression qui ne se rencontre point dans la loi de douanes.

Voici les espèces :

Dans la première, il s'agissait d'une découverte d'arbres que le garde déclarait, dans son procès-verbal, avoir été coupés en délit ; les premiers juges, voyant dans cette reconnaissance une appréciation intellectuelle, avaient admis le défendeur à la contester par les voies ordinaires, mais la Cour suprême a cassé ce jugement par les motifs suivants : « Attendu que la reconnaissance des deux arbres coupés en délit, consignée au procès-verbal, n'était pas une simple opinion du garde, mais *résultait* des faits matériels constatés par lui ; que néanmoins le jugement attaqué a admis une preuve tendant à détruire cette reconnaissance, sur le motif qu'elle n'était qu'une simple opinion du garde, en quoi il a mal apprécié ledit procès-verbal, méconnu la foi qui lui était due, et par suite violé, etc. » (Arrêt du 23 avril 1830.)

La seconde espèce porte sur un défrichement de deux hectares de bois, constaté par un procès-verbal énonçant « que les agents rédacteurs, *comparaissent* faite de la portion non encore défrichée avec celle défrichée, en ont conclu qu'il pouvait y avoir arrachement de mauvaises essences ; » sur ce procès-verbal, jugement du tribunal de Brignolles, ainsi conçu : « Attendu que les mesures transitoires prescrites par l'art. 5 du Code forestier ont pour but d'empêcher le déboisement ; qu'elles ne sont pas applicables à une culture de quelques années, faite dans les bois, sans arrachement de bonnes essences, et qui a pour but, ainsi que l'expérience le prouve, de hâter leur croissance et d'augmenter leur nombre ; — attendu, en fait, que telle est l'opération reprochée à la prévenue, et que l'administration qualifie mal à propos de défrichement, puisqu'il ne doit en résulter aucune diminution du sol forestier, et que, s'il y a culture, elle est faite principalement pour l'amélioration de ce sol ; — attendu que la circonstance que quelques tas de terre ont été trouvés sur des souches de chêne n'est qu'un abus accidentel de la part de l'ouvrier, que le propriétaire prend le soin d'empêcher quand il s'en aperçoit et que la justice ne saurait prendre en considération. » — Appel et jugement du tribunal supérieur de Draguignan qui confirme en ces termes : « Attendu que le procès-verbal ne fournit pas la preuve certaine du fait qualifié défriche-

« ment, reproché à la demoiselle Teyssandier; que ce procès-verbal porte
« que ce n'est qu'en comparant la partie de bois non défrichée avec la partie
« défrichée, que les agents forestiers ont présumé qu'il pouvait y avoir eu
« arrachement de bonnes essences; d'où résulte tout à la fois 1^o qu'il n'y
« a pas certitude du fait, mais simple présomption; 2^o que le défrichement
« n'était pas complet, puisque le propriétaire a laissé, dans la partie qu'on
« appelle défrichée, le nombre de plants, sujets ou ceps qu'il a cru néces-
« saires, ce qui constitue bien plutôt un mode d'exploitation ou de repen-
« plement qu'un défrichement. »

Sur le pourvoi de l'administration forestière, intervint le 15 mars 1839, un arrêt très-sommaire dans ses motifs, mais on ne saurait plus significatif si on le rattache aux décisions qui précèdent; en voici la teneur: « attendu
« que le procès-verbal, faisant foi jusqu'à inscription de faux, constate que
« deux hectares ont été défrichés; que ce fait n'a point été méconnu par
« les premiers juges; » — casse.

Or, les deux arrêts que nous venons de reproduire et qui intervinrent dans des circonstances si peu favorables au système qu'ils ont consacré, renferment implicitement la solution, dans notre sens, de la question que nous avons posée au commencement de cet article; en effet, dans les procès-verbaux qui leur ont servi de base, comme dans celui qui constate le fait de l'éclaircur, il y a un travail intellectuel, une opération de l'esprit qui porte d'abord sur des rapprochements, des appréciations de faits, et qui s'achève par la conclusion à en tirer; remarquons même que, dans les deux cas forestiers que nous avons cités, les tribunaux pouvaient, ou examiner par eux-mêmes les choses litigieuses, ou ordonner une visite d'export, tandis que les rapports d'un éclaircur avec la bande à laquelle il sert d'avant-garde et de guide, s'évanouissent aussitôt que la fraude est découverte, et ne laissent d'autres traces que l'impression dont les préposés ont été affectés.

Avant de terminer, nous puiserons encore un argument dans la loi forestière, et cela sans craindre le reproche de nous placer en dehors de notre sujet, car c'est cette loi qui a érigé en principe de droit ce qui n'était qu'une règle de jurisprudence sur la limite des constatations jusqu'à inscription de faux.

A tort on pourrait que l'art. 196 du Code forestier a voulu réduire les agents de l'administration à un rôle absolument mécanique; en effet, le rapport de la commission à la chambre des députés, en demandant que le procès-verbal ne fût cru jusqu'à inscription de faux que quant à la matérialité du délit, ajoutait: « Vous sentez combien il serait dangereux d'admettre que des énonciations relatives à des injures, à des violences ou à toute autre circonstance antérieure du délit pussent interdire au prévenu la faculté d'administrer la preuve contraire. Pour lever toute espèce de doute sur ce point, nous proposons de dire dans l'article: *Faits matériels* »

« Cette addition est conforme à une jurisprudence consacrée par la Cour de cassation. »

Ainsi le sens des expressions *faits matériels*, se trouve déterminé strictement par l'exclusion des injures, violences et autres circonstances extérieures au délit; et en second lieu, par la jurisprudence de la Cour de cassation; or, la cour avait constamment laissé aux agents forestiers un certain droit de se livrer à l'appréciation des circonstances et d'en tirer des inductions, car il existe dans les recueils (voyez Dalloz, au mot *forestier*) un très-grand nombre d'arrêts qui proscrivent la contre-preuve par témoins, dans des espèces absolument identiques et dans d'autres tout à fait analogues à celles que nous avons rapportées plus haut.

En résumé, la nature des lois de douanes, la nécessité où a été leur auteur de placer l'éclaireur dans la même position que les porteurs de la contrebande et les hommes de l'escorte, à peine de ne créer, pour la plupart des cas, que des moyens illusoire de répression, enfin, le sens attribué par la jurisprudence de la cour suprême et par la législation elle-même aux expressions *faits matériels*, tout concourt, selon nous, à prouver que, dans le mot *réunion*, employé par la loi de 1816, art. 44, il y a inclusion nécessaire de l'éclaireur.

Que si pourtant notre opinion n'était point adoptée, la discussion qui précéderait au moins cette utilité d'appeler sur un point de doctrine jusqu'alors environné d'incertitude, les méditations d'esprits plus éclairés et de provoquer ainsi un examen qui en amènerait la solution.

ART. 2383.

FAUX TÉMOIGNAGE. — AFFIRMATION PAR SERMENT. — FAILLITE. —
SCELLÉS.

Le crime de faux témoignage en matière civile, prévu par l'article 363 C. pén., ne peut résulter de la déclaration mensongère faite dans un procès-verbal d'apposition de scellés après faillite, quoiqu'avec prestation de serment, par une personne habitant la maison du failli, que ni par elle, ni à sa connaissance, il n'a été rien pris, soustrait ni détourné. (C. comm. 449; C. proc. 914; C. pén. 363.)

ARRÊT (Min. publ. C. Gallut).

LA COUR; — « vu le mémoire produit à l'appui du pourvoi (1); sur le moyen tiré de la violation prétendue de l'art. 363 C. pén.; — attendu, en

(1) Voici les principaux arguments développés dans ce mémoire de M. le procureur-général de Poitiers :

Le Code pénal de 1791 s'exprimait ainsi sur le faux témoignage :

fait, qu'il résulte des faits relevés par l'arrêt attaqué que, le 19 mai 1838, dans le procès-verbal d'apposition de scellés, dressé par le juge de paix du canton de Montlieu, agissant en vertu de l'art. 449 C. comm., et conformément à l'art. 914 C. proc., Jean Mathieu Gallut et Jacques Ganier ayant

« Quiconque sera convaincu de faux témoignage, en matière civile, sera puni de la peine de six années de gêne (part. 2, tit. 2, sect. 2. art. 4). »

— Quiconque sera convaincu du crime de faux témoignage, dans un procès criminel, sera puni de la peine de vingt ans de fers, et de la peine de mort, s'il est intervenu condamnation à mort contre l'accusé dans le procès duquel aura été entendu le faux témoin (art. 48). » — *En matière civile*, dit l'article 47 ; *dans un procès criminel*, porte l'art. 48 : n'y a-t-il pas quelque induction à tirer de la différence de ces expressions, et les auteurs de la loi de 1791 n'auraient-ils pas dit, *dans un procès civil*, s'ils n'eussent voulu atteindre que le faux témoignage fait en justice ? — « Cependant on voulut élever, sur cet art. 47, le même doute qu'on a élevé depuis sur l'art. 363 C. pén. En l'an x un nommé Thiberti s'était présenté, dans l'intérêt d'une femme Asso, qui voulait convoler à de secondes noces, devant un juge de paix, pour y faire la déclaration qu'il avait été témoin du décès du sieur Asso, mari de cette femme, déclaration qu'il affirma par serment, et par suite de laquelle la prétendue veuve Asso fut autorisée à se remarier. Asso ayant reparu plus tard, Thiberti fut poursuivi pour faux témoignage en matière civile, et condamné, par la cour de Nice, à six années de gêne, en vertu de l'art. 47 ci-dessus transcrit. Thiberti se pourvut en cassation ; mais son pourvoi fut rejeté par l'arrêt précité du 6 nov. 1806 (Rép., v^o *Faux témoignage*), par cette considération que la disposition de l'art. 47 est générale, qu'il n'est pas nécessaire qu'une déclaration, dont les suites peuvent devenir dangereuses pour quelqu'un ou préjudiciables à l'ordre public, ait été faite dans le cours d'une instance liée ; qu'il suffit que cette déclaration mensongère ait acquis un caractère public devant un officier ayant caractère pour la recevoir, pour qu'elle doive être considérée comme un faux témoignage en matière civile. — « Le sens de l'art. 47 ayant été ainsi fixé, la question ne se présenta plus. Mais il s'en éleva une autre, ce fut celle de savoir si les peines du faux témoignage pouvaient être appliquées aux déclarations mensongères faites par une partie dans sa propre cause ? — Les sieurs Frings et Penet avaient été assignés devant le juge de paix à fins civiles ; le serment leur avait été déferé sur certains faits à raison desquels le juge avait toutefois fait réserve de preuves ultérieures. Leurs réponses ayant paru fausses, ils furent poursuivis et condamnés, pour faux témoignage en matière civile, aux peines de l'art. 47. Mais, sur leur pourvoi, le jugement fut cassé par arrêt du 22 pluv. an xi. La cour considéra que le témoignage ne pouvait s'entendre que d'une déposition faite en la cause d'autrui, d'après la règle *nullus in re sua testis intelligitur* (L. 10, ff. de Test.) ; que le parjure, qui

été requis, par ledit juge de paix, de jurer et d'affirmer que, ni par eux, ni par personne, à leur connaissance, il n'a été rien pris, soustrait ni détourné, directement ni indirectement, des effets mobiliers appartenant aux faillis, ils l'ont, à l'instant, juré, la main levée; — attendu, en droit, que

comprenait les affirmations mensongères faites en justice, avait toujours été distingué du crime de faux témoignage; que les ordonnances des empereurs, celles des rois de France, particulièrement les capitulaires, et les ordonnances de 1452 et 1531, avaient maintenu cette distinction; que cette dernière ordonnance prononçait la peine capitale contre le faux témoignage, tandis que la peine du parjure, d'abord afflictive, puis modifiée, et restreinte à des amendes et restitutions, était devenue arbitraire; que les arrêts recueillis par Boniface, Papon et le *Journal des audiences*, ainsi que l'opinion des criminalistes, attestaient également la distinction de ces deux genres de délit; que, dans cet état de la jurisprudence, le Code pénal ayant placé seulement le faux témoignage au nombre des crimes, ce délit était maintenant susceptible de la poursuite criminelle qui n'était plus applicable au parjure; qu'ainsi, dans l'espèce, il y avait eu poursuite criminelle relative à un délit non prévu par le Code pén. (de 1791) et fausse application des dispositions dudit (*Rép. et Jur. gén., loc. cit.*) — « Telle était la jurisprudence, quand intervint le Code pénal de 1810. Les auteurs de ce code la connaissaient si bien, qu'ils ont ajouté au nouveau Code pénal l'art. 366 pour combler la lacune que la Cour de cassation avait signalée dans la loi de 1791. Et, puisqu'ils ont reproduit à peu près textuellement l'art. 47 de cette loi, c'est donc qu'ils ont entendu maintenir l'interprétation donnée à cet article par l'arrêt Thiberti. Ainsi l'avait compris M. Merlin. Dans l'article *faux témoignage* du *Répertoire*, après avoir rapporté les art. 361 et suiv. C. pén., il se fait cette question : « Mais qu'entend cette loi par faux témoignage en matière civile ? Doit-on considérer comme telle la déclaration mensongère que fait une personne, devant un officier public (qui a caractère pour la recevoir), sur un fait qu'il s'agit de constater à toute autre fin que de statuer sur une instance liée en justice ? » Et, pour toute réponse, il rapporte l'arrêt Thiberti. — La cour a persisté, du reste, sous le Code pénal de 1810, dans la doctrine consacrée par cet arrêt. Elle a, en effet, décidé, le 17 septembre 1836 (affaire Courpran et Desbordes), que la déclaration mensongère faite par un patron de navire, en conformité des art. 246 et 247 C. Com., devant le juge du lieu où il a fait naufrage, constitue le faux témoignage prévu et puni par l'art. 363 C. pénal. — Or, ce que la cour a jugé par l'arrêt Thiberti et par l'arrêt Courpran, comment ne le jugerait-elle par dans l'espèce actuelle ? il y a identité de raison. Le juge de paix n'avait pas seulement qualité pour recevoir l'affirmation des deux prévenus qu'ils n'avaient *détourné, ni vu, ni su qu'il eût été détourné aucun des effets mobiliers des faillis*; la loi lui prescrivait d'exiger leur serment sur ce point; et si leur déclaration devait porter d'abord sur un fait propre à

l'art. 363 C. pén., portant : « Le coupable de faux témoignage, en matière civile, sera puni de la peine de la réclusion, » il y a lieu d'examiner ce qui constitue, aux termes dudit article, le faux témoignage en matière civile ; — attendu qu'on ne peut considérer comme témoins en matière civile que les individus appelés judiciairement par la partie pour déclarer et attester, sous la foi du serment, les faits qu'il lui importe d'établir pour les fins de sa demande ; — d'où il suit que la déclaration exigée par le juge de paix procé-

chacun d'eux, elle devait porter également sur le fait d'autrui ; et sous ce rapport au moins, elle constituait un véritable témoignage. A quel résultat bizarre n'arriverait-on pas par la doctrine que veut faire prévaloir l'arrêt attaqué ? Supposé qu'au civil le détournement fût dénié par les faillis ; que les créanciers offrissent d'en administrer la preuve ; qu'ils fissent citer comme témoins les sieurs Ganier et Gallut, et que ceux-ci renouvelassent devant le tribunal la fausse déclaration par eux faite devant le juge de paix ; ils pourraient donc, à raison de cette seconde déclaration, être poursuivis en faux témoignage, tandis que pour la première ils seraient à l'abri de toute recherche. Où serait la raison de cette différence ? serait-ce que, la première déclaration, n'étant point un obstacle à l'action des créanciers, ne leur cause en réalité aucun dommage, et qu'il n'y a de fait punissable que celui qui blesse l'intérêt privé ou l'ordre public ? Mais on pouvait en dire autant dans l'affaire Courpran et Desbordes, puisque l'art. 247 C. com. réserve aux parties la preuve des faits contraires à ceux énoncés au rapport vérifié du capitaine au patron : dans cette affaire, pourtant, l'art. 363 C. pén. a été reconnu applicable. Est-il vrai, d'ailleurs, pour ne pas sortir de la cause, que la déclaration mensongère, imputée à Gallut et à Ganier, ne pût être d'aucun préjudice pour les créanciers de la faillite ? Ne pouvait-il pas arriver que ceux-ci n'eussent d'autre moyen de prouver le détournement que le témoignage même de ces deux individus habitant la même maison que les faillis ? Si cette déclaration d'ailleurs eût été chose si indifférente, pourquoi la loi l'eût-elle exigée ? pourquoi la loi l'eût-elle environnée surtout de la solennité du serment ? Prodigue-t-elle sans nécessité cette ressource extrême ? ou serait-ce enfin la sanction d'une disposition qui peut conduire au parjure, et le parjure est-il un délit si léger que le législateur puisse le prévoir et le laisser impuni ? — Dirait-on encore que la déclaration assermentée faite devant le juge de paix, dans le cas prévu par l'art. 914 C. proc., n'est qu'une déclaration provisoire, comme celle qui est faite, en matière criminelle, devant un juge d'instruction, et qu'il est de jurisprudence que celle-ci n'entraîne jamais les peines du faux témoignage ? L'assimilation n'est rien moins que juste. Pourquoi la déposition mensongère faite devant un juge d'instruction n'autorise-t-elle pas des poursuites en faux témoignage ? C'est que l'information à laquelle procède ce magistrat est purement préparatoire ; qu'elle est toujours (sauf le cas de contumace) suivie d'un débat oral ; c'est que le

dant en vertu des art. 449 C. comm. et 914 C. proc., ne constitue pas, lorsqu'elle est contraire à la vérité, le crime de faux témoignage en matière civile, prévu par l'art. 363 C. pén. ; — que, par conséquent, en déclarant qu'il n'y avait lieu à suivre contre lesdits Gallut et Garnier, l'arrêt attaqué n'a méconnu ni violé ledit article ; — et rejette.

Du 7 déc. 1838. — C. de cass. — M. Dehaussy, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2384,

DEGRÉS DE JURIDICTION. — JUGEMENT DE SIMPLE POLICE. — APPEL,

Est en dernier ressort le jugement de simple police qui ne prononce qu'une amende de 5 fr. ou moins, encore bien que la condamnation ait pour conséquence nécessaire d'obliger à une suppression de travaux qui est d'une valeur indéterminée (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Dutoit).

LA COUR ; — vu les articles 408, 413 et 172 du Code d'instruction criminelle ; — attendu qu'aux termes de la dernière de ces dispositions les pré-

juge doit puiser dans ce débat oral les éléments de sa conviction ; c'est qu'enfin (et c'est la raison vraiment décisive) l'intérêt de l'accusé demande que le témoin, s'il a pu céder un moment à des sentiments de haine ou à des suggestions coupables, soit libre de se rétracter plus tard, ce qu'il ne ferait pas si cette rétractation devait l'exposer aux peines du faux témoignage. Ces raisons manquent tout à fait dans l'autre cas, puisqu'il n'y a pas d'instance civile qui doive suivre nécessairement l'affirmation donnée devant le juge de paix, et offrir ainsi à l'individu qui a fait un faux serment l'occasion de revenir à la vérité et de réparer le mal que sa première déclaration a pu faire.

(1) Cette solution avait déjà été admise par deux arrêts des 5 septembre et 30 juin 1825. Trois arrêts postérieurs, 9 août 1828, 3 mai 1833 et 29 janvier 1835, ont décidé que le jugement était en premier ressort et susceptible d'appel par cela qu'il ordonnait une exécution de travaux ou un enlèvement de matériaux. La contradiction entre ces solutions diverses n'est qu'apparente, si l'on considère que le taux de la condamnation, d'où dépend la faculté d'appel, se détermine, suivant l'article 172 C. inst. cr., par la condamnation prononcée, ce qui ne peut s'entendre que de celle qui est exprimée dans le jugement, et non des conséquences ultérieures de cette même condamnation. — Voy. du reste, notre ouvrage *de la jurisprudence sur l'appel*, art. 1281.

venus ne peuvent attaquer, par la voie de l'appel, les jugements rendus en matière de simple police que lorsqu'ils prononcent contre eux un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles auxquelles ils les ont condamnés excèdent la somme de 5 francs, outre les dépens ; — d'où il résulte que le recours en cassation est le seul moyen d'en obtenir la réformation, s'il y a lieu, quand ils n'infligent qu'une amende inférieure à cette somme ; — et attendu, en fait, que Charles-François Du-toit n'a été condamné, par le jugement que le tribunal de simple police a rendu contre lui, dans l'espèce, qu'à 1 fr. d'amende ; — que l'appel par lui relevé de cette sentence n'était donc point recevable ; — qu'il s'ensuit de là qu'en l'accueillant, par le motif que la condamnation précitée entraînerait la conséquence de la suppression des plantations indûment effectuées, et que cette suppression est d'une valeur indéterminée, le jugement dénoncé a manifestement violé tout ensemble l'art. 172 ci-dessus visé, ainsi que les règles de la compétence ; — casse.

Du 4 août 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2385.

MINISTÈRE PUBLIC. — COUR D'ASSISES. — PRÉSENCE. — DÉPOSITIONS.

Le ministère public faisant essentiellement partie de la cour d'assises, son absence lors de la déposition d'un témoin entraîne nullité de l'arrêt de condamnation.

ARRÊT (Fuk).

LA COUR ; — vu notamment les art. 253, 271, 273, 276, 319, 326, 328, 330 et 335 C. inst. crim. ; — attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison de ces diverses dispositions, que l'officier du ministère public qui est chargé du service de la Cour d'assises, fait nécessairement partie de cette Cour, et que celle-ci n'est régulièrement constituée que par son assistance et son concours ; d'où il suit que sa présence à tous les actes de l'instruction orale devant les jurés est une condition substantielle de la régularité des débats ; et attendu, en fait, qu'il est constaté, dans l'espèce, que le témoin Valentin Perrot a déposé et prêté serment en l'absence de cet officier, en quoi a été violée la disposition combinée des articles ci-dessus visés ; — casse.

Du 3 janvier 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2386.

PROCÈS-VERBAL. — PREUVE CONTRAIRE. — JUGE.

La foi due à un procès-verbal jusqu'à preuve contraire ne peut être détruite par la connaissance qu'aurait personnellement le juge de l'inexactitude des faits y relatés (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Beuret).

LA COUR ; — vu les art. 154 et 161 C. inst. cr. ; — attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison de ces deux articles que les tribunaux de simple police ne peuvent statuer sur la prévention dont ils sont saisis que d'après les procès-verbaux qui sont produits devant eux, ou les preuves contraires par lesquelles les inculpés les auraient débattus ; d'où il suit que la connaissance personnelle que le juge pourrait avoir des faits ne saurait remplacer une preuve légale, et détruire la foi due au procès-verbal produit devant lui ; — et attendu, dans l'espèce, qu'un procès-verbal régulièrement dressé constate que cinq chevaux de Nicolas Beuret ont été trouvés le 16 juin dernier, pâturant dans des terres artificielles appartenant à Reinal Petitfrère et à Piller ; — que la preuve contraire du fait énoncé dans ce procès-verbal n'ayant été ni offerte ni produite, celui-ci en est resté la constatation légale, et devait par lui-même entraîner la condamnation du prévenu à la peine que la loi prononce ; — d'où il suit qu'en le relaxant de la plainte, par le motif qu'il est constant, et à la connaissance personnelle du tribunal que ces chevaux pâturaient sur des terres appartenant auxdits Petitfrère et Piller, et avec la permission de ceux-ci, le jugement dénoncé a méconnu la foi due

(1) Arrêts conf. : 21 mars 1833, 19 oct. et 15 nov. 1838. — Il peut paraître étrange que le juge qui, en vertu de son pouvoir absolu d'appréciation, pourrait trouver un démenti au procès-verbal dans la déposition la plus insignifiante, ne puisse pas accorder la même efficacité à sa propre conviction, résultant peut-être d'une vérification par lui personnellement faite en connaissance de cause. — Mais, d'une part, on sent à quel arbitraire conduirait un système qui autoriserait le juge à se décider par des raisons de fait, peut-être même inexactes, que la partie intéressée à les débattre ne connaîtrait que par le jugement prononcé ; d'autre part, la loi veut avec raison que les preuves contraires au procès-verbal soient *légalement* produites. Or, le juge ne pouvant être témoin dans la cause à lui soumise, rien ne serait moins légal qu'un administré tel que celui qu'il apporterait lui-même pour suppléer à l'absence de tout témoignage régulier.

au procès-verbal précité, et, par suite, expressément violé les articles ci-dessus visés ; — casse.

Du 9 août 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2387. •

GARDE NATIONALE (1).

LOI. — RÈGLEMENTS. — SERVICE.

L'ordonnance royale du 24 octobre 1833, rendue pour l'exécution des art. 69 et 81 de la loi de 1831, n'a prescrit que des mesures administratives pour la conservation des armes ; elle est étrangère au service et aux attributions conférées aux chefs de corps, à l'autorité municipale et à l'administration proprement dite, pour fixer le service des revues et le service d'ordre et de sûreté dans le maniement des armes.

ARRÊT (Briquet).

Du 14 juillet 1838. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

Sont obligatoires les règlements faits en exécution de l'art. 73 de la loi du 22 mars 1831, et légalement publiés, qui prescrivent des exercices de théorie pour les officiers. L'infraction est punissable non seulement de la peine de l'art. 85 de la loi, mais aussi de celle de l'art. 87 (2).

ARRÊT (Marchand et Norin).

Du 21 juillet 1838. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

La loi du 28 mars 1831 est une loi générale et complète sur le service de la garde nationale ; il ne peut être suppléé à son silence sur les détails du service que par les règlements faits dans la forme

et que le cadre de ce journal ne nous permettant pas de recueillir les nombreux arrêts relatifs à la garde nationale, et cependant aucune des matières diverses qu'embrasse la jurisprudence criminelle ne devant être soustraite de notre recueil, nous résumons les principaux arrêts de la Cour de cassation sur cette matière dans quelques notices qui feront suffisamment connaître l'état de la jurisprudence.

(2) Arrêts conf.: 16 fév., 6 juill., 27 oct., 23 déc. 1833 et 23 mai 1835.

déterminés par l'art. 93 de ladite loi ; en aucun cas il n'y a lieu de recourir aux lois et règlements qui régissent l'armée active, tant que la garde nationale n'est pas mobilisée. Spécialement, la disposition de l'ordonnance militaire du 1^{er} mars 1768 qui veut que les factionnaires soient posés par un caporal ou brigadier de pose, suivant l'ordre de faction indiqué sur la feuille de service, ne peut être invoquée par le garde national prévenu de désobéissance envers le chef du poste qui lui intimait l'ordre de monter sa faction.

ARRÊT. (Dufour Saint-Hilaire).

Du 8 nov. 1838. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

CONSEIL DE DISCIPLINE. — COMPÉTENCE. — PREUVES. — PEINES.

Le conseil de discipline est incompétent pour statuer sur l'exception qu'un garde national, poursuivi pour manquement aux services commandés, veut faire résulter d'une infirmité. En conséquence, il doit considérer le prévenu comme son justiciable et les services comme obligatoires, aussi longtemps que celui-ci ne s'est pas pourvu en radiation devant le conseil de recensement et le jury de révision de la garde nationale (1).

ARRÊT (Sauvageot).

Du 3 mai 1838. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

Les conseils de discipline doivent, à peine de nullité, recevoir le serment de toute personne entendue en témoignage ; ils n'ont pas, comme les présidents d'assises, le pouvoir d'entendre, à titre de renseignement et sans prestation de serment, les déclarations des personnes qui n'ont pas été citées (2).

ARRÊT (Bien).

Du 7 juin 1838 — M. de Gartempe, rapp. — M. Hébert, av.-gén.

Le principe que nul ne peut être témoin et juge dans la même affaire est applicable aux conseils de discipline : est nul, en conséquence, le jugement qui rejette l'excuse proposée par le prévenu

(1) Arrêt conf. : 16 oct. 1832.

(2) Arrêt analogue : 25 fév. 1837.

en se fondant sur ce qu'il est à la connaissance personnelle des membres du conseil que le fait allégué n'est pas exact (1).

ARRÊT (Dezille).

Du 15 nov. 1838. — M. Isambert, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

Lorsque, dans le territoire d'un conseil de discipline, il n'existe pas de prison ni de local pouvant en tenir lieu, ce conseil n'a que l'arbitrage de la quotité de l'amende à substituer à la prison, et le jugement qui prononcerait un emprisonnement à subir dans un local placé en dehors commettrait un excès de pouvoir (2).

ARRÊT (Sauvageot).

Du 3 mai 1838. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

OFFICIER. — QUALITÉ.

Les fonctions des officiers, sous-officiers et caporaux de la garde nationale doivent être continuées tant qu'ils n'ont pas été remplacés (3). Le conseil de discipline appelé à prononcer sur des infractions commises par un officier réélu dans l'exécution de son service, ne peut se déclarer incompétent sous prétexte que ce citoyen aurait cessé d'être officier faute par lui d'avoir prêté serment et d'avoir été reconnu par la garde nationale assemblée en conformité de l'art. 59 de la loi du 22 mars 1831.

ARRÊT (Douarin).

Du 15 nov. 1838. — M. Isambert, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

REFUS DE SERVICE. — AMNISTIE.

L'art. 89 de la loi du 22 mars 1831, autorisant à prononcer la peine d'emprisonnement contre les gardes nationaux qui ont manqué pour la seconde fois à un service d'ordre et de sûreté, n'est pas applicable, lorsque des deux refus de service qui sont reprochés à un garde national, l'un est antérieur à une amnistie prononcée.

(1) Voy. *suprà*, art. 2386.

(2) Voy. arrêts des 9 janv. et 3 sept. 1835, 4 mars, 7 avril, 18 août et 3 nov. 1836, et 9 fév. 1837.

(3) Arrêt conf. : 19 août 1837.

ARRÊT (Mathey-Doré).

Du 21 sept. 1838. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

REVUES. — INSPECTION D'ARMES.

Les revues n'étant assimilées aux services d'ordre et de sûreté que quand elles ont pour objet l'inspection des armes, il en résulte que le fait d'avoir manqué à une revue, joint à un autre manquement, ne peut donner lieu à la peine d'emprisonnement qu'autant qu'il est spécifié que cette revue avait pour objet l'inspection des armes (1).

ARRÊT (Charliot).

Du 23 nov. 1838. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

FONCTIONNAIRES. — DISPENSE LÉGALE.

L'obligation d'assister aux cérémonies publiques qui ont lieu d'après les ordres du roi, imposée par le décret du 13 juillet 1804 (24 messidor an XII) à tous les corps, autorités et fonctionnaires, constitue un service public et emporte, pendant le temps de son accomplissement, dispense légale du service commandé au garde national qui se trouve tenu de faire partie du cortège.

ARRÊT (Lefrançois).

Du 21 mars 1838. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

POURVOI. — MINISTÈRE PUBLIC. — DÉLAI.

L'art. 122 de la loi du 22 mars 1831, qui ne fait couvrir le délai du pourvoi contre les gardes nationaux condamnés qu'à compter du jour de la notification du jugement, n'a pas statué sur le délai accordé au ministère public pour se pourvoir contre les mêmes jugements; dès lors l'art. 373 C. inst. cr. lui est resté applicable.

ARRÊT (Minist. publ. C. Darson).

Du 8 nov. 1838. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ABSENCE DU POSTE. — PEINES.

Dans aucun cas, l'absence du poste sans autorisation ne peut

(1) Arrêt conf. : 4 juillet 1834.

être assimilée à l'abandon du poste et être punie d'emprisonnement (1).

ARRÊT (Chastellain).

LA COUR, vu les art. 82, 83, 85, 88 et 89 de la loi du 22 mars 1831 sur la garde nationale ; — attendu, en droit, que dans aucun cas ni sous aucun prétexte le juge ne peut appliquer à celui qui a commis un fait punissable une autre peine que celle prononcée par la loi pour la répression de ce fait ; — attendu que les dispositions combinées des articles ci-dessus visés de la loi du 22 mars 1831 sur la garde nationale ne permettent pas de confondre l'absence du poste sans autorisation et l'abandon des armes et du poste ; que ces deux infractions sont différentes, et qu'elles entraînent une pénalité différente ; — que l'absence sans autorisation est le seul fait du garde national qui, ayant quitté momentanément le poste lorsqu'il n'était pas en faction, est revenu au poste avant que la garde ne fût relevée ; — que pour réprimer cette faute le chef du poste peut infliger une sanction hors de tour, suivant l'art. 82 de la loi, ou le chef du corps une garde hors de tour, suivant l'article 83 ; mais que si le chef du poste ni le chef du corps n'ont usé de la faculté que la loi leur accorde, le garde national délinquant peut être traduit au conseil de discipline et être puni de la réprimande, conformément aux articles 85 et 88 de la loi ; ce qui, dans tous les cas, assure la punition de celui qui s'est absenté du poste sans autorisation ; — que l'abandon du poste est le fait du garde national qui a quitté le poste et n'est pas revenu avant que la garde fût relevée ; que cette infraction est prévue par l'article 89, § 3, de la loi, et peut être punie de la prison pendant deux jours, et, en cas de récidive, pendant trois jours ; — attendu que l'absence du poste, même prolongée, ne constitue pas l'abandon du poste, et qu'aucune disposition de la loi n'autorise le juge à lui appliquer la peine de cette dernière infraction ; — et attendu, en fait, qu'il est constaté par le rapport du chef de poste qui a servi de base au jugement attaqué, et par ce jugement lui-même, que le sieur Chastellain, étant de garde au poste de la préfecture du 7 au 8 août 1838, est parti du poste à deux heures du matin et n'est rentré qu'à midi, au moment du défilé ; que ce fait constituait l'absence et non l'abandon du poste, et que, n'ayant pas été réprimé par le chef du poste ni par le chef du corps, il pouvait être puni par le conseil de discipline, mais seulement de la réprimande, aux termes des articles 85 et 88 de la loi précitée ; — casse.

Du 24 avril 1859. — Ch. réun. — M. Portalis, p. pr. — M. Brière Valigny, rapp. — Concl. conf., M. Dupin, proc.-gén.

(1) Décision conforme à celles de la chambre criminelle des 20 juillet 1838 (*supra*, art. 2206) et 8 nov. 1838.

ART. 2388.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — EXÉCUTION.

La disposition de la loi du 18 juillet 1837, art. 11, d'après laquelle les arrêtés municipaux qui portent règlement permanent ne sont exécutoires qu'un mois après la remise constatée par le récépissé du sous-préfet, s'applique au cas même où le préfet aurait donné son approbation avant l'expiration du mois (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Marrassé).

LA COUR, — vu l'art. 11 de la loi du 18 juillet 1837 ; — attendu que, d'après cet article, les arrêtés du maire qui portent règlement permanent ne sont exécutoires qu'un mois après la remise de l'ampliation constatée par le récépissé donné par le sous-préfet ; — attendu que cette disposition est générale, et s'applique tout aussi bien au cas où le préfet aurait donné son approbation à l'arrêté du maire avant l'expiration du mois, qu'au cas où cette approbation ne serait pas intervenue, puisque ce délai est institué, non-seulement pour donner à l'autorité supérieure du préfet le temps d'examiner avec maturité, mais aussi pour que les citoyens aient la possibilité de connaître les actes auxquels ils doivent obéissance ; — attendu que, dans l'espèce, l'arrêté du maire est du 26 avril 1838, et la contravention est du 14 mai, et que, malgré l'approbation du préfet, intervenue le 7 mai, cet arrêté n'avait aucun caractère obligatoire avant le 26 mai ; — attendu qu'il est évident que cet arrêté a le caractère d'un règlement permanent ; et que dès lors le jugement attaqué, en refusant de donner à cet arrêté la sanction pénale de l'art. 471 du Code pénal, a fait une juste application de la loi du 18 juillet 1837 ; — rejette.

Du 20 juillet 1838. — Cour de cass. — M. Mérilhou, rapp,
— M. Hello, av.-gén.

ART. 2389.

DROIT RURAL. — PASSAGE. — EXCEPTION.

Lorsque l'individu, prévenu d'avoir passé sur une terre chargée de récoltes, excipe, pour sa défense, de l'impraticabilité du chemin auquel cette terre est adjacente, cette exception, qui n'est point préjudicielle, mais justificative, peut être appréciée par le tribunal de police (2).

(1) Voy. notre art. 2182.

(2) Arrêt conf. : 14 thermidor an VIII.

ARRÊT (Minist. publ. C. Larochère).

LA COUR ; — attendu, sur le deuxième moyen, que les défendeurs poursuivis d'office par le ministère public pour avoir passé sur une terre adjacente au chemin susnommé, et chargée de récolte, ont opposé à l'action exercée contre eux, qu'ils se sont trouvés obligés de se faire ainsi un passage, parce que, sur ce point, ledit chemin est entièrement impraticable ; que le juge, saisi de la prévention, était compétent pour vérifier et déclarer le fait allégué, puisque, d'une part, son allégation ne constituait point une exception préjudicielle, et que, de l'autre, son existence devait les affranchir de plein droit, selon l'art. 41, titre 11, du Code rural des 28 septembre et 6 octobre 1791, de l'application de la peine requise contre eux ; qu'en les renvoyant donc de la poursuite, sans dépens, par le motif que le chemin en question est réellement impraticable en cet endroit, le susdit jugement, lequel est d'ailleurs régulier en la forme, a fait à la cause une juste et légale application dudit article 41 ; — rejette.

Du 6 sept. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hébert, av.-gén.

ART. 2390.

BANQUEROUTE FRAUDULEUSE. — ÉLÉMENT. — QUESTIONS AU JURY.

L'accusé de banqueroute frauduleuse ne peut être condamné pour ce crime si le jury n'a pas déclaré qu'il était commerçant failli (1).

ARRÊT (Magallan).

LA COUR ; — vu les art. 438, 586, 593 et 594 du Code de commerce ; — attendu qu'aux termes desdits articles combinés, nul ne peut être déclaré banqueroutier frauduleux et puni comme tel, s'il n'est négociant ou commerçant failli ; — attendu que, dans l'espèce, le jury n'a point été interrogé sur le point de savoir si Magallan est commerçant failli, quoique ce fait substantiel de la banqueroute frauduleuse fût formellement énoncé dans l'arrêt de renvoi et dans l'acte d'accusation ; — que, par conséquent, le jury n'a point été mis à même de répondre sur ce fait essentiellement constitutif de l'accusation ; qu'il en résulte que celle-ci n'a pas été légalement purgée tout entière ; et qu'en condamnant le demandeur comme coupable de banqueroute frauduleuse l'arrêt attaqué a commis un excès de pouvoir et

(1) Arrêts conf. : 22 juin et 23 nov. 1827, 19 sept. 1828, 16 septemb. 1830, 3 fév., 3 mars et 21 avril 1831, 23 juin 1832, 21 déc. 1837 (*suprà*, art. 2095) et 28 déc. 1837.

violé tant les règles de la compétence que les articles précités, et a faussement appliqué l'article 402 du Code pénal ; — casse.

Du 20 sept. 1838. — Cour de cass. — M. Dehaussy de Robécourt, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2391.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — VOIRIE. — MAISON. — CHANGEMENT.

Est obligatoire et applicable à tous travaux quelconques le règlement municipal qui défend de faire aucun changement aux maisons de la ville, sans distinction entre celles qui sont sur l'alignement adopté et celles qui seraient sujettes à reculement (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Milleville).

LA COUR ; — vu les articles 3, n° 1^{er}, titre XI, de la loi des 16-24 août 1790 ; — 46, titre 1^{er}, de celle des 19-22 juillet 1791 ; — 1^{er}, titre IV, de la délibération de l'administration municipale de la ville d'Amiens, en date du 3 vendémiaire an V ; — 161 du Code d'instruction criminelle, et 471, n° 15 du Code pénal ; — attendu, en droit, que l'art. 1^{er}, titre IV, de la délibération susdatée, n'établit aucune distinction entre les maisons sujettes à reculement, et celles qui se trouveraient construites dans l'alignement arrêté par l'administration publique ; — qu'elle défend d'effectuer indistinctement, aux unes ou aux autres, tout changement qui n'aurait pas été préalablement autorisé par l'autorité municipale, de quelque nature qu'il soit ; — qu'elle subordonne donc à cette condition, aussi bien les simples travaux de peinture et de blanchissage que les grosses réparations et les reconstructions proprement dites ; — d'où il résulte qu'en décidant le contraire, dans l'espèce, le jugement dénoncé a mal interprété ledit article, faussement appliqué l'arrêté du 12 avril dernier, et par suite violé les dispositions ci-dessus visées ; — casse.

Du 7 sept. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hébert, av.-gén.

ART. 2392.

LOGEURS. — CABARETIERS. — REGISTRE.

Les prescriptions de l'art. 475, n° 2, C. pén., ne s'appliquent

(1) Un arrêt de cassation du 20 juillet 1828 avait également décidé qu'un pareil règlement n'excède pas les attributions de l'autorité municipale, sauf le droit de l'autorité administrative supérieure de l'annuler ou modifier si ses dispositions ne lui paraissent pas utiles.

pas aux cabaretiers qui se bornent à donner à boire et à manger (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Albert).

LA COUR ; — attendu que le mot *logeur* comprend, dans la généralité de son acception, toutes les personnes qui font état de recevoir habituellement ceux qui se présentent dans leurs maisons pour y demeurer pendant plus ou moins de temps ; que les *cabaretiers*, lorsqu'ils ne se bornent pas simplement et exclusivement à donner à boire et à manger, contractent donc nécessairement les obligations qui sont imposées aux aubergistes, hôteliers et loueurs de maisons garnies ; d'où il suit qu'ils ne sont tenus que dans ce cas d'avoir le registre prescrit par l'art. 475, n° 2, du Code pénal, et d'y inscrire, conformément à cet article, non seulement les voyageurs étrangers, mais encore les personnes qui logent momentanément chez eux, encore bien qu'elles aient leur domicile habituel dans le même lieu ; — et attendu, dans l'espèce, qu'il n'est point énoncé dans le procès-verbal rapporté à la charge de la veuve Albert qu'elle ait logé quelqu'un dans son cabaret, et que le jugement dénoncé déclare formellement qu'elle se borne à donner à boire et à manger ; — qu'en la relaxant, dès lors, de l'action exercée contre elle pour ne s'être pas pourvue dudit registre, ce jugement, lequel est d'ailleurs régulier en la forme, n'a point expressément violé l'article précité ; — rejette.

Du 30 août 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hébert, av.-gén.

ART. 2393.

POSTES. — COMPÉTENCE. — DROIT DE PASSE.

La juridiction correctionnelle, à laquelle il appartient de statuer sur les contraventions postales, ne cesse pas d'être compétente par cela que le défendeur prétend qu'il n'a pas refusé le paiement du droit de passe au maître de poste, et que celui-ci, faute de l'avoir demandé sur lieu, n'avait plus qu'une action civile (2).

Le droit de passe est dû aux maîtres de poste aux lieux mêmes où sont établis leurs relais, quelque éloignés qu'ils soient de la route ; le défaut de paiement constitue la contravention prévue par la loi du 15 ventôse an XII, art. 1^{er}.

ARRÊT (Poulin et Pradelle).

LA COUR ; — en ce qui touche la compétence : attendu que l'art. 2 de la

(1) Voy. arrêt du 31 janvier 1837.

(2) Arrêt analogue, 21 mai 1838, *supra* art. 2194.

loi du 15 ventôse an XIII attribue, en termes exprès, à la juridiction correctionnelle, la connaissance des contraventions à l'art. 1^{er}; que c'était pour une contravention de ce genre que le demandeur avait été traduit devant le tribunal correctionnel d'Avignon; que ce tribunal était donc compétent pour connaître de l'action, et qu'il l'était en même temps pour apprécier les moyens de défense, à l'aide dequels le demandeur en cassation voulait établir qu'il n'avait commis aucun délit; — en ce qui touche le fond : — attendu que l'indemnité due aux maîtres de poste par les entrepreneurs de voitures publiques qui n'emploient pas leurs chevaux doit leur être payée au lieu où le relai est établi, en vertu de l'autorisation de l'administration supérieure, sauf les conventions qui peuvent intervenir entre les parties intéressées, pour leur commodité commune, sur le mode et le lieu de ce paiement; que le demandeur n'a pu valablement astreindre le maître de poste de Saint-Andéol à se trouver, par lui-même ou par un fondé de pouvoir, au passage de ses voitures, pour percevoir le droit ailleurs qu'au relai; qu'au surplus, et en supposant que telle ne fût point la portée de la sommation faite par le demandeur audit maître de poste, il n'a pas même allégué que, pendant le mois de février, les conducteurs de ses voitures se soient présentés au relai de Saint-Andéol, ni fait aucune offre réelle et pure et simple des droits dus pour ledit mois; qu'ainsi il se trouvait en contravention aux dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 15 ventôse an XIII; — rejette.

Du 17 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2394.

PÊCHE FLUVIALE. — DÉLITS. — MINISTÈRE PUBLIC.

Le ministère public a le droit, en matière de pêche fluviale, de poursuivre d'office les délits commis au préjudice de simples particuliers comme ceux commis au préjudice de l'État.

ARRÊT (Minist. publ. C. Hayet).

LA COUR; — vu les art. 1^{er} et 4 C. inst. cr., et 36 de la loi du 15 avril 1829; — attendu, en droit, que ces deux premiers articles investissent le ministère public du droit absolu de poursuivre d'office la répression de tous les délits; que la loi précitée, loin de déroger à ce principe général, l'a formellement sanctionné, en ce qui concerne la pêche fluviale, puisque après avoir prononcé la peine des faits qu'elle défend, même sur les ruisseaux ou cours d'eau quelconques, quand ils n'ont pas été permis par celui à qui le droit de pêche appartient (art. 5), elle déclare que le gouvernement exerce la surveillance et la police de la pêche, dans l'intérêt général, et que les officiers de la vindicte publique exercent, conjointement avec les agents spé-

ciaux par lui institués à cet effet, toutes les poursuites et actions en réparation de ces délits, en quelques lieux qu'ils soient commis (art. 36); que l'art. 67 de la même loi ne modifie nullement ces règles, puisqu'il ne fait qu'accorder, en cette matière, aux parties intéressées, l'action civile qui, dans les délits de droit commun, leur est ouverte par les art. 1^{er} et 3 du code précité; d'où il suit que le ministère public a la faculté de poursuivre directement aussi bien la répression des délits de pêche qui lui sont signalés, au préjudice des particuliers, que ceux qui sont commis au détriment de l'État; — et attendu qu'il est constant, dans l'espèce, que les prévenus ont été trouvés, le 31 mai dernier, pêchant avec des ronds et sans permission des propriétaires, dans une tourbière appartenant aux communes de Berny, d'Ailly et de Chaussey, et qu'il n'est point méconnu que cette tourbière est en communication libre et directe avec la rivière d'Avre; — que ce fait constitue le délit, prévu et puni par l'art. 5 de la loi précitée; — que le ministère public avait, par suite, caractère pour en poursuivre d'office la punition et la réparation; — qu'en le déclarant donc non recevable dans son action, parce qu'elle n'a pas été exercée au nom desdites communes, l'arrêt dénoncé a faussement interprété l'art. 67 de cette loi, et commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées; — casse.

Du 17 oct. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2395.

SURETÉ PUBLIQUE. — FOURS. — ENTRETIEN. — LOCATAIRE.

L'art. 471, n° 1^{er}, C. pén., punissant « ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu, » est applicable au locataire exploitant, quoique les réparations à faire ne soient pas simplement locatives suivant l'art. 1754 C. civ.

ARRÊT (Minist. publ. C. Jéségabel).

Du 6 sept. 1838. — C. de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hébert, av.-gén.

ART. 2396.

PARCOURS. — TROUPEAU COMMUN. — RÈGLEMENT MUNICIPAL.

Est obligatoire l'arrêté municipal qui, réglant l'exercice du parcours ou de la vaine pâture, dans une commune où a subsisté l'usage du troupeau commun, défend aux propriétaires et fermiers

qui ne voudraient pas confier leurs troupeaux au pâtre nommé par l'autorité municipale, de les réunir sous la garde d'un berger choisi par eux collectivement (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Lallemand et autres).

LA COUR; — vu l'art. 12 de la section 4, tit. 1^{er}, de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791; — vu pareillement les art. 10, 11 et 13 de la loi du 18 juillet 1837; — vu enfin l'art. 471, C. pén.; — attendu en droit, 1^o qu'il résulte de la première de ces dispositions que le parcours et la vaine pâture doivent continuer de s'exercer par troupeau commun, dans tous les lieux où tel était l'usage lors de sa promulgation, quand les propriétaires ou fermiers n'usent pas individuellement de la faculté qu'elle leur donne d'y participer par troupeau séparé; 2^o qu'il n'est donc point permis à deux ou plusieurs particuliers de rendre cette disposition inefficace, en plaçant les bestiaux qui leur appartiennent sous la conduite d'un berger par eux choisi, et de former ainsi un second troupeau commun, lorsque la loi n'a voulu en autoriser qu'un seul dans chaque localité, afin que l'exercice de la compascuité fût plus avantageux, et de prévenir, dans l'intérêt général, les inconvénients qu'entraîne la garde séparée; 3^o qu'en investissant l'autorité municipale du pouvoir d'ordonner les mesures de police rurale qu'elle juge nécessaires au profit de tous les habitants, ainsi que de nommer les pâtres communs, les articles précités de la loi du 18 juillet 1837 lui ont virtuellement conféré, par cela même, celui d'assurer l'exécution dudit article 12, et de faire cesser les infractions qui peuvent y être commises; 4^o que, dès lors, les arrêtés pris à cet effet par les maires sont légaux et par conséquent obligatoires; — casse.

Du 5 octobre 1838. — C. de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2397.

VOIRIE (GRANDE). — FLEUVES. — CONTRAVENTION. — COMPÉTENCE.

La compétence des conseils de préfecture, suivant la loi du 29 floréal an XI, s'étend à toutes les contraventions de grande voirie, et spécialement à tout fait qui entrave la navigation; d'où il suit que c'est aux conseils de préfecture, et non aux tribunaux de police, qu'il appartient de réprimer les contraventions résultant de la mauvaise direction imprimée à un bateau à vapeur.

(1) Arrêt conf., cass. 9 février 1838. Voy. aussi nos art. 2216 et 2332.

ARRÊT (Minist. publ. C. Pagès).

LA COUR; — vu les art. 408 et 413, Cod. inst. crim., qui prescrivent l'annulation de tous les arrêts et jugements en dernier ressort, lorsqu'ils présentent une violation des règles de la compétence; — vu pareillement l'art. 6 de la loi des 7, 6-11 sept. 1790; l'art. 4 de celle du 17 fév. 1800 (28 pluviôse an VIII), et l'art. 1^{er} de la loi du 19 mai 1802 (29 flor. an X); — attendu que la disposition de ce dernier article est purement démonstrative; qu'on ne saurait donc point en conclure qu'elle n'attribue restrictivement à l'autorité administrative que la connaissance des faits qui s'y trouvent spécifiés; — qu'elle place dès lors dans la compétence exclusive et absolue des conseils de préfecture, en se référant virtuellement sur ce point aux lois précitées de 1790 et 1800, toutes les contraventions qui peuvent être commises dans le domaine de la grande voirie, et spécialement tout ce qui tient à la libre et sûre navigation sur les fleuves et rivières navigables et flottables; — attendu que c'est là un des principes fondamentaux de notre droit public; — attendu qu'en décidant le contraire dans l'espèce, parce que la mauvaise direction donnée sur la Seine au bateau à vapeur la *Dorade* n'est point un fait formellement prévu par le susdit art. 1^{er} de la loi du 19 mai 1802, et que conséquemment sa répression appartient à la juridiction ordinaire de simple police, le jugement dénoncé a méconnu les limites légales de cette juridiction, et expressément violé les règles de la compétence; — casse, etc.

Du 5 janvier 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2398.

COUR D'ASSISES. — QUESTION RÉSULTANT DES DÉBATS. — SUPPRESSION D'ENFANT.

Dans une accusation d'infanticide, le président de la cour d'assises ne peut poser une question subsidiaire de suppression d'enfant (1).

L'inhumation clandestine d'un enfant qui n'a vécu que quelques instants, constitue-t-elle le crime de suppression d'enfant, par cela que la naissance n'a pas été déclarée (2).

ARRÊT (Anne Lebloas).

LA COUR; — vu les art. 337, 338 et 361, C. inst. cr.; — attendu que,

(1) Arrêt conf., 20 août 1825.

(2) La solution négative de la première question a dispensé la cour de s'expliquer de nouveau sur celle-ci. Voy. du reste notre art. 2242, et un arrêt conforme du 7 décembre 1836.

d'après la combinaison desdits articles, s'il résulte des débats quelque circonstance qui aggrave le crime imputé à l'accusé, ou quelque fait qui n'en soit qu'une modification, le président de la cour d'assises est autorisé à soumettre aux jurés ce point nouveau, dans une question ajoutée à celles qui résultent de l'acte d'accusation; mais que, lorsque le fait qui résulte des débats est au contraire un fait principal et séparé, constituant un crime distinct, on ne peut l'ajouter à l'accusation primitive et le faire décider par le jury; que ce cas est réglé par la disposition de l'art. 361 ci-dessus cité, d'après lequel le président doit ordonner de nouvelles poursuites, et décerner même, s'il y a eu des réserves dans le cours des débats de la part du ministère public, tel mandat que de droit; attendu que le crime de suppression d'un enfant ne peut être considéré comme une modification du crime d'infanticide; que celui-ci est un attentat contre la vie de l'enfant, tandis que l'autre, placé dans une section différente du Code pénal, est surtout un attentat contre son état civil, ainsi que cela ressort de la rubrique même de cette section, et des autres crimes et délits qui y sont énumérés; que dès lors, sur l'accusation de l'un de ces faits, il ne peut valablement être posé de question sur l'autre, quoi qu'il soit résulté des débats, sauf au ministère public à en faire l'objet d'une poursuite principale; et attendu, en fait, que la demanderesse était traduite devant la cour d'assises du Finistère comme accusée d'avoir commis volontairement un homicide sur la personne de son enfant nouveau-né; que, sur la question relative à ce chef, la réponse du jury a été négative; qu'ainsi l'accusation s'est trouvée purgée; que cependant le président de la cour d'assises a posé au jury, comme résultant des débats, la question de savoir si la demanderesse était coupable d'avoir supprimé un enfant né vivant; que sur la réponse affirmative du jury à cette question, la cour d'assises a prononcé contre elle les peines de l'art. 345 C. pén.; — que la position de cette question est une violation formelle des art. 337, 338 et 361 C. inst. cr., et que l'annulation qui doit en être prononcée doit, par voie de conséquence, entraîner celle de la déclaration du jury et de l'arrêt de condamnation; — casse sans renvoi.

Du 19 avril 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés.
— M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.
— M^e Carette, av.

ART 2399.

COUR D'ASSISES. — JURY. — COMPOSITION. — QUESTIONS COMPLEXES.

Lorsqu'il n'a été tiré au sort que douze jurés, sans jurés suppléants, si l'un d'eux est frappé subitement d'indisposition, la cour d'assises peut annuler le tirage et procéder au tirage d'un nouveau jury devant lequel l'affaire sera recommencée.

Les questions au jury et ses réponses ne doivent pas nécessairement être distinctes sur les diverses circonstances qui se confondent en quelque sorte, comme celles de préméditation et de guet-apens.

ARRÊT (Pietri).

LA COUR ; — sur le premier moyen tiré de la violation prétendue des art. 394, 405 et 406 C. inst. c., en ce qu'au lieu de nommer un juré suppléant, à la place d'un juré frappé subitement d'une indisposition, au lieu de renvoyer à une autre session, la cour d'assises a annulé la formation du jury, et a procédé à un tirage d'un nouveau jury ; — attendu que l'art. 394 C. inst. cr. ne s'applique qu'au cas où, indépendamment des douze jurés, il en a été tiré au sort un ou deux autres, qui assistent aux débats comme suppléants, et sont aptes, en cette qualité, à remplacer un ou deux des douze jurés qui se trouvent empêchés de suivre les débats jusqu'à la déclaration définitive du jury ; mais que cet article ne règle nullement le mode de procéder, lorsqu'il n'a été tiré au sort que douze jurés seulement, et qu'il n'a pas été tiré de jurés suppléants ; — attendu qu'alors, si, l'affaire étant commencée, l'un des douze jurés vient à se trouver empêché, par un événement quelconque, de suivre les débats et de continuer de siéger, il y a impossibilité de le remplacer par un juré suppléant, puisqu'il n'en a pas été tiré au sort, et que la loi ne prévoit pas la possibilité de tirages partiels et successifs de jurés ; que, dans cette situation, la cour d'assises peut, aux termes des art. 405 et 406, C. inst. cr., renvoyer l'affaire à la session suivante, mais que rien ne s'oppose à ce que, dans l'intérêt de la prompte expédition des affaires, et pour épargner à l'accusé la prolongation d'une captivité préventive, elle n'annule le tirage du premier jury de jugement et ce qui s'en est suivi, et à ce qu'elle ne procède au tirage d'un nouveau jury et ne recommence l'affaire immédiatement ; — attendu que, dans l'espèce, le procès-verbal de la cour d'assises constate qu'après la lecture de l'acte d'accusation, et après que l'avocat général, ayant déclaré n'avoir rien à y ajouter, a présenté la liste des témoins qui devaient être entendus, cette liste a été lue à haute voix par le greffier, et qu'à ce moment, une indisposition grave survenue au sieur Marcaggi, l'un des douze jurés de jugement de cette affaire, a empêché la continuation des débats, la cour, sur les réquisitions du ministère public, a rendu un arrêt par lequel elle a annulé le tirage déjà fait, et a ordonné qu'il serait procédé immédiatement à un nouveau tirage ; — attendu que ni l'accusé, ni son conseil, ne se sont opposés à ce mode de procéder, et qu'en exécution de cet arrêt il a été procédé de suite au tirage d'un nouveau jury de jugement, sur une liste régulière, composée de trente jurés présents, après que l'accusé a été averti, par le président de la cour d'assises, de son droit de récusation ; — attendu qu'après l'accomplissement de toutes ces formalités, l'affaire a été immédiatement recommencée, en conformité de l'art. 405 C. inst. cr., et qu'en pro-

cédant ainsi, la cour d'assises n'a commis aucune violation des art. 394, 405 et 406 du Code d'instruction criminelle.

Sur le second moyen, tiré de la violation prétendue des art. 344 et 345 C. inst. cr., et de l'art. 1^{er} de la loi du 13 mai 1836; — vu lesdits articles; attendu que, s'il résulte des dispositions de l'art. 1^{er} que le jury doit voter par bulletins écrits et par scrutins distincts et successifs, sur le fait principal, d'abord, et, s'il y a lieu, sur chacune des circonstances aggravantes, l'observation de cette règle, relativement aux circonstances aggravantes, n'est pas indispensable, à peine de nullité, lorsque, par leur nature, ces circonstances se confondent, pour ainsi dire, l'une avec l'autre, comme lorsqu'il s'agit de la circonstance de la préméditation et de celle du guet-apens, qui ont entre elles une telle similitude qu'on peut les considérer comme identiques, puisque chacune d'elles constitue un dessein réfléchi, qui a précédé l'exécution du crime, et entraîne contre l'accusé les mêmes conséquences pénales; — attendu que, dans l'espèce, le président de la cour d'assises a posé au jury les questions dans ces termes : « 1^{re}. L'accusé Pietri (Innocent-Mathieu) est-il coupable d'avoir, le 26 janvier 1838, donné volontairement la mort à Antoine-Marie Martinelli, à l'aide d'instruments tranchants et pointus? 2^e. Ce meurtre a-t-il été commis avec préméditation et de guet-apens? » — Attendu que le jury a répondu à la première question principale : « Oui, » à la majorité; et qu'il a pareillement répondu à la seconde question par une seule réponse : « Oui, » à la majorité; — attendu que le fait d'avoir posé au jury, dans une seule et même question, les circonstances aggravantes de la préméditation et du guet-apens, et le fait que le jury a répondu, par une seule et même réponse affirmative, à cette question, ne constituent pas de violation des art. 344 et 345 C. inst. cr., ni la violation de l'art. 1^{er} de la loi du 13 mai 1836; — rejette.

Du 22 nov. 1838. — C. de cass. — M. Dehaussy, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2400.

JURÉ. — JUGE DE COMMERCE. — INCOMPATIBILITÉ.

La qualité de juge d'un tribunal de commerce est incompatible avec les fonctions de juré.

ARRÊT.

Vu l'art. 441 C. inst. cr.; — La Cour, par les motifs exprimés au réquisitoire (1); — casse et annule, dans l'intérêt de la loi arrêt rendu le 13 novembre 1837, par la Cour d'assises de la Charente.

Du 29 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

(1) Ces motifs se réduisent à ceci : Aux termes de l'article 284 C. inst. cr.

ART. 2401.

DÉCRET. — LÉGALITÉ. — COMMERCE DE VINS. — AUTORISATION PRÉALABLE.

Le décret du 15 décembre 1813, qui prescrit une déclaration préalable pour l'exercice du commerce de vins en détail, a force de loi ; en conséquence l'ouverture d'un débit de vins à Paris, sans l'autorisation du préfet de police, constitue une contravention passible de 500 fr. d'amende suivant les art. 35 et 37 de la loi du 1^{er} brumaire an VII (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Legoupil).

La Cour ; — a vu les art. 59 de la Charte constitutionnelle de 1830, 4 et 12 du décret du 15 décembre 1813 ; — attendu, en droit, que ce décret, exécuté jusqu'à ce jour comme une loi, en a toute la force, puisqu'il n'est point contraire à la charte constitutionnelle de 1830, et que ses dispositions précitées sont d'intérêt et conséquemment d'ordre public ; — qu'il y a donc lieu, d'après leur combinaison avec les art. 37 et 38 de la loi du 1^{er} brumaire an VII, auxquels elles se réfèrent, de punir d'une amende de 500 fr. tous ceux qui exercent un commerce ou un débit de vins dans la ville de Paris sans l'autorisation préalable du préfet de police ; — d'où il suit qu'en décidant dans l'espèce que le susdit décret n'a maintenant pour sanction que les peines de simple police prononcées par le n^o 15 de l'art. 471 du Code pénal, le jugement dénoncé a fait une fausse application de cet article, et commis une violation expresse des trois articles ci-dessus visés ; — casse.

Du 15 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

les fonctions de juré sont incompatibles avec celles de juge ; et cette dénomination comprend tous les magistrats de l'ordre judiciaire, nommés et institués par le roi, qui administrent la justice en son nom. Or, les membres des tribunaux de commerce sont institués par le roi. (Décret du 6 octobre 1809, art. 7.) Ils administrent la justice en son nom, et forment une partie importante de l'ordre judiciaire. Ils ne peuvent donc, en leur qualité de juges, être appelés à faire partie du jury ; et c'est aussi dans ce sens que la Cour de cassation s'est prononcée explicitement par un arrêt du 15 juillet 1820, et implicitement par un arrêt du 21 septembre 1825.

(1) Voy. arrêts des 4 août 1827 et 26 avril 1828. —

ART. 2402.

GENDARMES. — PROCÈS-VERBAL. — PREUVE.

Les gendarmes sont du nombre des agents et préposés dont les rapports font foi, jusqu'à preuve contraire, des contraventions qu'ils signalent (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Charreyre).

LA COUR; — « vu l'art. 1^{er} de la loi du 17 avril 1798 (18 germinal an vi), et l'art. 154 C. inst. cr.; — attendu, en droit, que la gendarmerie royale est instituée, aux termes de ces articles, pour assurer dans toute l'étendue du royaume le maintien de l'ordre et l'exécution des lois; — que les gendarmes sont, dès lors, nécessairement compris dans la classe des agents et préposés dont les rapports font foi, jusqu'à preuve contraire, des contraventions par eux signalées dans l'exercice de leurs fonctions habituelles et légales, en vertu de l'art. 154 C. inst. cr.; — qu'ils ont donc qualité pour rendre compte de toutes les infractions qu'ils découvrent aux règlements de simple police, dans la circonscription de leur brigade, puisque ces règlements ont pour objet de maintenir le bon ordre en chaque lieu, et que leurs rapports à cet égard doivent avoir en justice autant de force que ceux des officiers locaux de police judiciaire; — d'où il suit qu'en décidant le contraire, dans l'espèce, le jugement dénoncé a fausement appliqué les art. 129 de la loi précitée, 182, 184 et 185 de l'ordonnance royale du 29 octobre 1820, et commis une violation expresse des deux dispositions ci-dessus visées; — cassé. »

Du 8 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2403.

COUR D'ASSISES. — TÉMOIN ABSENT. — RENVOI.

En cas d'absence d'un témoin cité, il appartient à la cour d'assises d'apprécier la demande en renvoi formée pour cette cause, soit par l'accusé, soit par le ministère public. (C. instr. cr., 354) (2).

(1) Un arrêt de cassation, du 24 mai 1821, adoptant les motifs du réquisitoire qui avait provoqué la cassation dans l'intérêt de la loi, semble avoir décidé que les procès-verbaux des simples gendarmes ne valaient que comme renseignements ou dénonciations. Mais, sous l'empire de l'ordonnance réglementaire du 29 octobre 1820, la Cour de cassation a tenu pour constant le principe qu'elle consacre aujourd'hui. Voy. arrêts des 30 juillet 1825, 30 nov. 1827, 9 août 1828, 16 août 1829, 25 mars 1830 et 24 février 1833. (Supra, art. 1163.)

(2) Un arrêt du 22 juin 1831 (supra, art. 813) avait été jusqu'à contester

ARRÊT (Bergs). ?

LA COUR ; — « attendu qu'il appartient à la cour d'assises, dans le cas où un témoin cité ne comparait pas, d'apprécier la demande en renvoi à une autre session, qui peut être formée, à raison de son absence soit, par le ministère public, soit par l'accusé ; que, dans l'espèce, la cour d'assises de la Haute-Garonne a formellement déclaré que la présence des témoins absents n'était pas nécessaire pour le jugement de la cause ; — que le demandeur ne peut se faire un moyen de nullité de cette décision rendue dans le cercle de ses attributions ; — rejette.

Du 21 mars 1839. — C. de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2404.

FAUX EN ÉCRITURE PUBLIQUE. — EXPLOIT. — ACTE D'AVOUÉ.

L'usurpation frauduleuse de faux noms et qualités, dans un acte introductif d'instance et dans une requête d'avoué, peut être considérée comme constituant le crime de faux en écriture authentique et publique, prévu par l'art. 147 C. pén. (1).

ARRÊT (Dubarret et Louisa).

LA COUR ; — « attendu que le crime de faux se commet, aux termes de l'art. 147 du Code pénal, par l'altération de clauses, déclarations ou faits que les actes ont pour objet de recevoir et de constater ; — que, d'après l'art. 61 du Code de procédure civile, les exploits d'ajournement doivent contenir les noms, profession et domicile de ceux à la requête de qui ils sont faits ; — qu'il en est de même des requêtes et des actes d'avoué à avoué ; — que ces divers actes, lorsqu'ils constatent faussement qu'ils sont faits à la requête de la personne dénommée, contiennent donc un véritable faux qui, s'ils sont accompagnés d'une intention frauduleuse, prend le caractère de crime prévu par ledit art. 147 ; — que les demandeurs ayant été reconnus coupables, Louisa d'avoir faussement déclaré dans une requête, qu'elle était Louise-Flore-Lydie Taneyat, et Dubarret de s'être rendu son complice, ils ont dû être condamnés aux peines dudit article 147 ; — qu'il n'était pas nécessaire pour cela qu'il fût déclaré expressément par le jury que ces faits avaient causé ou pu causer un préjudice, ces actes étant de nature à produire des conséquences et à créer en justice des droits et des obligations réciproques ; — rejette.

Du 17 mai 1839. — C. de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Hello, av.-gén.

à l'accusé le droit de demander le renvoi. Celui que nous recueillons, en reconnaissant à la cour d'assises un pouvoir appréciateur, est assurément plus rationnel. Voy. du reste l'art. 1902 de ce recueil, 1837, p. 8.

(1) Voy. la *Théorie du Code pénal*, 3^e vol. p. 368 et suiv.

DISSERTATION.

De l'influence de la chose jugée au criminel sur l'instance portée devant les tribunaux civils (1).

M. MANGIN, t. II, p. 579, n° 413, expose ainsi la doctrine de M. TOULLIER (2) :

« L'argumentation principale de M. Toullier, à l'appui de son système, est celle-ci : aux termes de l'art. 1351 du Code civil, l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement ; il faut que la chose demandée soit la même, et que la demande soit formée entre les mêmes parties ; or, l'action civile et l'action publique ont des objets différents : par l'une on réclame des dommages-intérêts, par l'autre on requiert l'application d'une peine ; le principe de l'une est l'intérêt privé, le principe de l'autre est la vindicte publique. Les parties ne sont point les mêmes lorsque la partie civile n'a pas figuré dans l'instance criminelle ; donc, le jugement qui est intervenu manque de deux des conditions exigées par le Code civil pour constituer la chose jugée.

« M. MERLIN répond, continue M. Mangin, qu'il y a suffisamment identité d'objets dans deux procès, dont l'un dépend de l'autre ; que ce lien de dépendance existe toutes les fois que l'un des deux a pour objet une question préjudicielle à l'autre. Il ajoute qu'il y a identité de parties, parce que, dans les actions publiques, le ministère public agit au nom de la société aux risques, périls et avantages de tous les intéressés. »

M. MANGIN finit en combattant l'opinion de M. TOULLIER. Dans une savante dissertation, l'élégant auteur de la *Théorie de la procédure civile*, M. BONCENNE (3), donne une nouvelle force à l'argumentation de M. Mangin et adopte ses principes.

A nos yeux, il n'existe en aucun cas d'influence possible, d'une juridiction sur une autre juridiction ; la chose jugée, n'exerce pas d'influence, c'est la loi du juge, qu'on nous passe la hardiesse de cette expression. Ainsi, en 1833, le pouvoir législatif a été accordé à la Cour de cassation après un second pourvoi. Il serait inexact de dire que son dernier arrêt aura de l'influence sur la décision de la cour royale ; cet arrêt sera

(1) Cette dissertation n'est que le développement de l'opinion que nous avons émise dans la *Revue de Jurisprudence* du tome V, p. 167.

(2) T. X, p. 361.

(3) T. IV, p. 39.

devenu l'expression de la volonté du législateur, et la cour de renvoi devra s'y conformer. Lorsqu'une juridiction, dans les limites de ses pouvoirs, a rendu une décision que personne n'a attaquée, cette décision forme la loi des parties qui ont figuré devant cette juridiction. La même contestation ne peut jamais être reportée du civil au criminel, du criminel au civil, d'un conseil de préfecture à un tribunal de première instance, etc. Le mot *loi* dit tout, il peignait notre pensée d'une manière exacte; nous n'avons pas hésité à le prendre comme le symbole le plus complet.

Quelle peut donc être, avec ce rigorisme de principes, la difficulté de cette proposition : *De l'influence du criminel sur le civil*? A tout plaignant deux voies, la voie civile et la voie criminelle. Les intérêts civils reçoivent la vie en dedans et en dehors de l'intérêt social dont la défense, sous la figure de la *vindicta publica*, est confiée au ministère public seul. Par ces deux voies, tout plaignant peut et doit obtenir justice : si l'une d'elles est épuisée, les actes de l'officier public lui deviennent étrangers. Il a vu s'élever contre lui une barrière infranchissable, la *chose jugée*, *res judicata pro veritate habetur*, principe éminemment conservateur de la stabilité de l'ordre social, et que tous les jurisconsultes considèrent comme l'arche sainte. Mais cette *chose jugée* ne s'obtient pas par le seul contact de deux parties échangeant entre elles les interpellations d'une lutte judiciaire; il faut qu'il y ait conclusions et adjudication de conclusions par un tribunal ayant pouvoir et mission d'apprécier ces conclusions.

Ceci posé, qu'advient-il au civil? qu'advient-il au criminel? Au civil, nulle difficulté; Paul est poursuivi par Léon pour lui avoir enlevé sa montre; le tribunal civil rejette la demande, le ministère public poursuit Paul au criminel; il est défendu à Léon de se porter partie civile. Contre lui s'élève la chose jugée. S'agit-il d'un faux incident? Jugement qui rejette le faux, déclare la pièce vraie et condamne Léon. Le ministère public poursuit Paul devant la cour d'assises; il est défendu à Léon de se porter partie civile. Qui oserait contester de semblables propositions? Au criminel, que peut-il arriver qui complique cette position nette et tranchée? Si la juridiction est correctionnelle, il y a acquittement ou condamnation, mais toujours adjudication ou rejet des conclusions de la partie poursuivante; si elle n'était que plaignante, la position pourrait être la même que celle que nous allons examiner. Si la juridiction est le grand criminel, la chambre des mises en accusation peut refuser de prononcer le renvoi aux assises, attendu qu'il n'y a pas d'indices suffisants. Ce n'est là qu'un acte d'instruction dont le bénéfice, comme chose jugée, ne pourrait pas même être invoqué par

le prévenu mis en liberté, si de nouvelles charges s'élevaient contre lui. C'est comme un interlocutoire, un préparatoire même en matière civile; la chambre des mises en accusation ne statue pas, elle ne juge point, elle n'admet ni ne rejette de conclusions. Son arrêt ne réunit donc aucun des caractères qui puissent nous représenter les éléments constitutifs de la chose jugée.

Mais le renvoi est ordonné, les débats sont ouverts devant la cour d'assises. C'est ici que commence la confusion perpétuelle des auteurs entre les devoirs des jurés et ceux de la cour. Quelle peut, quelle doit être la préoccupation des jurés? *Uniquement* la culpabilité ou l'innocence de l'accusé; il n'est permis à personne de pénétrer dans les motifs qui déterminent la sentence. Elle ne pourra produire qu'un acquittement ou une condamnation à une peine; elle n'exercera aucune influence (on peut ici employer cette expression) sur les prétentions de la partie civile; que les questions soient bien ou mal posées; que le jury ait répondu oui ou non à cette question : *tel fait est-il constant?* la réponse se résumera toujours en une déclaration d'innocence ou de culpabilité. Un jury n'a pas mission de rendre un arrêt, il n'a que le pouvoir de déclarer que l'accusé est coupable ou innocent; autrement, sur la déclaration de tel fait, une cour serait forcée de prononcer des dommages-intérêts ou de les refuser, ce qui n'est pas. Il est admis maintenant, qu'après la déclaration du jury, si la cour est forcée d'appliquer la loi pénale contre l'accusé ou de le renvoyer, elle est complètement libre d'accorder ou de refuser des dommages-intérêts; elle peut ne tenir aucun compte de la décision du jury. Le jury n'est appelé à juger que la *criminalité* du fait; tout ce qui est en dehors de cette *criminalité* est du domaine de la cour d'assises ou des tribunaux ordinaires. Une décision du jury n'est pas un arrêt; elle ne peut jamais entrer dans les éléments de la chose jugée; c'est une déclaration dont la conséquence pénale est édictée par le juge, mais voilà tout. C'est après cette déclaration que continue sérieusement le procès civil, et que les conclusions en dommages-intérêts sont prises soit par l'accusé acquitté, soit par la partie civile.

Qu'il nous soit permis de puiser dans ces principes, qui nous paraissent hors de toute contestation; des conséquences toutes naturelles, toutes logiques, en passant en revue les diverses positions qui ont fait l'objet de longues dissertations de la part des auteurs.

Première hypothèse. L'accusé est déclaré coupable. La cour, vu la déclaration du jury, le condamne à la réclusion; la société est vengée; aucun plaignant n'élève la voix, aucune condamnation civile ne peut intervenir. Les droits des parties

resteront intacts devant la juridiction civile. Devant les tribunaux civils, le condamné, lorsqu'il élèvera des prétentions contraires en apparence à l'arrêt qui l'aura frappé, ne pourra pas être repoussé par la force de la chose jugée, puisque son adversaire n'a pas voulu recourir à la voie criminelle, et a préféré s'en tenir aux juges civils. Il est par trop certain que, si ce condamné ne fournit pas la preuve la plus éclatante de son bon droit, *l'influence morale* de la condamnation sera écrasante pour lui, et que les juges, s'armant du pouvoir discrétionnaire que leur accorde, en certains cas, la jurisprudence, accueilleront les prétentions de son adversaire, et, s'il s'agit d'un faux, par exemple, déclareront qu'il existe, sans s'astreindre aux longues évolutions de la procédure; mais ce ne sera pas par suite de la puissance légale de la chose jugée que ses conclusions seront rejetées. Si, au contraire, la partie civile, présente au procès criminel, a posé ses conclusions, ce n'est pas à dire pour cela que nécessairement, *forcément*, la cour prononce contre le condamné des restitutions et dommages-intérêts. L'art. 363 du Code d'instruction criminelle permet au condamné de se défendre sur les conclusions en dommages-intérêts et restitution. Donc la cour a le droit de rejeter les prétentions de la partie civile qui, en certains cas, peuvent être inadmissibles et même immorales.

Seconde hypothèse. L'accusé est déclaré coupable. Quelles que soient les déclarations du jury, la cour ne peut que prononcer l'acquiescement. S'il n'y a pas de partie civile, l'état est condamné aux dépens; et l'acquiescement ne produit qu'un résultat, celui de préserver l'accusé de toute poursuite ultérieure criminelle pour le même fait : il faut se pourvoir devant les tribunaux civils pour obtenir des dommages-intérêts contre son dénonciateur (1); de même que toute partie intéressée peut le poursuivre en restitution, en dommages-intérêts, sans qu'il puisse jamais opposer un arrêt pour lui, un arrêt qui le met en défense contre les poursuites de la société, mais qui ne doit point préjuger les intérêts civils d'une partie étrangère au procès criminel. Au contraire, si la partie civile a pris des conclusions, le débat civil, sur lequel la déclaration du jury n'exercera aucune *influence*, se vide immédiatement devant la cour. L'individu attaqué et la partie civile se livrent à une lutte dont l'issue est loin d'être certaine en faveur du premier. L'espèce dans laquelle nous avons obtenu, le 21

(1) L'attribution de juridiction de l'art. 359 du Code d'instruction criminelle n'a été présentée par aucun auteur comme une objection sérieuse; aussi, ne croyons-nous pas devoir nous y arrêter.

octobre 1835 (S. 1835, 1^{re} partie, p. 850), un arrêt de la Cour de cassation, prouve suffisamment qu'une cour ne se laisse pas influencer par la décision du jury. En matière de presse, le même principe a été appliqué, malgré les efforts et le talent de notre confrère et ami M^e Crémieux. (Arrêt de cassation du 27 février 1835, *Journal du droit criminel*, 1835, p. 95.)

Quel *abominable danger* (1) présente donc cette doctrine si simple à exposer, si facile dans l'exécution? Chaque juridiction conserve sa sphère d'action, sans empiéter sur une autre juridiction. Les parties restent maîtresses de suivre à leur gré les diverses voies que leur ouvre la loi. Les principes conservateurs de la chose jugée demeurent intacts, et la controverse n'est plus possible. Il a fallu tant d'efforts de la plus ingénieuse dialectique pour colorer la doctrine de MM. MERLIN, DALLOZ, BONCENNE, etc., que notre esprit a refusé d'adopter une opinion destructive de la chose jugée, et qu'on ne pouvait péniblement édifier qu'à l'aide d'inductions et de probabilités. Dans les questions d'une haute portée comme celle-ci, quelle que soit la solution qu'on adopte, on découvrira des inconvénients; mais le plus grave de tous, à notre sens, c'est d'ôter à des principes générateurs leur caractère d'universalité, et de créer en dehors de la loi des exceptions que n'exige nullement un prétendu besoin d'équilibrer les juridictions civiles et criminelles.

Votre doctrine serait admissible, nous dira-t-on, si une grave objection ne venait créer, malgré vous, une exception qui établit jusqu'à l'évidence *l'influence* que vous déniez d'une juridiction sur l'autre. Ce n'est plus, à la vérité, de l'influence du criminel sur le civil qu'il s'agit, mais bien de l'influence du civil sur le criminel; et M. MERLIN, et M. BONCENNE, et M. DALLOZ, de répéter que cette exception est un argument invincible; le voici : Les articles 182 du Code forestier, et 327 du Code civil, parlent de jugements préjudiciels à intervenir, lesquels jugements exerceront une influence directe sur la juridiction criminelle; or, le ministère public, restant dans sa sphère de surveillance pour maintenir l'observation des lois, requérir et conclure, ne doit pas être compté au nombre des parties entre lesquelles se rendent les jugements civils sur les questions d'état et les droits de propriété; et pourtant les faits positivement décidés par ces jugements ne peuvent plus être niés ni débattus, quand on arrive devant la juridiction criminelle; l'influence du civil sur le criminel, et réciproquement, ne tient donc pas essentiellement à ce que les mêmes personnes y soient réellement et nominativement

(1) Expressions de MM. Mourre et Boncenne.

engagées (1). Nous répondrons d'abord que ces exceptions mêmes écrites dans la loi, et plusieurs autres que nous pourrions citer, relatives au dépôt, à l'adultère, aux injures, dans lesquelles une volonté particulière enchaîne l'action publique, confirment la règle générale; mais, du reste, qu'y a-t-il d'étonnant que le législateur n'ait pas voulu qu'en matière de filiation la partie publique vînt, par une poursuite indiscrète, jeter le trouble dans une famille; que le législateur ait renvoyé aux tribunaux civils la décision d'un litige de propriété purement civil, et ait prescrit à celui qui se défend en disant *feci, sed jure feci*, d'aller, dans un certain délai, plaider avec son véritable adversaire, pour que, muni d'un titre de propriété, il démontre au ministère public qu'il est sans intérêt à le poursuivre, surtout lorsque l'article 182 exige des présomptions de propriété avant de permettre le sursis? Qu'au lieu d'un jugement, la partie poursuivie devant un tribunal correctionnel présente un acte de propriété inattaquable, le ministère public soutiendra-t-il que cet acte est *res inter alios acta*? Le seul motif du législateur dans le renvoi à fins civiles a été de ne pas encombrer les tribunaux correctionnels de procès civils; c'est une restriction de juridiction. Le jugement qui intervient au civil détermine sur quelle tête doit reposer la propriété; si le procès civil eût eu lieu avant le débat correctionnel, il aurait empêché nécessairement la citation du ministère public : on ne voit pas pourquoi il n'arrêterait pas la continuation des poursuites. C'est vainement que nous approfondissons ces assimilations. Nous n'apercevons pas la portée de l'argument, varié sous toutes les formes par les auteurs que nous combattons.

On puise un nouvel argument dans l'art. 235 du Code civil; mais qui ne voit que le sursis est indispensable, puisque l'article 232 du même code prononce le divorce, lorsque l'un des époux a été condamné à une peine infamante? On insiste, et on se fonde sur l'art. 240 qui ordonne le sursis, lorsque le tribunal a cru découvrir des indices de faux; dans ce cas, dit-on, la question préjudicielle est élevée et elle doit produire les mêmes effets. Dans l'espèce de l'art. 182 du Code forestier, le jugement au civil anéantissait toute action au criminel; dans l'espèce de l'art. 240, la poursuite au criminel doit amener le même résultat. Ici encore, selon nous, on fait une confusion évidente du caractère des deux juridictions; au criminel pas de poursuites possibles sans corps de délit; or, la loi disant que les tribunaux civils seuls auront le pouvoir de juger les questions d'état et de propriété, ces questions une fois jugées en faveur du prévenu, il n'y a plus de corps

(1) Boncenne, t. IV, p. 51.

de délit et partant plus de poursuite possible ; mais, dans un débat d'intérêts civils, ce n'est plus un principe de droit pénal qui servira de règle, c'est toujours une disposition de la loi civile. Or, les seules preuves légales qui puissent déterminer la conviction des tribunaux civils, c'est un acte émané de la partie, des présomptions graves, précises, concordantes, ou une enquête, selon les cas, et enfin la chose jugée telle qu'elle est définie par la loi civile. Comment donc fonder deux positions si différentes, rattacher deux espèces qui ne sont pas régies par les mêmes lois ? Aussi qu'on lise les discussions de nos savants contradicteurs, et on verra quelles nuances ils sont forcés d'admettre, et que de cas ils cherchent à soustraire à ce qu'ils appellent *l'influence du criminel sur le civil* : pour être conséquent avec leur système de *préjudicialité*, selon l'expression de M. Boncenne, il faudrait, toutes les fois que sur une inscription de faux il y a eu sursis et que la juridiction criminelle ne condamne pas le prétendu faussaire, que la pièce ne pût pas lui être contestée. Au contraire, ils distinguent, ils introduisent un autre principe aussi subversif des idées judiciaires que celui-là même que nous combattons au fond : ce n'est plus du seul dispositif d'un arrêt que devra ressortir la chose jugée, ce sont les motifs qui feront la loi. Ainsi, la chambre des mises en accusation a-t-elle déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre, la conséquence logique serait bien que le faux n'existe pas ; cependant aucun auteur ne veut accorder *d'influence* à cet arrêt, même quand il sera motivé. L'accusé a-t-il été traduit devant la cour d'assises, sur un acte de mise en accusation, énumérant toutes les circonstances du faux ; mais la cour d'assises a-t-elle été forcée de l'acquitter par suite d'un verdict négatif ? Il n'y a rien de jugé, dit-on encore d'une manière absolue. Posant là un troisième principe qui dénature l'institution du jury appelé uniquement à apprécier une culpabilité et non à juger des procès civils, on veut que l'influence existe si le jury a dit : *Non, l'acte n'est pas faux*, et que cette influence n'existe pas si le jury, se renfermant dans les véritables limites, s'est contenté de répondre, *Non, l'accusé n'est pas coupable*. Étonnante métaphysique du droit, qui ne satisfait nullement l'esprit. Mais la raison ne se révolte-t-elle pas contre cette singulière, cette étrange doctrine, qui, en définitive, créera contre un individu un droit irréfragable, toutes les fois qu'il sera condamné, et lui marchandera le bénéfice d'un arrêt d'acquittal. Condamné, il n'a plus le droit de se plaindre, sa honte est une *vérité* : acquitté, il reste soumis à d'incessantes poursuites, qui feront crouler dans ses mains des actes dont il a démontré l'exactitude au grand jour de l'audience criminelle. Comment nos jurisconsultes les plus éclairés n'ont-ils pas reculé devant ces illogiques et barbares

conséquences de leur système ? Le motif de cette persistance, c'est qu'engagés dans une voie sans règle fixe, sans bornes certaines, *la représentation au criminel de la société par le ministère public*, ils n'ont trouvé l'entier accomplissement de cette représentation que quand le magistrat mandataire avait obtenu la condamnation. En cas d'acquiescement, ses mandants peuvent, selon eux, refuser ratification. Aussi le vénérable M. Toullier que M. Boncenne (1) a cru pouvoir accuser de *s'être laissé entraîner par une ardeur de discussion*, s'écriait-il : « Etrange représentant que celui qui n'a point, ni ne peut pas même recevoir le mandat du représenté, ni prendre des conclusions pour lui !... » Et le savant auteur de la théorie d'ajouter.... « Véritablement, le ministère public n'est point le mandataire de la partie pour requérir la réparation civile du dommage qu'elle a souffert ; mais il représente la société tout entière, pour faire juger l'existence du fait dommageable. »

Pourquoi donc alors se porter partie civile ? il est plus prudent d'attendre la décision du criminel. Si l'accusé est absous, rien ne sera jugé en sa faveur ; le plaignant pourra le poursuivre devant les tribunaux civils, et soutenir sa culpabilité ; s'il est condamné, le plaignant, s'armant de la sentence alors inexpugnable, demandera sur état des dommages-intérêts.

La plupart des auteurs ont examiné la prétendue influence du criminel sur le civil à l'occasion du faux, et ils ont alors posé des principes généraux qui peuvent s'appliquer aux décisions de tous les tribunaux de répression ; mais n'auraient-ils pas reculé devant la conséquence de leur étrange système, s'ils avaient pesé chacune des espèces que peut avoir à juger la juridiction criminelle ? Ainsi, même en cette matière spéciale, Pierre poursuivi est acquitté ou condamné pour avoir commis un faux dans un acte de vente ; l'arrêt empêchera-t-il que la validité ou la nullité de l'acte de vente puisse être soutenue par toutes les parties ? Mais si la poursuite n'est portée que devant le tribunal de police correctionnelle sous la prévention d'escroquerie, le jugement développe, dans de longs motifs, qu'il n'y a pas eu d'escroquerie et renvoie le prévenu ; le plaignant, qui ne figurait pas à ce jugement, aura-t-il été représenté par le ministère public, à tel point qu'il ne puisse plus rien demander aux tribunaux civils ? Oserait-on le soutenir ? Et cependant il est aussi *abominable* de voir un tribunal civil juger le contraire de ce qu'aurait décidé un tribunal correctionnel, que de le voir juger contrairement à un arrêt de cour d'assises. Dans les deux cas, l'ordre public est intéressé plus ou moins ; le poursuivant, dans l'intérêt de tous, aura

(1) Tome IV, p. 44.

toujours été le ministère public. Devant le tribunal correctionnel, il n'y a plus le même embarras que devant les cours d'assises; les motifs sont explicites, soit pour l'acquittalment, soit pour la condamnation. Tout dépendrait donc du zèle et de l'intelligence des fonctionnaires du parquet; en leurs mains reposerait le sort des procès les plus graves, et la compétence des tribunaux civils disparaîtrait toutes les fois que la juridiction criminelle aurait été saisie. Dans notre système, au contraire, tout s'harmonise en présence d'un respect absolu pour le principe conservateur de la *chose jugée*. Le plaignant pouvait se rendre partie civile et conclure; de même, en garantie formelle, la partie assignée peut appeler garant pour prendre son fait et cause. Le plaignant a-t-il refusé de suivre les chances de la voie criminelle, a-t-il préféré ses juges naturels? tout restera intact entre lui et son adversaire. Ce ne sera pas un condamné contre lequel il plaidera, car rien n'aura été jugé avec lui; ce qui aura été jugé au criminel sera de nouveau jugé au civil; la condamnation ou l'acquittalment formeront évidemment des préjugés fort graves, et l'influence morale s'attachera à l'instance, malgré la force négative des principes, mais au moins la base de la *chose jugée* ne formera pas une fin de non-recevoir légale; la décision du juge civil pourra être différente de celle du juge criminel. De même, un défendeur qui a préféré courir les chances d'une double instance et n'a assigné son garant qu'après l'épuisement du procès principal, peut se trouver, malgré le respect dû à la chose jugée, dans une position plus fâcheuse encore; car, condamné à rendre un immeuble acheté par lui, il peut se voir refuser le remboursement de son prix par son vendeur qui, plus habile que lui, ou devant un autre tribunal, démontrera que le premier jugement, même un arrêt de cour souveraine ou de Cour de cassation, a violé la loi. Tout cela en vertu de ce précepte que la chose jugée n'existe qu'autant que le juge, dont la décision est invoquée, a tranché la même question, entre les mêmes parties, agissant en la même qualité.

Une seule exception, dont aucun auteur n'a cru devoir parler, se lit dans l'art. 727 du Code civil: « Sont indignes de succéder, dit cet article, 1° celui qui serait *condamné* pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt; 2° celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale, jugée calomnieuse. » Ce n'est point au civil qu'auront été vidées les deux instances. En vain l'héritier, après avoir donné la mort à l'auteur commun, serait-il poursuivi devant les tribunaux civils par ses cohéritiers; en vain ces mêmes cohéritiers voudraient-ils prouver devant les tribunaux la calomnie d'une plainte capitale; il faut, dans le premier cas, qu'il y ait eu *condamnation*, et, dans le second, qu'il y ait eu *accusation*

jugée calomnieuse. Dans une de ces circonstances, c'est au ministère public à faire constater le fait duquel dépendra la question civile d'indignité. C'est ainsi qu'une condamnation à une peine afflictive ou infamante emporte la privation des droits civils. On conçoit cette conséquence d'une condamnation sur l'état, la condition de l'individu; ce n'est pas là une influence d'une juridiction sur l'autre, c'est la qualité altérée par une condamnation. L'héritier sera indigne par la seule force de la loi et de la condamnation.

M. Boncenne, préoccupé, dans l'examen de cette sérieuse difficulté, des dispositions sur le faux, tire un argument de l'art. 463 du Code d'instruction criminelle, et dit avec Merlin, *Questions de droit*, v°. *Faux*, § 6, qu'en cas de condamnation, même sans l'intervention d'aucune partie civile, en vertu de cet article, les pièces jugées fausses, en tout ou en partie, sont *supprimées, lacérées ou rayées*. « Le législateur pouvait-il, ajoutent ces deux savants jurisconsultes, annoncer d'une manière plus positive, que par cela seul que le faux était jugé constant avec le ministère public, il était censé jugé tel avec tous ceux à qui il importait que les actes ne fussent plus reproduits en justice par l'accusé. Mettre l'accusé hors d'état d'en faire désormais usage envers *qui que ce fût*, n'était - ce pas dire nettement qu'il ne serait plus désormais recevable à soutenir, envers *qui que ce fût*, qu'il ne s'était pas rendu coupable de faux. » La disposition du Code d'instruction criminelle serait-elle aussi précise, que nous n'y trouverions pas encore une raison de décider. La pièce, même déchirée, sur la plainte d'un fripon qui n'aurait pas osé toutefois se porter partie civile, on peut en trouver le double à sa mort, double reconnu par lui, et l'accusé gagnera alors, devant les juges civils, un procès que la faillibilité humaine seule lui aura fait perdre devant les tribunaux criminels. Mais le Code d'instruction criminelle est loin d'être aussi explicite que le supposent MM. Merlin et Boncenne; l'article est ainsi conçu : « Lorsque les *actes authentiques* auront été déclarés faux en tout ou « partie, la cour ou le tribunal qui aura connu du faux, ordonnera qu'ils soient *rétablis, rayés ou réformés*, et du tout « il sera *dressé procès-verbal*. » Nous remarquons 1° qu'il ne s'agit ici que des actes authentiques; chaque jour des expéditions de ces actes peuvent être demandées, et il ne faut pas qu'après un arrêt de condamnation on puisse délivrer une expédition qui reproduirait une erreur probable; 2° ces actes ne doivent pas être supprimés ou lacérés, autrement le législateur aurait été bien imprudent, car, sur le pourvoi de la partie condamnée, l'arrêt peut être cassé, et ce sera devant un autre jury que son innocence devra être proclamée; si la suppression était consommée, l'élément premier manquerait au procès;

que, si l'on répond que l'exécution même de l'art. 463, quoi-qu'il dise dans la *quinzaine de l'arrêt*, serait suspendue par un pourvoi, toujours est-il que les parties peuvent avoir intérêt à ce que, devant les tribunaux civils, la pièce fausse soit représentée, ne serait-ce que pour servir de commencement de preuve par écrit; 3° enfin, le législateur a pris le soin lui-même d'indiquer qu'il ne voulait prescrire qu'une mesure essentiellement conservatrice. On rétablit, on raye, on réforme, mais on dresse du tout *procès-verbal*; c'est-à-dire qu'on énonce qu'à tel endroit on a ajouté un mot, que tel autre a été bâtonné ou que telle phrase a été modifiée. Voyons maintenant comment le législateur s'est exprimé dans le code de procédure civile, lorsque toutes les parties intéressées étaient en présence devant les tribunaux ordinaires. Art. 241 : « Lorsqu'en statuant sur l'inscription de faux, le tribunal aura ordonné LA SUPPRESSION, LA LACÉRATION ou la radiation en tout ou en partie, même la réformation ou le rétablissement des pièces déclarées fausses, il sera sursis à l'exécution de ce chef du jugement, tant que le condamné sera dans le délai de se pourvoir par appel, requête civile ou cassation, ou qu'il n'aura pas formellement et valablement acquiescé au jugement. » Quelles différences dans l'expression même du législateur ! Ce ne sont plus ces simples modifications ; ce n'est plus ce *procès-verbal* protecteur de tous les droits ; c'est la *suppression*, la *lacération* ; mais aussi elles ne pourront être consommées qu'après l'écoulement de tout délai pendant lequel une réformation serait possible. Qui ne voit dans cette rédaction un motif déterminant de dénier à un jugement criminel la force de chose jugée qu'on veut dissimuler sous le nom plus modeste d'*influence* ?

Quelques auteurs se sont emparés des termes assez obscurs de l'art. 214 du Code de procédure pour en conclure que tout jugement intervenu, soit avec le demandeur, soit avec le défendeur, devait obtenir la force de la chose jugée. Pour être convaincu de l'erreur de ces jurisconsultes, il suffit de jeter les yeux sur les discussions qui ont eu lieu lors de la rédaction du code, rapportées par M. Locré, t. XXI, page 454, n° 122, et 606, n° 14. M. Boncenne lui-même reconnaît que, « ni les rédacteurs de l'ordonnance de 1737, ni les rédacteurs du Code de procédure ne se sont occupés de ce point, et « que l'on étend leur expression par delà leur pensée, en la « détachant des règles du droit commun. Les observations du « tribunal, ajoute-t-il, prouvent assez clairement que ces mots : « soit avec le demandeur, soit avec le défendeur en faux, ne se « rapportent qu'à une simple vérification d'écriture, qui aurait « précédé l'inscription de faux et qui n'y peut jamais faire obstacle. Le reste n'est qu'une sorte d'incise qui ne se lie pas

« autrement à la principale disposition de l'article. Ce serait
« fort mal raisonner, je crois, que d'en extraire un argument
« à *contrario*, dont la conséquence donnerait une autorité
« universelle au jugement intervenu en faveur d'une pièce
« arguée. »

Pendant longues années, les auteurs, cédant à la doctrine de cette influence de la chose jugée au criminel, n'hésitaient pas à dire qu'un officier ministériel poursuivi criminellement ne pouvait plus l'être disciplinairement, lorsqu'il avait été acquitté; la maxime *non bis in idem* était invoquée, et la jurisprudence flottait incertaine. Enfin, elle est fixée, et l'influence est écartée (1). Pourquoi? par cette raison, qui a constamment vivifié notre discussion, que l'on ne rencontrait pas dans de semblables espèces tous les caractères de la chose jugée. Certes, c'étaient bien les mêmes parties, puisque le ministère public était poursuivant dans les deux positions, mais l'objet n'était plus le même. Dans la première poursuite, l'application d'une peine était demandée aux juges compétents; dans la seconde, ce n'était plus qu'une mesure disciplinaire, tenant autant à l'honneur du corps de l'officier ministériel qu'à l'intérêt général de la société.

Nous croyons devoir transcrire, en terminant, les motifs du dernier arrêt de la Cour de cassation, qui nous paraissent révéler, en faveur de notre système, la pensée des magistrats de cette cour. « Attendu, a dit la cour, sur le premier moyen, « tiré de la violation des art. 1350 et 1351 du Code civil (2), « en ce que l'arrêt attaqué a déclaré faux le contrat du 12 avril « 1823, souscrit par l'auteur des défendeurs éventuels, au « profit du demandeur, au mépris de la chose jugée par l'or- « donnance de non-lieu qui l'avait relaxé de l'accusation de « faux; que cette ordonnance qui, *dans un intérêt public et par « voie criminelle*, n'avait statué que relativement à la personne « de Charlot, n'a pu empêcher d'examiner, *dans un intérêt « privé et par la voie du faux incident*, toutes les questions rela- « tives à la fausseté et à la validité du contrat dont le deman- « deur prétendait se prévaloir contre les défendeurs éven- « tuels, etc. »

CHAUVEAU ADOLPHE.

(1) Arrêt de cassation du 12 avril 1837. (J. av., t. LIII, p. 552).

(2) Qu'on remarque bien que le demandeur en cassation n'avait pu fonder son pourvoi que sur la violation de la chose jugée, parce que le principe de l'influence ne trouve sa sanction dans aucun article de loi.

RÉSUMÉ DE LA JURISPRUDENCE

Sur la maxime *non bis in idem* et l'exception de chose jugée, appliquées à l'action disciplinaire.

En thèse générale l'action criminelle et l'action disciplinaire sont indépendantes l'une de l'autre, l'objet de la première ne pouvant être qu'un fait réprimé par la loi pénale, et son but l'application d'une peine; l'objet de l'autre étant toujours un manquement aux devoirs de la dignité ou de la profession, et son but l'application d'une mesure de discipline qui n'est pas une peine proprement dite.

Ainsi, la condamnation disciplinaire, encourue par un magistrat, ne s'oppose pas à l'exercice d'une poursuite correctionnelle pour le même fait.

Cass. ch. crim. 12 mai 1827 (S. 27. 1. 182; D. 27. 1. 240.)

Rejet, ch. crim. 22 décembre 1827 (S. 28. 1. 156; D. 28. 1. 67.)

De même, la condamnation criminelle ou correctionnelle, prononcée contre un magistrat, notaire ou officier ministériel, ne fait point obstacle à l'exercice de l'action disciplinaire.

C. de cass. ch. réun. 8 décembre 1809 (S. 10. 1. 202; D. A. 2. 602; J. Av. 10. 535.)

C. de cass. ch. réun. 27 juillet 1810 (S. 11. 1. 34; D. A. 2. 603; J. A. 10. 552.)

Req. 31 octobre 1811 (S. 12. 1. 41; D. A. 2. 604; J. A. 16. 811; Merlin, Rép. vo *Notaire*, p. 590.)

Req. 24 juin 1828 (S. 28. 1. 370; D. 28. 1. 292.)

Grenoble, 26 décembre 1828 (S. 29. 2. 212; J. A. 37. 222.)

Voy. aussi deux circulaires du ministre de la justice des 23 février 1810 et 18 janvier 1811 (*Code du notariat*, t. 1, p. 409 et 414.)

La décision affirmative ou négative des tribunaux de répression n'a-t-elle pas force de chose jugée pour la poursuite disciplinaire, en ce sens que les faits reconnus vrais ou déniés par le premier jugement ne peuvent plus être remis en question?

Dans ce sens :

Cass. 24 juillet 1822 (S. 23. 1. 39; D. A. 2. 605.)

Pau 28 janvier 1824 (J. A. 28. 266.)

Req. 29 juin 1824 (D. A. 2. 606.)

Rejet, 24 janvier 1837 (S. 37. 1. 122; D. 37. 1. 64; J. A. 53. 279.)

L'absolution de l'accusé ou prévenu, et de même son acquittement basé

sur la prescription, permettent à la juridiction disciplinaire d'apprécier le fait dans ses rapports avec les règles de discipline.

Req. 30 décembre 1824 (S. 25 t. 267; D. P. 25. 1. 129.)

Contrà Bourges 20 avril 1825 (D. P. 25. 2. 249.)

La déclaration de non culpabilité par le jury permet-elle l'exercice ultérieur de l'action disciplinaire pour le même fait ? Rés. aff.

Req. 13 janvier 1825 (S. 25. 1. 257; D. P. 25. 1. 129.)

C. de cass. ch. réun. 30 mai 1832 (S. 33. 1. 563.)

Req. 29 décembre 1836 (S. 37. 1. 53; J. A. 52. 24.)

Req. 12 avril 1837 (S. 37. 1. 292; J. A. 53. 553.)

Limoges 21 juin 1838 (S. 39. 2. 143; J. A. 56. 101.)

Req. 27 nov. 1838 (S. 38. 1. 965; D. P. 39. 1. 11; J. A. 56. 48.)

L'arrêt de la Chambre d'accusation qui décide qu'il n'y a lieu à suivre permet-il au ministère public de poursuivre disciplinairement ? Rés. aff.

Req. 3 mars 1824 (D. A. 2. 606.)

Colmar 5 mars 1825 et 8 mars 1825 (S. 25. 2. 416; D. P. 25. 2. 183.)

Req. 24 juin 1828 (S. 28. 1. 370; D. P. 28. 1. 292.)

Cass. ch. crim. 1^{er} mai 1829 (D. P. 29. 1. 235.)

ART. 2406.

CHOSE JUGÉE.—NON BIS IN IDEM.—CONNEXITÉ.

L'acquiescement au criminel permet-il de poursuivre au correctionnel pour un fait que comprenait expressément ou virtuellement l'accusation (1) ?

Un fait sur lequel le jury n'a pas eu à se prononcer par suite

(1) Sous le Code de brumaire an iv, l'accusation devant soumettre au jury le fait incriminé sous toutes ses faces, avec toutes ses ramifications, l'acquiescement s'opposait incontestablement à toute poursuite nouvelle, au correctionnel comme au criminel, soit pour le même fait, soit même pour des délits connexes. Aussi jugeait-on généralement que la poursuite de faux ne pouvait pas se reproduire sous la qualification de concussion ou d'esroquerie; celle d'empoisonnement sous la qualification d'avortement... (Voy. Bourguignon, t. 2, p. 179 et suiv.) — Une interprétation différente a été donnée à l'art. 360 du Code de 1808, par plusieurs arrêts de la Cour de cassation et de quelques cours royales, suivant lesquels l'identité de faits, formant l'exception de chose jugée, n'est plus l'identité matérielle, mais seulement l'identité d'incrimination ou de qualification légale. Dans ce système,

de son verdict négatif sur la question principale peut, malgré la connexité, faire l'objet d'une poursuite correctionnelle.

ARRÊT (Bouchardy).

LA COUR ; — attendu que lors de la poursuite criminelle intentée contre Bouchardy par devant la cour d'assises du Rhône, le jury a répondu négativement sur une question relative à l'existence d'un meurtre, et a déclaré qu'il n'échet de délibérer sur la question relative au point de savoir si le meurtre avait eu pour objet de préparer, faciliter ou exécuter un vol ; — attendu que dès lors il n'était intervenu aucune décision du jury sur le fait de vol proprement dit, fait entièrement distinct du meurtre ; — attendu que par suite, les deux faits n'étant pas indivisibles, le fait du vol pouvait donner lieu à des poursuites correctionnelles, sans qu'il y eût violation de l'art. 360 C. inst. cr. ou de la maxime *non bis in idem* ; et qu'en jugeant ainsi, la cour royale de Lyon, ch. correctionnelle, n'a commis aucune violation de la loi, ni des règles de sa compétence ; — Rejette.

Du 8 nov. 1838. — C. de cass. — M. de Crouseilhès, rapp. — M. Hello, av.-gén.

il a été jugé que l'accusation d'infanticide pouvait se reproduire sous la qualification d'homicide par imprudence, celle de viol sous la qualification d'attentat aux mœurs, celle d'embauchage sous la qualification de provocation à la désertion, celle de banqueroute frauduleuse sous la qualification d'escroquerie ou d'usure, celle de vol sous la qualification de recelé, celle de faux en matière de recrutement sous la qualification de remplacement frauduleux, surtout s'il y avait eu des réserves par le ministère public. Arrêts des 24 octobre 1811 (D. A. 2. 593), 13 août 1825 (D. P. 25. 1. 438), 5 février 1829 (*Journ. du dr. cr.* t. 1, p. 140), 30 juin et 28 juillet 1830 (*ibid.* t. 2, p. 193 et 309), 5 et 27 janvier et 21 octobre 1831 (*ibid.* t. 3, p. 104 et 192 et t. 4, p. 309), 2 août et 7 décembre 1832 (*ibid.* t. 4, p. 321), 5 juillet 1834 (*ibid.* t. 6, p. 233), 7 juillet 1837 (*ibid.* t. 9, p. 275), 8 mars 1838 (*ibid.* t. 10, p. 121). En sens contraire, arrêts des 29 octobre 1812 (D. A. 1. 167), 2 janvier 1829 (*Journ. du dr. cr.* t. 1, p. 176), 5 janvier 1831 (*ibid.* t. 3, p. 104). — Et quant aux délits connexes, révélés aux débats, il a été jugé que l'acquiescement sur l'accusation principale ne faisait nul obstacle à ce qu'ils fussent poursuivis ultérieurement, parce que le jury n'est appelé nécessairement à se prononcer que sur le fait incriminé par l'accusation, les circonstances aggravantes, et les faits d'excuse proposés. Arrêts des 30 mai 1812 (D. A. 2. 595), 28 décembre 1816 (*ibid.* 597), 5 février 1829 (*Journ. du Dr. cr.* t. 1, p. 140). — Cette jurisprudence nouvelle, approuvée par MM. Merlin (Rép. v^o *non bis*

CHOSE JUGÉE. — FAIT NOUVEAU. — CONTRAVENTION.

De ce qu'un premier jugement, irrévocable, a décidé que tel fait ne constituait pas une contravention de police, il n'en résulte nullement qu'un fait identique ne puisse ultérieurement être poursuivi et réprimé comme contravention (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Gelot).

LA COUR; — Vu le n° 1^{er} de l'art. 3, tit. 11, de la loi des 16-24 août 1790, l'art. 46, tit. 1^{er}, de celle des 19-22 juillet 1791; l'art. 3 de l'arrêté du maire de Vienne; en date du 31 août 1838; — l'art. 471, n° 15, C. pén. et l'art. 161 C. instr. crim.; — attendu, en droit, que si les jugements définitivement rendus en faveur des prévenus sont irrévocables sur les faits auxquels ils s'appliquent, ils ne peuvent empêcher la poursuite ni la répression de chaque nouvelle infraction aux mêmes dispositions des règlements ou arrêtés de police; — d'où il suit qu'en décidant le contraire dans l'espèce, par le motif qu'un jugement antérieur, passé en force de chose jugée, a décidé que le fait dont il s'agit ne constituait point une contravention audit art. 3 de l'arrêté du maire de Vienne, le jugement dénoncé a fausement appliqué l'art. 360, C. instr. crim., et commis une violation expresse des articles ci-dessus visés; — casse.

Du 29 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

in idem), et Legraverend, t. 1, p. 446) a été combattue par MM. Carnot (*Commentaire*, art. 361) Chauveau et Hélie (*Journ. du Dr. cr.* art. 472), qui font remarquer que l'art. 360 parle, comme le Code de brumaire, du *fait* et non de l'incrimination, que d'ailleurs le président des assises peut et doit même interroger le jury sur toutes les modifications du crime qui apparaissent aux débats. — Sur le pourvoi rejeté par l'arrêt que nous recueillons, le demandeur en cassation disait : « La poursuite actuelle reproduit sous la qualification de vol toutes les charges en face desquelles Bouchardy a été acquitté de l'accusation de meurtre. Il y a identité complète, indivisibilité de faits, car le vol était le but du fait incriminé, le meurtre n'était qu'un moyen. » Suivant sa jurisprudence, la Cour aurait pu motiver son arrêt de rejet sur ce qu'il n'y avait ni identité d'incrimination ni indivisibilité de faits. En se fondant sur ce que le jury avait déclaré ne pas répondre quant au fait de vol, et sur ce que ce fait était entièrement distinct du meurtre, cet arrêt permet de penser que l'interprétation donnée à l'art. 360 C. inst. cr. n'est pas irréfragable.

(1) Conf. 14 décembre 1833.

ART. 2408.

CHAMBRES D'ACCUSATION. — CHARGES NOUVELLES. — INSTRUCTION.
— COMPOSITION. — COMPÉTENCE.

Pour l'instruction sur nouvelles charges par la chambre d'accusation, le procureur-général peut, sans désignation préalable d'un conseiller instructeur, saisir directement cette chambre, à laquelle il appartient, en reconnaissant les charges nouvelles, d'ordonner la reprise de l'instruction et de commettre un de ses membres pour y procéder (1).

Le conseiller instructeur qui, par suite du roulement, a cessé de faire partie de la chambre d'accusation, en est resté membre nécessaire pour l'affaire qu'il a commencé à instruire. — Et si, par son concours, la chambre d'accusation est composée de cinq membres, nombre exigé, un sixième ne peut être appelé d'une autre chambre pour remplacer un des membres absents.

ARRÊT (Thuret).

« Attendu que la marche tracée par l'art. 248 du C. d'instr. crim. n'est point exclusive du droit qui appartient à la chambre d'accusation, dans toutes les affaires, en vertu des art. 235 et 236 du même code, d'ordonner des poursuites, et de charger un de ses membres de faire les fonctions de juge d'instruction; qu'il résulte de la combinaison des art. 246, 247 et 248, que l'instruction sur nouvelle charge doit être dirigée par la chambre d'accusation qui a connu des anciennes charges et les a déclarées insuffisantes; — Que le président de la chambre d'accusation, dans le cas où le procureur-général lui eût adressé son réquisitoire, aurait eu le droit, d'une part, d'examiner si les charges présentées comme nouvelles avaient le caractère déterminé par la loi pour autoriser de nouvelles poursuites; de l'autre, d'appeler à cet examen les autres juges de sa section, pour délibérer et statuer conjointement avec lui sur la demande du procureur-général; — Qu'ainsi le procureur-général a pu saisir directement la chambre d'accusation, et que cette chambre, en reconnaissant aux documents nouvellement produits devant elle le caractère de charges nouvelles, en ordonnant que l'instruction serait reprise contre Thuret, et en désignant un de ses membres pour procéder à cette instruction, n'a point commis d'excès de pouvoir ni violé les règles de la compétence; — La cour rejette le pourvoi contre l'arrêt de la cour royale de Rennes, chambre des mises en accusation, du 24 sep-

(1) V. *supra*, art. 1807, un arrêt dont les motifs sont à consulter.

tembre 1838; — Sur le deuxième moyen, dirigé contre l'arrêt du 12 avril dernier : — Vu les art. 408 et 413 du C. d'instr. crim., aux termes desquels il y a lieu à l'annulation des arrêts et des jugements en dernier ressort, qui violent les règles de la compétence; — Vu aussi les art. 4 du décret du 30 mars 1808, 2 et 9 du décret du 6 juillet 1810, 127, 235, 236, 238 et 240 du C. d'instr. crim.; — Attendu que les juges tiennent leur caractère de la loi qui a déterminé leurs pouvoirs et en a fixé les limites et l'étendue; — Que la division des Cours royales en différentes chambres ne permet pas à un membre de ces cours de concourir aux arrêts rendus par une chambre à laquelle il n'appartient pas, hors des cas où ce déplacement a été autorisé par la loi; — Attendu qu'aux termes des articles 4 du décret du 30 mars 1808, et 9 du décret du 6 juillet 1810, les membres d'une chambre ne peuvent être appelés dans une autre, en remplacement des membres de cette chambre empêchés, que dans le cas de nécessité, c'est-à-dire pour compléter le nombre indispensable; — Attendu que, suivant l'art. 2 du décret du 6 juillet 1810, les chambres d'accusation sont autorisées à rendre arrêt au nombre de cinq juges; — Qu'il suit de là que quand cinq magistrats appartenant à la chambre d'accusation sont réunis, elle est aussi complète qu'elle a besoin de l'être; qu'il ne peut y avoir alors lieu d'y appeler des magistrats d'une autre chambre, et que ces magistrats, qui s'y trouveraient sans nécessité, sont sans caractère pour concourir aux arrêts qu'elle doit rendre; — Attendu qu'il résulte des art. 127, 235, 236, 238 et 240 du C. d'instr. crim., que le conseiller désigné par la chambre d'accusation pour remplir les fonctions de juge d'instruction ne peut être pris que parmi les membres de cette chambre; qu'il en fait nécessairement partie pour les affaires dont il a dirigé l'instruction; et que lorsqu'il y revient, après en être sorti par l'effet du roulement, pour assister au rapport et au jugement de ces affaires, c'est toujours comme membre de la chambre d'accusation; — Que, dans ce cas, sa présence ne doit exclure aucun des membres qui la composent habituellement, parce qu'elle peut être formée d'un nombre de juges supérieur à cinq, lorsque tous sont attachés au service de cette chambre; mais qu'elle exclut forcément tout membre étranger à la chambre d'accusation qui n'y avait été appelé que pour compléter le nombre indispensable, du moment où ce nombre est atteint sans le concours de ce dernier; — Attendu que l'arrêt du 12 avril, qui prononce la mise en accusation de Thuret, a été rendu par six juges, dont quatre appartenaient habituellement à la chambre d'accusation, le cinquième, M. Guérault, avait été appelé pour la compléter; le sixième, M. Mazé, a été appelé comme conseiller-instructeur, quoique, par suite du roulement, il n'en fût plus partie; — Attendu qu'il importe peu que M. Guérault ait été attaché pendant une semaine, en conformité d'un usage existant à la cour de Rennes, à la chambre d'accusation, en remplacement d'un de ses membres, empêché pour cause de maladie; — Que M. Guérault, qui fai-

sait partie d'une autre chambre, n'avait qualité pour siéger dans chaque affaire portée pendant cette semaine à la chambre d'accusation qu'autant que dans chacune de ces affaires la chambre ne pouvait être complétée que par sa présence, mais que, dans l'affaire concernant Thuret, la chambre d'accusation étant complète par la réunion des membres qui en faisaient habituellement partie, et du conseiller instructeur, qui en redevenait aussi partie intégrante et nécessaire pour l'affaire dont l'instruction lui avait été commise, le concours de M. Guérault a eu lieu sans nécessité; qu'il en est résulté la contravention aux décrets ci-dessus visés, et la violation des règles de la compétence; — La cour casse.

Du 18 mai 1839. — C. de cass. — M. Voisin de Gartempe, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2409.

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. — FONCTIONNAIRE. — COMPÉTENCE. — RÉSERVE.

Il y a dénonciation calomnieuse, justiciable du tribunal correctionnel, dans le fait d'un individu qui, devant une cour d'assises où il est accusé, dénonce verbalement, puis rédige par écrit et dépose sur le bureau du tribunal une imputation diffamatoire contre quelqu'un.

L'art. 373 C. pén., sur la dénonciation calomnieuse, s'applique à celle qui est portée contre un magistrat à raison de ses fonctions comme à celle qui est portée contre un simple particulier.

La disposition de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, qui, dans le cas où des faits ou écrits diffamatoires ont été produits devant un tribunal, subordonne l'action correctionnelle à la double condition que les faits auront été déclarés étrangers à la cause et que l'action aura été réservée, ne saurait s'appliquer à une dénonciation calomnieuse déposée sur le bureau du tribunal.

ARRÊT (Laurent et Vacherie C. Charreyron).

LA COUR; — sur la première partie du moyen proposé, consistant à prétendre, qu'en supposant que la déclaration écrite du 2 février 1837 pût être considérée comme dénonciatrice, elle ne constituerait pas le délit de dénonciation calomnieuse, telle que l'entend l'art. 373 C. pén., parce que, dès l'instant où les faits dénoncés ont fait l'objet d'une imputation antérieure, la dénonciation n'a d'autre effet que de faire surseoir, pendant l'instruction, à la poursuite et au jugement du délit de diffamation, et la décision qui intervient sur l'instruction met fin au sursis, de telle sorte que, lorsque

le résultat de cette instruction démontre la fausseté de la dénonciation, la diffamation antécédente peut seule être poursuivie et punie; que tels sont, suivant les demandeurs, les principes résultant de l'article 372 C. pén. reproduit par l'article 25 de la loi du 26 mai 1819, et qui devaient s'appliquer à l'espèce, puisque le sieur Laurent a dénoncé les faits auxquels s'appliquait l'imputation contenue dans la Gazette du Haut et Bas-Limousin, du 15 janvier 1837 : — Attendu que, dans la cause, il n'existait pas de poursuites à raison d'imputations faites par Laurent au sieur Charreyron dans le numéro de la Gazette du Haut et Bas-Limousin du 15 janvier 1837, antérieurement à la plainte formée par ledit sieur Charreyron à l'audience du 2 février 1837; — que rien n'obligeait ce plaignant à comprendre ces imputations, consignées dans la Gazette susdite, dans la plainte qu'il a portée; — que la poursuite qui donne lieu au pourvoi se compose d'une plainte en diffamation verbale et publique, et en dénonciation calomnieuse formée par le sieur Charreyron, à l'occasion des faits qui ont eu lieu à l'audience de la cour d'assises de la Haute-Vienne du 2 fév. 1837; — que la juridiction correctionnelle était compétente sur l'un et l'autre chef de la plainte; — que l'art. 25 de la loi du 26 mai 1819 n'est relatif qu'au sursis et n'a pas pour objet de dessaisir la juridiction compétente; — qu'au surplus il n'existait pas légalement d'imputation poursuivie, autre que celle de la dénonciation par écrit, et de la diffamation verbale publique; — que, par conséquent, l'arrêt attaqué n'a point violé les dispositions des art. 372 et 373 C. pén., ni celle de l'art. 25 de la loi du 26 mai 1819; 3197 311805

Sur la 2^e partie du moyen proposé par les demandeurs et qui consiste à prétendre que l'art. 373 C. pén. ne s'applique pas à la dénonciation portée contre un magistrat à l'occasion de l'exercice de ses fonctions; parce que, dans ce cas, elle devient un outrage réglé par les art. 222 et suiv. C. pén. et par les lois des 17-26 mai 1819, 25 mars 1822 et 8 oct. 1830; — attendu que l'art. 373 C. pén. est général et absolu, et n'établit aucune distinction entre la dénonciation calomnieuse dirigée contre les magistrats, et celle portée contre d'autres individus; — que les fonctionnaires publics étant plus exposés que les simples particuliers à la diffamation, il n'a pas été et il n'a pu être dans l'intention du législateur d'établir une exception en ce qui les concerne; — que la dénonciation calomnieuse ne change pas de caractère, pour avoir été dirigée contre un magistrat, dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions; — qu'elle ne doit pas être confondue avec le délit d'outrage qui ne peut jamais avoir pour excuse l'erreur ou le zèle du bien public, qui peuvent quelquefois égarer le dénonciateur; que, par conséquent, la loi a dû réprimer par des peines plus sévères celui qui se rend coupable d'un outrage public envers un fonctionnaire, à raison de ses fonctions ou de sa qualité, que celui qui porte une dénonciation contre ce fonctionnaire; ce qui résulte, en effet, des dispositions des art. 5 et 6 de la loi du 25 mars 1822, comparées à celles de l'art. 373 C. pén.; — attendu qu'il

résulte des principes ci-dessus établis que les art. 222 C. pén., 5 et 6 de la loi du 25 mars 1822 ne sont applicables qu'au cas d'outrages faits publiquement à un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, et non au cas de dénonciation calomnieuse; que, dès lors, il y a lieu de rejeter le moyen proposé à cet égard par les demandeurs;

Sur la 3^e partie des moyens proposés par les demandeurs, tirée de ce que la déclaration écrite, faite par le sieur Laurent à l'audience de la cour d'assises de la Haute-Vienne du 2 fév. 1837, manque du caractère essentiel de spontanéité nécessaire pour constituer la dénonciation prévue par l'art. 373 C. pén., et que, par conséquent, l'arrêt attaqué aurait fait une fausse application dudit article, en déclarant la juridiction correctionnelle compétente pour en connaître : — attendu que, s'il est nécessaire, pour qu'une dénonciation soit déclarée calomnieuse, qu'elle ait été le résultat d'une volonté libre et spontanée de la part de son auteur, il ne résulte pas des faits relevés, soit dans l'arrêt attaqué, soit dans celui du 2 fév. 1837, rendu par la cour d'assises de la Haute-Vienne, que la déclaration par écrit faite par le sieur Laurent et de lui signée, contre le sieur Charreyron, à l'audience de ladite cour d'assises, n'ait pas été le résultat d'une volonté libre et spontanée de sa part, et que, quelles que fussent les interpellations qui ont pu lui être adressées par le défenseur de la partie civile, et par le ministère public relativement à un article du journal, la Gazette du Haut et Bas-Limousin du 15 janv. 1837, sur le sens des assertions énoncées dans cet article, le sieur Laurent n'a point été contraint de formuler par écrit une dénonciation contre le sieur Charreyron, et qu'il lui était loisible de s'en abstenir, en se renfermant dans les bornes des moyens licites et légitimes qui appartiennent à la défense; — d'où il suit qu'il y a lieu de rejeter ce moyen;

Sur la 4^e partie des moyens proposés par les demandeurs résultant de ce qu'aux termes des art. combinés, 31 C. inst. crim. et 373 C. pén., la dénonciation doit être remise à un officier de police administrative ou judiciaire et signée par lui sur chaque feuillet, tandis que la déclaration du sieur Laurent du 2 fév. a été déposée sur le bureau de la cour d'assises et n'a été signée par aucun officier compétent; que, par conséquent, elle manque des formes exigées par la loi pour constituer le délit spécifié en l'art. 373 C. pén.; — attendu que les formalités prescrites par l'art. 31 C. inst. crim. ne sont pas substantielles, et qu'elles n'ont pour objet que d'offrir à la justice et à celui-là même qui porte une dénonciation, la garantie que cette dénonciation exprimera les faits tels que veut les articuler le dénonciateur, afin qu'ils ne présentent pas d'équivoques; — que c'est dans cette vue que cet article ordonne que la dénonciation sera rédigée par le dénonciateur, ou par son fondé de procuration spéciale, ou par le procureur du roi, s'il en est requis; — que la condition substantielle et nécessaire pour caractériser la dénonciation, c'est que, conformément au prescrit de l'art. 373 C. pén., elle soit faite aux officiers de justice, ou de police administrative ou judi-

ciaire, parce que ces officiers, une fois saisis de la dénonciation, sont dans l'obligation d'y donner suite et de provoquer une instruction sur les faits qui en sont l'objet ; — attendu que, dans l'espèce, il est reconnu et constaté, en fait, que la dénonciation dont il s'agit a été rédigée par Laurent et de lui signée ; — qu'à l'audience du 2 fév. 1837, il l'a déposée sur le bureau de la cour d'assises, régulièrement composée, et dont le ministère public faisait partie ; — que le procureur général a demandé acte, à l'instant, de ce dépôt, et de l'intention d'en faire l'objet d'une instruction, qui a eu lieu en effet, et par le résultat de laquelle les faits qui étaient la matière de cette dénonciation ont été déclarés faux ; — que, par conséquent, la dénonciation faite par Laurent réunissait toutes les conditions prescrites pour caractériser le délit spécifié en l'art. 373 C. pén., d'où il suit qu'il y a lieu de rejeter ce moyen ;

Sur la 5^e et dernière partie des moyens proposés par les demandeurs, résultant de ce que la déclaration du 2 fév. ayant été faite et déposée publiquement, ne peut être régie par l'art. 373 C. pén., un caractère essentiel de la dénonciation prévue par cet article étant qu'elle soit faite en secret parce que, lorsqu'elle a lieu avec publicité, elle cesse d'être, une simple dénonciation et devient une diffamation ; et enfin, sur ce que les déclarations orales et écrites faites à l'audience du 2 fév., n'ayant pour but que de fournir au sieur Charreyron les explications qu'il demandait sur l'article de la *Gazette du Haut et Bas-Limousin* du 15 janv., ne devaient pas être considérées comme des faits distincts constituant les délits de diffamation verbale publique et de dénonciation calomnieuse par écrit : — attendu que la circonstance que la dénonciation dont il s'agit a été faite publiquement, n'en change pas le caractère, et que l'art. 373 C. pén. n'établit aucune distinction à cet égard ; — qu'en supposant même qu'elle dût être considérée seulement comme une diffamation verbale publique, elle aurait encore constitué un délit soumis à la juridiction correctionnelle, puisqu'elle n'aurait pu être rattachée à l'article inséré dans le numéro du 15 janv. de la *Gazette du Haut et Bas-Limousin*, contre lequel le sieur Charreyron n'a pas porté plainte ; que d'ailleurs, la cour d'assises de la Haute-Vienne, en refusant par son arrêt du 2 fév. 1837, de prononcer la jonction demandée par le sieur Charreyron, a souverainement jugé que les plaintes par lui portées avaient un objet distinct, qui ne permettait pas de les confondre avec le délit de la presse dont le jugement était soumis à ladite cour ; — D'où il suit qu'elle ne pouvait en retenir la connaissance, et qu'ils se sont trouvés de droit réservés, par une conséquence nécessaire de son arrêt susdaté ;

Attendu qu'il résulte de tous les motifs ci-dessus exprimés, que, sous aucun des points de vue présentés par les demandeurs en cassation à l'appui de leurs pourvois, la cour royale de Limoges n'a violé les règles de la compétence, ni les dispositions d'aucune loi, et n'a point commis d'excès de pouvoir ; — Rejette.

Du 29 juin 1838. — Cour de cass. — M. Dehaussy de Robécourt, rapp. — M. Hébert, av.-gén.

ARRÊT (Laurent et Vacherie C. Charreyron).

LA COUR ; — sur le moyen tiré de la violation prétendue de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819 : — Attendu, en droit, que, s'il résulte des dispositions de l'art. 23 de la loi précitée que, dans le cas où des faits ou des écrits diffamatoires ont été articulés ou produits devant un tribunal à l'occasion d'une cause dont ce tribunal est saisi, il faut pour que ces faits et ces écrits puissent donner ouverture soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties, qu'ils aient été déclarés étrangers à la cause et que cette action ait été expressément réservée ; — Mais attendu qu'il n'en saurait être de même d'une dénonciation calomnieuse d'abord faite verbalement devant ce tribunal, et immédiatement rédigée, signée et déposée sur le bureau de ce tribunal par le dénonciateur, parce que la vérité ou la fausseté des faits qui servent de base à cette dénonciation ne pouvant résulter que d'une instruction à laquelle elle donne lieu, de toute nécessité, ultérieurement, le tribunal se trouve dans l'impossibilité d'appliquer à la dénonciation les mesures de répression autorisées par l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, puisqu'à ce moment il est hors d'état de juger si la dénonciation est ou n'est pas calomnieuse ; d'où il suit que, dans ce cas, il n'est pas nécessaire que des réserves aient été expressément prononcées, ni, par conséquent, qu'il ait été statué sur l'extranéité des faits de la dénonciation, pour que le droit d'action appartenant à la partie lésée lui soit conservé ; — Attendu, en fait, que dans l'espèce, le délit de diffamation verbale publique imputé à Laurent, comme auteur principal, et à Vacherie comme complice, résultant de l'imputation dirigée contre le sieur Charreyron à l'audience de la cour d'assises du département de la Haute-Vienne du 2 fév. 1837, d'avoir commis des faux dans l'exercice de ses fonctions de président du tribunal de Bellac, a pris le caractère du délit plus grave de dénonciation, puisqu'il est établi, en fait, par l'arrêt précité de ladite cour d'assises, que le sieur Laurent, ou son défenseur, a déposé sur le bureau de la Cour la dénonciation signée par ledit Laurent des faits qu'il impute au sieur Charreyron, et qu'en réalité ces faits ne sont autres que ceux qui constituaient la diffamation verbale publique imputée auxdits Laurent et Vacherie ; — attendu qu'en cet état, la cour d'assises de la Haute-Vienne était incompétente pour statuer, en vertu de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, sur la dénonciation par écrit faite par Laurent à l'audience du 2 fév. 1837, ainsi que sur la diffamation verbale qui avait immédiatement précédé cette dénonciation et qui reposait sur les mêmes faits ; — que, par conséquent cette cour n'avait point à examiner l'extranéité des faits de la dénonciation avec ceux de la cause dont elle était saisie, ni à prononcer des réserves expresses, pour donner ouverture soit à

l'action publique, soit à l'action civile de la partie lésée, puisque cette action se trouvait de droit conservée indépendamment de ses réserves; d'où il suit qu'il est superflu d'examiner si l'arrêt de la cour d'assises de la Haute-Vienne contient ou non des réserves, et que, si l'arrêt attaqué a déclaré que ledit arrêt renfermait une déclaration implicite de l'extranéité des faits, et en même temps des réserves de l'action à laquelle ils pouvaient donner lieu, cette application plus ou moins juste faite à cet égard par l'arrêt attaqué ne peut rendre viciieuse la décision par laquelle il a rejeté la fin de non recevoir résultant de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819; — Rejette.

Du 16 fév. 1839. — Cour de cass. — M. Dehaussy de Robécourt, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2410.

COUR D'ASSISES. — JURÉ SUPPLÉANT. — ADJONCTION.

L'arrêt qui ordonne l'adjonction d'un juré suppléant peut et doit être rendu en l'absence du public; il n'a pas besoin d'être rédigé en minute spéciale; la mention au procès-verbal que l'adjonction a été ordonnée par la cour d'assises satisfait à la loi. (C. instr. cr. 394 et 399) (1).

ARRÊT (Boise).

LA COUR; — Attendu que le tirage du juré suppléant a été fait en vertu d'un ordre de la cour d'assises dont le président a annoncé l'existence; — que la constatation de ce fait par le procès-verbal a satisfait au vœu de l'art. 394 C. instr. crim.; — que les motifs de cette mesure ordonnée par la cour d'assises sont consignés au procès-verbal, et qu'aucune loi n'exige que l'arrêt qui ordonne le tirage d'un juré suppléant soit rédigé en une minute spéciale, distincte et séparée du procès-verbal; — attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 394 et 399 C. instr. crim. que le tirage du jury de jugement doit être fait avant l'ouverture de l'audience, en présence des jurés et en présence de l'accusé et du procureur-général; ce qui exclut l'idée de la présence du public; d'où il suit que le tirage du juré suppléant se faisant au même moment, et dans un trait de temps indivisible avec le tirage des douze autres jurés, se fait pareillement en dehors de la présence du public; et qu'en conséquence l'arrêt de la cour qui ordonne le tirage de ce juré sup-

(1) Voy. sur l'application de l'art. 394, arrêts des 30 oct. 1828, 5 et 10 mai et 13 juillet 1832 (*Journ. du Dr. cr.* art. 873), 26 janvier et 25 juillet 1833 (*ibid.* art. 1069 et 1246).

(189)

pléant, peut et doit être rendu au moment où s'opère le tirage, c'est-à-dire en l'absence du public; — Rejette.

Du 28 déc. 1838. — C. de cass. — M. Mérilhou, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2411.

COUR D'ASSISES. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE. — EXPERTISE.

Le président peut charger un des assesseurs de recueillir des déclarations et faire lever un plan des lieux.

ARRÊT (Muglioni et Orsini).

LA COUR ; — Attendu que le pouvoir conféré au président de la cour d'assises par l'art. 303 C. inst. crim., lui donne le droit de confier à l'un des assesseurs de cette cour le soin de recueillir toutes les déclarations qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité, et de faire lever, d'après ces déclarations, un plan des lieux ; — Et attendu que la procédure a été régulièrement instruite et la loi pénale légalement appliquée ; — Rejette.

Du 24 janvier 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2412.

REMÈDES SECRETS. — DISTRIBUTION.

La distribution et la vente de remèdes secrets, de quelque manière qu'elles soient faites, sont prohibées comme leur annonce (1).

Toute vente ou distribution de médicaments, bien que faite en paquets et non dans les proportions prescrites par les médecins, mais dans des doses déterminées, est un débit au poids médicinal (2).

ARRÊT (Labourey).

LA COUR ; — Attendu que la Cour royale d'Aix a déclaré le demandeur coupable d'avoir débité, au poids médicinal, un remède secret ; — Que par suite, la condamnation qu'elle a prononcée contre lui aux peines fixées par la loi du 29 pluv. an XIII, n'a été, sous un double rapport, qu'une juste application de cette loi et de l'art. 36 de celle du 21 germ. an XI, au-

(1 et 2) Arrêts conf. 26 juin 1835 (*suprà*, art. 1655) et 16 déc. 1836. Voy. aussi notre art. 2123.

quel elle sert de sanction, puisque ce dernier article prohibe, d'une part, tout débit au poids médicinal de drogues et préparations médicamenteuses, et que, d'autre part, en défendant l'annonce des remèdes secrets, il en défend à plus forte raison la distribution et la vente, de quelque manière quelle soit faite, ainsi que cela ressort clairement du rapprochement de cet article avec les décrets des 25 pair. an xiii, et 18 août 1810 ; — Rejette.

Du 18 janv. 1838. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2413.

CONTREFAÇON. — LIVRES D'ÉGLISE. — PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

Le droit des évêques relativement aux livres d'église de leur diocèse, non composés par eux-mêmes, n'est qu'un droit de haute surveillance et non de propriété. La cession par un évêque du privilège exclusif d'imprimer le catéchisme composé par son prédécesseur ne saurait attribuer au cessionnaire le droit de poursuivre en contrefaçon ceux qui ont réimprimé ce livre (1).

ARRÊT (Pagny et Loisel).

LA COUR ; — considérant, en fait, que l'évêque de Séez, n'est point l'auteur du catéchisme autorisé par lui ; qu'il est reconnu que ce catéchisme est en tout conforme à celui du diocèse de Meaux ; — Considérant en droit, que le décret du 7 germ. an xiii, en assimilant, quant à la poursuite et à la pénalité, l'impression ou réimpression, sans autorisation, des

(1) Arrêts conf. : Colmar 6 août 1833, Amiens 14 décembre 1835, et rejet, ch. crim. 28 mai 1836. Les motifs de ce dernier arrêt, au rapport de M. de Ricard et sur les conclusions de M. le procureur-général, sont ceux-ci : — « Attendu que le décret du 7 germ. an xiii, en disposant que les livres d'église, les heures et prières, ne pourraient être imprimés ou réimprimés sans la permission de l'évêque diocésain, n'a pas conféré aux évêques la propriété de ces livres ; qu'il n'a fait qu'établir, dans l'intérêt des doctrines religieuses et de leur unité, un droit de haute censure épiscopale, duquel il résulte, pour les évêques, celui de porter plainte, et pour le ministère public le droit et le devoir de poursuivre, même d'office, les imprimeurs qui contreviendraient à sa disposition ; qu'il suit de là que les évêques, ou les imprimeurs auxquels ils ont accordé la permission d'imprimer ou de réimprimer les livres de cette nature, sont sans qualité pour intenter l'action résultant de la loi du 19 juillet 1793, et des art. 425, 427 et 429, Cod. pén.

livres d'église, d'heures ou de prières, au délit de contrefaçon prévu et puni par la loi du 19 juillet 1793, n'a point reconnu, en faveur des évêques, les droits d'auteurs consacrés par cette dernière loi; qu'il n'a pas non plus créé un privilège à leur cessionnaire, mais que, dans l'intérêt de la pureté de la foi catholique, et de l'unité de la liturgie, il a voulu assurer aux prélats l'exercice de la haute censure qui doit toujours leur appartenir à l'égard des livres de piété;

Considérant que le catéchisme dont il s'agit a été autorisé par l'évêque de Séez, mais qu'il semble n'avoir donné qu'à un seul individu la permission de l'imprimer et de le vendre; — considérant qu'en poursuivant Pagny et Loisel, comme coupables de contrefaçon, l'un pour avoir imprimé, et l'autre pour avoir vendu ce même catéchisme identiquement semblable à celui pour lequel l'autorisation a été donnée; c'est véritablement créer un privilège que la loi ne reconnaît pas, puisqu'en interprétant ainsi le décret du 7 germ. an XIII, l'homme qui aurait reçu de l'évêque la permission d'imprimer et de vendre, pourrait, seul, user de ce droit; — considérant que tel n'a pu être l'esprit de ce décret, et que la raison repousse une pareille interprétation; — considérant, en effet, que, du moment que l'évêque, comme dans l'espèce, ne peut invoquer le droit d'auteur, et que l'imprimeur par lui autorisé à publier, ne peut, de son côté, réclamer le privilège exclusif, il ne peut y avoir délit qu'autant que le catéchisme imprimé par Pagny n'aurait pas été autorisé; — considérant que c'est dans ce sens que les circulaires et instructions ministérielles ont entendu le décret du 7 germinal; que la permission que ce décret exige n'est point un privilège; que tout imprimeur peut imprimer les livres de piété permis par l'évêque, que l'ouvrage seul doit être l'objet de l'approbation des évêques; — considérant que le catéchisme saisi est bien celui autorisé par l'évêque de Séez, et que dès lors il n'y a pas délit de contrefaçon dans l'impression qu'en a faite Paguy, ni dans la vente, à laquelle s'est livré Loysel; — dit à tort les poursuites du ministère public.

Du 11 févr. 1859. — Cour roy. de Caen. — M. Pigeon de Saint-Pair, prés. — M. de Sèze, subst.

ART. 2414.

INCENDIE COMMUNIQUÉ. — HABITATION. — CIRCONSTANCE AGGRAVANTE. — QUESTION COMPLEXE.

Demême que, dans une accusation d'incendie d'un édifice habité, le fait de l'habitation, constituant une circonstance aggravante,

doit faire l'objet d'une question distincte au jury (1), de même aussi cette circonstance, dans une accusation de communication d'incendie, doit être distinguée du fait principal, incriminé suivant l'art. 434, § 7, C. pén. (2).

ARRÊT (Vafflard).

Du 28 mars 1839. — C. de cass. — M. Meyronnet de Saint-Marc, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2415.

ABUS DE CONFIANCE. — PRÊT A USAGE.

Le détournement d'une chose empruntée pour un usage déterminé constitue-t-il un abus de confiance dans les termes de l'art. 408 C. pén. ?

ARRÊT (Minist. publ. C. Coeffié).

LA COUR; — Vu l'art. 408 C. pénal; — attendu que l'arrêt attaqué déclare en fait que Marie Coeffié a détourné à son profit un cheval qui lui avait été remis à titre de prêt et pour un usage qui lui était personnel par son maître Louis Gourden, et que ledit arrêt juge en même temps, *en droit*, que ce fait, quelque immoral qu'il soit, ne peut d'une part constituer un vol, parce que le propriétaire avait livré et remis volontairement à cette fille le cheval dont il s'agit, que d'autre part ne peut constituer un abus de confiance, dans les termes de l'art. 408 C. pén., puisque le contrat de prêt n'est pas au nombre de ceux dont la violation emporte ce délit, et que la loi pénale ne peut être étendue d'un cas à un autre par voie d'analogie; — attendu que s'il est incontestable en principe que la loi pénale n'est pas susceptible d'extension, il n'est pas moins vrai aussi qu'elle doit être appliquée d'après son esprit et suivant la portée des termes dans lesquels elle est conçue; que la généralité des expressions employées dans l'art. 408 C. pén.

(1) *Voy. supra*, art. 2256. Du 13 décembre 1838, arrêt de cassation dans le même sens.

(2) Le motif déterminant de cet arrêt de cassation rédigé plutôt en fait qu'en droit, est celui-ci : La communication d'incendie, prévue particulièrement par le § 7 de l'art. 434, n'est pas un fait purement matériel, accessoire de l'incendie; elle constitue, à elle seule, un crime distinct de l'incendie même, et conséquemment un fait principal; par suite, la circonstance que les bâtiments auxquels l'incendie a été communiqué servaient à l'habitation, est une circonstance aggravante, qui doit faire l'objet d'une question distincte.

a eu pour but d'atteindre et de réprimer tout détournement frauduleux d'un objet confié à titre de louage, de *dépôt*, de mandat, etc., à la charge de le rendre ou représenter ou d'en faire un usage ou emploi déterminé; — que dans l'espèce il résulte des faits relevés par l'arrêt attaqué que le sieur Gourden n'avait consenti à *confier* ou à prêter son cheval à la fille Coeffié, sa domestique, que pour un usage personnel à cette dernière, et *à la charge par elle de le lui rendre*; que c'est dans ce but et à cette condition que le cheval du sieur Gourden a été confié à cette fille; qu'il résulte de ces faits que la convention intervenue dans de telles circonstances, participe essentiellement du contrat de *dépôt*, dont elle offre le caractère principal indiqué dans l'art. 1915 C. c., l'obligation de garder et restituer en nature; que si la garde du cheval n'a pas été son but principal, ce n'est pas un motif suffisant pour lui refuser ce caractère; qu'il résulte de la combinaison des art. 1915 et 1928 C. c. qu'il existe en droit des contrats de dépôt de plusieurs sortes, les uns faits dans l'intérêt unique du déposant, les autres dans l'intérêt du dépositaire; que la convention en vertu de laquelle Gourden avait confié son cheval à la fille Coeffié doit être considérée comme constituant un dépôt de cette dernière espèce; — attendu que l'art. 408 C. pén. atteint toute violation de dépôt, et qu'en refusant de mettre en accusation la fille Coeffié sur le chef de prévention dont il s'agit, et en annulant l'ordonnance de prise de corps décernée le 20 mai 1839 par la chambre du conseil du tribunal de première instance de Lorient, au chef par lequel la fille Coeffié avait été mise en prévention d'avoir commis un abus de confiance au préjudice du sieur Gourden chez lequel elle servait en qualité de domestique, en détournant et vendant à son profit un cheval appartenant audit Gourden, qui ne lui avait été remis par celui-ci qu'à titre de dépôt à la charge de le représenter, l'arrêt attaqué a formellement violé ledit article; — Casse.

Du 22 juin 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Dehaussy de Robécourt, rapp. — M. Pascalis, av. gén.

OBSERVATIONS. — Cet arrêt de cassation n'étend-il pas l'esprit comme la lettre de l'art. 408 ?... La tradition du cheval qui a été détourné avait eu lieu à titre de *prêt*, pour un voyage que l'emprunteur avait à faire dans son propre intérêt, pour son *usage personnel* en un mot. C'était évidemment un *prêt à usage* ou *commodat*, si bien que l'exemple d'un cheval emprunté pour un voyage a, de tout temps, été choisi précisément par les jurisconsultes comme présentant le mieux les caractères de ce contrat. Voy. Ulpien, liv. 28, *ad edictum* (l. 5, § 7, ff. *Commodati*); Pothier (*du Prêt à usage*, chap. 1^{er}, art. 1^{er}); Duranton (*Cours de Droit civil*, vol. 17, p. 560). Or, le commodat n'est pas un *dépôt*, ni même une espèce de *dépôt*, puisqu'il a des règles particulières, qui lui sont propres,

dans notre Code civil (tit. x du 3^e livre) comme dans toutes les législations antérieures : bien plus, il diffère essentiellement du dépôt, dont les trois espèces ont été réglées par le titre xi, de même que du louage, du mandat et autres contrats plus ou moins analogues en apparence. Ainsi, le but principal et déterminant du dépôt, en général, ce qui fixe son caractère distinctif, c'est la *garde et conservation* de la chose (C. c. 1915), tellement que le dépositaire ne peut aucunement s'en servir, à moins de permission spéciale du déposant (1930), ni même l'examiner si elle est enfermée ou enveloppée (1931). Dans le commodat, au contraire, le but caractéristique, c'est l'*usage* que se propose l'emprunteur, pour lui-même (1875); et s'il doit aussi rendre en nature, ce n'est là qu'une obligation sanctionnée par une action civile, qui n'imprime pas par elle seule au prêt les caractères du dépôt, pas plus que ceux du louage, du nantissement ou de tout autre contrat entraînant la même obligation. Ainsi encore, le dépôt, son but l'indique, est dans l'intérêt du propriétaire de la chose, tandis que le prêt à usage est uniquement dans l'intérêt de l'emprunteur; et si ces deux contrats réels sont également qualifiés contrats de *bienfaisance*, l'office d'ami vient, dans l'un, du dépositaire, dans l'autre, au contraire, du prêteur : c'est pourquoi la responsabilité, au cas de faute, n'est pas la même dans les deux contrats (*voy.*, d'une part, les art. 1880 et suiv., d'autre part, les art. 1927 et suiv.). On objecte qu'il y a deux sortes de dépôts, dont l'un, à l'inverse de l'autre, est dans l'intérêt du dépositaire; d'où l'on veut induire que celui-là se confond en quelque sorte avec le prêt à usage. A la vérité, l'art. 1928 3^e le suppose. Mais d'abord on ne concevrait guère un dépôt fait « pour l'intérêt du dépositaire *uniquement* », en présence de l'obligation imposée à tout dépositaire de rendre la chose au déposant dès que celui-ci la réclame (1944), par ce motif qu'il n'a pas d'intérêt à la retenir, à la différence de l'emprunteur, qui n'est obligé de remettre la chose prêtée qu'après le terme convenu ou l'emploi auquel elle était destinée (1888). En second lieu, l'art. 1928, qui n'a d'autre but que d'étendre la responsabilité du dépositaire selon qu'il s'est plus engagé, n'établit nullement une classe de dépôts différents du dépôt dont on connaît les caractères distinctifs; son § 3 a été calqué, comme les autres, sur un passage de Pothier (*du Dépôt*, chap. 2, n^o 32), qui, d'après Ulpien (l. I, § 34, ff. *Depositi vel contra*, et l. 4, ff. *de Rebus creditis*), prévoyait le cas d'une somme confiée, la veille d'un voyage, à un ami pouvant en avoir ultérieurement besoin, contrat qui cessait d'être un dépôt et se convertissait en un prêt de consommation dès que l'argent était employé. C'est seulement à ce cas et autres semblables que peut s'appli-

quer le § 3 de l'art. 1928; voilà toute sa portée. Il ne peut donc y avoir de dépôt fait dans l'intérêt *uniquement* du dépositaire que celui qui serait un *prêt éventuel*; car autrement le contrat serait un prêt *hic et nunc*, ainsi que le fait remarquer M. Duranton (vol. 18, p. 34). Et si un dépôt qui intéresserait le dépositaire comme le déposant, ne perd pas pour cela son caractère distinctif, ce n'est toujours qu'autant que la garde et conservation de la chose a été, non pas seulement une des obligations imposées, comme au cas de prêt, mais le but principal et déterminant de la tradition. Or, tel n'est pas assurément le but du prêt à usage. Donc ce contrat ne peut être confondu avec le dépôt, dont la violation est réprimée par l'art. 408 C. pén., pas plus que la responsabilité civile de l'emprunteur ne peut être étendue ou restreinte par application des règles particulières au dépôt; d'autant mieux que les règles de preuve ne sont pas exactement les mêmes. Cela est si évident que les auteurs qui ont comparé le prêt à usage avec certains contrats analogues, pour signaler quelques ressemblances, n'ont trouvé aucune assimilation possible avec le dépôt. (Voy. Pothier, *du Prêt à usage*. nos 9, 10 et 11; Duranton, *loc. cit.*, nos 483 à 492). — Ces distinctions, élémentaires en droit civil, auraient-elles été méconnues par la loi pénale? L'art. 408 aurait-il employé l'expression *dépôt* dans un sens différent ou plus large? Nous ne le pensons pas. Lorsque le législateur, ne pouvant préciser chaque fait illicite qu'il veut punir (comme cela serait à désirer, suivant la règle indiquée par Montesquieu), veut atteindre un méfait sous quelque forme qu'il se commette, il a soin du moins d'employer des expressions génériques, ainsi qu'il l'a fait pour l'escroquerie (voy. notre art. 2353, *supra*, p. 95). Si donc, ayant à indiquer les conventions dont la violation sera déclarée *abus de confiance*, il ne désigne que certains contrats, sans ajouter aucune expression qui en embrasse d'autres par sa généralité, c'est qu'alors ce sont les seuls qu'il veuille protéger par une pénalité préventive; et la lacune, s'il en existait aux yeux de certains magistrats, ne pourrait être comblée par une décision rétroactive. Or, comment a été conçu l'art. 408? Le Code pénal de 1791 et la loi du 25 frim. an VIII, sur l'abus de confiance, n'ayant parlé que du dépôt tel qu'on entendait toujours ce contrat, il fallut que le législateur de 1810 ajoutât « *ou pour un travail salarié, à la charge d'en faire un usage ou emploi déterminé,* » pour que l'on pût punir également le détournement frauduleux d'une chose confiée à un titre ayant beaucoup d'analogie avec le dépôt. Puis s'éleva la question de savoir si le louage, le mandat et le prêt ne devaient pas être assimilés aussi au dépôt quant aux obligations violées par le preneur, mandataire ou emprunteur; et la Cour de cassation reconnut, pour le prêt à usage spécialement, qu'il ne pouvait être confondu avec le

dépôt : arrêt du 28 janvier 1832 (*Journ. du Dr. cr.*, art. 834). Le législateur de 1832, averti par la controverse, a compris dans l'art. 408 le *louage* et le *mandat*, mais non le prêt. Qu'en conclure? Evidemment qu'il n'a pas entendu punir comme abus de confiance la violation du contrat de prêt; et cette exception par prétérition, si elle n'est pas le résultat d'un oubli, qui suffirait déjà pour repousser l'application d'une peine, peut même se justifier sous un certain point de vue. Sans doute il y a autant d'immoralité, et plus d'ingratitude peut-être, dans le détournement d'une chose empruntée que dans la violation d'un dépôt; mais y avait-il la même *utilité* à protéger le contrat de prêt par une pénalité rigoureuse? On sait que notre Code pénal respire généralement cette vieille maxime : *Lex arctius prohibet quod facilius fieri potest*; les peines du vol domestique en donnent un exemple frappant. La loi protège d'autant plus un contrat que sa violation peut être plus fréquente. On conçoit donc qu'elle ait accordé des garanties salutaires aux contrats de louage, de dépôt et de mandat, qui sont *nécessités* par l'intérêt qu'a toute personne qui possède une chose quelconque à la louer, la déposer en certains cas, ou la confier à titre de mandat. Le prêt à usage, au contraire, qui est essentiellement gratuit, qui ne doit rien produire au propriétaire de la chose, est *entièrement volontaire* de sa part; le prêteur qui veut rendre un service d'ami doit bien connaître celui qu'il oblige aussi librement. Une action civile ne lui suffit-elle pas pour obtenir au besoin l'exécution forcée des obligations de l'emprunteur? N'y aurait-il pas même quelques inconvénients à lui permettre de poursuivre correctionnellement celui qui naguère était peut-être son meilleur ami, et cela sous prétexte d'un détournement quelquefois imaginaire?... Quoi qu'il en soit, le prêt n'est pas compris dans l'art. 408, et cette raison est péremptoire. S'il était une espèce de dépôt, on pourrait le trouver virtuellement renfermé dans l'expression du législateur de 1810, reproduite en 1832; de même qu'on a pu le décider pour certaines espèces particulières de dépôts (*voy.* l'art. 1129 de ce recueil); de même que la jurisprudence a appliqué la disposition de l'art. 408 sur le louage au détournement de bestiaux confiés à titre de cheptel simple (*voy.* notre art. 2113). Mais, entre le prêt et le dépôt, il y a une différence tellement sensible, que la confusion n'est pas permise, à notre avis; et la Cour de Cassation l'avait elle-même reconnu, non seulement par son arrêt précité de 1832, très-formel sur la question, mais encore par deux arrêts des 15 mai et 28 juin 1834 (*Journ. du Dr. cr.*, art. 1401), décidant que la communication d'un titre à charge de restitution ne constituait pas un dépôt. Celui que nous recueillons ne saurait donc faire jurisprudence.

ART. 2416.

AMNISTIE. — PORTÉE. — DATE. — PUBLICATION. — FORÊTS. —
GARDE NATIONALE.

Une ordonnance d'amnistie ne peut être étendue à des faits commis dans l'intervalle écoulé entre la date et la publication de cette ordonnance, alors même qu'elle exprimerait que l'amnistie est accordée pour tous faits antérieurs à sa publication.

Ainsi l'avaient déjà jugé : 1° un arrêt de cassation du 7 frimaire an VII, sur la loi d'amnistie du 8 floréal an III, interprétée par une loi du 23 floréal an IV ; 2° un arrêt de cassation du 20 avril 1833, relatif à l'ordonnance d'amnistie pour les délits forestiers, du 8 novembre 1830 ; 3° deux arrêts de cassation du 2 déc. 1837, un autre du 17 août 1838, et un dernier du 12 avril 1839, concernant les délits forestiers amnistiés par une des dispositions de l'ordonnance du 30 mai 1837 (1). La cour de Besançon, saisie par renvoi, ayant jugé le contraire par arrêt du 27 mai 1838, la question s'est présentée devant les chambres réunies de la Cour de cassation, où M. le procureur-général Dupin a conclu au rejet. Nous croyons utile de recueillir textuellement les principaux arguments de ces conclusions, qui n'ont point été adoptées, pour que les deux systèmes puissent être respectivement appréciés dans toute leur force.

Après avoir fait remarquer que, pour les délits forestiers dont il s'agit, l'ordonnance d'amnistie du 30 mai 1837 comprend expressément tous les faits antérieurs à sa publication, à la différence des contraventions de grande voirie, pour lesquelles l'ordonnance fixe le jour de sa date, M. le procureur-général soutient qu'en droit cela ne peut s'entendre du jour seulement de la signature de l'ordonnance.

« Fixons-nous bien, avant tout, dit-il, sur ce que l'on entend en droit par la date, la publication et la promulgation des lois et ordonnances. — La date n'est pas autre chose que l'indication du jour où le roi revêt la loi ou l'ordonnance de sa signature, et leur donne ainsi sa sanction. (V. le préambule de l'ordonnance de 1816.). Quant à la promulgation et à la publication de la loi, pour connaître leurs différences, il faut distinguer les époques :

(1). Un autre arrêt de la chambre criminelle, du 12 avril 1839, a décidé, par voie de rejet, sans aucune approbation des motifs du jugement attaqué, « que rien ne s'oppose à ce qu'on étende le bénéfice de l'amnistie à un fait commis le jour même de la signature de l'ordonnance. »

» La promulgation , qui consiste dans l'ordre d'exécuter la loi , que signe le roi , fut distinguée de la publication par le décret du 5 novembre 1789. Ce décret voulait qu'après leur promulgation les lois fussent envoyées aux Tribunaux , corps administratifs , et municipalités ; qu'elles fussent publiées par transcription , lecture , affiches , et mises à exécution à compter du jour où ces formalités avaient été remplies.

» L'article 9 de la loi du 4 frimaire an 11 confondit , comme le remarque le savant Toullier , la promulgation avec la publication ; cet article portait : « La promulgation de la loi sera faite dans les vingt-quatre heures de la réception par une publication à son de trompe ou de tambour ; et la loi sera obligatoire à compter du jour de la promulgation. »

» La constitution de l'an 11 sépara de nouveau la promulgation et la publication de la loi. Le Directoire exécutif était chargé de promulguer la loi , et cette promulgation consistait dans l'acte par lequel il ordonnait la publication et l'exécution de la loi.

» La loi du 12 vendémiaire an 11 supprima les publications à son de trompe , et déclara les lois exécutoires du jour de la distribution au chef-lieu du département du bulletin officiel , constaté sur un registre par les administrateurs.

» Aujourd'hui la promulgation est réglée par une ordonnance du 27 novembre 1816 , qui porte : « A l'avenir , la promulgation des lois et de nos ordonnances résultera de leur insertion au bulletin officiel. »

» Cette insertion est le premier mode ou plutôt le seul mode de publication ; car la connaissance que l'on est réputé avoir de cette insertion après un certain laps de temps est une présomption *juris et de jure* , qui n'est pas même subordonnée à l'envoi du bulletin aux préfetures , et qui existe encore bien qu'il fût prouvé que le bulletin n'y est pas en effet parvenu. On peut donc établir en principe qu'aujourd'hui , dans le langage de la loi , les mots publication et promulgation sont synonymes , bien que ce dernier soit peut-être plus exact.

» Si on pouvait encore en douter , il suffirait d'ouvrir le *Bulletin des Lois* de l'année 1837 , c'est-à-dire l'année de l'ordonnance dont il s'agit au procès ; on verrait que si dans l'ordonnance du 30 mai on parle de la publication de la présente ordonnance , dans d'autres ordonnances d'amnistie , et notamment dans celle du 1^{er} mai et dans celle du 16 mai , on parle de la promulgation de la présente ordonnance. — Ceci posé , est-il vrai de dire que ces mots : promulgation , publication , employés dans une ordonnance d'amnistie , ne peuvent s'entendre que de la date de cette ordonnance ? Mais d'abord il faut oublier l'article 1^{er} de l'ordonnance du 27 novembre 1816 , qui règle la matière : « A l'avenir la promulgation des lois et de nos ordonnances résultera de leur insertion au *Bulletin officiel* » Est-il permis de penser que l'auteur d'une ordonnance d'amnistie qui la fait insérer au *Bulletin des Lois* en vertu de l'article qui précède , c'est-à-dire qui la promulgue ,

entende le mot promulgation dans un autre sens que celui de l'insertion au bulletin?

» Mais ce n'est pas seulement en interprétant les termes de l'ordonnance d'amnistie du 30 mai 1837 qu'il faut résoudre la difficulté, c'est aussi en recherchant le sens dans lequel sont en général conçues les ordonnances de cette nature. Or, parcourons les ordonnances rendues dans le même semestre de 1837, et nous verrons ressortir la distinction que l'auteur de ces ordonnances entend faire entre la date et la promulgation. (Voyez les ordonnances des 20 et 25 janvier, et surtout celles des 1^{er} et 16 mai 1837.) L'ordonnance du 1^{er} mai 1837 est particulièrement remarquable : son article 1^{er} fait remise de toutes les condamnations qui n'auraient point encore reçu leur exécution antérieurement à la date de la présente ordonnance ; et l'article 2 interdit toute poursuite à raison des faits avant la promulgation de l'ordonnance. L'ordonnance du 16 mai ne distingue pas entre les condamnations et les poursuites, et l'amnistie couvre tout ce qui est antérieur à la promulgation de l'ordonnance.

» Comment, en présence de ces ordonnances, pourrait-on persister à soutenir que le mot promulgation doit s'entendre de la date de l'ordonnance? Il faudrait donc supposer que l'auteur des ordonnances d'amnistie, qui est un des trois pouvoirs législatifs, ne connaît pas la valeur des mots employés par lui dans la rédaction des lois? Mais cette supposition est d'autant plus inadmissible que M. le garde-des-sceaux, qui contresigne ordinairement les ordonnances d'amnistie, a chargé, par une lettre en date du 26 avril 1839, le procureur-général de demander la cassation, en vertu de l'art. 441 du code d'instr. crim., d'un jugement qui n'a pas appliqué l'ordonnance d'amnistie du 16 mai 1837, exécutoire à Paris le 22 mai, et à Orléans seulement le 24, à un manquement au service de la garde nationale, du 23 mai. » (1)

M. le procureur-général s'attache ensuite à réfuter les motifs des arrêts de la Chambre criminelle, qui sont ceux-ci, en substance : 1^o l'amnistie étant un pardon ne peut avoir en vue que les délits commis au moment où elle est donnée ; 2^o ces ordonnances, par leur nature, ne peuvent être soumises aux règles de la promulgation, introduites pour rendre les lois obligatoires pour les citoyens ; 3^o il y aurait impunité, et même encouragement aux délits pour le temps où, par d'autres voies, l'ordonnance d'amnistie, non encore promulguée, aurait pu être connue des délinquants,

« Et d'abord, dit-il, pourquoi le pardon ne pourrait-il pas avoir en vue les délits qui se commettraient jusqu'au jour où l'ordonnance de pardon est réputée connue? Sans doute le prince auteur de l'amnistie peut restreindre sa grâce au jour même où il signe l'ordonnance ; mais rien ne s'oppose à ce qu'il l'étende jusqu'au jour où elle est réputée connue de tous. En effet,

(1) Voy. l'arrêt de rejet, à la fin de cet article.

ce n'est pas seulement à telles personnes que l'amnistie est accordée, mais à un ensemble, à une catégorie de faits à laquelle l'ordonnance peut assigner une date. Personne n'est réputé ignorer la loi promulguée ; mais aussi personne n'est réputé légalement connaître la loi qui ne l'est pas. Le délinquant avant la promulgation est donc aussi favorable que le délinquant avant la date.

» En second lieu, pourquoi une ordonnance d'amnistie ne devrait-elle pas être soumise aux règles de la promulgation ? En fait, elles sont toujours promulguées. En droit, elles doivent toujours l'être.

» En effet, ce n'est pas seulement pour rendre les lois et ordonnances obligatoires envers les citoyens qu'elles doivent être promulguées : aux termes de l'art. 1^{er} du Code civil, c'est pour les rendre exécutoires ; exécutoires par qui ? par les Tribunaux. Aussi la plupart des auteurs font-ils remarquer que deux citoyens ne pourraient contracter en conformité d'une loi non encore promulguée, quoique connue par eux ; parce que cette loi n'est pas encore exécutoire. Or, une ordonnance d'amnistie qui prescrit aux Tribunaux de ne pas prononcer une peine édictée, peut-elle être exécutoire sans promulgation ? Est-ce là une de ces ordonnances administratives purement gracieuses, qui attribuent un avantage quelconque à un particulier et qui n'ont besoin que de lui être adressées ? On ne procède point ainsi dans les Tribunaux.

» L'argument que l'Administration fait dériver des lettres de grâce n'est pas fondé ; les lettres de grâce sont toujours individuelles ; et toutefois elles n'agissent pas par elles-mêmes ; elles ne sont pas exécutoires de plein droit. Les lettres de grâce ont besoin d'être entérinées par la Cour qui a rendu l'arrêt ; sans cela l'arrêt demeurerait toujours légalement exécutoire. La volonté royale seule ne suffit pas ; il faut encore le contre-seing d'un ministre, les conclusions du ministère public et un arrêt en forme, pour que la justice paraisse elle-même superséder à son propre arrêt par l'adhésion qu'elle donne aux lettres, par leur enregistrement et par la mention qui doit en être faite en marge de l'arrêt.

» Le troisième motif, quoique plus spécieux, est encore facile à repousser. Il y aura, dit-on, impunité et même encouragement aux délits. Mais de ce qu'une ordonnance d'amnistie a été arrêtée par le prince et signée par lui, s'ensuit-il qu'il n'y aura plus surveillance des délinquants, et que ceux-ci échapperont à toute répression ? Non ; car l'art. 3 de l'ordonnance même du 30 mai porte : « Les dispositions des articles précédents ne sont pas applicables aux frais avancés par l'État et aux restitutions et dommages-intérêts qui lui ont été alloués par jugements. »

» L'inconvénient, d'ailleurs, est-il bien réel ? De malheureux braconniers pour qui une amnistie est signée ont-ils bien des moyens de connaître ce fait avant la promulgation ? Cela serait peut-être possible s'il s'agissait d'une loi d'amnistie discutée dans les Chambres ; mais une amnistie par ordonnance, qui jusqu'à sa promulgation reste dans les bureaux de la Chancellerie

ou dans ceux de l'imprimerie royale, comment sera-t-elle connue des délinquants ?

» Enfin, y eût-il doute, que le doute en cette matière devrait encore s'interpréter en faveur de l'amnistie, suivant la doctrine générale de la loi 3 au Digeste, *de constit. princip. : Beneficium imperatoris, quod ab ejus indulgentiâ profisciscitur quam plenissimè interpretari debemus.*

ARRÊT (après délib. en Ch. du conseil).

LA COUR ; — Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 30 mai 1837, portant amnistie pour les délits forestiers, ensemble les articles 194 et 198 du Code forestier ; — vu l'article 58 de la Charte constitutionnelle ; — attendu qu'une ordonnance portant amnistie, qui accorde *l'oubli et le pardon du passé*, a pour objet soit de faire remise de peines encourues ou prononcées, soit de prévenir avant qu'elles soient intervenues, ou de faire cesser lorsqu'elles sont commencées, les poursuites causées par des infractions commises ; — qu'il suit évidemment de la nature et de l'objet d'une telle ordonnance qu'elle ne saurait être applicable qu'à des faits actuellement accomplis ; — attendu que, dans l'espèce actuelle, il résulte de la combinaison des articles 1 et 2 de l'ordonnance du roi du 30 mai 1837 et du rapprochement de leurs termes qu'amnistie pleine et entière est *accordée* aux peines d'emprisonnement et d'amende *prononcées* ou *encourues*, que ceux des délinquants actuellement détenus seront immédiatement mis en liberté ; expressions qui, se rapportant au temps actuel et présent, supposent nécessairement que l'amnistie, dans l'intention du roi qui l'a donnée, n'est accordée que pour les délits existant le 30 mai, jour auquel l'ordonnance a été rendue, comme le démontrerait d'ailleurs les dispositions de l'article 2, relatives aux contraventions de grande voirie et de police de roulage ; — qu'au surplus cette interprétation est seule admissible, puisque seule elle est conforme aux dispositions de l'article 58 de la Charte constitutionnelle, dont l'ordonnance du 30 mai 1837 n'est qu'une application ; — attendu que le délit constaté par procès-verbal du 1^{er} juin 1837 était postérieur à ladite ordonnance d'amnistie ; d'où il suit que l'arrêt attaqué a faussement appliqué ladite ordonnance et violé les articles ci-dessus visés ; Casse. »

Du 16 juillet 1839. — Cour de cass., ch. réunies. — M. Portalis, p. p. — M. Faure, rapp. — M. Dupin, pr.-gén.

§ 2. — *Les manquements au service de la garde nationale, postérieurs à la date d'une ordonnance d'amnistie, ne peuvent eux-mêmes être amnistiés par cette ordonnance.*

Sur le pourvoi formé d'ordre de M. le garde-des-sceaux ; M. le procureur-général, concluant à la cassation, a signalé une nuance pouvant motiver une décision différente de celle

ci-dessus : Les manquements au service de la garde nationale, a-t-il dit, sont d'une nature toute spéciale, et n'entraînent que des peines disciplinaires. Dans l'usage, ces peines sont remises par une simple lettre du chef du corps. L'infraction même est couverte et aucune pénalité n'intervient quand le contrevenant obtient d'être admis à monter une garde hors de tour. Ne serait-il pas irrationnel d'attribuer au bon vouloir d'un chef de garde nationale plus de puissance que n'aurait une ordonnance rendue par le chef supérieur de l'État, celui de qui émane toute justice en France ?

ARRÊT (Minist. publ. C. Charesson).

LA COUR ; — Attendu que l'ordonnance d'amnistie du 16 mai 1837 ne peut être entendue que dans le sens voulu par l'art. 58 de la Charte, qui accorde au Roi le droit de grâce et de commutation, et ne peut être étendue aux faits non existants au moment où le prince a fait usage de sa prérogative ; qu'ainsi elle ne couvre pas les faits qui se manifestent dans l'intervalle qui s'écoule entre la signature et la promulgation de l'ordonnance ; — et attendu que, dans l'espèce, les deux manquements imputés au garde national Charesson sont postérieurs à la date du 16 mai 1837, d'où il suit qu'en prononçant contre lui pour ce double manquement la peine de vingt-quatre heures de prison, le jugement attaqué n'a violé ni l'ordonnance du 16 mai, ni l'art. 1^{er} C. c., ni les ordonnances relatives aux délais après lesquels les lois et ordonnances deviennent obligatoires, et qu'il a fait une juste application des principes du droit public en matière d'amnistie ; — Rejette.

Du 19 juillet 1839. — Cour de cass., ch. crim. — M. Isambert, rapp. — M. Dupin, proc.-gén.

ART. 2417.

JUSTICE CRIMINELLE. — FRAIS. — LIQUIDATION.

Ordonnance du roi pour la régularisation des frais de justice criminelle, du 28 novembre 1838 (1).

LOUIS-PHILIPPE, etc. ; — vu les art. 137, 138, 139, 143, 145, 149, 152, 166 et 173 du décret du 18 juin 1811 ; — voulant simplifier et rendre moins onéreuses aux parties prenantes les obligations que ce décret leur impose ; voulant en même temps rendre plus prompts le paiement et la régularisation des frais de justice criminelle, en chargeant exclusivement de la liquidation et de l'ordonnement de ces frais les magistrats qui sont responsables de leur régularité, aux termes de l'art. 141 du même décret ; — Notre conseil d'État entendu ; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

(1) Promulguée le 5 décembre (*Bulletin des Lois*, n. 7681).

Art. 1^{er}. Les états ou mémoires des frais de justice non réputés urgents, et les états récapitulatifs des frais urgents, ne seront plus soumis au visa des préfets.

2. Il ne sera plus fait que deux expéditions de chaque état ou mémoire de frais de justice non réputés urgents, l'une sur papier timbré, l'autre sur papier libre. — Chacune de ces expéditions sera revêtue de la taxe et de l'exécutoire du juge. — La première sera remise au receveur de l'enregistrement avec les pièces au soutien des articles susceptibles d'être ainsi justifiés. — La seconde sera transmise à notre ministre de la justice avec le bordereau mensuel dont il sera parlé ci-après. — Le prix du timbre, tant du mémoire que des pièces à l'appui, est à la charge de la partie prenante.

3. Les frais non réputés urgents continueront à être payés sur les états ou mémoires des parties prenantes; ils seront taxés article par article, soit par les présidents et juges des Cours et tribunaux, soit par les juges de paix, et ils seront payables aussitôt qu'ils auront été revêtus de l'ordonnance du magistrat taxateur. — Cette ordonnance sera toujours décernée sur le réquisitoire de l'officier du ministère public, qui devra préalablement procéder à la vérification des mémoires. — La taxe de chaque article rappellera la disposition législative ou réglementaire sur laquelle elle sera fondée.

4. Au commencement de chaque mois, les receveurs de l'enregistrement réuniront en un seul état, dressé en double expédition, tous les frais urgents qu'ils auront acquittés sur simples taxes ou mandats du juge pendant le mois précédent. — Cet état ne sera plus soumis à la formalité de la taxe et de l'exécutoire. — Les receveurs de l'enregistrement en adresseront une expédition, à l'expiration de chaque mois, au directeur de l'enregistrement dans chaque département, avec les taxes à l'appui. — La seconde expédition de cet état sera par eux envoyée soit à nos procureurs généraux, soit à nos procureurs près des tribunaux, pour être transmise à notre ministre de la justice.

5. Les mémoires qui n'auront pas été présentés à la taxe du juge dans le délai d'une année à partir de l'époque à laquelle les frais auront été faits, ou dont le paiement n'aura pas été réclamé dans les six mois de leur date, ne pourront, conformément à l'art. 149 du décret du 18 juin 1811, être acquittés qu'autant qu'il sera justifié que les retards ne sont point imputables à la partie dénommée dans l'exécutoire. — Cette justification ne pourra être admise que par notre ministre de la justice, après avoir pris l'avis de nos procureurs-généraux, s'il y a lieu.

6. Au commencement de chaque mois, nos procureurs-généraux près des Cours royales, et nos procureurs près des Cours d'assises et des tribunaux de première instance, réuniront dans un bordereau qui sera dressé dans la forme indiquée par notre ministre de la justice tous les doubles des états et mémoires des frais taxés et mandatés dans leur ressort pendant le

mois précédent. — Ce bordereau et les pièces à l'appui seront adressés à notre ministre de la justice dans la première quinzaine de chaque mois.

7. Les art. 137, 138, 139, 143, 145, 149, 152, 166 et 173 ci-dessus visés sont rapportés.

8. La présente ordonnance sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1839.

ART. 2418.

DIFFAMATION. — COMPÉTENCE. — CARACTÈRES.

Pour que la diffamation envers un fonctionnaire public soit justiciable de la Cour d'assises, s'il n'est pas nécessaire que l'écrivain incriminé énonce expressément que l'individu diffamé a agi comme homme public dans les faits reprochés, il faut du moins que ces faits soient nécessairement relatifs aux fonctions, ce qui ne peut s'appliquer à tout rapport quelconque entre un député et un ministre.

La juridiction correctionnelle, saisie d'une plainte en diffamation privée que le prévenu prétend être uniquement relative aux fonctions, doit avant tout examiner sa compétence, sans qu'on puisse reprocher à sa décision, portant qu'elle n'a point à apprécier l'imputation au fond, de n'avoir pas régulièrement recherché le caractère de la diffamation.

ARRÊT (Le National, etc. C. Périer).

LA COUR ; — attendu, sur le moyen de cassation indiqué dans le mémoire (pris d'une prétendue fausse application de l'article 20 de la loi du 26 mai 1819, en ce que la Cour de Paris exige que l'article incriminé exprime que le fait est imputé à l'homme public), que la Cour d'assises ne pouvait être compétente qu'autant que Casimir Périer aurait été diffamé soit comme agent ou dépositaire de l'autorité publique, soit comme ayant agi dans un caractère public pour des faits relatifs à ses fonctions ; — que les articles incriminés n'énoncent point que dans les faits qui y sont reprochés à Casimir Périer il ait agi en son caractère soit de ministre d'Etat, soit de député ; — que sans doute une telle énonciation ne serait point nécessaire pour établir la compétence de la Cour d'assises, si de la nature des faits il résultait qu'ils fussent nécessairement relatifs aux fonctions de la personne diffamée, mais qu'il n'en est pas ainsi dans l'espèce, puisque, d'une part, rien dans les articles dont il s'agit ne précise les dates des faits reprochés à Casimir Périer de manière à les faire remonter à l'époque où il faisait partie du cabinet, et que, d'autre part, rien non plus n'y indique qu'une affaire qu'il est accusé d'avoir procurée à un tiers ait été l'objet, à cette époque,

d'aucun vote ni d'aucune délibération de la Chambre des députés; — qu'il est impossible d'admettre que tout rapport entre un député et les ministres ou chefs d'administrations publiques soit nécessairement un acte des fonctions de député, lesquelles ne consistent que dans la participation au pouvoir législatif; — que, dans cet état, la Cour royale de Paris s'est conformée aux lois de la matière, en déclarant la juridiction correctionnelle compétente; — attendu, sur le moyen présenté dans la requête supplémentaire du comte de Perdreauville, et pris de ce que la Cour royale, en déclarant qu'elle n'avait point à apprécier au fond l'imputation faisant l'objet de la plainte, a violé les art. 191, 192 et 193 C. inst. cr., que la Cour royale devait, avant de s'occuper du fond, examiner sa compétence qui était contestée; que cet examen devait être fait en l'état de la cause tel qu'il était fixé par la plainte et par les conclusions respectives des parties, et que les motifs de l'arrêt attaqué montrent qu'il a été rendu en connaissance de cause; — Rejette.

Du 4 mai 1839. — Cour de cass. — M. De Bâstard, prés.
— M. Hello, av.-gén.

ART. 2419.

CONTUMACE. — DOMICILE. — PROCÉDURE.

La notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation est valablement faite au condamné par contumace, depuis sa représentation, au domicile indiqué dans les actes antérieurs de l'instruction, surtout si l'exploit a été remis là à sa famille.

L'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation ne sont pas anéantis par la représentation ou l'arrestation de l'accusé contumace (1).

ARRÊT (Dupouy C. Minist. publ.).

LA COUR; — sur les premier et deuxième moyen résultant du défaut prétendu de notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation au demandeur, alors contumace, à son dernier domicile; — attendu que cette notification a eu lieu à un domicile indiqué soit par l'arrêt de condamnation contre lequel le demandeur ne s'est pas inscrit en faux, soit par les actes antérieurs de la procédure, comme étant celui de l'accusé contumace à l'époque qui a immédiatement précédé sa disparition; qu'il y acquittait sa contribution mobilière, et qu'il est énoncé dans l'exploit de signification que les copies des deux actes notifiés ont été remises à sa famille; — que l'accusé, dès lors, a été mis en situation et de se pourvoir contre l'arrêt de renvoi

(1) Arrêts conf.: 16 janv. 1812, 5 et 19 fév. 1819, et 17 mars 1831 (Journ. du Dr. cr., art. 588).

et de préparer sa défense ; qu'après il n'a élevé aucune réclamation à ce sujet, soit dans son interrogatoire, soit devant la Cour d'assises ; — sur le troisième moyen, pris de ce qu'aux termes de l'art. 476 C. inst. cr., la présence de l'accusé contumace faisant tomber toutes les procédures faites depuis l'ordonnance de prise de corps, il y avait lieu, dans l'espèce, d'annuler l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation postérieurs à cette ordonnance ; — attendu que l'article précité ne peut s'appliquer à l'ordonnance de prise de corps rendue lors de la mise en prévention par la chambre du conseil, ordonnance qui n'est qu'un acte provisoire, lequel ne devient définitif et ne reçoit sa forme d'exécution que par l'arrêt de renvoi ; — Rejette.

Du 7 fév. 1839. — Cour de cass. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2420.

PRESCRIPTION. — CONTUMACE.

Le condamné par contumace pour crime, qui n'est reconnu, sur sa comparution après trois ans, coupable que d'un simple délit, ne peut invoquer la prescription triennale (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Gosse).

LA COUR ; — vu les art. 476, 635 et 638 C. inst. cr. ; — attendu, en fait, qu'Antoine Gosse a été condamné par contumace, le 5 juillet 1834, à cinq ans de réclusion, comme coupable d'une tentative caractérisée de vol, commise dans la nuit du 16 février de la même année, et dans une maison habitée ou ses dépendances ; qu'il a été arrêté le 31 août 1838, et conséquemment moins de cinq ans après le prononcé de cette condamnation ; — attendu, en droit, qu'à l'égard du condamné par contumace, la prescription, selon la combinaison des articles précités, ne peut plus éteindre que la peine qui lui a été infligée ; qu'il reste donc, tant que cette prescription ne lui est point acquise, passible de la peine qu'entraîne contre lui le fait dont la déclaration du jury le reconnaît convaincu lors de sa représentation ou de son arrestation ; d'où il suit qu'en jugeant le contraire, dans l'espèce, par le motif que le fait résultant de ladite déclaration ne constitue qu'un simple vol, l'arrêt dénoncé a fausement appliqué les art. 637 et 638 C. inst. cr., et commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées ; — Casse.

Du 1^{er} fév. 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

(1) Arrêts conf. : 2 fév. 1827, 18 janv. 1829 (*J. du Dr. cr.*, art. 89), et 6 mars 1835 (*Ibid.*, art. 1594).

ART. 2421.

APPEL CORRECTIONNEL. — AVOUÉ. — QUALITÉ.

L'appel d'un jugement correctionnel, au nom du condamné, peut être déclaré par un avoué à la Cour comme par un avoué de première instance, sans pouvoir spécial (1).

ARRÊT (Jarrin C. Troubat).

LA COUR ; — considérant que l'art. 203 C. inst. cr., conçu en termes généraux, exige seulement que la déclaration d'appel soit faite dans les dix jours au greffe du tribunal de première instance, ce qui, dans l'espèce, a eu lieu ; qu'aux termes de l'art. 204, la requête d'appel peut être remise au même greffe, signée d'un avoué, ce qui a également eu lieu ; que ledit article, en employant ces termes, *d'un avoué*, n'a fait aucune distinction entre les avoués de première instance et les avoués d'appel ; qu'en conséquence, l'avoué d'appel, agissant dans ses fonctions, a pu valablement, sans pouvoir spécial, faire au greffe du tribunal de première instance la déclaration dont il s'agit.

Du 22 mars 1839. — C. de Paris, ch. corr. — M. Lamy, rapp. — M. Glandaz, av.-gén.

ART. 2422.

COURS D'EAU. — RÈGLEMENT MUNICIPAL. — ILLÉGALITÉ.

Le droit de réglementer les cours d'eau, appartenant exclusivement aux préfets, est illégal et non obligatoire le règlement d'un maire relatif aux travaux, barrages et autres entreprises qui auraient lieu sur les cours d'eau traversant sa commune.

ARRÊT (Minist. publ. C. Michée).

LA COUR ; — vu le chap. 6 de l'instruction législative du 15-20 août 1790, dans la disposition portant : « Elles (les administrations départementales) doivent aussi rechercher et indiquer le moyen de procurer le libre cours des eaux, d'empêcher que les prairies ne soient submergées par la trop grande élévation des écluses, des moulins, et par les autres ouvrages d'art établis sur les rivières ; de diriger enfin, autant qu'il sera possible, toutes les eaux de leur territoire vers un but d'utilité générale, d'après les principes de l'irrigation ; » — l'art. 2 de la loi du 28 pluv. an VIII ; — attendu que, par

(1) Voy. notre art. 2181.

son arrêté du 9 mai 1834, le maire de Saint-Denis a statué sur les travaux qui pourraient s'opérer le long de divers cours d'eau qui traversent la commune, sur les barrages et autres entreprises qui pourraient en arrêter ou en interrompre le cours ; — attendu que, d'après les dispositions ci-dessus transcrites, un semblable règlement ne pourrait être fait que par le préfet, remplaçant les administrations départementales : — attendu, dès lors, que le sieur Michée, qui a contrevenu à ce règlement, n'était point passible des peines portées en l'art. 471, § 15, C. pén., et qu'en jugeant ainsi, le tribunal de simple police n'a point commis une violation de cet art. 471, § 15 ; — Rejette.

Du 15 déc. 1838. — Cour de cass. — M. De Crouseilhès, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2423.

COSTUME ECCLÉSIASTIQUE. — PORT ILLÉGAL.

Le costume ecclésiastique, ou costume antique du clergé catholique ; est du nombre de ceux auxquels s'applique l'art. 259 C. pén. ; il ne peut être porté même par un clerc tonsuré qui a cessé ses études ecclésiastiques.

JUGEMENT (Minist. publ. C. Astrié).

« Considérant que le prévenu invoque, d'un côté, l'autorisation qu'il dit avoir reçue de continuer ses études ecclésiastiques en sa qualité de clerc tonsuré ; et, de l'autre, le droit commun à tous les citoyens de porter un costume qui, n'étant celui d'aucun fonctionnaire public, ne saurait être compris dans les prohibitions de l'art. 259 C. pén. ; — considérant que, loin d'avoir reçu une autorisation semblable de Mgr. l'archevêque de Toulouse, dans le diocèse duquel il s'est établi, c'est, au contraire, ce prélat qui se plaint du costume que persiste à porter le sieur Astrié ; — considérant, dès lors, que le prévenu ne peut prétendre ni qu'un supérieur ecclésiastique quelconque l'autorise actuellement à continuer ses études, ni qu'il les continue en aucune manière ; — considérant que la qualité de clerc tonsuré ne peut donner aucun droit à porter l'habit ecclésiastique, puisque la tonsure n'est point un ordre, mais une simple préparation aux ordres ; — considérant ; d'après ces motifs, que le sieur Astrié ne pouvant invoquer ni les autorisations antérieures qu'il aurait reçues ni le titre de clerc tonsuré, il reste à examiner si, dans le droit commun, il peut, comme tout individu quelconque, porter l'habit ecclésiastique ; — considérant, sur ce deuxième chef, que l'article 259 C. pén., défendant à toute personne de porter le costume qui ne lui appartient pas, il y a lieu d'examiner si l'habit ecclésiastique est un costume du nombre de ceux auxquels cet article se rapporte ; — considérant

que, dans l'art. 53, tit. 3, des articles organiques du culte, du 26 mess. an ix, faisant suite au concordat de 1801, le costume des ecclésiastiques est fixé et déterminé; — considérant que le décret du 9 avril 1809, concernant les élèves des séminaires, indique les conditions auxquelles les élèves des séminaires pourront porter l'habit ecclésiastique; ce qui ne laisse aucun doute sur l'existence légalement reconnue de ce même habit; — considérant que cet habit est encore reconnu par l'ordonnance royale du 16 juin 1828, qui impose aux élèves des écoles ecclésiastiques l'obligation de porter l'habit ecclésiastique, lorsqu'ils auront atteint l'âge de quatorze ans; — considérant que vainement on prétendrait que le costume ecclésiastique, défini par l'art. 43 des articles organiques du 26 mess. an ix, n'est pas celui que le clergé catholique a adopté, et que porte le sieur Astrie; — considérant, en effet, que si, en l'an ix, et après la crise révolutionnaire de 1793, on crut prudent d'assigner au clergé un costume civil et point religieux, ce costume fut bientôt remplacé par le costume antique du clergé catholique, tel que plusieurs siècles l'avaient consacré; — considérant que ce point de fait incontestable est, du reste, consacré par l'art. 5 du décret du 9 avril 1809, qui, en accordant aux élèves des séminaires la permission de porter l'habit ecclésiastique, ne pouvait parler que de l'habit porté par tout membre du clergé, et ne pouvait accorder la permission de porter l'habit noir français, qui était et est encore l'habit de tous les citoyens, permission aussi inutile qu'illusoire; — considérant, dès lors, que, par l'habit ecclésiastique, le gouvernement, qui seul a qualité pour fixer et déterminer les costumes, entendait l'habit tel que les prêtres l'ont toujours porté et le portent encore; — considérant que, d'un autre côté, la Charte constitutionnelle de 1830 reconnaît que la religion catholique est la religion de la majorité des Français, et qu'elle promet à tout citoyen la protection de la loi dans l'exercice de son culte; — considérant que c'est une protection véritable qui est aujourd'hui réclamée en faveur des personnes qui professent la religion catholique; — considérant, en effet, que, s'il était permis à tout individu de revêtir le costume particulier des prêtres catholiques, et, par suite, de le produire dans toutes sortes de lieux, et de tenir, en le portant, des propos irreligieux et inconvenants, ce serait exposer sans défense la croyance de la majorité des Français à des attaques que l'habit de celui qui se les permettrait rendrait aussi odieuses qu'étranges et scandaleuses; — considérant, dès lors, qu'en réclamant qu'un individu, qui n'en a ni le droit ni la permission, quitte le costume ecclésiastique, les ministres du culte catholique réclament la protection que leur promet notre charte constitutionnelle; — considérant, d'après tous ces motifs, que l'art. 259 C. pén. doit recevoir son application dans la cause;

ARRÊT.

..... LA COUR, adoptant les motifs des premiers juges, a démis de l'appel.

Dn 21 fév. 1839. — Cour de Toulouse. — M. Garisson, prés. — M. Lafiteau, subst.

ART. 2424.

POIDS ET MESURES. — VÉRIFICATION. — ARRÊTÉ PRÉFECTORAL.

La surveillance de l'autorité municipale sur les poids et mesures devant s'exercer dans les magasins, boutiques, etc., les assujettis ne peuvent être obligés, sous peine de contravention, même par un arrêté préfectoral, de porter leurs poids et mesures au bureau de vérification.

ARRÊT (Minist. publ. C. Michaux et autres).

LA COUR ; — vu la loi du 1^{er} vend. an iv, les ordonnances sur les poids et mesures des 18 décembre 1825 et 7 juin 1826 ; — attendu qu'il résulte des jugements attaqués (et que ce fait n'est point contraire aux procès-verbaux rapportés contre Michaux, Moriametz, Caffiaux et Katelle), que la poursuite dirigée contre ces individus reposait sur ce fait qu'ils n'auraient point porté leurs poids et mesures au bureau de vérification, ainsi que le prescrivait l'art. 3 d'un arrêté du préfet du Nord, du 24 janvier dernier ; — attendu que, d'après la loi du 1^{er} vendémiaire an iv et les arrêtés rendus pour son exécution, la surveillance de l'autorité municipale doit s'exercer dans les magasins, boutiques, ateliers, maisons de commerce, etc. ; — attendu que l'ordonnance du 18 décembre 1825 a ordonné que les vérificateurs se transporteraient au domicile des assujettis ; que l'ordonnance du 7 juin 1826 a eu pour but de dispenser, le cas échéant et avec l'autorisation expresse du ministre, les vérificateurs d'une obligation annuelle, à laquelle, dans l'intérêt général, ils étaient soumis sous peine de destitution, et que certaines circonstances pouvaient rendre plus ou moins pénible et difficile ; mais que cette ordonnance n'a ni directement ni indirectement imposé aux assujettis une obligation nouvelle qui serait contraire au texte et à l'esprit des lois précitées, et à l'ordonnance du 18 décembre 1825 ; — et attendu, dès lors, que le tribunal de simple police de Valenciennes n'a violé aucune loi en jugeant (en présence des faits par lui déclarés) que les assujettis n'étaient point obligés, sous sanction pénale, de se soumettre à des obligations dont le principe n'existe point dans la loi, dont ils étaient expressément dispensés par l'ordonnance du 18 déc. 1825, et que l'ordonnance du 7 juin 1826 n'a pas mises à leur charge ; — Rejette.

Du 15 déc. 1838. — C. de cass. — M. De Crouseilles, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2425.

ARRÊT DE RENVOI. — SIGNIFICATION. — CONNEXITÉ. — TÉMOIN SUSPECT. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.

Il n'y a pas nullité des débats pour défaut de signification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, si ces deux pièces ont été lues à l'accusé avant son interrogatoire et l'avertissement du droit qu'il a de se pourvoir dans les 5 jours (C. instr. cr. 242 et 296.) (1).

Lorsque les faits imputés à différents accusés se lient entre eux par les circonstances de temps, de lieu, etc., le président des assises peut, dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, les réunir dans un même débat. (C. instr. cr. 307.)

Le droit qu'a le président des assises de mettre en état d'arrestation le témoin dont la déposition lui paraît fausse, lui permet d'ordonner, sans consulter la Cour, qu'un témoin suspect de faux témoignage sera gardé à vue par la gendarmerie jusqu'à la fin des débats. (C. instr. cr. 330.)

ARRÊT (Sicres et Amills).

LA COUR ; — sur le premier moyen tiré de la prétendue violation de l'art. 242 C. inst. cr., en ce que ni l'arrêt de renvoi ni l'acte d'accusation n'auraient été signifiés aux demandeurs, et qu'ainsi ils n'auraient pas eu légalement connaissance de ce dont ils étaient accusés, et, par conséquent, n'auraient pas été mis légalement à portée de se défendre ; — attendu qu'au moment où les demandeurs ont été mis sous la main de la justice, leur interrogatoire constate que, avant de les interroger, on leur a donné lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation ; qu'ensuite, ils ont été, conformément à l'art. 293 C. inst. cr., interrogés et avertis des droits que leur ouvrait l'art. 296 du même code ; qu'ainsi ils ne peuvent se plaindre qu'on ait violé à leur égard l'art. 242, ou porté atteinte aux droits de leur défense ; — sur le deuxième moyen, pris d'un excès de pouvoir qu'aurait commis le président des assises, en ordonnant d'office, et sous prétexte de connexité, la jonction des deux accusations distinctes, en quoi il aurait violé l'art. 227, ainsi que mal interprété l'art. 307 C. inst. cr. ; — attendu que les termes de l'art. 307 ne sont pas limitatifs ; que les faits dont les demandeurs étaient accusés se liaient entre eux par les circonstances de temps, de lieu, et par les motifs allégués pour justifier leur perpétration ; qu'ainsi, le prési-

(1) Dans ce sens, arrêt du 26 fév. 1836.

dent de la cour d'assises a pu, dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, les réunir dans un même débat, et n'a, en le faisant, violé aucune loi ; — sur le troisième moyen, tiré de la prétendue violation de l'art. 330 du même code, de la part du président de la cour d'assises, en ce qu'il aurait seul, et sans consulter la Cour, ordonné que le témoin suspect de faux témoignage serait, jusqu'à la fin du débat, gardé à vue par la gendarmerie, ce que la Cour seule pouvait ordonner ; — attendu que le réquisitoire du ministère public, et les conclusions des accusés n'étaient adressées qu'au président, à l'occasion d'un acte de l'autorité qui lui était propre, et que la Cour n'avait donc pas à y statuer ; — attendu que l'art. 330 porte expressément : « Que si, d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fautive, le président peut, même d'office, faire sur-le-champ mettre le témoin en état d'arrestation, comme remplissant à cet égard les fonctions attribuées aux juges d'instruction ; » — attendu que, si d'après cet article, le président peut, d'office, ordonner l'arrestation d'un témoin suspect de faux témoignage, à plus forte raison peut-il ordonner qu'il sera simplement gardé à vue jusqu'à la fin des débats ; — Rejette.

Du 28 déc. 1838. — Cour de cass. — M. Chauveau-Lagarde, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2426.

JURÉ. — JUGE SUPPLÉANT. — INCOMPATIBILITÉ.

Il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions de juge suppléant à un tribunal de commerce et celles de juré, encore bien que, d'après le règlement du tribunal, les juges suppléants remplissent à tour de rôle les fonctions de juge (1).

ARRÊT (Loison).

LA COUR ; — Sur le moyen pris de ce que l'un des jurés était juge suppléant au tribunal de commerce de Rouen, et de ce qu'il était authentiquement constaté que, dans cette ville, les juges suppléants remplissent les fonctions

(1) Jugé aussi que les fonctions de juge suppléant à un tribunal civil ne sont pas incompatibles avec celles de juré : arrêts des 8 janvier et 3 déc. 1829 (*Journ. du Dr. cr.*, art. 71 et 285), et 22 janvier 1830. — *Seuls* pour les juges de commerce ; l'inscription d'un tel juge sur la liste des trente quoiqu'il ne fasse pas partie du jury de jugement, vicie le tirage : arrêts des 31 janvier 1812, 15 juillet 1820, 24 septembre 1825, 6 janvier 1834, 11 janvier et 20 avril 1838, 29 novembre 1838 (*suprà*, art. 2400), et 22 juin 1839.

de juge à tour de rôle comme les juges en titre, et qu'ainsi il y avait, dans l'espèce, l'incompatibilité prévue par l'art. 383 Cod. instr. crim. — Attendu que l'obligation de remplir les fonctions de juré est une charge publique imposée aux citoyens français âgés de trente ans accomplis, appartenant aux catégories établies par la loi, et auxquelles se réfère le deuxième alinéa de l'art. 381 du même Code; — Attendu que les incompatibilités établies par l'art. 383 sont une exception à ce principe général, et ne peuvent être étendues; — Attendu que, relativement aux juges, l'incompatibilité n'existe qu'à l'égard des juges titulaires institués par le roi, soit médiatement à la suite d'une élection régulière, soit immédiatement en vertu de sa prérogative; — Attendu que les fonctions des juges suppléants ne sont pas, de leur nature, permanentes, mais exceptionnelles; que dès lors, les réglemens faits par les tribunaux de commerce, sous la sanction de l'autorité supérieure, pour rendre les fonctions des suppléants plus ou moins habituelles, ne peuvent étendre le cercle des incompatibilités; que si, par l'appel de ces Juges suppléants aux fonctions de juré, le service du tribunal pouvait être entravé, la cour d'assises pourrait les en exempter temporairement en vertu de l'art. 397 du même Code; — D'où il suit, dans l'espèce, que le jury a été légalement constitué; — Rejette, etc.

Du 13 avr. 1859. — M. Isambert, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2427.

POSTES. — CONTRAVENTION. — DROIT DE PASSE. — ACTION. — AMENDE. — CUMUL.

En matière de contraventions postales, l'amende n'étant pas purement pénale, puisqu'elle est attribuée pour moitié au maître de poste lésé, celui-ci a le droit d'en poursuivre personnellement la condamnation dans tous les degrés de juridiction sans le concours du ministère public (1).

Une seule amende doit être prononcée, encore bien qu'il y ait eu plusieurs passages de voitures sans paiement du droit de passe. (C. instr. cr. 365.)

ARRÊT (Laffitte et Caillard C. Desvoys.)

LA COUR; — attendu, sur le premier moyen, ... (sans intérêt). — attendu, sur le deuxième moyen, que l'amende établie par cette loi (du 15 ventôse an XIII), ne peut être considérée comme purement pénale, puisqu'elle est attribuée pour

(1) V. *infra*, art. 2428.

moitié au maître de poste lésé par la contravention; que de cette attribution il suit que celui-ci a le droit d'en poursuivre personnellement la condamnation dans tous les degrés de juridiction, même sans le concours du ministère public; — rejette ces deux moyens; — mais vu l'art. 365 du C. inst. cr., et les art. 1 et 2 de ladite loi du 15 ventôse an XIII; — attendu que chaque passage de voiture, sans paiement de l'indemnité, ne constitue pas une contravention distincte, passible d'une amende de 500 francs, en sorte qu'il y ait autant d'amendes prononcées cumulativement qu'il y a eu de passages de voitures; — attendu, d'ailleurs, que, ne s'agissant pas de l'application d'une loi relative au recouvrement des revenus publics, il y a lieu à suivre la règle générale tracée par l'art. 365 ci-dessus visé; qu'ainsi tous les faits antérieurs sont punis par la condamnation à une seule amende, et que c'est seulement lorsque les mêmes faits se reproduisent après une condamnation définitive, qu'ils peuvent être réprimés de nouveau; — et attendu, en fait, que la Cour royale de Dijon a condamné les demandeurs pour trente-quatre passages de voitures, tous antérieurs à son arrêt et même à la demande, à trente-quatre amendes de 500 francs, en quoi elle a faussement appliqué la loi du 15 ventôse an XIII, et formellement violé l'art. 365 C. inst., cr., — Casse.

Du 28 déc. 1838. — C. de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ARR. 2428.

POSTES. — CONTRAVENTION. — DROIT DE PASSE. — ACTION. —
MINISTÈRE PUBLIC.

En matière de contraventions postales, l'amende étant pour partie une peine, le ministère public a qualité pour poursuivre la condamnation à l'amende contre l'entrepreneur de voitures qui refuse de payer le droit de passe, alors surtout que son action a été mise en mouvement par la plainte du maître de poste, encore bien que celui-ci ait été désintéressé (1).

ARRÊT (Adam).

LA COUR; — vu l'art. 2 de la loi du 15 vent. an XIII, qui attribue à l'administration des relais la moitié de l'amende qu'il prononce; — attendu que cette disposition donne à cette moitié de l'amende le caractère d'une peine, ce qui établit le droit du ministère public d'en poursuivre la condamnation, alors surtout que son action a été mise en mouvement par la

(1) V. *suprà*, art. 2427.

plainte de la partie civile ; — attendu qu'en refusant, dans l'espèce, de faire droit aux conclusions du ministère public sur ce point, le jugement attaqué a violé l'art. 2 précité ; — *Casse*.

Du 13 avr. 1839. — Cour de cass. — M. de Ricard, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2429.

FORÊTS. — ADJUDICATAIRES ASSOCIÉS. — MARTEAU.

Des adjudicataires réunis en société pour l'exploitation d'une coupe ne peuvent, sous peine d'amende, frapper d'une empreinte particulière autre que celle du marteau légal, avant leur enlèvement, les bois à eux adjugés, dans le but de distinguer leurs lots respectifs (1).

ARRÊT (Forêts C. Girod).

La *Casa* ; — vu l'art. 90 et l'art. 32 C. forest. ; l'art. 95 de l'ordonnance du 20 août 1827 ; les art. 30, 35, 39 et 40 du même code ; les art. 2 du dit code, 36, 37, 76 et 79 de ladite ordonnance ; — attendu que, d'après les art. 30, 35, 39 et 40 C. forest., les adjudicataires autorisés à exploiter ne sont assujettis, quant à la sortie des arbres et bois de charpente, provenant de leurs ventes, qu'à ne pas dépasser le délai fixé par le cahier des charges pour la vidange des coupes, à ne pas opérer l'enlèvement avant le lever ni après le coucher du soleil, et à suivre les chemins désignés au cahier des charges ; — qu'ainsi, pendant un assez long délai, la loi autorise les adjudicataires à opérer la sortie suivant leurs convenances, et ne les soumet pas à n'agir, à cet égard, qu'en la présence des agents forestiers ; — attendu qu'en accordant aux adjudicataires cette latitude nécessaire, le code forestier et l'ordonnance d'exécution ont dû pourvoir aux moyens de rechercher ultérieurement, parmi les arbres et bois sortis des ventes, ceux qui auraient été coupés et enlevés au préjudice de l'État ou des communes, et notamment les arbres de réserve marqués comme tels ; — que l'élément essentiel de cette réserve consiste dans la marque particulière que chaque adjudicataire doit, en exécution des art. 32 de la loi et 95 de l'ordonnance, apposer sur les arbres ou bois de charpente qui proviennent de sa vente ; — que ce n'est, en effet, qu'à l'aide de cette marque distinctive, que l'origine des arbres et bois peut être reconnue par les agents forestiers, soit entre les mains des acheteurs désignés au registre de vente qui est prescrit par l'art. 94 de l'or-

(1) Un arrêt de la chambre criminelle, du 24 juin 1837, l'avait ainsi jugé dans la même affaire.

donnance, soit lors de la reconnaissance préalable à laquelle les exploitations de scieries sont assujetties par l'art. 158 C. forest.; — attendu que de l'art. 95 de l'ordonnance il ne résulte nullement qu'avant l'instant, toujours incertain, de la sortie, les arbres et bois de la vente puissent être marqués de l'empreinte de plusieurs marteaux, lorsque l'adjudicataire a des associés, et que ce fait ne constitue pas une contravention à la loi, par cela seul que les arbres et bois sont encore gisants sur le parterre de la coupe; qu'en effet l'art. 32 C. forest. porte une prohibition générale et absolue, à laquelle l'ordonnance n'a manifestement ni pu ni voulu déroger; — que les associés de celui qui seul a pris le titre d'adjudicataire, et qui est seul connu et responsable comme tel, peuvent bien, dans leur intérêt privé, employer des signes distinctifs pour reconnaître, entre eux, ce qui appartient à chacun, mais qu'ils ne peuvent nullement apposer, sur les arbres et bois de la vente, l'empreinte de marteaux autres que celui que l'adjudicataire de cette vente est tenu d'avoir, dont l'administration détermine la forme, et dont l'empreinte est déposée au greffe du tribunal et chez l'agent forestier local; — que ce fait, que la loi prohibe expressément, afin de prévenir la confusion des empreintes, et d'assurer ainsi la recherche des délits, ne peut être effacé, ni couvert par la simple faculté ou possibilité de détruire, avant la sortie, les dites empreintes illégales: faculté dont l'usage ne serait lui-même qu'ouvrir à la fraude un moyen de justifier la destruction des marques légales apposées aux arbres réservés; — et qu'en jugeant le contraire, l'arrêt attaqué a faussement interprété l'art. 95 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827, et formellement violé l'art. 32 C. forest.; — Casse, etc.

Du 8 avr. 1839. — Cour de cass. — Chamb. réunies. — M. Portalis, p. p. — M. de Broé, rapp. — M. Dupin, proc.-gén.

ART. 2430.

BOIS. — PLANTATION. — PACAGE. — PÉNALITÉ.

Le pacage dans une plantation récente d'essences forestières, faite pour former un bois, constitue-t-il le délit prévu par l'art. 199 C. forest., ou seulement la contravention prévue par l'art. 479, n° 10, C. pén.?

Il appartient aux juges du fait de reconnaître et déclarer si la plantation est ou non un bois selon l'art. 199 C. forest.

ARRÊT (Chabannes C. Luzarches).

LA COUR; — considérant que le délit de pacage dans un plant fait de main d'homme, d'arbres fruitiers ou autres, est prévu par l'art. 479 C. pén.; — qu'à la vérité, il résulte du rapport d'experts, fait en exécution de l'arrêt

de la Cour, en date du 19 juillet dernier, que la plantation dont il s'agit a eu lieu avec l'intention d'en faire un bois ; — mais que les termes de l'art. 479 embrassent dans leur généralité tous les plants faits de main d'homme, quelle que soit leur destination ; — que le Code forestier, quant au délit de pacage, n'est applicable qu'aux bois proprement dits ; — qu'en effet, ce Code, dans l'économie de ses dispositions, s'est occupé des bois et des plantations, notamment dans les art. 195 et 223 ; mais que, dans l'art. 199, relatif au parage, il n'est question que des bois ; d'où il résulte que le législateur a laissé sous l'empire du droit commun le fait de pacage commis dans les plantations faites de main d'homme ; — considérant au surplus que, dans l'espèce particulière, il répugne à la raison de considérer comme un bois, et d'assimiler à cette espèce de propriété, sous le rapport de la pénalité rigoureuse, prononcée par le Code forestier dans l'intérêt de la conservation des propriétés forestières, une plantation toute récente, faite sans culture dans une bruyère, plantation non-close, qui n'était pas même achevée quand la contravention dont il s'agit a été commise, et qui n'avait encore donné aucun signe de végétation ; — que, dans ce cas, les intérêts du propriétaire planteur sont suffisamment garantis par l'amende prononcée par le Code pénal et par la juste réparation du dommage, à laquelle il a droit, tandis que la peine et le dédommagement prononcés par le Code forestier seraient hors de toute proportion avec le dommage causé.

Du 22 févr. 1839. — Cour de Bourges. Appels corr. — M. Mater, p. p. — M. Baillehache, subst.

Pourvoi. — Chargé de le soutenir, nous disions, en substance.

Les experts nommés d'office pour attester l'état de la plantation dont il s'agit, ont déclaré unanimement « que les essences employées pour cette « plantation, la distance des plants entre eux, et surtout la partie entière-
« ment plantée (1 hect. 60 ares), prouvent manifestement l'intention, de
« la part des propriétaires, de commencer la plantation d'un bois. » Et les détails contenus au rapport, qu'il appartient à la Cour de cassation d'apprécier, détruisent les quelques considérations de fait invoquées par l'arrêt attaqué pour étayer son système. — Cela étant, n'y a-t-il pas fausse application de l'art. 479 C. pén., et violation de l'art. 199 C. forest., dans l'arrêt qui décide qu'une telle plantation, parce qu'elle est de main d'homme, n'est pas *un bois* suivant ce dernier article, et n'est qu'un *terrain* ordinaire, protégé seulement par le Code pénal ? — Le n° 10 de l'art. 479, introduit par la loi de 1832, n'est que la reproduction de l'art. 24, titre 2, de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, qui concernait bien les pépinières et plantations d'agrément, mais non les plantations d'essences forestières, faites à demeure pour constituer un bois, puisque celles-ci étaient protégées par la disposition particulière de l'art. 38 de la même loi, établissant une pénalité

proportionnée, comme celle de l'art. 199 C. forest., au nombre et à la nocuité des bestiaux trouvés paissant. — Et c'est ce qu'avaient reconnu trois arrêts de cassation des 21 septembre 1820, 16 mars 1822 et 13 juin 1828. — Si cet art. 194 ne s'appliquait pas au pacage dans les plantations forestières constituant un bois, le n° 10 de l'art. 479 est encore moins applicable, car la faible peine qu'il prononce, 11 à 15 fr. d'amende, serait à peu près inefficace pour garantir contre des dégâts si nuisibles une classe de propriétés qu'il importe tant de protéger. La législation forestière, d'ailleurs, a de tout temps compris les bois plantés comme les bois crus naturellement. L'ordonnance de 1669, tit. 6, art. 27, en défendant de *planter bois* à 100 perches des forêts, sous peine d'amende et de confiscation *du bois*, reconnaissait par cela même qu'un bois, quoique fait de main d'homme, n'en était pas moins un bois. La loi du 3 frimaire an VII, tit. 69, art. 6, répute taillis tous les bois au-dessous de trente ans, sans excepter ceux qui sont plantés, puisqu'elle invite au contraire à *planter ou semer en bois* les terres en friche, et promet que l'impôt ne sera pas augmenté pendant les trente premières années *du semis ou de la plantation*. La loi du 29 avril 1803, art. 5 et 6, qualifie également *bois des semis ou plantations* des particuliers, même ceux d'une étendue moindre de deux hectares, quoiqu'elle dispense ceux-ci de la déclaration préalable au cas de défrichement. — Le Code forestier aurait-il, quant au délit de pacage, introduit une exception pour les bois plantés, au préjudice des planteurs qu'il devait au contraire encourager ? Le titre X, relatif à la police et conservation des bois, contient une section intitulée : « Dispositions applicables à tous les bois et forêts en général. » Le titre XII, dont dépend l'art. 199, est intitulé : « Des peines et condamnations pour tous les bois et forêts en général. » Dans l'art. 194, relatif au délit de coupe ou enlèvement d'arbres, dans l'art. 195, relatif aux plants arrachés, la circonstance que le délit a été commis dans un *semis ou plantation exécutée de main d'homme*, aggrave le fait et élève la pénalité, loin de soustraire le fait à l'application de la loi forestière. — Pourquoi l'art. 199 aurait-il établi une pareille exception ? Les bois plantés n'ont-ils pas d'autant plus besoin d'être protégés contre la dent et le contact des bestiaux qu'ils peuvent plus difficilement se repenpler ? Et si la plantation est récente, n'est-ce pas une raison de plus pour que la loi lui accorde toute sa protection ? L'art. 199, évidemment, s'applique aussi à tous les bois sans distinction ; et la disposition par laquelle il punit plus sévèrement le pacage dans un bois ayant *moins de dix ans*, s'élève précisément contre cette considération, présentée par l'arrêt, que la plantation était *toute récente*. — Si un bois planté n'est pas un bois dès la plantation effectuée, à quelle époque donc commenceront les cinq ans de l'art. 194, les dix ans de l'art. 199, les trente ans pendant lesquels il est réputé taillis par la loi de l'an VII ?

M. l'avocat-général Pascalis, dans ses conclusions, a appuyé notre thèse en droit. Mais, en fait, il a pensé que la plan-

tation dont il s'agit pouvait n'être pas considérée comme un bois dans le sens de l'art. 199 C. forest., tel que nous l'expliquions nous-mêmes. En adoptant ses conclusions par l'arrêt ci-après, la Cour assurément n'a pas entendu approuver la thèse de droit émise par la Cour de Bourges.

ARRÊT.

LA COUR; — attendu que l'arrêt dénoncé, régulier en la forme, n'a fait qu'appliquer légalement du droit d'appréciation qui appartient aux cours royales en décidant, dans l'état des faits par lui déclarés, que le terrain dont il s'agit n'est pas un bois selon l'art. 199 C. forest., et qu'il a, par suite, justement appliqué à la cause le n° 10 de l'art. 479 C. pén.; — Rejette.

Du 4 juillet 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2431.

PRESSE. — ÉCRIT CONDAMNÉ. — VENTE. — COMPÉTENCE. — QUESTION AU JURY.

La vente d'un écrit déjà condamné pour délit de presse constitue, non une contravention matérielle de la compétence des tribunaux correctionnels, mais un nouveau délit de presse, justiciable de la Cour d'assises (1), quoiqu'elle ait eu lieu par le même individu et qu'il s'agisse de l'édition même dont la destruction avait été ordonnée (2).

La question au jury peut être posée ainsi : « Un tel est-il coupable d'avoir vendu tel ouvrage condamné (3) ? »

ARRÊT (Min. publ. C. Pagnerre et Lesage).

LA COUR; — attendu que l'art. 27 de la loi du 26 mai 1819 prévoit un délit particulier et spécial qui a sa base dans la condamnation précédente de

(1) La thèse contraire avait été soutenue par MM. Parant (*Lois de la Presse*, p. 272), Chaesin (*des Délits de la parole*, etc., p. 470) et Faustin Hélie (*Journ. du dr. cr.* 1837, p. 183 à 187). Mais cette solution, émise par M. Chauveau Adolphe (*ibid.* p. 187 et suiv.) a été consacrée par deux arrêts de cassation des 28 oct. et 8 déc. 1837 (*ibid.* p. 233 et 237).

(2) Cette circonstance était relevée dans le mémoire à l'appui du pourvoi de M. le procureur-général près la Cour de Paris, comme constituant la continuation du premier délit, une désobéissance manifeste à l'arrêt de condamnation. Mais elle ne pouvait modifier gravement la question, et entraîner une décision différente.

(3) Le but du pourvoi était, d'après le mémoire, de faire décider que

l'écrit réimprimé ou vendu de nouveau ; — que c'est donc dans les termes de cet article que la prévention doit être soumise au jury ; ce qui n'exclut pas de sa part l'examen des circonstances de fait et de moralité qui peuvent se rattacher au fait de la réimpression ou de la vente, et faire apprécier sa criminalité ; — qu'ainsi, la Cour royale de Paris n'a, par l'arrêt attaqué, violé aucune loi, ni porté atteinte aux droits respectifs de l'accusation et de la défense ; — Rejette.

Du 12 janv. 1839. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2432.

POUDRE (DÉTENTION DE). — PÉNALITÉ. — CUMUL.

Les peines d'amende pécuniaire et de confiscation, édictées par la loi du 12 fructidor an 7, sont virtuellement maintenues par la loi du 24 mai 1834 qui punit de prison la détention de plus de 2 kilog. de poudre.

D'après le principe sur la non-cumulation des peines (1) en cas de coexistence des deux délits de détention de poudre et de fabrication de cartouches, entraînant l'un une amende de 100 fr.,

la question devait être ainsi posée : « Un tel est-il coupable d'avoir commis » tel délit, en réimprimant, vendant ou distribuant tel écrit déjà condamné? » « Si la moralité de la reproduction ou de la vente de l'écrit, disait M. le procureur-général, doit être appréciée non seulement à raison des circonstances qui l'ont accompagnée, mais aussi à raison de ce que la première décision n'a pas l'autorité de la chose jugée, la rédaction demandée ne comporte pas, comme celle de l'arrêt de renvoi, le danger d'admettre un fait contraire à la présomption de la loi, et de présenter les délits de la presse comme des infractions dont la criminalité n'est pas absolue, mais relative et changeante suivant le temps et les lieux. » — Néanmoins la rédaction de l'arrêt de renvoi a été maintenue, et il en est résulté que le prévenu, en prouvant devant le jury qu'il avait ignoré l'envoi de l'écrit, fait par son commis, a obtenu un acquittement.

(1) Voy. nos art. 2284 et 2359. Un arrêt de rejet du 23 mai 1839, au rapport de M. Rives, sur les conclusions conformes de M. Pascalis, a décidé que le principe de l'art. 365 C. inst. cr. s'appliquait aux délits punis par des lois spéciales, quoique postérieures à ce code, comme à ceux réprimés par le Code pénal, et spécialement au cas de coexistence des délits de chasse et de détention d'une arme prohibée, prévus l'un par le décret du 4 mai 1812, l'autre par l'art 3, tit. 30, de l'ordonnance de 1669 et par la loi du 24 mai 1834.

l'autre une amende de 16 à 1,000 fr., la condamnation à 500 fr. d'amende remplit le vœu de la loi.

ARRÊT (Minist. publ. C. Raban.)

LA COUR : — vu le mémoire du procureur-général près la Cour royale de Paris, à l'appui du pourvoi qu'il a formé contre l'arrêt de cette Cour, ch. des appels de police correctionnelle, du 28 nov. 1838; — sur le moyen de cassation pris de la violation de l'art. 2 de la loi du 24 mai 1834, en ce que L.-T. Raban, déclaré détenteur, sans autorisation légale, de plus de deux kilogrammes de poudre de chasse, n'aurait pas été condamné à 100 fr. d'amende; — attendu que les art. 24 et 28, tit. 2, de la loi du 13 fruct. an v, défendaient aux citoyens qui n'y seraient pas autorisés, de conserver chez eux de la poudre au-delà de la quantité de cinq kilogrammes, à peine de 100 fr. d'amende et de la confiscation des poudres, et que l'art. 2 de la loi du 24 mai 1834 punit la détention non autorisée de plus de deux kilogrammes de poudre ordinaire d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, sans préjudice des autres peines portées par les lois; — qu'ainsi, par la loi nouvelle, la quantité de poudre dont la possession est permise se trouve réduite à deux kilogrammes, et que les infractions doivent être punies d'une peine corporelle; — qu'il suit de là qu'en renouvelant la prohibition de la loi du 13 fruct. an v, celle du 24 mai 1834 en a modifié les dispositions; — qu'elle a rendu la répression plus sévère; — qu'elle contient, à cet égard, une dérogation à la loi ancienne; mais qu'elle a expressément maintenu la peine pécuniaire, et celle de la confiscation, pour les rendre applicables aux faits constitutifs de la détention illicite; — qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a faussement interprété lesdites lois; — mais attendu que Louis-Thomas Raban a été déclaré coupable, 1° d'avoir détenu, sans autorisation légale, plus de deux kilogrammes de poudre de chasse, 2° d'avoir fabriqué et détenu, sans autorisation, des cartouches et autres munitions de guerre; — que ces délits, passibles l'un et l'autre d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, sont punis, le premier, d'une amende de 100 fr., et le second, d'une amende de 16 fr. à 1,000 fr.; — qu'aux termes de l'art. 365 C. d'instruct. crim., la peine la plus forte a dû être seule prononcée; — que par jugement du tribunal de première instance de la Seine, du 17 oct. 1838, confirmé, sur l'appel, par le jugement dénoncé, Raban a été condamné à deux années d'emprisonnement, et à 500 fr. d'amende; — que cette dernière peine, supérieure à celle que la loi prononce pour le premier genre de délit, comprend en même temps celle qui est prononcée pour le second, et qu'elle se justifie par l'application de l'art. 365 C. inst. criminel; — sans approuver les motifs de l'arrêt attaqué; — Rejette.

Du 16 mars 1839. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2433.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — BIÈRE. — VÉRIFICATION.

Le droit de vérification attribué aux employés de la régie sur les brasseries, étant général et absolu, s'étend aux bières qui sont en cours de fabrication comme à celles qui viennent d'être confectionnées (1).

ARRÊT (Régie C. Botta).

LA COUR; — vu les art. 125 et 129 de la loi du 28 avril 1816; — vu aussi les art. 108, 110, 112, 120 et 122 de la même loi; — attendu, en fait, 1° qu'il est constaté par un procès-verbal régulier que les employés s'étant présentés chez Botta, brasseur, celui-ci refusa de soumettre à leur vérification une chaudière couverte de planches, alléguant que la bière était en repos, et qu'il risquait, en découvrant sa chaudière, de perdre son brassin; 2° que l'arrêt attaqué ne constate nullement que l'ouverture momentanée de la chaudière dût, soit à raison d'un mode spécial de fabrication, soit autrement, détruire ou altérer la bière en cours de fabrication, — que cet arrêt se fonde uniquement, en droit, sur ce que les employés, d'après l'art. 111, n'avaient pas le droit de se faire représenter la bière avant son entière confection; — attendu, en droit, que l'ensemble de la loi et les termes de l'article 125 établissent d'une manière générale et absolue le droit attribué à la régie des contributions indirectes de visiter et de vérifier les maisons, ateliers, brasseries, magasins, caves et celliers des brasseurs, à l'effet d'y rechercher tout ce qui peut servir à constater le montant des droits dus au trésor; — qu'ainsi ce droit de vérification s'étend aussi bien aux bières qui sont en cours de fabrication qu'à celles qui sont confectionnées, et qu'à cet égard la loi n'a entendu établir aucune distinction entre les unes et les autres; — et attendu qu'en décidant autrement l'arrêt attaqué a faussement appliqué l'article 111, et formellement violé les art. 125 et 129 de la loi du 28 avril 1816; — Casse.

Du 16 juillet 1839. — C. de cass., ch. réunies. — M. Portalis, p. p. — M. Bernard (de Rennes), rapp. — Concl. conf. M. Dupin, proc.-gén.

ART. 2434.

MONUMENT. — CROIX. — DESTRUCTION. — PROPRIÉTÉ. —
COMPÉTENCE.

Une croix, monument religieux, peut-elle être propriété privée,

(1) Ainsi l'avait jugé déjà, dans la même affaire, l'arrêt de cassation, ch. criminelle, du 18 mai 1838 (*suprà*, art. 2251).

de telle sorte que sa destruction ne constitue pas le délit prévu par l'art. 257 C. pén. (1) ? »

L'exception de propriété soulevée par le prévenu, en matière de délits de destruction de monuments, nécessite le renvoi à fins civiles.

JUGEMENT (Minist. publ. C. Coquet).

Attendu que la croix dont s'agit est un monument consacré à l'utilité publique par le temps, par l'usage, par l'ancienne autorité seigneuriale du lieu, respecté par l'autorité moderne; que ce monument n'a point été compris dans le contrat d'acquisition passé au profit des auteurs de l'intimé le 4 décembre 1751, puisqu'il y est stipulé que c'est la pièce de terre où est la *Croix-Coupée* qui était l'objet de la vente; — que cette croix, comme monument religieux, ne pouvait d'ailleurs, aux termes des lois alors en vigueur, être l'objet d'une stipulation, comme n'étant point dans le commerce; — attendu que les pèlerinages solennels qui se sont constamment faits à cette croix, jusqu'à l'époque actuelle, ont établi sur la propriété de l'intimé un droit auquel il doit rester assujéti; — Attendu qu'en abattant ce monument destiné à l'utilité publique, ainsi que le fait est constant et qu'il le reconnaît lui-même, l'intimé a commis un délit prévu par l'art. 257 Cod. pén.; — le tribunal condamne Coquet à 100 fr. d'amende.

ARRÊT.

LA COUR; — vu l'art. 182 C. forest.; — attendu que, d'après le principe qui a servi de base à la rédaction de cet article, les tribunaux correctionnels sont incompétents pour examiner et apprécier les causes d'un acte translatif de propriété; et qu'aussitôt qu'un prévenu excipe pour sa défense d'un acte de cette nature, le devoir de ces tribunaux est de surseoir au jugement et d'ordonner le renvoi à fins civiles, pour l'examen et l'appréciation de l'acte invoqué, même dans le cas où le prévenu n'aurait pas pris de conclusions formelles à cet égard; — attendu qu'il résulte du jugement attaqué que le prévenu a appuyé sa défense sur les droits qu'il prétendait résulter en sa faveur d'un acte de vente en date du 4 décembre 1751; — que le tribunal de Saint-Omer, bien que jugeant correctionnellement, a examiné et discuté les termes de cet acte pour apprécier les droits qu'il pouvait conférer au prévenu; — qu'en agissant ainsi, le tribunal de Saint-Omer a excédé les limites de sa compétence et violé par là l'ordre des juridictions, lequel est d'ordre public; d'où il suit qu'aux termes du § 2 de l'art. 408 du Code d'instruction criminelle, il y a lieu de prononcer la cassation de ce jugement; — Casse.

Du 13 juin 1839. — C. de cass. — M. Fréteau de Pény, rapp. — M. Hello, av.-gén.

(1) Voy. sur la portée de l'art. 257, le chap. XXXV, 4^e vol., p. 492 et suiv. de la *Théorie du Code pénal*.

ART. 2435.

INHUMATION. — AUTORISATION.

L'inhumation, autorisée par le maire du lieu du décès, et faite dans le cimetière d'une autre commune avec le consentement de l'autorité locale, ne constitue aucune contravention, la faculté accordée par le décret du 23 prairial an XII d'inhumer le défunt dans sa propriété impliquant celle de l'inhumer dans le cimetière d'une autre commune (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Vigouroux).

LA COUR ; — attendu que le jugement dénoncé déclare : 1° que le maire de Celles avait autorisé l'inhumation de la femme de Jean Vigouroux ; 2° que celui-ci lui avait demandé l'autorisation de transporter le corps de la défunte à Ussel, afin de le faire inhumer dans le cimetière de cette commune, et qu'il y a été, en effet, enseveli, du consentement de l'autorité locale ; — qu'en décidant donc que les premiers juges avaient mal à propos infligé audit Vigouroux, dans cet état des faits, l'art. 471, n° 15 du Code pénal, ce jugement, régulier d'ailleurs en la forme, n'a expressément violé ni le décret du 23 prairial an XII, ni celui du 4 thermidor an XIII ; — Rejette.

Du 12 juillet 1839. — Cour de Cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2436.

WARECH. — RÉCOLTE. — ÉTRANGER. — CONTRAVENTION.

La coupe de warech ou goësmon ne peut être faite que par les habitants de la commune où se fait la récolte de cette plante marine, sans qu'aucun d'eux puisse s'adjoindre des étrangers pour augmenter sa part individuelle (2).

ARRÊT (Minist. publ. C. divers).

LA COUR ; — Vu l'art. 65 C. pén., l'art. 717 du Code civil ; — vu l'arrêté consulaire du 6 août 1802 (18 thermidor an X), qui a remis en vigueur le titre 10, liv. 4, de l'ordonnance de la marine, du mois d'août 1681, relatif

(1) Du 15 juin 1839, décision conforme du tribunal d'appel de Saint-Flour. — Voyez aussi notre art. 2117.

(2) Cette solution, conforme à celle déjà donnée par la Ch. criminelle les

à la coupe du warech ou goësmon, et a accordé aux préfets le pouvoir de déterminer par des règlements conformes aux lois tout ce qui concerne la récolte de cette plante; — vu les art. 3 et 4 de ce titre, ensemble l'arrêté de règlement fait par le préfet du Finistère le 5 novembre 1812, en exécution desdits arrêté et ordonnance, et notamment la dernière partie de l'art. 6 dudit règlement portant : « Les veuves, mères de jeunes enfants, auront seules le droit de s'aider d'un individu étranger à la commune pour faire cette récolte; » — attendu que tout délinquant ne peut être déclaré excusable qu'autant qu'il est établi, aux termes de l'art. 65 du Code pénal, qu'il se trouve dans l'un des cas d'excuse prévus par la loi; que le jugement attaqué ne le déclare point ainsi, et ne pouvait le déclarer dans les circonstances de la cause; que la prétendue bonne foi attribuée aux prévenus n'est autre chose qu'une ignorance de la loi, qui ne peut être ni présumée ni admise; — attendu que l'arrêté du préfet du Finistère, rendu le 5 novembre 1812, en exécution de l'arrêté du Conseil d'État du 6 août 1802 (18 thermidor an x) et de l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681, l'a été légalement et en conformité au texte comme à l'esprit de ladite ordonnance de 1681, dont il reproduit les dispositions; qu'ainsi le tribunal correctionnel de Vannes ne pouvait sans excès de pouvoir se refuser à en faire l'application à la cause; — attendu que les articles 3 et 4 du titre précité de ladite ordonnance du mois d'août 1681 interdisant en termes formels et absolus à

23 juill. 1836 et 22 nov. 1838, doit faire cesser les difficultés qui s'élèvent fréquemment dans les communes riveraines de l'Océan où sont employées, comme engrais précieux, les herbes marines connues sous le nom de warech, en Normandie, et de goësmon en Bretagne. Voici le texte des dispositions de l'ordonnance de 1681 sur la marine, relatives à cette plante, qui, abrogées par un arrêté du représentant du peuple Lecarpentier, sous prétexte de privilège, ont été remises en vigueur par l'arrêté consulaire de l'an x.

« Les habitants des paroisses situées sur les côtes de la mer, s'assembleront le premier dimanche du mois de janvier de chaque année, à l'issue de la messe paroissiale, pour régler les jours auxquels devra commencer et finir la coupe de l'herbe appelée warech ou vraicq, sar ou goësmon, croissant en mer à l'endroit de leur territoire. — Faisons défense aux habitants de couper les vraicqs de nuit et hors le temps réglé par la délibération de leur communauté; de les cueillir ailleurs que dans l'étendue des côtes de leurs paroisses, et de les vendre aux forains ou porter sur d'autres territoires, à peine de 50 livres d'amende et de confiscation des chevaux et harnais. — Faisons aussi défenses à tous seigneurs des fiefs voisins de la mer de s'approprier aucune portion des rochers où croît le warech, d'empêcher leurs vassaux de l'enlever dans le temps que la coupe en sera ouverte, d'exiger aucune chose pour leur en accorder la liberté, et d'en donner la permission à d'autres, à peine de concussion. »

tous autres qu'aux habitants des communes situées sur les côtes de la mer d'y cueillir le warech ou goémon, à peine de 50 livres d'amende et de confiscation des chevaux et harnais; que l'arrêté susdaté du préfet du Finistère n'admet d'exception à cette interdiction qu'en faveur des veuves mères de plusieurs jeunes enfants; que la défense prononcée par ladite ordonnance subsiste donc dans toute sa généralité et dans toute sa force à l'égard de tous autres habitants de ce département; d'où il suit que le droit de couper cette plante ne peut être exercé par chacun d'eux que dans la commune où il réside, ou par les personnes qui sont notoirement attachées à la culture ou à l'exploitation des terres qu'elle doit fertiliser, et qu'il ne leur est point permis d'adjoindre des étrangers pour augmenter leur part individuelle dans cette récolte; — et attendu en fait que le procès-verbal dressé dans l'espèce constate régulièrement que les individus qui s'y trouvent dénommés habitent la commune de Saint-Pierre et qu'ils ont néanmoins coupé du warech ou goémon dans celle de Ploudalmeyau; — qu'il y avait donc lieu de leur infliger la peine dont ils se sont rendus passibles par ce fait; — d'où il suit qu'en les renvoyant de l'action exercée contre eux à cet effet, par le motif qu'ils ne l'ont cueilli que pour le compte de Coren, habitant dudit lieu de Ploudalmeyau, et que la prohibition ne saurait dès lors les concerner, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées; — Casse.

Du 17 juillet 1839. — C. de cass., ch. réunies. — M. Portalis, p. p. — M. Félix Faure, rapp. — Concl. conf. M. Dupin, proc.-gén.

Le warech étant destiné à l'amélioration des terres de la commune où il est récolté, comme dédommagement du voisinage incommode de la mer, la question s'est présentée de savoir si le propriétaire d'un domaine dont l'étendue exige une grande quantité d'engrais ne pouvait pas employer, pour la récolte, des journaliers étrangers à la commune, sans quoi, chacun des habitants pouvant être occupé pour son compte personnel, le grand propriétaire serait privé de l'engrais nécessaire. Le rapport de M. le conseiller Faure, qui est le meilleur commentaire de l'arrêt que nous recueillons, répond ainsi à une pareille prétention : « Quel intérêt ont en vue les dispositions posées de l'ordonnance de la marine? Celui de tous les habitants, même nos propriétaires de terres, puisque ces derniers ont droit de participer à la coupe. Le vœu du législateur ne serait-il pas méconnu si les riches propriétaires pouvaient salarier des étrangers pour cueillir le warech, et s'approprier ainsi presque toute la récolte? Un spéculateur avide ne pourrait-il pas en faire trafic? Le riche propriétaire peut employer ses garçons de ferme, toute personne notoirement attachée à l'exploitation des terres qu'il possède dans la commune. Il a donc un avantage réel sur l'habitant moins riche. La loi ne saurait souffrir une autre inégalité entre les membres d'une même communauté. »

ART. 2437.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — SEL. — FABRICATION. — DÉTENTION
D'USTENSILES. — DÉCLARATION. — PHARMACIEN.

L'art. 51 de la loi du 24 avril 1806, qui soumet à la nécessité d'une déclaration préalable l'établissement de toute fabrique ou chaudière de sel, punit la simple détention des ustensiles comme la fabrication constatée; et il s'applique au pharmacien chez lequel sont trouvées les chaudières propres à faire évaporer l'eau salée, ou se livrant à cette opération pour confectionner différents sels(1).

ARRÊT (Régie C. Pallas).

LA COUR ; — vu l'article 51 de la loi du 24 avril 1806, ainsi conçu : « Il ne pourra être établie aucune fabrique, chaudière de sel, sans déclaration préalable de la part du fabricant, à peine de la confiscation des ustensiles propres à la fabrication et de 100 fr. d'amende » ; — attendu que le sens naturel de cette disposition est que la loi ne veut pas seulement atteindre la fabrication illicite du sel, mais encore les moyens mêmes de le fabriquer ; que si quelques doutes pouvaient s'élever à cet égard, ils devraient disparaître devant la sanction de la loi, qui ne prononce que la confiscation des ustensiles propres à la fabrication, et non celle du sel qui aurait pu être fabriqué, ce qui démontre que son action reste indépendante de la fabrication ; qu'ainsi il faut reconnaître que l'existence d'une fabrique chaudière de sel, sans déclaration préalable, constitue à elle seule la contravention, abstraction faite de la fabrication ou de toute autre circonstance accessoire ; — attendu que les procès-verbaux réguliers et non argués de faux dressés par les employés des contributions indirectes, les 23 et 30 avril 1833, constatent en fait que, le 23 avril, ces employés reconnurent chez le sieur Pallas, pharmacien, l'existence de chaudières destinées à la fabrication du sel et d'une quantité d'eau salée, ce qui ne leur laissa aucun doute que le sieur Pallas ne fût dans l'intention de fabriquer du sel, et que le 30 du

(1) On sait quel est aujourd'hui le système d'impôt sur le sel. Le monopole du gouvernement pour la fabrication de cette substance de première nécessité ayant été purement et simplement aboli par la loi du 21 mars 1790, le sel demeura franc de tout impôt, et le commerce en devint libre, sauf quelques restrictions résultant des lois de 1790 et 1791 sur l'exploitation des mines, à raison de ce que l'on considérait comme mines toutes les exploitations de matières salifères, soit qu'elles fussent à l'état liquide,

comme les marais salants, soit qu'elles fussent à l'état solide comme les mines de sel gemme. Mais, après une tentative de contribution sur le sel, même mois, ces mêmes employés trouvèrent dans son atelier, et dans deux chaudières en plomb et maçonnées, cent litres d'eau salée en état d'évaporation et sur le point de passer en ébullition, puisqu'en leur présence on alimentait le feu mis sous lesdites chaudières; ils reconnurent de plus chez lui l'existence de vingt-trois pièces contenant environ soixante hectolitres d'eau salée à quinze degrés; que, de plus, le sieur Pallas leur déclara qu'il avait reçu depuis peu quarante-trois futailes, et qu'il en attendait une plus grande quantité pour continuer la confection du sulfate de soude et de différents sels dont il s'occupait journellement; — attendu que de ces faits, ainsi constatés, il résultait, indépendamment de toute interprétation de la part des employés, que non seulement il existait chez le sieur Pallas des ustensiles et des chaudières propres à faire évaporer l'eau salée, sans qu'il eût fait aucune déclaration à cet égard, mais encore qu'il fut trouvé se livrant à cette évaporation d'eau salée, dans le but avoué de confectionner du sulfate de soude et différents sels; — attendu que cette double circonstance, dont la première seule suffirait, constituent le sieur Pallas en contravention à l'article 51 de la loi du 24 avril 1806, et qu'en le relaxant de toutes poursuites à cet égard, sur le motif qu'il n'était pas prouvé qu'il eût fabriqué du sel, la Cour royale de Toulouse a violé ledit article 51; — Casse.

Du 17 juillet 1839. — C. de cass., ch. réunies. — M. Portalis, p. p. — M. Duplan, rapp. — Concl. conf. M. Dupin, proc.-gén.

qui avait échoué dans le sein du Corps législatif en l'an vii, le gouvernement de l'Empire est parvenu à faire adopter le système que consacre la loi de finances du 24 avril 1806, encore en vigueur quant à ce. Il n'y a plus de monopole pour la fabrication; mais aux termes des art. 48 et suivants de cette loi, un impôt, sous le nom de taxe, est établi sur tous les sels *enlevés* de toute saline ou fabrique de sel. Et comme il fallait assurer la perception par une surveillance organisée, l'art. 51 défend, sous peine de confiscation et d'amende, *d'établir aucune fabrique, chaudière de sel, sans une déclaration préalable*. De là est née la question de savoir si la simple détention d'ustensiles propres à la fabrication constituait la contravention prévue. — L'affirmative, qu'avait déjà décidée un arrêt de cassation du 8 août 1834, est proclamée *in terminis* par celui que nous recueillons. A l'argument de textes qui est toute la base de cet arrêt, on peut ajouter que, dans la pensée sans doute du législateur de 1806, la détention non déclarée des moyens de fabrication emporte présomption de fabrication illicite, comme l'a décidé pour les tabacs un arrêt de cassation du 10 juillet 1829 (*Journ. du Dr. cr.* art. 202).

ART. 2438.

COALITION. — MESSAGERIES.

L'art. 419 C. pén. prévoit-il la coalition des entreprises de transport des personnes et des choses, comme toute autre coalition ayant pour but et pour effet la hausse ou la baisse du prix des objets y spécifiés ?

L'affirmative, déjà préjugée par arrêts de la cour de Paris, du 29 août 1833, et de rejet, du 1^{er} février 1834 (*Journ. du Dr. cr. art.*, 1234 et 1451) avait été plus expressément décidée par arrêt de la cour d'Amiens, du 4 juillet 1836 et par un arrêt de rejet, rendu après partage, le 9 décembre 1836, sur les conclusions conformes de M. le procureur-général Dupin (*ibid.* art. 1876). Si une décision contraire, de la cour de Toulouse, du 13 juin 1837 (*ibid.*, art. 2008) a été maintenue par arrêt de rejet du 26 janvier 1838, c'est qu'elle se justifiait en fait, mais sans aucune approbation de la doctrine qui y était émise (*voy.* notre art. 2128). Depuis, la question s'est présentée devant plusieurs tribunaux correctionnels à la fois. D'un côté, ceux de Boulogne, Périgueux et Angoulême, ont repoussé l'application de l'art. 419, par jugements des 23 décembre 1838 et 11 avril 1839; de l'autre, celui de la Seine, par jugement du 8 mars 1839, a appliqué ce même article au fait prouvé de coalition, sans moyens frauduleux, entre deux entreprises de messageries. Sur l'appel de ce jugement, la cour de Paris, contrairement à sa décision précitée, et conformément au réquisitoire remarquable de M. le substitut Bresson, (qui a été publié,) a jugé que les faits, fussent-ils prouvés, ne pouvaient tomber sous le coup de l'art. 419; mais son arrêt vient d'être cassé avec renvoi devant la cour de Lyon. Cette question étant fort grave par son importance pour les entreprises de transports, par les difficultés de droit pénal, de droit public même et de liberté commerciale, qu'elle soulève, nous croyons utile de recueillir, avec l'arrêt de la cour de Paris et l'arrêt de cassation, les observations si profondes de M. le conseiller Rives, que nous ferons précéder d'un résumé substantiel des arguments respectivement employés dans les mémoires, consultations et plaidoiries.

ARRÊT.

LA COUR; — considérant, en droit, que la question à juger est celle de savoir si l'art. 419 du Code pénal est applicable à ceux qui, par un des moyens énoncés dans cet article, ont opéré la hausse ou la baisse du prix du transport des personnes et des marchandises; — considérant qu'il est néces-

saire d'examiner si, lorsque le législateur s'est servi dans l'art. 419 du mot *marchandise*, il a entendu comprendre dans cette expression tout ce qui peut faire l'objet d'un commerce ou restreindre le sens de ce mot dans des limites plus étroites ; — considérant qu'en matière pénale les dispositions de la loi ne peuvent être étendues, que les mots qui y sont employés doivent être pris dans leur sens propre et leur acception vulgaire ; — considérant que l'art. 419 a pour but, dans un intérêt public et général, de protéger les citoyens contre l'avidité des accapareurs et des spéculateurs ; — considérant que, pour qu'il y ait coalition aux termes de l'art. 419 du Code pénal, la loi exige deux conditions, qu'elle ait lieu entre les principaux détenteurs de la même marchandise ou dentée, et qu'elle tende à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix ; — que le rapprochement dans cet article des mots *détenteurs*, *vendre*, *marchandise* et *dentée*, prouve suffisamment le sens restrictif dans lequel le législateur a entendu le mot *marchandise*, et son intention de ne l'appliquer qu'à des choses mobilières, corporelles, qui se comptent, se pèsent ou se mesurent, et sont destinées à être transmises dans le commerce au moyen d'achats et ventes ; — qu'on ne peut, sans donner au mot *marchandise* un sens plus étendu que ne l'a voulu le législateur, comprendre dans sa signification le transport de marchandises et de personnes ; — qu'en effet, le contrat qui intervient entre le messagiste et le voyageur ou le négociant dont il transporte les marchandises, ne constitue pas un contrat de vente, mais un simple contrat de louage ; — qu'en vain, pour faire rentrer les transports dans la catégorie des marchandises, on soutient qu'ils constituent des actes de commerce, et tout acte de commerce doit être assimilé à une marchandise ; — qu'en effet, dans l'application de l'art. 419, cette assimilation est d'abord exclue par son texte même, qui désigne les détenteurs d'une marchandise, et qu'on ne saurait détenir un acte de commerce, un transport de personnes ou de marchandises ; — qu'on ne pourrait davantage confondre les transports avec la marchandise, par le motif que le transport serait l'objet d'un trafic, et que tout objet d'un trafic est une marchandise, puisque l'art. 632 du Code de commerce, en énumérant ce que la loi appelle actes de commerce, et après y avoir compris en première ligne tout achat de denrées et de marchandises, y spécifie, dans un alinéa distinct, toute entreprise de transport par terre et par eau ; — que s'il pouvait rester quelque incertitude sur le sens restrictif dans lequel doit être entendu le mot *marchandise*, elle serait levée par le sens uniforme, constant et invariable, que le législateur a donné au mot *marchandise*, soit dans les autres dispositions du Code pénal, soit dans le Code civil et le Code de commerce, et notamment dans les arts. 72, 77, 80 et 632 du Code de commerce, où le mot *marchandise* est toujours pris dans son acception vulgaire, c'est-à-dire dans le sens de choses qui se pèsent, se comptent et se mesurent ; et ce par opposition aux mots *transports par terre et par eau*, qui sont aussi employés dans ces articles ; — considérant, d'après tous ces

motifs, que les faits de la plainte, fussent-ils prouvés, ne tomberaient pas dans l'application de l'art. 419 du Code pénal, et que dès lors il devient inutile de se livrer à leur appréciation; — débouté les Messageries françaises de la plainte rendue par elles contre les administrateurs des Messageries royales et générales.

Du 16 mai 1839. — C. de Paris, — M. Dupuy, prés. — M. Bresson subst.

Résumé des principaux arguments employés à l'appui du pourvoi dans la consultation de M. Dalloz, le mémoire et la plaidoirie de M^e Moreau.

L'expression *marchandise*, en 1810 comme autrefois, était synonyme de *négoce* ou *commerce*, de même que la qualification de *marchand* était et est encore employée pour *commerçant*; elle signifiait toute chose commerciale : *chose dont les marchands font trafic*. C'est ce qu'attestent les lexicographes (voy. Nicot, *Trésor de la Langue française*; Monet, *Inventaire des deux langues*), ainsi que les dictionnaires de Richelet, de Trévoux, de Boiste, et même celui de l'Académie, éditions de 1762 et de 1814; c'est ce que confirme une *Consultation grammaticale* de M. Ch. Nodier. — Cette acception primitive, qui n'est aujourd'hui méconnue que par certaines personnes, ou modifiée que par certains textes *spéciaux*, s'est constamment maintenue dans la langue du droit. Voy. l'édit de 1560 : *Faits de marchandise*, pour dire *actes de commerce*; celui de 1673 : *Les individus faisant profession de la même marchandise*, pour exprimer *les commerçants de même classe*; les arrêts de parlement du 23 février 1695 et de 1733; les art. 215, 1329 et 1330 C. civ., 2, 6, 8 et 634 C. comm., qui emploient indistinctement le mot *marchand* pour *commerçant*; les arrêts de la chambre des requêtes des 11 février 1834 et 26 février 1839, qui appliquent à *tous actes de commerce*, et spécialement aux entreprises de transport (632 C. de comm.), la disposition de l'art. 420 C. proc., attribuant juridiction au tribunal du lieu où la *marchandise* a été livrée; enfin, le *Cours de Droit commercial* de M. Pardessus, où il est remarqué (tit. 1, n° 9) que la dénomination de *marchandises* se donne même à des choses purement *intellectuelles*. — L'art. 419 emploie cette expression dans son sens le plus large, qui est le sens légal. Le législateur de 1810 a voulu reproduire, en les comprenant dans l'art. 419, les prescriptions de la loi du 10 juin 1791, prohibant tout pacte en vertu duquel des citoyens refuseraient de concert, ou *n'accorderaient qu'à un prix déterminé, le secours de leur industrie*; il a dû vouloir de même protéger toute industrie licite contre les attaques du monopole. La preuve en est dans l'intitulé du paragraphe : *Violation des règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts*; dans l'exposé des motifs et dans la généralité des termes de l'art. 419 : *Tous ceux qui... par des moyens quelconques*; enfin, dans le rapprochement des art. 414, 420, 423, du même

paragraphe. Avec l'interprétation restrictive de l'arrêt dénoncé, le législateur eût laissé sans protection une branche importante de notre commerce; bien plus, tout le commerce maritime, qui réside entièrement dans le transport...! — Aucune des autres expressions de l'art. 419 ne limite le mot *marchandise* aux seuls objets matériels. — Celle *dénrée* s'applique particulièrement aux récoltes dont le propriétaire, qui n'est pas marchand, ferait hausser le prix par certaines manœuvres. — Celle *vendeurs* est générique, surtout lorsqu'elle s'applique au commerce; car tout acte de commerce se résout en une vente. Enfin, celle *détenteurs* n'est placée là qu'incidemment, par forme d'exemple; et d'ailleurs, dans la langue du droit, elle s'applique aussi aux choses incorporelles: voy. les art. 1240, 1607 et 2228 C. civ.; de même encore dans le langage ordinaire: *détenteur d'un secret*. — Au surplus, le délit prévu par l'art. 419 n'est pas seulement dans la hausse ou la baisse des prix par le moyen de la *vente* ou *détention*. A l'objection qu'il s'agit de *coalition* et qu'elle n'est punie que de la part des *détenteurs* d'une même marchandise, on répond: L'art. 419 ne crée pas plusieurs délits tels que la coalition, l'accaparement, les fausses nouvelles, mais un seul, la hausse ou la baisse *fictives*, obtenues par des moyens autres que ceux d'une loyale concurrence. Dès qu'un de ces moyens a été employé et le but obtenu, le délit existe.

Résumé des principaux moyens de défense employés, soit dans la consultation de M. Ph. Dupin, soit dans celle de MM. Pardessus, de Vatimesnil, etc., soit dans la plaidoirie de M^e Nicod.

En matière pénale, l'esprit présumé de la loi ne saurait prévaloir sur son *texte*, parce qu'une loi qui pose des limites à la liberté des actions humaines doit avertir avant de frapper, et doit parler un langage intelligible pour tous. Voy. Bacon, de *Off. jud.*; Beccaria, des *Délits et des Peines*; Filangieri, la *Scienza della Legislazione*; Montesquieu, *Esprit des Lois*; Pastoret, *Traité des Lois pénales*; Carnot, *Comm. sur l'art. 4 C. pén.* — La Cour de cassation elle-même a reconnu que les expressions de la loi pénale devaient être prises dans leur sens propre et leur acception vulgaire. Voy. l'arrêt solennel du 11 février 1839 (*Journ. du Dr. cr.*, art. 2312). D'où il résulte que son droit d'interprétation est plus restreint qu'en matière civile. — Ici, d'ailleurs, si la législation était consultée, le principe qui prévaudrait serait assurément celui de la liberté commerciale, ainsi que le prouve l'assentiment de nos meilleurs économistes au système de la défense. — Le sens usuel du mot *marchandises*, qu'on veut appliquer aux Messageries, est restreint depuis longtemps; si c'est une expression générique d'après quelques dictionnaires, ce n'est qu'avec le secours d'un verbe ou substantif, qui lui donne au figuré une signification plus étendue; v. g., *aller en marchandise*. Quiconque, de nos jours, dirait *faire la marchandise* au lieu de *faire*

le commerce, serait barbare ou incompris. — Dans la langue du droit comme dans celle du monde, l'expression *marchandises* ne s'entend que des choses matérielles qui se comptent, se pèsent ou se mesurent. Voy. la loi de l'empereur Zénon, *C. de Monopoliis*, qui pourtant contenait des dispositions plus larges que l'art. 419 C. pén.; le *Répertoire de Jurisprudence* de Merlin; les art. 588 C. proc., 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 222, 234, 251, 411, 464, 576, 577, 578, 580, 581, 582, C. de comm. Elle ne s'applique jamais au transport des personnes et des choses. L'art. 632 C. de comm., sur lequel s'appuie le système de l'incrimination, s'il répute acte de commerce toute entreprise de manufactures, de commission, de transport par terre et par eau, distingue lui-même ces entreprises des achats et ventes de marchandises ou denrées; la démarcation était déjà tracée par les art. 72, 77, 82, 93, 106 et 107 du même code. — Dans l'art. 419, le mot *marchandises* a un sens limité: sa signification restreinte résulte, outre ce qui précède, 1° de ce que l'art. 419 n'emploie pas des expressions applicables à toute industrie comme les lois de 1791 et de 1803, dont les dispositions d'ailleurs ont passé non dans cet article, mais dans les art. 414 et 415; 2° du rapprochement des art. 423, 440 et suivants, où il est clair que l'expression *marchandises* ne comprend que des choses matérielles; 3° des autres expressions de l'art. 419 lui-même. — Le mot *denrées*, accolé au mot *marchandises*, signifie matières premières, et l'autre, dès lors, matières fabriquées. — Le mot *détenteurs* indique ici des choses corporelles; car, si l'on peut détenir fictivement un droit, on ne détient aucunement un fait, et c'est à cela que se réduit l'obligation du messagiste, qu'il ne faut pas confondre avec ses moyens de transport. — Le mot *vendeurs* exclut les transports, qui ne peuvent constituer tout au plus qu'un *louage d'industrie*. En droit, ces deux contrats sont parfaitement distincts. Nous avons des définitions légales qui doivent prévaloir sur l'arbitraire des lexicographes. La définition du contrat de vente ne permet pas de voir une *marchandise vendue* dans l'obligation ou l'opération du messagiste. — L'application des termes *marchandises*, *denrées*, *détenteurs*, *vendeurs*, étant ainsi repoussée, que reste-t-il? Où trouver le délit de *coalition*, qui ne saurait exister sans ces éléments, surtout en l'absence de moyens *frauduleux* quelconques?

OBSERVATIONS DE M. RIVES, CONSEILLER-RAPPORTEUR.

« Nous avons terminé, Messieurs, l'analyse des principaux arguments, respectivement produits dans cette controverse, dont l'importance n'a pas besoin de vous être signalée. — Elle vous donne à examiner et à résoudre les questions de savoir : — Quelle était, lors de la rédaction du Code pénal de 1810, la signification *légale* du mot *marchandise*, non seulement dans notre *droit public*, mais encore dans la langue du droit civil; — Comment les auteurs de ce Code auraient pu être conduits à l'employer dans son ac-

ception primitive, ou, si l'on veut, *générique*; — Dans quel sens ils l'ont réellement employé; — si vous êtes incompétents, comme le pensent les auteurs des consultations produites par la défense, pour donner à l'art. 419 l'interprétation qu'il vous paraîtrait légalement susceptible de recevoir. — Nous allons vous présenter le plus succinctement possible quelques observations principales sur chacune de ces questions.

I.

« On ne peut pas avoir lu l'histoire de Paris sans se rappeler que le corps des négociants qui l'administraient dès son berceau formait une corporation puissante. — Ce que nous appelons aujourd'hui l'*Hôtel-de-Ville* était le *parloir des bourgeois*, ou la *maison de la marchandise*. On la nommait aussi le *parlement* de ces marchands qui composaient la *Hanse de la marchandise de l'eau*, et possédaient sous cette dénomination le privilège exclusif du commerce par la Seine. Au temps de saint Louis, le sceau de l'association était le *scel de la marchandise*. Charles VI consacre ses statuts par le règlement général du mois de février 1415 (1). — Le premier officier de la ville est le *prévôt des marchands*; les autres officiers sont les *échevins de la marchandise*. — Ces magistrats connaissaient de tous les *différends entre officiers, marchands et toutes autres personnes, pour raison des achats, ventes, livraisons, exploitations, voitures.....* Ils fixaient le *prix* de celles-ci (2). — Le procureur, le greffier et les sergents de la ville le sont *de la marchandise* (3). — Les membres du conseil sont toujours choisis parmi ceux qui ont *serment à la marchandise* (4).

Dans le règlement général précité, *marchandise* est employé pour *commerce*. — Un des titres concerne la *marchandise des vins* (5); un autre concerne les *couretiers de chevaux sur le fait de la marchandise* (6); il y avait quatre sergents *de la marchandise* (7).

Au mois d'août 1560, François II, sous la chancellerie de L'hospital, prescrit aux marchands du royaume, parce que *rien n'enrichit plus les villes que le trafic de marchandise*, de soumettre à des arbitres les différends qui pourront s'élever entre eux, *pour fait de marchandise* (8).

En novembre 1563, Charles IX crée à Paris la juridiction des juges et consuls, et règle leur compétence. L'art. 3 de cet édit porte qu'ils connaîtront de tous procès et différends entre marchands, *pour fait de marchandise seulement* (9).

(1) *Rec. d'anc. lois françaises*, 1, 427.

(2, 3, 4) Dissert. sur l'origine de l'hôtel de la ville de Paris, t. 1^{er} de l'histoire de Félibien et de Lobineau, 1, xxviii, xxix, xxxi, xxxii, xxxiv.

(5, 6, 7) *Rec. d'anc. lois françaises*, 7, 438, 467, 529.

(8) Même recueil, 14, 51.

(9) Même recueil, 14, 154.

L'art. 240 de l'ordonnance de Blois, du mois de mai 1579, prononce la suppression des juges et consuls établis es villes inférieures ; il attribue aux juges ordinaires la connaissance des *procès de marchand à marchand*, et *pour fait de marchandise* (1).

Amyot publia vers cette époque sa traduction des *Vies des hommes illustres* de Plutarque, et nous lisons dans la vie de Solon : « Or, n'y avoit-il en ce temps-là estat quelconque qui fust reprochable, ny art ou métier « qui meist différence entre les hommes ; ains qui plus est, *la marchandise* « était tenue pour chose honorable, comme celle qui donnait le moyen de « hanter et trafiquer avec les nations estranges et barbares, de gagner « l'amitié des princes..... et dit-on que le sage Thalès Milésien exerça « aussi *marchandise*, aussi feit Hippocrates le mathématicien, et què Platon « sousteint la despence du voyage qu'il feit en Egypte, avec l'argent qu'il « gaigna sur les huiles qu'il y vendit. Mais aussi est-on bien d'avis, que « Solon apprit à estre excessif en despence, délicat en son vivre..... pour « avoir esté nourry en cest état de *marchandise*, lequel estant subject à « beaucoup de grands hazards et grands dangers, requiert aussi en récom-
pense faire quelquefois bonne chère, et à se traiter délicieusement (§ iv). »

L'abbé Régnier (mort en 1613) employa le mot *marchandise* dans ses poésies.

Qu'un honnête homme, une fois en sa vie,
Fasse un sonnet, un ode, une élégie,
Je le crois bien :
Mais que l'on ait la tête bien rassise
Quand on en fait *métier* et *marchandise*,
Je n'en crois rien.

De la Mothe le Vayer, qui fut substitut du procureur-général au parlement de Paris, avant d'abandonner la robe pour suivre ses goûts littéraires et d'arriver à l'Académie Française, d'où il devint d'abord précepteur du duc d'Orléans, frère de Louis XIV, et ensuite de Louis XIV lui-même (mort en 1672), a écrit : — « Les sciences sont les plus précieuses *marchandises* qui entrent dans le commerce des hommes. »

En mai 1650, un arrêt de règlement du parlement de Paris attribue aux juges consuls la juridiction des promesses ou billets faits de marchand à marchand, et *pour fait de marchandises* (2).

En 1666 paraît le *Misanthrope*; Arsinée dit à Alceste, parlant de Célimène :

Le rebut de Madame est une *marchandise*
Dont on aurait grand tort d'être si fort éprise.
(Acte v, scène vi.)

(1) Rec. d'anc. lois françaises, 435.

(2) Même recueil, 17, 217.

Le dictionnaire de Richelet (1667) dit : — *Marchandises, merx. Chose dont on trafique.* — *Tout le bien qui est en commerce, qui s'achète et se vend.* Tout ce qui s'expose pour être acheté et vendu ; acheter ou vendre de fort bonne marchandise (*mercatura*) ; il signifie aussi le *trafic même*.

Le dictionnaire de Trévoux définit le mot *trafic* : « Cet homme fait *marchandises de draps.* — Se prend quelquefois pour *trafic* : *Mercatura*, « faire *marchandise*, aller en *marchandise*. — On dit *figurément* faire « *métier et marchandise de quelque chose*, pour dire faire quelque chose « *ordinairement*. Il fait *métier et marchandise* de faussetés. — Il est coutumier de habler, il en fait *métier et marchandise*. — On dit aussi : faire « *valoir sa marchandise* ; pour dire se faire valoir, faire valoir ce qu'on a « *de bon, faire valoir son mérite.* — *Marchandise* se dit encore *figurément* des « *personnes* que l'on tâche d'obtenir, de gagner, soit pour mariage, soit pour « *autre chose, mercatura.* — On dit *proverbialement* moitié guerre, moitié « *marchandise*, quand on obtient quelque chose, moitié gré, moitié force. »

Au mois de décembre 1672, Louis XIV régla la juridiction des prévôts et échevins de Paris (Rec. d'anc. lois françaises, 19, 25.), et notamment *concernant la marchandise de grains* (p. 43) ; — *la marchandise de vins et cidres* (46) ; — *la marchandise de poisson d'eau douce* (50), etc... (L'édit contient trois titres semblables sur d'autres marchandises.)

L'ordonnance du *commerce*, qui parut au mois de mars de l'année suivante, veut que l'apprentissage ait lieu chez personnes *faisant profession de la même marchandise* (art. 1^{er}, tit. 1^{er}; *id.*, 93). L'article 6 parle du *commerce* et banques des négociants et banquiers. L'art. 8 du titre 12 porte que les juges et consuls connaîtront du *commerce* fait pendant les foires des lieux de leurs établissements. — L'art. 19 du même titre, dont l'art. 420 de notre Code de proc. n'a fait que reproduire au fond la disposition, permet d'assigner le débiteur au lieu auquel la *marchandise* a été fournie. — Dans une instruction générale *sur la juridiction consulaire*, édition nouvelle de 1752, dédiée aux juges et consuls de la Bourse de Bordeaux (in-4°), on dit que cette juridiction s'étend à toutes les causes de marchand en marchand *pour fait de marchandises* ; « qu'il comprend les..... *messagers, imprimeurs, libraires....., VOITURIERS PAR EAU ET PAR TERRE*, et généralement tous ceux qui achètent pour revendre, qui font *commerce de marchandise, en quelque sorte, et de quelque manière que ce soit*, parce que leur *négoce* entre dans le *commerce*. — On y cite divers arrêts conformes, et l'on fait remarquer qu'ils ont été rendus, pour la plupart, sur les conclusions des *avocats-généraux Bignon et Talon* (p. 4 et 5).

Pendant qu'il exerçait sa charge de procureur-général près le parlement de Paris, M. Daguesseau rédige, pour le gouvernement qui l'a consulté au sujet des réclamations de plusieurs négociants, un mémoire sur la *juridiction consulaire*. — Il y emploie tour à tour et plusieurs fois les expressions *en matière de marchandise, en matière de commerce, pour fait de marchandise*,

pour fait de commerce, afin de désigner l'objet des opérations commerciales.

Une déclaration du roi du 7 avril 1759, a pour but d'assurer, dans les lieux où elle n'a pas encore été effectuée, l'exécution de l'article précité de l'ordonnance de Blois, qui, dans les villes inférieures, attribuait aux juges ordinaires *les causes de marchand en marchand, pour le fait de marchandises et négoce* (1).

Le dictionnaire de l'Académie française (édition officielle de 1762, la seule qui fit autorité jusqu'à la publication de celle de 1835) n'a fait qu'abrégier la définition de celui de Trévoux. Mais il faut remarquer qu'il l'a commencée autrement que les autres dictionnaires ne l'avaient fait jusqu'alors, puisqu'il dit d'abord : *marchandise, denrées*. Les choses dont les marchands font trafic et commerce. — L'*Encyclopédie* : *marchandise* (commerce), se dit de toutes choses qui se vendent et se débitent soit en gros, soit en détail. — Se prend aussi pour *trafic, négoce, commerce*. En ce sens, on dit aller en *marchandise* pour signifier aller en acheter dans les foires, villes de commerce, lieux de fabrique.

Domat (*Lois civiles*, liv. 1^{er}, tit. 2, du *contrat de vente*) intitule la section 4 de ce titre : *de la Marchandise ou chose vendue*. — Il dit ensuite (n° 1) que toutes choses peuvent être vendues, à la réserve de celles dont le commerce est impossible ou défendu par la nature ou par la loi. Qu'on peut vendre, non seulement des choses corporelles, mais aussi des choses incorporelles, telles que..... une servitude et tous autres droits (N° 2). — Il ne parle qu'au n° 6 des denrées ou autres choses qui *se comptent, pèsent ou mesurent*. Dans la section 2 du même titre, il enseigne que les choses incorporelles, comme une dette ou un autre droit, ne peuvent proprement être *délivrées* non plus que *touchées*, mais que la faculté d'en *user* tient lieu de délivrance. Ainsi, dit-il, le vendeur d'un droit de servitude en fait comme une *délivrance*, quand il *souffre* que l'acheteur en *jouisse* (n° 9). Le même auteur (*Tr. du Droit public*, liv. 1, tit. 12, sect. 1^{re}, n° 1), appelle *commerce en général* l'usage des ventes et échanges, pour faire passer à chacun les choses dont il a besoin... (n° 2). « Car, comme personne ne peut avoir tous les jours en tout lieu, toutes les choses dont il a besoin, il faut qu'on les tire de ceux qui les ont, ce qui ne peut se faire que par le commerce. »

Pothier (*Tr. du Contrat de vente*,) parle aussi EN GÉNÉRAL de la chose vendue (n° 5). Il n'est pas nécessaire, dit-il (n° 6), que la chose vendue soit un être physique; on peut vendre une chose incorporelle, un être moral, une créance, un droit, etc.

Un arrêt du conseil du roi, du 13 mai 1789, défend aux habitants du Nivernais et du Morvan qui en dépend, de mener dans les bois les bestiaux dont ils feraient *trafic ou commerce* (2) : ces termes sont ceux de la même

(1) Rec. d'anc. lois françaises, 22, 283.

(2) Brandrillart, 1, 485.

défense dans l'art. 14, lit. 19, de l'ordonnance de 1689 (art. 70 du C. forest).

Boiste, dont le dictionnaire est si estimé, définitif la *marchandise*, chose dont on fait trafic; il cite immédiatement la phrase de La Mothe le Vayer, rapportée ci-dessus. — Enfin, Landais, qui a tant de vogue aujourd'hui : chose dont on trafique; le trafic même.

La loi des 2 et 17 mars 1791 proclame la liberté du *négoce* et de l'exercice de toute profession ou métier, à la charge de se pourvoir auparavant d'une patente. — Cette loi ne parle que des *négoce*s, *arts*, *métiers* et *professions*. — Elle rend passible d'une amende du quadruple du prix de la patente dont il aurait dû se pourvoir, celui qui fera le *négoce* sans avoir satisfait à cette obligation (art. 19), et prononce la confiscation des marchandises qui seront *fabriquées* ou mises en vente (art. 20). — Elle n'accorde d'action en justice pour raison du *négoce*, etc., qu'à ceux qui auront *patente* (art. 22.) — Trois mois après paraît la loi des 14 et 17 juin, relative aux *assemblées d'ouvriers et artisans de même état et profession*. — Elle organise le principe que le travail et l'industrie sont une *propriété* protégée par des mesures ayant pour but d'empêcher qu'on ne les paralyse. — Survient ensuite la loi du 23 août 1796, 6 fructidor an iv, qui assujettit à la *patente*, pour l'année suivante, tous ceux qui exercent le commerce, l'industrie, les métiers et professions compris au tableau annexé à cette loi : on trouve dans ce tableau les *architectes*, *ENTREPRENEURS DE ROULAGE*; *imprimeurs*, *notaires*, *maîtres de billard*, *libraires*, *conducteurs de voitures pour le transport des voyageurs*, les *patachiers*, les *voituriers et bouviers pour le transport des marchandises*. — La loi du 22 octobre 1798, 1^{er} brumaire an vii, survient pendant que l'industrie des messageries est devenue libre (loi du 9 vendémiaire an vi, art. 15), et elle ajoute aux commerce, industrie, métiers et professions ci-dessus spécifiés, les *entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau*, et les *détenteurs, fermiers ou entrepreneurs de bacs sur les fleuves et rivières*. — Dans la loi des 12 avril 1803 et 22 germinal an xii, relative aux *manufactures, fabriques et ateliers*, nous devons relever les art. 6 et 7 portant : — 6. « Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement ou abusivement l'abaissement des salaires, et suivie d'une tentative ou commencement d'exécution, sera punie... — Toute coalition de la part des ouvriers pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchaîner les travaux, sera punie... » — Le titre 1^{er} du liv. 2 du C. civil, dans lequel est compris l'art. 533, est décrété et promulgué sous l'empire de cette loi, les 25 janvier et 4 février 1804. — Celui du *Contrat de louage* l'est les 7 et 17 mars de la même année, et les deux premiers articles de ce titre portent : l'un (1708), qu'il y a deux sortes de contrats de louage : celui des choses et celui d'ouvrage; l'autre (1709),

que le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à *faire jouir* l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige à lui payer. — Le titre du contrat de la vente est publié le 16 du même mois de mars. — Les art. 1582, 1598 et 1607, qui en font partie, consacrent la doctrine de Domat et de Pothier; ils n'en sont en quelque sorte que la reproduction abrégée.

Peut-on, en présence de ces dispositions du droit commun et de la législation spéciale, soutenir, comme on le fait dans la cause, que le mot *marchandise* ne s'entend, dans son acception légale ou vulgaire, que des marchandises qui se comptent, se pèsent ou se mesurent? — Signifie-t-il, au contraire, dans son acception générique, tout ce qui peut être l'objet d'un trafic, d'un négoce ou d'un commerce quelconque avec le public? — est-il naturellement employé dans cette acception toutes les fois que la loi ne l'a pas restreint à certaines marchandises ou à certaines denrées?

II.

Les lois spéciales que nous venons de rappeler sur la liberté du commerce et de l'industrie, sur les patentes et sur les manufactures, fabriques et ateliers, étaient certainement connues des auteurs du Code pénal, puisqu'ils devaient assurer l'effet de la première et remplacer la troisième, en ce qui concerne la coalition, par une disposition nouvelle (l'art. 415). (arr. inédit du 3 juillet 1823. — Rej. — Brière. — C. de Montpellier. — Aff. Dermenon.) — Ils avaient aussi à tenir compte de la disposition générale de l'art. 1^{er} du Code de commerce, qui, se référant lui-même aux deux premières lois précitées, déclare commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle. — Enfin, ils étaient obligés, non plus de reproduire la nomenclature comprise dans les art. 632 et 633 de ce code, mais de la considérer dans ses rapports avec la loi pénale qui doit assurer la liberté proclamée par la loi de 1791, et de la faire rentrer dans cette loi, par une dénomination qui n'exclurait rien de ce qu'il fallait y renfermer. — Ne connaissaient-ils pas ces maximes de la loi romaine: — *Non est novum, ut priores leges ad posteriores trahantur* (1). *Ideo, quia antiquiores leges ad posteriores trahi usitatum est; et semper quasi hoc legibus inesse credi oportet, ut ad eas quoque personas et ad eas res pertinerent, quæ quandæque similes erunt* (2). *Sed et posteriores leges ad priores pertinent, nisi contrariæ sint; idque multis argumentis probatur* (3).

III.

Dans sa rédaction primitive, l'art. 419 était conçu en ces termes: —
« Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés dans le public, par

(1, 2, 3), LL. 26, 27, 28, D. De legibus.

« des sur-offres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par
 » réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchan-
 » dise ou denrée tendant à ne la pas vendre ou à ne la vendre qu'à un cer-
 » tain prix, par l'annonce dans le public ou dans les rassemblements com-
 » merciaux, de la cherté ou de la disette de certaine marchandise ou
 » denrée, ou par quelque espèce de fraude que ce soit, auront opéré la
 » hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises, ou des papiers
 » et effets négociables, de quelque nature qu'ils soient, au-dessus ou au-
 » dessous de leurs prix habituels ou courants, déterminés par la seule
 » concurrence naturelle et libre, seront punis.... (Loché, 31, 41, art. 358). »
 — Lors de la discussion sur cet article, M. Bégouen s'arrête à ces mots :
par l'annonce dans le public ou dans les rassemblements commerciaux, de la cherté ou de la disette de certaine marchandise ou denrée. Il dit qu'il est impossible d'empêcher des négociants réunis à la Bourse, de s'entretenir du cours des choses dont ils trafiquent; il faut se réduire à empêcher les manœuvres pour opérer un *renchérissement*. — En conséquence, il propose la rédaction suivante :

« Tous ceux qui... (comme au projet) ...certains prix, ou qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré... (*idem*), ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis... (*idem*). »
 — M. le comte Treilhard dit que les manœuvres s'opérant certainement de la manière supposée dans l'article, la section avait cru devoir *donner une indication aux juges*. M. Bégouen préfère une rédaction *plus vague* : on peut l'adopter; mais il est *fort à craindre qu'elle n'aille contre le but que lui-même se propose*. — La rédaction de M. Bégouen est renvoyée à la section. — (Loché, 31, 64, 65.) — Ainsi, dans sa rédaction origininaire, l'article avait principalement en vue l'*accaparement* et la hausse ou la baisse des marchandises ou denrées de première nécessité et des effets publics. La parenté, dont a parlé M. Bresson, avec la loi de 1793, était évidente. — M. Bégouen croit qu'on ne doit s'occuper qu'à prévenir le *renchérissement*; il propose, selon les expressions de M. Treilhard, une rédaction *plus vague*, c'est-à-dire *plus étendue*, *plus générale*. — A la séance du 9 septembre suivant, M. Faure présente la deuxième rédaction du chapitre entier, dont l'art. 419 fait partie. — Cet article s'y trouve tel que l'a proposé M. Bégouen. Il passe dans le projet définitif, ainsi rédigé, sauf l'addition de ces mots à *dessein*, ajoutés au commencement (Loché, id., 193.) — Dans son rapport au nom de la commission législative, M. Louvet dit, parlant de cet article : « Vous savez combien les *accaparements*, les jeux à la hausse » et à la baisse, dangereux dans tous les temps, le sont, peuvent le devenir » plus particulièrement, au milieu de circonstances données, quand le corps » politique est menacé de quelques secousses ou seulement de quelques em- » barras. Eh bien! ces manœuvres de la cupidité, de l'intrigue, et quelque-

« fois de la haine contre le gouvernement et la patrie, ne sont pas oubliées
 « dans le projet... (Locré, 31, 185.) — Si nous n'avions que ce rapport pour
 connaître la pensée qui inspira l'art. 419, le système de la défense aurait
 toute sa force. — Mais M. Faure fut chargé d'exposer *les motifs de la loi*,
 après avoir concouru à sa rédaction. — Or, la partie de son exposé, sur le
 § 5 qui nous occupe, a pour rubrique dans son discours: *PRÉJUDICE porté*
aux manufactures, au COMMERCE et aux ARTS. « Le Code s'occupe, dit-il,
 » de divers délits qui portent un *préjudice notable* non-seulement aux inté-
 » rêts de *quelques personnes en particulier*, mais encore à ceux du *commerce*
 » *en général*. Plus les gouvernements ont senti combien la prospérité de
 » l'État était liée à celle du commerce, plus ils ont pris de précautions pour
 » prévenir les fraudes qui pouvaient y porter atteinte... C'est pour cette
 » raison, et plusieurs autres dont nous parlerons dans un instant, que la loi
 » du 22 germinal an XI (12 avril 1803) fut rendue. Les abus qu'elle prit
 » soin de réprimer avaient été l'objet de vives réclamations, et il ne fallait
 » rien moins que la crainte d'une juste peine pour en arrêter le cours. Plus-
 » sieurs dispositions de cette loi salubre ont été rapportées dans le nouveau
 » code; d'autres que le besoin a sollicitées y ont également trouvé place. Le
 » nouveau code défend, *comme l'a fait la loi de 1791*, les coalitions entre les
 » maîtres contre les ouvriers; et entre les ouvriers contre les maîtres »
 (n° 26). — Plus loin le rapport ajoute (n° 30): — « Elles n'ont pas non
 » plus échappé à la prévoyance du Code, ces manœuvres coupables qu'em-
 » ploient des spéculateurs avides et de mauvaise foi pour opérer la hausse
 » ou la baisse du prix des denrées ou des marchandises, ou des papiers et
 » effets publics, au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la
 » concurrence naturelle et libre du commerce. Le code cite pour *exemples*
 » de ces manœuvres les bruits faux ou calomnieux semés à dessein dans
 » le public; les *coalitions* entre les principaux détenteurs de la MARCHAN-
 » DISE ou denrée; il ajoute: *toute espèce de voies ou moyens frauduleux*,
 » parce qu'en effet il sont si multipliés qu'il ne serait guère plus facile de les
 » détailler que de les prévoir. » — La disposition ne peut s'appliquer à ces
 » spéculations *franches et loyales* qui distinguent le vrai commerçant;
 » celles-ci sont fondées sur des *réalités*, sont utiles à la société. Loin de
 » créer tour à tour les baisses excessives et les hausses exagérées, elles ten-
 » dent à les contenir dans les limites que *comporte la nature des circon-*
 » *stances*, et, par là, servent le commerce, en le préservant des secousses
 » qui lui sont toujours funestes. » (Locré, 31, 151, 154). — Il résulte donc
 manifestement de la discussion et de l'exposé des motifs concernant l'art. 419,
 qu'il n'a *spécialisé* quelques faits que par formes d'*exemples* pour les juges,
 et qu'il a été principalement conçu en vue de tout ce qui peut porter un pré-
 judice notable aux intérêts du *commerce en général*. — Il punit en parti-
 culier trois classes de personnes, lorsqu'elles ont opéré *la hausse ou la*
baisse des denrées ou MARCHANDISES au-dessus ou au-dessous du prix

qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce. — Ces trois classes sont : — 1° ceux qui sèment à dessein dans le public des bruits faux ou calomnieux ; — 2° ceux qui font des sur-offres ; — 3° ceux qui se coalisent pour ne pas vendre, ou ne vendre qu'à un certain prix. — Mais il punit aussi, *en général et sans distinction*, — tous ceux qui ont opéré le même effet *par des voies ou moyens frauduleux quelconques*. — La diversité des moyens qui peuvent produire le délit, aussi bien que la multiplicité et la variété des choses sur lesquelles s'exercent les spéculations commerciales ou industrielles, permettaient-elles au législateur de ne désigner que *spécifiquement* les uns et les autres ? Eût-il atteint son but en désignant les objets divers de ces spéculations, si ce n'est d'après leur signification la plus étendue ? Les désigne-t-il de la sorte dans l'art. 419, précisément parce qu'il punit le même délit d'une peine plus sévère en l'article suivant (420), lorsque les manœuvres ont été pratiquées sur des marchandises ou denrées qui réellement se pèsent, se comptent ou se mesurent, c'est-à-dire sur *grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin, ou toute autre boisson* ?

IV.

Jusqu'alors, le législateur, quand il s'était occupé des *marchandises* ou denrées dans une loi pénale, afin d'en assurer le libre commerce, n'avait parlé expressément que de celles de *première nécessité*, c'est-à-dire que des *denrées ou marchandises se vendant au poids, à l'aune, ou à la mesure*. (N° 4 de l'art. 3, tit. XI, de la loi des 16 et 24 août 1790; loi précitée des 26 et 28 juillet 1793; loi du 29 septembre de la même année, si désastreusement connue sous le nom de *maximum*.) — Dans les art. 387, 408, 423 et 440 du Code pénal, sa sollicitude ne s'étend que *restreintement* sur les unes et les autres. Nous en avons la preuve dans la qualification même des délits prévus par ces articles, puisqu'ils ne punissent que *l'altération*, par les voituriers, bateliers ou leurs préposés, *des vins ou de toute autre espèce de liquide ou de marchandise dont le transport leur avait été confié* ; — le détournement ou la dissipation des *effets, deniers, marchandises*, lorsqu'ils ont en lieu au préjudice des *propriétaires, possesseurs ou détenteurs* ; — le fait d'avoir *trompé l'acheteur, sur le titre des matières d'or et d'argent,....., sur la nature de toutes marchandises*, — et enfin, *tout pillage ou tout dégd de denrées ou marchandises, effets, propriété mobilières*. — S'il en est ainsi, évidemment, dans les articles du Code de procédure civile et du Code de commerce indiqués par la défense, comment admettre que le mot *denrées* ou *marchandises* ne doive pas recevoir une signification plus étendue dans l'art. 419, et qu'il ne puisse s'entendre dans celui-ci, comme dans tous les articles du Code de commerce où il se trouve employé, que des choses *maniables, corporelles, matérielles* ? — Ne faudrait-il pas, pour cela, qu'il ne fût susceptible que de cette signification dans son acception *légale* ou *ord-*

gaire, non seulement, selon notre droit public et tous les lexiques les plus accrédités et les plus répandus lors de la rédaction du Code pénal, mais surtout d'après le *droit commun* en matière de *vente*, et les lois *spéciales* qui contiennent l'énumération officielle de toutes les *professions* industrielles et commerciales ? — On peut se demander, au reste, si les rédacteurs de ce code, qui rédigèrent aussi nos autres codes, ont dû *nécessairement*, lorsque leur intention manifeste fut de réprimer toutes les fraudes préjudiciables à la liberté du commerce et de l'industrie *en général*, employer les mots dont il s'agit *dans le sens du Code civil*, qui répute *marchandise* toute chose vendue ou louée, qu'elle soit *corporelle* ou *incorporelle* ; et, par conséquent, dans leur acception absolument *générique*. — Ici se placent cependant deux objections produites par M. Ph. Dupin, avec toute la vivacité de sa dialectique. — La 1^{re} consiste à dire qu'en admettant même la signification *générique* du mot *marchandise*, la manière dont il est employé empêche de l'étendre à l'*industrie des transports*, et de le comprendre dans un autre sens que celui d'objets *corporels* : — « L'article 419 ne frappe que la *coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise* ou denrée. Or, le mot *denrée*, auquel le mot *marchandise* est accolé, comme étant de *même espèce, de même nature, et rentrant dans la même catégorie*, n'est-il point déjà l'indication qu'il s'agit de ces objets *corporels* qui se vendent et s'achètent dans le commerce ? — Le mot *même* qui est employé, *même marchandise, même denrée*, n'est-il pas aussi la preuve que le législateur ne pensait qu'au *blé, au vin, à l'huile, au sucre, etc.*, ainsi qu'au *drap, au coton, à la soie* ? — Ce qui le prouve plus expressivement, c'est le mot *détenteur* qui y est joint, car on n'est détenteur d'un objet que lorsqu'on le possède corporellement : *détenteur* est donc synonyme de *possesseur*. Nulle part ce mot ne s'applique à une abstraction, à une chose *incorporelle*. »

Mais d'abord, le mot *denrée* a lui-même une double acception : car s'il désigne « tout ce qui se vend pour la nourriture et pour la subsistance des hommes et des bêtes », on dit aussi « d'une *marchandise* qui ne vaut rien, que *c'est une mauvaise denrée* ; et d'une chose qu'on veut vendre trop cher, que *c'est une chère denrée*. On dit généralement, en parlant d'un homme qui vend bien ce qu'il a à vendre, que *cet homme vend bien sa denrée* (Dict. de l'Acad.). — Dans la note retenue par M. Buschop, d'un arrêt rendu à son rapport le 30 juillet 1818, (B. p. 305), on lit : « Le mot *denrées*, employé dans le no 3 de l'art. 3, tit. xi, de la loi du 24 août 1790, signifie, non seulement les choses qui servent à la nourriture et à l'entretien des hommes et des animaux, mais toutes les choses qui s'échangent contre l'argent, c'est-à-dire toute espèce quelconque de *marchandises*. » Nous avons vu effectivement que le Dict. de l'Acad. d'alors disait, *MARCHANDISE, denrées*. — L'argument n'est donc pas décisif sur le 1^{er} point. — Il le serait davantage peut-être sur le second, si le mot

détenteur devait être pris, dans l'art. 419, comme les jurisconsultes le définissent, d'après Paul, en matière de *possession*. Encore Merlin et Denizart, M. Dupin le reconnaît, conviennent que ce terme s'applique plus ordinairement aux *possessions d'immeubles*. — Mais s'il n'est employé ici que dans le sens *figuré* qui lui appartient quand on parle du *détenteur d'une succession*, d'un *secret*, l'objection reste-t-elle péremptoire? — Faut-il d'ailleurs l'entendre dans l'art. 419 autrement que dans l'art. 408, relatif au détournement d'effets, deniers, etc., au préjudice des *propriétaires*, *possesseurs* ou *détenteurs*? — Peut-on même ne pas l'entendre, dans l'espèce, comme s'en est servi le législateur dans le tarif joint à la loi précitée de 1798 (an VII), quand il assujettit à la patente les *détenteurs*, *fermiers* ou *entrepreneurs de bacs sur les fleuves et rivières*? — Au fond, reconnussiez-vous qu'il faut rigoureusement *posséder* pour *détenir*, les défendeurs au pourvoi ne prétendent point qu'ils ne soient pas *propriétaires* ou *possesseurs* des voitures qu'ils ont mises à la disposition du public. Sont-ils, dès lors, dans le sens *propre*, aussi bien que dans le sens *figuré* du terme, *détenteurs* des moyens de transport, ou plutôt des véhicules qu'ils exigent et des places dont ils disposent?

La 2^e objection est tirée de ce que l'art. 419 ne s'applique point à la coalition, « si les marchandises sont destinées, non à être *vendues*, mais à « être *louées*, ou à former un autre contrat quelconque. » — Il n'y a donc « point de prix sans *vente*, et les défendeurs se bornent à *louer* des places « dans leurs voitures. — « Exercer l'industrie de messagiste, ce n'est point « détenir la messagerie. Le messagiste ne détient pas plus cette branche d'industrie qu'un *peintre* ne détient la *peinture*, un *médecin* la *médecine*, un « *directeur de théâtre* l'*art dramatique*. » — Cette argumentation est-elle aussi solide que sérieuse? — Un messagiste sans doute ne peut pas empêcher quiconque en aura le désir et surtout les moyens pécuniaires d'entrer en concurrence avec lui. Mais, ainsi que nous venons de le dire, il *détient* ou *possède* les voitures par lui mises au service du public. — Les voyageurs qui n'ont pas personnellement les véhicules et les accessoires dont ils sont obligés de faire usage, se trouvent donc dans sa dépendance, soit pour eux-mêmes, soit pour leurs marchandises ou effets. — Si la convention par laquelle le messagiste leur assure dans sa voiture la place qui leur est nécessaire, n'en est pas une *vente*, elle est bien du moins un *louage*, pour tout le temps du voyage, entre le moment du départ et celui de l'arrivée. Qu'importe, quant au motif impulsif et déterminant de la convention, le nom donné au contrat qu'elle constitue, si, quelle que soit la dénomination légale de celui-ci, il entre également dans la disposition de la loi pénale? — Cujas (1) et les anciens jurisconsultes nommaient souvent le louage *vente*, et cela *propter vicinitatem emptionis et locationis*. — « Ces deux contrats ont beaucoup d'affinité, dit Domat, et plusieurs règles leur sont communes. —

(1) Ad LL. 19 et 20, *de action. empt.*

« Le louage, comme la vente, s'accomplit par le simple consentement, lorsqu'on est convenu de ce qui est baillé à faire ou pour en jouir, et du prix du bail; ce qui fait la ressemblance du contrat à la vente, l'un et l'autre ayant un *prix* et une *marchandise* : d'où il arrive qu'en quelques marchés il est *douteux* si ce sont des *louages* ou des *ventes*. » (*Lois civiles*, liv. 1, tit 4, sect. 1, n° 3.) — « La différence qu'il y a entre l'un et l'autre contrat (nous copions Pothier), c'est que dans le contrat de vente, le vendeur s'oblige à faire avoir la chose à l'acheteur à titre de propriétaire..... Dans le contrat de louage, le locateur ne s'oblige point à faire avoir la chose au conducteur, mais seulement à l'en faire jouir, à l'en faire user. — Cette différence est *essentielle*. Cependant il reste toujours un très grand rapport entre l'un et l'autre contrat; et on peut même dire que le contrat de louage renferme, en quelque façon, non la vente de la chose même qui est louée, mais la vente de la jouissance et de l'usage de cette chose, pour le temps que doit durer le bail. » (*Tr. du contrat de louage*, partie 1^{re}, n°s 3 et 4.) — M. Mauricault et M. Jaubert tiennent en substance le même langage au tribunal et au corps législatif sur ce titre du Code civil (Loché, 14, 419, 3; 453, 2). — Néanmoins, Messieurs, ici se montre, à nos yeux, la plus grande difficulté de la cause. — Si la convention entre le messagiste et le voyageur ou l'expéditeur de la marchandise, ne peut être considérée que comme un contrat de *louage*, elle semble constituer plutôt le *louage d'ouvrage et d'industrie* défini et réglé par le deuxième alinéa de l'art. 1779 du Code civil, et par les art. 1782 et suivants du même code, que le louage d'une chose. Cependant on peut répondre, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, que si le code punit *en particulier* la coalition ayant pour but et pour effet la hausse ou la baisse résultant de la *vente* ou de l'abstention de la *vente*, il frappe aussi, *en général*, de la même peine, les coalitions qui parviennent à ce résultat *par des voies ou moyens frauduleux quelconques*; que la question se réduit, dès-lors, à savoir, bien moins s'il y a eu *vente* ou *louage*, que si la coalition tend à faire cesser la concurrence des demandeurs en la rendant impossible; qu'il est donc indifférent que la place ne soit que *louée*, si la coalition réussit de cette manière, aussi pleinement que par la *vente*, à s'assurer le *monopole* du transport à leur égard. — L'art. 412 du C. pén. punit les entraves apportées à la *liberté des enchères*, même d'une *entreprise*, d'une *fourniture*, d'une *exploitation* ou d'un *service* quelconque, comme à celles de la propriété, de l'usufruit ou de la LOCATION des choses mobilières ou immobilières.

V.

Les défenseurs soutiennent, Messieurs, dans les deux consultations qui vous ont été par eux distribuées, que l'interprétation de l'art. 419 n'est pas en votre pouvoir, parce que vous ne sauriez faire rentrer le fait de la cause

dans sa disposition, qu'en l'étendant du cas *défini* pour lequel il dispose, à une hypothèse qu'il n'a point prévue formellement. — Ils invoquent à l'appui de cette proposition Beccaria (*des Délits et des Peines*, § 4), Filangieri (lib. 3, ch. 9, art. 12), Montesquieu (*Esprit des lois*, lib. 6, ch. 3), l'illustre Portalis dont la juste renommée est dignement soutenue à la tête de notre compagnie (2^e *exposé des motifs du tit. prélim. du C. civil*, Locré, 1, 585, 1^{er} alinéa), et notre regrettable collègue M. Carnot (sur l'art. 4 du Code pénal). — Sans doute, Messieurs, il n'est pas permis aux tribunaux d'étendre les dispositions pénales des lois, des cas qu'elles expriment à d'autres qu'elles n'expriment pas : les chambres réunies de la Cour ont de nouveau proclamé ce principe le 11 février dernier. — Mais Montesquieu déjà mort depuis neuf ans (au commencement de février 1755) lors de la publication de l'ouvrage de Beccaria, qui ne parut qu'en 1764, et trois ans avant la naissance de Filangieri (1), n'a point apprécié ni résumé (2) la doctrine de ces publicistes. Le chapitre qu'on cite de ce grand homme a pour titre : *Dans quels gouvernements et dans quels cas on doit juger selon un texte précis de la loi*. Montesquieu le commence en ces termes : « Plus le gouvernement approche de la république, plus la manière de juger devient fixe. » — Il rappelle ensuite le vice des jugements rendus à Lacédémone par les Ephores, et de ceux des premiers Consuls de Rome. — Il ajoute : « Dans les États despotiques, il n'y a point de loi. Le juge est lui-même la règle. Dans les États monarchiques, il y a une loi ; et là où elle est précise, le juge la suit ; là où elle ne l'est pas, il en cherche l'esprit. Dans le gouvernement républicain, il est de la nature de la constitution que les juges suivent la lettre de la loi. Il n'y a point de citoyen contre qui on puisse interpréter une loi, quand il s'agit de ses biens, de son honneur, ou de sa vie. — A Rome les juges prononçaient seulement que l'accusé était coupable d'un certain crime, et la peine se trouvait dans la loi.... De même en Angleterre, les jurés décident si l'accusé est coupable ou non du fait qui a été porté devant eux ; et, s'il est déclaré coupable, le juge prononce la peine que la loi inflige pour ce fait ; et, pour cela, il ne lui faut que des yeux. » — Montesquieu n'a donc pas condamné en France, le devoir d'interprétation dont il s'était si religieusement acquitté au sein du parlement de Bordeaux. — Beccaria, il est vrai, le réproouve, pour que l'esprit de la loi ne puisse pas être le résultat de la bonne ou mauvaise logique d'un juge. Mais la réprobation absolue dont il le frappe n'a jamais prévalu parmi les docteurs ; et M. Maïlher de Chassat, après avoir analysé le sentiment de ceux qui l'admettent sans restriction, ou lui assignent des limites en matière pénale, pose au principe de la non extension des lois répressives, notamment l'exception de l'hypothèse où ces lois sont appliquées à un cas semblable en tous points à celui qu'elles ont

(1) Celui-ci naquit le 18 août 1752.

(2) Consultation de M^e Ph. Dupin, p. 8.

prévu, et dans lequel se trouvent *mêmes motifs* ou motifs plus forts, pourvu que ce soit entre les *mêmes personnes* (*Tr. de l'interprét. des lois*, 1822, p. 163-173). — Portalis déclare lui-même qu'on peut, dans les matières criminelles, poursuivre les crimes que la loi a définis. (Locré, 1, 481.) — M. Faure, dont la perte nous a été si sensible, disait, en présentant au corps législatif le vœu du tribunal pour l'adoption du titre préliminaire du Code civil : — « Pour toute affaire, soit civile, soit criminelle, ou la loi parle, ou elle se tait; si la loi parle, il faut juger en se conformant à sa volonté; si elle se tait, il faut juger encore, mais avec cette différence que, lorsqu'il s'agit d'une affaire civile, les juges doivent se déterminer par les règles de l'équité....; et que, lorsqu'il s'agit d'un procès criminel, l'accusé doit être renvoyé, *vu le silence de la loi*. » (Locré, 1, 615.) — Aussi, quand il faut uniquement examiner, comme dans la cause, si le législateur a employé une expression dans son acception *restreinte* ou *générique*, le devoir de résoudre la difficulté est essentiellement de votre compétence. — Vous l'exercâtes dès les premiers jours de la promulgation du Code pénal, et l'affaire qui vous y obligea présente avec celle-ci des motifs d'identité trop frappants pour n'être pas rappelés. — La cour royale de Paris avait jugé, le 5 mars 1811, que les *loueurs* ou *logeurs en maisons garnies* n'étaient pas *nommément* compris dans le n° 4 de l'art. 386 de ce code. — Son arrêt fut cassé le 4 avril suivant, au rapport de M. Busschop, parce que le mot *hôtellerie*, employé dans cet article, est une expression générale... que cette expression générale d'*hôtellerie* n'a été employée par le législateur que pour prévenir la nécessité d'une nomenclature de détails dans la rédaction dudit paragraphe. — La cour royale d'Orléans, devant laquelle la procédure fut renvoyée, reproduisit avec une grande force le système de celle de Paris. — Elle disait, entre autres raisons, que « l'intention du législateur ne peut se connaître que par une expression *positive*, et non par une *supposition* basée sur le sens plus ou moins étendu qu'on peut prêter aux mots qu'il emploie;... que plus un crime, un délit, une contravention sont graves, moins on doit supposer que le législateur ait pu oublier les circonstances et les cas qui appartenaient plus directement à la localité du lieu de ses séances; que le Code pénal de 1810 est la réunion et le complément dans un seul corps des dispositions que l'expérience a consacrées dans l'exécution des lois pénales antérieures... (*Répert.*, 1^{er} vol., sect. 2, § 3; *Dict.*, 11, n° 8, p. 764). » — Le *Dictionnaire de l'Académie*, celui de *Trévoux*, tous les autres lexiques, n'attribuaient qu'une seule signification au mot *hôtellerie*. Ils le définissaient tous : *maison où les voyageurs et les passants sont logés et nourris pour leur argent*. — Néanmoins, les chambres réunies de la cour sanctionneront votre interprétation sur les conclusions de M. Merlin. — « Si les loueurs en hôtels et chambres garnies, disait-il, sont compris dans les art. 1952 et 1953 du Code civil, le moyen de concevoir qu'ils ne le soient pas dans l'art. 386 du Code pénal?... — Sans doute, l'identité de motifs ne

« suffirait pas pour étendre une loi pénale d'un cas à l'autre. — Mais, lorsqu'à l'identité de motifs vient se joindre une généralité d'expressions qui comprend les deux cas, ou plutôt qui les identifie, qui n'en fait qu'un seul, quelle difficulté peut-il encore exister dans les esprits ? — Le Code pénal aurait dû, s'il avait voulu disposer avec la même latitude, employer les mêmes termes que le Code pénal de 1791, qui, dans son art. 15 (part. 2, tit. 2, sect. 2), correspondant à l'art. 386, a parlé des *hôtels garnis, auberges, cabarets, maisons de traiteurs et logeurs* ? — Mais si les deux mots employés par le Code pénal de 1810 en disent autant que les quatre employés par le Code pénal de 1791, que devient l'objection ? (*Rép. ibid.*, p. 765.) — Saisie à son tour de l'affaire la cour d'Amiens rend un arrêt conforme à celui des deux autres cours. — Référé au gouvernement; et un avis du conseil d'état, des 4 et 10 octobre de la même année, décide que les motifs qui ont dicté la peine portée contre les vols commis dans les auberges, s'appliquent évidemment aux vols commis dans une maison ou hôtel garni, et que si les mots de maison ou hôtel garni ne se trouvent pas littéralement répétés dans l'art. 386, on ne peut douter qu'ils n'y soient implicitement compris sous les expressions génériques d'auberge ou hôtellerie. — Au surplus, toute controverse sur votre droit d'interprétation doctrinale et spéciale, est devenue sans objet : la loi du 1^{er} avril 1837 l'a nettement reconnu et fixé, en obligeant la cour ou le tribunal devant lequel l'affaire est renvoyée après un 2^e arrêt ou jugement cassé pour les mêmes motifs que le 1^{er}, à se conformer à la décision des chambres réunies de la cour, sur le point de droit jugé par elle. (art. 2.)

Nous n'avons plus qu'à reproduire, Messieurs, en terminant ce trop long rapport, une observation déjà indiquée sur les 3^e et 4^e questions. — L'article qui nous occupe punit la hausse ou la baisse, quels que soient les voies et les moyens frauduleux employés pour l'opérer. — Vous n'avez pas oublié, d'un autre côté, qu'en fait, le tribunal correctionnel de la Seine a déclaré les défendeurs coupables de s'être réunis, concertés et coalisés pour amener la ruine des Messageries françaises; qu'il s'est fondé pour cela sur la simultanéité de la baisse, sur les différents moyens que les deux compagnies ont mis en usage simultanément ou individuellement, suivant les circonstances, toujours par suite d'un concert arrêté d'avance entre elles, etc. — Le jugement, il est vrai, décide ensuite, quant aux voies et moyens frauduleux, reprochés aux Messageries générales et royales, que ce chef de prévention n'est pas suffisamment justifié. Enfin la défense repousse le pourvoi, d'une part, en ce que le transport effectué par le messagiste n'est point une marchandise, et en second lieu par la raison qu'il ne se vend pas. — Il y aurait donc lieu d'examiner subsidiairement, dans le cas où vous n'adopteriez que cette dernière partie du système : — Si les faits caractéristiques de la coalition constitueraient en eux-mêmes, tels qu'ils sont précisés par les premiers juges et admis par l'arrêt dénoncé, qui ne les a ni modifiés ni méconnus, les voies et moyens

quelconques dont parle l'article précité; — Si de tels moyens, par cela seul qu'ils ont produit le résultat prévu et puni, sont *nécessairement et de plein droit frauduleux* dans le sens de la loi, c'est-à-dire, *contraires à la concurrence naturelle et libre du commerce*, ou opposés aux *spéculations franches et loyales* dans lesquelles le législateur a voulu circonscrire les commerçants d'une même industrie; — Et si, par suite, la cour royale de Paris aurait violé l'esprit et le texte de la disposition invoquée, en jugeant qu'elle est inapplicable dans l'espèce. — Il était de notre devoir, pour rendre la discussion complète, de vous appeler à considérer la cause sous ce point de vue.

ARRÊT (après délib. en Ch. du conseil).

LA COUR, — vu l'article 419 C. Pén. — Attendu que les dispositions de cet article s'appliquent à tout ce qui, étant l'objet des spéculations du commerce, a un prix habituellement déterminé par la libre et naturelle concurrence du trafic dont il s'agit; — attendu qu'elles ne sont pas limitées aux marchandises corporelles; — attendu que l'art. 632 du Code de commerce range parmi les actes de commerce, les entreprises de transport par terre et par eau; — que l'usage des moyens de transport est la marchandise objet du commerce des messagistes, des voituriers et de tous entrepreneurs de transport; — que l'art. 419 C. pén. s'applique donc aux personnes qui exploitent ces entreprises, lorsque la hausse ou la baisse du prix des transports est opérée par les moyens et de la manière qu'il prévoit; que la cour royale de Paris, en limitant son étendue et en décidant en droit qu'il est inapplicable à l'industrie des messageries, a, dès lors, méconnu le sens, et violé les dispositions de cet article; — Casse.

Du 9 août 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp.
— Concl. conf. M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2439.

ADULTÈRE. — RÉCONCILIATION. — DÉCÈS. — COMPLICE.

L'exception de réconciliation, en matière d'adultère, appartenant au complice comme à la femme, et leur cause étant indivisible, la déclaration du mari qu'il ne veut pas qu'on poursuive sa femme, mais seulement le complice, éteint aussi l'action contre celui-ci (1).

ARRÊT (Souillet).

LA COUR; — Vu les art. 336, 337 et 338 C. pén., desquels il résulte que l'adultère de la femme ne peut être dénoncé que par le mari; que

(1) Voy. nos art. 93, 1039, 2104 et 2318.

celui-ci reste maître d'arrêter même l'effet de la condamnation, en consentant à reprendre sa femme; et que les seules preuves qui puissent être admises de complicité sont, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu; — attendu que la cause du prévenu est indivisible de celle de la femme; que la condamnation du complice serait la condamnation morale de la femme alors même qu'elle ne serait pas comprise dans les poursuites; et que la poursuite du ministère public aurait pour effet et pour résultat de détruire le droit que la loi a réservé au mari d'empêcher la poursuite; — attendu que le mari ne peut renoncer lui-même au droit de poursuivre sa femme en provoquant ou autorisant la poursuite séparée contre le complice; que l'éclat qui en résulterait serait destructif du pardon par lui accordé à sa femme et inconciliable avec l'empêchement par lui mis aux poursuites de l'adultère imputé à sa femme; attendu que l'exception de réconciliation forme une fin de non-recevoir péremptoire contre l'action publique; — que ce principe est conforme aux règles établies par le Code civil, au sujet de la réconciliation, par l'art. 272, combiné avec les articles 229 et 230, 306 et 309 dudit code; — et attendu que, dans l'espèce, le jugement attaqué a reconnu que le mari avait déclaré qu'il ne voulait pas qu'on poursuivît sa femme, mais son complice; — attendu qu'une telle déclaration équivalait à une réconciliation, et devait avoir pour effet d'arrêter la poursuite; que néanmoins le jugement attaqué a admis la preuve des faits allégués, et prononcé une condamnation contre le sieur Souillet; — d'où il suit que ledit jugement a fausement appliqué la peine de l'adultère et a violé les dispositions précitées du Code pénal; — Casse.

Du 28 juin 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

Le décès du mari, après dénonciation de sa part et avant jugement, éteint également l'action, même à l'égard du complice (1).

« Attendu que de l'examen des principes relatifs à la poursuite pour fait d'adultère, ainsi que de celui des textes de lois qui la régissent il résulte que ce délit n'est qu'un délit privé, et que ce caractère, qui lui est attribué dans l'exposé des motifs de l'orateur du gouvernement lors de la confection de la loi, ressort encore de la loi elle-même, puisque, contrairement à ce qui a lieu en matière criminelle ordinaire, où l'action du ministère public peut s'exercer de son chef et n'avoir d'autre mobile que sa propre résolution, ce pouvoir ne peut, dans la matière spéciale dont s'agit, exercer des poursuites que tout autant qu'il est nanti par la plainte du mari; — que cette plainte portée, et l'action du ministère public engagée, le mari

(1) Cette proposition, malgré les motifs donnés à l'appui, nous paraît fort contestable. Voy. notre art. 2104.

demeure toujours le maître de l'acquittement ; — qu'il peut même arrêter l'effet de la condamnation après qu'elle est prononcée ; — qu'il est tellement vrai que c'est dans l'intérêt privé du mari que cette action s'exerce, qu'aux termes des articles 336 et 339, la femme ne peut plus être condamnée pour fait d'adultère si le mari a entretenu une concubine dans la maison conjugale ; — qu'il est de jurisprudence constante, attestée par plusieurs arrêts, notamment par ceux de la Cour de cassation des 7 août 1823 et 3 septembre 1831, rendus sur pourvois contre des arrêts de la cour royale de Montpellier, que la réconciliation entre époux éteint l'action en tout état de cause ; — que le ministère public ne peut relever appel d'un jugement en cette matière, lorsque le mari garde le silence, que le mari peut, au contraire, relever appel d'un jugement, lors même que le ministère public ne le relève pas, et faire de son chef condamner son épouse à une peine plus forte (1), droit qui n'appartient qu'au ministère public dans les matières criminelles ordinaires ; — qu'il suit de toutes ces considérations que le mari reste seul maître d'une action introduite dans son intérêt privé et qu'alors même qu'il ne juge pas à propos de poursuivre directement, le ministère public, poursuivant sur sa plainte, ne peut être considéré, par une exception toute spéciale, que comme partie jointe, le mari plaignant demeurant partie principale ; — que, dès lors, il faut que la volonté du mari persiste dans toutes les phases de la procédure et vivifie l'action du ministère public pour que cette procédure puisse être continuée, et que si l'on peut dire que cette intention de poursuivre, une fois manifestée par la plainte, est censée continuer jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par une manifestation contraire, ce raisonnement n'est fondé que tout autant que la volonté peut être censée exister ; or, dans l'espèce actuelle, le mari plaignant étant décédé, et l'intention qu'il avait manifestée n'étant pas dans le cas de celles qui sont exécutoires après décès, ou tout du moins devant être présumée avoir cessé, l'action du ministère public s'est éteinte, et il n'a plus qualité pour agir dans un intérêt qui a pris fin et qui est tellement personnel à l'époux, qu'il ne saurait être transmis ni en tout ni en partie à ses héritiers ; — attendu sous un autre rapport, qu'on ne saurait priver la femme de l'avantage qu'elle a à se trouver en cause en présence de son mari, son véritable adversaire, puisque, si celui-ci est décédé, elle ne peut lui opposer l'exception prévue par l'article 336, toute action pénale étant éteinte contre lui par le décès, et, en second lieu, puisque le mari peut à tout instant arrêter les poursuites intentées contre sa femme, ce qui n'est point au pouvoir du ministère public ; nouvelle preuve qu'il n'est que partie jointe, et que la femme se trouve par là dépouillée des garanties et des ressources que la loi lui réserve ; — attendu enfin que, dans un tel état de choses, la condamnation de l'épouse accusée d'adultère n'a plus qu'un intérêt en quelque sorte illusoire, puisque la réparation est exclusivement

(1) Journ. du Dr. cr., 1838, p. 25 à 31.

dans l'intérêt du mari ; que lorsque cet intérêt cesse d'exister par la mort du mari il en naît un contraire, celui des enfants et de la famille, intérêt qui répugne à ce que la réputation de l'épouse soit souillée et son honneur compromis par des poursuites que la vindicte publique ne commande pas, et qui deviennent dès lors, non seulement sans but, mais contraires et nuisibles au véritable intérêt de la famille ; — attendu que, suivant la doctrine des auteurs appuyée sur des motifs d'ordre public, le bénéfice qui résulte en faveur de la femme des considérations ci-dessus, doit s'étendre par voie de suite au complice ; — Le tribunal rejette par fin de non recevoir les conclusions du ministère public ; relaxe les prévenus.

Du 24 juillet 1839. — Trib. corr. de Montpellier. — M. Ali-cot, prés. — M. Galavielle, subst.

ART. 2440.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — PROCÈS-VERBAL. — NOTIFICATION.
— MAÎTRE RESPONSABLE. — JOUR FÉRIÉ.

La notification d'un procès-verbal de saisie remplace utilement l'affiche prescrite par la loi spéciale ; faite au préposé auteur de la contravention, elle n'a pas besoin d'être faite également au maître responsable.

En toute matière criminelle, correctionnelle et de police, les significations peuvent être faites un jour de fête légale.

ARRÊT (Becq C. la Régie).

LA COUR ; — sur la première branche du premier moyen (1) ; vu l'art. 24 du décret du 1^{er} germinal an XIII ; — attendu que, si dans le cas où le prévenu n'est pas présent à la saisie, l'art. 24 du décret du 1^{er} germinal an XIII

(1) Nous présentons ainsi ce premier moyen : L'art. 24 de la loi spéciale veut, dans le cas prévu, que le procès-verbal de saisie soit *affiché* à la porte de la maison commune, pour qu'il puisse être connu de tous les intéressés ; cette formalité a été omise. Un arrêt de cassation, du 31 mai 1822, a admis qu'elle pouvait être suppléée par une notification à personne ou domicile ; soit. Mais alors, suivant le droit commun auquel on a recours, la notification doit être faite à celui que la régie veut poursuivre. Or, M. Becq, poursuivi personnellement comme responsable du fait d'un de ses employés, n'en a reçu aucune. On objecte, avec un arrêt de cassation du 13 mai 1809, que le maître responsable du fait de son préposé est remplacé par celui-ci pour tout ce qui tient aux poursuites. N'est-ce pas une erreur ? En principe, l'obligation du maître, au cas de contravention com-

autorise les employés de la direction des contributions indirectes à afficher copie de leur procès-verbal à la porte de la maison commune, il ne leur interdit en aucune manière la faculté de se conformer aux règles générales et ordinaires de la procédure d'après lesquelles toutes notifications peuvent être faites, soit aux personnes intéressées si elles sont rencontrées, soit à leur domicile s'il est connu ; — attendu que, dans l'espèce, le prévenu Thibaut avait été présent à la saisie d'un fût d'eau-de-vie, transporté par lui du domicile du sieur Becq à celui du sieur Tenasson, dans une petite charrette à bras et avec un congé non applicable, qu'il était donc présumé être légalement l'auteur de la contravention qui avait donné lieu au procès-verbal, que seulement il n'avait pas été présent à sa rédaction ; que dès lors les employés avaient deux voies ouvertes pour lui en faire la notification, savoir celle d'afficher cette copie à la porte de la maison commune ; ou bien celle de faire cette notification à personne et à domicile dès que ce domicile était connu ; que cette dernière voie qu'ont prise les employés était à la fois la plus simple et la plus sûre dans l'intérêt du prévenu, puisqu'elle lui donnait immédiatement la connaissance la plus prompte et la plus certaine du procès-verbal qu'il importait de connaître, qu'il n'était donc nullement fondé à s'en plaindre ; — sur la deuxième branche de ce moyen ; — vu les articles 35 et 36 du même décret du 1^{er} germinal an XIII ; — attendu qu'aux termes de ces articles, la confiscation peut être poursuivie et prononcée contre les conducteurs, sans que la régie soit tenue de mettre en cause les propriétaires, quand même ils lui seraient indiqués ; et que ces derniers sont responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens ; — attendu que dès lors, et puisque Thibaut pouvait être seul poursuivi, la notification qui lui a été faite à personne et à domicile du procès verbal, était suffisante et qu'il n'était pas nécessaire que ce procès-verbal fût également notifié à son maître ; que l'absence de la notification de ce procès-verbal au sieur Becq n'empêchait pas qu'aux termes de l'art. 35 cité, il ne fût responsable du fait de son agent ou domestique ; que cet article ne subordonne en

mise par son préposé dans les fonctions auxquelles il l'emploie, est *personnelle et non de garantie* ; tellement qu'il ne peut jamais exciper, comme les pères et instituteurs, de l'impossibilité pour lui d'empêcher le fait, parce qu'il est légalement présumé l'avoir personnellement commis par les mains de son agent ; *Voy.* 1384, C. C., 74, C. pén., et cass., 11 juin 1808 (Théorie du Code pénal, 2^e vol., p. 293). Et la loi spéciale ne paraît pas modifier ce principe. D'où il suit que la notification faite au préposé, instrument de la contravention, ne saurait être réputée faite au maître, ni dispenser de notifier à celui-ci lorsqu'on veut le poursuivre directement, pas plus que la condamnation prononcée contre le préposé seul ne serait exécutoire de plein droit contre le maître.

aucune sorte la responsabilité à la notification; que si ledit Becq a été appelé en cause, c'est uniquement comme civilement responsable, la régie n'ayant pas verbalisé contre lui; qu'il n'y avait pas dès lors besoin que le procès-verbal lui eût été notifié, qu'il a donc pu être condamné légalement, même en absence de cette notification, et qu'il n'y a pas eu en cela fausse application dudit article 35 du décret du 1^{er} germinal an xiii. —

Sur le deuxième moyen de cassation pris d'une prétendue violation des articles 1, 2 et 5 de la loi du 17 thermidor an vi, 2 de l'arrêté des consuls du 7 thermidor an viii, 59 de la loi du 18 germinal an x, 1037 C. proc. civ., en ce que la notification faite à l'ouvrier Thibaut et opposée au sieur Becq serait nulle, en ce qu'elle aurait été faite le 15 avril 1838, dimanche de Pâques, jour de fête légale, sans permission du juge (1). — Vu sur ce moyen les articles des lois citées et encore l'article 24 du décret du 1^{er} germinal an xiii; — attendu que l'art. 1037, C. proc., n'est d'une part applicable qu'aux matières civiles, et de l'autre qu'il n'est pas prescrit à peine de nullité; — attendu que la loi du 17 thermidor an vi à laquelle se rapporte le concordat du 26 messidor an ix excepte formellement de ses dispositions l'expédition des affaires criminelles, et que par ces expressions, *affaires criminelles*, la loi a non seulement entendu les affaires de grand criminel, mais aussi les affaires correctionnelles, puisqu'elle n'a pas excepté ces sortes d'affaires de ses dispositions; — attendu que, dans l'espèce, il s'agissait d'un acte de procédure en matière correctionnelle, que dès lors, d'après le vœu formel de la loi, cet acte de procédure avait pu être valablement fait un jour fixé; et cela avec d'autant plus de raison que la notification du procès-verbal de contravention à personne et à domicile, qui tenait lieu de l'affiche à la porte de la maison commune, doit être faite, aux termes de l'art. 24 du décret du 1^{er} germinal an xiii, dans le jour, c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures, et ne pouvait, à peine de déchéance, être renvoyée au lendemain; — Rejette.

Du 26 avril 1839. — Cour de cass. — M. Meyronnet de Saint-Marc, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

(1) Ces lois ont fixé les jours fériés et prescrit leur observation; si l'art. 2 de la loi de l'an vi a permis néanmoins l'expédition des affaires criminelles, on peut penser que cette exception ne comprend pas les actes *extra-judiciaires*, puisque l'art. 5 de la même loi vient ensuite disposer, sans exception ni distinction aucune, que les *significations* ne pourront avoir lieu un jour férié, à peine de nullité. Mais la jurisprudence s'est prononcée dans le sens contraire par arrêts des 27 août 1807 et 14 avril 1815; et elle venait de se fixer, lors de l'arrêt que nous recueillons, par un arrêt du 29 novembre 1838, au rapport de M. Mérilhou, décidant expressément que la prohibition renouvelée par l'art. 1037, C. pr., ne s'applique point aux actes qui se rattachent à l'exercice de la justice répressive.

ART. 244 F.

CHOSE JUGÉE. — CRIME ET DÉLIT DISTINCTS.

Lorsque sur une ordonnance de la chambre du conseil disant qu'il y a prévention d'un crime et d'un délit distincts, il y a eu mise en accusation sur le chef du crime, puis acquittement quant à ce, le délit doit être poursuivi au correctionnel sans qu'on puisse opposer la chose jugée (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Walmaré.)

LA COUR; — vu l'art. 135 C. civ., et les art. 133, 134, 227 et 360 C. instr. cr.; — attendu que l'ordonnance par laquelle la chambre du conseil du tribunal de première instance de Morlaix déclara, le 31 octobre 1838, René-Pierre-Jean de Dieu Walmaré en prévention d'avoir, étant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse, constata, en même temps, l'existence à sa charge de trois faits que les art. 405, 406 et 408 du Code pénal qualifient délits d'abus de confiance et d'escroquerie, et ordonna qu'en cas d'acquittement de ladite banqueroute, il serait traduit en police correctionnelle, pour y être jugé sur ces délits; qu'en procédant de la sorte, les magistrats composant cette chambre du conseil ne firent que se conformer aux trois derniers articles précités; — que la chambre des mises en accusation de la cour royale de Rennes en fut saisie, et n'eut, dès lors, à connaître que du premier chef de leur ordonnance; — que l'arrêt qui renvoya le prévenu devant la cour d'assises, sur ce chef, laissa donc subsister cette ordonnance, quant aux délits qui s'y trouvaient spécifiés, puisqu'il ne pouvait l'annuler qu'à l'égard du crime, aucune connexité n'existant entre eux et celui-ci; — que le jury n'a été interrogé et n'a déclaré l'accusé non coupable, que sur le fait de savoir s'il avait, étant commerçant en état de faillite, détourné des sommes d'argent au préjudice de ses créanciers; — que ledit Walmaré a donc été ensuite légalement poursuivi et déclaré convaincu des faits constatés contre lui dans l'ordonnance précitée, par la raison que chacun d'eux constituait un délit *distinct* de l'accusation du crime sus-énoncé; — d'où il suit qu'en infirmant la condamnation prononcée par le tribunal correctionnel de Morlaix, sur le motif que l'arrêt de mise en accusation aurait annulé *sans réserves* cette ordonnance, le jugement dénoncé a tout ensemble étendu l'autorité de cet arrêt au-delà de son effet légal et nécessaire, faussement appliqué le principe de l'art. 360 C. instr. crim., et commis une violation expresse de la disposition combinée des articles ci-dessus visés; — Casse.

Du 12 juillet 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

(1) *Foy.*, sur l'application de l'art. 360 C. instr. cr., notre art. 2406.

ART. 2442.

VOL D'ARBRES. — VOITURE. — PRESCRIPTION.

Dans le cas prévu par le 5° § de l'art. 288 C. pén., un canot doit être assimilé à une voiture; ainsi le fait d'emporter dans un canot des arbres coupés chez autrui constitue le délit puni de prison par cet article, lequel n'est prescriptible que par trois ans, et non pas un simple délit rural prescriptible par un mois.

ARRÊT (min. pub. C. Guirand).

LA COUR; — vu le 5° § de l'art. 388 C. pén. et l'art. 638 C. instr. crim., suivant lequel l'action publique résultant d'un délit de nature à être puni correctionnellement, ne se prescrit que par trois années révolues; — attendu qu'il est reconnu par l'arrêt dénoncé, que J. Guiraud, fils aîné, après avoir coupé, le 12 sept. dernier, sur le rivage de l'Hérault, des arbres appartenant à M. J. A. Desmares, les emporta dans son canot, et se les est frauduleusement appropriés; — attendu, en droit, que ces faits constituent le délit prévu et puni par le 5° § de l'art. 388 C. pén.; — que le tribunal correctionnel de Béziers l'a donc justement réprimé par l'application des peines qu'il prononce; — d'où il suit qu'en n'y voyant que le simple délit rural dont il s'agissait dans l'art. 14 du titre 2 de la loi des 28 sept. 6 oct. 1791, et en le déclarant prescrit aux termes de l'art. 8, section 4 du titre premier de ce même code, par le motif que la poursuite n'a pas été intentée dans le mois de sa perpétration, ledit arrêt a fausement appliqué ces articles et violé expressément les dispositions ci-dessus visées; — Casse.

Du 23 mai 1839. — C. de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2443.

JOURNAL. — DOUBLE ÉDITION. — DÉPÔT.

L'art. 8 de la loi du 18 juillet 1828, qui prescrit, à peine de 500 fr. d'amende, le dépôt d'un exemplaire de tout journal au parquet du procureur du roi, s'applique aux éditions successives publiées ailleurs avec quelques changements, si peu importants qu'ils soient.

En pareille matière, la bonne foi du contrevenant ne saurait être accueillie comme excuse par le juge correctionnel.

ARRÊT (minist. pub. C. Paya).

LA COUR; — Vu l'art. 8 de la loi du 18 juillet 1828; — attendu que les éditions du journal quotidien publiées à Toulouse, sous le titre de l'*Émancipation*, sont

publiées dans le département de l'Aude, deux fois par semaine, avec la suscription : *Édition de l'Aude*; que les articles publiés dans ces éditions ne figurent pas dans les numéros publiés à Toulouse, et n'ont pas été compris dans les dépôts qui ont eu lieu au parquet de Toulouse, lieu de leur impression; — attendu, en droit, que le gérant du journal n'est point juge du plus ou moins de gravité que peuvent avoir, sous le rapport de l'ordre public, les articles qu'il publie d'une manière périodique; que la formalité du dépôt a été prescrite pour faciliter au ministère public la connaissance et la répression des publications contraires aux lois; que l'arrêt attaqué a violé le texte et l'esprit de la loi précitée en introduisant une exception entre les articles qui pouvaient avoir de l'importance et ceux qui n'en avaient pas; qu'il a également violé cet article en admettant en faveur du prévenu une exception de bonne foi, alors qu'il ne s'agissait que d'un fait matériel que la loi punit d'une amende fixe de 500 francs; — Casse.

Du 18 avril 1859. — C. de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2444.

INCENDIE. — HABITATION. — DÉPENDANCES.

Peut-on assimiler à une maison habitée, au cas d'incendie, un bâtiment qui n'est qu'une dépendance de l'habitation, et appliquer à l'incendie d'un tel bâtiment le § 1^{er} de l'art. 434, C. pén. ?

ARRÊT (Minist. publ. C. Boutigny).

LA COUR, après en avoir délibéré en la chambre du conseil; — vu les articles 434, § 1^{er}, et 390 du Code pénal; — attendu, en droit, que lorsque la loi fixe elle-même la signification des termes qu'elle emploie, il n'est pas permis au juge de restreindre ni d'étendre cette signification; — attendu que l'article 390 du Code pénal détermine d'une manière générale, sans limitation aux seuls cas de vol, le sens et l'étendue de l'expression *maison habitée* employée dans ce Code; — que, d'après cet article, on doit réputer *maison habitée* non seulement tout bâtiment, logement, etc., qui est destiné à l'habitation, mais aussi tout ce qui en dépend, comme cours, basses cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage: — attendu que le législateur, en employant dans le § 1^{er} de l'article 434 du Code pénal, lors de la révision de ce Code en 1832, les expressions: *lieux habités ou servant à l'habitation*, ne leur a pas attribué un sens moins étendu qu'à celle *maison habitée*, dont la définition se trouvait, dès 1810, dans l'article 390 du Code pénal, qui fait partie du même chapitre que l'article 434; — que les expressions *lieux habités ou servant à l'habitation* sont même plus générales en ce qu'elles désignent à la fois les bâtiments habités et ceux qui, même sans être habités, sont consacrés aux besoins de l'habitation, ce qui embrasse nécessairement les bâtiments acces-

soires qui dépendent de l'habitation ; — et attendu, en fait, qu'il résulte de la déclaration du jury, maintenue par l'arrêt de cassation du 2 mai 1839, que Dominique Bouligny et Monique Grard, sa femme ont, le 28 octobre 1838, mis volontairement le feu à un bâtiment dépendant de leur maison d'habitation ; — que le bâtiment dépendant de l'habitation est assimilé par la loi au bâtiment habité ou destiné à l'habitation ; — que dès lors il y avait lieu d'appliquer aux époux Bouligny les dispositions de l'art. 434 du Code pénal, modifiées, à raison des circonstances atténuantes, par l'art. 463 du même Code ; — que néanmoins la Cour d'assises du département de la Seine-Inférieure, devant laquelle le procès avait été renvoyé, a prononcé leur absolution en se fondant sur ce que l'art. 434 n'était pas applicable à l'incendie des dépendances d'une maison habitée, et sur ce que l'article 390 ne s'appliquait qu'aux cas où la loi avait considéré la maison habitée comme une circonstance aggravante du vol, en quoi elle a formellement violé lesdits art. 434 et 390 du Code pénal ; — casse.

Du 14 août 1839. — Cour de cass., ch. réunies. — M. Portalis, p. p. — M. Brière Valigny, rapp. — Concl. conf. M. La-plagne-Barris, 1^{er} av. gén.

OBSERVATIONS. — Quelque imposante que soit l'autorité d'un arrêt de cassation émané des chambres réunies, nous ne saurions adopter la doctrine de celui-ci : il répugne à notre raison d'admettre que le législateur de 1832 ait voulu prononcer la peine capitale pour un fait que la jurisprudence, en 1831, innocentait complètement (V. *suprà*, art. 565 et 2381) ; et les textes qui sont toute la base de cet arrêt ne comportent pas, ce nous semble, une si rigoureuse interprétation. — Quel est le fait incriminé ? Deux époux, sans aucune pensée homicide, articulée même par l'accusation, sans aucune volonté déclarée par le jury, (quoique ce fût la véritable imputation) de causer préjudice à autrui, détruisent par le feu, sans qu'il y ait incendie communiqué, sans que personne y perde la vie, un bâtiment d'exploitation à eux appartenant, dépendant mais séparé de leur maison d'habitation. Et pour un pareil fait il y aurait peine de mort !! Quelle rigueur inutile !... L'art. 434, il est vrai, dans le § en question, s'applique aussi et principalement à l'incendiaire qui n'est pas propriétaire : alors, dira-t-on, l'interprétation donnée par la Cour de cassation n'est pas si rigoureuse. Mais d'abord, aux termes du § 3 de l'art. 434, qui prévoit expressément l'incendie de tout édifice non habité appartenant à autrui, il y a la peine des travaux forcés à perpétuité, qui doit paraître suffisante pour ce crime, dégagé de toute circonstance autrement caractéristique. Nous sommes, d'ailleurs, dans l'espèce d'un incendie par le

propriétaire lui-même : la question est de savoir si le § 1^{er} lui est applicable, quoique son bâtiment ne fût qu'une *dépendance* de son habitation ; et puisque cette disposition extrême ne tient pas compte du droit de propriété, c'est qu'apparemment elle voit dans le fait du propriétaire qui brûle un édifice dont il a le *jus abutendi* un attentat autre qu'une destruction matérielle. Quelle est donc la pensée de la loi ? — N'oublions pas une vérité qui domine la loi nouvelle, dont l'impression se retrouve dans tous les travaux préparatoires : ainsi que l'a proclamé M. de Bastard, dans son rapport à la Chambre des pairs, comme *principe d'une évidente justice*, pour être en harmonie avec la conscience publique, cette loi *supprime la peine de mort toutes les fois qu'il n'a été porté atteinte qu'à la propriété* (Moniteur du 13 mars 1832). — Cela étant, pourquoi l'art. 434 inflige-t-il néanmoins à l'incendiaire le dernier supplice si l'édifice incendié était un lieu d'habitation ou de réunion habituelle, ou si l'incendie a fait périr quelqu'un se trouvant dans ce lieu au moment où il a éclaté ? C'est qu'il y a présomption, érigée en certitude par la gravité du péril, que l'incendie n'était, comme l'empoisonnement, qu'un mode d'assassinat. Telle est l'explication que l'on trouve encore dans le rapport précité et dans les discussions à la Chambre des pairs (*ibid.*, 22 mars), où il est répété plusieurs fois que : « C'est ici la vie de l'homme que la loi protège, et non l'attentat à la propriété qu'elle veut punir. » En un mot la loi nouvelle a voulu, suivant l'expression même de M. de Bastard, *proportionner la peine à la perversité du crime*, qui réside avant tout dans l'intention et non pas seulement dans le résultat accidentel. — Maintenant, la vie de l'homme est-elle autant et aussi sérieusement menacée par l'incendie d'un bâtiment dépendant d'une habitation, mais non adhérent, dans lequel ne se trouve personne, que par l'incendie de l'habitation même ? Non, sans doute. L'art. 434 n'a donc pas dû le présumer absolument en assimilant à une maison habitée un simple bâtiment isolé. L'a-t-il fait en termes qui permettent de dire : *stat pro ratione voluntas* ? Non, à notre avis. L'expression *lieux habités ou servant à l'habitation* n'est générale que comme résumant tout ce qui, soit maison proprement dite, soit cabane, soit navire, soit magasin, est susceptible d'habitation ou de logement dans toutes les conditions sociales. Elle ne comprend pas nécessairement tout ce qui se trouve dans le même enclos que les bâtiments habités, puisque le législateur, quand il a voulu qu'on n'y vit qu'un tout indivisible, a cru devoir ajouter : *ou leurs dépendances* (381 4^e et 384).

— On prétend que l'art. 390 a fixé la signification du mot *maison habitée*, pour le cas d'incendie comme pour le cas de vol. Les réponses abondent : 1^o il n'y a là qu'une fiction ou assimila-

tion, car évidemment une *cour*, une *basse-cour*, ne sont pas en réalité une *maison*, ou *bâtiment habité*; et leur nature ne permet pas de penser que l'assimilation ait été faite en vue de l'incendie: la fiction doit donc rester circonscrite dans les cas spéciaux pour lesquels elle a été établie (C. civ., art. 1350). 2° L'art 390 est sous la rubrique *vols*, et l'art. 434 dépend d'une toute autre section, ce qui ne permet pas de transporter dans l'un la disposition de l'autre. Vainement on objecterait que ces deux dispositions dépendent d'un même chapitre intitulé : *crimes et délits contre les propriétés*; cela ne fait pas qu'elles soient confondues dans une même série d'articles, et l'on peut ajouter que la véritable place du § 1^{er} de l'art. 434 serait au chapitre des *crimes contre les personnes*, s'il avait pu être séparé des autres dispositions du même article qui établit une classification complète des diverses espèces incriminables d'incendie. 3° Enfin les motifs de l'assimilation pour le cas de vol spécialement, n'existent pas pour le cas actuel. Les objets mobiliers que possède un propriétaire rural ne peuvent pas être tous renfermés dans son logement personnel; il en est, et d'une certaine valeur, qu'il est obligé de laisser, soit dans ses bâtiments d'exploitation, soit même dans son enclos ou sa cour, exposés à la cupidité des voleurs: la loi qui, par mesure préventive, frappe le vol d'une peine d'autant plus sévère qu'il est plus facile à commettre ou qu'il expose davantage le propriétaire disposé à défendre son bien, devait donc punir le vol dans un bâtiment d'exploitation, un enclos, une cour, comme le vol dans la maison même d'habitation. Mais, au cas d'incendie, par le propriétaire lui-même, d'un bâtiment d'exploitation non habité, dont la destination et l'isolement ne permettent pas de présumer une préméditation homicide, le motif de l'art. 390 est sans rapport aucun avec ce fait, dont la criminalité ne peut se concevoir que comme moyen de réaliser avec profit une prime d'assurance, et qui tombe dès-lors sous le coup du § 4 de l'art. 434, quand l'intention dommageable est reconnue par le jury. Que s'il n'y a pas eu dommage volontaire, *ce ne sera pas un crime*, ainsi que l'a expressément déclaré M. de Bastard, répondant à une interpellation positive dans la discussion à la Chambre des Pairs (*Code pénal progressif*, p. 335). Et parce que précisément cette circonstance constitutive manque, soit que la question ait été répondue négativement par le jury, soit qu'elle ait été omise, le juge du droit devra recourir, par une assimilation forcée, sans nécessité impérieuse, à la pénalité la plus terrible, à celle qui a été réservée pour les plus grands crimes contre les personnes! C'est ce que nous semblent repousser la raison, et le texte comme l'esprit des dispositions pénales invoquées.

ART. 2445.

DÉTENTION PRÉALABLE. — PEINE. — DURÉE.

Lorsqu'un individu est en état de détention préalable, comme prévenu tout à la fois d'un délit et d'un crime non connexes, la durée de la peine qui vient à être prononcée pour le délit, par le juge correctionnel, compte du jour même de la condamnation, quoique l'accusation pour le crime ne soit pas encore jugée.

On sait que le Code de 1810, malgré les observations de la commission du Corps législatif, ne comptait en rien, dans la durée de la peine, l'emprisonnement préalable continué dans l'intervalle de la condamnation par le premier juge à la décision du juge supérieur. Le législateur de 1832 a voulu faire cesser cette injustice. En conséquence, après avoir proclamé, dans l'art. 23 du Code pénal révisé, que la durée des peines temporaires, en général, compterait du jour où la condamnation serait devenue irrévocable, il a ainsi disposé, par l'art. 24, à l'égard des condamnations à l'emprisonnement prononcées contre les individus en état de détention préalable : « La durée de la peine, si le condamné ne s'est pas pourvu, comptera du jour du jugement ou de l'arrêt, nonobstant l'appel ou le pourvoi du ministère public, et quel que soit le résultat de cet appel ou de ce pourvoi. Il en sera de même dans le cas où la peine aura été réduite sur l'appel ou le pourvoi du condamné. » Évidemment le vœu de cette disposition nouvelle était que l'emprisonnement préventif, à dater de la condamnation, comptât pour l'expiation de la peine, ou pour mieux dire, qu'il prit dès ce moment le caractère d'emprisonnement expiatoire, *toutes les fois que la condamnation ne serait pas remise en question par le condamné lui-même*, ou ne le serait par lui qu'à bon droit, suivant que le prouverait le résultat de son appel ou de son pourvoi. C'est ce que confirment le rapport de M. Dumon, à la chambre des députés, et celui de M. de Bastard, à la chambre des pairs (*Code pénal progressif*, p. 139 et 140). — En 1837, cette question s'est élevée : au cas de détention préventive pour deux délits distincts, la peine prononcée pour l'un d'eux s'expié-t-elle par l'emprisonnement qui se continue pendant l'instruction sur le deuxième délit ? L'affirmative a été décidée par arrêt de rejet du 12 mai 1837, qui a été approuvé dans ce recueil, art. 2021. — Dans l'espèce actuelle, la détention préventive avait pour objet un délit et un crime distincts : le prévenu ayant été condamné à trois mois de prison pour le délit, puis ultérieurement jugé et acquitté sur l'accusation

criminelle, l'emprisonnement postérieur à la condamnation correctionnelle ne devait-il pas également compter? L'affirmative a été jugée par arrêt de la cour royale de Rennes, du 19 juin 1859, adoptant les motifs du jugement correctionnel ainsi conçus :

« Considérant que, par jugement de ce tribunal en date du 7 février dernier, Grosse fut condamné à trois mois de prison pour divers abus de confiance, et qu'il ne se rendit point appelant de ce jugement, en exécution duquel il fut écroué le 19 du même mois de février, quoiqu'il fût encore en état de dépôt de mandat et même de prévention à raison d'un faux en écriture publique, et d'un autre abus de confiance connexe à ce faux ; qu'il s'est écoulé plus de trois mois avant que la Cour d'assises ait statué sur le faux et le délit qui lui est connexe, à l'égard desquels Grosse a été acquitté ; — Considérant que, suivant l'article 24 du Code pénal, dont la disposition a été introduite dans notre législation criminelle par la loi du 28 avril 1832, lorsqu'il s'agit de condamnés à l'emprisonnement pour des peines prononcées contre des individus *en état de détention préalable*, la durée de la peine, si le condamné ne s'est pas pourvu, compte du jour du jugement ou de l'arrêt, nonobstant l'appel ou le pourvoi du ministère public, et quel que soit le résultat de cet appel et de ce pourvoi ; — Considérant que cette disposition est générale et doit s'appliquer à tous les cas de condamnation à l'emprisonnement ; qu'ainsi la peine commence à courir de plein droit le jour du jugement ou de l'arrêt, quand il n'y a eu, comme dans l'espèce, ni appel ni pourvoi de la part du condamné ; qu'aucun acte d'exécution n'est donc nécessaire ; qu'il importe peu aussi que la détention préalable ait eu pour cause unique le fait qui a motivé la condamnation ou tout autre fait au sujet duquel il ne serait pas encore intervenu de jugement ; que le législateur de 1832, appelé à tempérer la sévérité, souvent excessive, du Code pénal de 1810, a voulu, par le nouvel article 24 qu'il y a inséré, abréger, autant que possible, la détention préventive, qui est toujours une rigueur, lors même qu'elle est indispensable pour assurer la vindicte publique ; qu'il suffirait d'ailleurs que l'interprétation de cet article pût donner naissance à un doute sérieux pour qu'on fit de sa disposition l'application la plus favorable à la liberté individuelle.

Cet arrêt, quoique conforme aux conclusions de M. l'avocat-général Foucher, a été frappé de pourvoi par M. le procureur-général près la cour de Rennes. Le principal argument du mémoire de ce magistrat était celui-ci :

« La disposition de l'art. 24, quelque absolue qu'elle soit, n'a pu, dans l'intention du législateur, s'appliquer qu'à l'hypothèse la plus ordinaire, celle où la détention préventive dont il s'occupe a été déterminée par le délit même qui est devenu l'objet du jugement de condamnation correctionnelle.

Mais si, au moment où la peine correctionnelle a été prononcée, le prévenu se trouve en outre sous les liens d'une ordonnance de prise de corps à raison d'un crime, l'art. 24 ne saurait recevoir son exécution sans une violation de l'art. 365, C. inst. cr., qui prohibe le cumul des peines.—En effet, il est de jurisprudence constante que l'art. 365 s'applique au cas où les peines de diverse nature sont prononcées par des décisions et des juridictions différentes, aussi bien qu'à celui où elles le sont par une seule et même condamnation. Lors donc que la condamnation correctionnelle est prononcée contre un individu détenu préventivement tout à la fois et à raison d'un délit et à raison d'un crime, il y a nécessité, comme conséquence de cet art. 365, de surseoir à l'exécution de la condamnation correctionnelle jusqu'après le résultat de la poursuite criminelle. Autrement, en cas de condamnation à une peine infamante ou afflictive par la Cour d'assises, le cumul illégal de la peine correctionnelle déjà subie avec la peine criminelle à subir deviendrait inévitable (Art. 379, C. inst. cr.)

Ce système n'a pas prévalu, et l'arrêt que nous recueillons y répond péremptoirement. La solution nous paraît conforme au vœu du nouvel art. 24, peut-être un peu laconique dans son expression, mais dont l'esprit et la portée ne sauraient plus être méconnus.

ARRÊT (Minist. publ. C. Grosse).

LA COUR ; — attendu qu'aux termes des art. 203 C. inst. cr. et 23 C. pén., il n'y a sursis à l'exécution du jugement de condamnation en matière correctionnelle que pendant le délai et l'instance d'appel, et que la durée des peines temporaires compte du jour où la condamnation est devenue irrévocable ; — attendu que cette règle n'a été soumise par la loi à aucune restriction ; qu'elle a reçu, au contraire, une extension favorable aux condamnés par la disposition nouvelle de l'art. 24 du même Code, laquelle, également conçue dans des termes généraux, est fondée sur l'intérêt d'humanité qui commande de concilier avec les nécessités de l'instruction le respect dû à la liberté individuelle ; — attendu que cette pensée de la loi exclut toute distinction entre le cas où la détention préventive a pour cause le fait à raison duquel est intervenue la condamnation à l'emprisonnement, et celle où le condamné détenu, d'abord comme prévenu de ce fait, s'est trouvé plus tard dans les liens d'une ordonnance de prise de corps à raison d'une prévention de crime ; — attendu que dans l'une comme dans l'autre de ces deux situations il y a parité de raison pour décider que la détention préalable, à quelque titre qu'elle soit subie, n'étant pas une peine, la considération qui a porté le législateur à vouloir que, nonobstant l'appel ou le pourvoi du ministère public, cette détention soit mise à profit pour satisfaire à la répression du fait qui y a donné lieu, s'applique, avec une égale force, au condamné qu'une autre instruction au sujet d'un fait différent oblige à retenir

sous la main de la justice ; — attendu qu'on oppose vainement à cette doctrine l'éventualité prétendue de la violation de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, résultant de ce que le condamné pour délit, après avoir expié le fait correctionnel pendant la prévention instruite sur le crime, serait condamné, à raison de ce dernier fait, à une peine qui, aux termes de l'article précité, devrait absorber la condamnation correctionnelle ; — attendu, en premier lieu, que ce serait méconnaître et trahir les intentions de la loi que de combattre par une disposition toute de faveur une autre disposition dictée par le même esprit d'adoucissement et d'indulgence ; en second lieu, que dans le cas de condamnation pour crime, la condamnation pour délit doit être réputée n'avoir pas reçu son exécution ; qu'il en est de ce cas comme de celui où, par suite de l'appel ou du pourvoi du ministère public, le condamné pour délit est postérieurement renvoyé de toute poursuite ; qu'alors cette même détention qui, si le jugement correctionnel avait été maintenu ou aggravé, aurait profité au condamné, comme exécution de ce jugement, devrait perdre cette apparence et cet effet pour conserver uniquement son caractère primitif de détention préalable ; qu'ainsi la loi a prévu elle-même cette réaction d'un événement ultérieur sur la manière dont la détention doit être envisagée ; — Rejette.

Du 26 septembre 1859. — C. de Cass. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2446.

EXCEPTION PRÉJUDICIELLE. — COMPÉTENCE. — RENVOI.

Suivant la règle établie par l'art. 182 C. forest., qui est générale, les tribunaux de répression ne peuvent aucunement connaître, même en matière d'anticipation sur les chemins vicinaux, de l'exception préjudicielle de propriété, soulevée par le prévenu ; ils doivent, si l'exception est fondée sur un titre apparent ou des faits de possession équivalents, fixer un délai dans lequel celui-ci sera tenu de faire reconnaître son droit par les tribunaux civils (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Gauthier de Migny).

LA COUR ; — vu les art. 403, 413 et 416 C. inst. cr. ; — vu aussi l'art. 182, C. forest. ; — attendu que, sur la question préjudicielle de propriété élevée par le prévenu, au lieu de fixer, comme l'avait fait le tribu-

(1) Telle est la jurisprudence constante de la Cour de cassation : Arrêts des 3 juin 1830, 12 juill. 1834, 19 mars et 25 sept. 1835, 15 et 23 juill., 4 août et 23 sept. 1836, 27 juill., 12 août et 29 déc. 1837. Cette

nal de simple police, par son jugement du 8 juin 1838, conformément à la règle générale établie par l'art. 182 du Code forestier, et qui s'étend à tous les cas de même nature, un délai pendant lequel le sieur Gauthier de Migny serait décider, par juges compétents, si les titres par lui produits s'appliquaient au chemin qu'on lui reprochait d'avoir embarrassé, et si ce terrain était sa propriété privée ou une dépendance de la voie publique, le jugement attaqué a ordonné qu'à la requête du ministère public, le maire de Saint-Cyran-de-Jambot sera mis en cause pour s'expliquer sur l'allégation du sieur Gauthier de Migny, et afin que la question de propriété se lie, s'il y a lieu, entre parties ayant intérêt et capacité ;

Attendu qu'en retenant ainsi la question de propriété dont il ne pouvait pas être juge, en constituant le maire de la commune de Saint-Cyran partie dans l'instance de simple police poursuivie par le ministère public contre

jurisprudence ne favorise-t-elle pas l'accusation aux dépens de la défense, en décidant que, dès qu'il y a procès-verbal constatant l'anticipation reprochée, le prévenu est dans les liens de l'art. 182, C. forest. (V. *suprà*, art. 1484 et 1571.) Appelé à soutenir devant la Cour de cassation un jugement qui s'était refusé à admettre une pareille doctrine, il nous était difficile de combattre directement la jurisprudence établie par tant d'arrêts. Pour justifier autant qu'il était en nous le jugement attaqué, nous avons dit en substance : L'article 182 du Code forestier ne saurait prévaloir sur les règles contraires qui dérivent de la législation spéciale en matière de chemins vicinaux. Depuis la loi du 21 mai 1836, il est de jurisprudence que l'existence de la contravention dépend, non pas de la *question de propriété*, qui antérieurement était réputée préjudicielle, mais de la *question de fait* de savoir si le terrain, objet de la poursuite, est ou non une dépendance du *chemin communal* ; et la preuve légale du fait doit résulter de l'arrêté préfectoral qui a dû classer le chemin et en fixer les limites suivant les lois de ventôse au XIII, juillet 1824 et mai 1836. — Arrêts de cass. des 4 août 1836 et 9 juin 1838 (*Journ. du dr. cr.*, art. 2177.) C'est là un fait à vérifier, fait décisif, qui dispense de renvoyer à fins civiles, et c'est pour faciliter cette vérification que le jugement ordonne la mise en cause du maire de la commune, lequel pourra justifier la poursuite en produisant l'arrêté de classement s'il y en a un qui atteigne la propriété du prévenu. — A l'arrêt que nous recueillons, ajoutez trois arrêts en cassation des 7 mars, 14 avril et 25 mai 1839, dont le dernier applique plus rigoureusement encore l'art. 182, C. forest., en annulant un jugement qui prononçait un sursis, par cela qu'il n'y était pas dit *expressément* que le prévenu avait un titre apparent. Il nous semble que l'appréciation au moins du point de savoir si l'exception est sérieuse ou n'est qu'un moyen dilatoire, devrait appartenir au juge saisi, puisque la règle de l'art. 182 n'a pas d'autre but. Voy. le n° 218 du *Traité de l'Action publique et de l'Action civile*, par M. Mangin.

Gauthier de Migny, et en mettant à la charge du ministère public l'obligation d'appeler en cause cette nouvelle partie, le tribunal correctionnel de Châteauroux a méconnu ses attributions, violé les règles de sa compétence et commis un excès de pouvoir ; — Cassé, etc.

" Du 22 février 1839. — C. de Cass. — M. Voysin de Gartempe fils, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 247.

CONTUMACE. — JUGEMENT. — SURSIS. — MINISTÈRE PUBLIC.
— CENSURE. — SURVEILLANCE.

A moins d'excuse légitime présentée par les parents ou amis du contumace, il ne peut être sursis à son jugement après les dix jours de la publication de l'ordonnance, sous aucun prétexte et particulièrement celui d'informer sur les causes de la non-comparution.

Aux colonies comme en France, le droit de censurer les officiers du ministère public n'appartient point aux tribunaux, qui ne peuvent que les dénoncer confidentiellement au gouvernement s'il y a lieu (1).

Les procureurs-généraux des colonies, par cela qu'ils participent au gouvernement comme chefs de l'administration de la justice et comme membres du conseil privé, ne sont pas du nombre des officiers du ministère public soumis à la surveillance de la cour royale.

RÉQUISITOIRE. — « Le procureur-général à la Cour de cassation expose qu'il est chargé par M. le garde-des-sceaux de requérir, dans l'intérêt de la loi, conformément à l'art. 441 du Code d'instruction criminelle, la cassation d'un arrêt rendu par la Cour royale de Pondichéry le 20 décembre 1837, qui surseoit, pendant deux mois, au jugement du nommé Ramassa-Michetty, pour être informé sur les causes de sa non-comparution à l'audience.

» Cette décision renferme une violation des art. 467, 468, 469, 470, 471, du Code d'instruction criminelle.

» En effet, aux termes de ces articles, il doit être procédé au jugement de la contumace après un délai de dix jours, depuis la publication de l'ordonnance de se représenter; et la Cour ne peut surseoir que dans un seul cas, celui où les parents et amis de l'accusé présenteraient une excuse

(*) Dans le même sens, arrêt de cassation du 1^{er} juin 1839. (*Infrà*, art. 2475.) V. aussi *suprà* art. 1744.

fondée sur son absence; *hors ce cas*, dit formellement l'art. 469, il doit être prononcé sur la contumace, et, selon le vœu de l'art. 471, sur le séquestre des biens. Or, dans l'espèce, aucune excuse de cette nature n'a été présentée, et l'arrêt ne renferme aucune allégation de cette circonstance.

» Les différentes dispositions du Code d'instruction criminelle ci-dessus rappelées sont applicables à l'établissement de Pondichéry, ainsi que cela résulte des ordonnances des 30 septembre et 23 décembre 1827, et du règlement du 17 novembre 1828.

» L'art. 7 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, relative à l'organisation de l'île Bourbon, dispose que « cette colonie sera régie par le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, modifiés et mis en rapport avec ses besoins. » Cette ordonnance a été rendue applicable aux établissements de l'Inde par l'art. 19 de l'ordonnance du 23 décembre 1827, et l'administrateur-général de cette colonie a dû en conséquence, en vertu de cette ordonnance et pour son exécution, arrêter un règlement provisoire, en date du 17 novembre 1828, dont l'art. 36 est ainsi conçu : « Lorsque, après un arrêt de mise en accusation, l'accusé n'aura pu être saisi et ne se représentera pas, il sera procédé contre lui par contumace, conformément aux art. 465, 466, 467, 468, 469, 470 et 471 du Code d'instruction criminelle, avec cette seule modification que l'ordonnance dont il est question dans l'art. 465 sera rendue par le président de la Cour royale, et que l'affiche prescrite par l'art. 466 sera faite à la porte du domicile de l'accusé et à la porte du domicile du procureur-général. » La force obligatoire de ce règlement a déjà été reconnue par la Cour de cassation dans son arrêt du 4 février 1832.

» Le sursis prononcé hors le cas de l'art. 469 et l'information ordonnée sur les causes de la non-comparution de l'accusé constituent donc, de la part de la Cour de Pondichéry, un acte illégal et une violation de la loi en vigueur dans cette colonie.

» Le même arrêt contient, sous un autre rapport, une violation encore plus éclatante des règles de la compétence. La Cour, en effet, se livre dans ses motifs à une véritable censure de la conduite du ministère public dans l'affaire qui lui était soumise; elle déclare que « le procureur-général a pris sous sa responsabilité personnelle de mettre en oubli la poursuite pendant neuf mois; que l'antériorité de la date d'accusation sur celle de la requête écrite de l'accusé jointe aux pièces serait facile à expliquer par une erreur de la plume de M. le procureur-général relativement à la date du 19 septembre, donnée à l'acte d'accusation; que ce magistrat aurait dû se hâter de réparer ses torts envers la justice et l'accusé; que cependant il avait cru pouvoir se dispenser, pendant un mois encore, d'accomplir ce vœu d'humanité autant que d'intérêt public; qu'il ne serait pas raisonnable de rendre l'accusé victime de la négligence inexplicable de M. le procureur-général pendant si longtemps; et, d'après ces motifs, l'arrêt ordonne qu'il

sera délibéré en conseil, aux termes de l'art. 136 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, relativement à M. le procureur-général. »

« Le droit de censurer les *officiers du ministère public* n'appartient point aux tribunaux : la loi ne le confère qu'au procureur-général et au ministre de la justice. Cette règle a été souvent consacrée par la Cour de cassation, et notamment par ses arrêts des 7 août 1818 (*Bull.*, n° 99.), 8 mars 1821 (*Bull.*, n° 31.), 8 décembre 1826 (*Bull.*, n° 250.). — A la vérité l'art 136 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, qui n'a fait que reproduire l'art. 61 de la loi du 20 avril 1810, attribue à la Cour le droit d'*informer le gouvernement* que les officiers du ministère public se seraient écartés de leur devoir ; mais en supposant même que cette faculté pût s'appliquer au procureur-général (surtout dans l'espèce, où, aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 21 août 1825, le procureur-général est institué chef de l'administration de la justice dans la colonie), elle suppose un avertissement purement confidentiel. Or, c'est dans un arrêt rendu *publiquement*, et qui fait partie des pièces de la procédure, que la Cour a censuré la conduite du premier magistrat de la colonie, et a annoncé la résolution de *déferer sa conduite au gouverneur*. Ces dispositions constituent donc un nouvel excès de pouvoir, qui doit entraîner l'annulation de l'arrêt. »

II^e RÉQUISITOIRE. — Le procureur-général.... — « En conséquence de la décision ci-dessus, la Cour de Pondichéry prit le même jour, en chambre du conseil, une délibération par laquelle, à la suite de nombreux motifs, renfermant la censure de la conduite du procureur-général, relativement aux poursuites dirigées contre l'accusé contumax Ramassa-Michetti, elle déclare qu'il y a lieu d'informer M. le gouverneur que M. le procureur-général s'est écarté de son devoir, par des actes compromettant à la fois les intérêts des accusés, de la vindicte publique et de l'humanité ; dit « qu'il y a urgence d'arrêter les écarts à la loi et au respect dû à la justice, qui « déconsidèrent les tribunaux impuissants pour les réprimer, et qui peuvent « faire trembler les justiciables par d'autres craintes que celles de la loi. »

« Par cette décision, la Cour de Pondichéry est évidemment sortie des limites de ses attributions. En effet, le droit d'avertissement attribué à cette Cour par les art. 135 et 136 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, doit être nécessairement restreint au cas précis de son application. Ces articles sont la reproduction presque littérale des art. 60 et 61 de la loi du 20 avril 1810. Mais quel que soit le sens des articles de cette loi, il serait impossible d'en étendre dans les colonies l'application au procureur-général lui-même ; car, aux termes de l'art. 114 de l'ordonnance du 21 août 1825, relative à l'île de Bourbon, et successivement étendue aux autres colonies, le procureur-général est membre du conseil privé (qui, près du gouverneur, fait fonction de conseil de gouvernement et d'administration), et l'art. 2 de la même ordonnance le déclare chef de l'administration de la justice.

» On ne saurait donc admettre que la Cour puisse censurer la conduite du magistrat qui, dans la hiérarchie coloniale, est son chef. Il suffit d'ailleurs de combiner l'art. 136 avec les art. 135 et 137 de l'ordonnance précitée pour être assuré que les officiers du ministère public dont la Cour peut dénoncer la conduite sont uniquement *les substituts du procureur-général*.

» Enfin, et dans tous les cas, lors même qu'on admettrait que l'art. 136 est applicable lorsqu'il s'agit du procureur-général, la Cour de cassation aurait encore à examiner si, par ces mots : *la Cour*, l'art. 136 n'a pas entendu la Cour tout entière et non une des chambres seulement.

ARRÊT (aff. Ramassa-Michetti).

LA COUR ; — vu les art. 441 et 442, Cod. instr. crim., et la lettre de M. le ministre de la justice du 15 déc. dernier ; — joint les deux réquisitoires présentés le 15 janvier dernier en exécution de ladite lettre, pour y être fait droit par un seul et même arrêt ; et y statuant ; — en ce qui touche le pourvoi dirigé contre l'arrêt rendu publiquement le 20 déc. 1837 ; — par les motifs énoncés au réquisitoire y relatif ; — en ce qui touche le pourvoi dirigé contre la délibération prise le même jour en chambre du conseil ; — vu les art. 135, 136 et 137 de l'ordonnance du 30 sept. 1827 ; — vu aussi les art. 1, 2, 4, 6, § 4, 114, 115 et suiv., 139 et suiv. de l'ordonnance du 21 août 1825 ; toutes dispositions rendues pour l'île de Bourbon, mais déclarées communes aux établissements français dans l'Inde ; — attendu que pour reconnaître l'étendue véritable des pouvoirs accordés à la cour royale de Pondichéry par l'art. 136 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, il faut rapprocher cet article non seulement des articles 135 et 137 de la même ordonnance, mais aussi des dispositions qui régissent l'administration générale des colonies ; — attendu que, d'après la combinaison des articles ci-dessus de l'ordonnance du 21 août 1825, le procureur-général réunit aux fonctions de ministère public d'autres fonctions d'un ordre plus élevé, qui le font participer, comme chef de l'administration de la justice et comme membre du conseil privé, au gouvernement de la colonie ; que ces diverses fonctions ne peuvent être distinguées et séparées les unes des autres ; — qu'on ne pourrait, sans méconnaître leur importance et sans s'exposer à compromettre la force morale dont doit être armé le gouvernement de la colonie, étendre au procureur-général les dispositions de l'art. 136, qui ne doit être considéré que comme relatif aux officiers du ministère public placés sous ses ordres, et qu'il a lui-même le droit de surveiller ; — attendu cependant que la Cour royale de Pondichéry, chambre de justice criminelle, par sa délibération du 20 décembre 1837, a déclaré qu'il y avait lieu d'informer le gouverneur que le procureur-général s'était écarté de son devoir par des actes compromettant à la fois les intérêts des accusés, de la vindicte publique et de l'humanité ; — qu'en cela,

ladite cour a faussement appliqué l'article 136 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, et commis un excès de pouvoir; — Casse.

Du 31 janvier 1839. — Cour de Cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Dupin, proc. gén.

ART. 2448.

AGENTS DE LA FORCE PUBLIQUE. — GARDE CHAMPÊTRE. — VIOLENCE.

Un garde champêtre chargé de l'exécution d'un arrêté municipal est agent de la force publique dans le sens de l'art. 230 C. pén. (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Hubas).

LA COUR; — vu l'art. 230 C. pén.; — attendu, dans l'espèce, que, par un arrêté municipal approuvé par le préfet, le garde champêtre avait été, conjointement avec l'adjoint de la commune, chargé de l'exécution de cet arrêté, dont l'art. 5 prescrit de fermer les cabarets et lieux publics à dix heures; — attendu qu'il est constaté par un procès-verbal du 3 déc. 1838, et nullement méconnu par le jugement attaqué, que le prévenu Hubas s'est livré à des voies de fait et violences envers le garde champêtre, au moment où celui-ci agissait pour l'exécution de l'arrêté municipal dont s'agit; — attendu, en droit, que si les gardes champêtres sont officiers de police judiciaire, seulement dans l'exercice de la police rurale, ils peuvent être requis comme auxiliaires des officiers locaux de police pour l'exécution des arrêtés légalement pris par l'autorité municipale; qu'alors ils exercent un ministère de service public, et sont assimilés, par l'art. 230, C. pén.,

(1) Le tribunal correctionnel de Meaux puis le tribunal d'appel de Melun avaient jugé le contraire en disant : « que les gardes champêtres sont sans qualité et sans caractère pour constater les contraventions de police ou les délits étrangers à la police rurale, et qu'ils n'ont le droit d'arrêter les délinquants que dans les cas de flagrant délit ou de clameur publique prévus par l'art. 16 C. instr. cr.; qu'il résulte de la combinaison des art. 9, 11, 17 et 20 du même code, qu'ils ne doivent être considérés comme officiers de police judiciaire ou comme agents de la force publique qu'autant qu'ils exercent leurs fonctions de gardes champêtres, à moins toutefois qu'ils n'aient agi ou prêté leur ministère sur la réquisition de l'autorité compétente, en exécution d'une loi spéciale, qui leur en ait imposé le droit et l'obligation; qu'aucune loi n'attribue aux maires ou commissaires de police le droit de déléguer tout ou partie de leurs fonctions aux gardes champêtres de leurs communes respectives. » Voy. sur l'application de l'art. 230 la *Théorie du Code pénal*, p. 360 et suiv.

aux agents ordinaires de la force publique et aux officiers ministériels; qu'ils sont donc placés sous la protection de cet art. 230, en cette qualité publique, et ne peuvent être assimilés à de simples particuliers; — d'où il suit que le jugement attaqué a fausement appliqué au nommé Hubas les dispositions pénales de l'art. 311, C. pén., et a formellement violé les dispositions de l'art. 230; — Cass.

Du 2 mai 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2449.

ARRÊT MUNICIPAL. — OUVRIERS.

Est illégal et non obligatoire l'arrêt municipal qui défend aux chefs d'ateliers de recevoir aucun ouvrier non muni d'une carte de sûreté, et leur prescrit de déclarer au bureau de police tout ouvrier qu'ils reçoivent (1).

ARRÊT (Minist. publ.)

Du 18 juill. 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2450.

VOL. — CARACTÈRES CONSTITUTIFS.

Le refus frauduleux de la part de celui qui a trouvé un sac d'argent, de le remettre au propriétaire qui le réclame, constitue-t-il un vol à ce moment même (2) ?

ARRÊT.

Considérant que les époux Verron ont eu l'intention de s'approprier frauduleusement les fonds trouvés par Pierre Galetier, et dont ils se saisirent au moment même de leur découverte; que ce fut dans ce but qu'ils firent disparaître le sac qui contenait l'argent; qu'ils conseillèrent à Galetier

(1) Arrêt conf.: 15 juillet 1830 (*suprà*, art. 496).

(2) La controverse sur cette question est épuisée, quoique quelques doutes subsistent encore. (Voy. Merlin, *Rép.*, v° *Vol*, Bourguignon, *Jurisp. du C. pén.*, art. 379, et l'art. 499 de ce recueil.) Dans le dernier état de la jurisprudence il nous paraît constant qu'il n'y a vol qu'autant que la main mise matérielle et l'intention de s'approprier l'objet sont simultanées. Arrêts de cass. des 2 sept. 1830 et 9 août 1833 (*Journ. du droit cr.*, art. 499 et 1252). L'arrêt que nous recueillons peut se justifier dans sa disposition par les faits constatés; mais ses motifs contiennent deux propositions de droit qui nous paraissent erronées: si l'intention frauduleuse a

de ne pas parler de la trouvaille qu'il avait faite; qu'ils l'enivrèrent et lui recommandèrent de ne pas manquer à sa promesse de ne rien dire; que cependant il n'y avait pas encore de vol tant que la somme n'était pas réclamée par le légitime propriétaire, puisque jusque là aucune soustraction ne pouvait être commise à son préjudice; que l'intention seule ne suffit pas en effet pour qu'il y ait délit; mais que les époux Verron ayant persisté dans le projet par eux manifesté en refusant de restituer la somme au propriétaire, lorsque celui-ci s'est fait connaître, en niant l'avoir eue en sa possession, en se l'appropriant ainsi à son préjudice, ils ont consommé dans ce moment la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui qu'ils avaient projetée; qu'il est certain que ce vol a bien été commis alors par deux personnes, mais sans autre circonstance aggravante, et que par conséquent il ne constitue, comme l'ont décidé les premiers juges, qu'un simple délit prévu par l'art. 401 C. pén.

Du 17 avril 1839. — Cour de Rennes. — M. Logeard de la Diriays, prés. — M. Massariau, subst.

ART. 2451.

COUR D'ASSISES. — QUESTIONS COMPLEXES. — ATTENTAT A LA PUDEUR. — AGE DE LA VICTIME. — VIOL. — ASCENDANT.

Dans une accusation d'attentat à la pudeur, l'âge de la personne sur laquelle a eu lieu le crime prévu par le dernier paragraphe de l'art. 332 C. pén., est une circonstance, non pas simplement constitutive, mais aggravante, qui doit conséquemment faire l'objet d'une question distincte au jury (1).

La qualité d'ascendant, en fait de viol, constitue également une circonstance aggravante, sur laquelle le jury doit être interrogé séparément (2).

accompagné le fait établi en premier lieu dans l'arrêt, il y avait d'ores et déjà *contractatio fraudulosa*, vol conséquemment. Que si ce fait n'était pas dès le principe une soustraction, il ne pouvait acquérir ce caractère par cela que les individus qui avaient trouvé le sac d'argent n'aient l'avoir eu en leur possession, car cette dénégation n'était pas un fait matériel de soustraction, mais seulement une manifestation de l'intention frauduleuse. C'est donc inexactement que l'arrêt suppose, d'une part, qu'il n'y avait pas vol *ab initio*, et d'autre part que la soustraction frauduleuse s'est consommée par la rétention ultérieure du sac d'argent.

(1) Voy. les arrêts indiqués *suprà*, art. 2330. ADDR: Cass. 4 janv. 1839 (Chaillou).

(2) Ainsi jugé par arrêt de cassation du 6 juin 1839, dont les motifs ne

ARRÊT (Froger).

LA COUR ; — vu la question soumise au jury et sa réponse, ainsi conçues.... ; — vu les art. 344 C. instr. cr., 1^{er} de la loi du 9 sept. 1835 et 3 de la loi du 13 mai 1836 ; — attendu que lesdits art. 344, et 1^{er} de la loi du 9 septembre 1835, prescrivent aux jurés de délibérer d'abord sur le fait principal, et ensuite sur chacune des circonstances aggravantes ; et que l'art. 3 de la loi du 13 mai 1836 a ajouté à cette disposition celle qui enjoint au chef du jury, de consigner sur-le-champ le résultat de ses délibérations successives à la suite des questions résolues ; — attendu que cette disposition nouvelle donne aux dispositions anciennes une garantie qui a pour objet d'en assurer l'exécution ; — attendu qu'il suit de là, qu'il doit y avoir autant de questions, et par conséquent autant de réponses qu'il y a de circonstances aggravantes ; qu'en effet une question unique et une réponse unique ne laissent pas le moyen de s'assurer s'il y a eu plusieurs délibérations successives comme le veulent les articles précités ; — attendu que l'âge de la personne sur laquelle a eu lieu le crime prévu par le dernier paragraphe de l'article 332 C. pén., est une circonstance aggravante et non pas une circonstance constitutive, puisque le crime, par suite de la constatation de l'âge, encourt la peine des travaux forcés à temps, au lieu de celle de la réclusion, qui serait applicable si la circonstance de l'âge était écartée ; — et attendu, en fait, que la question soumise au jury et ci-dessus transcrite, comprend dans un seul contexte le fait principal, et l'âge de la victime ; et que cette forme complexe de la question et par suite de la réponse, est une violation formelle de l'art. 344 C. instr. cr., de l'art. 1^{er} de la loi du 9 septembre 1835, et de l'art. 3 de la loi du 13 mai 1836, dont les dispositions à cet égard sont une partie substantielle des garanties que la loi donne aux accusés ; — Casse.

Du 11 juillet 1839. — Cour de cass. — M. Meyronnet de Saint-Marc, rapp. — M. Hello, av.-gén.

diffèrent nullement la question. Cette solution pouvait faire quelque difficulté en ce que le crime de viol par un ascendant de la victime est réprimé par une disposition spéciale (l'art. 333). Mais il ne résulte pas nécessairement de là que ce soit un crime différent de celui prévu par l'art. 332, § 1^{er} et 2. La disposition en question ne fait l'objet d'un article détaché que parce qu'elle élève la peine en raison de la qualité des coupables, dans les différents cas de viol et d'attentat à la pudeur prévus par les art. 331 et 332. — Dans l'espèce, la qualité d'ascendant serait résultée de ce que la victime était fille d'une veuve qui avait épousé en secondes noces le coupable.

ART. 2452.

POSTE AUX LETTRES. — VOITURIER. — PAPIER DE PROCÉDURE.

Le renvoi fait par un huissier à son client d'un billet à ordre protesté, avec une note ou lettre non cachetée indiquant au voiturier la personne à laquelle il doit remettre ces pièces, peut être considéré comme rentrant dans la double exception faite par l'art. 2 de l'arrêté du 27 prairial an ix, en faveur des sacs de procédure et des papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. George).

LA COUR ; — attendu que dans l'état des faits déclarés par l'arrêt attaqué, la cour royale de Douai, en renvoyant Georges de la poursuite intentée contre lui, n'a violé ni les art. 1 et 2 de l'arrêté du gouvernement du 27 prairial an ix, ni aucune autre loi ; — Rejette.

Du 16 février 1839. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2453.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — NAVIGATION. — VOITURES PUBLIQUES. — IMPÔT DU DIXIÈME.

L'impôt du dixième du prix des places, qui frappe les voitures publiques de terre et d'eau, ne peut porter sur les bâtiments qui naviguent d'un port de mer à un autre, alors même qu'une partie du trajet a lieu sur une rivière, pourvu toutefois que l'entreprise n'eût pas pour but secondaire de faire communiquer entre eux quel-

(1) Dans son arrêt du 11 janvier 1839, la cour de Douai avait dit que le fait rentrait *incontestablement* dans la double exception.... Pour justifier son pourvoi, le ministère public faisait remarquer que l'écrit indiquant la remise à faire n'était pas une simple note pour le conducteur, mais bien une lettre datée, signée, et destinée à la personne à qui devait être remis le billet protesté. Cela étant, la Cour de cassation, suivant la rigueur de sa jurisprudence établie par une multitude d'arrêts (K., notamment Cass. 13 mai 1820, 23 juill. 1836 et 15 avril 1837), aurait pu repousser l'exception admise par l'arrêt attaqué. Son arrêt de rejet semble laisser aux cours royales un certain pouvoir d'appréciation dans ces matières

ques points de la rivière que parcourent les bâtiments. (L. 9 vendém. an vi, art. 68 et 73; l. 25 mars 1817, art. 112) (1).

ARRÊT (Régie O. Morin).

LA COUR; — attendu que, d'après l'origine de l'impôt du dixième du prix des places, dont sont frappées les voitures publiques de terre et d'eau, et d'après l'ensemble des termes de la loi du 9 vendém. an vi, qui l'a établi la première, cet impôt ne doit atteindre que les entreprises qui ont pour objet de faire communiquer entre eux par eau les divers points des fleuves, rivières ou canaux, et ne peut être étendu aux communications entre deux ports de mer, qui se font à l'aide d'une navigation maritime; — que, si l'un de ces ports de mer est situé à l'intérieur, la circonstance qu'une partie du trajet se fait alors sur une rivière ne change pas en général la nature de l'entreprise, qui n'en doit pas moins rester affranchie du droit; — mais que, si les entrepreneurs profitent de cette même circonstance pour employer leurs bâtiments à faire communiquer entre eux les divers points de la rivière dont ils parcourent une partie, et pour ajouter cette spéculation accessoire à leur entreprise principale qui est la communication entre les deux, dans ce cas ils font un véritable service d'eau et ne peuvent échapper à l'impôt dont de telles spéculations sont frappées par la loi du 25 mars 1817; qu'en effet cette loi est générale dans ses termes, et ne permet aucune distinction entre les bâtiments de différentes forces ou mus par des procédés divers; que la prolongation du voyage au-delà de l'embouchure de la rivière n'empêche pas que tous les points situés le long de son cours ne soient desservis; et que l'entreprise qui fait ainsi concurrence aux voitures de terre ou d'eau qui pourraient être établies particulièrement dans le même but, doit payer l'impôt du dixième du prix des places comme celles-ci le paieraient; — attendu, en fait, que Caen doit être considéré comme port de mer; et qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué que le bateau à vapeur *le Calvados* se rend directement de Caen au Havre, sans s'arrêter sur aucun point de la portion de la rivière d'Orne qu'il parcourt, ni prendre dans ce trajet des marchandises ou des voyageurs; — que dans cet état des faits, et d'après les principes ci-dessus posés, la Cour royale de Caen, en rejetant l'action de l'administration des contributions indirectes et en donnant main-levée de la saisie, n'a violé aucune loi; — Rejette.

Du 1^{er} déc. 1838. — G. de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

(1) Jugements et arrêts conf. : Nantes, 22 décembre 1837 et 15 décembre 1838; Rouen, 8 octobre 1838; Rennes, 24 avril 1839.

ART. 2454.

CHASSE. — RÉCIDIVE. — DÉLAI.

En matière de délits de chasse, l'aggravation de peine pour récidive, est encourue lorsque le deuxième fait a été commis dans les douze mois de la condamnation déjà prononcée, encore bien que le premier fait ait précédé le deuxième de plus d'un an. (L. 28-30 avril 1790, art. 1 et 3).

ARRÊT (min. pub. G. Reignard).

LA COUR; — vu l'art. 3 de la loi des 28-30 avril 1790, l'art. 608 du code du 25 oct. 1795 (3 brum. an iv), ensemble l'art. 483 C. pén.; — attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison de ces deux dernières dispositions, qu'un individu se trouve légalement et nécessairement passible de l'aggravation de peine édictée par la première, quand il est reconnu coupable d'avoir commis un nouveau délit de chasse dans les douze mois qui suivent la condamnation dont il a déjà été frappé pour un fait semblable; d'où il suit que le délai pendant lequel cette aggravation de peine lui est applicable ne peut commencer à courir que du jour de la punition précédente; — et attendu, dans l'espèce, que le jugement rendu antérieurement contre P. V. Reignard pour délit de chasse est du 29 décembre 1837, et que le nouveau délit de même nature, dont le tribunal correctionnel d'Auxerre l'a déclaré convaincu, n'a été par lui commis que le 26 décembre 1838; — que ledit Reignard devait, dès lors, être condamné au double des peines prononcées par l'art. 1^{er} de la loi des 28-30 avril 1790, conformément à l'art. 3 de cette loi; — qu'en se bornant donc à lui infliger une amende de 20 livres et une indemnité de 10 livres, sous le prétexte que le fait réprimé par la condamnation du 29 décembre 1837 remonte au 10 oct. de cette même année, et que, conséquemment, il s'est écoulé plus d'une année entre ce fait et celui dont il s'agit actuellement, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées; — Casse.

Du 23 mai 1839. — C. de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2455.

COMMUNE RESPONSABLE. — FORÊTS. — DÉLIT. — ACTION. — MÉMOIRE PRÉALABLE.

La disposition de la loi du 18 juill. 1837, art. 51, qui exige un mémoire préalable au préfet, de la part de quiconque veut

intenter une action contre une commune, s'applique aux actions correctionnelles comme aux actions civiles, et spécialement à l'action d'un propriétaire de bois contre une commune responsable des délits de pacage commis par son pâtre, suivant l'art. 72 C. forest. (1).

ARRÊT.

Considérant que la disposition de l'art. 51 de la loi du 13 juillet 1837 est conçue en termes beaucoup plus généraux et plus étendus que ne l'étaient l'édit de 1683 et l'arrêté du 17 vendémiaire an x; que la loi nouvelle ne s'applique pas seulement aux créanciers des communes, mais à quiconque veut intenter une action contre elles; qu'elle ne fait aucune distinction à cet égard entre les diverses espèces d'actions; que toutes sont soumises à la règle qu'elle établit, sauf quelques exceptions mentionnées dans les art. 55 et 63; mais que ces exceptions ne font que confirmer l'inflexibilité de la règle elle-même, pour les cas non exceptés; qu'il n'est donc pas possible d'étendre ces exceptions au-delà du cercle qu'elle a tracé, et de faire prévaloir sur sa disposition précise et formelle une jurisprudence antérieure, qui reposait elle-même sur des dispositions législatives différentes; que la responsabilité de la commune, dans le cas prévu par l'art. 72 du Code forestier, ne s'étend pas d'ailleurs au paiement des amendes; qu'elle n'a lieu que pour les condamnations pécuniaires telles que les dommages-intérêts et les frais, d'après l'amendement que subit cet article à la chambre des députés; qu'ainsi l'action intentée à cet égard contre la commune est aujourd'hui purement civile, et qu'elle ne tient nullement à l'ordre ni à l'intérêt public, quelle que soit la juridiction qui soit appelée à en connaître; que si l'art. 185 du Code forestier a établi une prescription très-courte contre l'action en réparation des délits commis dans les forêts, on doit remarquer aussi que la présentation du mémoire au préfet interrompt la prescription et toutes les déchéances

(1) Si telle est la portée de cette disposition, ce serait alors une innovation, car le mémoire préalable ayant pour but de mettre l'autorité préfectorale en demeure d'éclairer la commune sur ses véritables intérêts, n'avait jamais été exigé pour les actions à porter devant la justice répressive, ni même quand la responsabilité de la commune dérivait d'une loi d'intérêt général ou d'ordre public, comme celle du 10 vendémiaire an iv. (Voy. décret du 3 juillet 1808, ordonn. du 22 février 1821, et arrêts de cass. des 3 août 1820, 19 nov. 1821, et 28 janvier 1826.) Nous doutons néanmoins que l'art. 51 de la loi nouvelle, dont la pensée se révèle par les discussions que rapporte M. Duvergier (8^e cah. de 1837, p. 248 et suiv.) ait eu d'autre but que de supprimer la distinction préexistante entre certaines espèces d'actions civiles, et qu'il ait introduit pour les actions correctionnelles l'obligation du mémoire préalable, dont on n'aperçoit guère ici l'efficacité.

que la commune pourrait opposer, d'où il suit que tous les droits sont saufs; qu'ainsi les premiers juges ont bien jugé en admettant la fin de non recevoir, opposée par le maire de Paimpons.

Du 29 mai 1839. — Cour de Rennes. — M. Legeard de la Diriays, prés. — M. Foucher, av.-gén.

ART. 2456.

CHEMINS VICINAUX. — ARRÊTÉ PRÉFECTORAL.

Aucun règlement préfectoral sur une des matières énumérées dans l'art. 21 de la loi du 21 mai 1836 n'est obligatoire, avec la sanction de l'art. 471, n° 15, C. pén., s'il n'a été communiqué au conseil général et approuvé par le ministre de l'intérieur.

ARRÊT (Minist. publ. C. Cornu).

LA COUR; — attendu que, d'après l'art. 21 de la loi du 21 mai 1836, il devait être fait pour l'exécution de cette loi, par chaque préfet, dans l'année, un règlement sur lequel le conseil général est appelé à fournir ses observations; — attendu que ce règlement a été fait dans la forme prescrite par le préfet du Nord, le 13 juin 1837, et porte, entre autres dispositions, dans les art. 100 et 101, que les plantations faites antérieurement à la publication de cet arrêté, à de moindres distances que celles indiquées par certains de ses articles, seront conservées, et qu'il sera procédé à l'élagage des arbres et des haies plantés sur le bord des chemins vicinaux; — attendu que le préfet du Nord, statuant, non sur des faits nouveaux ou des cas d'urgence, mais sur l'état des chemins vicinaux et de grande communication en général, et, par conséquent, sur la même matière qui avait été réglée conformément à la loi de 1836, a, par son arrêté du 26 avril 1838, ordonné l'abatage et l'enlèvement des arbres à basse tige, halots, saules, têtards, etc., existant sur le sol des chemins vicinaux ordinaires ou de grande communication, et sur les propriétés riveraines à une distance de six mètres des crêtes extérieures; — attendu que ces dispositions annulent celles qui se trouvent consignées dans l'arrêté du 13 juin 1837; et que ce nouveau règlement (qui, depuis la loi de 1836, devait dériver des principes posés dans cette loi) n'a point été communiqué au conseil général et n'a point reçu l'approbation du ministre de l'intérieur; — attendu que, dès lors, ce règlement ne rentrait pas dans la classe des règlements légalement faits par l'autorité administrative, qui reçoivent la sanction portée en l'article 471, § 15, C. pén., et qu'en s'abstenant de prononcer cette peine contre le sieur Cornu, qui avait contrevenu à l'arrêté du 13 juin 1837, le

tribunal de simple police de Dunkerque n'a point commis une violation de cet article ; — Rejette.

Du 15 déc. 1838. — Cour de cass. — M. de Crouseilles, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ARRÊT (Minist. publ. C. Boca).

LA COUR ; — Vu le n° 15 de l'art. 471 C. pén., et l'art. 21 de la loi du 21 mai 1836 ; — attendu, en droit, que le règlement général fait en exécution du second de ces articles, abroge virtuellement, par le seul fait de sa publication dans chaque département, et pour tous les cas qui s'y trouvent prévus, les anciens règlements locaux relatifs aux plantations sur les propriétés riveraines des chemins vicinaux ; que les préfets ne peuvent donc pas ensuite, se référant à ces anciens règlements, les faire revivre, et rendre nulles et de nul effet une ou plusieurs dispositions dudit règlement général, par arrêté spécial qui n'a été préalablement ni soumis à la délibération du conseil général, ni approuvé par le ministre auquel la loi précitée a réservé le pouvoir de le rendre obligatoire ; — d'où il suit qu'en refusant à l'arrêté pris par le préfet du Nord, le 26 avril 1838, la sanction des peines de simple police, le jugement dénoncé, lequel est d'ailleurs régulier en la forme, n'a fait, dans l'espèce, qu'une juste application des art. ci-dessus visés ; — Rejette.

Du 27 déc. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2457.

CHEMINS VICINAUX. — CLASSEMENT. — PLANTATION PROHIBÉE. — RÉCLAMATION. — SURSIS.

Le recours au ministre, de la part d'un propriétaire riverain, contre le classement régulièrement fait d'un chemin communal au bord duquel il est interdit de planter, ne saurait autoriser le juge de police qui a prononcé une condamnation par défaut à surseoir à statuer sur l'opposition jusqu'à la décision ministérielle.

ARRÊT (Minist. publ. C. Decanta).

LA COUR ; — Vu le règlement fait par le préfet du département du Nord, le 13 juin 1837, en exécution de la loi du 21 mai 1836, concernant les chemins vicinaux, lequel règlement a été approuvé par le ministre de l'intérieur, le 26 du même mois, ensemble les articles 161 du Code d'instruction criminelle, et 471, n° 15 du Code pénal ; — attendu qu'il est reconnu par le jugement dénoncé que le chemin sur lequel Jean-Mathieu Decanta a

planté vingt saules, en contravention au règlement susdaté, se trouve classé parmi les chemins *vicinaux* de la commune ; — que cette contravention a donc été justement réprimée par défaut ; — que la réclamation formée devant le préfet contre ce classement, postérieurement à la plantation dont s'agit, ne saurait faire disparaître l'infraction qui en résulte, lors même que la décision à intervenir opérerait le déclassement du chemin ; — d'où il suit qu'en s'abstenant de statuer sur l'opposition à ladite sentence par défaut du 31 mai dernier, jusqu'à ce que cette décision soit intervenue, le tribunal de simple police du canton de Bailleul a expressément violé, tant les règles de sa compétence que les règlements et articles ci-dessus visés ; — Casse.

Du 2 août 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2458.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — TAXE DU PAIN. — PUBLICATION. — EXÉCUTION.

Les arrêtés municipaux qui ne contiennent que des dispositions temporaires, et spécialement ceux qui fixent la taxe du pain, sont obligatoires dès l'instant même où ils ont été publiés dans la forme usitée.

ARRÊT (Minist. publ. C. Mary).

LA COUR ; — Vu l'art. 30, titre 1^{er}, de la loi des 19-22 juillet 1791, l'article 9 de l'arrêté du maire de Quimper, du 14 mars 1818, qui astreint les boulangers de la ville de Quimper à se procurer un exemplaire de la taxe du pain, et à l'afficher dans le lieu le plus apparent de leur boutique, le n^o 6 de l'art. 479 du Code pénal et le n^o 15 de l'art. 471 du même Code ; — Attendu, en droit, que les arrêtés de l'autorité municipale qui fixent la taxe du pain sont temporaires de leur nature, et que dès lors, aux termes du dernier alinéa de l'art. 11 de la loi du 18 juillet 1837, et du n^o 6 de l'art. 479 du Code pénal, ils sont obligatoires dès l'instant où cette taxe a été légalement faite et publiée ; d'où il résulte que celle-ci est nécessairement exécutoire par cela seul que sa publication a eu lieu dans la forme que l'usage a consacrée en chaque commune ; — et attendu, en fait, 1^o que l'arrêté pris à cet égard par le maire de Quimper, le 14 septembre dernier, prescrit aux boulangers de cette ville de s'y conformer à dater du lendemain ; 2^o qu'il est attesté par ce fonctionnaire, que sa publication commença ledit jour, 14, vers 2 heures de l'après-midi, qu'elle fut terminée entre 5 et 6 heures du soir, et que l'usage est de ne pas afficher ces sortes d'actes ; — qu'il est reconnu, dans l'espèce, que le prévenu ne l'avait pas encore affiché dans sa boutique le 15 à 10 heures 15 minutes du matin ; — Que le juge-

ment dénoncé devait donc lui appliquer l'amende prononcée par l'art. 471, n° 15 du Code pénal; et qu'en refusant de lui infliger cette peine, par le motif que le susdit arrêté n'avait pas été affiché et qu'il ne s'était pas écoulé, entre sa publication et le moment où son inobservation fut constatée, un temps suffisant pour qu'il pût s'en procurer un exemplaire à la mairie, ce jugement a expressément violé les dispositions ci-dessus visées; — Casse.

Du 29 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2459.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — POURVOI. — DÉLAI.

Le recours en cassation n'est ouvert au ministère public contre un jugement par défaut qu'après que ce jugement est devenu définitif par sa signification à la partie condamnée et par l'expiration du délai d'opposition.

ARRÊT (Minist. publ. C. Vallot et autres).

LA COUR; — Vu les art. 150, 151, 373 et 418 C. instr. crim.; — Attendu que les jugements par défaut, qui prononcent des peines ou des réparations civiles, ne sont définitifs, selon les art. 150 et 151 C. instr. crim., qu'autant qu'il n'y a point été formé opposition, soit par déclaration en réponse au bas de l'acte de signification, soit par acte notifié dans les trois jours de la signification, outre un jour par trois myriamètres; — que le ministère public n'est donc recevable à se pourvoir contre eux qu'après qu'il les a fait notifier aux condamnés, et que ceux-ci ne les ont pas frappés d'opposition dans le délai fixé par la loi; — que les trois jours francs accordés par l'art. 373 du même Code, pour déclarer le pourvoi au greffe du tribunal qui les a rendus, ne doivent, dès lors, commencer à courir, dans ce cas, qu'après celui de l'échéance dudit délai, puisque l'art. 418 ci-dessus cité, n'admet le recours en cassation que contre des jugements envers lesquels il n'existe aucune autre voie légale de réformation; — Qu'il pourrait souvent arriver, s'il en était autrement, que l'annulation des sentences attaquées serait prononcée sans sujet, puisque les tribunaux, tant qu'ils n'ont pas contradictoirement statué sur la prévention, conservent le pouvoir d'en faire disparaître les vices qui l'auraient déterminée; — et attendu, dans l'espèce, que le jugement par défaut dont il s'agit, a condamné solidairement les prévenus à 3 fr. d'amende; et qu'il ne leur avait pas encore été notifié lorsque le pourvoi dirigé contre lui a été déclaré au greffe; — en conséquence, déclare ce pourvoi non recevable quant à présent, et ordonne qu'il sera considéré comme non avenu tant qu'il ne sera pas justifié par le demandeur que les condamnés ont été régulièrement mis en demeure d'y former

opposition, et n'ont pas usé de cette faculté dans le délai que la loi accorde à cet effet.

Du 22 fév. 1859. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2460.

APPEL CORRECTIONNEL. — DÉLAI. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. —
DIFFAMATION. — ÉCRIT SUR PROCÈS. — FAITS ÉTRANGERS.

Le délai d'appel d'un jugement correctionnel, frappé d'opposition puis maintenu par un deuxième jugement de défaut, ne court que de la signification de ce dernier jugement.

Quoiqu'un acte extrajudiciaire, signifié dans le cours d'un procès contienne des imputations envers un tiers, celui-ci n'a pas l'action en diffamation si les faits ne sont point étrangers à la cause (1).

L'action des tiers, lorsqu'elle leur est ouverte, appartient à la juridiction correctionnelle, qui peut être suivie avant le jugement du procès à l'occasion duquel ils auraient été diffamés.

Si un mémoire produit en justice a été distribué à d'autres personnes qu'aux juges de la cause, les imputations qu'il contient peuvent donner lieu à une action en diffamation.

ARRÊT (Bernage et Dumoulin).

LA COUR ; — En ce qui touche le pourvoi de Bernage ; — sur le premier moyen pris de la violation des art. 187, 188 et 203 C. instr. crim., en ce que la Cour royale a réformé le jugement par défaut, du 9 mars 1838, quoiqu'il fût devenu définitif, faute par Dumoulin d'avoir comparu sur son opposition ; attendu que tous les jugements de déboute d'opposition produisent les mêmes effets, qu'ils interviennent, faute par l'opposant de se présenter pour soutenir son opposition, ou qu'ils soient rendus après un nouveau débat ; qu'un tel jugement se confond avec le jugement par défaut, et que l'appel qui en est interjeté remet tout en question ; — sur le deuxième moyen pris de la violation des art. 13, 18, 19 et 20 de la loi du 17 mai 1819 et de la fausse application de l'art. 23 de la même loi, en ce que la Cour royale a refusé d'admettre l'action en diffamation et injures dirigée contre Dumoulin à raison des imputations contenues dans un acte extrajudiciaire signifié par lui au demandeur, à l'occasion d'un procès qu'il soutenait contre le sieur Lireux, et dans lequel ledit demandeur n'était point partie ; — attendu que l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819 interdit, par sa

(1) Arrêt conf. : 23 nov. 1835. V. aussi le *comm. des l. de la presse*, par M. de Grattier, t. 1^{er}, p. 272, n° 41.

première disposition, toute action en diffamation ou injures pour les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux; que sa dernière disposition n'autorise exceptionnellement cette action, même de la part des tiers, que pour les faits étrangers à la cause; et qu'il a été formellement déclaré, dans l'arrêt attaqué, que l'acte extrajudiciaire à raison duquel Dumoulin était poursuivi était un acte du procès existant entre Lireux et lui, et ne contenait que des faits non étrangers à la cause; — en ce qui touche le pourvoi de Dumoulin; — sur le premier moyen tiré de l'incompétence: — attendu que l'action des tiers, lorsqu'elle leur est ouverte aux termes de l'art. 23 de la loi du 17 mai, appartient à la juridiction correctionnelle, et que ces tiers ne peuvent être tenus d'attendre, pour poursuivre la répression des diffamations dont ils auraient à se plaindre, le jugement définitif du procès à l'occasion duquel ils auraient été diffamés; — sur le deuxième moyen pris de la violation de l'art. 23 de ladite loi du 17 mai 1819, en ce que la Cour royale a condamné le demandeur pour un mémoire produit dans son procès avec le sieur Lireux; — attendu que ledit art. 23 ne protège les écrits produits en justice que dans l'intérêt de la défense légitime des parties; que sa disposition est une exception au droit commun qui doit être renfermée dans les cas pour lesquels elle a été introduite; que la Cour royale ayant déclaré, en fait, que le mémoire dont il s'agit avait été distribué par le demandeur à d'autres que ses juges, sans utilité pour sa cause et dans le seul but de nuire à Bernage, n'a point violé ledit article 23 par la condamnation qu'elle a prononcée; — Rejette.

Du 14 déc. 1838. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2461.

ALGÉRIE. — INSTRUCTION CRIMINELLE. — EXPLOIT. — RÉSUMÉ.
— INTERPRÈTE. — PEINE.

Les nullités d'exploit et d'actes de procédure sont facultatives pour le juge, en Algérie. (Ordonn. 10 août 1834, art. 58 et 59.)

Le résumé des débats n'est pas nécessaire dans les tribunaux criminels de l'Algérie, suivant l'art. 53 de l'ordonnance de 1834.

La traduction, par un interprète, du jugement de condamnation et de l'avertissement relatif au pourvoi n'est prescrite ni expressément ni virtuellement par l'ordonnance spéciale à l'instruction criminelle dans l'Algérie.

Le tribunal supérieur d'Alger ne doit consulter la loi musulmane et la loi française pour appliquer la peine moindre que lorsqu'il est saisi soit par appel de la sentence du Cadi soit par voie d'évocation, et non lorsqu'il a une compétence exclusive en

raison de ce que le crime ou le délit a été commis contre des colons européens et chrétiens.

ARRÊT (Seliman-Ben-Abdelrahman).

LA COUR ; — sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 58 de l'ordonnance du 10 août 1834, en ce que l'exploit contenant notification au demandeur de l'acte d'accusation dressé contre lui et citation devant le tribunal supérieur, n'a pas été accompagné de la traduction en langue arabe, ou du moins en ce que cette traduction n'a été donnée que par extrait : — attendu qu'aux termes de l'art. 59 de l'ordonnance, les nullités d'exploits et d'actes de procédure sont facultatives pour le juge, qui peut, suivant les circonstances, les accueillir ou les rejeter; que la disposition de cet article est applicable à la nullité résultant de la violation de l'art. 58 comme à toute autre; que le demandeur aurait dû proposer au tribunal supérieur d'Alger le moyen qu'il invoque devant la Cour; que, loin de le faire, il a déclaré formellement à l'audience renoncer à s'en prévaloir contre l'acte dont il s'agit; qu'il est, dès lors, non recevable à exciper aujourd'hui de la nullité qui pourrait résulter pour cet acte du défaut de traduction complète; — sur le deuxième moyen pris de la violation de l'art. 336 C. instr. crim., en ce que le président n'aurait pas fait le résumé des débats; — attendu que, d'après l'art. 53 de l'ordonnance, la forme de procéder devant les tribunaux français de l'Algérie est réglée, même en matière criminelle, par les dispositions du Code d'instr. crim., relatives à la procédure devant les tribunaux correctionnels; qu'il n'y a donc pas lieu d'y exécuter l'art. 356 de ce Code, qui est exclusivement relatif à la procédure devant les cours d'assises; — sur le troisième moyen pris de la violation des art. 19 de ladite ordonnance, 357, 369 et 371 C. d'instr. crim., en ce que l'interprète n'a point traduit au demandeur le jugement de condamnation et l'avertissement relatif au droit de se pourvoir en cassation; — attendu que le demandeur ayant attaqué le jugement dans le délai utile, il s'en suit qu'il est sans grief contre le défaut de traduction dont il se plaint, laquelle n'est d'ailleurs prescrite par aucun article de l'ordonnance; — sur le quatrième moyen pris de la violation de l'art. 33 et de la fautive application de l'art. 41 de ladite ordonnance, en ce que le tribunal supérieur a qualifié le fait d'après la loi musulmane, quoiqu'il ne dût appliquer que la loi française; — attendu que, d'après l'acte d'accusation et le procès-verbal des débats, les nommés Oswald et Angel Miguel, au préjudice de qui aurait été commis le crime imputé au demandeur, sont des colons européens et chrétiens; que la connaissance de ce crime appartenait donc directement au tribunal supérieur, suivant l'art. 32 de l'ordonnance; que, dès lors, ce tribunal ne pouvait prononcer d'autres peines que celle du Code pénal français, ainsi que le prescrit l'art. 33; qu'à la vérité, dans le cas où il s'agit de crimes ou délits commis par un musulman indigène contre un autre musulman indigène, lesquels

sont réservés en première instance au Cadi ou aux autres juges du pays par l'art. 39 de l'ordonnance, le tribunal supérieur français, lorsqu'il est appelé à en connaître, soit par voie d'appel, soit par voie d'évocation, doit, d'après l'art. 41, consulter la loi musulmane et la loi française, pour appliquer celle des deux qui prononce la peine moindre; mais que cette disposition doit être restreinte au cas particulier pour lequel elle est faite, où le tribunal supérieur est substitué au juge musulman; qu'elle est absolument sans application aux cas où il est saisi directement en vertu de l'art. 32 de l'ordonnance; — qu'ainsi, le tribunal supérieur d'Alger, en qualifiant, d'après la loi musulmane, les faits imputés au demandeur, de vol avec blessures, passible de la mutilation d'un pied et d'une main, et en prononçant ensuite contre lui la peine des travaux forcés à perpétuité, par le motif que la peine de la loi musulmane n'est pas compatible avec la législation française, et ce en vertu de la règle posée en l'art. 41, a faussement appliqué ledit article et formellement violé l'art. 33 de l'ordonnance; — mais, attendu que, des considérants du jugement attaqué, il résulte que le demandeur a été reconnu coupable de vol commis sur un chemin public par deux personnes armées, avec violences qui ont laissé des traces de blessures; que ces faits, indépendamment de l'intention de tuer, nécessaire pour constituer la tentative d'assassinat, et sur laquelle le tribunal supérieur d'Alger n'a fait aucune déclaration explicite, emportent, d'après les art. 382 et 383 C. pén., la peine qui a été prononcée contre le demandeur; — qu'aux termes de l'art. 411 C. instr. crim., l'erreur commise dans la citation de la loi appliquée ne peut suffire pour déterminer l'annulation de l'arrêt; — Rejette.

Du 25 janv. 1839. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2462.

ESCROQUERIE. — TRANSACTION. — PREUVE. — CARACTÈRES.

Les manœuvres frauduleuses, en matière d'escroquerie, peuvent être prouvées par témoins, quoique la transaction déterminée par ces manœuvres ait été passée en forme authentique.

L'appréciation, par les juges du fait, des éléments constitutifs du dol criminel, est-elle souveraine (1)?

ARRÊT (X...).

LA COUR; — attendu, sur le premier moyen pris de la violation des art. 1138, 1139 et 1141 C. civ., que les conventions ne font la loi des parties

(1) Voyez notre art. 2353.

qu'autant que leur consentement n'est pas vicié par une des causes mentionnées en l'art. 1109 du même Code ; au nombre desquelles se trouvent le dol et par conséquent l'escroquerie, qui n'est qu'une espèce particulière de dol ; — que les manœuvres constitutives du dol qui a déterminé le contrat peuvent être prouvées par toutes les preuves légales, même par témoins, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les contrats passés devant notaire et ceux qui ne résultent que d'actes sous seing privé ; — attendu, sur le second moyen pris de la fausse application de l'art. 405 C. pén., que le jugement attaqué déclare expressément que, pour se faire remettre par le sieur L..... fils la somme de 3,150 fr., le demandeur a employé des manœuvres frauduleuses, tendant à faire naître la crainte d'un accident chimérique, et que les faits particuliers qu'il constate justifient suffisamment cette qualification ; — Rejette.

Du 23 nov. 1838. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2463.

ESCOQUERIE. — MÉDECIN. — RECRUTEMENT.

Il y a escroquerie de la part d'un médecin qui reçoit une somme d'argent en faisant espérer une exemption de service militaire et en promettant de la rendre s'il en est autrement.

La tentative d'escroquerie est consommée et conséquemment punissable suivant l'art. 405 C. pén., encore bien que la somme ait été restituée par le médecin au conscrit dont il n'a pu obtenir la libération.

ARRÊT (N.....).

LA COUR ; — sur le premier moyen, pris d'une qualification illégale des trois faits présentés par l'arrêt attaqué comme constituant le délit consommé d'escroquerie, et par suite d'une fausse application de la peine ; — attendu qu'il ressort de la déclaration des faits du jugement du tribunal d'Alois, auquel se réfère l'arrêt attaqué, que les manœuvres frauduleuses reconnues constantes par cet arrêt consistaient dans l'acceptation de la part du prévenu des sommes qui devaient être le moyen ou le prix de la libération des jeunes gens soumis à la loi du recrutement, acceptation précédée de la convention plus ou moins explicite de la destination de ces sommes, et du titre auquel l'offre qui en était faite au prévenu était par lui agréée ; — attendu qu'en attribuant à cette circonstance ainsi caractérisée le double effet d'avoir persuadé l'existence d'un crédit imaginaire, et accrédié l'espérance d'un succès chimérique, la cour royale de Nîmes a qualifié, conformément à la loi,

les faits dont l'appréciation lui était déferée ; — sur le deuxième moyen, lire de ce que la restitution des sommes déposées dans les mains du demandeur ayant été volontaire, les trois tentatives d'estroquerie dont il a été déclaré coupable manqueraient de l'une des conditions essentielles pour constituer la tentative légalement punissable ; — attendu que cette restitution n'a été que la conséquence forcée et prévue de l'une des deux éventualités dont se composait la convention illicite ; qu'elle a dépendu d'un événement étranger à la volonté du demandeur, et qu'elle ne saurait être considérée dès lors comme provoquée par une inspiration libre et spontanée de la conscience ; — Rejette.

Du 4 avril 1839. — Cour de cass. — M. Rocher, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2464.

DROGUISTES. — PRÉPARATIONS PHARMACEUTIQUES. — EAU DE MÉLISSE. — MISE EN VENTE.

Un épicier ou droguiste prévenu d'avoir mis en vente de l'eau de mélisse dite des Carmes, que le premier juge a déclaré être une préparation pharmaceutique, ne peut être relaxé en appel, quelles que soient les circonstances admises comme excuses, si le juge d'appel ne modifie pas la déclaration relative à la nature de ladite préparation (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Hatte).

LA COUR ; — statuant sur le pourvoi du procureur-général du roi près la cour royale de Rouen contre l'arrêt de ladite cour, chambre des appels de police correctionnelle, en date du 14 juin 1839, par lequel Jacques-Charles-Pierre Hatte, herboriste, demeurant au Havre, a été relaxé de la poursuite dirigée contre lui pour contravention à l'art. 33 de la loi du 21 germinal an xi, résultant de ce qu'il aurait exposé en vente, dans sa boutique, des bouteilles d'eau de mélisse dite des carmes déchaussés ; — vu le mémoire produit à l'appui du pourvoi ; — vu l'art. 33 de la loi du 21 germinal an xi ; — attendu que la cour royale de Rouen ayant à statuer sur l'appel interjeté par le sieur Hatte, herboriste au Havre, du jugement rendu par le tribunal de police correctionnelle de cette ville, le 7 mai 1839, qui avait condamné l'edit Hatte à 500 fr. d'amende comme coupable d'avoir mis en vente de l'eau de mélisse dite des carmes que l'edit jugement a déclaré être une préparation pharmaceutique, ne pouvait se dispenser d'examiner et de

(1) Voy. nos art. 2123 et 2282.

juger si, en effet, cette substance devait être considérée comme une *composition* ou *préparation pharmaceutique* comprise dans la prohibition de l'art. 33 de la loi précitée, puisque de la solution de ce fait dépendait la décision de la question qu'elle avait à juger relativement à la contravention imputée au prévenu; — attendu néanmoins que l'arrêt attaqué, pour relaxer le sieur Hatte des fins de la poursuite dirigée contre lui, s'est fondé 1° sur ce que les sieurs Boyer de Paris sont propriétaires de l'eau de mélisse dont s'agit, qu'ils distribuent à des personnes de tous les états et de toutes les classes qui la débitent au vu et au su de l'administration supérieure et des pharmaciens de Paris qui (dit l'arrêt) n'ont jamais élevé la prétention que l'eau de mélisse fût une préparation pharmaceutique; 2° sur ce que, dans l'espèce, le sous-préfet du Havre a adressé au sieur Hatte une autorisation afin qu'il pût continuer la vente qu'il avait faite antérieurement et sans réclamation de la part des propriétaires; 3° sur ce que Hatte, épicier droguiste et herboriste, a dû croire qu'il pouvait faire légitimement ce que font un grand nombre de personnes dans le département de la Seine-Inférieure; 4° enfin sur ce que rien ne constate au procès que l'eau de mélisse trouvée chez Hatte soit autre que celle composée par les sieurs Boyer; — attendu que dans aucun de ses motifs l'arrêt attaqué n'a déclaré d'une manière *explicite et formelle* que l'eau de mélisse dont il s'agit ne fût pas une *composition* ou *préparation pharmaceutique*, et que cette déclaration était cependant nécessaire pour que le prévenu pût être renvoyé des fins de la poursuite dirigée contre lui; que les motifs tirés, soit de l'autorisation donnée par le sous-préfet du Havre au sieur Hatte de continuer la vente de l'eau de mélisse, soit du silence que les pharmaciens auraient gardé jusqu'à présent relativement à la vente de cette substance, qui se débite au vu et au su de l'administration supérieure à Paris, ne constituent pas une excuse légale de la contravention qui était imputée au sieur Hatte, et qu'en les admettant pour renvoyer le prévenu de la plainte portée contre lui, l'arrêt attaqué a commis un excès de pouvoir et violé l'art. 33 de la loi du 21 germinal an xi; — Casse.

Du 11 juillet 1839. — Cour de cass. — M. de Haussy de Robécourt, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2465.

VOITURES PUBLIQUES. — CHARGEMENT. — SURÉLEVATION. —
PRÉPOSÉS. — PROCÈS-VERBAUX. — AFFIRMATION.

Les préposés des ponts à bascule ont qualité pour verbaliser sur les faits de surélévation comme sur les faits de surcharge des voitures publiques (1).

(1) Ainsi décidé par arrêt de cassation du 1^{er} mars 1839 comme par celui que nous recueillons.

Leurs procès-verbaux ne sont pas soumis à la formalité de l'affirmation devant un juge de paix (1).

ARRÊT (Coupey).

LA COUR; — vu l'art. 86 de la loi du 30 sept. 1797 (9 vend. an vi); les art. 13, 33, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 du décret du 23 juin 1806; les art. 17, 20, 22 et 39 de l'ordonnance royale du 16 juillet 1828; — vu la loi du 28 juin 1829, et le n° 4 de l'art. 475 C. pén. révisé, qui ont enlevé à l'autorité administrative et transporté aux tribunaux de simple police la répression des contraventions commises par les voitures publiques, aux dispositions des règlements et ordonnances ayant pour objet notamment leur poids et le mode de leur chargement; — vu enfin l'art. 154 C. instr. crim.; — attendu que l'art. 39 précité de l'ordonnance du 16 juillet 1828, qui indique plusieurs fonctionnaires comme chargés spécialement de veiller à l'exécution de ladite ordonnance, n'est pas restrictif, et ne saurait empêcher que d'autres agents y concourent; et qu'enfin l'art. 20 de cette ordonnance n'est pas non plus restrictif dans l'indication du droit attribué aux préposés des ponts à bascule de verbaliser en matière de surcharge; — attendu que les préposés des ponts à bascule, institués pour vérifier le poids des voitures publiques, ont reçu implicitement et nécessairement le droit de vérifier la surélévation desdites voitures, concurremment avec les fonctionnaires mentionnés audit art. 39 précité; qu'en effet, l'art. 22 qui prescrit aux gendarmes de recevoir des préposés des ponts à bascule les déclarations que ceux-ci auraient à leur faire, suppose évidemment que les déclarations des préposés

(1) Cette deuxième solution est consacrée par l'arrêt de cassation du 1^{er} mars 1839, au rapport de M. Rives, fondé sur ce que l'art. 39 du décret de 1806 n'oblige les préposés qu'à faire parvenir leurs procès-verbaux à l'autorité chargée de réprimer les contraventions; — qu'en attribuant à l'autorité judiciaire la compétence qui avait jusqu'alors appartenu à l'administration, la loi du 28 juin 1829 n'a soumis les procès-verbaux à aucune forme particulière; qu'elle les a, dès lors, laissés sous l'empire de l'art. 154 C. instr. crim.; — que ces actes doivent donc avoir devant les tribunaux la même force qu'ils avaient précédemment devant l'autorité administrative, et que la foi qui leur est due jusqu'à preuve contraire, en vertu de cet article, ne peut être subordonnée à leur affirmation préalable, puisque le décret du 18 août 1810 n'assujétit à cette formalité que ceux qui sont dressés en matière de grande voirie, par les préposés aux droits réunis et aux octrois, ainsi que par les fonctionnaires dénommés dans l'art. 2 de la loi du 29 flor. an x; — enfin, qu'il suffit, pour la régularité de ces procès-verbaux, qu'ils aient été rédigés par un préposé dûment commissionné et assermenté, dans les formes prescrites par le gouvernement.

des ponts à bascule peuvent porter sur toutes les contraventions prévues par la même ordonnance ; — attendu qu'il y a d'autant plus de raison d'admettre les préposés des ponts à bascule à verbaliser sur les faits de surélévation, comme sur les faits de surcharge des voitures publiques, que ces deux sortes de contraventions ressortissent de la même juridiction répressive, et intéressent également l'ordre public et la sûreté des voyageurs, et qu'il importe de multiplier plutôt que de restreindre les moyens légaux de surveillance et de répression ; — attendu que, dès lors, le jugement attaqué, en décidant que le procès-verbal de surélévation dressé dans l'espèce par le préposé au pont à bascule, était dressé hors des limites de sa compétence, a faussement appliqué, et, par suite, violé les art. 20, 22 et 39 de l'ordonnance du 16 juillet 1828 ; — Casse.

Du 5 avril 1839. — Cour de cass. — M. Méribou, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2466.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — GREFFIER. — SIGNATURE. — ASSISTANCE.

Un jugement correctionnel n'est pas nul par cela que le greffier n'en aurait pas signé la minute, ni même par cela que sa présepe n'aurait pas été constatée par le jugement, pourvu qu'elle résulte de documents certains (1).

ARRÊT (Messageries de l'Aigle).

La Cour ; — attendu, sur le premier moyen, que tout ce qui concerne la signature des jugements en matière criminelle, correctionnelle et de police, est réglé par des dispositions expresses du Code d'instr. crim. ; que l'art. 196 de ce Code, relatif aux jugements correctionnels, exige seulement qu'ils soient signés des juges qui les ont rendus, sans parler de la signature du greffier ; que le défaut de signature sur la minute du jugement attaqué ne peut donc être une cause de nullité ; — attendu, sur le deuxième moyen, que, si le tribunal n'est légalement constitué qu'autant qu'il est assisté du greffier, aucune disposition du Code d'instr. crim. n'exige expressément que la présence de cet officier soit mentionnée dans le jugement même ; que, des documents produits et notamment de l'arrêt par lequel la première chambre de la cour royale de Douai a ordonné au sieur Pruvost, commis greffier du tribunal correctionnel de Saint-Omer, de signer la minute du jugement atta-

(1) En matière civile, la signature du greffier est expressément exigée par le décret du 30 mars 1809, art. 91. Pourquoi cette différence ? — V. au reste notre art. 2224.

qué, il résulte une preuve implicite et suffisante de l'assistance dudit sieur Pruvost en sadite qualité au jugement du procès; — Rejette.

Du 8 février 1839. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2467.

POIDS ET MESURES. — VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES. — PROCÈS-VERBAUX.

Les procès-verbaux de contravention dressés par un vérificateur des poids et mesures, dans ses vérifications périodiques, ne sont pas nuls par cela que cet agent n'était pas accompagné du maire ou d'un autre officier de police.

ARRÊT (Minist. publ. C. Peguilhan).

LA COUR; — sur le premier moyen, tiré de la fausse application de l'art. 19 de l'ordonnance royale du 18 déc. 1825, portant que le vérificateur des poids et mesures sera accompagné dans ses visites chez les assujétis à sa vérification périodique, par le maire, l'adjoint ou un commissaire ou officier de police; — vu l'art. 7 de la loi du 4 juillet 1837; — attendu que cet article, qui donne aux vérificateurs des poids et mesures la faculté de procéder à la saisie des instruments de pesage et mesurage dont l'usage est interdit par les lois et règlements, et veut que leurs procès-verbaux fassent foi en justice jusqu'à preuve contraire, n'a soumis ces actes à aucune condition substantielle de leur validité; — d'où il suit qu'en relaxant le prévenu dans l'espèce, par le motif que le vérificateur n'était pas accompagné, lorsqu'il rédigea le procès-verbal rapporté contre lui, de l'un des officiers désignés dans l'ordonnance précitée, et que, dès lors, la contravention ne se trouve pas justifiée, le jugement dénoncé a créé une nullité que ladite ordonnance ne prononce point, et commis une violation expresse de la disposition ci-dessus visée de la loi du 4 juillet 1837; — Casse.

Du 7 juin 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2468.

DOUANES. — CHOSE JUGÉE. — COMPÉTENCE. — SURSIS.

L'arrêt de la chambre d'accusation portant qu'il n'y a lieu à suivre sur l'action du ministère public pour introduction frauduleuse de marchandises prohibées accompagnée de rébellion, avec

violences et voies de fait envers les préposés des douanes, ne fait pas obstacle à ce que les prévenus soient poursuivis pour introduction frauduleuse, sans les circonstances aggravantes.

La répression d'un fait d'introduction frauduleuse de marchandises tarifées à 20 fr. par quintal métrique et au-dessus, est de la compétence des tribunaux correctionnels.

En matière de contrebande non connexe au délit de rébellion, l'action de l'administration des douanes étant directe et principale, ne peut être suspendue sous prétexte qu'il n'aurait pas encore été statué sur l'action publique.

ARRÊT (Muraccioli et cons.).

LA COUR ; — en ce qui touche L. Muraccioli, dit Carbonne, J. Barbieri, F. Chiarisoli dit Bacchiolo, et J.-B. Chiarisoli dit Spungone ; — sur le premier moyen, pris de la prétendue violation de l'autorité de la chose jugée, et de l'art. 246 C. instr. crim. ; — attendu qu'aux termes de l'art. 1351 C. civ., l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement ; qu'il faut que la chose demandée soit la même, et que la demande soit entre les mêmes parties ; — attendu que les lois de la matière, et notamment l'art. 3 de celle du 15 août 1793, donnent action à l'administration des douanes, pour poursuivre devant les tribunaux la confiscation des marchandises saisies pour contravention, et la condamnation aux amendes encourues par les contrevenants ; — attendu qu'il est constant, en fait, que, dès le 11 nov. 1834, l'administration des douanes avait traduit tous les demandeurs devant le tribunal correctionnel d'Ajaccio, pour faire prononcer contre eux la confiscation des marchandises saisies par le procès-verbal du 8 du même mois, et pour les faire condamner à une amende égale à la valeur desdites marchandises, par application des art. 41, 42, 43 et 44 de la loi du 28 avril 1816, et 34 de celle du 21 avril 1818 ; — que, dans le même temps, Laurent Muraccioli, dit Carbonne, Barbieri et les frères Chiarisoli avaient été poursuivis à la requête du ministère public, comme inculpés d'introduction frauduleuse accompagnée de rébellion avec violence et voies de fait envers les préposés des douanes, et que si, de l'arrêt rendu par la cour royale de Bastia, chambre d'accusation, le 19 déc. 1834, portant qu'il n'y a lieu à suivre, il devait résulter que l'introduction frauduleuse n'avait pas été commise par une réunion de plus de six individus, ou que, du moins, les charges contre les inculpés n'avaient pas été trouvées suffisantes, il n'en résultait pas que cette introduction n'aurait point été commise par une réunion de moins de six individus, dont les dénommés ci-dessus auraient fait partie ; — que chacun de ces faits constituait un délit distinct poursuivi séparément et pouvant entraîner des peines différentes, soit d'emprisonnement, soit d'amende ; — qu'il n'y avait point de réserves à faire,

point de renvoi à prononcer pour un délit dont le tribunal correctionnel se trouvait déjà saisi; — qu'en y statuant, l'arrêt attaqué n'a donc point prononcé sur ce qui avait fait l'objet de l'arrêt rendu par la cour de Bastia; — qu'ainsi, il n'a porté aucune atteinte à l'autorité de la chose jugée par cet arrêt, ni violé l'art. 246 C. instr. crim.; — Sur le deuxième moyen, pris de la violation des règles de compétence et de la fausse application de l'art. 41 de la loi du 28 avril 1816; — attendu que la poursuite de l'administration des douanes ayant pour objet la répression d'un fait d'introduction frauduleuse de marchandises tarifées à 20 fr. par quintal métrique, et au-dessus, le tribunal correctionnel, aux termes de l'article précité, était seul compétent pour en connaître; — sur la seconde branche du même moyen, tirée d'une prétendue contravention à l'art. 3 C. instr. crim., en ce que l'exercice de l'action civile n'aurait pas été suspendu jusqu'à ce qu'il eût été prononcé définitivement sur l'action publique; — attendu que, d'après ce qui précède, l'action de l'administration des douanes était directe et principale; qu'elle ne pouvait même être considérée comme l'action civile dérivant du délit de contrebande connexe au crime de rébellion avec attroupement, laquelle action aurait produit des effets différents; — qu'ainsi la règle établie par l'art. 3 C. instr. crim., était sans application à l'espèce; — Rejette.

Du 8 déc. 1838. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 246g.

DOUANES. — SOMMATIONS. — INTERVENTION. — PROCÈS-VERBAL.
— AFFIRMATION. — PEINE.

En matière de contrebande, les propriétaires des marchandises saisies ne sont que civilement responsables du fait de leurs agents, à moins qu'ils ne soient personnellement poursuivis comme entrepreneurs de fraude. — En conséquence, les déclarations, sommations et autres actes prescrits par les art. 3 et 6 de la loi du 9 floréal an VII doivent être adressés non aux propriétaires mais aux préposés à la conduite, détenteurs et dépositaires des marchandises de contrebande, qui sont les prévenus.

En cas de saisie, si la partie ne fournit pas caution solvable des marchandises, elles doivent être transportées au plus prochain bureau de douane, et le juge de paix de la situation de ce bureau est compétent pour recevoir l'affirmation du procès-verbal.

Les art. 57 de la loi du 22 août 1791 et 58, § 4, de celle du 28 avril 1816 s'appliquent l'un et l'autre aux magasins ou

entrepôts frauduleux, et les contrevenants doivent être punis des peines portées par les art. 41 et 42 de cette dernière loi, qui déroge pour les cas analogues, comme étant postérieure, à celle de 1791.

ARRÊT (Paldacci et Ceccaldi).

LA COUR ; — sur le premier moyen en la forme, tiré de la prétendue violation des art. 3, 6 et 10 de la loi du 9 floréal an VII ; — et d'abord, relativement à la première branche de ce moyen, fondée sur ce que, dans le procès-verbal de saisie, du 13 janvier 1837, les déclarations, sommations et autres actes prescrits par les art. 3 et 6 de ladite loi, n'auraient point été adressés à Ceccaldi qui était intervenu et s'était déclaré propriétaire des objets saisis ; — attendu qu'aux termes desdits articles, c'est au prévenu que doivent être adressées les interpellations dont ils parlent, et que cette qualité de prévenu ne peut appartenir qu'aux préposés à la conduite, aux détenteurs ou dépositaires des marchandises de contrebande ; — qu'à l'égard des propriétaires de ces marchandises, la loi se borne à les déclarer civilement responsables du fait de leurs agents, à moins qu'ils ne soient poursuivis eux-mêmes comme entrepreneurs de fraude ; — que cela résulte notamment des art. 1^{er}, tit. 12, 20 et 39, tit. 13 de la loi du 22 août 1791 ; — qu'en adressant à Paldacci, dans la maison duquel les grains saisis ont été trouvés, les sommations et actes prescrits par les art. 3 et 6 de la loi du 9 floréal an VII, les préposés saisissants se sont donc conformés aux dispositions de ces articles, et que l'arrêt attaqué en a fait lui-même une juste application ; — quant à la seconde branche du même moyen, fondée sur la violation de l'art. 10 de la loi du 9 floréal an VII, en ce que le procès-verbal n'aurait pas été affirmé devant le juge de paix du lieu où la saisie aurait été opérée ; — attendu qu'il résulte de la comparaison et du rapprochement des art. 2, 6, 9 et 10, tit. 4 de la loi du 9 floréal an VII, que les marchandises saisies doivent être transportées au bureau des douanes le plus voisin ; — que le rapport doit y être rédigé, et que c'est aussi devant le juge de paix de la situation de ce bureau, qu'il doit être affirmé ; — qu'aux termes de l'art. 7, lors même que la saisie a lieu dans une maison, les marchandises doivent être transportées dans le plus prochain bureau, si la partie ne fournit pas caution solvable pour leur valeur, et qu'il suit de là que, dans ce cas, le juge de paix du canton où ce bureau se trouve placé est compétent pour recevoir l'affirmation ; — et attendu, dans l'espèce, que le procès-verbal de saisie énonce que Paldacci ayant été invité à fournir une caution solvable, a présenté d'abord Ceccaldi, et s'est engagé à en fournir une seconde ; qu'il lui fut déclaré que, si cet engagement n'était pas rempli, le blé saisi serait transporté au bureau de la douane de Propriano, comme étant le plus voisin ; — que c'est là que le transport et le dépôt des marchandises a été effectué, ainsi qu'il résulte d'un autre procès-verbal du 24 janvier 1837 ; — que le juge de paix du canton

d'Olmeto, dans lequel le bureau de Propriano est situé, était donc compétent pour recevoir l'affirmation du procès-verbal de saisie, et qu'en validant ce procès-verbal, l'arrêt attaqué n'a point violé la loi; — sur le deuxième moyen, au fond, tiré de la fausse application des art. 41, 42 et 43 de la loi du 28 avril 1816, en ce que l'un des demandeurs aurait été condamné à une peine d'emprisonnement, et tous deux solidairement à une amende égale à la valeur des objets saisis; — attendu d'abord que, si l'ordonnance du 1^{er} juillet 1835 n'a point été convertie en loi dans la session suivante du corps législatif, les dispositions de cette ordonnance ont été renouvelées par celle du 8 août 1836, et qu'ainsi elles ont dû continuer de recevoir leur effet; — attendu que de l'art. 22 de la loi du 17 mai 1826, combiné avec l'art. 1^{er} de celle du 26 juin 1835 et l'art. 1^{er} de l'ordonnance royale du 1^{er} juillet même année, il résulte que la circulation et le dépôt des céréales de toute espèce, quelles que soient les dispositions du tarif à leur égard, doivent donner lieu à l'application, en Corse, des art. 35, 36, 37, 38 et 39 du tit. 13 de la loi du 22 août 1791, des art. 4, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 10 août 1802, et des art. 38 et 39 de la loi du 28 avril 1816, mais seulement dans le rayon d'une lieue de la côte; — attendu, en fait, que le procès-verbal des préposés des douanes du 13 janvier 1837, constate la saisie de 167 hect. 1 décal. de blé, trouvés en magasin ou en dépôt dans la maison de Dano Paldacci, à Portopullo, à cinquante pas de la mer, et dont les expéditions de douanes n'ont pu être représentées; — qu'il résulte, d'ailleurs, des circonstances décrites dans ce procès-verbal et de toute sa teneur, que le blé saisi était d'origine étrangère; — attendu que les art. 35 et 36, tit. 13 de la loi du 22 août 1791, qui concernent la fraude suivie à vue et pénétrant dans l'intérieur, ne peuvent recevoir d'application à l'espèce, et qu'il en est de même des art. 4, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 10 août 1802 (22 therm. an x), uniquement relatifs aux marchandises en circulation; — que l'art. 37 de la loi du 22 août 1791, et l'art. 38, § 4 de celle du 28 avril 1816, s'appliquent l'un et l'autre aux magasins ou entrepôt frauduleux; — qu'à la vérité, leur sanction pénale n'est point la même, la première ne prononçant par son article 39, qu'une amende de 100 fr., tandis que la seconde punit les contrevenants d'une amende de 500 fr., ou égale à la valeur des objets saisis, et, en outre de l'emprisonnement; mais que, d'une part, l'art. 38, § 4 de cette dernière loi assimile tous les cas de contravention qu'il prévoit à celui d'introduction frauduleuse d'objets prohibés ou tarifés à 20 fr. par quintal métrique, laquelle entraîne toujours les peines portées par les art. 41 et 42; — que, de l'autre, la loi du 28 avril 1816, comme postérieure, a nécessairement dérogé, dans les cas analogues, à celle du 22 août 1791; — qu'ainsi, l'arrêt attaqué a fait une juste application des art. 4, 42 et 43 de ladite loi du 28 avril 1816; — Rejette.

Du 29 déc. 1858. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp.
— M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2470.

DOUANES. — ESCLAVES. — CONFISCATION. — RESPONSABILITÉ CIVILE.

Les esclaves, dans les colonies, arrêtés porteurs de marchandises de contrebande, ne sont pas confisquables comme moyens de transport (Ord. 1687, art. 1^{er} du tit. 2, et art. 1^{er} du tit. 8; décl. du 22 mai 1768, art. 4; l. du 24 avril 1833, et ord. du 4 août suiv.).

Le maître est responsable de l'amende encourue par l'esclave trouvé porteur de marchandises de contrebande, sauf le droit qu'il a de faire abandon de l'esclave (Édit. de 1685, art. 37; ordonn. du 25 déc. 1783, art. 33; régl. du 15 mai 1789, et Code pénal colonial, art. 74).

ARRÊT (Douanes C. Huc) (1).

Du 8 février 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Pascalis av.-gén.

ART. 2471.

POSTES. — DROIT DE PASSE. — OMNIBUS. — VERSEMENT RÉCIPROQUE.

L'art. 5 du décret du 6 juillet 1806, par lequel sont soumises au droit de 25 c. envers les maîtres de postes les voitures publiques qui ne relaient pas, est inapplicable aux entreprises spéciales de transport en commun, telles que les omnibus. Dès lors la correspondance établie entre deux omnibus dont l'un reçoit les voyageurs de l'autre, ne saurait être assimilée au versement réciproque qu'a en vue cet art. 5.

Le maître de poste, au vu et au su duquel un relai particulier a existé sans réclamation de sa part, est non recevable à demander l'indemnité de 25 c. pour le passé, lorsque ce relai a été supprimé dès qu'il a manifesté l'intention d'exiger l'indemnité (2).

(1) Les longs motifs de cet arrêt de cassation n'offrant rien d'intéressant pour les juriscultes de la métropole, nous croyons pouvoir nous borner à indiquer les solutions qu'il renferme.

(2) V. *Suprà*, art. 2393, un arrêt de rejet du 17 nov. 1838 qui ne s'accorde pas parfaitement avec celui-ci.

ARRÊT (Zhendre C. Toulouse).

LA COUR ; — en ce qui touche la correspondance établie entre les Jumelles-Célérifères, les Omnibus et les Clychiennes : — attendu que l'art. 5 du décret du 6 juillet 1806, qui ne concerne exclusivement que les messageries proprement dites et les autres voitures publiques de cette nature, ne peut régir des entreprises uniquement affectées au service spécial connu sous le nom de transport en commun ; — qu'il est donc inapplicable aux omnibus qui stationnent sur la voie publique, et dans lesquels les places ne peuvent être arrêtées d'avance, puisqu'elles appartiennent au premier occupant ; — qu'il est également inapplicable aux Clychiennes, dont le service est organisé de la même manière ; — que la correspondance établie entre ces voitures et les Jumelles-Célérifères allant de Saint-Denis à Paris et de Saint-Denis à Saint-Ouen, ne saurait les soumettre respectivement à l'observation dudit article, lors même que la continuation du trajet s'effectuait toujours dans l'une incontinent après l'arrivée de l'autre ; — d'où il suit qu'en refusant de considérer cette correspondance comme une contravention à la disposition précitée, l'arrêt dénoncé n'a fait que renfermer celle-ci dans son véritable objet ; — en ce qui concerne les Jumelles-Célérifères allant de Paris à Montmorency et à Enghein ; — attendu qu'il résulte de cet arrêt que le relai particulier dont il s'agit avait toujours existé à Saint-Denis, au vu et su des précédents maîtres de postes de ce lieu, sans qu'ils eussent réclamé l'indemnité établie par la loi du 25 ventôse an XIII ; qu'il a continué d'exister de la même manière depuis que le demandeur est en possession de cette poste royale, c'est à-dire depuis le 10 juillet 1835, et qu'il a été supprimé aussitôt que celui-ci eut manifesté par l'exploit introductif d'instance du 6 février 1838, l'intention d'exiger cette indemnité ; — qu'en décidant donc, dans cet état des faits, que le réclamant n'avait pas pu, en laissant subsister, pendant si longtemps, l'état de choses qui se trouvait établi avant son entrée en exercice, se ménager le moyen de faire condamner les défendeurs aux fins de sa demande, la cour royale de Paris n'a ni outrepassé les limites du pouvoir d'appréciation dont elle est investie souverainement, ni commis la violation expresse d'aucune loi ; — Rejette.

Du 24 janvier 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp
— M. Hello, av.-gén.

ART. 2472.

BOIS. — DÉFRICHEMENT. — AUTORISATION REFUSÉE. —
SIGNIFICATION.

Lorsque la décision ministérielle qui rejette la demande en défrichement formée par un propriétaire de bois lui a été notifiée

dans le délai prescrit, il ne peut procéder au défrichement en considérant cette décision comme non avenue par cela qu'on ne lui a pas également signifié l'arrêté préfectoral pris en conformité de l'ordonnance d'exécution du 1^{er} août 1827; cette signification n'étant pas exigée à peine de nullité (1).

ARRÊT (Forêts C. Reder).

LA COUR; — vu les art. 219 et 220 C. forest.; — vu également l'art. 195 de l'ordonnance d'exécution du 1^{er} août 1827; — attendu que l'art. 219 ne permet au déclarant de procéder au défrichement qu'il projette, que quand la décision définitive du ministre ne lui a pas été signifiée dans les six mois de la signification de l'opposition de l'administration forestière; — attendu que, dans l'espèce, la décision ministérielle qui rejetait définitivement la demande a été signifiée au déclarant dans le délai prescrit; — attendu que, si l'on peut induire de l'ensemble des dispositions de l'art. 219 que la signification de l'arrêté de la préfecture est désirable, si même il est enjoint à l'administration forestière, par l'art. 195 de l'ordonnance, de faire cette signification, néanmoins, ni cette induction, ni cette injonction ne peuvent créer une nullité qui n'est point écrite dans la loi; — attendu qu'en jugeant le contraire, la cour royale de Metz a mal interprété le § 1^{er} de l'art. 219 C. forest., ainsi que l'art. 195 de l'ordonnance d'exécution, contrevenu aux dispositions de cet art. 219, et violé, en ne les appliquant pas, celles de l'art. 220; — Casse.

Du 26 janv. 1839. — Cour de cass. — M. Fréteau de Pény, rapp. — M. Pascualis, av.-gên.

ART. 2473.

COUR D'ASSISES. — VOL. — HABITATION. — CIRCONSTANCE OMISE.

Il n'y a pas crime de vol punissable des travaux forcés, suivant les art. 381, n° 4, et 384 C. pén. s'il n'est déclaré par le jury que le vol commis avec fausses clés l'a été dans une maison ou édifice habité ou leurs dépendances (2).

(1) Le silence de l'administration n'ouvre, au reste, en faveur du propriétaire, le droit de défricher qu'autant que sa déclaration était en tout conforme aux prescriptions des art. 219 C. forest., 892 et suivants de l'ordonnance d'exécution, les formalités prescrites étant sacramentelles et ne pouvant être ni supposées par des présomptions ni suppléées par des équivalents: ainsi jugé par arrêts de cassation des 15 février 1828 et 23 février 1838.

(2) Par arrêt du 29 décembre 1838, il y a eu également cassation avec

ARRÊT (Maurer).

LA COUR; — vu les art. 381, n° 4, et 384 du Code pénal; — attendu que, d'après les dispositions combinées des art. 381, n° 4, et 384 du Code pénal, il faut, pour que la peine des travaux forcés soit encourue, qu'il soit déclaré que le vol commis avec fausses clés, l'a été dans une maison ou édifice habité ou servant à l'habitation; — attendu qu'il ne résulte pas de la question posée au jury et par lui résolue, que le vol à l'aide de fausses clés l'ait été dans une maison ou édifice, parc ou enclos; que la peine de cinq ans de travaux forcés prononcée par l'arrêt attaqué, manque donc de sa base légale; — que si l'arrêt de renvoi ne mentionne pas cette circonstance, elle résulte de l'exposé des faits dans l'acte d'accusation, et pouvait toujours être posée comme résultant des débats; — Casse.

Du 6 juin 1859. — Cour de cass. M. de Bastard, prés. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2474.

JOURNAL. — COMPTE-RENDU INFIDÈLE. — POURSUITE. — COMPÉTENCE. — PUBLICITÉ DE LA CONDAMNATION.

La poursuite pour compte-rendu infidèle, par un journal, des débats d'une affaire criminelle, n'a pas besoin d'être provoquée par une délibération de la Cour d'assises qui a jugé cette affaire, alors même que le compte rendu serait en outre incriminé comme injurieux (1).

Le droit qu'a le juge de répression d'ordonner l'impression ou l'affiche de la condamnation comporte celui de prescrire, au lieu d'affiches, le dépôt au parquet du procureur du roi d'un certain nombre d'exemplaires du journal dans lequel elle doit être insérée (2).

Les simples réflexions faites par un journal sur un compte-rendu précédemment publié, alors même qu'elles contiendraient

renvoi, par le double motif que la question aggravante d'habitation n'avait pas été soumise au jury, quoique comprise dans l'arrêt de mise en accusation, et que l'accusation n'avait pas été purgée.

(1) Voy. dans le même sens le Traité de M. Chassan, t. 2, p. 41, n° 23, celui de M. Parant, p. 214, le Commentaire de M. de Grattier, t. 2, p. 121, n° 6, et les arrêts de cassation des 11 mai et 22 nov. 1833.

(2) Voy. MM. Chassan, t. 1^{er}, p. 410, n° 3; Parant, p. 144, et de Grattier, t. 2, p. 178, n° 2.

l'approbation de l'article incriminé comme compte-rendu infidèle, ne peuvent être assimilées à un compte-rendu punissable (1).

ARRÊT (Soulhiac et Lafon).

LA COUR; — sur le premier moyen, pris du défaut de provocation par la Cour d'assises, de l'action du ministère public : — attendu, d'une part, que la disposition de l'art. 7 de la loi du 25 mars 1822, remise en vigueur par l'art. 3 de la loi du 8 octobre 1830, n'ayant pas subordonné la poursuite du délit de compte-rendu infidèle et de mauvaise foi des audiences des Cours et Tribunaux à la nécessité d'une délibération préalable de ces corps, ce cas rentre dans le droit commun, qui veut que l'action du ministère public, en matière de délit intéressant l'ordre public, soit libre et spontanée; — d'autre part, que le caractère injurieux du compte-rendu avec infidélité et de mauvaise foi, n'est qu'une circonstance aggravante du fait principal, qui ne saurait en être séparée, et doit être jugée accessoirement à ce fait; — sur les deuxième et troisième moyens, tirés de la violation prétendue des art. 183, 313 et 314 du C. d'instr. cr. : — attendu, en droit, que le vœu du premier de ces articles, auquel il y a lieu de se référer dans le silence de la loi spéciale, est suffisamment rempli quand le contenu de la citation ne laisse aucun doute sur l'objet de la poursuite, et n'omet rien de ce qui peut être nécessaire à l'exercice du droit de défense; — attendu, en fait, 1° que la citation, dans l'espèce, relate et transcrit le réquisitoire adressé par le ministère public au président des assises, et dans lequel sont signalés les principaux passages des articles incriminés, avec cette énonciation finale : « Et autres expressions qui développent l'intention de commettre une offense; » 2° qu'il résulte du procès-verbal d'audience qu'il a été donné lecture en entier et publiquement du procès-verbal antérieur, constatant l'incident dont il avait été rendu compte, et de l'arrêt rendu sur cet incident; — sur le quatrième moyen, pris de la fausse qualification du fait : — attendu que les observations mêlées au récit d'un débat judiciaire n'enlèvent pas à ce récit le caractère d'un compte-rendu : — sur les cinquième et sixième moyens, résultant de l'absence prétendue de toute expression injurieuse pour les magistrats dans les articles incriminés; — attendu que ces deux moyens se rattachent à une appréciation qui était dans le domaine exclusif des juges du fait; — attendu, au surplus, que l'auteur du premier de ces articles, en reproduisant l'imputation qu'il disait avoir été dirigée au dehors contre le président des assises, d'avoir entravé la défense et abusé de son pouvoir discrétionnaire, se l'est rendue propre par l'approbation directe qu'il lui a donnée, et que les faits déclarés mensongers, sur lesquels cette imputation s'appuie, suffiraient seuls pour constituer l'injure, puisque,

1) Les autres solutions de l'arrêt que nous recueillons sont sans intérêt.

par eux-mêmes, et indépendamment de toute expression outrageante, ils exposeraient à la déconsidération publique le magistrat auquel ils sont attribués : — sur le huitième moyen, relatif aux deux amendes distinctement prononcées contre les deux prévenus ; — attendu que cette double condamnation était la conséquence nécessaire de l'existence reconnue de deux délits séparés commis par deux personnes : — en ce qui touche le neuvième moyen, pris de la violation prétendue de l'art. 11 de la loi du 9 juin 1819, en ce que l'arrêt attaqué a ordonné : 1° l'insertion dans le journal *le Radical*, non seulement de son contexte, mais encore de l'arrêt incident du 17 mai ; 2° le dépôt au parquet du procureur du roi de cent exemplaires du numéro contenant ces deux décisions ; — sur la première partie de ce moyen, attendu que l'art. 11 précité prescrit l'insertion dans le journal condamné des motifs et du dispositif du jugement, et que l'arrêt attaqué a pu comprendre dans ses motifs l'arrêt du 17 mai, qui en fait partie intégrante ; — sur la deuxième partie du moyen, attendu que l'arrêt, en ordonnant le dépôt de cent exemplaires de la feuille *le Radical* au parquet du procureur du roi, avait pour objet de rendre public, par les voies de droit, l'arrêt de condamnation, et s'est conformé à la disposition facultative de l'art. 26 de la loi du 26 mai 1819, qui l'autorise à ordonner l'impression ou l'affiche dudit arrêt ; — par ces motifs, la Cour rejette le pourvoi de Souhiac et le condamne à l'amende. — Mais, en ce qui concerne le sieur Lafon, statuant sur le septième moyen du pourvoi ; — attendu que l'article inséré dans le n° 73 du journal *le Radical* ne contient ni aucun récit nouveau de faits, ni une reproduction entière ou partielle de la relation antérieure à laquelle il se rapporte ; — que, si les réflexions dont il se compose étaient susceptibles d'être incriminées comme constituant un délit d'outrage envers les membres de la Cour d'assises, elles ne présentaient en aucune sorte le caractère d'un compte-rendu infidèle et de mauvaise foi, et ne pouvaient dès lors être poursuivies à ce titre et en cette forme ; — la Cour casse et annule les arrêts de la Cour d'assises du Lot des 17 et 18 juin dernier, en ce qui touche le sieur Lafon seulement ; dit qu'il n'y a lieu à renvoi.

Du 3 août 1839. — Cour de cass. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2475.

FÊTES ET DIMANCHES. — TRANSPORT D'OBJETS. — CENSURE DU MINISTÈRE PUBLIC PAR UN TRIBUNAL.

Dans les prohibitions portées par la loi du 18 nov. 1814, relatives à la célébration des fêtes et dimanches, ne se trouve pas compris le transport de charretées de bois et fagots (1).

(1) La loi étant effectivement muette quant à ce, le jugement qui n'avait

Il y a excès de pouvoirs de la part du tribunal de police qui censure le ministère public en insinuant dans les motifs de son jugement que la poursuite n'aurait pas dû avoir lieu (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. de Beauvert).

LA COUR ; — attendu que le procès-verbal dressé par le commissaire de police de la commune de la Tremblade constate que, le dimanche 11 novembre 1838, quatre voitures attelées de bœufs et chargées de souches et de fagots ont circulé, sans la permission de l'autorité municipale, dans les rues de cette commune, sous la conduite de Jacques Delille, domestique du sieur de Beauvert, et par ordre de ce dernier ; — que ce fait ne rentrant dans aucun des cas spécifiés par l'art 2 de la loi du 19 novembre 1814, dont les prohibitions sont nécessairement limitatives, il n'est pas besoin d'examiner si, en l'absence d'une abrogation expresse et formelle, cette loi et les art. 1 et 2, en particulier, auraient été implicitement abrogés par la Charte de 1830 ; — qu'en renvoyant le prévenu de l'action du ministère public, le jugement attaqué n'a violé aucune loi ; — mais attendu que ce jugement se termine ainsi : « Nous relaxons le sieur de Beauvert des poursuites intentées contre lui, tout en manifestant le regret d'avoir à prononcer une seconde fois, dans moins de quinzaine, sur une recherche que tout citoyen paisible aurait fait en sorte d'éviter ; » — vu les art. 60 et 61 de la loi du 20 avril 1810 ; — attendu que les expressions qui viennent d'être citées sont une véritable censure infligée au commissaire de police remplissant les fonctions du ministère public dans les cas déterminés par les art. 21, 144 et 145 du Code d'instr. cr. ; — qu'aux termes de l'art. 60 de la loi du 20 avril 1810, les officiers du ministère public dont la conduite serait répréhensible peuvent être rappelés à leur devoir par le procureur-général du ressort, et que, suivant le § 2 de l'art. 61, les tribunaux de première instance sont chargés d'instruire le premier président et le procureur-général de la cour royale des reproches qu'ils se croiraient en droit de faire aux officiers du ministère public exerçant, soit auprès des tribunaux, soit auprès des tribunaux de police ; mais qu'aucune loi n'attribue à ces derniers le droit de faire tomber leur censure sur les actes des officiers qui remplissent auprès d'eux les fonctions du ministère public ; — qu'en s'arrogeant cette autorité, le tribunal

jugé rien autre chose par son dispositif a dû être maintenu ; et, si l'arrêt de rejet écarte la question d'abrogation implicite de la loi de 1814, qu'avaient réveillée le juge de police dans ses motifs et M. l'avocat-général Hello dans ses conclusions, c'est moins assurément pour exprimer des doutes sur cette question résolue par la jurisprudence, que pour éloigner l'idée d'une approbation quelconque des motifs du jugement maintenu. Voyez, au reste, notre art. 2156.

(1) V. dans le même sens l'arrêt recueilli *supra*, art. 2446.

de police a violé les règles de compétence et commis un excès de pouvoir : — Casse, en cette partie seulement, le jugement attaqué.

Du 1^{er} juin 1839. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2476.

PRESCRIPTION. — CRIME. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

La qualification de crime ayant été imprimée au fait par la déclaration du jury, le condamné par contumace ne peut invoquer la prescription triennale, par cela que l'admission de circonstances atténuantes ne comporte qu'une peine correctionnelle (1).

ARRÊT (minist. pub. C. Clapeau).

LA COUR ; — attendu que, aux termes de l'art. 1^{er}, C. instr. cr., sont réputées crimes les infractions que les lois punissent de peines afflictives et infamantes ; — attendu que l'attentat à la pudeur sans violence sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de onze ans est puni par la loi de la peine de la réclusion, qui est une peine afflictive et infamante, aux termes de l'art. 7, n° 6, C. pén. ; — que conséquemment cette infraction aux lois est un crime ; — attendu que la prescription contre ce crime est la prescription de dix ans, et non la prescription de trois ans, cette dernière pres-

(1) Il est un point qui paraît aujourd'hui constant en jurisprudence ; c'est que le temps nécessaire pour acquérir la prescription de l'action publique se détermine, non d'après la qualification donnée au fait par la poursuite, mais bien d'après le caractère attribué au fait par la déclaration du jury ; qu'ainsi le fait est prescriptible par trois ans si le jury a écarté les circonstances aggravantes qui auraient constitué le crime. Voy. arrêts de la Cour de cassation des 30 janvier 1818, 2 février 1827, 13 janvier et 9 juillet 1829, 29 novembre 1830, 2 septembre 1831, 6 mars 1835 et 1^{er} février 1839. (*Journ. du Dr. cr.*, art. 89, 641, 1594 et 2420). — L'admission de circonstances atténuantes ou d'une excuse, ayant pour résultat de réduire la pénalité à une simple peine correctionnelle, permet-elle d'assimiler le fait à un délit, quant à la prescription ? la négative a déjà été décidée par arrêts de rejet des 17 janvier 1833 et 18 avril 1834 (*ibid.* art. 1106 et 1374). Cette solution tient à ce qu'en matière de prescription on considère uniquement la qualification du fait (Voy. 637 et 638, *C. instr. cr.*), à la différence des questions de récidive, sur lesquelles il faut considérer aussi les peines appliquées, suivant les art. 56 et 57 du Code pénal révisé. (Voy. notre art. 2199.)

cription ne pouvant être invoquée que contre les délits punissables de peines correctionnelles d'après les dispositions formelles des articles 637 et 638, C. inst. cr. ; — attendu que le fait dont a été accusé Clapeau dit Chapeau, et dont il a été convaincu par la déclaration du jury de s'être rendu coupable, est le crime prévu et puni de peines afflictives et infamantes par la loi ; — qu'à la vérité, en reconnaissant des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé, le jury a, par cette reconnaissance, autorisé la Cour à diminuer la peine qui doit lui être appliquée; mais qu'il est évident que cette circonstance n'enlève au crime reconnu constant aucun des éléments constitutifs qui lui sont attribués par l'art. 331 C. pén.; que, la commutation de peine n'ôtant pas au crime sa qualification légale, la diminution de cette peine, faite par suite des circonstances atténuantes reconnues, ne change ni la nature du crime, ni la juridiction qui a dû en connaître, ni le mode de prescription qui lui est applicable; car évidemment ce n'est là qu'une circonstance purement accidentelle, qui n'altère pas le caractère véritable qui lui est imprimé par la loi ; — Déclare inadmissible la prescription de trois ans.

Du 23 février 1839. — C. d'assises de la Haute-Vienne. — M. Dulac, prés. — M. Peyramont, subst.

ART. 2477.

DOUANES — PROCÈS-VERBAUX. — DÉFENSE

La foi due aux procès-verbaux des préposés des douanes n'est pas exclusive du droit de défense et particulièrement de la faculté, pour le prévenu, de prouver qu'il n'a point participé au fait de contrebande à raison duquel il est poursuivi, pourvu que cette preuve n'attaque pas les faits constatés.

ARRÊT (Douanes C. Mallier).

LA COUR ; — sur l'unique moyen tiré de la violation des art. 37, 38 et 39, tit. XIII de la loi du 22 août 1791, art. 38, n° 4, et 41 de celle du 28 avril 1816, 11 et 16 de celle du 9 floréal an VII, en ce que l'arrêt attaqué aurait admis la preuve des faits articulés par le prévenu ; — attendu, qu'à la vérité, les dispositions précitées des lois de 1791 et de 1816 punissent d'une amende de 500 francs ceux qui auraient reçu en magasin ou en dépôt, dans le rayon des frontières, des marchandises prohibées à l'entrée ; — que d'un autre côté, les procès-verbaux des préposés des douanes, réguliers en la forme, doivent, aux termes de l'art. 11 de la loi du 9 floréal an VII, être crus jusqu'à inscription de faux, et que l'art. 16 de la même loi défend aux juges d'excuser les contrevenants sur l'intention ; — mais que ces prescriptions légales, quelque rigoureuses qu'elles soient, ne sont pas exclu-

sives du droit de défense ; qu'elles n'enlèvent pas au prévenu la faculté de prouver qu'il n'a point participé au fait d'introduction frauduleuse pour lequel il est poursuivi, autant toutefois que sa preuve n'attaquerait en rien la foi due au procès-verbal ; que cette faculté lui est même expressement réservée par l'art. 7, tit. vi, de la loi du 4 germinal an 11, portant que, dans toute action sur une saisie, les preuves de non-contravention sont à la charge du saisi, et que cette disposition n'a point été abrogée ; — que les lois de 1791 et de 1816, en prononçant une peine d'amende contre ceux qui auront reçu des marchandises prohibées en magasin ou en dépôt, supposent nécessairement un fait personnel auquel la bonne foi ne peut servir d'excuse du moment qu'il est établi, mais dont la preuve peut être débattue ; — qu'il suit de là qu'en admettant Pierre Mallier à prouver les faits par lui articulés, et que l'arrêt attaqué a considérés comme pouvant fournir une preuve suffisante de l'ignorance où était le prévenu de l'introduction, dans la grange de sa maison, des ballots qui y ont été saisis, ledit arrêt n'a violé aucune loi ; — Rejette.

Du 28 février 1829. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp.
— M. Hello, av.-gén.

ART. 2478.

VOITURES PUBLIQUES. — CONTRAVENTION. — JUGEMENT.

Lorsqu'il résulte d'un procès-verbal régulier que dix voyageurs étaient placés sur l'impériale d'une voiture, et que cette voiture ne portait pas dans l'intérieur l'indication des places qu'elle peut contenir et de leur prix, chacune de ces trois contraventions doit entraîner une condamnation par le tribunal de police.

ARRÊT (Min. publ. C. Lemonnier).

LA COUR ; — vu l'art. 475, n° 4, alin. 5 et 6, du C. pén., les art. 14 et 15 de l'ordonnance du roi du 16 juillet 1828, ensemble les art. 154 et 161 C. inst. cr. ; — attendu, en fait, que le procès-verbal dressé le 6 octobre dernier, à la charge du conducteur de la voiture publique de Lemonnier, constate 1° qu'au moment où les rédacteurs de cet acte la visitèrent, il s'y trouvait six voyageurs sur l'impériale, et que, d'après la déclaration faite à ces mêmes gendarmes, quatre autres venaient de descendre ; 2° qu'elle ne portait pas l'indication dans l'intérieur des places qu'elle contient et du prix des places ; — que ces faits, dont le tribunal était d'ailleurs saisi par la citation, qui les énumère textuellement, n'ont point été débattus par la preuve contraire ; qu'ils devaient donc être tenus pour légalement établis, et considérés comme constituant une triple contravention aux dispositions

précitées de l'ordonnance royale du 16 juillet 1828 ; — que le ministère public avait, dès-lors, justement requis l'application de l'art. 475, n° 4, du Code pénal, qui les prévoit et les punit dans ses alinéas sus-rappelés ; — que le jugement dénoncé ne s'est occupé que du premier, et en a renvoyé les prévenus sur le motif que le préfet et la régie des contributions indirectes ont autorisé Lemonnier à placer huit voyageurs sur l'impériale de sa voiture ; — mais, attendu qu'alors même que cette autorisation pourrait déroger à la prohibition formelle de l'art. 14 de l'adite ordonnance, quant au nombre qu'elle a limité, il y avait encore lieu d'infliger aux défenseurs la peine par eux encourue, puisqu'il est constant qu'ils ne s'y sont pas renfermés ; d'où il suit qu'en statuant ainsi, ce jugement a expressément violé les articles ci-dessus visés ; — attendu qu'il les a également violés en omettant ou en refusant de prononcer sur les deux autres contraventions constatées ; — Casse.

Du 5 janv. 1859. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2479.

VOL. — ÉCRIT. — SOUSTRACTION.

La soustraction frauduleuse d'un écrit portant obligation ou décharge avec l'intention d'en faire usage, constitue un vol punissable suivant l'art. 401 C. pén.

ARRÊT (Gondoin).

LA COUR ; — sur le moyen unique tiré de la violation de l'art. 4 et de la fausse application des art. 379 et 401 C. pén., en ce que la pièce soustraite n'était qu'un ~~désistement~~ sans valeur qui n'appartenait plus à Descombes, que Gondoin n'a fait que ramasser, et dont il n'a pas fait usage contre son débiteur ; — attendu que l'arrêt attaqué a constaté en fait que Gondoin, poursuivi en justice par Descombes fils, à la diligence de son père, son mandataire, en annulation, pour cause de fraude, de divers actes souscrits par Descombes fils au profit de Gondoin, son créancier, a obtenu, par divers moyens, que cet arrêt spécifié (en s'appropriant les motifs des premiers juges), que Descombes fils écrivit et signa un écrit portant 1° révocation de la procuration qu'il avait donnée à son père, à l'effet de ladite poursuite ; 2° désistement de la poursuite elle-même ; 3° et l'obligation de payer les frais exposés jusque là ; — que cette pièce devait rester en la possession de Descombes fils, qui ne voulait pas en faire profiter Gondoin ; — que celui-ci, pour s'en emparer, conduisit Descombes fils dans une maison de débauche, où il concerta les moyens de la soustraire ; que la pièce s'échappa

de la poche de l'habit dont Descombes s'était dépouillé; qu'à l'instant même Gondoin s'en empara et se retira après l'avoir cachée; — que l'arrêt attaqué constate encore que Gondoin avait l'intention de faire usage de la pièce ainsi soustraite, s'il n'en avait été empêché par la plainte adressée par Descombes fils à la justice; — attendu, en droit, que, par la disposition générale de son article 379, le Code pénal déclare coupable de vol quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas; que l'article 400, inscrit au même Code sous la rubrique des vols, punit quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge; — attendu qu'un acte contenant révocation d'un mandat en cours d'exécution, désistement d'une action commencée, obligation de payer des frais de justice déjà exposés, rentre évidemment dans la généralité des termes des articles 379 et 400 précités; — attendu que vainement on allègue que l'acte dont il s'agit n'avait pas été signifié et n'opérait aucune obligation, puisque Gondoin devenait le maître, par la soustraction de cette pièce, de lui faire produire des effets civils contre Descombes, et que la tentative d'un larcin ou filouterie dont Gondoin a été déclaré convaincu dans l'espèce, est assimilée, par l'art. 401 du même Code, au délit lui-même; — attendu que l'acte dont il s'agit était resté la chose de Descombes, puisqu'il n'avait pas consenti à en faire profiter Gondoin; — attendu, enfin, que la soustraction frauduleuse résulte des moyens par lesquels Gondoin est parvenu à les faire sortir de la possession de Descombes, et à s'en emparer immédiatement et clandestinement; — qu'ainsi, dans l'espèce, se rencontrent tous les caractères de criminalité prévus par les art. 379 et 401 du Code pénal; que, loin de violer des lois l'art. 4 du même Code, l'arrêt attaqué fait une juste application des articles précités; — Rejette.

Du 15 février 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp.
— Hello, av.-gén.

ART. 2480.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — DÉLIT SPÉCIAL. — POUDRE DE GUERRE.

Le bénéfice de l'art. 463 C. pén., ne peut s'étendre à l'amende de 5,000 fr. portée par les lois des 15 fructidor an v et 20 pluviôse an xiii, et maintenue formellement par celle du 24 mai 1834, contre les fabricants et détenteurs de poudre de guerre.

ARRÊT (Régie C. Lefustec).

LA COUR;—vu l'art. 27, titre 11, de la loi du 13 fructidor an v, l'art. 4

du décret du 23 pluviôse an XIII, les art. 2 et 11 de la loi du 24 mai 1834; — attendu, en droit, que la loi du 13 fructidor an V interdit à tous les citoyens la fabrication de la poudre dont elle a réservé le privilège exclusif à une administration publique; qu'elle leur défend aussi d'en vendre ou d'en posséder au-delà d'une quantité déterminée, sans y être légalement autorisés; que les infractions à ces dispositions constituent, aux termes de ladite loi, des contraventions passibles d'amendes; que l'art. 4 du décret du 23 pluviôse an XIII assimile la détention d'une quantité quelconque de poudre de guerre à la fabrication illicite, et veut qu'elle soit punie, comme la fabrication, d'une amende de 3,000 francs; — que ces peines pécuniaires, en même temps qu'elles protègent le monopole de l'État, doivent être considérées comme la réparation du préjudice causé par la fabrication clandestine; que, par leur nature et par la spécialité de la matière à laquelle elles appartiennent, elles ne tombent pas sous l'application de l'art. 463 du Code pénal, et que l'art. 39 du décret du 1^{er} germinal an XIII défend aux juges de modérer les confiscations et amendes; — attendu que la loi du 24 mai 1834 sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre est une loi de police et de sûreté; qu'en renouvelant, par son article 2, les prohibitions des lois précitées relativement à la fabrication, à la vente et à la détention de la poudre, elle prononce contre les coupables un emprisonnement d'un mois à deux ans; mais qu'elle réserve expressément les autres peines portées par les lois; qu'il suit de là que les amendes portées par la loi du 13 fructidor an V, et par le décret du 23 pluviôse an XIII, sont formellement maintenues; qu'elles subsistent avec le caractère qui leur est propre, indépendamment et en dehors des dispositions de la loi nouvelle, et que l'application de l'art. 463 du Code pénal doit être restreinte aux pénalités que cette loi a établies; — en fait, attendu qu'après avoir déclaré François Lefustec convaincu d'avoir détenu de la poudre de guerre sans autorisation légale, le tribunal de première instance de Morlaix a refusé de prononcer contre lui l'amende de 3,000 francs, et ne l'a condamné qu'à une amende de 150 francs, par le motif que les circonstances paraissaient atténuantes; — que, sur l'appel de l'administration des contributions indirectes, la Cour royale de Rennes a confirmé cette décision par le même motif, en quoi l'arrêt attaqué a fait une fausse application de l'art. 11 de la loi du 26 mai 1834, et de l'art. 463 du Code pénal, et violé formellement tant l'art. 2 de ladite loi que l'art. 4 du décret du 23 pluviôse an XIII; — Casse.

Du 8 mars 1839. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2481.

CHASSE. — DÉPENDANCE D'HABITATION.

Tout fait de chasse sur un terrain qui, bien que clos, n'est pas

joint à l'habitation de manière à en être l'accessoire et la dépendance, rentre dans la définition de l'art. 1^{er} du décret du 4 mai 1812 et est punissable même de la part du propriétaire, s'il n'en avait un permis de port d'armes (1).

ARRÊT (Min. publ. C. Laffon-Desson).

LA COUR; — vu les art. 1^{er} et 13 de la loi des 28-30 avril 1790 et le décret du 4 mai 1812; attendu qu'il est établi, par le jugement attaqué, que le terrain sur lequel le sieur Laffon-Desson a été trouvé armé d'un fusil qu'il venait de tirer, était une vigne close d'une haie et d'un mur à pierre sèche, mais que cette vigne n'était pas jointe à l'habitation dudit sieur Laffon-Desson; attendu que ledit jugement reconnaît que Laffon-Desson n'était pas muni d'un permis de port d'armes; — attendu que le fait ainsi constaté rentre dans la définition de l'art. 1^{er} du décret du 4 mai 1812; — attendu que cet article est général et absolu, et s'applique toutes les fois qu'au fait de port d'armes se joint un fait de chasse licite ou non licite; — attendu que la faculté donnée, par la loi de 1790 précitée, à tous possesseurs ou propriétaires de chasser ou faire chasser en tous temps dans celles de leurs possessions qui sont séparées par des murs ou des haies vives d'avec les héritages d'autrui, ne dispense pas de l'obligation de se pourvoir d'un permis de port d'armes, en conformité du décret de 1812, lorsqu'il s'agit de chasser dans un terrain qui, quoique clos, n'est pas joint à l'habitation de manière à en être l'accessoire et la dépendance; — attendu que, tant que le terrain, quoique clos, n'est pas joint à l'habitation, la prohibition de l'art. 1^{er} du décret du 4 mai 1812 subsiste dans toute sa force; — attendu que le jugement attaqué a refusé de faire l'application dudit décret, par le motif que le prévenu aurait chassé dans son terrain clos, pour la destruction des animaux nuisibles à sa récolte alors pendante; et qu'en le décidant ainsi, pour un terrain qui, quoique clos, n'était pas joint à l'habitation, ledit jugement a faussement interprété et par suite violé le décret du 4 mai 1812; — attendu que la dépendance d'une habitation est assimilée à l'habitation elle-même; que si le port d'armes ne peut être exigé de la part de celui qui se borne à posséder un fusil dans son domicile, il en est autrement pour l'individu qui quitte son domicile pour se livrer à la chasse dans un terrain même clos, à lui appartenant, mais séparé de son domicile; — Casse.

Du 26 avril 1839. — Cour de cass. — M. Mérilhou, rapp. — M. Pascalis, av. gén.

(1) Voy. nos art. 1164 et 2298.

ART. 2483.

VOIRIE. — SAILLIE. — TRAVAUX CONFORTATIFS

Le tribunal de police qui prononce une amende contre celui qui a fait exécuter des travaux confortatifs aux saillies d'une maison donnant sur la rue, ne peut se dispenser d'ordonner la démolition de ces travaux, sous le prétexte qu'elle ne paraît ni urgente ni indispensable.

ARRÊT (Min. publi. C. Savoie).

LA COUR ; — vu les art. 485 de l'édit du mois de déc. 1609, le n° 1^{er} de l'art. 3, tit. 11, de la loi du 16-24 août 1790, l'art. 29, tit. 1^{er}, de la loi des 19-22 juill. 1791, le n° 5 de l'art. 471 C. pén., ensemble l'art. 161 C. instr. cr. ; — attendu que les dispositions précitées de l'édit du mois de décembre 1609 ont été virtuellement renouvelées et maintenues par les susdites lois de 1790 et de 1791, ainsi que par le cinquième numéro de l'art. 471 C. pén., et tendent à faire progressivement disparaître des anciens bâtiments, à mesure que le temps dégrade ceux-ci, toutes les saillies ou avances qu'ils présentent sur la voie publique ; qu'afin d'atteindre le plus promptement possible ce but d'utilité générale, elles défendent aux administrateurs de la voirie de permettre qu'on les réédifie ni fasse ouvrages « qui les puissent conforter, conserver ni soutenir, » les obligent à faire le tout continuer à plomb depuis le rez-de-chaussée tout contre-mont et leur prescrivent de traduire les contrevenants devant la juridiction compétente, « pour voir ordonner que la besogne mal plantée, sera abattue, et (être) condamnés à telle amende que de raison ; » — que ces règles d'ordre public sont de plein droit obligatoires dans toutes les communes du royaume indistinctement, lors même qu'aucun acte de l'autorité municipale n'y a rappelé les habitants à leur observation ; — que le tribunal saisi d'une contravention de cette nature se trouve, quand il la déclare constante, aussi strictement tenu de la faire disparaître en ordonnant la démolition des travaux qui la constituent, que d'infliger à celui qui s'en est rendu coupable l'amende dont elle le rend passible ; puisque le législateur, lorsqu'il a commandé la destruction du nouvel œuvre avant d'y attacher une peine, a voulu que celle-là fût toujours inséparable et indivisible de celle-ci ; — et attendu, dans l'espèce, que le jugement dénoncé a condamné le défendeur à cinq francs d'amende, pour avoir fait à sa maison, en contravention à l'édit susdaté, des travaux qui doivent prolonger l'existence du *figeot*

(1) V. quant à la compétence, notre art. 2233 ; et dans le même sens, cass. 4 janvier et 4 août 1839.

saillant qu'elle présente sur la rue ; qu'il ne pouvait pas se dispenser légalement d'ordonner en même temps la démolition de ces travaux ; — qu'en déclarant dès lors, le ministère public non recevable sur le chef des conclusions qu'il a prises à cet effet, sous le prétexte que cette démolition ne paraît ni urgente ni indispensable, le tribunal de simple police de Troyes a donné à l'instruction adressée par le Bureau des finances de cette ville aux commissaires chargés de la manutention de la voirie, le 6 avril 1774, une autorité qu'elle ne peut avoir dans la cause, et commis une violation des articles ci-dessus visés ; — Casse.

Du 23 février 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av. gén.

ART. 2484.

VOIRIE. — CONSTRUCTION. — AUTORISATION.

La règle que nulle construction ne peut, sans autorisation de l'autorité municipale, être faite sur ou joignant la voie publique, s'applique indistinctement à toutes les communes, indépendamment d'un arrêté pris par le maire pour la rappeler à ses administrés (1).

ARRÊT (Min. publ. C. Crépin).

LA COUR, — vu l'édit du mois de décembre 1607, enregistré au parlement de Paris le 14 mars suivant, l'art. 3, n° 1^{er}, tit. xx de la loi du 26-24 août 1790, l'art. 29, tit. 1^{er}, de celle du 19-22 juillet 1791, et la n° 5 de l'art. 471 C. pén. ; — attendu qu'aucune construction ne peut être entreprise sur ou joignant une voie publique quelconque, sans avoir préalablement demandé et obtenu à cet effet l'autorisation de l'autorité compétente ; que ce principe, consacré par l'édit précité, en ce qui concerne les villes du royaume, a été depuis sanctionné et étendu indistinctement à toutes les communes par la loi des 16-24 août 1790, et par le n° 5 de l'art. 471 du Code pénal ; — que son observation ne saurait être subordonnée à l'exercice du pouvoir qu'ont les maires de rappeler à leurs administrés l'obligation en ils sont des'y conformer ; — qu'il est obligatoire, indépendamment de tout arrêté local à cet égard, et par conséquent, en l'absence d'un tel arrêté, puisqu'il est d'ordre public ; — attendu qu'en décidant le contraire, dans l'espèce, le jugement dénué a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées ; — Casse.

Du 22 février 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av. gén.

(1) Arrêt conf. : 15 mai et 3 juil. 1835 et 10 nov. 1836.

ART. 2485.

COUR D'ASSISES. — DÉBATS. — DÉTOURNEMENT DE MINEUR.

La déclaration par l'accusé, dans le cours des débats, qu'il renonce à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi, valide non seulement les débats ultérieurs, mais les débats en totalité, qui forment un tout indivisible.

Le détournement frauduleux d'une mineure peut exister quoique ses parents aient consenti à son éloignement, si ce consentement n'a été obtenu qu'à l'aide d'une fourberie.

Soit que les mineurs enlevés, entraînés, détournés ou déplacés se trouvent dans le domicile légal de leurs parents ou tuteurs, soit qu'ils se trouvent dans les lieux où ils étaient placés par ceux-ci, le crime prévu par l'art. 354 C. pén. existe toutes les fois qu'il a été exécuté par fraude ou par violence (1).

ARRÊT (Dubois).

LA COUR ; — en ce qui touche le moyen tiré de la prétendue violation de l'art. 296 C. d'instr. crim., en ce qu'il ne se serait pas écoulé cinq jours entre l'interrogatoire de l'accusé et l'ouverture des débats ; — attendu d'une part, que l'accusé sur l'interpellation du président pendant le cours des débats, ayant déclaré vouloir être jugé immédiatement et renoncer à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi, cette déclaration, autorisée par l'art. 261 du C. d'instr. crim., a validé non seulement les débats ultérieurs, mais encore la partie des débats qui avait eu lieu déjà, car les débats ne forment qu'un seul tout indivisible ; — attendu, d'autre part, que d'après l'art. 297 du C. d'instr. crim., le défaut d'interpellation du président à l'accusé, et le défaut de recours de l'accusé contre l'arrêt de renvoi, n'ont d'autre effet que de conserver à l'accusé le droit d'attaquer l'arrêt de renvoi en même temps que l'arrêt définitif ; — en ce qui touche le deuxième moyen de cassation tiré de la prétendue fausse application de l'art. 354 du Code pénal, en ce que le sens dudit article exclurait l'idée de l'assentiment absolu de la mineure et de ses parents ou tuteurs, assentiment qui aurait existé dans l'espèce ; — attendu que les faits constatés par l'arrêt de renvoi excluent l'idée de l'assentiment de la mineure et de ses parents, puisqu'il est reconnu que les parents de la mineure Fouquereau n'ont consenti à l'éloignement de cette fille, que par suite de l'assurance mensongère à eux donnée par l'accusé, sur la destination qu'il réservait à ladite fille Fouquereau ; que l'on ne peut qua-

(1) Voy. arrêt du 25 oct. 1821.

lifier assentiment libre, celui qui n'est obtenu qu'à l'aide d'une fourberie, et que c'est avec raison que ledit arrêt de renvoi, les questions posées au jury et résolues par lui, ainsi que l'arrêt de condamnation, ont qualifié détournement *frauduleux* un détournement opéré par de pareils moyens; ce qui rentre dans le vrai sens de l'art. 354, Code pénal; — en ce qui touche le troisième moyen de cassation tiré de la prétendue fausse application de l'art. 354 précité, en ce que le mot *déplacement* employé par cet article, ne s'appliquerait qu'au cas où la *mineure détournée* ou *déplacée*, aurait été, au moment dudit détournement, placée par ses parents dans un lieu autre que leur domicile légal; — attendu que par ces mots *des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés*, les auteurs de l'art. 354 précité n'ont pas rattaché ces mots uniquement au mot *déplacer* qui précède, mais bien aussi aux mots *entraîner* ou *détourner* qui précèdent aussi; d'où il suit que le crime prévu et puni par l'art. 354 existe dans l'une des nuances qui y sont énumérées, toutes les fois qu'il aura été exécuté par fraude ou bien par violence, soit que les mineurs enlevés, entraînés, détournés ou déplacés, se trouvent dans le domicile légal de leurs parents ou tuteurs, soit qu'ils se trouvent dans les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés; — attendu que, dès lors, et sans ce nouveau rapport, l'arrêt de renvoi et l'arrêt de condamnation ont fait une juste application de l'art. 354 du Code pénal; — Rejette.

Du 25 avril 1839. — Cour de cass. — M. Mérilhou, rapp.
— M. Pascalis, av. gén.

ART. 2486.

COUR D'ASSISES. — DÉCLARATION DU JURY. — LECTURE. PROCÈS-VERBAL.

La lecture de la déclaration du jury à l'accusé, en présence des jurés, est une formalité essentielle à l'exercice du droit de défense, et doit être constatée par le procès-verbal, à peine de nullité (1).

ARRÊT (Lecouturier).

LA COUR; — vu les art. 357 et 372 C. instr. crim.; — attendu qu'il suit de la disposition de ce dernier article, que toute formalité non constatée par le procès-verbal est légalement présumée n'avoir pas été observée; — attendu en fait, que le procès-verbal de la séance de la cour d'assises de la Mayenne, du 6 avril 1839, énonce qu'après l'accomplissement des formalités prescri-

(1) Arrêt conf. : 29 nov. 1834 et 15 sept. 1836 (*Supra*, art. 1956.)

tes par l'art. 341 C. d'instr. crim. le président a fait retirer l'accusé de l'auditoire; que les jurés ne sont rendus dans leur chambre pour y délibérer; qu'étant ensuite rentrés dans l'auditoire, leur chef a donné lecture de leur délibération; qu'il l'a signée et remise au président; qu'elle a été signée par le président et par le greffier; que le substitut du procureur du roi a fait sa réquisition pour l'application de la loi; que le président a demandé à l'accusé s'il n'avait rien à dire pour sa défense, et que l'accusé n'a rien répondu; — que s'il résulte de ces énonciations que l'accusé était présent lors des interpellations que le président lui a adressées, le procès-verbal ne constate nullement que le greffier ait lu en sa présence la déclaration du jury; — attendu qu'une telle omission restreint et compromet essentiellement le droit de défense; que l'accusé à qui la déclaration du jury n'a point été lue ne peut fournir d'observations, ni sur sa régularité, ni sur les conséquences légales qu'elle doit produire; qu'inutilement il est averti par le président, en conformité de l'art. 363 C. d'instr. crim., de pourvoir à sa défense; qu'ignorant le fait dont il est déclaré coupable, et les circonstances qui l'aggravent ou le modifient, il ne peut combattre avec avantage les réquisitions du ministère public, soutenir que ce fait n'est pas défendu ou qualifié délit par la loi, ou qu'il ne mérite pas la peine dont l'application est requise; — que la formalité prescrite par l'art. 357 dudit code doit donc être considérée comme substantielle, mais qu'elle ne peut s'accomplir qu'en présence du jury par lequel la déclaration a été formée, les observations de l'accusé pouvant avoir pour résultat de rendre une nouvelle délibération nécessaire; — Casse.

Du 26 avril 1839. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp. — M. Pascalis, av. gén.

ART. 2486.

FORÊTS. — ADJUDICATAIRE. — ARBRES RÉSERVÉS. — GROSSEUR.

AMENDE. — PROCÈS-VERBAL. — PREUVE.

L'art. 176 C. forest., en défendant d'admettre la preuve testimoniale outre ou contre le contenu au procès-verbal, n'a en vue que les faits matériels qui constituent le délit, et non les circonstances accessoires qui n'ont pour effet que de modifier la peine applicable.

L'art. 34 n'exclut pas la preuve testimoniale relativement à l'impossibilité de constater la grosseur des arbres réservés qui manquent dans la coupe au moment du récolement.

ARRÊT (Forêts C. Ricardon).

LA COUR; — attendu que l'art. 34 du Code forestier établit à l'égard des adjudicataires un droit particulier et spécial entièrement distinct du

droit commun établi pour les délits du même genre, par l'art. 193, à l'égard des délinquants ordinaires; — que cet art. 34 veut que l'amende de 50 fr. à 200 fr. soit prononcée contre les adjudicataires toutes les fois qu'il y a impossibilité de constater la grosseur des arbres réservés qui se trouvent manquer dans la coupe au moment du récolement; — que ce même article, qui ne limite pas les circonstances desquelles peut résulter cette impossibilité, ne limite pas non plus la manière dont cette même impossibilité doit être constatée; — que dès lors il n'est pas indispensable que la constatation soit faite par le procès-verbal lui-même; et que, si cet acte se trouve à cet égard incomplet ou insuffisant, c'est le cas de le suppléer par la preuve testimoniale; — qu'il n'y a aucune raison de penser que cette preuve qui, aux termes de l'art. 175, peut être invoquée à défaut de procès-verbal pour l'établissement du corps même du délit, ne puisse pas l'être utilement pour l'établissement d'une circonstance seulement accessoire à ce délit; — attendu que si l'art. 176 du Code forestier défend d'admettre aucune preuve outre et contre le contenu au procès-verbal, lorsque, comme dans l'espèce, cet acte fait foi jusqu'à inscription de faux, cette disposition ne doit s'entendre que des faits matériels qui constituent le délit et ne saurait être étendue à des circonstances accessoires qui n'ont pour effet que de modifier la peine applicable à ce délit; — attendu qu'il n'est pas possible de soutenir que l'admission à la preuve établisse en faveur de l'administration un droit exorbitant, puisque ce droit résulte des dispositions mêmes de la loi; — qu'on ne peut qualifier cette preuve d'immorale, puisque la fraude et le parjure ne se présument pas; — qu'on ne peut non plus alléguer d'avance que cette preuve serait inutile, puisqu'il n'est pas possible de prévoir quel résultat amènerait le débat entre l'administration fournissant ses preuves et le défendeur opposant la preuve contraire; — attendu qu'en prononçant comme il l'a fait, le jugement attaqué a violé l'art. 175, fausement interprété l'art. 176, appliqué contrairement à la loi l'art. 193, et violé, en ne l'appliquant pas, l'art. 34 du Code forestier; — Casse.

Du 5 janvier 1859. — Cour de cass. — M Fréteau de Pény, rapp. — M. Hello, av. gén.

ART. 2487.

DÉLIT FORESTIER. — CITATION. — NULLITÉ COUVERTE.

La matière forestière comme en toute autre matière, les nullités commises dans l'exploit d'assignation ne peuvent être accueillies par le juge d'appel lorsqu'elles n'ont point été proposées en 1^{re} instance (1).

(1) Arrêts anal. : 5 mars 1836 et 6 janvier 1838. (Suppl., art. 2146.)

ARRÊT (Forêts C. Bagelot).

LA COUR; — vu l'art. 173 C. proc. civ.; — attendu que cette disposition est de droit commun, et s'applique, dès lors, même aux matières criminelles; — et attendu, en fait, que Joseph Bagelot et son fils n'avaient point excipé, en première instance, de la nullité résultant de ce que la citation ne contenait pas, dans l'espèce, la copie entière du procès-verbal dressé à leur charge; — qu'ils étaient donc non recevables à proposer ce moyen devant la Cour royale saisie de leur appel; — d'où il suit qu'en prononçant, par ce motif, l'annulation de ladite citation, l'arrêt dénoncé a fausement appliqué l'art. 172 du Code forestier, et commis une violation expresse de l'article ci-dessus visé; — Casse.

Du 12 avril 1859. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av. gén.

ART. 2488.

FORÊTS. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. —
SIGNIFICATION.

L'opposition à un jugement par défaut prononçant une condamnation pour délit forestier, doit, à peine de déchéance, être notifiée à l'administration forestière comme au ministère public.

ARRÊT (Min. publ. C. Gaire).

LA COUR; — vu les art. 187 C. instr. crim., et 187 C. forest.; — attendu qu'il résulte de la combinaison de ces deux articles, qu'en matière de délits forestiers l'opposition à un jugement par défaut prononçant une condamnation doit, pour être valable, être signifiée spécialement et séparément à l'administration forestière et au ministère public; — qu'en effet, bien que la peine ait pu être prononcée sur les conclusions de l'administration seule, il n'en est pas moins vrai que le ministère public devient surveillant de l'exécution de la condamnation et le garant de cette exécution envers la société; — qu'il suit de là que le jugement qui a prononcé la condamnation ne peut être valablement attaqué, sans que celui qui a le droit et le devoir de veiller à son exécution soit mis en demeure de le défendre; — qu'il n'y a rien à conclure de ce que le jugement de condamnation n'a pas besoin d'être signifié à la double requête de l'administration et du ministère public, parce que le condamné est suffisamment instruit par une seule notification, au lieu que chacun de ses adversaires, ayant des intérêts et des devoirs propres et particuliers, a besoin de l'être par une signification expresse et spéciale; — attendu, en fait, que Gaire, opposant au jugement de condamnation porté contre lui, n'a pas fait signifier son opposition au ministère public; que, dans ces circonstances, l'arrêt attaqué, en décidant

que l'opposition de Caire était recevable, quoique non signifiée au ministère public, a méconnu l'esprit de la loi et violé les deux articles précités;
— *Casse.*

Du 11 mai 1839. — Cour de cass. — M. Fréteau de Pény, rapp. — M. Pascalis, av. gén.,

ART. 2489.

COUR D'ASSISES. — REGISTRES. — REMISE AU JURY.

Les registres des parties civiles, apportés pour la première fois à l'audience de la Cour d'assises en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, peuvent être considérés comme pièces du procès, et être remis aux jurés lors de leur délibération (C. instr. cr., art. 341).

ARRÊT (Balaguy).

Du 14 mars 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Hello, av. gén.

ART. 2482.

COUR D'ASSISES. — OFFENSE PUBLIQUE. — QUESTIONS. — VOTE. — INDIVISIBILITÉ.

En matière de délit commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, le jury ne doit pas être appelé à décider le fait matériel seulement; il lui appartient aussi d'apprécier toutes les circonstances de fait et de moralité qui l'ont accompagné.

Lorsqu'il y a plusieurs accusés, les questions doivent être posées séparément sur la culpabilité de chacun d'eux, et, s'il y a lieu, sur les circonstances atténuantes.

Suivant le vœu de l'art. 345 C. instr. crim., le chef du jury doit lire successivement chacune des questions posées, et suivant la loi de 1836, chaque juré doit exprimer son vote sur son bulletin par oui ou par non, sans pouvoir décomposer la question pour en admettre une partie et rejeter l'autre.

ARRÊT (Min. publ. C. Guillot et Ferré).

LA COUR; — Vu la requête du demandeur à l'appui de son pourvoi; — vu les art. 337, 341 et 345 du Code d'instruction criminelle, 1, 2 et 3 de la loi du 13 mai 1836, — attendu 1° que le jury, seul juge des délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, ne doit pas être appelé seulement à décider le fait matériel de publication imputé au prévenu, mais qu'il lui appartient aussi d'apprécier toutes les circonstances de fait et de moralité qui ont accompagné cette publication

et doivent servir à déterminer son caractère légal; qu'à cet effet on ne doit pas se borner à lui demander si le prévenu est coupable d'avoir proféré publiquement les discours, d'avoir vendu ou distribué des écrits qui sont l'objet de la poursuite, mais qu'il faut lui demander si, en proférant ces discours, en vendant ou distribuant ces écrits, il s'est rendu coupable du délit à lui imputé tel qu'il est qualifié par l'arrêt de renvoi ou par la citation qui a saisi la Cour d'assises, que c'est en ce sens que doit être exécuté l'art. 337 du Code d'instruction criminelle; — Qu'en fait, Guillot et Ferré étaient renvoyés devant la Cour d'assises de la Charente sur la double prévention d'offense envers le Roi et d'attaque contre l'inviolabilité de sa personne, résultant d'une chanson chantée par eux dans un lieu public; que le président de la Cour d'assises, au lieu de se conformer aux principes ci-dessus rappelés, a posé une question unique par laquelle il a demandé si les prévenus étaient coupables d'avoir chanté dans un lieu public la chanson incriminée, réservant ainsi à la Cour d'assises, en cas de réponse affirmative, le droit de décider si par là ces prévenus s'étaient rendus coupables des délits spécifiés par l'arrêt de renvoi; — qu'en procédant ainsi, le président a méconnu les règles de la compétence respective du jury et de la Cour d'assises, et a formellement violé l'art. 337 du Code d'instruction criminelle; — attendu 2° que de la combinaison des art. 337, 341 du Code d'instruction criminelle et 1^{er} de la loi du 13 mai 1836, il résulte qu'il doit être fait un scrutin secret sur chacun des accusés ou prévenus, d'abord relativement à sa culpabilité, et ensuite, s'il y a lieu, sur les circonstances atténuantes; que les scrutins devant être faits suivant les questions posées, il en résulte que des questions distinctes doivent être posées sur la culpabilité de chacun desdits accusés ou prévenus; que cette manière de procéder est substantielle, puisqu'elle est établie comme une garantie contre les erreurs que pourraient entraîner les questions complexes; — que cependant le président de la Cour d'assises de la Charente a interrogé le jury cumulativement et par une seule question sur la culpabilité de Guillot et de Ferré, en quoi il a violé les articles de loi sus rappelés; — attendu en conséquence que, sous ce double rapport, il y a lieu d'annuler la position des questions; — attendu 3° que, d'après l'art. 345 du Code d'instruction criminelle, le chef du jury doit lire successivement chacune des questions posées; que les scrutins successifs qui ont lieu ensuite ont pour objet de répondre à ces questions, dans la forme où elles ont été posées; que, d'après l'art. 2 de la loi du 13 mai 1836, c'est par le mot *oui* ou par le mot *non* que chaque juré doit exprimer son vote sur le bulletin qui lui est remis à cet effet, et que c'est dans les mêmes termes que le résultat du scrutin doit être consigné en marge de chaque question; — Qu'en fait, le jury, appelé à statuer sur la prévention dirigée contre Guillot et Ferré, au lieu de procéder ainsi, s'est permis de décomposer la question qui lui était soumise, pour en admettre une partie et rejeter l'autre dans sa réponse; — Que d'ailleurs, en

supposant que le jury pût diviser et distinguer dans la question qui lui était soumise, au moins aurait-il fallu qu'il s'expliquât catégoriquement sur toutes les circonstances à l'égard de-que'les il était interrogé; que cependant il a omis de répondre sur la circonstance de la publicité, laquelle était expressément comprise dans la question posée par le président; — attendu, dès lors, que la réponse du jury est nulle, sous quelque rapport qu'on la considère; — attendu que l'ordonnance d'acquiescement qui a suivi est également nulle par voie de conséquence; — mais vu l'art. 409 du Code d'instruction criminelle d'après lequel, dans le cas d'acquiescement de l'accusé, l'annulation de l'ordonnance qui l'aura prononcé et de ce qui l'aura précédé ne peut être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée; — Et attendu que le demandeur ne peut soustraire son pourvoi à la disposition de cet article en soutenant qu'il n'y avait pas lieu à acquiescement, mais à un arrêt de la Cour d'assises, puisque les prévenus ont bien été reconnus auteurs d'un fait, mais qu'ils n'en ont pas été reconnus coupables, seul cas dans lequel il y ait lieu à procéder conformément aux art. 364 ou 365 du Code d'instruction criminelle; — qu'il ne peut pas l'y soustraire davantage en soutenant que l'arrêt de renvoi n'a pas été purgé, puisque le fait unique sur lequel portait cet arrêt a été soumis au jury, dont la déclaration, en écartant toute intention coupable de la part des prévenus, a virtuellement écarté celle qui eût été nécessaire pour constituer les délits d'offense et d'attaque qui leur étaient imputés par ledit arrêt; — que l'irrégularité de la déclaration ne peut donc leur être opposée, puisqu'ils sont protégés par la disposition dudit art. 409; — par ces motifs, la Cour casse et annule, mais, dans l'intérêt de la loi seulement, la position des questions dans l'affaire suivie devant la Cour d'assises de la Charente, le 10 août dernier, contre les nommés Guillot et Ferré, la réponse du jury et tout ce qui s'en est suivi, notamment l'ordonnance d'acquiescement dudit jour; — dit qu'il n'y a lieu de prononcer aucun renvoi.

Du 21 sept. 1839. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av. gén.

ART. 2487.

COUR D'ASSISES. — TÉMOIN. — ALLIANCE. — INCAPACITÉ. —
COMPÉTENCE. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.

La belle-mère et la belle sœur de l'accusé, alors même que le conjoint qui produisait l'affinité est décédé sans enfants, ne peuvent être entendues avec prestation de serment.

Si un allié ou autre personne suspectée d'incapacité, d'après l'art. 322 C. instr. crim., a été néanmoins cité comme témoin par

le ministère public, appartient-il au président de trancher la question en entendant ce témoin notifié, sans prestation de serment et à titre de simples renseignements (1)?

ARRÊT (Peytel).

LA COUR; — sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 293 du Code d'instruction criminelle; — attendu qu'en supposant que le demandeur soit arrivé dans la maison de justice dès le 8 juillet, il ne résulterait pas de nullité de ce qu'il n'a été interrogé par le président de la Cour d'assises que le 21, le délai de vingt-quatre heures fixé par l'art. 293 n'étant pas prescrit à peine de nullité, et n'ayant rien de substantiel; — que d'ailleurs cet interrogatoire ne peut régulièrement être fait que lorsque l'accusé a reçu la notification, non seulement de l'arrêt de renvoi, mais aussi de l'acte d'accusation, et que ce dernier acte a été notifié au demandeur la veille même de son interrogatoire, — sur le second moyen pris de l'usurpation par la Cour d'assises du pouvoir discrétionnaire du président; — attendu que l'absence de quelques-uns des témoins cités donnait lieu d'examiner et de décider s'il fallait passer outre aux débats ou renvoyer à une autre session; qu'à l'égard du juré qui s'est trouvé malade et qui a été autorisé à se retirer, et remplacé par le juré suppléant, il s'agissait d'une question d'excuse; que la décision de ces deux points, étrangers l'un et l'autre au pouvoir discrétionnaire du président, appartenait régulièrement à la Cour d'assises, qui a donc pu statuer sans commettre aucune usurpation de pouvoir; — sur le troisième moyen, pris de la violation de l'art. 393, en ce que l'un des jurés de la liste de session, composée seulement de trente jurés, a été entendu dans les débats en vertu du pouvoir discrétionnaire; — attendu que ce fait n'est pas constaté au procès-verbal, et doit dès lors être considéré comme une simple allégation; que d'ailleurs la composition du jury de jugement, régulière au moment où il a été formé, puisque le jury a été tiré au sort sur trente jurés idoines, ne peut être viciée par l'usage que le président a cru devoir faire plus tard de son pouvoir discrétionnaire; — sur le quatrième moyen, pris de la violation de l'art. 44 du Code d'instruction criminelle; attendu que si, après la déposition du sieur Martel, docteur en médecine, témoin cité, le président lui a demandé son opinion sur un point de médecine légale, sans qu'on lui ait fait prêter le serment prescrit par ledit article, il n'est nullement établi que ces nouvelles explications demandées au témoin fussent étrangères à l'expertise dont il avait été chargé par le juge d'instruction, et à raison de laquelle il avait été régulièrement cité comme témoin et avait prêté à l'audience le serment de l'article 317; qu'il n'était pas tenu de prêter un autre

(1) Ces deux questions sont les seules, parmi celles qu'énonce l'arrêt que nous recueillons, qui présentent quelque intérêt pour la science du droit.

serment ; — sur le cinquième moyen, pris de la violation de l'art. 317 du Code d'instruction criminelle ; attendu que l'art 322 dispose en termes exprès que les dépositions de la mère , de la sœur , et des alliés au même degré de l'accusé ne pourront être reçues ; que si ce même article ajoute que l'audition de ces personnes n'opérera pas nullité , lorsqu'elle aura lieu sans opposition , cette disposition ne peut , ni d'après sa lettre ni d'après son esprit , avoir pour effet de rendre obligatoire leur audition à titre de témoins et avec serment , par cela seul qu'aucune des parties ne s'y oppose ; que si cette conséquence a été attachée par la jurisprudence à la disposition analogue de l'art. 315 relatif aux témoins non notifiés , lequel est d'ailleurs rédigé en termes différents , c'est que , dans le cas prévu par cet article , il s'agit uniquement des intérêts de l'accusation et de la défense , que l'on doit croire satisfaits lorsque ni le ministère public , ni l'accusé , n'usent du droit que leur ouvre cet article ; mais que la prohibition de l'art 322 est fondée aussi et principalement sur l'honnêteté publique , qui ne permet pas que des parents ou alliés à un degré si proche puissent être tenus de déposer sous la foi du serment les uns contre les autres ; — qu'en n'admettant pas la dame Alcazar et la dame Broussais , mère et sœur de Félicité Alcazar , décédée femme du demandeur , à déposer avec serment , le président n'a fait que se conformer au vœu de la loi ; qu'il a pu prendre seul cette détermination , puisque c'est à lui qu'appartenait la direction des débats , et qu'aucune contestation ne s'est élevée à ce sujet , qui appelât l'intervention de la Cour d'assises ; qu'on objecte vainement que la dame Alcazar et la dame Broussais avaient perdu la qualité d'alliés du demandeur ; qu'aucune disposition de la loi ne fait cesser d'une manière absolue l'alliance par le décès sans enfants de la personne qui l'avait produite ; que cette circonstance en fait seulement cesser quelques effets dans les cas où la loi s'en est expliquée expressément , mais qu'on ne trouve aucune disposition à cet effet dans le Code d'instruction criminelle , et que l'art. 232 du Code de procédure civile , au titre des enquêtes , déclare formellement les alliés en ligne directe et les beaux-frères et belles-sœurs reprochables , nonobstant le décès sans enfant de l'époux qui faisait l'alliance ; — sur le sixième moyen pris de ce que le procès-verbal ne constate pas suffisamment les avertissements que le président doit donner aux jurés ; — attendu que le procès-verbal , en énonçant que le président a rappelé aux jurés les dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 9 septembre 1835 , constate clairement qu'il leur a donné les avertissements prescrits par l'art. 341 du Code d'instruction criminelle , que ledit art. 1^{er} a pour objet de rectifier ; — que s'il existe trois lois sous la même date du 9 septembre 1835 , il ne peut y avoir aucun doute raisonnable sur celle de ces lois dont il s'agit au procès-verbal ; — sur le septième moyen pris de la violation de l'art. 372 du Code d'instruction criminelle ; — attendu que le procès-verbal des débats constate qu'il a été rédigé par le greffier , qu'il porte la signature du président et du greffier , qu'il a donc été satisfait au vœu de l'art. 372 ; — que si ce procès-verbal est signé aussi du pro-

cureur du roi, aucune loi n'autorise à en prononcer la nullité pour ce fait, dont on ne peut d'ailleurs rien induire contre sa véracité ; — en ce qui touche les observations contenues dans le mémoire signé de M^e Maugerand ; — attendu qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter, puisque les unes sont relatives à des faits que le procès-verbal ne constate pas, qui n'auraient pu être légalement établis que par la voie de l'inscription de faux, et qui, fussent-ils exacts, ne seraient pas de nature à faire prononcer la nullité, et puisque les autres se rapportent à des prétendues irrégularités de l'instruction antérieures à l'arrêt de renvoi, lesquelles, aux termes de l'art. 408, ne peuvent jamais déterminer l'annulation de l'arrêt de condamnation ; — attendu d'ailleurs que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée ; — la Cour rejette le pourvoi.

Du 20 octobre 1839. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av. gén.

OBSERVATIONS. — Quelques doutes sont permis sur la double question qui faisait l'objet du 5^e moyen de cassation : L'affinité, au cas de prédécès, sans enfants, du conjoint qui l'a produite, subsiste-t-elle quant à l'incapacité de témoigner dans le procès criminel instruit contre celui-ci ? L'allié ayant été cité comme témoin à charge, appartient-il au président ou seulement à la Cour d'assises de décider qu'il ne prêterait pas serment ? Le demandeur disait sur le 1^{er} point : De ce que l'affinité à le mariage pour cause, il en résulte qu'elle finit avec le mariage, à défaut de postérité ; *affinitates non eas accipere debemus quæ quondam fuerunt, sed præsentæ*, a dit la loi romaine. Cette règle se retrouve dans l'art. 5 de l'édit d'août 1757, sur les évocations ; dans Ferrière, v^o *récusation* ; Lalande, cout. d'Orléans, Despeisses, tom. 1, p. 284 ; Rousseau-Lacombe, v^o *affinité* ; et Loisel, qui l'exprime par cette locution énergique : *morte ma fille, mort mon gendre*. Elle a passé dans notre Code civil, qui, en faisant cesser l'obligation respective de se fournir des aliments dans le cas dont il s'agit, a pour motif ce que disait Cambacérès : « le gendre, dès qu'il est veuf sans enfants, devient étranger au beau-père. » V. aussi arrêts des 11 ventôse an VII, 27 vendémiaire an IX, 29 mai 1806 et 28 janvier 1808. — Donc mesdames Alcazar et Broussais, témoins cités par le ministère public, étaient capables et devaient prêter serment. Nous répondons, pour compléter les motifs de l'arrêt de rejet : si l'affinité est altérée par le décès d'un des conjoints sans enfants, le lien produit par le mariage n'est pas brisé quant aux incapacités qu'il a fondées. Pourquoi la loi romaine prohibait-elle le mariage entre le conjoint survivant et certains parents de l'époux prédécédé ? *Affinitatis generatione, quod et*

ipsum dissoluta affinitate demum procedit, disait Justinien, dans ses *Institutes* (de nuptiis, § 6 et 7). En renouvelant cette prohibition, notre Code civil maintient les effets de l'alliance, sinon l'alliance elle-même. En reproduisant la disposition de l'ordonnance de 1667, sur les dépositions des alliés, notre Code de procédure se fonde sur ce que les motifs d'honnêteté publique ou de suspicion qui les font récuser ne sont pas détruits par le prédécès de la personne qui produisait l'affinité. N'est-ce pas surtout en matière criminelle qu'il faut se garder de placer une classe d'individus dans l'alternative ou de se parjurer ou de déposer contre celui qui naguère était uni à eux par des liens que la conscience reconnaît encore? La prohibition contre les alliés, si elle n'était pas écrite dans l'ordonnance de 1670, remplie de tant de règles qui heurtaient les principes de l'humanité, l'a été dans le Code de brumaire an iv, puis dans notre Code d'instruction criminelle, dont l'art. 322 ne saurait avoir moins de portée que la disposition analogue du Code de procédure civile. Les motifs sur lesquels se fonde cet article sont trop sacrés pour qu'on doive interpréter restrictivement ses termes, conformes d'ailleurs à ceux dont se sert le Code civil, pour le cas précisément où l'un des conjoints est décédé (art. 161 et 162). Le vœu de la loi ne serait-il pas déplorablement méconnu s'il était permis au juge criminel, par cela que l'épouse de l'accusé vient de décéder, d'entendre sa mère ou sa sœur comme témoins, sous la foi du serment. L'incapacité, à notre avis, résulte des principes auxquels se réfère nécessairement l'art. 322, puisqu'il n'y apporte aucune exception. Ce n'est pas là qu'est la difficulté, suivant nous, mais dans la question de savoir à qui, du président ou de la Cour d'assises, il appartient de déclarer l'incapacité du témoin. Lorsque le ministère public et l'accusé consentent *expressément* à ce qu'un témoin cité ne soit pas entendu en cette qualité, on convient que le président peut seul l'écarter du débat, ou l'entendre à titre de simples renseignements. Mais si ce contrat judiciaire n'a pas été formé, on soutient que l'incompétence du président ressort de l'art. 315 C. instr. crim. qui veut une décision de la Cour d'assises, alors même qu'il ne s'agit que d'un témoin non notifié. Et on invoque plusieurs arrêts qui ont jugé : celui du 9 nov. 1850, « qu'il n'appartient pas au président seul de dépouiller un » témoin de son caractère légal, » ceux des 6 février 1852 et 30 juin 1857, « que lorsque des témoins se présentent tardivement » à l'audience, il ne faut rien moins qu'un arrêt de radiation » pour leur enlever la qualité de témoins, » et celui du 17 fév. 1854, « qu'un témoin cité et notifié est acquis à la cause, qu'il » ne peut être écarté du débat que pour des motifs prévus par » la loi et par un arrêt formel de la Cour d'assises. » A cela la

Cour de cassation répond aujourd'hui que le président s'est conformé à la loi, qu'il n'y a pas eu contestation appelant l'intervention de la Cour d'assises. Pour justifier cette solution, il faut établir une distinction marquante entre le témoin non notifié et le témoin frappé d'incapacité personnelle. C'est ce qu'a voulu faire M. l'avocat général Pascalis en disant : « Il est dans le témoin des caractères qui constituent son identité. Lorsque la personne appelée manque de l'une de ces conditions, ce n'est plus une irrégularité de forme qui l'écarte, et qu'une adhésion réciproque du ministère public et de l'accusé puisse effacer; c'est une incapacité qui s'attache à elle. En refusant d'entendre cette personne, le président ne fait qu'user d'un droit incontestable. L'obligation d'entendre sous serment l'individu auquel la citation a été donnée, n'existe que relativement au témoin véritable; et lorsqu'il n'en réunit pas les qualités, ce n'est pas du magistrat qu'émane alors le refus de l'entendre; la cause en préexiste et dérive de la loi même. » — Mais de ce que la loi aurait parlé, il ne résulte pas nécessairement qu'il n'y ait rien à juger; car, quoique toute question de droit doive trouver sa solution dans la loi, l'intervention du magistrat est nécessaire pour en faire l'application aux faits contentieux. Or il s'agit de savoir, non plus si de la loi sainement entendue résulte une incapacité pour telle classe de personnes, mais si c'est au président ou à la Cour d'assises à décider qu'en fait et en droit un témoin cité est ou n'est pas incapable. Pour contester la compétence du président, nous ne tirons pas argument de l'art. 315, parce que là il y a *opposition*, élevant un incident, qui nécessairement appelle une décision motivée. Nous recourons au principe fondamental d'après lequel se règle la compétence respective de la Cour d'assises et de son président seul. Au président, directeur des débats, tout ce qui est d'instruction; à la Cour d'assises, juge du contentieux, tout ce qui comporte un jugement. Or, lorsqu'un individu est cité comme témoin pour déposer sous la foi du serment, lorsque son nom a été compris dans la liste notifiée, n'y a-t-il pas un véritable *jugement* dans la décision qui, se fondant, à tort ou à raison, sur une incapacité pour l'appréciation de laquelle il faut vérifier un fait et interpréter peut-être un texte de loi, écarte entièrement du débat ce témoin notifié, ou le dispense de la prestation de serment généralement exigée par la loi même, et enlève ainsi une garantie, soit à la société, soit à l'accusé. Le président pourra donc seul juger s'il y a ou non mariage valable, produisant soit la parenté soit l'alliance au degré prohibé, si le témoin est dénonciateur dans le sens de la loi ou seulement plaignant, s'il y a mort civile encourue, etc..... C'est ce dont nous doutons, d'après les principes jusqu'alors suivis.

ART. 2490.

ATTENTAT A LA PUDEUR. — ÉPOUX.

Le mari qui emploie la violence pour faire subir à sa femme des actes contraires à la fin légitime du mariage, commet le crime d'attentat à la pudeur avec violence réprimé par l'art. 332, §3, du Code pénal.

Une plainte ayant été portée par la dame J... à raison d'actes contre nature qu'aurait tentés violemment son mari, le tribunal de la Seine, chambre du conseil, a déclaré n'y avoir lieu à suivre; mais la chambre des mises en accusation, contrairement aux conclusions du ministère public, a rendu un arrêt de renvoi devant la Cour d'assises. Sur le pourvoi du sieur J..., fondé sur une prétendue fausse application de l'art. 332 C. pén., M. le procureur-général Dupin a conclu en ces termes :

Messieurs, la justice a aussi sa pudeur : elle n'a pas seulement un bandeau sur les yeux ; il y a des choses qu'elle ne sait pas dire, et qu'elle ne veut point entendre. Quelquefois même elle ne donne ses audiences qu'à huis-clos, lorsqu'elle redoute quelque indiscretion de langage de la part des hommes étrangers à son culte. Mais, dans ce temple de la loi, où ses ministres seuls peuvent élever la voix, ils savent, même en parlant des choses dont l'honnêteté publique est la plus prompte à s'alarmer, observer les règles de la décence et de la gravité; et tous les crimes peuvent être accusés en votre présence, avec une fermeté de parole dont les oreilles les plus chastes ne sauraient s'alarmer. — Cette forme de discussion est d'autant plus facile à garder que, dans cette enceinte, et pour l'appréciation des moyens de cassation, nous n'avons point à rechercher et à discuter les circonstances du fait, mais à nous occuper uniquement du point de droit. — Le mémoire que le demandeur en cassation a cru devoir livrer à l'impression a été plus loin; il a raconté les faits, transcrit des pièces, discuté les charges. Dans cet écrit, le mari se récrie sur la recherche de ce qu'il appelle un crime mystérieux ! Il accuse le cynisme de la plainte ! il en signale l'in vraisemblance ! il relève les contradictions qu'il prétend y remarquer ! Et comme dans cette accusation d'un attentat à la pudeur, la loi exige, pour condition, que la violence ait été employée, il nie qu'il y ait eu recours. Il ne se rend pas même à l'évidence des traces que cette violence aurait laissées après elle, et il en donne ce motif : « Que, par la nature des choses, la fin ne se pouvant accomplir que violemment, même dans le cas du consentement le plus plein et le plus volontaire, les certificats qui, de l'aveu de la plaignante, établissent les seules

violences qu'elle aurait souffertes, prouvent contre elle que ce n'est point à la force qu'elle aurait cédé. » — Tout cela, Messieurs, pourra se dire en Cour d'assises. Là, on pourra entendre de nouveau les médecins, interroger les témoins, discuter leurs dépositions, rechercher des contradictions, infirmer les preuves : c'est le fait mis en question et soumis à un genre de débat dont nous ne sommes pas juges. Pour nous, nous devons accepter le fait tel qu'il est présenté dans l'arrêt qui nous est déféré, sauf à examiner ensuite si ce fait, tel qu'il a été caractérisé et qualifié par cet arrêt, tombe sous la disposition de la loi pénale. — Après avoir rappelé tous les faits, l'ordonnance des premiers juges et le réquisitoire du ministère public, l'arrêt prononce en ces termes : « Considérant que les faits ont été mal appréciés par les premiers juges, annule l'ordonnance ; — Et considérant qu'il existe charges suffisantes contre Jean-Michel J..... d'avoir, en juillet 1839, commis un attentat à la pudeur consommé avec violence sur la personne de sa femme, crime prévu par l'art. 332 du Code pénal ; ordonne la mise en accusation dudit J....., et le renvoie devant la Cour d'assises du département de la Seine pour y être jugé suivant la loi. » — Tenons donc ceci pour constant : — Le fait est un attentat à la pudeur : — cet attentat aurait été consommé avec violence ; — il y a charges suffisantes contre le sieur J..... qu'il en est l'auteur. — Aucun moyen de cassation ne pourrait être déduit contre cet arrêt, sous prétexte que les charges qu'il a déclarées suffisantes ne le sont pas ; aucune discussion de fait n'est admissible pour retrancher de l'arrêt la circonstance de violence qu'il déclare résulter pour lui de l'instruction ; tout cela, je le répète, est dans le domaine du fait, dont l'appréciation, quant aux probabilités de son existence matérielle, et à toutes les circonstances de sa perpétration, appartenait souverainement à la Chambre d'accusation. Sous ce premier rapport, le pourvoi est complètement inadmissible. — Mais le demandeur présente un second moyen. Suivant lui, « quand même il y aurait eu au procès violence physique, il n'aurait pu y avoir attentat à la pudeur dans le sens de la loi. » — En effet, dit-il, conçoit-on un mari accusé d'attentat à la pudeur de sa femme ! « Tandis que le mariage a transformé en un devoir impérieux l'acte même auquel, jusque là, la pudeur avait pour unique objet de mettre obstacle ! » — « Contrat d'une nature unique, extrême limite du droit de disposition appartenant à la créature humaine sur elle-même... Quelle place dès lors laisse-t-il à la transgression du sentiment dont son but fut de lever la barrière ? » — Nous répondrons que, si la pudeur d'une femme mariée n'est pas la pudeur d'une vierge, ce n'est pas une raison pour nier que le mariage conserve une pudeur qui lui est propre et qui ne mérite pas moins d'être respectée. À cette allégation que le mariage est l'extrême limite du droit de disposition appartenant à la créature humaine sur elle-même, nous répondons que plus cette limite est extrême, plus il importe de ne la point franchir. Il n'y a pas de puissance qui n'ait ses bornes ; le droit le plus explicite ne doit jamais dégé-

nérer en abus ; et plus l'abandon de soi-même est grand pour tout le qui est licite et conforme au vœu de la nature, moins il est permis de s'en autoriser pour arriver à des conséquences qui, loin d'être l'accomplissement du pacte, le détruisent dans son essence et révoltent l'humanité. — Le demandeur, dans son mémoire, a recours à l'autorité des casuistes, et il cite leurs textes pour prouver que plusieurs d'entre eux, et même, dit-il, des plus sévères, n'ont vu, dans des faits tels que ceux qui lui sont reprochés, que des fautes vénielles. — Hélas ! Messieurs, il faut bien le dire, puisqu'on allègue devant vous ce genre d'autorités, que ne trouve-t-on pas dans les casuistes ? Relisez plutôt les *Provinciales* !... — Et en particulier, sur le triste sujet qui nous occupe, il n'est que trop vrai que plusieurs d'entre eux se sont livrés, dans leurs ouvrages, à des recherches détaillées, à des distinctions tellement subtiles, qu'ils ont fait de leurs œuvres, par l'étonnante variété des espèces et le cynisme des expressions, des manuels de corruption, bien plus que des livres de conscience. — Tous cependant ne sont pas aussi relâchés qu'Ovandus et Novarre. — Sanchez, par exemple, qui, dans son in-folio intitulé *De Sancto matrimonio sacramento*, a consacré cent quarante-huit pages à traiter du devoir conjugal, de *debito conjugali*, met au rang des péchés mortels les actes qu'Ovandus et Novarre se contentent de reléguer parmi les fautes vénielles. Il en donne pour première raison qu'un tel acte *adversatur fini naturali hujus copulæ qui est prolis generatio* ; et il ajoute cet autre motif : *nec uxor ad similem copulam, sed ad solam copulam legitimam uxor est*. En effet, dit-il, le mari n'a pas toute espèce de puissance sur la personne de sa femme, mais seulement une puissance pour des actes légitimes.... *Vir non habet potestatem in uxoris corpus, ad quæcumque usum, sed ad solum uxorium, et... legitimum*. — Cette question de puissance maritale a soulevé l'objection du consentement réciproque, et quelques docteurs ont douté en pareil cas, *quia scienti et volenti non fit injuria* ! Et le demandeur semble aussi incliner vers cette opinion, lorsqu'il dit que « le mariage, étant par sa nature l'extrême limite du droit de disposition de la créature humaine sur elle-même, on se demande quelle place il laisse à la transgression du sentiment de pudeur dont son but est de lever la barrière ? » — Ne serait-il pas plus juste, plus moral et plus chrétien, de proclamer que le consentement, s'il peut amener le silence sur de tels actes, ne saurait jamais les légitimer ? N'est-il pas d'une philosophie plus haute et plus droite, de proclamer que la puissance de la créature humaine sur son corps a des bornes qu'il lui est interdit de franchir ? qu'il est des droits que nous ne devons pas donner sur nous, et que si, par exemple, le suicide matériel nous est défendu, soit que nous voulions nous tuer nous-mêmes, ou déléguer à d'autres la mission de nous arracher la vie, à plus forte raison le stupre, dans ce qu'il a de plus abject et de plus honteux, ne peut jamais être excusé par le consentement de l'acteur ou du patient : *Rei vel actoris assensu*. — S'il faut citer des casuistes, j'aime mieux la sévérité de ces autres docteurs dont la délicatesse a été jus-

qu'à se demander s'il n'y avait point dans ces actes contre nature une question d'adultère ; parce qu'en pareil cas, *si non ad aliam, certè ad aliud vir se porrexit* ? Vainement on leur objecte la définition de l'adultère, qui exige l'intervention d'une tierce personne, *ut sit alieni thori violatio*. Ils répondent avec raison, *hunc accessum esse contra matrimonii fidem. Et ratio est, quia neuter conjux servat alteri suum corpus castè, quod ad finem pertinet. Non est enim conjux ad illum actum, sed ad naturalem*. — Mais entre tous, celui qui s'en explique avec le plus d'élévation et d'énergie est saint Ambroise, dans un passage de son livre des *Patriarches*, qu'on a inséré dans le corps du droit canonique (Décret. 2^e part., causa 32, quæst. 4.) Il n'y a pas seulement adultère, dit-il, lorsqu'on pèche avec une autre femme, mais il y a adultère dans tout ce qui excède les véritables droits du mariage. Le crime même dans ce dernier cas, est plus grand, parce qu'on offense la sainteté du lien conjugal et l'on attente à la pudeur de l'épouse. *Nec hoc solum est adulterium, cum aliena peccare conjuge, sed omne quod non habet potestatem conjugii. Gravius crimen est, ubi celebrati conjugii jura temerantur et uxoris pudor solvitur* ! — Cette dernière expression est précieuse : la voilà retrouvée cette *pudeur de l'épouse*, que la loi doit protéger contre la violence au sein du mariage, comme elle protège celle des autres femmes au sein de la société. — Mais si jusqu'ici j'ai suivi le demandeur uniquement sur le terrain des moralistes, il est temps de nous placer sur celui de la législation. — La loi romaine punissait le stupre sous toutes ses formes. (Loi 34, § 1, ff. ad leg. Jul. de Adult.) Elle le punissait de mort lorsqu'il avait été commis avec violence. (Pauli Sentent., lib. 2, tit. 26, § 12.) Elle n'admettait pas l'excuse tirée du consentement ; seulement la peine était moindre. (*Ibid*, § 13.) — Elle ne protégeait pas seulement les personnes libres, mais encore celles qui étaient accidentellement constituées en servitude. Témoin la condamnation que rapporte Valère-Maxime, portée par le Sénat contre C. Plotius, pour avoir fait frapper de verges un jeune Romain, engagé pour dettes, qui avait refusé de se prêter à d'infâmes désirs. Le Sénat donna pour motif à sa décision, que la pudeur d'un Romain devait être protégée, dans quelque situation que le sort l'eût placé : *In qualicumque enim statu posito, Romano sanguini pudicitiam tutam esse Senatus voluit*. — Disons de même que la loi française a voulu protéger la pudeur des femmes dans le mariage, aussi bien que dans le monde. — Les assises de Jérusalem, qu'on a citées à cette audience, quoique écrites en français, n'ont jamais été loi de France. Ce passage, d'ailleurs, où l'hérésie est accolée à la sodomie et renvoyée au juge d'église, ne constate pas l'impunité du crime, mais seulement l'extension de la juridiction ecclésiastique. — Mais consultons les auteurs plus modernes qui constatent l'état de notre ancien droit français. — Muyart de Vouglans, dans son *Recueil des lois criminelles*, liv. 3, tit. 4, dit que les crimes contre nature sont punis de la peine de mort. — Jousse, dans son grand *Traité de la justice criminelle*, tit. 49, § 1, n^o 7,

s'en explique en ces termes : « La peine du crime de sodomie a lieu non seulement contre ceux qui *rem habent cum masculo*, mais encore l'égard de ceux qui *accedunt ad mulierem præposterâ venere*. (*L. cum vir nubit in femina*, C. ad l. Jul. de Adulteris. Ità enim Farinacius, quæst. 148, n° 35; et Julius Clarus, § Sodomia, n° 2, où il dit avoir vu plusieurs exemples de semblables condamnations.) Et cette peine a particulièrement lieu à l'égard de ceux qui en usent ainsi envers leurs propres femmes. (Farina, quæst. 148, n° 37; Jul. Clarus, § Sodomia, n° 2; et Menochius, de Arbitrat. quæst. casus 286, n° 41, in addition.) Mais la femme qui est ainsi connue par son mari ne doit pas être punie de la peine de mort, à moins qu'il ne soit prouvé qu'elle a donné à cette action un entier et libre consentement (Ità Julius Clarus, in suppl., § Sodomia, n° 16), ce qui, dit-il, ne se présume jamais. *Ibid. in additionibus*. — On brûlait ordinairement les coupables. — Menochius, *de arbitrariis questionibus*, liv. 2, cent. 3, casus 286, n° 35, cite l'exemple d'un homme qui fut condamné à être brûlé, *quia propriam uxorem contra naturam carnaliter cognoverat*. — *Et recte quidem*, dit-il, *quia si grave est delictum sic constuprare mulierem, multo gravius est propriam uxorem*. Il s'appuie de l'autorité d'Augustinus. — Quelquefois aussi on se contentait de pendre le coupable; on peut du moins le conjecturer par un passage de Julius Clarus qui, après avoir rappelé que les condamnés dont la corde se rompait étaient exemptés du supplice par une sorte de superstition populaire, dit que cela n'avait pas lieu pour les condamnés pour crimes contre nature, tant les auteurs de ces crimes étaient en abomination. On prenait une nouvelle corde jusqu'à ce que mort s'ensuivit. — La législation actuelle n'est point entrée dans les distinctions des casuistes; elle n'a pas même voulu reproduire les qualifications spéciales que certains crimes contre nature avaient dans l'ancien droit; elle a compris tous les délits de cette espèce sous le titre général d'attentats aux mœurs. Le conseiller d'Etat Berlier, dans son exposé des motifs du livre III du Code pénal, rappelle la distinction que Montesquieu avait faite entre les délits contre les mœurs qui portent atteinte à la continence publique, et à la répression desquels la juridiction correctionnelle suffit, et ceux qui choquent aussi la sûreté publique, tels que l'enlèvement et le viol. « Cette distinction, dit M. Berlier, a été suivie dans le Code. Le viol sera puni de la réclusion; il en sera de même de tout autre attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence contre des personnes de l'un ou de l'autre sexe. La loi de 1791 n'a parlé que du viol; elle s'est tue sur d'autres crimes qui n'offensent pas moins les mœurs. Il convenait de remplir cette lacune. » Et elle l'a été par la disposition de l'article 332, qui déclare d'une manière générale que « quiconque aura commis un attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de la réclusion. » — Dans toutes les lois sur cette triste matière, loin que la parenté ou l'intimité des rapports entre les personnes excuse ou amoindrisse le délit, elle

l'aggrave, et la peine devient plus forte, si l'attentat a été commis par des personnes ayant autorité sur celles qui en ont été les victimes, parce que la qualité qui donne l'empire et facilite les occasions constitue non pas seulement un abus d'autorité, mais un abus de confiance. L'art. 333 du Code pénal ne craint pas de supposer que ce pourraient être des ascendants qui auraient commis de tels attentats sur leurs propres enfants, des instituteurs sur leurs élèves, des ministres de la religion sur leurs pénitents; et dans toutes ces hypothèses, qui sont présentées non d'une manière limitative, mais par forme d'exemple, la peine est celle des travaux forcés à temps, ou même à perpétuité, suivant les circonstances. — Que le mari n'allègue donc pas sa qualité, non plus que les droits qui peuvent résulter du mariage. Dans le droit, il n'y a pas de puissance qui n'ait reçu ses limites de la loi même qui l'a établie. — La plus respectable des puissances, la puissance paternelle, qui chez les Romains était si absolue, avait cependant ses limites; *patria potestas, in pietate debet, non in atrocitate consistere.* (Loi 5, ff. ad leg. Pomp. de Parricidiis.) — La même législation permet aux instituteurs de châtier leurs élèves: *Magistris levis castigatio liberorum permittitur.* (Loi 13, § 4, ff. Locat.) Mais une sévérité outrée leur est interdite, et deviendrait punissable. *Præceptoris enim nimia sævitia culpe adsignatur.* (Loi 6, ff. ad Legem Aquiliam.) — Enfin, il n'est pas jusqu'à la puissance des maîtres sur leurs esclaves qui n'eût aussi des bornes. Il n'était pas permis aux maîtres de sévir contre eux avec cruauté. *Suprà modum sævire.* (Instit., lib. I, tit. 8.) L'esclave trop maltraité par son maître pouvait se réfugier aux pieds de la statue de l'empereur, et le magistrat interposait son autorité. Dans nos colonies, l'esclave à l'égard duquel le maître abuserait de sa puissance peut aussi se réfugier *ad aedes sacras*, et chercher un asile dans le sanctuaire de la justice. S'il ne le fait, ou s'il a succombé sous les tortures, l'autorité publique doit agir pour lui. Si, dans une circonstance récente, des faits atroces n'ont pas trouvé de répression, ce n'est pas les magistrats qu'il en faut accuser; mais si l'humanité a reçu par là une offense qu'il ne nous est pas donné de réparer, du moins la majesté de la loi sera vengée par un pourvoi qui sera formé dans son intérêt. — Du reste, Messieurs, ne craignons pas que de la répression des crimes tels que celui dont se plaint la dame J..., il puisse résulter une inquisition domestique, ni ce que le demandeur appelle « le droit de faire asseoir la justice au bord du lit conjugal! » Cela ne serait à redouter que si l'autorité judiciaire s'ingérait d'office dans la recherche de tels délits. Mais, lorsque c'est sur la plainte formelle de la femme, qui vient se jeter aux pieds de la justice, alléguant la violence dont elle a été la victime, violence dont elle porte les honteuses marques, et dont elle offre de rapporter la preuve, de même que si elle voulait s'en faire une simple cause de séparation, la justice doit l'écouter et rechercher la preuve des faits allégués; de même aussi, quand le cri qui s'échappe du sein de la victime est une accusation portée devant la justice cri-

minette, dans ce cas, comme dans tous ceux où la femme se plaint d'avoir été victime de quelque attentat, le magistrat doit informer sur le fait, en rechercher les preuves, et faire punir le crime selon toute la rigueur des lois. Le scandale n'est pas plus grand dans un cas que dans l'autre; et le doit, en tous cas, est également certain. — Conclusions au rejet.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.)

LA COUR; — sur le moyen de cassation tiré de la fausse application de l'art. 332, § 3, Cod. pén., 1^o en ce que, contrairement aux documents du procès, l'arrêt attaqué aurait déclaré que le fait imputé au demandeur aurait été commis avec violence; 2^o en ce qu'il aurait admis une accusation d'attentat à la pudeur, commis par un mari sur la personne de sa femme;

Relativement à la 1^{re} branche de ce moyen; attendu que l'arrêt attaqué a positivement reconnu et déclaré en fait qu'il y avait charges suffisantes contre Jean-Michel Jiguet d'avoir, en juillet 1839, commis un attentat à la pudeur avec violence; que cette appréciation du résultat de l'instruction était dans le domaine exclusif de la Cour royale, et ne peut donner ouverture à cassation;

En ce qui touche la 2^{me} branche du moyen proposé; — attendu que la disposition de l'art. 332, § 3, Cod. pén., est générale et absolue, qu'elle n'admet aucune exception; — que si le mariage a pour but l'union de l'homme et de la femme et si les devoirs qu'il impose, la cohabitation, l'obéissance de la femme envers le mari, établissent, entre les époux, des rapports intimes et nécessaires, il ne s'ensuit pas cependant que la femme cesse jamais d'être protégée par les lois ni qu'elle puisse être forcée de subir des actes contraires à la fin légitime du mariage; qu'il est dès lors évident qu'en employant la violence pour les commettre, le mari se rend coupable du crime prévu par l'article précité du Code pénal; — que le fait pour lequel le demandeur a été renvoyé devant la Cour d'assises est donc qualifié crime par la loi; — et attendu d'ailleurs que le ministère public a été entendu dans ses réquisitions, et que l'arrêt a été rendu par le nombre de juges que la loi a déterminé; — rejette.

Du 21 nov. 1859. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp. — M. Dupin, proc.-gén.

ART. 2491.

MINISTÈRE PUBLIC. — CHAMBRE DU CONSEIL. — PRÉSENCE. —
RÉQUISITIONS.

Le procureur du roi a-t-il le droit d'assister au rapport que fait

le juge d'instruction dans la chambre du conseil, et de donner ses réquisitions oralement après ce rapport (1) ?

ARRÊT (Min. publ.)

LE COUR ; — sur le moyen tiré de la violation de l'art. 127 du Cod. d'inst. crim., en ce que l'arrêt attaqué, en confirmant une ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de 1^{re} instance de Montpellier, en date du 9 août 1839, rendue dans le procès instruit contre le nommé Joseph Coste, prévenu de vol, a jugé que le ministère public n'avait pas le droit d'être présent au rapport fait par le juge d'instruction à la chambre du conseil en exécution de l'article précité ; — attendu que l'art. 127 du Cod. d'inst. crim. détermine de quelle manière la chambre du conseil est composée quand le juge d'instruction fait son rapport ; qu'il y est dit qu'elle sera composée de trois

(1) M. Legraverend (*Traité de la législation criminelle*, chap. x) a écrit que la présence du procureur du roi au rapport serait contraire à la loi. M. Bourguignon, sur l'art. 127 Cod. inst. crim., a indiqué l'interprétation usuelle de cette disposition en ces termes : « Le procureur du roi fait son réquisitoire par écrit et n'assiste pas au rapport. » M. Carnot, au contraire, a exprimé l'opinion que, l'art. 127 ne prescrivant pas au procureur du roi de donner ses réquisitions par écrit, il pouvait les donner verbalement. Enfin MM. Ortolan et Ledeau (*le Ministère public en France*, tom. 2, p. 87) ont soutenu que le procureur du roi *devait* être présent au rapport, en se fondant sur ce que l'art. 127 n'exprime pas d'exception à la règle organique suivant laquelle le ministère public fait partie intégrante du tribunal, et sur ce que la part qu'il a prise à l'instruction rend sa présence nécessaire. Nous serions assez porté à adopter cette opinion si la question était entière, si elle n'avait pas été tranchée par une pratique constante de trente années. Pour réfuter l'argument de texte qui est la base principale de l'arrêt que nous recueillons, il suffirait de faire remarquer que la communication du dossier au procureur du roi doit être également *préalable* en matière civile (décret du 30 mars 1808, art. 83), qu'ainsi des expressions finales de l'art. 127 du Code d'instr. cr., il ne résulte aucunement que le ministère public soit entièrement étranger à la chambre du conseil, que ses conclusions doivent *précéder* le rapport. Ce principal argument écarté, il ne s'agirait plus que d'examiner si la présence du ministère public au rapport, *avant le délibéré réel*, ne doit pas être plus utile que nuisible à l'appréciation des charges, à la découverte de la vérité que recherche aussi cet organe de la loi, d'autant plus qu'il connaîtrait par là le rapport, qui peut être simplement oral suivant la jurisprudence. Mais le temps et l'usage général ne permettent plus, à notre avis, de remettre en question la disposition dont il s'agit ; s'il y a avantage pour la défense dans l'interprétation qu'a consacrée une pratique constante, c'est un droit acquis qu'il faut respecter.

juges au moins, y compris le juge d'instruction, et qu'il n'y est fait nulle mention de la présence du procureur du roi; — que cet article porte qu'il est *préalablement* donné communication des pièces et de la procédure au procureur du roi pour être par lui requis ce qu'il appartiendra; d'où il suit que ses conclusions par écrit sur la prévention résultant de l'instruction et de la procédure écrite doivent *précéder* le rapport du juge d'instruction, et que la présence du ministère public à ce rapport, qui peut être considéré comme le commencement de la délibération, serait sans objet, et pourrait même nuire à l'indépendance des magistrats chargés par la loi de prononcer sur la mise en prévention; — que, par conséquent, en dénié au ministère public le droit d'être présent au rapport fait par le juge d'instruction, dans le procès instruit contre Joseph Coste, l'arrêt attaqué a fait une juste application de l'art. 127 du Cod. d'inst. crim.; — rejette.

Du 19 sept. 1839. — Cour de cass. — M. Dehaussy, rapp.
— M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2492.

DÉLIT DE PRESSE. — DIFFAMATION. — COMPLICITÉ. — DÉCLARATION
DU JURY. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — COMPÉTENCE.

La complicité, en matière de diffamation publique, est suffisamment déclarée par la réponse affirmative du jury à une question qui contient, par relation à une autre, les éléments constitutifs du délit; encore bien que dans cette question ne se trouve aucune des expressions complice, délit, diffamation (1).

La réponse négative du jury sur la question relative à l'accusé principal n'exclut pas la possibilité d'une déclaration affirmative sur la question concernant l'accusé de complicité (2).

La déclaration de non culpabilité, en matière de délits de presse comme en toute matière de la juridiction de la Cour d'assises, ne s'oppose pas à une condamnation en dommages-intérêts (3).

Les sieurs Jobart, avoué, et Colas Martinet, gérant du journal *l'Echo des Ardennes*, étaient traduits en Cour d'assises, sur la plainte de M. Cunin-Gridaine, député, comme prévenus de l'avoir diffamé dans un article écrit par le premier et publié

(1) V. arrêts des 19 avril 1816, 2 octobre 1819 et 18 avril 1822.

(2) Arrêts anal. (V. nos art. 2152 et 2291.)

(3) V. *suprà*, art 2343, le rapport remarquable de M. le conseiller Rocher sur cette question, et l'arrêt conforme.

par le second. Les questions furent ainsi posées et résolues : *Première*, Colas Martinet est-il coupable d'avoir outragé publiquement par la voie de la presse le sieur Cunin-Gridaine, pour avoir inséré l'article incriminé ? Non, à la majorité. *Deuxième*, Jobart est-il coupable d'avoir remis ou fait remettre au dit Colas, afin que celui-ci le publiât, l'article sus énoncé dont il est l'auteur ? Oui, à la majorité. Sur ce, la Cour d'assises rendit l'arrêt suivant :

La Cour ; — vu la déclaration du jury portant que 1^o Colas-Martinet n'est pas coupable d'avoir outragé publiquement, par la voie de la presse, le sieur Cunin-Gridaine, à raison de ses fonctions ou de sa qualité, pour avoir inséré dans l'*Echo des Ardennes*, publié le 22 février 1839, l'article incriminé ; — 2^o que Jobart est coupable d'avoir remis ou fait remettre audit Colas, afin que celui-ci le publiât, l'article sus énoncé dont il est l'auteur ; — où le ministère public, requérant contre Colas et Jobart la condamnation aux dommages-intérêts, et contre Jobart seul les peines portées par la loi ; — où les conclusions du défenseur de Jobart, tendantes à ce qu'il plaise à la Cour décider que le fait, reconnu constant par le jury et tel qu'il lui a été soumis, ne constitue aucun des caractères du délit de diffamation et ne renferme aucune des expressions qui devaient qualifier la complicité ; déclarer qu'il n'y a lieu à appliquer de peine ; — après en avoir délibéré conformément à la loi, — attendu que la deuxième question est corrélatrice à la première, à laquelle elle se réfère directement et explicitement ; que le jury, juge du fait, ne doit pas être interrogé sur la question de savoir si ce fait constitue un délit ou une complicité de ce délit, et qu'à la cour seule appartient le droit d'examiner et de décider si le fait reconnu constant rentre dans l'application de la loi pénale ; — attendu que le fait, tel qu'il a été déclaré par le jury, constitue, à la charge de Jobart, la complicité du délit de diffamation prévu et puni par les art. 6 de la loi du 25 mars 1822, 8 et 14 de la loi du 18 juil. 1828, 26 de la loi du 26 mai 1819, 59 et 60 du Cod. pén. ; — faisant à Jobart application desdits articles, et à Jobart et Colas des art. 18 de la loi du 26 mai 1819, 11 de la loi du 9 juin 1819, 3 de la loi du 8 avril 1831, et 55 du Cod. pén. ; — condamne Jobart à un mois d'emprisonnement et à l'amende de 500 fr. ; — faisant droit aux conclusions de la partie civile, attendu qu'aux termes des art. 3 et 366 du Cod. d'inst. crim., la partie civile peut, dans le cas d'absolution ou d'acquiescement, comme dans celui de condamnation, prétendre à des dommages-intérêts, dont la demande peut être portée devant les mêmes juges que l'action civile ; — attendu que les principes consacrés par les articles précités n'ont reçu aucune dérogation ni modification par les lois rendues contre les délits en matière de presse ; — attendu qu'en résolvant négativement la question relative à Colas, les jurés ont jugé souverainement la moralité du fait à raison duquel il était poursuivi, mais n'ont pu résoudre la

question du préjudice résultant du fait matériel ; — attendu que la publication de l'article incriminé, a, aussi bien que la remise de l'écrit qui constitue la diffamation, causé à M. Cunin-Gridaine un dommage à la réparation duquel doivent être tenus les sieurs Colas et Jobart, conformément à l'art. 1382 du Cod. civ. ; — condamne Colas et Jobart, solidairement, à 3,000 fr. de dommages-intérêts, dont 2,000 fr. à la charge de Jobart et 1,000 fr. à la charge de Colas ; — ordonne l'affiche au nombre de 500 exemplaires, l'insertion dans tous les journaux du département et dans six journaux de Paris, le tout aux frais des condamnés.

Pourvoi. Premier moyen. Violation des art. 337 et 364 C. inst. crim., en ce que la réponse relative à Jobart ne renferme point les éléments constitutifs de la complicité du délit de diffamation publique. **Deuxième.** Excès de pouvoirs en ce que l'exercice d'un *droit*, tel que celui de publier ses opinions sans commettre aucun délit, ne peut constituer une *faute* passible de dommages-intérêts.

ARRÊT (Jobart et Colas-Martinet.)

LA COUR ; — sur le moyen présenté par Jobart et pris de la violation de l'art. 364 du Cod. d'inst. crim. ; — attendu que la réponse négative du jury en faveur de celui qui est poursuivi comme auteur principal d'un crime ou d'un délit n'emporte pas nécessairement la preuve que ce crime ou ce délit n'a pas été commis ; qu'elle n'est donc point inconciliable avec la réponse affirmative faite à la charge de celui qui est poursuivi comme complice ; qu'il suffit pour que la déclaration du jury puisse servir de base à la condamnation de ce dernier qu'elle constate, outre les faits élémentaires de la complicité, toutes les circonstances constitutives du crime ou du délit dont il s'agit ; — attendu que les diverses questions soumises au jury forment un seul tout et s'expliquent l'une par l'autre ; que la deuxième question posée par le président de la Cour d'assises des Ardennes, relativement à Jobart, se réfère à la première qu'il posait au même moment à l'égard de Colas Martinet, et qui contient toutes les circonstances constitutives du délit d'outrage, à raison duquel ils étaient l'un et l'autre poursuivis ; que le jury, en déclarant sur la deuxième question Jobart coupable d'avoir remis à Colas, pour être publié, l'article sus énoncé, l'a virtuellement reconnu coupable de s'être rendu complice de la publication de cet article avec tous les caractères qui lui sont attribués dans la première question, c'est-à-dire l'a déclaré complice d'un délit d'outrage public envers un député, à raison de ses fonctions ou de sa qualité ; — attendu dès lors que la Cour d'assises des Ardennes, en condamnant le demandeur, par l'arrêt attaqué, aux peines de l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822, et par suite à des dommages intérêts envers la partie civile, n'a violé ni l'art. 364 du Cod. d'inst. crim., ni aucune

autre loi; — sur le moyen présenté par Colas Martinet, et pris de la violation des art. 7 de la Charte constitutionnelle, et 1382 du Cod. civ.; — attendu que l'art. 7 de la Charte se borne à déclarer que les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions en se conformant aux lois, qu'il n'affranchit donc nullement l'exercice de ce droit, de la double responsabilité, soit pénale, soit civile, à laquelle sont soumis tous les actes des citoyens; — que les lois ordinaires qui règlent la manière dont celui qui se prétend lésé par le fait d'autrui doit intenter et suivre son action en réparation, doivent être exécutées à l'égard des faits de presse, en tant que la législation spéciale sur cette matière n'y a point dérogé; — que l'art. 7 de la Charte ni aucune des lois rendues depuis, n'ont abrogé les art. 358 et 366 du Code d'inst. crim., qui autorisent les Cours d'assises, en cas d'absolution et d'acquittement, à statuer sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile, comme sur ceux que réclamerait l'accusé; — que sous ce rapport, en prononçant une condamnation civile contre le demandeur, nonobstant la déclaration négative du jury et l'ordonnance qui en a été la suite, la Cour d'assises des Ardennes, loin de violer l'art. 7 de la Charte constitutionnelle, n'a fait qu'user d'un pouvoir qui lui appartenait légalement; — attendu, sous un autre rapport, que cette condamnation ne peut être considérée comme une violation de l'art. 1382 du Cod. civ., puisque la Cour d'assises, eu la motivant sur la publication faite par le demandeur, dans le journal dont il est gérant, d'un article reconnu outrageant, a suffisamment constaté qu'il y avait faute de sa part; — rejette.

Du 30 août 1839. — Cour de Cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2493.

DÉMENCE. — SURSIS. — DÉBATS NOUVEAUX.

Pour reprendre les débats contre un accusé après sursis au jugement pour cause de démence, il n'est nécessaire ni que l'acte d'accusation lui soit signifié de nouveau, ni que le président des assises lui fasse subir un nouvel interrogatoire, ni que la Cour d'assises constate par arrêt motivé la cessation de la démence.

La déclaration de culpabilité par le jury ne permet pas de soutenir que l'accusé était en démence lors de la perpétration du fait incriminé.

ARRÊT (Gilbert).

LA COUR; — attendu qu'il est établi par la déclaration des hommes de

l'art que Gilbert jouit actuellement de sa raison ; (1) — que l'allégation de démente du condamné lors de sa présence aux premiers débats est postérieure à son interrogatoire par le président de la Cour d'assises ; — que la Cour qui pouvait surseoir sans motiver le sursis n'était pas tenue non plus de motiver la reprise des débats ; (2) — attendu qu'en reconnaissant la culpabilité de Gilbert le jury a admis qu'au moment du crime Gilbert n'était pas en démente ; (3) — rejette.

Du 6 juin 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Pascalis, av. gén.

ART. 2494.

TOMBEAUX. — ACTES OBSCÈNES. — OUTRAGES. — CRIMINALITÉ.
COMPÉTENCE.

Les actes obscènes accomplis sur une tombe et les interpellations outrageantes adressées aux mânes de ceux qu'elle renferme constituent le délit prévu par l'art. 360 C. pén., et un outrage à la morale publique et religieuse, justiciable de la Cour d'assises s'il y a eu publicité.

ARRÊT (Min. publ. C. Hermonnet et Guilbeau.)

LA COUR ; — considérant qu'il s'agit de la prévention, à l'égard d'Hermonnet, d'avoir, après s'être introduit dans un cimetière public et communal, frappé avec un bâton sur la tombe des morts, en se servant d'interpellations réitérées et outrageantes aux mânes de ceux qui s'y trouvent

(1) Sur notre plaidoirie, la Cour, appelée à examiner le pourvoi de Gilbert, avait reconnu qu'un sursis pour cause de démente était commandé par la loi et la raison. Arrêt du 25 janvier 1839 (*supra*, art. 2314). Le condamné s'étant évadé de Bicêtre, aidé par d'autres aliénés qui lui prédisaient une prochaine exécution, et les médecins qui l'ont visité par suite de son arrestation nouvelle ayant constaté qu'il était *actuellement* dans un état de raison qui se soutenait par l'espoir d'une commutation de peine, la loi et l'humanité s'accordaient pour qu'il fût statué sur son pourvoi afin que le droit de grâce pût s'exercer.

(2) Ces motifs répondent à un moyen de cassation que nous avons subsidiairement proposé avant le sursis au jugement du pourvoi, et qui se fondait principalement sur l'absence de toute constatation *juridique*, à la reprise des débats en cour d'assises, de la cessation de la démente qui avait fait prononcer le sursis par arrêt motivé.

(3) Arrêts conf. : Cass. 26 octobre 1825, 17 janvier 1827 et 9 septembre 1825.

renfermés, et à l'égard de Guilbaud de s'être roulé sur les tombes avec la circonstance de la publicité ; — attendu, en droit, que l'art. 262 du Code pénal est placé sous la rubrique : *Entraves au libre exercice des cultes* ; — que les dispositions de cette rubrique et de l'art. 262 ont exclusivement pour objet la protection des cérémonies religieuses qui constituent le culte proprement dit et les fonctions de ses ministres ; qu'elles sont donc étrangères aux faits qui ont lieu en dehors des exercices religieux dans des cimetières, qui, d'après l'art. 16 du décret impérial du 23 prairial an xii, sont soumis à l'autorité des administrations municipales et non des fabriques ; que dans l'espèce, il ne s'agit d'outrages ni envers les ministres des cultes légalement autorisés, ni envers un objet actuellement consacré à l'exercice de l'un de ces cultes ; — attendu, d'une autre part, qu'il ne s'agit pas seulement de paroles outrageantes et contraires au respect dû à la cendre des morts, qui auraient été proférées en présence des tombeaux par l'un des moyens exprimés en l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819, mais de gestes faits et d'actions commises sur les tombeaux eux-mêmes ; — considérant que les dispositions de l'art. 360 du Code pénal appartiennent à une rubrique de ce Code, qui a spécialement en vue la protection due aux sépultures ; — qu'elles ont en particulier pour but de réprimer non seulement les atteintes matérielles portées à la cendre des morts, mais tout acte qui tend directement à violer le respect qui lui est dû ; — que ce respect a été expressément rappelé aux citoyens et placé sous la protection des autorités par l'art. 17 du décret précité du 12 juin 1804 ; — qu'il y a donc indivisibilité entre le tombeau et les dépouilles mortelles qu'il renferme, sans quoi les outrages les plus graves qui ne seraient pas des paroles ou discours, ou qui ne seraient pas publics, resteraient impunis ; — par ces motifs, renvoie la cause et les parties devant la Cour royale de Poitiers, Chambre des mises en accusation, pour être statué sur la prévention, et s'il y a lieu sur la compétence comme et ainsi qu'il appartiendra.

Du 22 août 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2495.

FORÊTS. — ADJUDICATAIRE. — VIDANGE.

Lorsqu'il est constaté par procès-verbal de récolement que la vidange d'une coupe n'a pas été effectuée dans le délai fixé par le cahier de charges, aucune déchéance ne peut résulter de ce que cette contravention, dès avant le récolement, aurait été constatée par un procès-verbal non suivi de poursuites (1).

(1) Arrêt anal. : 31 mai 1836 (*suprà*, art. 1797).

ARRÊT (Forêts C. Hardère).

LA COUR; — vu les art. 40 et 44 C. forest.; — attendu qu'aux termes de ce dernier article, lorsqu'il n'est pas intervenu de jugement sur un premier procès-verbal insuffisant, les agents forestiers peuvent, lors du récolement, constater par un nouveau procès-verbal les délits et les contraventions; — attendu que le procès-verbal de récolement dressé le 10 novembre 1836, a constaté que la vidange de la coupe n'avait pas été opérée dans le délai fixé par le cahier des charges, et que des arbres étaient encore gisants sur le parterre de la forêt; — attendu que si la même contravention avait été déjà constatée par un premier procès-verbal du 10 août précédent, lequel contient défense à l'adjudicataire d'enlever les arbres trouvés en délit, ce procès-verbal n'a pas été suivi d'une instance, et est demeuré dès-lors sans effet, ainsi que la défense qu'il contenait; — que cette défense ne pouvait d'ailleurs couvrir la contravention commise par l'adjudicataire, et qui remontait à l'expiration du délai fixé par le cahier des charges pour la vidange de la coupe; — que cette contravention ayant été constatée régulièrement par le procès-verbal de récolement, suivi de poursuite dans le délai voulu par la loi, il n'y avait à opposer à l'administration ni prescription, ni déchéance résultant du procès-verbal du 10 août; — qu'en jugeant le contraire, et en renvoyant le prévenu des poursuites, le jugement attaqué a violé les art. 40 et 44 ci-dessus; — casse.

Du 9 février 1839. — Cour de cass. — M. Voysin de Garre fils, rapp. — M. Pascalis av.-gén.

ART. 2496.

JUGE D'INSTRUCTION. — MANDAT D'ARRÊT.

Le droit de décerner un mandat d'arrêt est purement facultatif de la part du juge d'instruction, quelles que soient les réquisitions du ministère public (C. inst. cr., 64) (1).

ARRÊT (Min. publ. C. Martin).

LA COUR; — considérant qu'à la différence du mandat d'amener, qui demeure sans effet après son exécution, les mandats de dépôt ou d'arrêt ont

(1) Arrêts conformes de la Cour de cassation, 4 août 1820 et 7 avril 1837 (*Journ. du Dr. cr.*, art. 1958). Voy. aussi dans ce recueil, art. 1492, une dissertation sur le droit d'arrestation. Une commission vient d'être instituée par M. le garde-des-sceaux pour la révision des dispositions du Code d'instruction criminelle sur l'arrestation préventive et la mise en liberté

des conséquences graves ; — que, s'il était nécessaire pour la bonne instruction des procédures, que les inculpés d'un délit emportant peine afflictive ou infamante fussent forcés à subir un interrogatoire, il eût été injuste de faire peser sur eux une peine par leur arrestation définitive avant tout jugement ; — que c'est après avoir comparé l'avantage qui serait à retirer pour les informations, de l'arrestation de tous les inculpés, avec le danger de compromettre le droit le plus cher des citoyens, celui de leur liberté, que le législateur a confié au discernement et à la conscience du juge d'instruction, l'exercice du droit important des arrestations préalables ; — que ce serait contrarier l'esprit de la loi en cette matière que de ne point respecter ce pouvoir discrétionnaire dans son action ; — qu'il est généralement à penser que ce magistrat, dont les fonctions spéciales sont d'instruire les procédures, qui recherche les prévenus, les voit et les interroge, ne peut que bien apprécier les charges qui s'élèvent contre eux ; — que son refus de les placer sous mandat d'arrêt et de dépôt doit donc être présumé un acte de justice ; — qu'il est dans tous les cas sans grande importance, puisque, après le rapport toujours obligé de l'affaire, la chambre du conseil peut suppléer, s'il y a lieu, au mandat refusé, par une ordonnance de prise de corps ; — qu'il n'est pas sans inconvénient, au contraire, que les chambres de mise en accusation aient à apprécier prématurément les charges qu'elles peuvent avoir à juger plus tard ; — considérant que, dans l'affaire dont il s'agit, il n'est rien de nature à exiger une exception aux principes qui viennent d'être posés ; — par ces motifs, démet le procureur du roi d'Orange de son opposition à l'ordonnance du juge d'instruction de ce siège, à la date du 25 avril dernier, portant refus de décerner un mandat de dépôt ou arrêt contre le sieur Martin.

Du 22 juin 1839. — Cour de Nîmes, Ch. d'accus. — M. de Trinquelague, prés. — M. Larnac, subst.

ART. 2497.

**GARDE NATIONALE. — PROCESSION. — SERVICE. — JUGE. —
RÉCUSATION.**

Une prise d'armes de la garde nationale, pour accompagner

provisoire ; elle se compose de MM. Béranger, pair de France, conseiller à la Cour de cassation, vice-président ; Hébert, avocat-général à la Cour de cassation, député ; Frank-Carré, procureur-général à la cour royale de Paris ; Boucly, substitut ; Nicod, Odilon Barrot, baron Roger, députés ; Rossi, professeur au Collège de France et à la Faculté de droit de Paris ; Desclôzeaux, directeur des affaires criminelles ; Boudet, secrétaire-général, et Faustin Hélie, chef de bureau au ministère de la justice.

les autorités à la procession du Saint-Sacrement, peut-elle être réputée service d'ordre et de sûreté (1) ?

Le chef de corps qui a émis une opinion personnelle sur les faits de l'inculpation ne peut siéger comme juge.

ARRÊT (Roussel).

LA COUR; — vu l'art. 378, n° 8, du Code de procédure civile, déclaratif du droit commun en matière de récusation, et l'art. 118, alinéa 3, de la loi du 22 mars 1831; — attendu que, dans l'espèce, le chef du corps ne s'est pas borné à renvoyer au rapporteur près le conseil de discipline le rapport à lui fait par l'adjudant-major de la garde nationale de Lisieux, constatant le manquement de seize officiers à la réunion du 17 juin, et l'infraction imputée à dix d'entre eux, au nombre desquels se trouvait le sieur Roussel, sous-lieutenant; mais qu'il a imputé lui-même au sieur Roussel des faits d'insubordination, dans une lettre écrite au ministère public, le 22 juin; — attendu que la condamnation prononcée contre le sieur Roussel est basée sur les circonstances d'insubordination qui auraient accompagné le manquement du 17 juin, et relatées dans ladite lettre; — qu'ainsi le commandant Querard, ayant émis une opinion personnelle sur les faits de l'inculpation, était dans le cas de la récusation; — qu'il a pu être cité comme témoin, et qu'il n'a pu siéger comme juge au conseil de discipline; — que la présence de ce commandant audit conseil en a vicié la composition; — que dès lors le conseil n'a pu valablement statuer sur la prévention; — par ces motifs, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens du demandeur; — casse.

Du 14 juin 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2498.

JUGE. — RÉCUSATION. — ABSTENTION. — RENVOI DEVANT UN
AUTRE TRIBUNAL.

En matière correctionnelle comme en matière civile, le juge qui sait cause de récusation en sa personne ne peut s'abstenir par sa seule volonté; il doit soumettre ses motifs à la chambre du conseil.

Il y a lieu à renvoi par la Cour de cassation lorsqu'un tribunal

(1) Le vice de forme qui a déterminé la cassation du jugement résolvant affirmativement cette question a dispensé la Cour de se prononcer à cet égard. M. l'avocat-général Hello avait soutenu qu'un service d'escorte pour une procession ne pouvait être qu'une invitation et non une obligation.

se trouve incomplet par l'abstention de plusieurs des juges ou juges suppléants qui le composent (1), mais seulement après que l'abstention a été autorisée par la chambre du conseil.

Un prévenu ayant récusé le juge d'instruction et fait admettre sa récusation par le juge d'appel, le président, un juge et deux juges suppléants déclarèrent au greffe qu'ils entendaient s'abstenir. Alors le ministère public a demandé à la Cour de cassation de désigner un autre tribunal par voie de règlement de juges.

ARRÊT (Min. publ. C. Vigné).

LA COUR ; — attendu que si les dispositions de l'art. 378 du Code de procédure civile ne sont pas limitatives, et si, en spécifiant les causes de récusation, elles n'ont pas déterminé celles pour lesquelles le juge non récusé par les parties peut être, sur sa propre demande, autorisé à s'abstenir, cependant ces causes ne sont point arbitraires, et le magistrat, investi d'un mandat public, n'est pas le maître de s'affranchir, à son gré, des obligations que la loi et ses fonctions lui imposent ; — qu'aux termes de l'art. 380 du même code, tout juge qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de la déclarer à la chambre, qui décidera s'il doit s'abstenir ; — que l'appréciation des motifs d'abstention et leur admission ou leur rejet sont donc confiés par la loi à la conscience et à la sagesse de la chambre à laquelle appartient le juge qui se récuse lui-même ; — et attendu que, si, dans l'instance poursuivie devant le tribunal de Gaillac contre Vigné et Paris, le président de ce tribunal, un juge et deux juges suppléants ont déclaré, par acte au greffe, vouloir s'abstenir, il n'est pas justifié qu'il ait été satisfait, à l'égard de chacun d'eux, à ce qui est prescrit par l'art. 380 du Code de procédure civile ; — déclare la demande en renvoi quant à présent non recevable.

Du 17 août 1839. — Cour de cass. — M. de Bastard, prés. — M. Hello, av.-gén.

(1) Déjà, sur notre plaidoirie, la Cour de cassation avait consacré ce principe par arrêt du 25 mars 1837 (Vacherie C. Charreyron), fondé sur ce que, d'une part, le Code d'instruction criminelle ne contient aucune disposition qui autorise le juge supérieur à désigner un tribunal au lieu et place de celui qui est dans l'impossibilité de se constituer par l'effet de plusieurs abstentions ou récusations, silence qui appelle l'intervention de la cour régulatrice ; et sur ce que, d'autre part, cette impossibilité, si elle ne constitue pas un conflit négatif motivant une demande en règlement de juges, peut être considérée comme une cause de suspension légitime autorisant l'application des art. 542 et suiv. du Code d'instruction criminelle.

ART. 2499.

FAUSSE MONNAIE. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS.

Il n'y a crime d'altération ou contrefaçon de monnaie qu'autant qu'il est déclaré par le jury que la monnaie altérée ou contrefaite avait cours légal en France ou dans les colonies françaises (1).

ARRÊT (Jacquard).

LA COUR ; — vu l'art. 132 du Code pénal, modifié par l'art. 50 de la loi du 22 juin 1835 ; — attendu que la circonstance du caractère légal de la monnaie contrefaite ou altérée est constitutive de la criminalité du fait prévu et puni par cet article ; — attendu que cette circonstance, implicitement renfermée dans l'arrêt de renvoi et dans l'acte d'accusation, lesquels se réfèrent audit article, n'a pas été reproduite dans la déclaration de fait qui a servi de base à l'application de la peine ; — que dès lors, la Cour d'assises, en déclarant l'auteur de l'émission d'une fausse monnaie d'argent passible de la condamnation portée par l'article précité, sans qu'il ait été préalablement reconnu et constaté par elle que cette monnaie avait cours légal en France ou dans les colonies, a fait une fausse application de cette disposition pénale, et l'a par suite violée ; — Par ce motif, la Cour casse et annule l'arrêt rendu le 20 mai dernier par la Cour d'assises de Cayenne.

Du 10 août 1839. — Cour de cass. — M. Rocher, rapp.
— M. Hello, av.-gén.

ART. 2500.

ADULTÈRE. — DÉCÈS DU MARI.

Le décès du mari, pendant la poursuite exercée sur sa plainte en adultère, éteint l'action du ministère public contre la femme et le complice lui-même (2).

ARRÊT (Min. publ. C. D... et M...).

LA COUR ; — attendu que l'action du ministère public, à l'égard de l'adultère de la femme, ne peut être intentée que sur la dénonciation du

(1) Arrêt conforme, du 10 août 1826 (*Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 196.)

(2) En recueillant, art. 2439, le jugement qui l'avait ainsi décidé, nous avons exprimé des doutes sur la légalité de cette décision. Le pourvoi formé

mar; — que par une conséquence nécessaire, cette action cesse lorsque le mari se désiste de la plainte qu'il avait d'abord portée, ou lorsqu'il existe des faits de réconciliation équivalents à un désistement; — que le mari est même le maître de faire cesser les effets de la condamnation en consentant à reprendre sa femme; — qu'ainsi à toutes les époques de la procédure, l'action du ministère public a besoin du concours, soit exprès, soit présumé, du mari, puisqu'elle est constamment subordonnée à sa volonté; — que le décès du mari, en faisant disparaître ce concours, élève contre l'action publique une fin de non recevoir insurmontable; — attendu que l'action contre le complice doit suivre le sort de l'action contre la femme; — rejette.

Du 27 sept. 1839. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2501.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — PARCOURS. — TROUPEAU COMMUN.

Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui défend la réunion de troupeaux particuliers en un seul, séparé du troupeau commun (1).

ARRÊT (Lallemand et cons.).

LA COUR; — attendu qu'il est reconnu, en fait, par le jugement attaqué, que l'usage du troupeau en commun existait dans la commune de Bourq; que, pour contester ce point de fait, non contredit lors de l'instance terminée par le jugement du tribunal de police de Vouziers, on ne saurait se prévaloir du silence de la coutume de Vitry, l'usage attesté ayant pu s'établir par la durée et la volonté des habitants, aussi bien que par l'autorité d'une disposition des coutumes; — attendu que l'art. 12, sect. 4, art. 1^{er}, de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791, en permettant dans les pays de parcours ou de vaine pâture, soumis à l'usage du troupeau en commun, à

par M. le procureur-général près la Cour de Montpellier a été vivement soutenu par M. l'avocat-général Pascalis, qui a nié, ainsi que nous l'avions fait plusieurs fois (art. 93, 1039, 2104 et 2318) que l'adultère fût un *délit* purement *privé*. — L'arrêt que nous recueillons sera sans doute le *neq plus ultra* du système qui prévalait maintenant.

(1) Arrêts conf. : Cass. 9 février 1838 (Courcelles) et 5 octobre 1838, celui-ci portant cassation d'un jugement qui avait relaxé les prévenus Lallemand et consorts. Le conseil d'état est en ce moment appelé par le ministre de l'intérieur à donner un avis interprétatif sur l'étendue du pouvoir municipal en pareille matière.

tout propriétaire ou fermier de renoncer à la communauté, et de faire garder, par troupeau séparé, un nombre de têtes de bétail proportionné à l'étendue des terres qu'il exploitera dans la paroisse, n'a point autorisé, par cela même, la réunion de plusieurs troupeaux particuliers en un seul, séparé du troupeau commun : qu'une telle association, contraire aux intérêts des habitants de la commune, n'est point entrée dans les prévisions de la loi; que les propriétaires ou fermiers qui renoncent à la communauté, c'est-à-dire, à l'exercice en commun du droit de vaine pâture, ne peuvent pas former entre eux une seconde communauté; mais que, s'ils veulent user de la faculté qui leur est accordée, ils doivent en user individuellement; — attendu qu'il résulte du tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791, ainsi que des articles 10, 11, 13 et 19 de la loi du 18 juillet 1837, que la police de la vaine pâture est au nombre des objets confiés à la vigilance de l'autorité municipale : qu'ainsi l'arrêté du maire de Bourq, daté du 8 février 1838, approuvé par délibération du conseil municipal du 10 février, et par arrêté du préfet du 16 avril suivant, par lequel il est défendu de réunir plusieurs troupeaux appartenant à divers particuliers en un seul, séparé du troupeau communal, était légal et obligatoire; — d'où il suit qu'en appliquant les dispositions de cet arrêté, et en condamnant chacun des demandeurs à 2 fr. d'amende pour y avoir contrevenu, le tribunal de police de Grand-Pré s'est conformé à l'art. 471, n° 15, Code pén.; — rejette, etc.

Du 20 juillet 1839. — C. de cass. — M. Voysin de Gartenpe, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2502.

VOIRIE (grande). — FLEUVE. — CONTRAVENTION. — COMPÉTENCE.

La compétence des conseils de préfecture, à l'exclusion des tribunaux de police, s'étend à toutes les contraventions de grande voirie et spécialement à tout fait qui entrave la navigation sur un fleuve (1).

ORDONNANCE (Menut-Droguet).

Vu l'article 6 de la loi des 6, 7-11 septembre 1790; la loi des 7-14 octobre 1790; l'article 4 de celle du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), et l'art. 1^{er} de la loi du 29 floréal an X (19 mai 1802); — considérant que la disposition de l'art. 1^{er} de la loi du 19 mai 1802 (29 floréal an X) n'attribue pas restrictivement à l'autorité administrative la connaissance des faits qui s'y trouvent spécialement énoncés; — qu'en se référant

(1) Telle est aussi la jurisprudence de la Cour de cassation (*suprà*, art. 2397).

aux lois précitées de 1790, elle place au contraire dans la compétence exclusive et absolue des conseils de préfecture *toutes* les contraventions qui peuvent être commises dans le domaine de la grande voirie, et spécialement tout ce qui tient à la libre et sûre navigation sur les fleuves et rivières navigables; — que ces contraventions ont toujours été placées dans le domaine du pouvoir administratif; — considérant que dès-lors c'est à tort que, par son arrêté du 11 juin 1839, le conseil de préfecture de Seine-et-Oise a refusé de statuer sur la contravention imputée au susnommé et énoncée audit procès-verbal; — art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de Seine-et-Oise, du 11 juin 1839, est annulé. — Art. 2. Le procès-verbal dressé le 16 mars 1839 contre le sieur Menut-Droguet, est renvoyé au conseil de préfecture de Seine-et-Oise pour être statué à son égard ce qu'il appartiendra.

Du 9 nov. 1839. — Conseil-d'Etat. — M. Girod (de l'Ain), prés. — M. Germain, f. f. de minist. publ.

ART. 2503.

POSTE AUX LETTRES. — VOITURIER. — LETTRE CACHETÉE.

Une lettre cachetée, transportée par un voiturier, ne peut rentrer dans l'exception admise par l'art. 2 de l'arrêté du 27 prairial an 1x, encore bien qu'elle n'ait d'autre objet que d'autoriser le voiturier à retirer des marchandises du tiers auquel elle est adressée (1).

ARRÊT (Minist. pub. C. Clavel).

LA COUR; — vu l'art. 1^{er} de l'arrêté des consuls, du 27 prairial an 1x,

(1) *Foy.* nos art. 1959 et 2452. — Par arrêts des 19 janvier et 1^{er} février 1839, la Cour de Douai a jugé, d'une part, que le commissionnaire d'un particulier pouvait être visité; d'autre part, que l'existence d'une lettre dans un ballot, quoique le messenger l'ignorât, constituait une contravention à sa charge. — Un arrêt de cassation du 22 fév. 1839 (aff. Barthelény), a trouvé les éléments de la contravention dans le transport, par le charretier d'une maison de commerce, d'une lettre donnant avis du chargement à lui confié et demandant en retour d'autres marchandises. — Même décision par arrêt de cassation, du 13 juin 1839 (aff. Roux), relativement à une lettre attachée au panier dont était porteur le messenger et qui avait l'apparence d'une simple adresse. — Un dernier arrêt de cassation, du 23 août 1839 (aff. Thomassin), a appliqué également la prohibition de la loi au transport d'une lettre *cachetée* qui se trouvait être un accusé de réception de marchandises précédemment transportées par lui.

d'après lequel il est défendu à tout entrepreneur de voitures libres et à toute autre personne étrangère au service des postes de s'immiscer dans le transport des lettres, journaux, paquets et papiers du poids d'un kilogramme et au-dessous, et l'art. 5 qui prononce une amende contre les contrevenants; — vu l'art. 2 du même arrêté qui excepte de la prohibition prononcée par l'article précédent les papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures; — attendu que les dispositions de cet arrêté, particulièrement en ce qui concerne l'exception contenue en l'art. 2, ne sont que la reproduction de plusieurs lois antérieures où cette exception se retrouve dans les mêmes termes, à savoir la loi du 29 août 1790 et les arrêtés du directoire exécutif des 2 nivôse an vi, 7 fructidor an vi, et 26 ventôse an vii; que le dernier de ces arrêtés renvoie expressément, comme l'avait déjà fait celui du 2 nivôse an vi, aux arrêts du Conseil des 18 juin et 29 novembre 1681, et en ordonne même la réimpression et l'insertion au *Bulletin des Lois*; — que ces arrêts du Conseil n'exemptent de la défense faite aux messagers, bateliers et voituriers, que les *lettres de voiture des marchandises qu'ils voitureraient, lesquelles seront ouvertes et non cachetées*; que cette disposition, encore en vigueur aujourd'hui, ainsi que cela résulte du rapprochement des lois qui viennent d'être rappelées, doit servir à fixer le sens de celle de l'art. 2 de l'arrêté du 27 prairial an ix; — que si les lettres de voiture des marchandises que transportent ces voituriers doivent être considérées comme papiers uniquement relatifs au service personnel desdits voituriers, c'est seulement à condition qu'elles seront ouvertes et non cachetées; que les lettres ou papiers qui peuvent être assimilés aux lettres de voiture à cause de leur relation aux marchandises transportées ou à transporter par le voiturier entre les mains de qui ces lettres ou papiers sont saisis, doivent être soumis aux mêmes conditions; — et attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier que Raymond Clavel, voiturier, a été trouvé transportant une lettre cachetée; qu'il était donc en contravention à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'an ix ci-dessus visé, et avait encouru l'amende fixée par son art. 5; que, cependant, par le motif que cette lettre avait pour objet d'autoriser Clavel à retirer de chez un marchand de Montpellier, à qui elle était adressée, des marchandises qu'il devait transporter sur sa voiture à Mèze, chez l'auteur de la lettre, et qu'ainsi elle était uniquement relative à son service personnel, la Cour royale de Montpellier l'a renvoyé des poursuites dont il était l'objet; — qu'en jugeant ainsi, cette Cour a fausement appliqué l'art. 2 et formellement violé les art. 1^{er} et 5 dudit arrêté du 27 prairial an ix; — casse.

Du 27 sept. 1839. — Cour de cass. — M. Vincens Saint-Laurent, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

COUR D'ASSISES. — RENVOI A UNE AUTRE SESSION.

Le pouvoir accordé aux cours d'assises de renvoyer d'office une affaire à une autre session, immédiatement après la lecture de la déclaration du jury, existe encore après les réquisitions du ministère public pour l'application de la peine et les observations de l'accusé ou son défenseur (C. instr. crim., 352) (1).

ARRÊT (Min. publ. C. Chabaud).

LA COUR; — attendu que la condition essentielle du droit exceptionnel attribué aux cours d'assises par l'article 352 C. instr. cr. est que leur décision soit prise d'office et sans provocation; que le mot *immédiatement* employé par cet article n'a d'autre objet que de garantir l'accomplissement de cette condition; — qu'une décision prononçant renvoi n'en est pas moins le résultat de la libre inspiration de la conscience du juge, pour n'être intervenue qu'après la lecture de la déclaration du jury à l'accusé, les réquisitions du ministère public tendantes à l'application de la peine et les observations présentées à ce sujet par l'accusé ou son défenseur; — que c'est en ce sens qu'il a été fait usage du même mot *immédiatement* dans le dernier paragraphe du même article; — que le droit de la Cour d'assises ne devant porter que sur une déclaration entraînant condamnation, il peut être utile qu'elle ne l'exerce que lorsque ce caractère ressort des conclusions respectives sur l'application de la loi pénale, et qu'elle n'apprécie le mérite au fond, de la réponse du jury, que lorsqu'elle est appelée à lui faire sortir

(1) Un arrêt de rejet, du 27 février 1812, avait déjà jugé, sur les conclusions de M. Merlin, que ce pouvoir subsiste *après les réquisitions du ministère public*, étant bien entendu que la Cour d'assises, si elle avait déclaré n'être pas unanimement convaincue de l'erreur du jury, ne pourrait plus revenir sur ses pas et prononcer le renvoi (Cass. 22 janv. 1813). M. Carnot, sur l'art. 352, approuve ce premier arrêt en disant « que le mot *immédiatement*, qui se lit dans cet article, ne peut signifier autre chose si ce n'est qu'entre la déclaration du jury et la prononciation du renvoi de l'affaire à la session suivante, la Cour d'assises ne doit pas suspendre ses séances ni vaquer à aucun autre acte de son ministère. » Et plus loin, il avance que le renvoi ne serait plus permis « si la lecture de la déclaration avait été réitérée par le greffier en présence de l'accusé. » La contradiction est évidente, et nous ne voyons pas quel argument M. Carnot peut trouver, en faveur de la restriction qu'il crée, dans les art. 457 et suiv., qui placent les réquisitions du ministère public après la lecture de la déclaration par le greffier. La doctrine de l'arrêt que nous recueillons doit paraître plus rationnelle.

effet ; — attendu que cette interprétation de l'article précité est encore fortifiée par les expressions du premier paragraphe : *la cour déclarera qu'il est sursis au jugement* ; expressions desquelles il résulte que, jusqu'au moment de prononcer le jugement, la cour d'assises peut légalement user de son droit d'annulation ; — rejette.

Du 16 août 1839. — Cour de cass. — M. Rocher, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2505.

USURE. — PARTIE CIVILE. — COMPÉTENCE.

Le délit d'habitude d'usure ne pouvant résulter d'un seul prêt usuraire, nul ne peut se porter partie civile devant la juridiction correctionnelle, contre son créancier, s'il n'a pas été personnellement lésé par plusieurs faits d'usure imputables à celui-ci.

Dans notre art. 2115, tout en approuvant l'arrêt de cassation qui déniait à la partie lésée par un seul prêt usuraire le droit de porter plainte et de se constituer partie civile, nous avons combattu la jurisprudence de la chambre criminelle d'après laquelle ce droit n'appartiendrait pas même à celui qui aurait à imputer personnellement à son créancier plusieurs exactions usuraires constituant le délit d'habitude d'usure. La Cour de Rouen, saisie par renvoi, ayant adopté la thèse directement contraire à celle de l'arrêt précité (v. notre article 2134), la question s'est présentée devant les chambres réunies de la Cour de cassation. L'arrêt que nous recueillons consacre virtuellement la distinction par nous proposée, en ce qu'il ne refuse le droit de citation ou d'intervention qu'à celui qui n'est victime que d'un seul fait usuraire.

ARRÊT (Poirier Desfontaines).

LA COUR ; — vu les art. 1^{er}, 3 et 63 du Cod. d'inst. crim., portant, etc. — vu aussi l'art. 182 du même code ; — vu les art. 3 et 4 de la loi du 3 septembre 1807 ; — attendu que l'action civile en réparation du dommage causé pour tout fait quelconque de l'homme est, de sa nature, dans les attributions des tribunaux civils ; — que ce n'est que par exception à l'ordre général des juridictions que la loi criminelle a autorisé facultativement l'exercice de l'action d'intérêt privé devant les juges qui ont pour mission spéciale de réprimer, dans l'intérêt de la société, les crimes, délits et contraventions ; — attendu qu'en réglant l'exercice de cette faculté, les articles précités du Cod. d'inst. cr. (conformes au principe antérieurement établi), ne permettent de transporter l'action civile devant les tribunaux correctionnels, soit accessoirement à l'action publique, soit par citation directe, qu'à celui

qui se prétend lésé par un délit, et qui réclame la réparation du dommage causé par ce délit; — qu'il faut donc que le fait sur lequel cette action se fonde constitue par lui-même un délit; — attendu qu'en introduisant un principe nouveau relativement au prêt d'argent et à l'intérêt conventionnel, la loi spéciale du 3 septembre 1807 a fixé les limites de la répression à laquelle elle a voulu pourvoir; — qu'en ouvrant la voie civile pour la réparation du fait particulier d'usure, elle n'a ouvert la juridiction correctionnelle et établi la répression pénale que contre celui qui se livre habituellement à l'usure; — qu'ainsi et devant la juridiction correctionnelle, le fait particulier d'exaction usuraire qui a été exercé à l'égard de tel individu n'est que l'un des éléments dont la réunion composera le délit complexe d'habitude d'usure, mais ne constitue par lui-même ni la cause de l'action publique, ni la base de la condamnation pénale, ni par conséquent le délit; — d'où il suit que, le dommage qui a pu résulter de ce fait particulier n'ayant pas été causé par un délit, l'action civile en réparation de ce dommage ne peut pas être portée devant les tribunaux correctionnels, mais seulement devant les tribunaux civils; — et qu'en jugeant le contraire, l'arrêt attaqué a formellement violé tant les art. 1, 3 et 63 du Cod. d'inst. crim., que les art. 3 et 4 de la loi du 3 septembre 1807; — casse.

Du 4 nov. 1839. — Cour de cass., ch. réunies. — M. de Broë, rapp. — M. Dupin, proc.-gén.

ART. 2506.

OFFICIER DE SANTÉ. — MÉDECINE. — EXERCICE ILLÉGAL. — ÉTRANGER. — CRIMINALITÉ. — PEINES.

Les officiers de santé ne peuvent s'établir et exercer leur profession hors du département où ils ont été reçus par le jury médical (1).

L'officier de santé qui exerce hors du département où il a été autorisé à s'établir, commet-il le délit d'usurpation du titre d'officier de santé (2) ?

(1) L'art. 29 de la loi du 19 vent. an xi, dispose que les officiers de santé, à la différence des docteurs en médecine, *ne peuvent s'établir* que dans le département où ils ont été reçus; et la jurisprudence en a conclu que cette prohibition renfermait virtuellement celle d'*exercer* hors du département. Les arrêts de cassation les plus explicites sur ce point sont ceux des 24 mars 1838 (*Journal du dr. cr.*, art. 2184), et 14 mars 1839 (aff. Landrau).

(2) L'affirmative avait été préjugée par les arrêts suivants : Cass. 18 mars 1825; cass. 5 nov. 1831 (*Journal du dr. cr.*, art. 791); rejet, 28 août 1832 (*ibid.*, art. 968); cass., 20 juillet 1833 (*ibid.*, art. 1241). Elle peut paraître exprimée assez nettement dans les motifs de l'arrêt de cassation du

Il y a usurpation de titre dans le fait, de la part d'un officier de santé reçu à l'étranger, d'exercer la médecine en France sans autorisation du gouvernement.

La circonstance que le pays où exerçait l'officier de santé a été réuni à la France et que pendant la réunion il a fait viser son diplôme, conformément à l'art. 3 de la loi de ventôse an xi, devient inefficace par le résultat de la séparation de territoire, qui le rend de nouveau étranger.

Le sieur Van-der-Brouck a été gradué maître en chirurgie par le collège d'Ypres (Brabant) en 1792. Cette partie des Pays-

24 mars 1838 (*ibid.*, art. 2184), et surtout dans ceux de l'arrêt du 14 mars 1839 (Landrau) que voici : « Sur le deuxième moyen, tiré de la prétendue fausse application des art. 35 et 36 de la loi précitée, en ce que l'art. 35 n'est applicable qu'aux individus qui se livreraient à l'exercice de la médecine ou de la chirurgie sans être portés sur les listes dont il est parlé aux art. 25, 26 et 34, et sans avoir de diplôme, certificat ou lettres de réception ; — attendu que, d'après l'art. 29 de la loi précitée, l'usage du certificat de réception d'officier de santé est circonscrit dans le département où il a été délivré ; que par conséquent l'officier de santé qui s'en sert pour aller exercer son art dans un autre département doit être considéré comme n'ayant, à l'égard de ce département, *aucun titre légal* pour se livrer à l'exercice de la médecine ou de la chirurgie, parce que le titre dont il est pourvu n'a qu'une valeur relative, complètement nulle hors de la circonscription pour l'étendue de laquelle il a été délivré ; — attendu que l'inscription sur les listes dont il est parlé aux art. 25, 26 et 34 de la loi du 19 ventôse an xi, ne peut avoir lieu que sur la représentation d'un titre valable pour l'étendue du département où cette inscription est requise ; — attendu, par conséquent, que l'arrêt attaqué en déclarant que l'officier de santé Landrau n'avait, pour exercer la profession d'oculiste dans le département du Bas-Rhin, ni titre légal résultant de son certificat de réception, ni inscription sur les listes dont il s'agit dans les art. 25, 26 et 34 de la loi précitée, et en appliquant audit Landrau les peines portées par les art. 35 et 36 de ladite loi, a fait une juste application desdits articles ; — rejette le deuxième moyen. »

Remarquons toutefois que la peine prononcée par l'arrêt attaqué (*Recueil des arrêts de Colmar*, 1838, 5^e et 6^e livraison) était non de 500 fr., comme le veut l'art. 36 de la loi spéciale quand il y a usurpation du titre et des fonctions d'officier de santé, mais seulement de 20 fr., et encore parce qu'il y avait récidive supposée ; d'où il résultait que la cour de Colmar n'avait vu qu'une contravention de police dans le fait, de la part d'un officier de santé, d'exercer hors de son département ; et la Cour de cassation, en annu-

Bas ayant été réunie à la France, en 1795, sous le nom de *département de la Lys*, Van-der-Brouck fit viser son diplôme par les autorités françaises, et devint officier de santé en France d'après les art. 3 et 23 de la loi du 19 ventôse an xi. Survint le traité de séparation, qui le rendit étranger, et il ne réclama pas la qualité de citoyen français en vertu de la loi du 14 octobre 1814. En 1822, appelé à Boeschepp, par le vœu de plusieurs habitants, il vint s'établir dans cette commune du département du Nord. Depuis dix-sept ans il y exerçait comme officier de santé, payant patente, délégué souvent par la justice, lorsqu'il a été poursuivi pour exercice illégal de la médecine. Jugement du tribunal d'Hazebrouck qui le con-

lant la disposition de l'arrêt qui appliquait la peine de la récidive, parce que la première condamnation remontait à plus d'une année, s'est exprimée ainsi dans la partie de son arrêt qui est rapportée au *Bulletin officiel* (n° 88). « Attendu que si, aux termes de l'art. 36 de la loi du 19 ventôse an xi, le délit prévu par l'art. 35 de la même loi doit être poursuivi devant les tribunaux de police correctionnelle, ce dernier article n'ayant pas déterminé la quotité de l'amende qui doit être prononcée au profit des hospices, il résulte du silence de la loi à cet égard que l'amende encourue doit être la plus faible des peines pécuniaires déterminées par le Code pénal, c'est-à-dire l'amende de simple police lorsqu'il n'y a qu'une circonstance aggravante. Ainsi cet arrêt de cassation a considéré le fait imputé comme une simple *contravention*, et la même pensée se retrouve dans un arrêt de rejet du 30 août 1839 (Corson), où on lit que l'exercice illégal de la médecine, *sans usurpation de qualité*, n'entraîne qu'une amende de simple police. Cette explication était nécessaire pour l'intelligence de l'arrêt que nous recueillons, lequel paraît se fonder, entre autres motifs, pour trouver dans le fait imputé un délit passible de peines correctionnelles, sur ce que Van-der-Broucke aurait exercé hors du département où il avait été précédemment autorisé. Nous ne comprendrions pas qu'on pût voir usurpation du titre d'officier de santé dans l'exercice de la médecine par un individu qui est revêtu du titre *personnel* d'officier de santé, un délit punissable de 500 fr. d'amende dans le fait d'un officier de santé qui dépasse de quelques pas sa circonscription pour porter des secours très-urgents peut-être. Nous qui avons combattu le pourvoi sur lequel est intervenu l'arrêt ci-dessous, nous sommes convaincus que cette grave question, quoique agitée nécessairement, n'a pas été résolue *in terminis* ; et il nous paraît certain que l'officier de santé qui exerce hors de son département, s'il commet une infraction à l'art. 29 de la loi de l'an xi, ne se rend coupable que d'une contravention punissable d'une peine de simple police, quoique attribuée à la juridiction correctionnelle par l'art. 25 de ladite loi, qui ne fixe pas le chiffre de l'amende, à la différence de l'art. 36, applicable aux cas d'usurpation de titre.

damne à 300 fr. d'amende, pour avoir exercé sans diplôme valable en France. Appel de sa part. Appel à *minimâ*. Arrêt de la Cour de Douai, du 29 août 1839.

Attendu que, bien qu'en France, à partir du décret du mois d'août 1792, qui avait supprimé les facultés et les corporations savantes, il n'y ait plus eu, jusques après le rétablissement des écoles de santé, en décembre 1794, de réception régulière de médecins ni de chirurgiens, le prévenu n'en fut pas moins légalement gradué en 1792, par le collège de chirurgie de la ville d'Ypres, pour exercer son art dans tout le département et le plat pays, puisque cette partie du Brabant ne fut réunie à la France que par décret du 1^{er} octobre 1795; — qu'en effet, aux termes de l'art. 3 de la loi du 10 mars 1803 (19 ventôse an XI), les chirurgiens reçus par les collèges de chirurgie et les comités de chirurgiens, ont continué d'avoir le droit d'exercer l'art de guérir, comme par le passé, et qu'il en a été de même pour ceux qui exerçaient dans les départements réunis, en vertu de titres reconnus légaux dans les pays qui formaient alors ces départements; — attendu que, par la loi précitée, les officiers de santé ont été substitués aux chirurgiens reçus dans les départements ou collèges, et que le prévenu, en se conformant à cette loi, a présenté son diplôme au bureau de la sous-préfecture du troisième arrondissement du département de la Lys, où il avait son domicile; — attendu que ce département ayant été séparé de la France par les traités de 1814, le prévenu a perdu la qualité de Français, mais non la qualité de gradué en chirurgie, à l'étranger il est vrai, qualité équivalente cependant, parmi nous, au titre d'officier de santé; — que des lors, en venant s'établir dans le département du Nord, il ne pouvait y exercer son art qu'avec l'autorisation du gouvernement et après avoir été examiné par le jury médical du chef-lieu de cette résidence; — que si les art. 4 et 29 de la loi du 10 mars 1803, qui le veulent ainsi, n'ont point de sanction pénale, et si les amendes déterminées que prononce l'art. 36, ne sont applicables qu'aux usurpations de titre, l'art. 35 frappe d'une amende pécuniaire envers les hospices ceux qui, sans droit reconnu, s'immiscent dans l'art de guérir; — attendu que, quand la loi ne détermine pas la quotité de l'amende qu'elle prononce, la peine pécuniaire la plus faible, c'est-à-dire une amende de simple police doit seule être appliquée; — par ces motifs, la Cour... réduit à 3 fr. l'amende prononcée.

Pourvoi par le ministère public, dont voici le système : En principe, un étranger peut, lorsqu'il réside en France, y obtenir ses degrés en médecine, mais il ne peut s'en servir pour y exercer la profession de médecin (art. 17 de l'édit de mars 1707). Cette prohibition, faite contre les étrangers, n'a point été levée par la loi des 2-17 mars 1791, qui n'a proclamé la liberté des professions que pour les Français. L'édit de 1707 est encore en vigueur en ce qui concerne les étrangers. Van-

der-Brouck, redevenu étranger après avoir été momentanément Français, ne peut plus faire valoir en France les droits civils qui étaient inhérents à sa qualité de Français; il ne peut pratiquer la médecine en France sans contrevenir à l'édit de 1707 et à la loi de ventôse an xi.

Appelé à combattre ce pourvoi, nous avons soutenu que si le traité de séparation, de 1814, avait fait perdre au défendeur la qualité de Français, il n'avait pu lui enlever le titre d'officier de santé, *inhérent à sa personne*; que ce titre, acquis en France pendant la réunion, par l'accomplissement des formalités exigées par la loi de l'an xi, avait dû y conserver ses effets; qu'à supposer qu'il y eût une infraction à cette loi, ce serait tout au plus à l'art. 4 qui soumet le médecin étranger, voulant exercer en France, à l'autorisation du gouvernement, lequel art. 4, comme l'art. 29, relatif à la circonscription, n'a de sanction que dans l'art. 35, prononçant virtuellement une peine de simple police, et non dans l'art. 36, qui n'aggrave la peine que lorsqu'il y a usurpation de titre de la part de l'individu exerçant illégalement.

ARRÊT.

LA COUR; — vu les art. 4, 25, 29, 35, 36 de la loi du 19 ventôse an xi sur l'exercice de la médecine; — attendu qu'il est déclaré par le jugement de première instance du tribunal de police correctionnelle d'Hazebrouck (confirmé sur l'appel sauf en ce qui touche la quotité de l'amende), que Jean-François-Joseph Van-der-Brouck, Belge d'origine, se qualifie officier de santé, et voit des malades en cette qualité, sans avoir de diplôme, certificat ou lettres de réception, délivrés par l'autorité française compétente; — attendu que les fonctions d'officier de santé ne peuvent être exercées que par ceux qui ont rempli les conditions prescrites par les dispositions ci-dessus rappelées, et qui se conforment particulièrement à l'art. 29 de la loi du 19 ventôse an xi, relativement à la circonscription du territoire dans lequel il leur est permis d'exercer; qu'il est dit dans cet article : « Les officiers de santé ne pourront s'établir que dans le département où ils auront « été examinés par le jury, après s'être fait enregistrer comme il vient d'être « prescrit »; — attendu que le sieur Van-der-Brouck n'avait aucun titre régulier et valable pour exercer les fonctions d'officier de santé dans le département du Nord : qu'il était étranger non naturalisé, et n'avait obtenu aucune autorisation des autorités françaises; — attendu que l'autorisation qu'il aurait anciennement reçue, avait été délivrée dans un département qui ne fait plus aujourd'hui partie de la France, et qu'elle ne peut dès-lors suppléer à l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 25 et 29 de la loi du 19 ventôse an xi; — qu'ainsi Van-der-Brouck n'était point légalement revêtu du titre d'officier de santé, et qu'en prenant ce titre, il s'est

placé dans la catégorie prévue par l'art. 36, § 3, de la susdite loi ; — qu'en se bornant à lui appliquer une simple amende de police l'arrêt attaqué a violé cet art. 36, et faussement interprété l'art. 35 de la même loi du 19 ventôse an xi ; — casse.

Du 18 oct. 1839. — Cour de cass. — M. de Crouseilles, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2507.

BIGAMIE. — ÉTRANGER. — TENTATIVE.

Le Français qui, après s'être fait naturaliser en pays étranger, y obtient son divorce contre sa femme demeurée en France, peut-il contracter en France un nouveau mariage sans se rendre coupable du crime de bigamie, réprimé par notre Code pénal, article 340 (1) ?

(1) Cette question a paru délicate et n'a pas été résolue ; voici comment elle s'est présentée : un Français, le sieur G....., avait épousé en France une Française. Celle-ci, depuis la loi du 8 mai 1816 portant abolition du divorce, avait obtenu sa séparation de corps. Alors le mari, après une courte résidence en Suisse, s'est fait naturaliser dans le canton de Bâle-Campagne. La législation de ce pays permettant à l'époux séparé de corps de faire convertir en divorce la séparation, sans avoir besoin d'appeler son conjoint à s'expliquer, le sieur G..... a obtenu ainsi son divorce ; puis il a épousé à Bâle une Française, qu'il a ramenée en France, où demeurait sa première femme. Là une poursuite pour cause de bigamie fut commencée par le ministère public, qui, de l'avis du ministre de la justice, n'insista pas ; et il intervint une ordonnance de non-lieu fondée sur ce que G..... était citoyen suisse et que, d'ailleurs, la première femme n'avait pas porté plainte. Il y avait, à notre avis, une meilleure raison, c'est que le deuxième mariage, contracté dans un pays étranger dont la législation le reconnaissait valable, ne pouvait constituer un crime en France (arg. des art. 5, 6 et 7, C. inst. cr.). Sa seconde femme étant décédée, le sieur G..... voulut convoler en troisièmes noces, et réclama du maire de La Rochelle des publications de mariage. Les publications eurent lieu, mais le maire, après avoir consulté le ministère public, refusa de procéder à la célébration, par suite de quoi le sieur G..... alla se marier en Suisse. C'est alors que le procureur du roi de La Rochelle a dirigé d'office de nouvelles poursuites, non pour crime de bigamie consommé par l'un ou l'autre des deux mariages, mais pour tentative criminelle de bigamie, résultant des publications faites en France. Ordonnance de non-lieu. Opposition. Arrêt confirmatif de la Cour de Poitiers motivé sur ce qu'il paraissait y avoir eu bonne foi, et sur ce que, d'ailleurs, il n'y avait pas eu tentative dans le sens légal. — Recours, par le

Il n'y a pas tentative du crime de bigamie dans le fait, de la part d'un individu déjà marié, de faire procéder aux publications du mariage projeté.

ARRÊT (Minist. pub. C. G...)

LA COUR ; — attendu qu'aux termes de l'art. 2 C. pén., le commencement d'exécution est un des éléments constitutifs de la tentative criminelle ; — attendu que l'arrêt attaqué déclare que, dans l'espèce, il n'y a pas eu commencement d'exécution : et que, d'après des faits particuliers de la cause, cet arrêt n'a commis aucune violation de la loi ; — rejette.

Du 23 nov. 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ministère public, à la Cour de cassation appelée à examiner la légalité de cette décision. M^e Favre, avocat du sieur G.... intervenant, ne s'est pas borné à justifier les motifs de l'arrêt attaqué, qui étaient décisifs suivant nous par cela que les publications de mariage, loin d'être un commencement d'exécution d'un deuxième mariage constituant le crime de bigamie, sont au contraire un moyen d'appeler les oppositions qui pourraient l'empêcher. Il a été jusqu'à soutenir que le mariage eût pu valablement être contracté en France. Sa thèse était celle-ci : La femme suit la condition de son mari, alors même qu'il s'expatrie (arg. des discussions au Conseil d'état sur les *droits et devoirs respectifs des époux*, et opinion de Proudhon, t. I^{er}, p. 260) ; donc, dans l'espèce, le divorce est intervenu entre deux étrangers ; donc le mari était libre en France comme à l'étranger. Nous pensons, au contraire, que la femme d'un Français, auquel il plaît de s'expatrier, ne suit point la condition de son mari, à la différence de la femme qui épouse un étranger ; telle était l'opinion de Pothier, *traité du contrat de mariage*, p. 382 ; telle est aussi celle de M. Duranton, t. I^{er}, n^o 189, et t. II, n^o 435. Notre motif déterminant est que nul ne peut être contraint d'abdiquer sa qualité de citoyen français ; et de la discussion au conseil d'état, il ne nous paraît résulter rien autre chose si ce n'est que le mari, voyageant à l'étranger avec esprit de retour, peut exiger de sa femme qu'elle l'accompagne (art. 214, C. c.) ce qui ne fait pas qu'elle devienne étrangère contre son gré. Cela étant, la dame G...., qui d'ailleurs était autorisée par son jugement de séparation de corps à refuser de suivre son mari à l'étranger, était demeurée Française ; nonobstant le divorce prononcé en Suisse, le mariage subsistait en France ; le statut personnel du mari ne pouvait l'autoriser à contracter en France un mariage réprouvé par les lois françaises. A ces principes du droit civil, que nous croyons certains, se réunissent les considérations morales qui ont dicté l'article 340, C. pén., sous la rubrique *attentats aux mœurs*. Cette disposition générale serait donc applicable, à notre avis, si le mariage nouveau était contracté en France.

INJURE. — DIFFAMATION. — AVOCAT. — CRIMINALITÉ.

Un grossier démenti publiquement donné à un avocat, à l'occasion de sa plaidoirie, constitue un délit et non une simple contravention (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. C....)

Considérant que l'inculpé C... fut cité, par exploit du 24 août dernier, à comparaître devant le tribunal de police correctionnelle de Rennes, comme prévenu d'avoir publiquement, le 15 du mois dernier, dans une des galeries du Palais-de-Justice à Rennes, donné un grossier démenti à M. B..., avocat; de l'avoir traité de polisson; de lui avoir dit : « Je vous crache au visage », et d'avoir en effet craché sur lui; — que la plainte fait assez connaître que c'est à raison de sa profession que ces injures ont été adressées à ce dernier; — considérant que tous ces faits ont été prou-

(1) On sait quelle est l'économie de notre législation en matière d'injures. Toute allégation ou imputation d'un *fait* qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne constitue l'injure appelée autrefois *calomnie* et aujourd'hui *diffamation* (L. du 17 mai 1819, art. 13, § 1^{er}). Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une *injure* dans un sens désormais restreint (art. 13, § 2). La diffamation envers les particuliers est généralement un délit (art. 18). A l'égard de l'injure contre les particuliers, la loi de 1819, après l'avoir frappée d'une peine correctionnelle dans l'art. 19, § 2, dispose, art. 20 : « Néanmoins, l'injure qui ne renfermerait pas l'imputation d'un vice déterminé, ou qui ne serait pas publique, continuera d'être punie de peines de police »; ce qui nous renvoie à l'art. 376 du Code pénal, punissant comme contravention « toutes injures ou expressions outrageantes qui n'auraient pas le double caractère de gravité et de publicité spécifié dans l'art. 375, c'est-à-dire qui ne renfermeraient ni l'imputation d'aucun *fait précis* (ce qui serait une diffamation) ni celle d'un *vice déterminé*. » De là on a pu conclure que, pour que l'injure fût un délit, il fallait la double condition d'imputation d'un *vice déterminé* et de *publicité* par l'un des moyens restrictivement désignés dans l'art. 1^{er} de la loi de 1819. Telle paraît être l'opinion de MM. Parant (*Lois de la presse*, p. 95) et Chassan (*Délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, t. 1^{er}, p. 369, art. 5, n° 3). Voyez aussi deux arrêts de la Cour de cassation, des 10 novembre 1826 et 11 novembre 1828, ainsi que nos art. 2229 et 2362. — Dans ses conclusions qui ont précédé l'arrêt que nous recueillons, M. l'avocat-général Foucher soutenait que l'art. 20 de la loi

vés par la déposition des témoins, qui ont déposé que ces propos outrageants ont été adressés à M. B... à raison de sa profession d'avocat et de la plaidoirie à laquelle il venait de se livrer dans une affaire contre le sieur C...; qu'en le traitant de polisson, le menaçant de lui cracher au visage, et tentant d'exécuter cette menace, c'était assez clairement dire que cet avocat ne s'était pas conduit ainsi que les devoirs et l'honneur de sa profession le lui prescrivaient; qu'une telle invective adressée en public eût pu être considérée comme une diffamation, et qu'elle contient au moins l'imputation d'un vice déterminé; qu'elle constitue donc le délit prévu et repris par les art. 1^{er}, 13 et 19 de la loi du 17 mai 1819, qui rentre dans les attributions des tribunaux de police correctionnelle; — considérant qu'il n'est pas prouvé que le sieur C... ait porté des coups ou fait des blessures à M. B..., et que dès lors il n'y a pas lieu dans la cause à l'application de l'art. 311 du Code pénal...; — la Cour déclare le sieur C... coupable d'avoir proféré publiquement contre M. B... des injures contenant l'imputation d'un vice déterminé; le condamne par corps à 500 fr. d'amende.

Du 27 sept. 1839. — Cour de Rennes. — M. Legeard de la Diriays, prés. — M. Foucher, av.-gén.

ART. 2509.

COUR D'ASSISES. — CONCLUSIONS. — DÉBAT CONTRADICTOIRE.

Une cour d'assises ne peut statuer sur un point contentieux qui a donné lieu à des conclusions prises par le défenseur de l'accusé ou par le ministère public, sans que l'autre partie soit entendue ou interpellée de s'expliquer.

ARRÊT (Bourdairou).

LA COUR; — vu l'art. 408. C. inst. crim.; — attendu, en droit, qu'il ne peut être statué par une Cour d'assises, sur un point contentieux qui a donné lieu à des conclusions prises par le défenseur de l'accusé ou par le

de 1819 avait seulement voulu renvoyer devant les tribunaux de simple police les injures *non publiques*; que la publicité de l'injure suffisait pour qu'il y eût délit, dont la peine serait appliquée dans les limites du *minimum* au *maximum*, selon la gravité de l'injure; qu'autrement l'injure publique et l'injure non publique, qui ne renfermeraient pas l'imputation d'un vice déterminé, seraient punies d'une même peine de simple police, bien qu'évidemment les conséquences de la publicité de l'injure exigeassent une répression plus forte. La rédaction de l'arrêt semble indiquer que la Cour de Rennes a reconnu nécessaire la double condition ci-dessus indiquée. Les éléments du délit se trouvent, au reste, dans le fait incriminé, tel qu'il a été apprécié souverainement.

ministère public, sans que l'autre partie soit entendue ou interpellée de s'expliquer ; — attendu que la nullité résultant de l'inobservation de cette règle est substantielle ; — et attendu, en fait, qu'aux termes du procès-verbal d'audience le défenseur de l'accusé a conclu à ce qu'il plût à la Cour poser les questions ainsi qu'elles avaient été formulées par le résumé de l'acte d'accusation ; — que ces conclusions n'ont été ni consenties ni débattues par le ministère public, qui n'a pas déclaré davantage qu'il s'en rapportait à la justice ; — et que, toutefois, la Cour d'assises a, par un arrêt incident, décidé que les questions résultant de l'acte d'accusation seraient modifiées ; — en quoi ont été violés les principes de la matière ; — casse.

Du 11 janvier 1859. — Cour de cass. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2510.

COUR D'ASSISES. — EXPERT. — AUDITION, — PIÈCES DE CONVICTION.

L'audition, aux débats, d'un expert, peut être ordonnée soit par la Cour d'assises, soit par le président.

L'art. 341 C. instr. cr., qui prescrit de remettre aux jurés les pièces du procès, n'interdit point de faire aux débats tel usage des pièces de conviction que peuvent l'exiger les nécessités imprévues de l'instruction orale.

L'exhibition aux témoins, des pièces du délit, est purement facultative.

ANAT (Simon).

LA COUR ; — sur le premier et le deuxième moyen, pris d'un excès prétendu de pouvoir de la Cour d'assises, en ce qu'elle aurait ordonné l'audition, aux débats, d'individus qui n'y étaient appelés ni par citation du ministère public ou de l'accusé, ni en vertu du pouvoir discrétionnaire du président ; — attendu, qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'un témoignage, mais d'une expertise ; et qu'il n'est pas interdit à la Cour d'assises, lorsqu'elle juge qu'une acte supplémentaire d'instruction est nécessaire, de faire droit aux conclusions de celle des parties qui lui signale cette nécessité ; — sur le troisième moyen, consistant en ce que la mesure ordonnée par la Cour d'assises aurait excédé même le pouvoir discrétionnaire du président, puisqu'elle avait été provoquée par le ministère public en dehors des termes limitatifs de l'art. 269 C. inst. crim. ; — attendu, d'une part, que ce troisième moyen manque en fait ; d'autre part, et au surplus, que l'article précité du C. d'inst. crim. est démonstratif, et que le pouvoir discrétionnaire n'est ni limité aux cas prévus par cet article, ni enchaîné par les conclusions qui en provoquent l'exercice ;

— sur le quatrième moyen, tiré de ce qu'en autorisant l'expert à détacher un fragment de l'enveloppe qui formait l'une des pièces de conviction, le président de la Cour d'assises aurait violé l'art. 341 C. d'inst. crim., qui prescrit de remettre aux jurés les pièces du procès; — attendu que ni l'article précité, ni aucune autre disposition du C. d'inst. crim., n'interdisent de faire aux débats tel usage des pièces de conviction que peuvent le prescrire les nécessités imprévues de l'instruction orale; — sur le cinquième moyen, résultant de ce que l'altération de l'une de ces pièces n'a pas permis au président de la représenter aux témoins dans un état qui ne fût pas de nature à les induire en erreur; — attendu que l'exhibition, aux témoins, des pièces relatives au délit, est purement facultative; — sur le sixième et dernier moyen, pris de ce que l'expertise ordonnée par la Cour d'assises mettrait, en cas de cassation, la Cour de renvoi dans l'impossibilité de réunir tous les éléments de l'instruction primitive; — attendu qu'il n'échet de motiver le rejet de ce dernier moyen; — rejette.

Du 17 janvier 1839. — Cour de cass. — M. Rocher, rapp.
— M. Hello, av.-gén.

ART. 2511.

COUR D'ASSISES. — ASSESSEUR. — REMPLACEMENT.

Le remplacement de l'un des assesseurs désignés par le sort pour faire partie d'une cour d'assises coloniale, doit avoir lieu en présence des accusés. Il y a nullité lorsque ceux-ci n'y ont point été appelés et n'ont pas été mis à même d'exercer, à l'égard du nouvel assesseur, leur droit de récusation (1).

ARRÊT (Sylvain).

LA COUR; — vu les art. 388, 397 et 417 du C. d'inst. crim., publié par les colonies françaises des Antilles; — attendu qu'aux termes de l'art. 388, les assesseurs doivent être tirés au sort au commencement de chaque session et pour toute sa durée, et en présence de tous les accusés qui doivent être jugés pendant cette même session; — attendu, qu'aux termes de l'art. 417, cette formalité est prescrite à peine de nullité; — attendu, dans l'espèce, qu'un des assesseurs tombés au sort ayant été empêché, il a été procédé à son remplacement, sans que le demandeur ait été appelé, et sans que le jour où il a paru devant la cour, il ait été averti de ce qui s'était passé en son absence, et mis à même d'user à l'égard de ce nouvel assesseur de son droit de récusation, ce qui constitue une violation formelle des articles précités,

(1) Voy. arrêts des 29 mars et 17 oct. 1833, 28 fév. 1835, et 20 av. 1837,

auxquels n'a pas dérogé l'art. 303, relatif au remplacement des assesseurs empêchés; — casse.

Du 9 février 1839. — Cour de cass. — M. Gilbert des Voisins, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2512.

COMPLICITÉ. — QUESTION COMPLEXE. — CHOSE JUGÉE.

Lorsqu'un individu est accusé de complicité d'un crime, le jury doit nécessairement être interrogé sur la question de savoir si l'accusé a agi avec connaissance (1).

Les circonstances aggravantes doivent toujours faire l'objet de questions et de réponses séparées (2).

La déclaration régulière d'un jury, rendue à une précédente session, relativement à deux accusés principaux, ne lie pas le nouveau jury quant à l'individu accusé depuis de complicité du même fait,

ARRÊT (Chaillou).

LA COUR; — attendu que la position des questions aux jurés a été irrégulière sous un double rapport; — que, d'abord, dans la première question, celle de savoir si J.-F. Chaillou était coupable de s'être rendu complice d'une soustraction frauduleuse commise au préjudice des époux Coutureau par les femmes Legendre et Chaillou, en aidant et assistant lesdites femmes dans les faits qui ont préparé, facilité et consommé le vol, il a été omis de demander si l'accusé avait agi avec connaissance, et qu'aux termes de l'art. 60 C. pén., la complicité par aide et assistance n'est punissable qu'autant qu'elle a eu lieu avec connaissance; que, par cette omission d'un des caractères essentiels de la complicité, compris dans l'arrêt de renvoi et dans le résumé de l'acte d'accusation, l'accusation n'a pas été purgée dans toutes ses parties, et la Cour d'assises n'a prononcé une condamnation sur ce chef que par une fausse application de l'art. 60 C. pén.; — sous un second rapport, attendu, en droit, que les dispositions de la loi du 13 mai 1836, combinées avec les art. 341 et 345 du C. d'inst. crim., imposant virtuellement au président de la Cour d'assises l'obligation de poser au jury une question séparée sur le fait principal et sur chacune des circonstances aggravantes de l'accusation; — que ce mode de procéder peut seul assurer l'accomplissement du devoir imposé au jury par la loi du 13 mai 1836; qu'il est dès lors d'ordre public, et que la position distincte des questions et la réponse

(1) Arrêt conf. : 4 janvier 1839 (Barrault et Hurel).

(2) Voy. *Suprà*, art. 2451.

distincte à chacune des questions posées sont des formalités substantielles de la validité de la procédure ; — attendu, en fait, que le jury a été interrogé par une question complexe qui comprenait tout à la fois la complicité du vol par aide et assistance, et les circonstances que le vol avait été commis par plusieurs, à l'aide d'escalade et d'effraction, dans une maison habitée ; — que si, à une précédente session, l'existence du vol et des circonstances aggravantes, en ce qui concernait les femmes Legendre et Chaillou, avait été reconnue par une décision régulière du jury, sur laquelle est intervenu, le 27 février 1838, l'arrêt de la Cour d'assises du département de Seine-et-Oise, qui les a condamnés à la peine des travaux forcés à temps, cette déclaration, étrangère à J.-F. Chaillou, accusé depuis de complicité du même fait, ne pouvait lier le nouveau jury qui devait également, pour se conformer à la loi, être appelé à voter, par scrutins distincts et successifs, sur le fait principal d'abord, et ensuite sur chacune des circonstances aggravantes ; — attendu que la réponse affirmative du jury sur la seconde question, que l'accusé était coupable d'avoir recélé des objets volés, sachant qu'ils provenaient de vol, ne suffisait pas pour justifier la condamnation aux travaux forcés à temps prononcée contre lui ; — qu'il est nécessaire, en effet, pour constituer la complicité déterminée par l'art. 62 du C. pén., sinon que le complice connaisse les circonstances aggravantes du vol dont il a recélé les produits (1), du moins que l'existence de ces circonstances soit, relativement à lui, constatée régulièrement par une déclaration du jury, et que cette constatation n'a pas eu lieu dans la forme voulue par la loi, par suite de la violation des dispositions ci-dessus visées ; — cassé.

Du 4 janvier 1839. — Cour de cass. — M. Voysin de Gartempe fils, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2513.

ÉTABLISSEMENT INSALUBRE. — EXCEPTION. — TRIBUNAL DE POLICE.

Lorsque l'individu prévenu d'avoir formé un établissement insalubre, en infraction à un arrêté municipal, soutient que son établissement existait avant le décret du 15 oct. 1810, cette exception, fondée sur un droit résultant d'un fait, doit être jugée par le juge même de l'action.

Un tribunal de police ne peut, sans excès de pouvoir, baser son jugement sur des renseignements que le ministère public n'a pas été mis à même de discuter.

(1) Voy. notre article 2243. Un arrêt de la Cour de Bourges, du 25 avril 1839 (aff. Raymond) a reproduit la doctrine que nous avons discutée dans cet article.

ARRÊT (Minist. publ. C. Bennynck).

LA COUR; — sur le moyen tiré de l'exercice de pouvoir et de l'usurpation sur les attributions de l'autorité administrative; — attendu que nul arrêté de l'autorité municipale n'avait ordonné la fermeture de l'établissement du sieur Janssen; que l'exception opposée par celui-ci aux poursuites du ministère public consistait à soutenir que la fabrique de chandelles, par lui possédée, était en activité antérieurement au décret du 15 octobre 1810, qu'il n'y avait pas eu d'interruption de six mois dans les travaux, et que dès lors, aux termes des art. 11 et 13 de ce décret, l'établissement avait pu continuer d'être exploité librement, sans qu'il fût besoin de se pourvoir d'une autorisation; — que ce moyen de défense ne présentait, ni une question de propriété de la compétence des tribunaux civils, ni l'examen d'un acte émané de l'autorité administrative, mais une exception fondée sur un droit résultant d'un fait, qu'il appartenait d'apprécier au juge de l'action; — rejette ce moyen; — mais vu l'art. 153 C. inst. crim.; — attendu qu'en décidant qu'il avait des informations et renseignements recueillis par lui, que la fabrique de chandelles actuellement occupée par le sieur Janssen Bennynck existait bien antérieurement au décret du 15 octobre 1810, le tribunal n'a point fait connaître la nature de ces renseignements; que rien, dans le jugement, n'indique que ces renseignements soient parvenus légalement, ni que le ministère public ait été mis en situation de les connaître, de les discuter ou de les contredire; qu'ainsi l'instruction n'a pas été contradictoire, ce qui est une violation de l'art. 153 ci-dessus; — casse.

Du 14 février 1839. — Cour de cass. — M. Voysin de Gartempe fils, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2514.

DÉLIT RURAL. — COMPÉTENCE.

Le fait d'avoir coupé des branches de saules plantés dans le terrain d'autrui, constitue un délit rural dont la connaissance appartient à la juridiction correctionnelle, à raison du taux indéterminé de l'amende.

ARRÊT (Minist. publ. C. Bordat, etc.).

LA COUR; — vu les art 160, 408 et 413 C. inst. crim., et 36, tit. 2, de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791, qui punit d'une amende double du dommage fait d'homme dans les plantations d'arbres autres que les bois-taillis ou futaies des particuliers ou communautés, et veut même que le coupable puisse être condamné à une détention de trois mois; — attendu qu'il s'agit, dans l'es-

pèce, du fait d'avoir coupé une grande partie des branches vertes de saules plantés sur une pièce de terre appartenant à Jean-Baptiste Berteaux ; — que ce fait constituerait, s'il reste constaté à la charge des prévenus, le délit rural prévu et puni par la disposition sus-rappelée de l'art. 36, titre 2 de la loi des 28 sept.-6 octobre 1791 ; — qu'il ne peut, dès lors, être réprimé, s'il y a lieu, que par la juridiction correctionnelle ; — d'où il suit que le jugement dénoncé, en ne s'abstenant pas de prononcer sur la poursuite, a violé les règles de la compétence, et conséquemment tant cette disposition que celle de l'art. 160 ci-dessus visé ; — casse.

Du 22 février 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2515.

POIDS (faux). — BOULANGER. — PAIN. — DÉLIT.

Le boulanger qui, en vendant du pain au poids, ajoute au plateau de la balance qui le contient un poids quelconque, commet le délit spécifié dans l'art. 423 C. pén., et non pas seulement la contravention prévue par le n° 6 de l'art. 479 (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Perdreau).

LA COUR ; — vu l'art. 423 C. pén. ; — attendu que le jugement dénoncé déclare, en fait, qu'Augustin Perdreau, boulanger, lorsqu'il vend aux sous-officiers et soldats de la 6^e compagnie du 13^e régiment de ligne le pain qu'ils sont dans l'habitude d'acheter chez lui pour leur soupe, ajoute un *demi-kilogramme* en fer au plateau de la balance qui le contient, et *diminue d'autant*, à chaque pesée, le poids réel de ce pain ; — attendu, en droit, que ce fait caractérise le délit prévu et puni par la disposition précitée, puisqu'il a eu pour but et pour résultat de vendre au prix du poids placé dans l'autre bassin de la balance du pain qui n'était pas réellement l'équivalent ou la *représentation exacte* de ce poids ; — qu'en décidant donc le contraire, et en ne considérant la fraude du prévenu que comme une contravention au n° 6 de l'art. 479 du même code, par les motifs que ladite disposition s'applique, non à celui qui fausse momentanément un poids, ou une mesure juste, mais uniquement à celui qui fait usage de poids ou mesures constamment faux, le tribunal correctionnel de Toulouse a mal appliqué ce numéro, et commis une violation expresse de l'article ci-dessus visé ; — casse.

Du 8 février 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

(1) Voy. notre art. 2341.

ART. 2516.

COUR D'ASSISES. — JUGE SUPPLÉANT. — JURY. — GREFFIER.

Un juge suppléant peut faire partie d'une cour d'assises lorsqu'il y a empêchement constaté des président et vice-président, juges et suppléants plus anciens.

Le greffier du tribunal de première instance du lieu où siège la Cour d'assises peut faire partie du jury, en se faisant remplacer, dans la composition de la Cour d'assises, par un de ses commis assermentés.

ARRÊT (LACOUR).

LA COUR; — attendu, sur le premier moyen, que le procès-verbal des débats déclare expressément que M^e Joly, juge suppléant, n'a fait partie de la Cour d'assises qu'en remplacement des président, vice-président, juges et juges suppléants plus anciens, légitimement empêchés; — attendu, sur le deuxième moyen, qu'il y a présomption légale que le président de la Cour d'assises, en se conformant aux art. 341, 344, 345 et 347 du C. d'inst. crim., n'a rappelé au jury que le texte de ces dispositions, tel qu'il a été rectifié par la loi du 3 septembre 1835; — attendu, sur le troisième moyen, que les incompatibilités sont de droit étroit; et que l'art. 383 du même code ne déclare point les fonctions de greffier du tribunal de la ville où siège la Cour d'assises, dans les départements du ressort de la Cour royale, incompatibles avec celles de juré; que Durand, greffier du tribunal de Vesoul, a donc pu concourir comme juré au jugement de l'accusation portée contre le demandeur; qu'il ne saurait résulter de cette circonstance aucune ouverture à cassation, dans l'espèce, puisque l'un de ses commis assermentés l'a remplacé dans la composition de la Cour d'assises, conformément à l'art. 2 de la loi du 20 mars 1831; — rejette.

Du 28 février 1839. — Cour de cass. — M. Riyes, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2517.

FORÊTS. — ADJUDICATION. — RÉCOLEMENT. — COMPÉTENCE.

— DÉLAI.

Les conseils de préfecture sont seuls compétents pour statuer sur la validité des procès-verbaux de récolement (1).

Le délai d'un mois, accordé par l'art. 50 C. forest. pour

(1) Arrêts conf., 26 septembre 1833 et 6 mars 1834.

déferer au conseil de préfecture ces procès-verbaux, est un délai de rigueur passé lequel aucune juridiction ne peut s'attribuer le pouvoir de statuer sur leur validité.

ARRÊT (Forêts C. Vernay).

LA COUR; — attendu, qu'aux termes de l'art. 50 du C. forest., le conseil de préfecture est seul juge de toutes les questions, soit en la forme, soit au fond, sur la validité des procès-verbaux de récolement, et qu'ainsi, en se déclarant compétent pour connaître de quelques-unes de ces questions, le tribunal de Châlons-sur-Saône a violé cet article et excédé les bornes de sa compétence; — attendu que ce même article 50 fixe à un mois le délai qu'il accorde, soit à l'administration, soit à l'adjudicataire, pour déférer au conseil de préfecture le procès-verbal de récolement, et qu'ainsi en décidant que l'adjudicataire, longtemps après ce terme écoulé, était encore à temps de lui déférer à lui-même ce procès-verbal, précisément parce que le conseil de préfecture n'en avait pas connu dans le délai légal, le tribunal de Châlons-sur-Saône a commis une double violation de l'article précité; — **CASÉ.**

Du 22 février 1839. — Cour de cass. — M. Fréteau de Pény, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2518.

CHASSE. — INDENNITÉ. — ACTION. — PEINE.

Tout propriétaire sur le terrain duquel a été commis un délit de chasse, lors même qu'il n'en aurait éprouvé aucun dommage réel, a droit à l'indemnité fixée par l'art. 1^{er} de la loi du 30 avril 1790.

L'action directe du propriétaire suffit seule, et sans le concours du ministère public, pour faire prononcer contre les délinquants les peines portées par la loi.

ARRÊT (Minist. publ. C. Hacquin).

LA COUR; — en ce qui concerne l'indemnité de 10 fr., accordée à F.-J. Clary; — attendu que l'art. 8 de la loi des 28-30 avril 1790 attribue d'une manière générale et absolue, au propriétaire sur le terrain duquel un délit de chasse a été commis, en quelque saison que ce soit, la faculté de poursuivre, contre le délinquant, l'application des peines portées par les articles précédents; que les tribunaux qu'il saisit directement de sa poursuite doivent donc, lors même qu'il n'a éprouvé aucun dommage, ou que les récoltes ne lui appartiennent pas, lui allouer l'indemnité de 10 fr., édictée par l'article 1^{er} de cette loi, puisque le législateur, en les autorisant, dans la même disposition, à lui accorder de plus grands dommages-intérêts, s'il y échoit,

a manifestement déclaré l'intention où il était que la seule violation du droit exclusif de chasse entraînât invariablement cette réparation civile, toutes les fois qu'il n'y aurait pas lieu d'en augmenter la fixation ; d'où il suit qu'en adjugeant cette indemnité, dans l'espèce, le jugement dénoncé n'a fait qu'une juste application tant dudit art. 1^{er} que des art. 1382 et 1383 C. civ. ; — rejette ce moyen ; — mais en ce qui concerne l'application de la peine ; — vu l'art. 8 de la loi précitée ; — attendu que le droit accordé au ministère public, par cette disposition, de poursuivre d'office la répression des délits de chasse qui sont commis en temps prohibé, n'est point exclusif de celui qui appartient dans tous les cas au propriétaire du terrain ; — que l'action directe de celui-ci est donc toujours recevable en cette matière spéciale, comme elle l'est, suivant le droit commun, en toute matière correctionnelle ; — que le tribunal devant lequel elle est intentée ne peut pas, dès lors, se dispenser d'infliger au délinquant les peines portées par les art. 1 et 5 de la susdite loi, lors même que le ministère public se serait abstenu ou aurait refusé d'en requérir l'application ; — d'où il suit qu'en déclarant qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur l'action publique, parce qu'il n'avait été pris aucune réquisition sur ce point, ledit jugement a commis une violation expresse de l'article ci-dessus visé ; — casse.

Du 23 février 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2519.

FORÊTS. — INSCRIPTION DE FAUX. — DÉLAI.

L'inscription de faux, en matière de délits forestiers, est tardive si elle est formée dans le cours de l'audience indiquée par la citation, encore bien que la cause n'eût pas encore été appelée (1).*

ARRÊT (Forêts C. Brenart).

LA COUR ; — vu l'art. 179 C. forest., lequel est ainsi conçu : — « Le prévenu qui voudra s'inscrire en faux contre le procès-verbal, sera tenu d'en faire, par écrit et en personne, ou par un fondé de pouvoir spécial, par acte notarié, la déclaration au greffe du tribunal, avant l'audience indiquée par

(1) Jugé de même pour le cas de remise de la cause au jour suivant, par arrêt de cassation du 11 janvier 1838 (*Suprà*, art. 2147). Si l'arrêt solennel du 24 avril 1839 (art. 2379) a déclaré admissible, en matière de contributions indirectes, l'inscription de faux déclarée à l'audience indiquée par suite de remise obligée, c'est que la loi spéciale se sert de ces expressions : *au plus tard à l'audience indiquée par la citation*, au lieu de celles : *avant l'audience*, qu'emploie le Code forestier.

la citation... ; faute par le prévenu d'avoir rempli les formalités ci-dessus prescrites, le tribunal déclarera qu'il n'y a lieu à admettre les moyens de faux, et ordonnera qu'il soit passé outre au jugement ; » — attendu que le délai fixé par le § 1^{er} ci-dessus est de rigueur ; que son inobservation entraîne la déchéance du droit de s'inscrire en faux, lequel n'est admis que sous la condition de remplir strictement toutes les formalités voulues par la loi ; — attendu que le prévenu avait été cité pour comparaître à l'audience le 2 fév. 1837, devant le tribunal de police correctionnelle de Valence ; — que c'est pendant le cours de cette audience et après qu'elle était ouverte, qu'il a déclaré s'inscrire en faux contre le procès-verbal dressé par un garde forestier le 28 novembre précédent, et qui lui avait été notifié le 25 janvier suivant ; que le tribunal a admis le moyen et donné acte de cette inscription de faux, laquelle était tardive et irrecevable pour n'avoir pas été déclarée avant l'audience même indiquée par la citation ; — que peu importait que la cause n'ût pas encore été appelée, et qu'en se fondant sur cette circonstance le tribunal de Valence, et l'arrêt qui a confirmé son jugement, ont créé une distinction contraire au texte et à l'esprit de la loi, et violé l'art. 179 ci-dessus transcrit ; — casse.

Du 1^{er} mars 1839. — Cour de cass. — M. Voysin de Gartempe, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2520.

FAUX. — SIGNATURE IMAGINAIRE.

L'apposition, sur une fausse lettre de change, d'une signature imaginaire, suffit pour constituer un faux punissable suivant l'art. 147 C. pén. (1).

ARRÊT (Lehardelay et Fockedey).

LA COUR ; — attendu que les deux demandeurs ont été condamnés comme coauteurs d'un fait de fabrication d'un écriit ayant le caractère commercial, crime prévu par les premier et troisième paragraphes de l'art. 147 du C. pén., qui prévoit le cas de la fabrication d'une fausse convention en écriture de commerce ou de banque ; qu'ils ont été convaincus, en outre, d'avoir apposé ou fait apposer à la fausse lettre de change par eux fabriquée une signature également fausse ; qu'il importe peu que cette énonciation, qui au surplus n'était pas nécessaire pour justifier l'application de la peine, ne présente pas la signature comme empruntée à un nom connu ; que le faux n'en présente pas moins les caractères d'immoralité et de dommage qui le rendent punissable ; — rejette.

Du 28 mars 1839. — Cour de cass. — M. Rocher, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

(1) Voy. arrêts de cass, des 6 nov. 1812, 18 fév. 1813 et 5 juin 1818.

ART. 2521.

FAUX. — REMPLACEMENT MILITAIRE.

Il n'y a pas crime de faux dans le fait, par un remplaçant, de présenter à un conseil de révision un certificat de libération énonçant une fausse cause, alors que, si la véritable cause eût été connue, il n'en eût pas moins pu être reçu par le conseil (1).

ARRÊT (Min. publ. C. Séguéla).

Attendu que la prévention de faux est fondée sur ce que Séguéla se serait présenté devant le conseil de révision pour être admis comme remplaçant avec un certificat constatant qu'il avait été exempté du service militaire comme ayant un frère en activité, tandis qu'il l'avait été pour une infirmité aux pieds ; — considérant que, quand même la cause de son exemption aurait été connue, Séguéla n'aurait pas moins pu être agréé comme remplaçant ; que la loi du 22 mars 1832 ne déclare, en effet, impropres au remplacement que ceux qui ont été réformés du service militaire ; que la réforme prononcée seulement en faveur du soldat qui, ayant paru sous les drapeaux, est soumis à la revue de l'inspecteur-général, est autre chose que l'exemption des jeunes gens appelés par la loi du recrutement, laquelle résulte d'une décision du conseil de révision ; que la différence de ces deux positions constatées par la différence des termes écrits dans les lois pour les distinguer, suffirait à faire reconnaître que l'exclusion portée au § 5 de l'art. 19 de la loi du 21 mars ne s'applique pas à celui que le conseil de révision a déclaré impropre au service ; — que si l'on voulait rechercher le motif de cette disposition, il serait aisé de reconnaître que l'on a pu espérer que le jeune homme qui, au moment du tirage au sort, n'avait pas les qualités physiques nécessaires pour être soldat, a pu devenir, par le développement naturel de ses forces, par la disparition d'infirmités qui tenaient à la faiblesse de l'âge, apte à servir son pays ; qu'aussi, tandis que dans le projet du gouvernement l'exclusion aurait porté sur ceux qui auraient été exemptés du contingent aussi bien que sur ceux qui auraient été réformés, la loi, dans sa rédaction définitive, après la discussion des deux chambres, a disposé qu'il suffisait, pour pouvoir remplacer, de n'avoir pas été réformé du service militaire ; — considérant, dès lors, que le certificat mensonger, produit par Séguéla, était de nature à ne causer aucun dommage, ni à l'État, puisque le conseil de révision aurait dû procéder à sa visite quand même il aurait connu la cause de son exemption, et le recevoir comme remplaçant s'il n'avait pas des infirmités au moment de l'examen, ni au remplacé, puis-

(1) Voy. nos art. 1881, 2051, 2127 et 2159.

que l'erreur sur un fait indifférent n'a pu vicier l'acte de remplacement ; — attendu que l'éventualité d'un préjudice résultant de la fausseté de la pièce produite étant un des caractères essentiels et constitutifs du faux, l'acte de Séguéla, tout immoral qu'il est, ne rentre pas à cet égard sous la répression de la loi ; — considérant qu'il n'est pas atteint non plus par l'art. 43 de la loi précitée, qui ne s'applique qu'aux remplacements effectués en contravention à ses dispositions, à l'aide de pièces fausses ou de manœuvres frauduleuses ; que celui dont il s'agit n'est défendu par aucun article de la loi ; qu'il se serait fait indépendamment de la pièce fausse, le conseil de révision n'ayant dû apprécier que les infirmités actuelles de Séguéla, et ayant dû apporter la même attention à son examen ; que la production du faux certificat ne peut pas être envisagée non plus comme une manœuvre frauduleuse qui ait amené le remplacement, puisque, ainsi qu'il vient d'être dit, il a dû être sans influence sur ce résultat ; — que la preuve de l'inapplicabilité de cet art. 43 s'induit de ce qu'il ne pourrait imposer l'obligation de poursuivre par la voie criminelle ceux qui auraient participé aux actes qu'il prévoit, qu'autant que les tribunaux devraient prononcer la nullité de l'acte de remplacement ; que cette prétention serait inadmissible, le remplacé pouvant dire qu'alors que la loi n'exclut que ceux qui ont été réformés, il a pu valablement présenter à sa place un homme qui avait seulement été exempté du contingent de l'armée ; — la Cour annule l'ordonnance de prise de corps.

Du 19 août 1839. — Cour de Toulouse, chamb. d'accusat.
— M. Martin, prés.

ART. 2522.

RÉCIDIVE. — DÉLIT. — CRIME. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

Il n'y a pas récidive de délit, par cela que l'accusé, qui précédemment avait été condamné pour délit, n'est déclaré coupable du crime à lui imputé qu'avec circonstances atténuantes, motivant une condamnation simplement correctionnelle (Code pénal, 58) (1).

ARRÊT (Lindel).

La Cour ; — vu les art. 463, § 6, 401 et 58 C. pén. ; — attendu, dans l'espèce, qu'Eulalie Montreuil, femme Lindel, qui avait été précédemment condamnée à treize mois d'emprisonnement par jugement du tribunal correctionnel de Lisieux, du 1^{er} sept. 1826, et à cinq ans de la même peine par un second jugement du même tribunal, du 4 mars 1828, a été déclarée cou-

(1) Foy. nos art. 2190 et 2275,

pable par le jury, d'un fait déclaré crime, emportant la peine de la réclusion : mais que le jury a reconnu qu'il existait en sa faveur des circonstances atténuantes ; — que cette déclaration donnait lieu à l'application du sixième paragraphe de l'art. 463 du Cod. pén., combiné avec l'art. 401, qui punit les coupables d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus ; — que cependant la Cour d'assises a condamné la demanderesse à six années d'emprisonnement ; — que pour justifier cette aggravation de peine, l'arrêt attaqué, en rappelant les condamnations précédemment prononcées contre la femme Lindel, s'est fondé sur les dispositions de l'art. 58 C. pén. portant : « Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année, seront, en cas « de nouveau délit, condamnés au *maximum* de la peine portée par la loi, et « cette peine pourra être élevée jusqu'au double... » Mais attendu que la récidive dont parle cet article est l'état de l'individu qui, ayant subi une première condamnation correctionnelle à un emprisonnement de plus d'une année, se serait rendu coupable d'un nouveau délit passible de peines correctionnelles ; que le second fait, s'il est qualifié crime par la loi, ne constitue pas la récidive légale, et que cette interprétation est pleinement justifiée par l'article qui précède, où les expressions *crime* et *délit* sont employées avec la signification qui leur est propre ; attendu que la déclaration des circonstances atténuantes ne change pas le caractère du fait incriminé ; qu'elle a bien pour effet de modifier la peine, mais qu'elle ne fait pas descendre le crime au rang d'un délit, ni le délit au rang de simple contravention ; — qu'il suit de là qu'en condamnant la demanderesse à six années d'emprisonnement, comme étant en état de récidive, l'arrêt attaqué a fausement appliqué l'art. 58, et violé les art. 463, § 6, et 401, C. pén. ; — casse.

Du 11 avril 1839. — Cour de cass. — M. Bresson, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2523.

COMPÉTENCE. — ACTION ÉTEINTE. — RÉPARATION CIVILE.

Lorsque l'action publique est éteinte par la mort du prévenu, les tribunaux de répression sont incompétents pour condamner ses héritiers à la réparation civile des dommages résultant du délit.

ARRÊT (Charmensat).

LA COUR ; — vu l'art. 442 C. inst. crim., ensemble les art. 408 et 413 du même code ; — attendu que les tribunaux de répression ne peuvent, selon la disposition combinée des art. 2 et 3 C. inst. crim., statuer sur l'action civile résultant d'une contravention que dans le cas où ils sont saisis de l'action publique qui en dérive ; — qu'ils doivent donc, quand celle-ci se

trouve éteinte par la mort du prévenu, se déclarer incompétents pour prononcer, contre ses représentants, la réparation civile du dommage qu'il a occasionné ; — d'où il suit, dans l'espèce, qu'en condamnant les héritiers de Charmensat père à remettre le pavé de la rue de la Boucherie en l'état où il était, au devant de la maison dudit Charmensat, avant que ce dernier y eût touché sans autorisation du maire, le jugement dont il s'agit a commis une violation expresse des règles de la compétence ; — casse.

Du 23 mars 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2524.

SURVEILLANCE. — VAGABONDAGE. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

En matière de vagabondage, comme en toute autre matière correctionnelle, la déclaration de circonstances atténuantes autorise le juge à réduire la durée de la mise en surveillance de même qu'à écarter cette peine (1)

ARRÊT (Minist. publ. C. Dedieu).

LA COUR ; — vu les art. 271 et 463 C. pén. ; — attendu, en fait, que le jugement rendu par le tribunal correctionnel de Foix, le 22 novembre dernier, et qui est l'objet du pourvoi, en statuant sur l'appel du jugement de Pamiers, a déclaré qu'il existait des circonstances atténuantes, à l'égard du fait de vagabondage dont François Dedieu a été convaincu, et par suite duquel il a été condamné ; — attendu que ledit jugement, par suite des circonstances atténuantes dont il admettait l'existence, n'a prononcé contre François Dedieu qu'une mise en surveillance de trois ans ; — attendu, en droit, que l'art. 463 C. pén. qui établit pour les tribunaux la faculté de déclarer des circonstances atténuantes, et qui détermine les conséquences de cette déclaration, est général dans ses dispositions, et s'applique à tous les crimes et délits prévus par le C. pén. et à toutes les peines qu'il prononce ; — attendu que la mise en surveillance est une peine, et se trouve qualifiée telle par l'art. 11 du C. pén. ; d'où il suit qu'en cas de circonstances atténuantes, les tribunaux ont la faculté, vis-à-vis des individus convaincus de vagabondage, comme de ceux convaincus de tous autres délits, de réduire la mise en surveillance au-dessous du *minimum*, et même d'en dispenser complètement le condamné, et d'abaisser la condamnation à des peines de simple police, d'après la teneur dudit art. 463 ; — attendu qu'aucune disposition

(1) La précision des motifs de l'arrêt que nous recueillons doit lever désormais toute espèce de doute sur la solution que nous avons indiquée déjà dans notre art. 2305.

légale n'excepte de l'application de l'art. 463 C. pén. les condamnations prononcées contre les mendiants en vertu de l'art. 271 du même code; — attendu que dès lors le jugement attaqué, en réduisant la mise en surveillance à trois ans, par suite de circonstances atténuantes, a été rendu dans la limite des facultés attribuées aux tribunaux de police correctionnelle; — rejette.

Du 26 avril 1839. — Cour de cass. — M. Mérilhou, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2525.

COMPÉTENCE. — TÉMOIN. — INCAPACITÉ.

Un condamné ne peut se faire un moyen de cassation de ce qu'il a été jugé par la juridiction du droit criminel au lieu d'être traduit devant un conseil de guerre.

Un individu en état d'arrestation peut être entendu comme témoin malgré l'opposition de l'accusé.

ARRÊT (Belkassem-ben-Aff.).

La Cour; — attendu, quant à la compétence de la Cour d'assises sur un fait qui aurait été commis hors du territoire de la juridiction civile de l'Algérie, que la compétence des tribunaux ordinaires est de droit commun, et qu'il ne peut résulter d'ouverture à cassation de la part d'un accusé, de ce qu'on l'a fait jouir des garanties de cette juridiction, au lieu de le traduire devant la juridiction exceptionnelle des conseils de guerre; — attendu, d'ailleurs, que, dans l'espèce, cette juridiction avait été abolie sur le territoire en question, et que ses attributions avaient, dès lors, et par l'effet d'un arrêté du gouvernement, rendu conformément à l'ordonnance royale du 10 août 1834, passé à la juridiction du tribunal supérieur; — qu'il s'agissait d'un crime commis par des musulmans sur la personne d'un israélite indigène, cas dans lequel l'ordonnance a réservé expressément la plénitude de juridiction des tribunaux français; — sur l'opposition formée par l'accusé à l'audition sous serment de trois témoins, sous mandat de dépôt, l'un comme inculpé dans l'instruction de faux témoignage, les deux autres inculpés, dans la même instruction, de participation du crime; — attendu qu'aucune disposition formelle de la loi ne portait empêchement à l'audition de ces témoins; — que leur état d'arrestation ayant été signalé aux juges de l'accusation, ceux-ci n'ont dû accorder à leur témoignage que le degré de confiance que cette disposition exceptionnelle permettait, et que cet état d'arrestation ou de prévention ne peut être assimilé à l'incapacité prévue par les art. 28, 34 et 42 C. pén., soit par l'acte constitutionnel du 13 décembre 1799; — attendu, d'ailleurs, que l'accusé n'a pas requis le renvoi du jugement à une

autre session, conformément à l'art. 331 C. instr. crim., et que la connexité des délits prévus aux art. 225 et 226 du même code, qui pouvait déterminer la mise en accusation simultanée du demandeur et des deux témoins inculpés, dépend d'une appréciation de faits qui échappe à la censure de la Cour ; — rejetée.

Du 20 juin 1839. — Cour de cass. — M. Isambert, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

ART. 2526.

POIDS ET MESURES. — POINÇONNAGE. — ROMAINE.

Pour le poinçonnage annuel des instruments de pesage qui sont simplement tolérés, les vérificateurs des poids et mesures ne sont pas tenus de se transporter au domicile des assujettis (1).

ARRÊT (Minist. publ. C. Faivre.)

LA COUR ; — vu l'art. 161 C. inst. cr., le n° 5 de l'art. 479 C. pén., et l'art. 65 de ce même Code ; — attendu qu'aux termes de l'art. 2 de l'arrêté du préfet du département de Vaucluse, en date du 9 février 1838, les romaines n'y sont que tolérées, et que, par suite, leur vérification annuelle et leur poinçonnage ne doivent point nécessairement avoir lieu au domicile des assujettis à cette mesure ; — qu'il est reconnu, dans l'espèce, que la romaine dont il s'agit n'avait pas encore été poinçonnée à la lettre de l'année 1838 le 3 décembre dernier, bien qu'elle eût dû l'être au plus tard dès le 20 mai précédent, selon l'avis donné par le maire d'Avignon à ses administrés, en exécution de l'arrêté précité, et que, néanmoins, le prévenu n'a pas cessé de s'en servir dans ses fonctions de peseur à l'abattoir de cette ville ; — qu'il était donc passible de la peine prononcée par le n° 5 de l'art. 479 du Code pénal, d'autant plus que cet instrument de pesage avait été reconnu défectueux dans cet établissement, lorsque le vérificateur y effectua sa visite périodique ; — qu'en le relaxant, dès-lors, de l'action du ministère public, par les motifs que ladite romaine a été réajustée depuis, et qu'il s'est inutilement présenté plusieurs fois au bureau de ce préposé, sans l'y trouver, pour la faire poinçonner, le jugement dénoncé a commis un excès de pouvoir, et violé expressément les dispositions ci-dessus visées ; — casse.

Du 23 février 1839. — Cour de cass. — M. Rives, rapp. — M. Hello, av.-gén.

(1) Voy. notre art. 2424.

ART. 2527.

JURÉ. — MAIRE. — INCOMPATIBILITÉ.

Un maire ne peut être juré dans une affaire où il a agi comme officier de police judiciaire (1).

ARRÊT (Renard et Maizières).

LA COUR; — vu les art. 9 et 392 du C. inst. cr.; — attendu qu'il résulte de l'art. 9 que les maires et adjoints de maires sont rangés parmi les officiers de police judiciaire; — qu'il résulte de l'art. 392 que nul ne peut être juré dans la même affaire où il aura été officier de police judiciaire, à peine de nullité; — attendu que Lemoine, maire de Sotteville, a rédigé et signé en cette qualité le procès-verbal constatant le fait imputé au demandeur; — attendu qu'il résulte du procès-verbal de la séance du 1^{er} février 1839, de la Cour d'assises du département de la Seine-Inférieure, que Lemoine, a siégé comme juré dans le procès où il avait agi comme officier de police judiciaire, le 6 novembre précédent; — attendu qu'il résulte de ces faits une violation formelle de l'art. 392 C. inst. crim., qui est prescrite à peine de nullité; — casse.

Du 21 mars 1839. — Cour de cass. — M. Gilbert des Voisins, rapp. — M. Hello, av.-gén.

ART. 2528.

IMPRIMEUR. — ÉCRIT. — DÉPÔT.

Le dépôt prescrit par l'art. 14 de la loi du 21 oct. 1814 ne peut être valablement fait, dans les départements, qu'au secrétariat de la préfecture (2).

ARRÊT (Batini).

LA COUR; — vu l'art. 14 de la loi du 21 octobre 1814; — attendu que le dépôt prescrit par cet article doit avoir lieu, dans les départements, au secrétariat de la préfecture, ce qui exclut la possibilité légale d'effectuer ce dépôt ailleurs qu'audit secrétariat; d'où il suit que ni le secrétariat d'une sous-préfecture, ni celui d'une mairie, ni celui de toute autre autorité, ne peuvent recevoir ledit dépôt; et qu'en le faisant ailleurs que dans le lieu déterminé par la loi l'imprimeur Batini a contrevenu aux obligations que la loi lui impose, et que le jugement attaqué, en sanctionnant cette contravention, a violé l'art. 14 de la loi précitée; — casse.

Du 19 avril 1839. — Cour de cass. — M. Mérilhou, rapp. — M. Dupin, proc.-gén.

(1) Arrêts conf., 16 fructidor an 12 et 7 nov. 1822.

(2) V. arrêt du 5 août 1834. (*Suprà*, art. 1461.)

ART. 2529.

COUR D'ASSISES. — MEURTRE. — VOL. — CIRCONSTANCE
AGGRAVANTE. — QUESTION AU JURY.

Dans une accusation d'homicide volontaire, le président peut poser au jury, comme résultant des débats, la question de savoir si l'accusé est en outre coupable d'avoir commis une tentative de vol qualifié, ayant accompagné l'homicide (1).

ARRÊT (Baqué).

LA COUR; — sur le moyen de cassation tiré d'une prétendue violation de l'art. 338 C. inst. crim., en ce qu'aux questions d'un homicide volontaire commis avec préméditation et de complicité de ce crime, il aurait été ajouté, comme circonstance aggravante résultant des débats, une tentative de vol commise la nuit, par deux personnes, dans une maison habitée ou servant à l'habitation, avec escalade, port d'armes dont il aurait été fait usage, l'homicide volontaire ayant été commis dans l'objet de favoriser l'exécution de cette tentative de vol, ou dans celui de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité de l'auteur ou des auteurs de cette tentative; — attendu qu'aux termes de l'art. 304 C. inst. crim., le meurtre emporte peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime, ou lorsqu'il aura eu pour objet soit de préparer, faciliter ou exécuter un délit, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce délit; — attendu qu'un vol ou une tentative de vol qualifié qui a pour effet de faire punir de mort le meurtre qui l'a précédé, accompagné ou suivi, et qui sans cette circonstance eût été passible de la peine des travaux forcés à perpétuité, est nécessairement une circonstance aggravante de ce meurtre qui a dû, aux termes de l'art. 338, si elle est résultée des débats, faire l'objet d'une question soumise au jury; — attendu dès lors qu'en maintenant sur les conclusions contraires des défendeurs, des accusés et du ministère public, comme résultant des débats et se rattachant au fait principal de l'homicide volontaire avec préméditation, par le temps, le lieu et les personnes, les questions relatives à la tentative de vol qualifié qui aurait précédé, accompagné ou suivi ledit meurtre, etc., la Cour d'assises du département des Hautes-Pyrénées, loin d'avoir violé les art. 338 du C. d'inst. crim. et 304 du C. pén., en a fait au contraire une juste application; — sur le deuxième moyen... (sans intérêt).

Du 3 octobre 1839. — Cour de cass. — M. Meyronnet de Saint-Marc, rapp. — M. Pascalis, av.-gén.

(1) Voy. arrêts des 20 mars, 11 avril et 11 juin 1812, et 14 nov. 1822. (Bourguignon et Carnot, sur l'art. 338.)

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE XI^e VOLUME.

A.

- Abus de confiance.** Le détournement d'une chose empruntée pour un usage déterminé constitue-t-il un abus de confiance dans les termes de l'art. 408 C. pén.? 192.
- ABSTENTION.** Voy. *Juge.*
- ACQUITTEMENT.** Voy. *Délit de presse.*
- ACTION.** Voy. *Chasse, Commune responsable, Postes.*
- *disciplinaire.* Voy. *Chose jugée.*
- *publique.* Voy. *Prescription.*
- ADULTÈRE.** Le fait, de la part du mari, après séparation de corps, d'entretenir une concubine dans sa maison, ne peut être opposé comme fin de non recevoir par la femme poursuivie pour adultère, attendu qu'il n'y a plus de domicile conjugal, dans le sens de l'art. 339 C. pén., dès que, par suite du jugement de séparation de corps, il n'y a plus habitation commune. 40.
- La réconciliation des époux profite-t-elle au complice de la femme, appelant du jugement qui les a condamnés tous deux, encore bien que celle-ci y ait acquiescé? 40.
- L'exception de réconciliation, appartenant au complice, comme à la femme, et leur cause étant indivisible, la déclaration du mari qu'il ne veut pas qu'on poursuive sa femme, mais seulement le complice, éteint aussi l'action contre celui-ci, 249. — Le décès du mari, après dénonciation de sa part et avant jugement, éteint également l'action, même à l'égard du complice? 250 et 343.
- ALGÉRIEN.** Les tribunaux de police, même lorsqu'ils prononcent la peine d'emprisonnement, pour cause de récidive, ne peuvent ordonner l'affiche du jugement de condamnation? 80. — Voy. *Journal.*
- AFFIRMATION.** Voy. *Douanes, Rivières, Voitures publiques.*
- AGENTS de la force publique.** Un garde champêtre chargé de l'exécution d'un arrêté municipal est agent de la force publique dans le sens de l'art. 230 C. pén.? 270.
- *de police.* Les agents de la police administrative, s'ils ont un caractère public comme agents de surveillance et d'exécution, de telle sorte que la résistance à leur action constitue le délit de rébellion, ne sont pas officiers de police judiciaire, et leurs procès-verbaux ne peuvent servir de base à une condamnation, lorsqu'ils n'ont pas été cités pour déposer sous la foi du serment? 61. — Les procès-verbaux ou rapports des sergents de ville et inspecteurs chargés des rondes de nuit dans Paris, ne font pas foi par eux-mêmes des contraventions de police qu'ils tendraient à constater? 110.
- *du gouvernement.* Les membres des fabriques paroissiales ne sont pas des agents du gouvernement, et peuvent être poursuivis sans autorisation du conseil d'état. 108.
- ALGÉRIEN.** Les nullités d'exploit et d'actes de procédure sont facultatives pour le juge, en Algérie. 283.
- Le résumé des débats n'est pas nécessaire dans les tribunaux criminels de l'Algérie, suivant l'art 53 de l'ordonnance de 1834. 283. — La traduction, par un interprète, du jugement de condamna-

tion et de l'avertissement relatif au pourvoi n'est prescrite ni expressément ni virtuellement par l'ordonnance spéciale. 283. — Le tribunal supérieur d'Alger ne doit consulter la loi musulmane et la loi française pour appliquer la peine moindre que lorsqu'il est saisi soit par appel de la sentence du Cadi, soit par voie d'évocation, et non lorsqu'il a une compétence exclusive en raison de ce que le crime ou le délit a été commis contre des colons européens et chrétiens. 283.

ALLIANCE. Voy. *Témoin*.

AREND. Voy. *Cumul de peines, Douanes, Forêts, Postes*.

AMNISTIE. Une ordonnance d'amnistie ne peut être étendue à des faits commis dans l'intervalle écoulé entre la date et la publication de cette ordonnance, alors même qu'elle exprimerait que l'amnistie est accordée pour tous faits antérieurs à sa publication. 197. — Les manquements au service de la garde nationale, postérieurs à la date d'une ordonnance d'amnistie, ne peuvent eux-mêmes être amnistiés par cette ordonnance. 201.

ANNOUCE immorale. Voy. *Écrits*.

APPEL. Lorsqu'un prévenu, condamné par le juge du premier degré, a seul interjeté appel, le juge supérieur ne peut aggraver sa position, soit en qualifiant autrement le fait poursuivi et en prononçant une peine plus forte, soit en déclarant l'incompétence de la juridiction saisie. 78. — Cette règle s'applique particulièrement aux tribunaux correctionnels, prononçant comme juges d'appel des tribunaux de police. 78. — Voy. *Degrés de juridiction, Prescription*.

APPEL correctionnel. L'appel d'un jugement correctionnel, au nom du condamné, peut être déclaré par un avoué à la cour comme par un avoué de première instance, sans pouvoir spécial. 207. — Le délai d'appel d'un jugement correctionnel, frappé d'opposition puis main-

tenu par un deuxième jugement de défaut, ne court que de la signification de ce dernier jugement. 282.

ARRÊT. V. *Cours d'assises, Huis-clos, — de renvoi*. Il n'y a pas nullité des débats pour défaut de signification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, si ces deux pièces ont été lues à l'accusé avant son interrogatoire et l'avertissement du droit qu'il a de se pourvoir dans les cinq jours. 211.

ARRÊT municipal. Est légale et obligatoire l'ordonnance de police qui défend aux propriétaires de cabriolets de remise de les faire stationner, sans y être préalablement autorisés, dans les lieux ouverts et attenants à la voie publique, et qui fixe le prix des courses avec obligation d'afficher le tarif dans l'intérieur de chaque cabriolet. 86. — Est illégal et non obligatoire l'arrêt municipal qui défend aux chefs d'ateliers de recevoir aucun ouvrier non muni d'une carte de sûreté, et leur prescrit de déclarer au bureau de police tout ouvrier qu'ils reçoivent. 271.

— *préfectoral*. Voy. *Chemins vicinaux, Poids et mesures*.

Associés. Voy. *Usure*.

ATTENTAT à la pudeur. Le crime d'attentat à la pudeur, spécifié dans l'art. 334 C. pén., n'existant pas si la victime n'était mineure de onze ans, la circonstance de l'âge ne peut, dans les questions au jury, être détachée du fait principal comme s'il s'agissait d'une circonstance aggravante. 95. — Le mari qui emploie la violence pour faire subir à sa femme des actes contraires à la fin légitime du mariage, commet le crime d'attentat à la pudeur avec violence réprimé par l'art. 332, § 3, du C. pénal. 325.

AVOCAT. Voy. *Injure*.

AVOUÉ. Voy. *Appel correctionnel*.

AVORTEMENT. Les sages-femmes sont comprises dans la généralité des termes du § 3 de l'art. 317 C. pénal, qui punit des travaux forcés

les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ayant procuré l'avortement d'une femme en-

ceinte. Cette qualité, étant aggravante, doit faire l'objet d'une question distincte. 56.

B.

BALANCE FAUSSÉE. Voy. *Poids et mesures*.

BANQUEROUTE FRAUDULEUSE. L'accusé de banqueroute frauduleuse ne peut être condamné pour ce crime si le jury n'a pas déclaré qu'il était commerçant failli. 152. — Le négociant qui se charge d'acheter, pour le compte d'un autre négociant, une quantité déterminée de marchandises, pour un prix fixé, est un commissionnaire et non un mandataire spécial; d'où il suit que pour avoir appliqué à son usage les fonds destinés au paiement des marchandises, ce commissionnaire, au cas de faillite, n'est pas par cela seul coupable du crime de banqueroute frauduleuse, spécifié dans l'article 553, n° 5, C. de com., et puni par l'art. 402 C. pén. 88.

BIÈRE. Voy. *Contrib. indirectes*.

BIGAMIE. Le Français qui, après s'être fait naturaliser en pays étranger, y obtient son divorce contre sa femme demeurée en France, peut-il contracter en France un nouveau mariage sans se rendre coupable du crime de bigamie, réprimé par notre Code pénal, art. 340 ? 355.

— Il n'y a pas tentative du crime de bigamie dans le fait, de la part d'un individu déjà marié, de faire procéder aux publications du mariage projeté. 355.

BOIS. Le pacage dans une plantation récente d'essences forestières, faite pour former un bois, constitue-t-il le délit prévu par l'art. 199 Code forest., ou seulement la contravention prévue par l'art. 479, n° 10, C. pén. ? 216. — Il appartient aux juges du fait de reconnaître et déclarer si la plantation est ou non un bois selon l'art. 199 C. forest. 216. — Lorsque la décision ministérielle qui rejette la demande en défrichement formée par un propriétaire de bois lui a été notifiée dans le délai prescrit, il ne peut procéder au défrichement en considérant cette décision comme non avenue par cela qu'on ne lui a pas également signifié l'arrêté préfectoral pris en conformité de l'ordonnance d'exécution du 1^{er} août 1827, cette signification n'étant pas exigée à peine de nullité. 297.

BOISSONS. Voy. *Contrib. indirectes*.

BOULANGER. Voy. *Poids (faux)*.

C.

CABRIOLETS de remise. Voy. *Arrêté municipal*.

CASSATION. L'annulation d'un arrêt sur la dénonciation du procureur-général près la Cour de cassation, d'après l'ordre du garde des sceaux, doit profiter au condamné, quoiqu'il ne se soit pas pourvu lui-même. 121.

CHAMBRES D'ACCUSATION. Pour l'instruction sur nouvelles charges par la chambre d'accusation, le procureur-général peut, sans désignation

préalable d'un conseiller instructeur, saisir directement cette chambre, à laquelle il appartient, en reconnaissant les charges nouvelles, d'ordonner la reprise de l'instruction, et de commettre un de ses membres pour y procéder. 181. — Le conseiller instructeur qui, par suite du roulement, a cessé de faire partie de la chambre d'accusation, en est resté membre nécessaire pour l'affaire qu'il a commencé à instruire. — Et si, par son

concours, la chambre d'accusation est composée de cinq membres; nombre exigé, un sixième ne peut être appelé d'une autre chambre pour remplacer un des membres absents. 181.

CHASSE. En matière de délits de chasse, l'aggravation de peine pour récidive, est encourue lorsque le deuxième fait a été commis dans les douze mois de la condamnation déjà prononcée, encore bien que le premier fait ait précédé le deuxième de plus d'un an. 276. — Tout fait de chasse sur un terrain qui, bien que clos, n'est pas joint à l'habitation de manière à en être l'accessoire et la dépendance, rentre dans la définition de l'article 1^{er} du décret du 4 mai 1812 et est punissable même de la part du propriétaire, s'il n'avait un permis de port d'armes. 308. — Tout propriétaire sur le terrain duquel a été commis un délit de chasse, lors même qu'il n'en aurait éprouvé aucun dommage réel, a droit à l'indemnité fixée par l'art. 1^{er} de la loi du 30 avril 1790. 366. — L'action directe du propriétaire suffit seule, et sans le concours du ministère public, pour faire prononcer contre les délinquants les peines portées par la loi. 366.

CHEMINS vicinaux. Aucun règlement préfectoral sur une des matières énumérées dans l'art. 21 de la loi du 21 mai 1836 n'est obligatoire, avec la sanction de l'art. 471, n° 15, C. pén., s'il n'a été communiqué au conseil général et approuvé par le ministre de l'intérieur. 278. — Le recours au ministre, de la part d'un propriétaire riverain, contre le classement régulièrement fait d'un chemin communal au bord duquel il est interdit de planter, ne saurait autoriser le juge de police qui a prononcé une condamnation par défaut à surseoir à statuer sur l'opposition jusqu'à la décision ministérielle. 279.

CHOSE jugée. De l'influence de la chose jugée au criminel sur l'instance portée devant les tribunaux civils et sur les actions disciplinaires. 165 et 177. — L'acquiescement au criminel permet-il de poursuivre au correctionnel pour un fait que comprenait expressément ou virtuellement l'accusation? 178. — Un fait sur lequel le jury n'a pas eu à se prononcer par suite de son verdict négatif sur la question principale peut, malgré la connexité, faire l'objet d'une poursuite correctionnelle. 178. — De ce qu'un premier jugement, irrévocable, a décidé que tel fait ne constituait pas une contravention de police, il n'en résulte nullement qu'un fait identique ne puisse ultérieurement être poursuivi et réprimé comme contravention. 180. — Lorsque sur une ordonnance de la chambre du conseil disant qu'il y a prévention d'un crime et d'un délit distincts, il y a eu mise en accusation sur le chef du crime, puis acquiescement quant à ce, le délit doit être poursuivi au correctionnel sans qu'on puisse opposer la chose jugée. 255.

CIRCONSTANCES aggravantes. Les circonstances aggravantes doivent toujours faire l'objet de questions et de réponses séparées. 56, 272, 361. — Voy. *Cour d'assises, Incendie communiqué*.

— **atténuantes.** Le bénéfice de l'article 463 C. pén., ne peut s'étendre à l'amende de 3,000 fr. portée par les lois des 13 fructidor an v et 23 pluviôse an xiii, et maintenue formellement par celle du 24 mai 1834, contre les fabricants et détenteurs de poudre de guerre. 307. — Voy. *Cour d'assises, Prescription, Récidive, Surveillance*.

COALITION. L'art. 419 C. pén. prévoit-il la coalition des entreprises de transport des personnes et des choses, comme toute autre coalition ayant pour but et pour effet

la hausse ou la baisse du prix des objets y spécifiés ? 229.

COMMUNE responsable. La disposition de la loi du 18 juillet 1837, art. 51, qui exige un mémoire préalable au préfet, de la part de quiconque veut intenter une action contre une commune, s'applique aux actions correctionnelles comme aux actions civiles, et spécialement à l'action d'un propriétaire de bois contre une commune responsable des délits de pacage commis par son pâtre, suivant l'art. 73 C. forest. 276.

COMPÉTENCE. Lorsque l'action publique est éteinte par la mort du prévenu, les tribunaux de répression sont incompétents pour condamner ses héritiers à la réparation civile des dommages résultant du délit. 371. — Un condamné ne peut se faire un moyen de cassation de ce qu'il a été jugé par la juridiction du droit criminel au lieu d'être traduit devant un conseil de guerre. 373. — Lorsque le tribunal correctionnel a annulé la citation directe donnée au prévenu, il se trouve dessaisi et ne peut dès lors, sur le réquisitoire présenté à l'audience par le ministère public, prononcer la confiscation de l'instrument du délit. 51. — La confiscation de l'instrument du délit, n'étant que l'accessoire de la peine principale, ne peut être légalement prononcée lorsque le prévenu de ce délit est resté inconnu. 52. — *Voy. Appel, Chambres d'accusation, Connexité, Délit rural, Diffamation, Douanes, Exception, Garde nationale, Instruction criminelle, Journal, Monument, Presse, Tribunaux correctionnels, Tribunaux maritimes, Tombeaux, Usure, Voirie.*

COMPLICITÉ. Lorsqu'un individu est accusé de complicité d'un crime, le jury doit nécessairement être interrogé sur la question de savoir si l'accusé a agi avec connaissance.

361. — La déclaration régulière d'un jury, rendue à une précédente session, relativement à deux accusés principaux, ne lie pas le nouveau jury quant à l'individu accusé depuis de complicité du même fait. 361. — *Voy. Délit de presse.*

CONFISCATION. *Voy. Compétence criminelle, Douanes, Remèdes.*

CONNEXITÉ. En cas de connexité, déclarée par ordonnance de la chambre du conseil, entre un délit d'impression d'annonces sans déclaration des nom et demeure de l'imprimeur, et une contravention pour distribution de ces annonces dans un autre lieu, le tribunal de police correctionnelle du lieu où a été commis le délit est seul compétent pour connaître du délit reproché à l'imprimeur, et de la contravention reprochée aux porteurs. 99. — Lorsque les faits imputés à différents accusés se lient entre eux par les circonstances de temps, de lieu, etc., le président des assises peut, dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, les réunir dans un même débat. 211. — *Voy. Arrêt de renvoi, Chose jugée.*

CONSTITUTIONNALITÉ. *Voy. Ordonnance royale, Tribunaux maritimes.*

CONTRAVENTION. *Voy. Appel, Contributions indirectes, Ordonnance royale, Postes, Règlement municipal, Rivières, Tribunaux correctionnels, Voitures publiques.*

CONTREFAÇON. Le droit des évêques relativement aux livres d'église de leur diocèse, non composés par eux-mêmes, n'est qu'un droit de haute surveillance et non de propriété. La cession par un évêque du privilège exclusif d'imprimer le catéchisme composé par son prédécesseur ne saurait attribuer au cessionnaire le droit de poursuivre en contrefaçon ceux qui ont réimprimé ce livre. 190.

CONTRIBUTIONS indirectes. Les con-

traventions peuvent être prouvées, soit par procès-verbaux réguliers et complets, soit par tous autres moyens de droit. 44. — Les boissons transportées en fraude pour le compte d'un marchand en gros, quoiqu'introductes déjà dans ses magasins sans qu'il y ait eu déclaration de saisie pendant le transport, sont encore saisissables, sans que ce marchand puisse prétendre que l'obligation de justifier de l'acquit des droits de circulation cesse quand le transport est consommé, cette exception n'étant applicable qu'au cas de l'art. 17 de la loi du 28 avril 1816. 44.

— Tout obstacle à l'exercice des employés de la régie, provenant de ce que le débitant se serait absenté sans confier les clefs de ses caves, etc., à une personne qui pût leur en ouvrir les portes, équivaut à un refus d'exercice. 46.

— L'existence, dans une ferme dont un débitant est propriétaire, de boissons non déclarées ni accompagnées d'expéditions, alors qu'il n'est pas justifié par bail authentique que la ferme soit occupée par un autre que le débitant, constitue, à la charge de celui-ci, un recélé frauduleux qui ne peut être excusé sous le prétexte que les boissons saisies étaient exclusivement destinées au service de la ferme. 47. — L'inscription de faux qui n'a pu être formée à la première audience indiquée, parce que la cause, ne venant pas en ordre utile, a été renvoyée à l'audience du lendemain, peut l'être à cette autre audience, qui se trouve ainsi la première dans le sens de la loi spéciale. 127. — Le droit de vérification attribué aux employés de la régie sur les brasseries, étant général et absolu, s'étend aux bières qui sont en cours de fabrication comme à celles qui viennent d'être confectionnées. 222. — La notification d'un procès-verbal de saisie remplace uti-

lement l'affiche prescrite par la loi spéciale; faite au préposé auteur de la contravention, elle n'a pas besoin d'être faite également au maître responsable. 252. — L'impôt du dixième du prix des places, qui frappe les voitures publiques de terre et d'eau, ne peut porter sur les bâtimens qui naviguent d'un port de mer à un autre, alors même qu'une partie du trajet a lieu sur une rivière, pourvu toutefois que l'entreprise n'eût pas pour but secondaire de faire communiquer entre eux quelques points de la rivière que parcourent les bâtimens. 274.

CONTUMACE. La notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation est valablement faite au condamné par contumace, depuis sa représentation, au domicile indiqué dans les actes antérieurs de l'instruction, surtout si l'exploit a été remis là à sa famille. 205. — L'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation ne sont pas anéantis par la représentation ou l'arrestation de l'accusé contumace. 205. — A moins d'excuse légitime présentée par les parents ou amis du contumax, il ne peut être sursis à son jugement après les dix jours de la publication de l'ordonnance, sous aucun prétexte et particulièrement celui d'informer sur les causes de la non-comparution. 266. — Voy. *Prescription*.

COSTUME ecclésiastique. Le costume ecclésiastique, ou costume antique du clergé catholique, est du nombre de ceux auxquels s'applique l'art. 259 C. pén.; il ne peut être porté même par un clerc tonsuré qui a cessé ses études ecclésiastiques. 208.

COUR d'assises. La déclaration de circonstances atténuantes par le jury n'a d'autre effet que d'adoucir la peine, sans enlever au fait reconnu constant son caractère criminel. — En conséquence, une cour d'assises appelée, par suite

d'une déclaration de cette nature, à appliquer à un fait de faux en écriture privée une peine correctionnelle, ne peut, se considérant dès lors comme juridiction correctionnelle, déclarer encore des circonstances atténuantes, et réduire la peine de l'emprisonnement à moins d'une année. 64. — Les conclusions prises par le défenseur d'un accusé, spécialement pour demander que la question subsidiaire d'homicide par imprudence soit posée au jury, constituent un incident contentieux sur lequel la Cour doit statuer par arrêt. Et le ministère public doit être entendu, à peine de nullité. 64. — Il y a nullité des débats lorsque des témoins assignés à la requête de l'accusé, et dont les noms avaient été notifiés au procureur-général, ont été entendus sans prestation de serment, et en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, par le motif qu'ils n'étaient pas alors porteurs de la copie de la citation à eux donnée. 66. — Un juge suppléant peut faire partie d'une cour d'assises lorsqu'il y a empêchement constaté des juges titulaires. 115 et 365. — L'omission de notification à l'accusé de l'acte d'accusation et de l'arrêt de renvoi n'entraîne pas la nullité des débats. 115. — Le président des assises peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ordonner la lecture de la déposition écrite d'un parent de l'accusé, dont le témoignage oral est prohibé par l'art. 322 C. instr. cr. 109. — Il appartient à la cour d'assises de décider qu'une question dont l'accusé demande la position ne constitue pas une excuse admise par la loi, vu qu'elle ne se rattache à aucun fait ressortant des débats. 109. — Le président d'assises, qui se livre avant l'ouverture des débats, à une instruction supplémentaire, v. g. une vérification de lieux,

n'est pas tenu de faire prêter serment à un témoin, déjà entendu régulièrement, qui n'est présent à la vérification que pour donner quelques renseignements. 114. — Lorsque le ministère public requiert le huis-clos, l'accusé et son conseil étant présents, il n'est pas nécessaire que le président leur demande s'ils n'ont rien à opposer à ces réquisitions. 114. — En cas d'absence d'un témoin cité, il appartient à la cour d'assises d'apprécier la demande en renvoi formée pour cette cause, soit par l'accusé, soit par le ministère public. 163. — L'arrêt qui ordonne l'adjonction d'un juré suppléant peut et doit être rendu en l'absence du public; il n'a pas besoin d'être rédigé en minute spéciale; la mention au procès-verbal que l'adjonction a été ordonnée par la cour d'assises satisfait à la loi. 188. — Le président peut charger un des assesseurs de recueillir des déclarations et faire lever un plan des lieux. 189. — La déclaration par l'accusé, dans le cours des débats, qu'il renonce à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi, valide non seulement les débats ultérieurs, mais les débats en totalité, qui forment un tout indivisible. 312. — Les registres des parties civiles, apportés pour la première fois à l'audience de la cour d'assises en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, peuvent être considérés comme pièces du procès, et être remis aux jurés lors de leur délibération. 317. — Si un allié ou autre personne suspectée d'incapacité, d'après l'art. 322 C. instr. crim., a été néanmoins cité comme témoin par le ministère public, appartient-il au président de trancher la question en entendant ce témoin notifié, sans prestation de serment et à titre de simples renseignements. 319. — Le pouvoir accordé aux cours d'assises de renvoyer d'office

une affaire à une autre session, immédiatement après la lecture de la déclaration du jury, existe encore après les réquisitions du ministère public pour l'application de la peine et les observations de l'accusé ou son défenseur. 348. — Une cour d'assises ne peut statuer sur un point contentieux qui a donné lieu à des conclusions prises par le défenseur de l'accusé ou par le ministère public, sans que l'autre partie soit entendue ou interpellée de s'expliquer. 358. — L'audition, aux débats, d'un expert, peut être ordonnée, soit par la cour d'assises, soit par le président. 359. — L'art. 341 C. instr. crim., qui prescrit de remettre aux jurés les pièces du procès, n'interdit point de faire aux débats tel usage des pièces de conviction que peuvent l'exiger les nécessités imprévues de l'instruction orale. 359. — L'exhibition aux témoins, des pièces du délit, est purement facultative. 359. — Le remplacement de l'un des assesseurs désignés par le sort pour faire partie d'une cour d'assises coloniale, doit avoir lieu en présence des accusés. Il y a nullité lorsque ceux-ci n'y

ont point été appelés et n'ont pas été mis à même d'exercer, à l'égard du nouvel assesseur, leur droit de récusation. 360.

Cours d'eau. Le droit de réglementer les cours d'eau appartenant exclusivement aux préfets, est illégal et non obligatoire le règlement d'un maire relatif aux travaux, barrages et autres entreprises qui auraient lieu sur les cours d'eau traversant sa commune. 207.

Cumul de peines. Le principe de la non-cumulation des peines est applicable encore bien que l'un des deux délits soit puni par une loi spéciale, et que la peine soit une amende. 99. — La peine de six jours à six mois de prison, prononcée par l'art. 212 C. pén., pour délit de rébellion sans armes, doit être réputée plus forte que celle qui, d'après la loi du 21 prairial an v, pour entrave à la libre circulation des grains, est d'une amende égale à la moitié de la valeur des grains arrêtés, et, à défaut de paiement ou caution, de six mois d'emprisonnement. 99. — *Voy. Postes, Poudre (détention de).*

D.

Décoration étrangère. L'art. 259 C. pén., qui punit de la prison « toute personne qui aura publiquement porté une décoration qui ne lui appartient pas, » s'applique aux ordres étrangers comme aux ordres français. 37. — Il y a port illégal d'une décoration étrangère de la part du Français qui ne justifie pas avoir obtenu, de son souverain, l'autorisation de l'accepter et de la porter. 37.

Décret. Le décret du 15 décembre 1813, qui prescrit une déclaration préalable pour l'exercice du commerce de vins en détail, a force de loi; en conséquence, l'ouverture d'un débit de vins à Paris, sans

l'autorisation du préfet de police, constitue une contravention passible de 500 fr. d'amende, suivant les art. 35 et 37 de la loi du 1^{er} brumaire an vii. 262.

Degrés de juridiction. Est en dernier ressort le jugement de simple police qui ne prononce qu'une amende de 5 fr. ou moins, encore bien que la condamnation ait pour conséquence nécessaire d'obliger à une suppression de travaux qui est d'une valeur indéterminée. 143.

Délit. *Voy. Commune responsable, Connexité, Pêche fluviale, Poids (faux), Récidive.*

— *de presse.* Le prévenu d'un délit de presse, déclaré non coupable

par le jury, peut être condamné par la cour d'assises à des dommages-intérêts avec suppression de l'écrit 69 et 333. — La vente d'un écrit déjà condamné pour délit de presse constitue, non une contravention matérielle de la compétence des tribunaux correctionnels, mais un nouveau délit de presse, justiciable de la cour d'assises, quoiqu'elle ait eu lieu par le même individu et qu'il s'agisse de l'édition même dont la destruction avait été ordonnée. 219. — La question au jury peut être posée ainsi : « Un tel est-il coupable d'avoir vendu tel ouvrage condamné ? » 219.

— *forestier*. L'art. 146 C. forest., qui punit d'une amende quiconque est trouvé dans les bois et forêts avec un instrument tranchant, s'applique même à l'usager qui s'introduit dans une coupe affouagère, sans l'autorisation de l'entrepreneur, pour y façonner les bois à lui délivrés. 128. — En matière forestière comme en toute autre matière, les nullités commises dans l'exploit d'assignation ne peuvent être accueillies par le juge d'appel lorsqu'elles n'ont point été proposées en 1^{re} instance. 315.

— *rural*. Lorsque l'individu, prévenu d'avoir passé sur une terre chargée de récoltes, excipe, pour sa défense, de l'impraticabilité du chemin auquel cette terre est adjacente, cette exception, qui n'est point préjudicielle, mais justificative, peut être appréciée par le tribunal de police. 151. — Le fait d'avoir coupé des branches de saules plantés dans le terrain d'autrui, constitue un délit rural dont la connaissance appartient à la juridiction correctionnelle, à raison du taux indéterminé de l'amende. 363.

DÉMENCE. La démente d'un condamné qui s'est pourvu en cassation nécessite un sursis. 33. — Pour reprendre les débats contre

un accusé après sursis au jugement pour cause de démente, il n'est nécessaire ni que l'acte d'accusation lui soit signifié de nouveau, ni que le président des assises lui fasse subir un nouvel interrogatoire, ni que la Cour d'assises constate par arrêt motivé la cessation de la démente. 336. — La déclaration de culpabilité par le jury ne permet pas de soutenir que l'accusé était en démente lors de la perpétration du fait incriminé. 336.

DÉNONCIATION calomnieuse. Il y a dénonciation calomnieuse, justiciable du tribunal correctionnel, dans le fait d'un individu qui, devant une cour d'assises où il est accusé, dénonce verbalement, puis rédige par écrit et dépose sur le bureau du tribunal une imputation diffamatoire contre quelqu'un. 183.

— L'art. 373 C. pén., sur la dénonciation calomnieuse, s'applique à celle qui est portée contre un magistrat à raison de ses fonctions, comme à celle qui est portée contre un simple particulier. 183. — La disposition de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, qui, dans le cas où des faits ou écrits diffamatoires ont été produits devant un tribunal, subordonne l'action correctionnelle à la double condition que les faits aient été déclarés étrangers à la cause et que l'action aura été réservée, ne saurait s'appliquer à une dénonciation calomnieuse déposée sur le bureau du tribunal. 183.

DÉTENTION préalable. Lorsqu'un individu est en état de détention préalable, comme prévenu tout à la fois d'un délit et d'un crime non connexes, la durée de la peine qui vient à être prononcée pour le délit, par le juge correctionnel, compte du jour même de la condamnation, quoique l'accusation pour le crime ne soit pas encore jugée. 261.

DÉTOURNEMENT de mineur. Le détournement frauduleux d'une mineure peut exister quoique ses

parents aient consenti à son éloignement, si ce consentement n'a été obtenu qu'à l'aide d'une fourberie. 312. — Soit que les mineurs enlevés, entraînés, détournés ou déplacés se trouvent dans le domicile légal de leurs parents ou tuteurs, soit qu'ils se trouvent dans les lieux où ils étaient placés par ceux-ci, le crime prévu par l'art. 354 C. pén. existe toutes les fois qu'il a été exécuté par fraude ou par violence. 312.

DIFFAMATION. Est de la compétence des tribunaux correctionnels, et non des cours d'assises, le délit résultant, soit de faits diffamatoires envers un juge de paix, contenus dans une citation en justice, et dont lecture a été faite à l'audience, soit d'expressions outrageantes pour ce magistrat, contenues dans une procuration présentée à l'audience et déposée comme annexe au procès-verbal de non-conciliation. 106. — Pour que la diffamation envers un fonctionnaire public soit justiciable de la Cour d'assises, s'il n'est pas nécessaire que l'écrit incriminé énonce expressément que l'individu diffamé a agi comme homme public dans les faits reprochés, il faut du moins que ces faits soient nécessairement relatifs aux fonctions, ce qui ne peut s'appliquer à tout rapport quelconque entre un député et un ministre. 204. — La juridiction correctionnelle, saisie d'une plainte en diffamation privée que le prévenu prétend être uniquement relative aux fonctions, doit avant tout examiner sa compétence, sans qu'on puisse reprocher à sa décision, portant qu'elle n'a point à apprécier l'imputation au fond, de n'avoir pas régulièrement recherché le caractère de la diffamation. 204. — Quoiqu'un acte extrajudiciaire signifié dans le cours d'un procès contienne des imputations envers un tiers, celui-ci n'a pas l'action en diffamation si les

faits ne sont pas étrangers à la cause. 282. — L'action des tiers, lorsqu'elle leur est ouverte, appartient à la juridiction correctionnelle, qui peut être saisie avant le jugement du procès à l'occasion duquel ils auraient été diffamés. 282.

— Si un mémoire produit en justice a été distribué à d'autres personnes qu'aux juges de la cause, les imputations qu'il contient peuvent donner lieu à une action en diffamation. 282. — La complicité, en matière de diffamation publique, est suffisamment déclarée par la réponse affirmative du jury à une question qui contient, par relation à une autre, les éléments constitutifs du délit; encore bien que dans cette question ne se trouve aucune des expressions : complice, délit, diffamation. 333. — La réponse négative du jury sur la question relative à l'accusé principal n'exclut pas la possibilité d'une déclaration affirmative sur la question concernant l'accusé de complicité. 333. — Voy. *Appel correctionnel, Délit de presse, Injure, Prescription*.

DOUANES. L'introduction de marchandises prohibées, à défaut de procès-verbal régulier de saisie, peut être constatée et prouvée par tous moyens de droit commun. 49. — Suivant la législation spéciale en matière de douanes, l'opposition à l'exercice des employés est passible d'une amende de 500 fr. qui, étant une réparation civile, autorise l'action directe de l'administration. 85. — L'énonciation contenue dans un procès-verbal des préposés de la douane, qu'un individu était éclaircur d'une réunion de fraudeurs, fait-elle foi jusqu'à inscription de faux? 133. — L'arrêt de la chambre d'accusation portant qu'il n'y a lieu à suivre sur l'action du ministère public pour introduction frauduleuse de marchandises prohibées accompagnée de rébellion, avec violences

et voies de fait envers les préposés des douanes, ne fait pas obstacle à ce que les prévenus soient poursuivis pour introduction frauduleuse, sans les circonstances aggravantes. 291. — La répression d'un fait d'introduction frauduleuse de marchandises tarifées à 20 fr. par quintal métrique et au-dessus, est de la compétence des tribunaux correctionnels. 291. — En matière de contrebande non connexe au délit de rébellion, l'action de l'administration des douanes, étant directe et principale, ne peut être suspendue sous prétexte qu'il n'aurait pas encore été statué sur l'action publique. 291. — Les propriétaires des marchandises saisies ne sont que civilement responsables du fait de leurs agents, à moins qu'ils ne soient personnellement poursuivis comme entrepreneurs de fraude. — En conséquence, les déclarations, sommations et autres actes prescrits par les art. 3 et 6 de la loi du 9 floréal an VII doivent être adressés non aux propriétaires mais aux préposés à la conduite, détenteurs et dépositaires des marchandises de contrebande, qui sont les prévenus. 293. — En cas de saisie, si la partie ne fournit pas caution solvable des marchandises, elles doivent être transportées au plus prochain bureau de douane, et le juge de paix de la situation de ce bureau est compétent pour recevoir l'affirmation du procès-verbal. 293. — Les art. 37 de la loi du 22 août 1791 et 38, § 4, de celle du 28 avril 1816 s'appliquent l'un et l'autre aux magasins ou entrepôts frauduleux; et

les contrevenants doivent être punis des peines portées par les art. 41 et 42 de cette dernière loi, qui déroge pour les cas analogues, comme étant postérieure, à celle de 1791. 293. — Les esclaves, dans les colonies, arrêtés porteurs de marchandises de contrebande, ne sont pas confiscables comme moyens de transport. 296. — Le maître est responsable de l'amende encourue par l'esclave trouvé porteur de marchandises de contrebande, sauf le droit qu'il a de faire abandon de l'esclave. 296. — La foi due aux procès-verbaux des préposés des douanes n'est pas exclusive du droit de défense et particulièrement de la faculté, pour le prévenu, de prouver qu'il n'a point participé au fait de contrebande à raison duquel il est poursuivi, pourvu que cette preuve n'attaque pas les faits constatés. 304.

DROGUISTES. Un épicier ou droguiste prévenu d'avoir mis en vente de l'eau de mélisse dite des Carmes, que le premier juge a déclaré être une préparation pharmaceutique, ne peut être relaxé en appel, quelles que soient les circonstances admises comme excuses, si le juge d'appel ne modifie pas la déclaration relative à la nature de ladite préparation. 287.

DUEL. Les blessures faites dans un duel peuvent être incriminées en vertu des dispositions du Code pénal. 29. — Les témoins du duel doivent-ils être poursuivis comme complices? 29. — Le duel, suivi de mort ou de blessures, est-il prévu et puni par le Code pénal? 110.

E.

ÉCOLE primaire. Le chef d'un établissement complexe, qui y ajoute une école primaire à la tête de laquelle il place un instituteur spécial, n'est pas tenu de satisfaire personnellement aux prescriptions

de la loi du 28 juin 1833. Et ce maître spécial, si toutes les conditions n'ont pas été remplies, peut seul être poursuivi pour la contravention prévue par les art. 4 et 6 de la loi. 24.

ÉCRIT. En ce qui concerne les délits résultant d'un écrit soit imprimé, soit manuscrit, publié et distribué, la Cour de cassation peut réviser l'appréciation de l'écrit dans ses rapports avec la loi pénale. 95 — La distribution de cartes manuscrites, annonçant une maison de débauche, constitue le délit d'outrage aux bonnes mœurs. 95. — Voy. *Imprimeur*. **ÉCRIT** (*Suppression d'*). Voy. *Délit de presse*.

ESCROQUERIE. Les caractères du délit d'escroquerie étant fixés et limités par la loi, l'appréciation des éléments constitutifs peut être révisée par la Cour de cassation. 89 et 285. — Les manœuvres frauduleuses à l'aide desquelles a été obtenue la délivrance d'un acte contenant stipulation d'un prix de vente et ne transférant pourtant qu'un droit illusoire, peuvent, en raison de leur gravité, donner lieu à une poursuite en escroquerie. 92. — L'expression **DISPOSITIONS**, dans l'art. 405 C. pén., embrasse-t-elle, ainsi que celles **OBLIGATIONS, PROMESSES** ou **DÉCHARGES**, tous les actes quelconques d'où peut résulter un lien de droit et pouvant compromettre la fortune d'autrui, par exemple un acte surpris par une partie litigante à sa partie adverse, contenant une **DÉCLARATION** qui la fera succomber dans son action. 93. — Les manœuvres frauduleuses, en matière d'escroquerie, peuvent être prouvées par témoins, quoique la transaction déterminée par ces manœuvres ait été passée en forme authentique. 285. — Il y a escroquerie de la part d'un médecin qui reçoit une somme d'argent en faisant espérer une exemption de service militaire et en promettant de la rendre s'il en est autrement. 286. — La tentative d'escroquerie est consommée et conséquemment punissable suivant l'art.

405 C. pén., encore bien que la somme ait été restituée par le médecin au conscript dont il n'a pu obtenir la libération. 286.

ÉTABLISSEMENT insalubre. Lorsque l'individu prévenu d'avoir formé un établissement insalubre, en infraction à un arrêté municipal, soutient que son établissement existait avant le décret du 15 oct. 1810, cette exception, fondée sur un droit résultant d'un fait, doit être jugée par le juge même de l'action. 362.

EXCEPTION préjudicielle. Suivant la règle établie par l'art. 182 C. for. rest., qui est générale, les tribunaux de répression ne peuvent aucunement connaître, même en matière d'anticipation sur les chemins vicinaux, de l'exception préjudicielle de propriété, soulevée par le prévenu; ils doivent, si l'exception est fondée sur un titre apparent ou des faits de possession équivalents, fixer un délai dans lequel celui-ci sera tenu de faire reconnaître son droit par les tribunaux civils. 264.

EXCITATION à la débauche. Les actes réitérés de corruption personnelle envers une mineure constituent-ils le délit prévu par l'art. 334 du Code pénal? 53. — Le maître d'une apprentie est-il son surveillant légal dans le sens du deuxième § de cet article, quoique celle-ci retourne chaque jour prendre ses repas et coucher chez ses père et mère? 53.

EXTRADITION. Un accusé peut-il fonder un pourvoi en cassation contre l'arrêt de mise en accusation sur la violation de la convention diplomatique au mépris de laquelle il aurait été extradé? 6. — Les traités et actes administratifs, en matière d'extradition, peuvent-ils être appréciés par l'autorité judiciaire dans leurs rapports avec des droits invoqués? 12.

F.

FABRICIENS. Voy. *Agents du gouvernement.*

FAUSSE monnaie. Il n'y a crime d'altération ou contrefaçon de monnaie qu'autant qu'il est déclaré par le jury que la monnaie altérée ou contrefaite avait cours légal en France ou dans les colonies françaises. 343.

FAUX. Il n'y a pas faux en écriture de commerce par cela qu'un billet à ordre, reconnu faux, renfermerait l'énonciation : *valeur en marchandise*, ou serait à l'ordre d'un négociant, ou aurait été négocié à un banquier, alors surtout que le jury n'a pas déclaré que l'endosseur était réellement négociant. 65. — L'apposition, sur une fausse lettre de change, d'une signature imaginaire, suffit pour constituer un faux punissable suivant l'art. 147 C. pén. 368. — Il n'y a pas crime de faux dans le fait, par un remplaçant, de présenter à un conseil de révision un certificat de libération énonçant une fausse cause, alors que, si la véritable cause eût été connue, il n'en eût pas moins pu être reçu par le conseil. 369.

— *en écriture publique.* L'usurpation frauduleuse de faux noms et qualités, dans un acte introductif d'instance et dans une requête d'avoué, peut être considéré comme constituant le crime de faux en écriture authentique et publique, prévu par l'art. 147 C. pén. 164.

FAUX témoignage. Une déposition retractée avant la clôture des débats ne constitue pas le crime de faux témoignage. 121. — Le crime de faux témoignage en matière civile, prévu par l'article 363 C. pén., ne peut résulter de la déclaration mensongère faite dans un procès-verbal d'apposition de scellés après faillite, quoiqu'avec prestation de serment, par une personne habi-

tant la maison du failli, que ni par elle, ni à sa connaissance, il n'a été rien pris, soustrait ni détourné. 139.

FÊTES et dimanches. Dans les prohibitions portées par la loi du 18 nov. 1814, relatives à la célébration des fêtes et dimanches, ne se trouve pas compris le transport de charretées de bois et fagots. 301. — En toute matière criminelle, correctionnelle et de police, les significations peuvent être faites un jour de fête légale. 252.

FLEUVE. Voy. *Voirie (grande).*

FORÊTS. Lorsqu'il résulte d'un procès-verbal que des arbres réservés ont été enlevés par un adjudicataire, dans l'étendue de sa coupe, et qu'il y a impossibilité de constater la grosseur des arbres parce qu'ils ont été coupés au-dessous du marteau royal, la pénalité applicable est, non celle de l'art. 193, mais celle de l'art. 34 C. forest. 83. — L'amende prononcée par le § 2 de l'art. 34 est applicable en raison de chacun des arbres enlevés. 83. — L'art. 176 C. forest., en défendant d'admettre la preuve testimoniale outre ou contre le contenu au procès-verbal, n'a en vue que les faits matériels qui constituent le délit, et non les circonstances accessoires qui n'ont pour effet que de modifier la peine applicable. 314. — L'art. 34 n'exclut pas la preuve testimoniale relativement à l'impossibilité de constater la grosseur des arbres réservés qui manquent dans la coupe au moment du récolement. 314. — Des adjudicataires réunis en société pour l'exploitation d'une coupe ne peuvent, sous peine d'amende, frapper d'une empreinte particulière autre que celle du marteau légal, avant leur enlèvement, les bois à eux adjn-

gés, dans le but de distinguer leurs lots respectifs. 215. —

L'opposition à un jugement par défaut prononçant une condamnation pour délit forestier, doit, à peine de déchéance, être notifiée à l'administration forestière comme au ministère public. 316. —

Lorsqu'il est constaté par procès-verbal de récolement que la vidange d'une coupe n'a pas été effectuée dans le délai fixé par le cahier de charges, aucune déchéance ne peut résulter de ce que cette contravention, dès avant le récolement, aurait été constatée par un procès-verbal non suivi de poursuites. 338. — Les

conseils de préfecture sont seuls compétents pour statuer sur la validité des procès-verbaux de récolement. 365. — Le délai d'un mois, accordé par l'art. 50 C. forest. pour déférer au conseil de préfecture ces procès-verbaux, est un délai de rigueur passé lequel aucune juridiction ne peut s'attribuer le pouvoir de statuer sur leur validité. 365. — L'inscription de faux, en matière de délits forestiers, est tardive si elle est formée dans le cours de l'audience indiquée par la citation, encore bien que la cause n'eût pas encore été appelée. 367. — Voy. *Amnistie, Commune responsable.*

G.

GARANTIE des matières d'or et d'argent. Les anciens règlements qui prescrivait aux acheteurs d'or et d'argent, sous peine d'amende, de faire viser à certaines époques leurs registres, ont été maintenus par la loi des 19-22 juillet 1791, et non abrogés par celle du 19 brumaire an vi; ils sont encore aujourd'hui obligatoires. 84.

GARDES champêtres. Voy. *Agents de la force publique.*

— **forestiers.** Les gardes forestiers, étant en même temps officiers de police judiciaire et préposés de l'administration, ne peuvent être poursuivis pour crime ou délit commis dans leurs fonctions qu'après autorisation du chef de l'administration. 42.

— **rivières.** Les gardes-rivières relèvent directement du préfet, et n'ont pas besoin d'être agréés par l'autorité municipale du lieu où ils instrumentent. 111. — Les procès-verbaux des gardes-rivières ne sont pas soumis, comme ceux des gardes champêtres et gardes forestiers, à la nécessité de l'affirmation dans les vingt-quatre heures. 111.

GARDE nationale. L'ordonnance

royale du 24 octobre 1833, rendue pour l'exécution des art. 69 et 81 de la loi de 1831, n'a prescrit que des mesures administratives pour la conservation des armes; elle est étrangère au service et aux attributions conférées aux chefs de corps, à l'autorité municipale et à l'administration proprement dite, pour fixer le service des revues et le service d'ordre et de sûreté dans le maniement des armes. 146. — Sont obligatoires les règlements faits en exécution de l'art. 73 de la loi du 22 mars 1831, et légalement publiés, qui prescrivent des exercices de théorie pour les officiers. L'infraction est punissable non seulement de la peine de l'art. 85 de la loi, mais aussi de celle de l'art. 87. 146. — La loi du 28 mars 1831 est une loi générale et complète sur le service de la garde nationale; il ne peut être suppléé à son silence sur les détails du service que par les règlements faits dans la forme déterminée par l'art. 73 de ladite loi; en aucun cas, il n'y a lieu de recourir aux lois et règlements qui régissent l'armée active, tant que la

garde nationale n'est pas mobilisée. 146. — Le conseil de discipline est incompétent pour statuer sur l'exception qu'un garde national, poursuivi pour manquement aux services commandés, veut faire résulter d'une infirmité. En conséquence, il doit considérer le prévenu comme son justiciable et les services comme obligatoires, aussi longtemps que celui-ci ne s'est pas pourvu en radiation devant le conseil de recensement et le jury de révision de la garde nationale. 147. — Les conseils de discipline doivent, à peine de nullité, recevoir le serment de toute personne entendue en témoignage; ils n'ont pas, comme les présidents d'assises, le pouvoir d'entendre, à titre de renseignement et sans prestation de serment, les déclarations des personnes qui n'ont pas été citées. 147. — Le principe que nul ne peut être témoin et juge dans la même affaire est applicable aux conseils de discipline : est nul, en conséquence, le jugement qui rejette l'excuse proposée par le prévenu en se fondant sur ce qu'il est à la connaissance personnelle des membres du conseil que le fait allégué n'est pas exact. 147. — Lorsque, dans le territoire d'un conseil de discipline, il n'existe pas de prison ni de local pouvant en tenir lieu, ce conseil n'a que l'arbitrage de la quotité de l'amende à substituer à la prison, et le jugement qui prononcerait un emprisonnement à subir dans un local placé en dehors commettrait un excès de pouvoir. 148. — Les fonctions des officiers, sous-officiers et caporaux de la garde nationale doivent être continuées tant qu'ils n'ont pas été remplacés. 148. — L'art. 89 de la loi du 22 mars 1831, autorisant à prononcer la peine d'emprisonnement contre les gardes nationaux qui ont manqué pour la

seconde fois à un service d'ordre et de sûreté, n'est pas applicable, lorsque des deux refus de service qui sont reprochés à un garde national, l'un est antérieur à une amnistie prononcée. 148. — Les revues n'étant assimilées aux services d'ordre et de sûreté que quand elles ont pour objet l'inspection des armes, il en résulte que le fait d'avoir manqué à une revue, joint à un autre manquement, ne peut donner lieu à la peine d'emprisonnement qu'autant qu'il est spécifié que cette revue avait pour objet l'inspection des armes. 140. — L'obligation d'assister aux cérémonies publiques qui ont lieu d'après les ordres du roi, imposée par le décret du 13 juillet 1804 à tous les corps, autorités et fonctionnaires, constitue un service public et emporte, pendant le temps de son accomplissement, dispense légale du service commandé au garde national qui se trouve tenu de faire partie du cortège. 149. — L'art. 122 de la loi du 22 mars 1831, qui ne fait courir le délai du pourvoi contre les gardes nationaux condamnés qu'à compter du jour de la notification du jugement, n'a pas statué sur le délai accordé au ministère public pour se pourvoir contre les mêmes jugements; dès lors l'art. 373 C. instr. cr. lui est resté applicable. 149. — Dans aucun cas, l'absence du poste sans autorisation ne peut être assimilée à l'abandon du poste et être punie d'emprisonnement. 149. — Une prise d'armes de la garde nationale, pour accompagner les autorités à la procession du Saint-Sacrement, peut-elle être réputée service d'ordre et de sûreté? 340. — Le chef de corps qui a émis une opinion personnelle sur les faits de l'inculpation ne peut siéger comme juge. 340. — Voy. *Amnistie*.

GENDARMES. Les procès-verbaux des

simples gendarmes, constatant les contraventions de police, sont foi jusqu'à preuve contraire. 81 et 163. — L'art. 16 C. instr. cr., qui défend aux gardes champêtres des'introduire dans les enclos, etc., ne s'applique pas aux gendarmes chargés de verbaliser contre ceux qui auraient négligé ou refusé d'écheniller dans le temps prescrit; et leur procès-verbal, surtout s'il n'y a pas eu opposition à

leur introduction, ne peut être annulé pour cette cause. 81.

GREFFIER. Le fait, de la part d'un greffier de justice de paix, de percevoir un droit proportionnel à raison du nombre de rôles des dires contenus dans un procès-verbal de non conciliation, n'est pas punissable s'il y a bonne foi constatée. 114. — Voy. *Cour d'assises, Tribunal correctionnel*.

H.

HABITATION. Voy. *Cour d'assises, Incendie, Vol.*

HUIS-CLOS. Lorsque, dans le cours de débats ayant lieu à huis-clos, un incident s'élève qui exige un

arrêt, spécialement lorsqu'il est ordonné qu'un témoin assigné ne sera pas entendu, l'arrêt doit être, à peine de nullité, prononcé publiquement. 68.

I.

IMPÔT du dixième. Voy. *Contributions indirectes*.

IMPRIMERIE. Au cas de cession, par un imprimeur breveté, de l'exploitation de son établissement, tant que l'imprimerie fonctionne à l'abri du brevet et que le titulaire couvre de sa responsabilité toutes les publications, le cessionnaire, quoique non pourvu du brevet, ne peut être poursuivi comme détenteur de presses clandestines. 18. — L'imprimeur qui ne déclare pas exactement le nombre d'exemplaires qu'il a tiré d'un ouvrage est passible des peines portées par l'art. 17 de la loi du 21 octobre 1814, comme ayant contrevenu à l'art. 2 de l'ordonnance réglementaire du 24 du même mois. 114. — Le dépôt prescrit par l'art. 14 de la loi de 1814 ne peut être valablement fait, dans les départements, qu'au secrétariat de la préfecture. 375.

INCENDIE. L'incendie, par un des copropriétaires, d'un édifice non habité, dans le but d'obtenir le capital de l'assurance, constitue

l'un et l'autre des deux crimes prévus par les paragraphes 3 et 4 de l'art. 434 C. pén. ? 129. — Peut-on assimiler à une maison habitée, au cas d'incendie, un bâtiment qui n'est qu'une dépendance de l'habitation, et appliquer à l'incendie d'un tel bâtiment le § 4^{er} de l'art. 434 C. pén. ? 257.

INCIDENT. Voy. *Cour d'assises, Huis-clos*.

INFANTICIDE. Dans une accusation d'infanticide, le président de la cour d'assises ne peut poser une question subsidiaire de suppression d'enfant. 158.

INHUMATION. L'inhumation, autorisée par le maire du lieu du décès, et faite dans le cimetière d'une autre commune avec le consentement de l'autorité locale, ne constitue aucune contravention. 224.

INJURE. Un grossier démenti publiquement donné à un avocat, à l'occasion de sa plaidoirie, constitue un délit et non une simple contravention. 357.

INSOUIS. Voy. *Recrutement*.

INSCRIPTION de faux. Voy. *Contributions indirectes, Forêts.*
INSTITUTEUR spécial. Voy. *École primaire.*

INSTRUCTION criminelle. Voy. *Algérie, Chambres d'accusation, Cour d'assises, Maires.*

J.

JOURNAL. L'art. 8 de la loi du 18 juillet 1828, qui prescrit, à peine de 500 fr. d'amende, le dépôt d'un exemplaire de tout journal au parquet du procureur du roi, s'applique aux éditions successives publiées ailleurs avec quelques changements, si peu importants qu'ils soient. 256. — En pareille matière, la bonne foi du contrevenant ne saurait être accueillie comme excuse par le juge correctionnel. 256. — La poursuite pour compte-rendu infidèle, par un journal, des débats d'une affaire criminelle, n'a pas besoin d'être provoquée par une délibération de la cour d'assises qui a jugé cette affaire, alors même que le compte-rendu serait en outre incriminé comme injurieux. 299. — Les simples réflexions faites par un journal sur un compte-rendu précédemment publié, alors même qu'elles contiendraient l'approbation de l'article incriminé comme compte-rendu infidèle, ne peuvent être assimilées à un compte-rendu punissable. 299. — Le droit qu'a le juge de répression d'ordonner l'impression ou l'affiche de la condamnation comporte celui de prescrire, au lieu d'affiches, le dépôt au parquet du procureur du roi d'un certain nombre d'exemplaires du journal dans lequel elle doit être insérée. 299.

JUG. Voy. *Garde nationale, Procès-verbal, Récusation.*

— *de commerce.* Voy. *Juré.*

— *d'instruction.* Voy. *Mandat d'arrêt.*

— *suppléant.* Voy. *Cour d'assises, Juré.*

JUGEMENT par défaut. Le recours en cassation n'est ouvert au minis-

tère public contre un jugement par défaut qu'après que ce jugement est devenu définitif par sa signification à la partie condamnée et par l'expiration du délai d'opposition. 281. Voy. *Appel correctionnel, Forêts.*

JURÉ. La qualité de juge d'un tribunal de commerce est incompatible avec les fonctions de juré. 161. — Il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions de juge suppléant à un tribunal de commerce et celles de juré, encore bien que, d'après le règlement du tribunal, les juges suppléants remplissent à tour de rôle les fonctions de juge. 212. — Un maire ne peut être juré dans une affaire où il a agi comme officier de police judiciaire. 375. — Le greffier du tribunal de première instance du lieu où siège la cour d'assises peut faire partie du jury, en se faisant remplacer, dans la composition de la cour d'assises, par un de ses commis assermentés. 265.

— *suppléant.* Voy. *Cour d'assises.*

JURY (formation du). Lorsque aucun débat ne s'élève sur l'observation d'un juré qu'il a été cité à comparaître comme témoin dans l'affaire en vue de laquelle il est procédé à la composition du tableau du jury de jugement, le président ne commet aucun excès de pouvoir en décidant seul que, par suite de cet empêchement péremptoire, le nom de ce juré sera retiré de l'urne. 43. — Lorsqu'il n'a été tiré au sort que douze jurés, sans jurés suppléants, si l'un d'eux est frappé d'indisposition, la cour d'assises peut annuler le tirage et procéder au tirage d'un nouveau jury devant lequel l'affaire sera recommencée. 159.

— (*questions au*). L'accusation, contre un individu, d'avoir mis volontairement le feu à un édifice assuré, dont il était copropriétaire, permet-elle au président de la cour d'assises de poser au jury deux questions portant, l'une sur le crime d'incendie de la chose d'autrui, l'autre sur le crime d'incendie par le propriétaire, au préjudice d'une compagnie d'assurance? 129.— Les questions au jury et ses réponses ne doivent pas nécessairement être distinctes sur les diverses circonstances qui se confondent en quelque sorte, comme celles de préméditation et de guet-à-pens. 159.— De même que, dans une accusation d'incendie d'un édifice habité, le fait de l'habitation, constituant une circonstance aggravante, doit faire l'objet d'une question distincte au jury, de même aussi cette circonstance, dans une accusation de communication d'incendie, doit être distinguée du fait principal, inégalement suivant l'art. 434, § 7, C. pén. 191.— Dans une accusation d'attentat à la pudeur, l'âge de la personne sur laquelle a eu lieu le crime prévu par le dernier paragraphe de l'art. 332 C. pén., est une circonstance, non pas simplement constitutive, mais aggravante, qui doit conséquemment faire l'objet d'une question distincte au jury. 272.— La qualité d'ascendant, en fait de viol, constitue également une circonstance aggravante, sur laquelle le jury doit être interrogé séparément. 272.— En matière de délit commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, le jury ne doit pas être ap-

pelé à décider le fait matériel seulement; il lui appartient aussi d'apprécier toutes les circonstances de fait et de moralité qui l'ont accompagné. 317.— Lorsqu'il y a plusieurs accusés, les questions doivent être posées séparément sur la culpabilité de chacun d'eux, et, s'il y a lieu, sur les circonstances atténuantes. 317.— La loi n'exige pas qu'il soit constaté par la déclaration du jury que la question des circonstances atténuantes a été posée par le chef du jury conformément à l'avertissement du président. 97.

— (*vote du*). Suivant le vœu de l'art. 345 C. instr. crim., le chef du jury doit lire successivement chacune des questions posées, et suivant la loi de 1836, chaque juré doit exprimer son vote sur son bulletin par oui ou par non, sans pouvoir décomposer la question pour en admettre une partie et rejeter l'autre. 317.

— (*déclaration du*). La règle que les raturés, renvois et interlignes, non approuvés, sont réputés non avenus, s'applique à tous les actes de la procédure criminelle; d'où il suit que l'expression de la simple majorité, dans la déclaration du jury, sur une circonstance aggravante, subsiste, malgré la rature non approuvée du mot *simple*. 98.— La lecture de la déclaration du jury à l'accusé, en présence des jurés, est une formalité essentielle à l'exercice du droit de défense, et doit être constatée par le procès-verbal, à peine de nullité. 313. **JUSTICE CRIMINELLE.** Ordonnance du roi pour la régularisation des frais de justice criminelle, du 28 novembre 1836. 202.

L.

LETTER cachetée. Voy. *Poste aux lettres*.

— *missive*. Voy. *Outrage*.

LIVRES d'éguse. Voy. *Contrefaçon*.

LOQUEUX. Les prescriptions de

l'art. 475, n° 2, C. pén., ne s'appliquent pas aux cabaretiers qui se bornent à donner à boire et à manger. 153.

MAIRES. Les maires et adjoints, dans

les villes où il y a des commissaires de police, ont comme ceux-ci qualité pour constater les con-

traventions et dresser des procès-verbaux. 52.

M.

MAISONS de jeu. La dénomination de banquier conférée à l'un des joueurs, d'après les conditions d'un certain jeu de hasard, sans qu'il soit réellement banquier de la maison, ne le rend pas passible des peines portées par l'art. 410 C. pén. contre les banquiers des maisons de jeu. A son égard, il n'y a lieu qu'à la confiscation de sa mise. 61.

MANDAT d'arrêt. Le droit de décerner un mandat d'arrêt est purement facultatif de la part du juge d'instruction, quelles que soient les réquisitions du ministère public. 339.

MÉDICAMENTS. La prescription et la vente de médicaments, par un individu qui n'est ni médecin ni pharmacien, quoiqu'elles aient occasionné une maladie, ne constituent pas le délit prévu par l'art. 317, § 4, C. pén., si les substances n'ont pas été administrées avec intention de nuire. 115.

MESSAGERIES. Voy. *Coalition*.

MINEUR de seize ans. La durée de la détention à laquelle peut être soumis le mineur de seize ans, acquitté comme ayant agi sans discernement, ne peut-elle pas excéder celle de l'emprisonnement qu'il eût dû subir s'il eût eu seize ans? 38.

MINISTÈRE public. Le ministère public faisant essentiellement partie de la cour d'assises, son absence lors de la déposition d'un témoin

entraîne nullité de l'arrêt de condamnation. 144. — Il y a excès de pouvoirs de la part du tribunal de police qui censure le ministère public en insinuant dans les motifs de son jugement que la poursuite n'aurait pas dû avoir lieu. 301. — Aux colonies comme en France, le droit de censurer les officiers du ministère public n'appartient point aux tribunaux, qui ne peuvent que les dénoncer confidentiellement au gouvernement s'il y a lieu. 266. — Les procureurs-généraux des colonies, par cela qu'ils participent au gouvernement comme chefs de l'administration de la justice et comme membres du conseil privé, ne sont pas du nombre des officiers du ministère public soumis à la surveillance de la cour royale. 266.

— Le procureur du roi a-t-il le droit d'assister au rapport que fait le juge d'instruction dans la chambre du conseil, et de donner ses réquisitions oralement après ce rapport? 331. — Voy. *Contumace*, *Cour d'assises*, *Garde nationale*, *Pêche fluviale*, *Postes*.

MONUMENT. Une croix, monument religieux, peut-elle être propriété privée, de telle sorte que sa destruction ne constitue pas le délit prévu par l'art. 257 C. pén. ? 222. — L'exception de propriété soulevée par le prévenu, en matière de délits de destruction de monuments, nécessite le renvoi à fins civiles. 222.

N.

NAVIGATION. Voy. *Contrib. indirectes*.

NOTIFICATION. Voy. *Cour d'assises*.

NULLITÉ. Voy. *Données*.

— *couverte.* Voy. *Délit forestier*.

O.

OFFENSE publique. Voy. *Cour d'assises*.

OFFICIER de santé. Les officiers de santé ne peuvent s'établir et exercer leur profession hors du département où ils ont été reçus par le jury médical. 350. — L'officier de santé qui exerce hors du département où il a été autorisé à s'établir, commet-il le délit d'usurpation du titre d'officier de santé? 350. — Il y a usurpation de titre dans le fait, de la part d'un officier de santé reçu à l'étranger, d'exercer la médecine en France sans autorisation du gouvernement. 350. — La circonstance que le pays où exerçait l'officier de santé a été réuni à la France et que pendant la réunion il a fait viser son diplôme, conformément à l'art. 3 de la loi de ventôse an xi, devient inefficace par

le résultat de la séparation de territoire, qui le rend de nouveau étranger. 350.

OMNIBUS. Voy. *Postes*.

ORDONNANCE royale. Voy. *Sucre indigène*.

OUVRIERS. Voy. *Arrêté municipal*.

OUTRAGE à la morale publique. Les actes obscènes accomplis sur une tombe et les interpellations outrageantes adressées aux mânes de ceux qu'elle renferme constituent le délit prévu par l'art. 360 C. pén., et un outrage à la morale publique et religieuse, justiciable de la Cour d'assises s'il y a eu publicité. 337.

— *envers un magistrat.* L'offense envers un magistrat par lettre missive ne constitue pas le délit d'outrage spécifié dans l'art. 222 C. pén. 31. Voy. *Diffamation*.

P.

PACH. Voy. *Poids (faux)*.

PARCOURS. Est obligatoire l'arrêté municipal qui, réglant l'exercice du parcours ou de la vaine pâture, dans une commune où a subsisté l'usage du troupeau commun, défend aux propriétaires et fermiers qui ne voudraient pas confier leurs troupeaux au pâtre nommé par l'autorité municipale, de les réunir sous la garde d'un berger choisi par eux collectivement. 156.

PARTIE civile. Voy. *Usure*.

PÊCHE fluviale. Le ministère public a le droit, en matière de pêche fluviale, de poursuivre d'office les délits commis au préjudice de simples particuliers comme ceux commis au préjudice de l'Etat. 155.

PEINE. Voy. *Algérie, Chasse, Détention préalable, Cour d'assises, Douanes, Duel, Garde nationale, Officier de santé*.

PERCEPTION illégale. Voy. *Greffier*.

PLANTATION. Voy. *Bois, Chemins vicinaux*.

POIDS (faux). Le boulanger qui, en vendant du pain au poids, ajoute au plateau de la balance qui le contient un poids quelconque, commet le délit spécifié dans l'article 423 C. pén., et non pas seulement la contravention prévue par le n° 6 de l'art. 479. 364. — Le seul fait de la possession, par un marchand, dans sa boutique, d'un faux poids ou d'une fausse mesure, constitue la contravention prévue par l'art. 479, n° 5, C. pénal. 67. — Il n'y a pas lieu de distinguer entre la balance naturellement fautive et la balance faussée accidentellement, telle que celle à l'un des chaînons de laquelle se trouve un crochet qui fait pencher l'un des plateaux. 67.

POIDS et mesures. La surveillance de l'autorité municipale sur les poids et mesures devant s'exercer dans

les magasins, boutiques, etc., les assujettis ne peuvent être obligés, sous peine de contravention, même par un arrêté préfectoral, de porter leurs poids et mesures au bureau de vérification. 210. — Les procès-verbaux de contravention dressés par un vérificateur des poids et mesures, dans ses vérifications périodiques, ne sont pas nuls par cela que cet agent n'était pas accompagné du maire ou d'un autre officier de police. 291. — Pour le poinçonnage annuel des instruments de pesage qui sont simplement tolérés, les vérificateurs des poids et mesures ne sont pas tenus de se transporter au domicile des assujettis. 374.

POSTES. La juridiction correctionnelle, à laquelle il appartient de statuer sur les contraventions postales, ne cesse pas d'être compétente par cela que le défendeur prétend qu'il n'a pas refusé le paiement du droit de passe au maître de poste, et que celui-ci, faute de l'avoir demandé sur lieu, n'avait plus qu'une action civile. 154. — Le droit de passe est dû aux maîtres de poste aux lieux mêmes où sont établis leurs relais, quelque éloignés qu'ils soient de la route; le défaut de paiement constitue la contravention prévue par la loi du 15 ventôse an XIII, art. 1^{er}. 154. — L'amende n'étant pas purement pénale, puisqu'elle est attribuée pour moitié au maître de poste lésé, celui-ci a le droit d'en poursuivre personnellement la condamnation dans tous les degrés de juridiction sans le concours du ministère public. 213. — L'amende étant pour partie une peine, le ministre public a qualité pour poursuivre la condamnation à l'amende contre l'entrepreneur de voitures qui refuse de payer le droit de passe, alors surtout que son action a été mise en mouvement par la plainte du maître de poste, encore bien que celui-ci ait été désintéressé. 214. — Une seule amende

doit être prononcée, encore bien qu'il y ait eu plusieurs passages de voitures sans paiement du droit de passe. 213. — L'art. 5 du décret du 6 juillet 1806, par lequel sont soumises au droit de 25 c. envers les maîtres de postes les voitures publiques qui ne relaient pas, est inapplicable aux entreprises spéciales de transport en commun, telles que les omnibus. Dès lors la correspondance établie entre deux omnibus dont l'un reçoit les voyageurs de l'autre, ne saurait être assimilée au versement réciproque qu'a en vue cet art. 5. 296. — Le maître de poste, au vu et au su duquel un relai particulier a existé sans réclamation de sa part, est non recevable à demander l'indemnité de 25 c. pour le passé, lorsque ce relai a été supprimé dès qu'il a manifesté l'intention d'exiger l'indemnité. 296.

POSTES aux lettres. Le renvoi fait par un huissier à son client d'un billet à ordre protesté, avec une note ou lettre non cachetée indiquant au voiturier la personne à laquelle il doit remettre ces pièces, peut être considéré comme rentrant dans la double exception faite par l'art. 2 de l'arrêté du 27 prairial an IX, en faveur des sacs de procédure et des papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures. 274. — Une lettre cachetée, transportée par un voiturier, ne peut rentrer dans l'exception admise par l'art. 2 de l'arrêté du 27 prairial an IX, encore bien qu'elle n'ait d'autre objet que d'autoriser le voiturier à retirer des marchandises du tiers auquel elle est adressée. 346.

POUDRES (détention de). Les peines d'amende pécuniaire et de confiscation, édictées par la loi du 12 fructidor an V, sont virtuellement maintenues par la loi du 24 mai 1834 qui punit de prison la détention de plus de 2 kilog. de poudre. 220. — D'après le principe sur la

non-cumulation des peines en cas de coexistence des deux délits de détention de poudre et de fabrication de cartouches, entraînant l'une une amende de 100 fr., l'autre une amende de 16 à 1,000 fr., la condamnation à 500 fr. d'amende remplit le vœu de la loi. 228.

POURVOI. Lorsqu'un condamné, par lui-même ou son défenseur, a manifesté, dans le délai, au concierge ou à un de ses gens, l'intention de se pourvoir en cassation, le pourvoi est recevable, quoiqu'il dressé après le délai. 109. — Voy. *Garde nationale, Jugement par défaut, Justice criminelle, Prescription.*

PRESCRIPTION. En matière criminelle comme en matière civile, et spécialement pour les délits de diffamation, la poursuite devant un tribunal incompétent interrompt la prescription. 69. — Toute action, en matière de police, qui n'a pas été suivie dans l'année de l'appel ou du pourvoi est éteinte par la prescription; en conséquence, est non recevable le pourvoi du ministère public qui n'a été notifié à la partie que plus d'un an après la déclaration faite au greffe 62. —

Le condamné par contumace pour crime, qui n'est reconnu, sur sa comparution après trois ans, coupable que d'un simple délit, ne peut invoquer la prescription triennale. 206. — La qualification de crime ayant été imprimée au fait par la déclaration du jury, le condamné par contumace ne peut invoquer la prescription triennale, par cela que l'admission de circonstances atténuantes ne comporte qu'une peine correctionnelle. 303.

PRÊT À USAGE. Voy. *Abus de confiance.*

PRÊT À USAGE. Voy. *Contributions indirectes, Douanes, Escroquerie, Forêts, Garde nationale, Gendarmerie, Prescription, Procès-verbal, Recrutement.*

PROCESSION. Voy. *Garde nationale.*

PROCÈS-VERBAL. La foi due à un procès-verbal jusqu'à preuve contraire ne peut être détruite par la connaissance qu'aurait personnellement le juge de l'inexactitude des faits y relatés. 145. — Voy. *Agents de police, Contrib. indirectes, Cour d'assises, Douanes, Forêts, Gardes-rivières, Gendarmes, Instruction criminelle, Poids et mesures, Voitures publiques.*

Q.

QUESTIONS. Voy. *Jury, Incendie, Banqueroute frauduleuse, Presse. — complexe. Voy. Avortement, Com-*

plicité, Cour d'assises, Incendie communiqué.

R.

RÉABTILION. Voy. *Cumul de peines.*

RECEL. Voy. *Contrib. indirectes.*

RÉCIDIVE. Il n'y a pas récidive de délit, par cela que l'accusé, qui précédemment avait été condamné pour délit, n'est déclaré coupable du crime à lui imputé qu'avec circonstances atténuantes, motivant une condamnation simplement correctionnelle. 370. Voy. *Chasse.*

RÉCUSATION. L'art. 40 de la loi du 21 mars 1833, dans la disposition

qui punit quiconque sera reconnu coupable d'avoir pris à son service un insoumis, ne met pas à la charge du ministère public l'obligation de prouver l'intention coupable de l'auteur du fait, mais réserve seulement à celui-ci la faculté de prouver qu'il était de bonne foi. 32. Voy. *Escroquerie.*

RÉCUSATION. En matière correctionnelle comme en matière civile, le juge qui sait cause de récusation

en sa personne ne peut s'abstenir par sa seule volonté; il doit soumettre ses motifs à la chambre du conseil. 341. — Il y a lieu à renvoi par la Cour de cassation lorsqu'un tribunal se trouve incomplet par l'abstention de plusieurs des juges ou juges suppléants qui le composent, mais seulement après que l'abstention a été autorisée par la chambre du conseil. 341. Voy. *Garde nationale, Juge.*

RÈGLEMENT municipal. Est légal et obligatoire le règlement municipal portant que les habitants de la commune seront seuls admis au parcours sur les landes communales, et que les propriétaires de métairies situées dans la commune, qui n'y demeurent pas, ne pourront envoyer au parcours que les troupeaux affectés en permanence à ces métairies. Le tribunal de police ne peut refuser de réprimer les contraventions à un pareil règlement, sous prétexte d'une réciprocité entre communes. 58. — La force obligatoire des règlements de police survit aux circonstances qui les ont fait porter, par cela qu'ils continuent d'intéresser la salubrité publique. 116. — La disposition de la loi du 18 juillet 1837, art. 11, d'après laquelle les arrêtés municipaux qui portent règlement permanent ne sont exécutoires qu'un mois après la remise constatée par le récépissé du sous préfet, s'applique au cas même où le préfet aurait donné son approbation avant l'expiration du mois. 151. — Est obligatoire et applicable à tous travaux quelconques le règlement municipal qui défend de faire aucun changement aux maisons de la ville, sans distinction entre celles qui sont sur l'alignement adopté et celles qui

seraient sujettes à reculement. 153. — Les règlements municipaux qui ne contiennent que des dispositions temporaires, et spécialement ceux qui fixent la taxe du pain, sont obligatoires dès l'instant même où ils ont été publiés dans la forme usitée. 280. Voy. *Arrêt municipal, Cours d'eau, Etablissement insalubre, Parcours.*

RÉHABILITATION. La réhabilitation d'une condamnation correctionnelle est-elle autorisée par la loi? 15 et 21.

REMÈDES. La vente de médicaments, quoique préparés par un pharmacien, ne peut avoir lieu par un individu non pharmacien, encore bien qu'il soit inventeur, pourvu d'un brevet. 115. — La distribution et la vente de remèdes secrets, de quelque manière qu'elles soient faites, sont prohibées comme leur annonce. 189. — Toute vente ou distribution de médicaments, bien que faite en paquets et non dans les proportions prescrites par les médecins, mais dans les doses déterminées, est un délit au poids médicinal. 189.

REMPLACEMENT militaire. Voyez *Faux.*

RIVIÈRES. L'ordonnance du 31 juillet 1833, portant règlement de la rivière d'Iton, a force de loi pour les tribunaux. 111. — Les règlements administratifs qui défendent de faire sans autorisation aucun ouvrage sur les petits cours d'eau, n'ont point été abrogés par les dispositions du Code civil qui régissent les droits des riverains. En conséquence, l'établissement d'un barrage non autorisé constitue une contravention passible de la peine prononcée par l'art. 471, n° 15, C. pén. 113. — Voy. *Rues, Voirie.*

S.

SAGE-FEMME. Voy. *Avortement.*

SERGEANTS de ville. Voy. *Agents de police.*

SUCRE indigène. L'ordonnance royale du 4 juillet 1838, relative à la perception du droit sur le sucre

indigène, ne change point le mode de perception établi par la loi du 18 juillet 1837;—elle est constitutionnelle et doit être exécutée. 57.

SUPPRESSION d'écrit. Voy. Délit de presse.

— *d'enfant.* Le crime de suppression d'enfant prévu par l'art. 345 C. p., n'existe pas s'il n'est prouvé que l'enfant dont le cadavre a été supprimé était né vivant et viable. 60. — L'inhumation clandestine d'un enfant qui n'a vécu que quelques instants, constitue-t-elle le crime de suppression d'enfant, par cela que la naissance n'a pas été déclarée. 258? *Voy. Cour d'assises.*

SURTRÈ publique. L'art. 471, n° 1^{er}, C. pén., punissant « ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu, » est applicable au locataire exploitant, quoique les réparations à faire ne soient pas simplement locatives suivant l'art. 1754 C. civ. 156.

SURVIS. *Voy. Chemins vicinaux, Contumace, Démence, Douanes.*

SURVEILLANCE. En matière de vagabondage, comme en toute autre matière correctionnelle, la déclaration de circonstances atténuantes autorise le juge à réduire la durée de la mise en surveillance de même qu'à écarter cette peine. 372.

T.

TAXE du pain. Voy. Règlement municipal.

TÉMOIN. Le droit qu'a le président des assises de mettre en état d'arrestation le témoin dont la déposition lui paraît fautive, lui permet d'ordonner, sans consulter la Cour, qu'un témoin suspect de faux témoignage sera gardé à vue par la gendarmerie jusqu'à la fin des débats. 211. — La belle-mère et la belle-sœur de l'accusé, alors même que le conjoint qui produisait l'affinité est décédé sans enfants, ne peuvent être entendues avec prestation de serment. 319. — Un individu en état d'arrestation peut être entendu comme témoin malgré l'opposition de l'accusé 373. *Voy. Compétence, Cour d'assises, Instruction criminelle.*

TOMBEAUX. — *Voy. Outrages.*

TRIBUNAUX correctionnels. — La juridiction correctionnelle, appelée à réprimer un fait qui n'est qu'une contravention de police, ne peut-elle pas être déclinée par le prévenu comme par le ministère pu-

blic et la partie civile? 101. — Un jugement correctionnel n'est pas nul par cela que le greffier n'en aurait pas signé la minute, ni même par cela que sa présence n'aurait pas été constatée par le jugement, pourvu qu'elle résulte de documents certains. 290.

— *de police.* Un tribunal de police ne peut, sans excès de pouvoir, baser son jugement sur des renseignements que le ministère public n'a pas été mis à même de discuter. 362.

— *maritimes.* Les tribunaux maritimes, créés par le décret du 12 nov. 1806, et reconnus par la loi du 10 avril 1825 sur la piraterie, n'ont point été supprimés par la charte de 1830. 105. — Les marius du commerce, par cela qu'ils sont classés, sont justiciables des tribunaux maritimes, pour les crimes prévus par la loi de 1825, et ne peuvent conséquemment se pourvoir en cassation. 105.

TROUPEAU. Voy. Parcours.

U.

USAGER. Voy. *Délit forestier*.

USURE. Le délit d'usure habituelle, de la part de deux associés, étant personnel à l'un et à l'autre, chacun d'eux doit être condamné à une amende. 79. — Le délit d'habitude d'usure ne pouvant ré-

sulter d'un seul prêt usuraire, nul ne peut se porter partie civile devant la juridiction correctionnelle, contre son créancier, s'il n'a pas été personnellement lésé par plusieurs faits d'usure imputables à celui-ci. 349.

V.

VAGABONDAGE. Voy. *Surveillance*.

VIOL. — Voy. *Cour d'assises*.

VOIRIE (petite). L'autorisation d'élever des constructions sur ou joignant la voie publique, ne peut être établie que par écrit, ayant date certaine avant la construction. 62. — Le tribunal de police qui prononce une amende contre celui qui a fait exécuter des travaux confortatifs aux saillies d'une maison donnant sur la rue, ne peut se dispenser d'ordonner la démolition de ces travaux, sous le prétexte qu'elle ne paraît ni urgente ni indispensable. 310. — La règle que nulle construction ne peut, sans autorisation de l'autorité municipale, être faite sur ou joignant la voie publique, s'applique indistinctement à toutes les communes, indépendamment d'un arrêté pris par le maire pour la rappeler à ses administrés. 311. — Est-ce aux conseils de préfecture ou aux tribunaux de police qu'il appartient de connaître des contraventions résultant de dépôts de matériaux sur les parties de grandes routes traversant les villes? 117.

— (*grande*). La compétence des conseils de préfecture, suivant la loi du 29 floréal an xi, s'étend à toutes les contraventions de grande voirie, et spécialement à tout fait qui entrave la navigation. 157 et 345.

VORRUES publiques. Les malles postales étant en dehors des dispositions de l'ordonnance du 16 juillet 1828 relatives à la rapidité des

voitures publiques, leur marche plus ou moins rapide ne saurait constituer la contravention réprimée par l'art. 475, § 4, C. pén. 116. — Les préposés des ponts à bascule ont qualité pour verbaliser sur les faits de surélévation comme sur les faits de surcharge de voitures publiques. 288. Leurs procès-verbaux ne sont pas soumis à la formalité de l'affirmation devant un juge de paix. 288. — Lorsqu'il résulte d'un procès-verbal régulier que dix voyageurs étaient placés sur l'impériale d'une voiture, et que cette voiture ne portait pas dans l'intérieur l'indication des places qu'elle peut contenir et de leur prix, chacune de ces trois contraventions doit entraîner une condamnation par le tribunal de police. 305.

VORRUIERS. Voy. *Poste aux lettres*.

Vol. Lorsque, sur une accusation de vol commis la nuit, avec fausses clefs, dans un grenier dépendant d'une habitation, le jury a écarté entièrement cette dernière circonstance, ce qui laisse douteux si le vol a eu lieu dans un édifice, il n'y a pas lieu d'appliquer les peines portées par l'art. 384 C. pén. 51. — Le refus frauduleux de la part de celui qui a trouvé un sac d'argent, de le remettre au propriétaire qui le réclame, constitue-t-il un vol à ce moment même? 271. — Il n'y a point crime de vol punissable des travaux forcés, sui-

vant les art. 381, n° 4, et 384 C. pén., s'il n'est déclaré par le jury que le vol commis avec fausses clefs l'a été dans une maison ou édifice habité ou leurs dépendances. 298.

— *d'arbres.* Dans le cas prévu par le 5° § de l'art. 288 C. pén.,

un canot doit être assimilé à une voiture; ainsi le fait d'emporter dans un canot des arbres coupés chez autrui constitue le délit puni de prison par cet article, lequel n'est prescriptible que par trois ans, et non pas un simple délit rural prescriptible par un mois. 256.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

DES ARRÊTS CONTENUS DANS LE ONZIÈME VOLUME.

ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION.

23 avril 1830.	p. 137	24 août	84	29 novembre	161
28 mai 1836	190	30	146	29	180
12 avril 1837	176	30	154	29	280
18 janvier 1838	189	6 septembre	53	1 ^{er} décembre	84
19	48	6	66	1 ^{er}	274
8 février	42	6	152	7	139
21 mars	140	6	156	8	292
23	92	7	114	13	98
23	112	7	153	14	80
27 avril	88	12	115	14	282
3 mai	147	14	46	15	207
8	148	14	48	15	210
2 juin	61	20	152	15	278
7	147	21	148	20	20
29	183	28	96	21	86
7 juillet	118	5 octobre	157	21	87
12	51	12	90	27	278
12	80	17	55	28	188
13	44	8 novembre	82	28	211
14	62	8	147	28	213
14	146	8	149	29	294
19	63	8	163	3 janvier 1839	144
19	81	8	179	4	361
19	95	9	93	5	158
20	65	15	113	5	305
20	151	15	116	5	314
21	52	15	116	11	858
21	146	15	148	12	219
2 août	66	15	148	17	359
3	88	15	162	18	99
4	44	17	154	19	37
4	82	22	49	24	189
4	145	22	160	24	297
9	64	23	149	25	35
9	114	23	285	25	284
17	155	26	97	26	56
24	79	29	109	26	298

31 janvier	24	21 mars	164	13 juin	223
31	269	21	375	14	541
1 ^{er} février	206	23	371	20	373
2	30	28	191	22	192
2	33	28	368	22	339
7	205	30	110	23	250
8	290	4 avril	286	4 juillet	219
8	296	5	78	11	273
8	28	5	289	11	287
9	42	8	215	12	224
9	339	11	106	12	255
9	360	11	120	16	201
11	32	11	370	16	222
11	58	12	316	17	224
14	363	13	212	17	227
15	68	13	214	18	271
15	306	18	256	19	202
16	187	19	124	20	344
16	274	19	158	2 août	279
21	129	19	575	3	300
22	107	20	132	9	249
22	265	24	128	10	343
22	281	24	150	14	257
22	311	25	312	16	348
22	363	26	252	17	342
22	365	26	309	22	337
23	67	26	353	30	335
23	310	26	372	19 septembre	332
23	366	2 mai	270	21	317
23	374	4	204	26	263
28	304	17	164	27	343
28	365	18	181	27	346
1 ^{er} mars	367	28	256	3 octobre	376
8	101	28	276	18	354
8	307	1 ^{er} juin	302	28	320
14	317	6	299	21 novembre	331
14	351	6	336	23	356
15	138	6	364		
16	221	7	291		

ARRÊTS DES COURS ROYAUX ET DÉCISIONS DIVERSES.

2 juillet 1836	13	9 novembre	25	18 mars	99
16 mars 1838	38	11	115	22	207
14 mai	21	18	40	17 avril	271
27 juillet	54	28	202	16 mai	229
10 août	29	28 décembre	58	29	277
17	108	29	55	19 juin	262
22	115	11 février 1839	190	24 juillet	250
30	19	21	208	19 août	369
13 septembre	114	22	216	29	353
17	54	23	303	27 septembre	357
2 novembre	60	27	111	9 novembre	345

LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES CITÉS DANS CE VOLUME

	Pages.		Pages.
Édit de 1607.	311	Décr. 22 juil. 1806.	105
Ord. crim. 1670	22	Décr. 12 nov.	105
Ord. 1681.	224	L. 3 sept. 1807.	80
Édit 1685.	296	L. 16 sept.	113
Règl. 1723	19	Déc. 6 oct. 1809.	162
Ord. juillet 1737	35	Déc. 5 fév. 1810.	19
Règl. 1738.	35	L. 20 avr.	68, 112
Ord. mil. 1 ^{er} mars 1768.	147	Déc. 6 juil.	115
Déclar. 22 mai.	296	Décr. 15 oct.	362
Règl. 17 janv. 1779.	84	Décr. 8 mars 1811.	49
L. 14 décemb. 1789.	53	Décr. 26 août	37
L. 30 avril 1790.	276, 366.	Déc. 16 décemb.	118, 120
L. 24 août	16, 53, 86	Décr. 4 mai 1812.	309, 52
L. 11 sept.	158	Décr. 15 décemb. 1813.	162
L. 17 mars 1791.	19	L. 2 octob. 1814.	18
L. 19-22 juillet.	32	L. 18 novemb.	301
L. 22 août.	49, 85, 293	L. 28 avr 1816.	16
L. 19 juillet 1793.	191	Id. 44, 46, 48, 49. 139, 293, 222	
L. 4 germ. an II.	84	L. 25 mars 1817.	275
L. 21 fruct. an III.	13	L. 21 avril 1818.	292
L. 20 mess.	112	L. 17 mars 1819.	79
L. 13 Brum. an IV.	81	L. 17 mai.	107, 183, 282
L. 12 fruct. an V.	221, 307	L. 26.	69, 107, 204
L. 13 brum.	23, 105	Ord. 29 nov. 1820.	112
L. 21 prair.	99	L. 25 mars 1822.	107, 300
L. 19 brum. an VI.	84	L. 10 avril 1825.	105
L. 9 vend.	275	L. 18 juillet 1828.	256
L. 28 germ.	163	L. 15 avr. 1829.	155
L. 21 vent. an VII.	114	L. 28 juin.	289
L. 1 ^{er} brum.	162	L. 8 oct. 1830.	107, 300
L. 21 prair.	114	Id.	21, 23, 146, 147
L. 9 flor.	49, 295	L. 22 mars 1831.	16
L. 27 vent.	105	L. 28 mars	146
L. 16 fruct.	86	L. 21 mars 1832.	16, 23, 32
L. 26 mess. an IX.	209	L. 24 avril 1833.	296
L. 29 flor. an X.	117, 120	L. 28 juin	16, 23, 24
L. 19 vent. an XI.	351	Ord. 24 octob.	146
L. 21 germ.	287	Ord. 8 nov.	27
Décr. 28 pluv.	42	L. 24 mai 1834.	221, 307
L. 15 vent. an XIII.	154, 214	L. 9 sept. 1835.	98
Décr. 1 ^{er} germ.	44, 128, 252	L. 23 avr.	46
Décr. 23 prair.	224	L. 13 mai.	56, 97, 161, 317
L. 29 prair.	115	L. 21 mai.	278
L. 24 avril 1806.	227	L. 4 juillet 1837.	291
Décr. 6 juil.	296	L. 30 juin 1838.	36

FIN DES TABLES.

